Études pratiques sur le Code pénal, par Antoine Blanche,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Blanche, Antoine-Georges (1808-1875). Études pratiques sur le Code pénal, par Antoine Blanche,.... 1861-1872.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

29576

ÉTUDES PRATIQUES

SUR

LE CODE PÉNAL

VI

Paris. — Imprimerie de J. DUMAINE, rue Christine,

ÉTUDES PRATIQUES

SUR

LE CODE PÉNAL

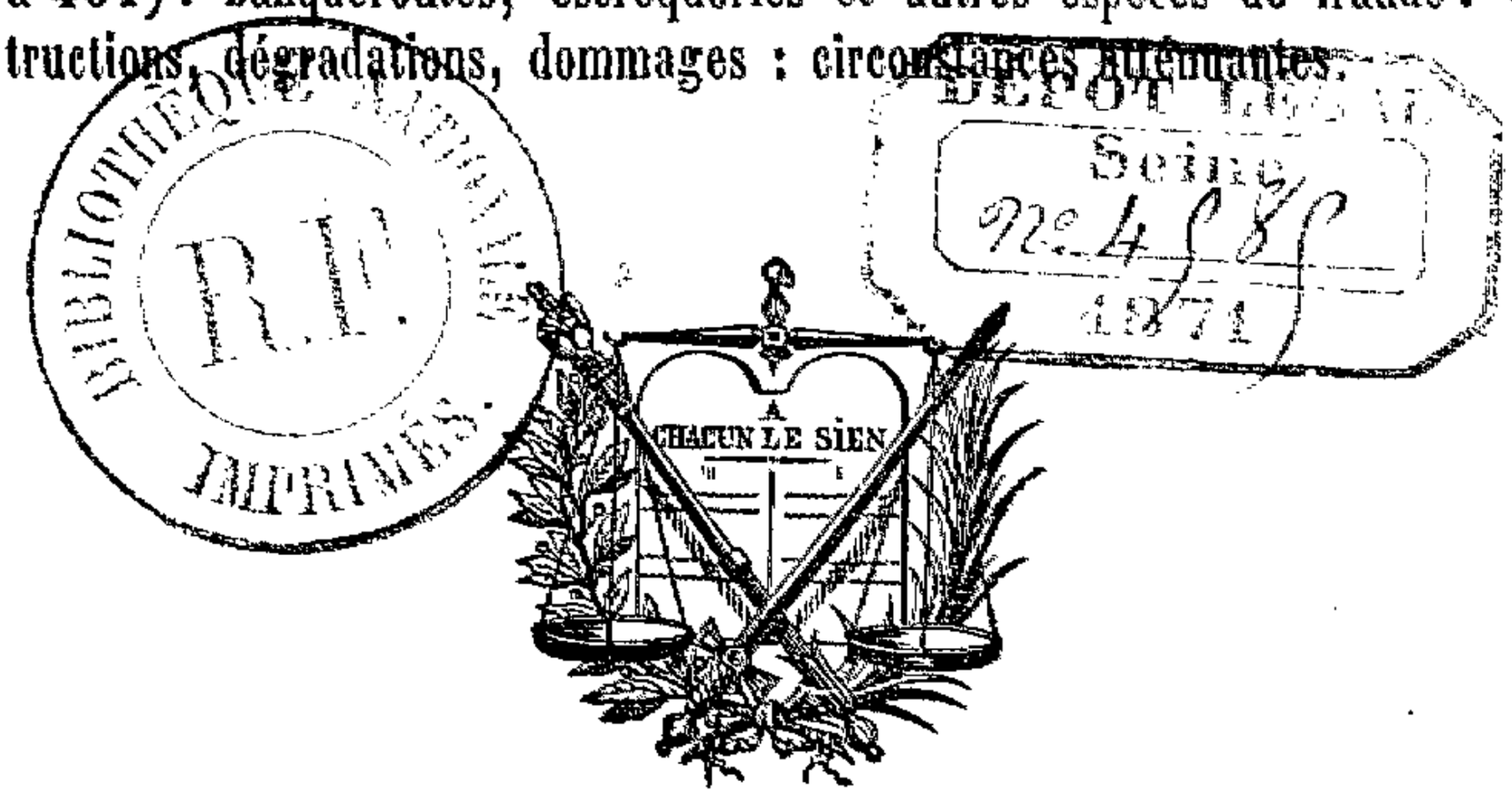
PAR

Antoine BLANCHE,

PREMIER AVOCAT GÉNÉRAL A LA COUR DE CASSATION.

SIXIÈME ÉTUDE

Livre troisième.—Titre deuxième.— Chapitre deuxième.—Vols (art. 390 à 401) : banqueroutes, escroqueries et autres espèces de fraude : destructions, dégradations, dommages : circonstances atténuantes.



PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

COSSE, MARCHAL ET BILLARD, Imprimeurs-Éditeurs

LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Place Dauphine, 27.

1871

ÉTUDES PRATIQUES

SUR

LE CODE PÉNAL

SIXIÈME ÉTUDE

LIVRE TROISIÈME

TITRE DEUXIÈME.

CHAPITRE DEUXIÈME

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS

SECTION PREMIÈRE.

Vols (suite).

ARTICLE 390.

Est réputé *maison habitée* tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel

qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

1. Objet de l'article.
2. La maison a le caractère de maison habitée, quand elle est actuellement habitée ou destinée à l'habitation.
3. Suite. Etable. Arrêt.
4. Suite. Bateau. Distinction. Arrêts.
5. Suite. Voiture publique. Arrêt.
6. Suite. Théâtre. Bourse. Eglises. Arrêts.
7. Suite. Cabane servant d'abri au chasseur. Arrêts.
8. Question au jury.
9. Caractère de la dépendance de maison habitée.
10. L'énumération de l'art. 390 n'est pas limitative. Arrêt.
11. Suite. Conséquence. Cave. Couverture de la maison. Forge. Jardin. Arrêts.
12. L'art. 390 exige, non-seulement une dépendance de destination, mais aussi une dépendance de fait. Arrêts.
13. Question au jury. Arrêts.

1. L'article 390 donne la définition de la maison habitée et de la dépendance de maison habitée.

Est réputé maison habitée : tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation.

Est assimilé à la maison habitée : tout ce qui en dépend, comme, par exemple, les cours, les basses-cours, les granges, les écuries, et les édifices, qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

2. Occupons-nous d'abord de la maison habitée.

Il résulte, de la définition que je viens de rappeler, que la maison a ce caractère, lorsqu'elle est actuellement habitée ou destinée à servir à l'habitation. Elle

ne l'aura pas, si elle ne satisfait pas à l'une ou à l'autre de ces conditions.

3. Cette proposition se justifie par les différentes espèces que je vais reproduire.

Le nommé Solari avait été traduit devant le tribunal de police correctionnelle, et condamné à trois ans d'emprisonnement pour avoir soustrait frauduleusement des bœufs dans une étable. En appel, il fut établi que la personne, chargée de surveiller ces bestiaux, couchait habituellement dans l'étable et y était couchée la nuit où le vol avait été commis. La Cour d'appel se déclara incompétente. Un complément d'instruction eut lieu, et la Cour de Gênes déclara qu'il n'y avait pas lieu à accusation et que Solari devait être renvoyé en police correctionnelle, « attendu que l'étable, dans laquelle a été commis le vol, dont il s'agit, est séparée, par un chemin, de la maison habitée par Dodici ; qu'ainsi, elle ne peut pas être considérée comme une dépendance de cette maison ; que, d'ailleurs, elle n'est pas elle-même une maison habitée dans le sens de la loi. » La Cour de cassation, saisie par la voie du règlement de juges, décida, au contraire, que Solari devait être renvoyé devant la juridiction criminelle, « considérant qu'il a été reconnu, d'après le résultat de l'instruction, que le vol de bœufs, dont est prévenu Solari, a été commis la nuit, dans une étable où couchait habituellement une personne chargée, spécialement, par le propriétaire, de surveiller les bestiaux et fourrages que contenait ladite étable, et que cette personne y couchait la nuit même où les bœufs ont été volés ; que cette étable était donc, à l'égard de la personne qui y avait la surveillance, un logement qui, aux termes de l'art. 390, est réputé maison habitée ; que cette circonstance de maison habitée, jointe à celle de la nuit, rangeait le vol, dont il s'agit, dans la classe de

ceux prévus par l'art. 386, C. pén. qui prononce la peine de la réclusion. » 4 septembre 1812. J. Pal., à sa date.

4. De même, les navires et les bateaux auront ou n'auront pas le caractère de maison habitée, suivant qu'ils serviront ou ne serviront pas de logement à une ou plusieurs personnes.

Jean Vanleuwen avait été déclaré coupable de vol commis, la nuit, dans un bateau à tourbe, à l'aide d'effraction intérieure, et condamné, par la Cour d'assises des Bouches-de-la-Meuse, à la peine des travaux forcés à temps. Il se pourvut en cassation et prétendit notamment « qu'un bateau à tourbe, dont le maître n'y loge qu'accidentellement et pendant qu'il le conduit, n'est ni une maison habitée, ni un parc, ni un enclos. » Le pourvoi fut rejeté, « attendu que l'art. 390, C. pén., dans la désignation de la maison habitée et de ce qui en dépend, parle généralement de tout bâtiment; qu'ainsi les bateaux, qui peuvent servir de logement ou d'habitation, y sont compris nécessairement. » 8 octobre 1812. J. Pal., à sa date.

Dans une autre espèce, François-Marcel Crouzet avait été condamné à l'emprisonnement par la Cour de Montpellier, pour avoir soustrait frauduleusement deux malles dans le bateau-poste faisant le trajet de Cette à Toulouse. Il se pourvut en cassation, et prétendit que le fait était constitutif de crime parce que le vol avait été commis dans un lieu habité. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué constate, en fait, que Crouzet s'est rendu coupable de la soustraction frauduleuse de deux malles, et d'un paquet appartenant à autrui, dans le bateau-poste faisant le trajet de Cette à Toulouse, sur le canal du Midi, lorsque ledit Crouzet occupait une place dans ce bateau ; fait qui a motivé la

condamnation à l'emprisonnement prononcée contre lui par application de l'art. 401, C. pén. ; attendu, en droit, que la définition, que donne d'une maison habitée l'art. 390 du Code, ne pouvait s'appliquer au bateau-poste dont il s'agit, qui n'est ni un bâtiment, ni une loge, ni une cabane; que le but de cet article a été de protéger l'habitation, c'est-à-dire un lieu destiné à la demeure des citoyens, et qu'un bateau de la nature de celui dont il s'agit, destiné uniquement au transport des personnes et des marchandises, ne pouvait recevoir d'assimilation légale qu'avec une voiture publique. » 6 mars 1846, n° 69.

5. Les voitures publiques ne pourront jamais être considérées comme maison habitée « puisqu'une voiture publique n'est ni un bâtiment, ni un logement, ni une loge ou cabane ; que le but de l'art. 390 est de protéger l'habitation, c'est-à-dire le lieu destiné à la demeure des citoyens et qu'il n'y a aucune assimilation légale entre un tel lieu et une diligence. » 7 septembre 1827, n° 235. J'ajoute que, si les vols, commis, dans les voitures publiques, par les personnes qui y occupent une place, avaient été spécialement prévus par l'art. 21 de la 2e section du titre II de la IIe partie du Code pénal du 6 octobre 1791, qui les réputait crimes, et les punissait d'une peine afflictive et infamante, cet article a été modifié par l'article 8 de la loi du 25 frimaire an VIII, qui les a placés dans la classe des délits correctionnels, et que le Code pénal leur a conservé ce caractère, lorsqu'ils ne sont accompagnés d'aucune circonstance aggravante, et les a compris, en ne les distinguant pas des vols simples, dans les dispositions générales de son article 401. 7 septembre 1827, n° 235.

6. Devra-t-on considérer comme maison habitée les lieux où se font accidentellement de grands rassemble-

ments d'hommes, les théâtres, les bourses de commerce, les salles de réunions publiques? Je ne le crois pas, à moins que ces bâtiments ne soient habités par un gardien ou ne soient des dépendances d'une maison habitée. Ces différents lieux ne sont en effet une habitation pour aucun de ceux qui ne les fréquentent qu'accidentellement.

La Cour de cassation a jugé, il est vrai, avant la loi du 20 avril 1825, dite du sacrilége, que les églises devaient être considérées comme des maisons habitées. 23 août 1821, n° 134, 29 décembre 1821, année 1822, n° 4. Mais cette jurisprudence, ainsi que je l'ai fait remarquer dans mon 5e volume n° 114, pouvait être sérieusement critiquée. Pour combler une lacune, assurément regrettable, elle donnait à l'article 390 une interprétation que cette disposition ne comportait pas. Je ne pense pas qu'on puisse l'invoquer pour contredire la réponse que je viens de faire à la question que j'examine. Il faut, malgré ces arrêts, tenir pour certain que les édifices, qui ne sont consacrés qu'à des rassemblements temporaires et accidentels, ne sont ni des maisons habitées ni des lieux destinés à l'habitation.

7. Les soustractions, commises dans la cabane destinée à servir d'abri ou de poste aux chasseurs pour épier et abattre le gibier, seront-elles réputées exécutées dans une maison habitée? Je ne le crois pas, car cette cabane n'est, à vrai dire, ni habitée, ni destinée à l'habitation.

Si la question n'a pas été examinée par la Cour de cassation à l'occasion du vol, elle a été résolue deux fois, dans le sens que je viens d'indiquer, en matière de chasse.

Joseph Castellan, inculpé de fait de chasse sans permis de port d'armes, avait été renvoyé des poursuites

sous le prétexte que les coups de fusil, dont on faisait dériver le délit, avaient été tirés de l'intérieur d'une cabane, couverte de feuillage, réputée maison habitée aux termes de l'article 390. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que, d'après cet article, pour que la loge ou cabane soit réputée maison habitée, il faut qu'elle soit habitée ou destinée à l'habitation; qu'un des caractères, essentiellement constitutifs de l'habitation, est la permanence de sa destination; que ce caractère ne peut être reconnu dans l'occupation accidentelle ou momentanée d'une cabane couverte en feuillage servant aux braconniers d'abri ou de poste pour épier le gibier. » 7 mars 1823, n° 34. *Conf.*, 20 juin 1823, n° 70.

8. En terminant ce que j'avais à dire sur la maison habitée, je ferai une observation qui se rattache à la rédaction de la question qui doit être présentée au jury. Je conseille d'employer les termes mêmes de la loi, c'est-à-dire, de demander au jury si le vol a eu lieu dans une maison habitée. Cependant, je ne dois pas laisser ignorer que la Cour de cassation a considéré que, certains lieux devant être nécessairement réputés habités, on pouvait demander au jury si le vol avait été commis dans un de ces lieux, par exemple, dans un cabaret. 15 avril 1825, n° 72. Mais je ne saurais trop faire remarquer que cette méthode est dangereuse. Le rédacteur de la question peut penser que le lieu doit être considéré, de sa nature, comme une maison habitée, et la Cour de cassation peut avoir une appréciation contraire. Dans ce cas, la question et tout ce qui aura suivi sera annulé. C'est ce qui a eu lieu dans une affaire où il s'agissait d'un vol commis dans un magasin militaire. Au lieu de demander au jury si la soustraction avait été opérée dans une maison habitée, le président des as-

sises avait cru pouvoir l'interroger en ces termes : le vol a-t-il eu lieu dans un magasin militaire ? La réponse avait été affirmative. La Cour avait condamné Pierre Germain à la réclusion. Sur le pourvoi de celui-ci, l'arrêt fut annulé « considérant qu'il ne résulte, d'aucune des pièces du procès, que ce magasin militaire fût un lieu habité ou servant à l'habitation; que l'accusé n'était passible que de peines correctionnelles. » 9 janvier 1824, n° 3.

9. L'art. 390, dans sa seconde partie, assimile, comme je l'ai déjà dit, à la maison habitée tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries et édifices qui y sont enfermés, quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

10. Cette disposition ne doit pas être limitée aux lieux mêmes qu'elle désigne. Il est évident que l'énumération, qu'elle en fait, n'est que démonstrative, puisque elle commence par déclarer qu'on doit réputer maison habitée tout ce qui dépend de l'habitation. Cette interprétation, que je donne à la seconde partie de l'art. 390, je l'ai trouvée dans la jurisprudence de la Cour de cassation. « Les énonciations, portées dans l'art. 390, dit cette Cour, pour déterminer ce qui doit être regardé comme dépendance d'une maison habitée, ne sont pas restrictives. Elles sont évidemment démonstratives; le mot *comme*, qui précède ces énonciations, en exclut nécessairement tout sens limitatif ». 18 juin 1812, n° 146; — *Conf.*, 10 septembre 1841, n° 276.

11. Il faut en conclure que l'on doit considérer comme dépendance de maison habitée :

1° La cave, qui fait partie de l'habitation. Un vol avait été commis dans une cave que le jury avait déclarée faire partie d'une maison habitée. Cependant le

tribunal criminel du département de l'Aveyron, « considérant qu'une cave ne pouvait pas être considérée comme une maison habitée, ou servant à l'habitation, » avait déclaré qu'il n'y avait lieu d'appliquer la disposition de l'art. 7 de la 2e section du titre II du Code pénal de 1791, portant que la peine, prononcée par l'art. 6, serait augmentée de deux années, lorsque le crime aurait été commis dans une maison habitée ou servant à l'habitation. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu qu'il résulte de la déclaration du jury que la cave, dans laquelle le vol dont il s'agit a été commis, faisait partie d'une maison habitée; qu'une maison d'habitation se composant nécessairement de tout ce qui en fait partie, le tribunal criminel du département de l'Aveyron n'a pu, sans contrevenir à la disposition des articles ci-dessus cités, ne pas prononcer l'augmentation de peine, résultant contre l'auteur du vol, de la circonstance reconnue et déclarée ». 8 prairial an IX, n° 198;

2° La couverture de la maison. La chambre des mises en accusation de la Cour de Paris avait renvoyé devant la police correctionnelle Jules Courtot, prévenu d'avoir commis un vol de plomb, la nuit, à la toiture de la maison habitée de Denis Buche. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que l'arrêt attaqué s'est fondé, pour écarter la circonstance aggravante de maison habitée, sur ce que le vol imputé à Courtot aurait été commis sans introduction dans la maison du sieur Buche, et seulement en montant sur le toit de ladite maison; et que, par conséquent, ce vol n'avait pas été accompagné de la circonstance aggravante de maison habitée, telle qu'elle est définie par les art. 386 et 390 du Code pénal; attendu que ledit arrêt déclare, en fait, que Courtot n'est point entré

dans la maison où le vol a eu lieu, ni dans aucune de ses dépendances, mais qu'il est seulement monté sur le toit du bâtiment pour enlever le plomb garnissant le chéneau existant autour de ce toit; attendu que, de cette déclaration en fait, il résulte que le vol aurait été commis dans une dépendance de maison habitée; qu'en effet, les termes de l'art. 390 du Code pénal sont indicatifs et non limitatifs, et qu'ils s'appliquent nécessairement à un chéneau en plomb, qui forme une partie essentielle de la toiture de la maison et qui la préserve de l'introduction des eaux pluviales; que, par conséquent, ce chéneau doit être considéré comme partie intégrante du bâtiment ou de la maison habitée, et se trouve compris dans ces mots de l'article précité : *et tout ce qui en dépend;* d'où il suit qu'en écartant de l'accusation, dont il s'agit, la circonstance de maison habitée, et en renvoyant Courtot devant le tribunal de police correctionnelle, l'arrêt attaqué a méconnu les dispositions de l'art. 390, C. pén., faussement appliqué l'art. 401 dudit Code, et a violé les règles de la compétence, en ne se conformant pas aux dispositions de l'art. 386, C. pén. ». 10 septembre 1841, n° 276;

3° La forge faisant partie de l'habitation. 16 janvier 1830, n° 18;

4° Le jardin attenant à la maison habitée. En effet « un jardin, attenant à une maison, en est une dépendance... Un jardin, tenant à une maison habitée, en est tout aussi bien une dépendance que la cour ou la basse-cour de cette maison..... Le motif, qui a provoqué la sévérité de la loi contre les vols commis la nuit, ou par plusieurs personnes, dans les maisons habitées ou leurs dépendances, s'applique d'ailleurs aux vols ainsi commis dans les jardins qui tiennent à une maison habitée, comme à ceux commis dans les autres lieux, énoncés,

dans l'art. 390, pour exemples de ce qui doit être regardé comme dépendance d'une maison ; une protection spéciale devait en effet être accordée à la sûreté et à la sécurité du maître de la maison, relativement à un jardin ainsi placé sous sa surveillance directe, et, destiné par sa position à son usage personnel, la nuit comme le jour. » 18 juin 1812, n° 146.—*Conf.* 16 avril 1813, n° 79; 20 janvier 1826, n° 14; 3 mai 1832. J. Pal. à sa date.

12. Mais, pour qu'un lieu soit réputé être une dépendance de maison habitée, il faut nécessairement qu'il fasse partie de l'habitation et, en outre, comme l'énonce l'article que j'étudie, qu'il soit enfermé dans la même clôture.

En effet, un lieu peut être le complément d'une maison habitée, sans être compris dans l'enceinte même de la maison. Une cave, une écurie peut être une dépendance de la maison habitée, sans être comprise dans la même enceinte. En ce cas, l'art. 390 cessera d'être applicable. Cet article exige non-seulement une dépendance de destination, mais encore une dépendance de fait, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

La Cour spéciale de Florence avait condamné à une peine correctionnelle François Ceccherelli, convaincu d'un vol commis dans une cave destinée au service d'une maison habitée. Mais elle avait pris soin de constater, dans son arrêt, que la cave n'était pas une annexe de cette maison et qu'elle n'était pas comprise dans la même enceinte. Le pourvoi, que le ministère public forma contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu qu'il a été jugé en fait que la cave où le vol a été commis est dépendante d'une maison habitée, mais qu'elle n'est pas annexée à ladite maison et qu'elle n'est pas comprise

dans l'enceinte de ladite maison ; que l'art. 390 n'exige pas seulement une dépendance de destination ; que cette dépendance doit être de fait ; en sorte que celui qui habite la maison ou qui doit l'habiter ait sous sa surveillance ce corps dépendant, comme toute autre partie, de la maison. » 30 mai 1812. J. Pal., à sa date.

De même, il ne suffirait pas, pour que l'art. 390 fût applicable, que le lieu du vol fût attenant à une habitation ; car, comme la Cour de cassation l'a jugé avec beaucoup de raison « *être attenant* à une maison habitée n'est pas la même chose que : *en dépendre*. Au premier cas, les deux bâtiments se touchent, mais sans corrélation nécessaire et peut-être même sans communication entre eux, tandis que, au second cas, les édifices, renfermés dans la même enceinte, constituent en réalité deux parties de la même habitation ». 25 mai 1848, nº 159. Quoique cette remarque se trouve dans un arrêt relatif au crime d'incendie, prévu par l'art. 434 du Code, néanmoins elle est assurément applicable à la matière qui m'occupe.

13. On doit tenir compte de cette observation pour la rédaction de la question qui sera soumise au jury. Il faut se garder de lui demander si le lieu, où le vol a été opéré, est attenant à une maison habitée. On lui demandera, comme le porte l'art. 390, si le vol a été commis dans un lieu dépendant d'une maison habitée.

En outre, la question doit être présentée au jury de manière à ce qu'il en ressorte manifestement que le vol a été commis dans une dépendance de maison habitée, c'est-à-dire dans un lieu enfermé dans la même enceinte que l'habitation. Il ne faudrait donc pas employer un terme vague, indéfini, indéterminé qui, quoique réputé dépendance d'une maison habitée, pourrait bien n'être

pas renfermé dans la même clôture. La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jean Frogé et François Poncet avaient été déclarés coupables « d'avoir volé une malle, contenant diverses marchandises, laquelle était fixée par une corde sur une voiture placée dans une cour ou emplacement, dépendant d'une maison habitée, et d'avoir commis ce vol en coupant la corde qui attachait la malle, et en forçant ensuite cette malle pour en retirer ce qu'elle renfermait ». Sur cette déclaration, Frogé et Poncet avaient été condamnés aux travaux forcés à temps. Ils se pourvurent devant la Cour de cassation, et ils firent remarquer qu'il ne résultait pas, avec certitude, de la déclaration du jury qu'ils eussent commis le vol dans une dépendance de maison habitée, puisque, d'après cette déclaration, le vol avait été commis soit dans une cour, soit dans un emplacement, et que rien n'établissait que l'emplacement fût clos et surtout clos dans la même enceinte que l'habitation. L'arrêt fut annulé, « attendu que Frogé et Poncet avaient été renvoyés devant la Cour d'assises de l'Isère, sur l'accusation d'avoir volé une malle, contenant diverses marchandises, laquelle était fixée par une corde sur une voiture placée dans une cour dépendant d'une maison habitée, et d'avoir commis ce vol en coupant la corde qui attachait la malle et en forçant ensuite cette malle pour en retirer ce qu'elle renfermait; que, dans la question, sur laquelle le jury devait répondre, on ne s'est pas borné, pour lui faire déterminer le lieu où le vol avait été commis, à lui demander, ainsi qu'il était porté dans l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, si ce lieu était une cour dépendant d'une maison habitée; qu'on lui a demandé, d'après, sans doute, ce qui était résulté des débats, si ce vol avait été commis dans une cour ou *emplacement* dépen-

dant d'une maison habitée; mais que cette question présentait à sa décision une détermination de lieu essentiellement différente, suivant qu'il croirait devoir qualifier ce lieu de cour ou simplement d'emplacement; que cette différence était, non-seulement dans la nature et la destination du lieu, mais encore dans la gravité de la peine que le vol devait entraîner; qu'en effet, une cour, dépendant d'une maison habitée, est un espace à découvert, enfermé, ainsi qu'il est dit, dans l'art. 390, C. pén., dans la clôture ou enceinte générale de la maison, soit que cet espace ait une clôture particulière, ou n'en ait pas; et que l'effraction faite, dans l'objet du vol, après l'introduction dans une cour, à une malle fermée qui y serait déposée, ou même le simple enlèvement du meuble fermé, quoique l'effraction n'en ait pas été faite sur le lieu, constituerait, aux termes de l'art. 396, une circonstance aggravante du vol, et en élèverait la peine à celle des travaux forcés à temps, conformément à l'art. 384; que le mot *emplacement*, au contraire, est une expression vague, qui ne suppose aucune clôture, ni générale, ni particulière, et qui, dans son acception, ne signifie qu'un endroit propre à une construction ou à une autre destination; qu'il ne peut donc désigner, ni une cour, ni un parc, ni un enclos; que l'effraction, qui serait faite, dans le dessein du vol, à une malle déposée dans un lieu aussi vaguement qualifié, ne saurait donc former une circonstance aggravante qui pût faire rentrer le vol dans l'application de l'art. 384; que le jury, néanmoins, en déclarant les accusés coupables, ne s'est point expliqué sur la qualification du lieu où le vol avait été commis; qu'il est donc demeuré incertain si ce lieu était une cour ou un simple *emplacement*; que la circonstance aggravante, dont le vol avait pu être accompagné, est donc aussi demeurée incertaine; que cepen-

dant la Cour d'assises a prononcé la peine des travaux forcés à temps, ordonnée par l'art. 384, comme si cette circonstance aggravante eût été déclarée par le jury, en quoi elle a fait une fausse application de la loi pénale. » 1er avril 1820, n° 46.

ARTICLE 391.

Est réputé *parc* ou *enclos*, tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de portes fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.

14. Objet de l'article. Il définit ce qu'il faut entendre par parc et par enclos.
15. Le terrain ne perdrait pas le caractère de parc ou d'enclos, parce que la clôture aurait quelques trouées.
16. Une île n'a pas le caractère du terrain clos spécifié par l'art. 391. Arrêt.

14. La loi répute *parc* ou *enclos*, tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de portes fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.

15. Le terrain ne perdrait pas le caractère de parc ou d'enclos, parce que la haie aurait quelques trouées.

En effet, l'art. 391 indique qu'on ne doit tenir compte, ni de la vétusté, ni de la dégradation de la clôture.

16. On peut se demander si une île doit être considérée comme l'un des enclos mentionnés dans l'art. 391. Je ne crois pas qu'elle ait ce caractère. A mon sens, l'île, quelle qu'elle soit, n'est pas le terrain clos, spécifié par l'art. 391.

La Cour de cassation, à l'occasion d'un fait de chasse, a jugé que l'île « qu'environne un fleuve ou une rivière navigable, assimilée, par la loi du 29 floréal an x, à une grande route, ne peut être considérée comme une possession, séparée, par des murs et des haies vives, d'avec les héritages voisins. » 12 février 1830, nº 42. Ce que la Cour de cassation dit, dans cet arrêt, des îles environnées par un fleuve ou une rivière navigable, je le dis, sans hésiter, de toutes les îles quelles qu'elles soient.

ARTICLE 392.

Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos ; et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendants de maison habitée.

17. Objet de l'article.
18. Faut-il que les parcs mobiles tiennent immédiatement et en réalité à la cabane du gardien ?

17. L'art. 392 dispose, dans sa première partie, que les parcs mobiles, destinés à contenir du bétail dans la campagne, sont des enclos, et, dans sa deuxième, qu'ils

sont réputés des dépendances de maison habitée, lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris, destinés aux gardiens.

18. Est-il nécessaire, pour qu'ils aient ce dernier caractère, qu'ils tiennent immédiatement et en réalité à la cabane du gardien ? Je ne le pense pas. Il suffit, selon moi, qu'ils en soient assez rapprochés pour que le bétail soit, pour ainsi dire, placé sous la main ou sous l'œil du surveillant. Si la loi considère le parc comme une dépendance de maison habitée lorsqu'il tient à la cabane du gardien, c'est parce qu'elle estime que le vol, qui y serait commis, compromettrait, comme celui qui est exécuté dans une maison habitée, la sûreté et la sécurité de l'habitation. Cette sécurité n'est pas moins compromise, dans le cas où la cabane du pâtre est éloignée de quelques mètres du parc qui renferme le bétail.

ARTICLE 393.

Est qualifié *effraction* tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas ou autres ustensiles ou instruments servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture quelle qu'elle soit.

19. Définition de l'effraction.
20. Suite. Enlèvement des clous qui attachent la serrure d'un coffre. Forcement de la gâche et écartement du pêne d'une serrure. Bris d'un carreau de vitre. Arrêts.
21. Suite. Il n'y a pas effraction dans le fait de déplacer les traverses mobiles d'une fermeture. — Arrêt.
22. Caractères légaux de l'effraction.

19. Il résulte de cette disposition qu'il y a, en fait, effraction, dès qu'il y a forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instruments servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.

20. Ainsi, il y a effraction :

1° Dans l'enlèvement « des clous qui attachent la serrure d'un coffre, » quoique cet enlèvement ait eu lieu sans aucune espèce de dégradation. 5 nivôse an XIV, n° 280 ;

2° Dans le forcement de la gâche et l'écartement du pêne d'une serrure. 27 janvier 1831, n° 16.

3° Dans le bris d'un carreau de vitre. 20 avril 1827, n° 91 ;

21. Mais il n'y aurait pas effraction dans le fait de déplacer, en les soulevant et les faisant basculer, les traverses mobiles d'une fermeture, car alors il n'y a ni forcement, ni rupture, ni dégradation, ni démolition, ni enlèvement. C'est ce que la Cour de cassation a jugé formellement dans son arrêt du 18 juin 1812, J. Pal., à sa date.

22. En droit, l'effraction n'est punissable que si elle prend un des caractères déterminés par les articles qui suivent.

ARTICLE 394.

Les effractions sont extérieures ou intérieures.

ARTICLE 395.

Les effractions extérieures sont celles à l'aide

desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartements ou logements particuliers.

ARTICLE 396.

Les effractions intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés. — Est compris dans la classe des effractions intérieures, le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

23. L'effraction qui n'est ni extérieure ni intérieure n'aggrave pas le vol. Arrêts.
24. Conséquences. Arrêts.
25. L'effraction, commise pour sortir de la maison habitée après l'exécution du vol, ne constitue pas une circonstance aggravante de ce vol.
26. Définition de l'effraction extérieure.
27. Pour qu'il y ait effraction extérieure, il n'est pas nécessaire que le voleur se soit introduit dans un lieu fermé, à l'aide de l'effraction pratiquée. Il suffit que l'effraction lui ait donné le moyen de s'introduire. Arrêt.
28. Suite. Autres espèces. Arrêts.
29. Une effraction extérieure peut être commise de l'intérieur d'une maison. Exemple.
30. Définition de l'effraction intérieure.
31. Cas où le malfaiteur, après avoir brisé un meuble où il ne prend rien, enlève des objets d'un meuble qui n'est pas fermé. Arrêt.
32. Caractère essentiel de l'effraction intérieure. Il faut nécessairement qu'elle ait été exécutée après introduction dans un des lieux mentionnés en l'art. 395. Arrêts.

33. Suite. Espèces. Arrêts.
34. Qualification de l'effraction extérieure et de l'effraction intérieure.
35. On ne peut comprendre le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile ou corde, dans la classe des effractions intérieures, que sous certaines conditions.
36. Il faut que l'enlèvement ait eu lieu en l'un des lieux énoncés dans la première partie de l'art. 396. Arrêts.
37. Il faut en outre que le meuble enlevé soit fermé de façon à ne pouvoir être ouvert que par forcement ou rupture. Conséquence. Arrêts.
38. Est-il nécessaire qu'il y ait eu effraction du meuble, après l'enlèvement? Difficulté. Jurisprudence. Variation.
39. Il ne faut pas considérer une futaille comme un meuble fermé aux termes de l'art. 396.

23. Les effractions, que la loi déclare punissables, sont extérieures ou intérieures.

24. Il en résulte que celle qui ne rentre ni dans l'une ni dans l'autre de ces classifications n'aggrave pas le vol qu'elle accompagne, comme la Cour de cassation l'a jugé en annulant l'arrêt qui avait condamné François Baurelles à la peine des travaux forcés à temps, « attendu que, d'après les art. 395 et 396, le fait de l'effraction ne peut former une circonstance aggravante d'un vol que lorsque, ayant été extérieure, on a pu s'introduire à l'aide de cette effraction dans des maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans des appartements ou logements particuliers, ou lorsque, ayant été intérieure, elle a été faite après l'introduction, dans les lieux qui viennent d'être mentionnés, aux portes ou clôtures du dedans ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés. » 19 janvier 1816, n° 2. — *Conf.*, 18 pluviôse an x, n° 114; 26 mars 1835, n° 109.

Ainsi le vol d'un bateau n'est pas aggravé par la rup-

ture du cadenas qui l'attachait au rivage. 26 mars 1835, cité ci-dessus.

De même, l'effraction, à l'aide de laquelle des vols de ferrements de charrues, exposées dans la campagne, sont opérés, « ne portant que sur les charrues auxquelles étaient attachés les ferrements volés, ne changeait pas la nature du délit et ne le faisait pas rentrer dans l'application des art. 6 et 7, section II, titre II, du Code pénal de 1791, puisque l'effraction, dont parlent ces articles, se réfère essentiellement et exclusivement aux clôtures des lieux dans lesquels étaient renfermés les objets volés. » 18 pluviose an X, ci-dessus cité.

De même, l'effraction n'est pas punissable, lorsque « la boîte fracturée a été enlevée dans une voiture, qui ne peut être considérée ni comme maison, édifice, cour, basse-cour, parc, enclos ou dépendance, ni comme appartement ou logement particulier, et que, pour cet enlèvement, il n'y a pas eu introduction dans des lieux de la nature de ceux qui viennent d'être mentionnés. » 19 janvier 1816, ci-dessus cité.

25. L'effraction, commise pour sortir de la maison habitée après l'exécution du vol, peut-elle être considérée comme une circonstance aggravante de ce vol? Je ne le pense pas, car elle ne rentre ni dans les effractions extérieures ni dans les effractions intérieures, comme nous le verrons tout à l'heure, en nous occupant de ces différentes effractions. La question aurait pu être examinée par la Cour de cassation dans l'arrêt du 18 juin 1812, que j'ai rappelé plus haut, n° 21. C'était pour sortir de la maison où le vol avait été commis que le malfaiteur avait fait jouer la barre mobile qui, en s'engageant, par ses deux extrémités, dans la pierre des jambages de la porte, en tenait les deux battants fermés. Mais la Cour n'a pas eu à résoudre la difficulté, puisque,

comme je l'ai fait remarquer, elle a considéré que le procédé, employé par le malfaiteur pour sortir du lieu du vol, ne constituait pas une effraction punissable. Merlin professe une opinion contraire à celle que je crois devoir suivre. « Il est vrai, dit-il, que de l'art. 384 du Code pénal, combiné avec le n° 4 de l'art. 381 du même Code, il résulte que la peine, infligée par le premier de ces textes au vol avec effraction, n'est applicable qu'au cas où le vol a été *commis à l'aide* de l'effraction même. Mais qu'est-ce que commettre un vol? C'est sans contredit appréhender manuellement la chose d'autrui, avec l'intention de se l'approprier, mais c'est aussi emporter cette chose; c'est aussi faire tout ce qu'il faut pour s'en assurer et en conserver la possession. Appréhender manuellement l'objet volé, ce n'est, à proprement parler, que commencer le vol; le vol ne se consomme véritablement que par l'action, qui déplace l'objet volé, qui le fait passer d'un lieu à un autre. Il y a donc vol avec effraction, non-seulement lorsqu'à l'aide d'une effraction l'on appréhende manuellement la chose d'autrui, mais encore, lorsqu'à l'aide d'une effraction l'on déplace, l'on emporte, l'on fait passer d'un lieu à un autre la chose d'autrui que l'on a appréhendée manuellement sans effraction. » *Rép.*, v° *Vol.*, sect. II, § III, dist. IV, n° 3.

Malgré l'autorité de l'illustre procureur général, je persiste dans mon opinion. Elle a pour elle l'autorité de la loi devant laquelle toutes les autres s'abaissent.

26. L'effraction extérieure est celle à l'aide de laquelle on peut s'introduire soit dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, soit dans les appartements ou logements particuliers.

27. Remarquons qu'il résulte de cette définition qu'il y a effraction extérieure, non-seulement dans le cas où

l'effraction procure l'introduction du malfaiteur, mais aussi dans celui où elle peut la procurer.

Cette interprétation, que le texte de l'article 395 justifie, a été sanctionnée par la Cour de cassation.

Le nommé Angioli était prévenu d'avoir soustrait frauduleusement deux barres de fer, arrachées du soupirail d'une cave avec rupture des pierres, dans lesquelles entraient leurs extrémités, et du plomb servant à les y sceller. Le tribunal correctionnel n'avait vu dans ces faits qu'un vol simple, puni de peines correctionnelles. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fût annulé, « attendu qu'il est reconnu constant au procès que les barres de fer, dont Angioli a été trouvé saisi lors de son arrestation, avaient été arrachées du soupirail d'une cave, avec rupture des pierres, dans lesquelles entraient leurs extrémités, et du plomb servant à les y sceller, et qu'au moyen de l'enlèvement de ces barres de fer, on pouvait s'introduire dans ladite cave ; que, pour qu'un vol soit accompagné de la circonstance aggravante de l'effraction extérieure, il n'est pas besoin que le voleur se soit introduit, à l'aide d'effraction, dans un lieu fermé ; qu'en effet, l'art. 395 du Code pénal définit l'effraction extérieure, celle à l'aide de laquelle on peut s'introduire dans les maisons, cours, etc. ; que le vol, qui a eu lieu, dans l'espèce, a donc été commis dans une maison habitée et avec la circonstance aggravante de l'effraction ; que ce vol est donc le crime prévu par l'art. 384 du Code pénal ; qu'en en retenant la connaissance et en condamnant le prévenu à la peine correctionnelle de l'emprisonnement, sous le prétexte qu'il ne s'était pas servi de l'ouverture, opérée par l'enlèvement des barres de fer, pour s'introduire dans la cave et y commettre un vol, le tribunal correctionnel de Pise a méconnu les règles de compétence établies par la loi, violé l'art. 384

du Code pénal, et fait une fausse application de l'art. 401 du même Code. » 21 mai 1813, nº 111.

28. C'est, en appliquant le principe développé dans cet arrêt, que la Cour de cassation a jugé qu'il y a vol commis avec effraction extérieure dans le fait de soustraire : 1º des grilles de clôture, en cassant les pierres dans lesquelles elles sont scellées, 28 août 1807, nº 187; 2º les barres de fer fermant le soupirail d'une cave, en rompant le mur qui leur sert d'appui, 21 mai 1813, cité ci-dessus ; 3º des tuyaux de gouttière, en arrachant les pierres de clôture dans lesquelles ils sont encaissés, 8 août 1811, nº 111; 4º les plombs d'une fenêtre, en brisant les châssis et les vitres sur lesquels ces plombs reposent, 16 avril 1813. J. Pal., à sa date.

29. Une effraction extérieure pourrait être commise de l'intérieur de la maison, par exemple, si un malfaiteur, qui est dans la maison, en force, rompt, dégrade, enlève la clôture pour donner accès à son complice.

30. L'effraction intérieure est celle qui, après l'introduction en les lieux mentionnés en l'article 395, est faite aux portes ou clôtures du dedans ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

31. On s'est demandé s'il y aurait vol à l'aide d'effraction intérieure dans le cas où le malfaiteur, après avoir brisé une armoire où il ne prend rien, enlève des objets d'un meuble qui n'est pas fermé. Des criminalistes distingués enseignent, que, dans ce fait complexe, il y a une tentative de vol à l'aide d'une effraction intérieure et un vol simple. Pour moi, je crois que les deux actes se confondent et qu'on peut ne voir dans leur réunion qu'un vol accompagné de la circonstance d'effraction intérieure, comme la Cour de cassation paraît l'avoir admis dans son arrêt du 8 octobre 1812., J. Pal., à sa date, en rejetant le pourvoi de Vanleuven, fondé

sur la fausse application de l'article 384 du Code pénal « en ce que, l'effraction faite à une armoire dans l'intérieur du bateau, n'ayant point servi de moyen au vol, puisque, dans le fait, l'armoire s'était trouvée vide, cette circonstance ne pouvait aggraver la peine d'un délit auquel elle ne se rattachait pas. »

32. Pour qu'une effraction devienne punissable comme effraction intérieure, il faut nécessairement qu'elle ait été exécutée après introduction dans un des lieux mentionnés en l'article 395, 26 mars 1812, J. Pal. à sa date, 19 janvier 1816, n° 2; 7 juin 1821, n° 90; 10 juin 1824, n° 78; 7 septembre 1827, n° 235; 25 février 1830, n° 52; 4 octobre 1851, n° 438; 7 janvier 1858, n° 4.

33. On doit conclure de ce principe qu'il n'y a d'effraction intérieure, ni dans le cas où « l'effraction a été commise sur des meubles fermés remis au prévenu, à titre de confiance et en sa qualité de voiturier, » 7 juin 1821; 7 septembre 1827; cités ci-dessus, ni dans le cas où il s'agit du vol « d'une malle, remplie de marchandises et d'une certaine quantité de bijoux appartenant à un marchand forain, laquelle malle, fermée à serrure et attachée avec des cordes sur une charrette placée dans un champ de foire, sur une place publique, a été enlevée en coupant les cordes qui la retenaient, et ensuite fracturée pour y prendre les objets qu'elle renfermait, » 19 janvier 1816; 10 juin 1824; cités ci-dessus, ni dans le cas où il s'agit « de vol de ballots, remplis de marchandises, appartenant à différents particuliers, lesquels ballots, attachés avec des cordes sur des charrettes, stationnant devant des auberges, sur la voie publique, ont été enlevés en coupant les bâches et les cordes qui les retenaient, pour prendre les objets qu'ils contenaient. » 25 février 1830; 26 mars 1812; cités ci-dessus, ni dans

le cas où il s'agit « de l'effraction, à l'aide d'un couteau, d'une valise fermée, placée sur une diligence en cours de voyage. » 4 octobre 1851, cité ci-dessus, *Conf.*, 7 janvier 1858, cité ci-dessus.

34. Les effractions ne prenant le caractère de circonstance aggravante punissable qu'à la condition d'être exécutées, les unes, pour s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos et dépendances, les autres, après s'être introduit dans les mêmes lieux, j'en ai conclu, dans mon cinquième volume, nº 539, que l'on doit avoir soin de mentionner, dans la qualification de ces circonstances, les endroits où elles ont eu lieu. La nouvelle étude que je viens de faire de cette matière me donne de plus en plus la conviction que l'opinion que j'adopte est préférable à celle que la Cour de cassation a suivie dans quelques-uns des arrêts rapportés au passage de mon cinquième volume que je viens de rappeler.

35. Dans la dernière partie de l'article 396, la loi assimile à l'effraction intérieure le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés contenant des effets, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

Cette assimilation n'existe que sous certaines conditions qu'il importe de reconnaître.

36. Il faut d'abord, quoique la loi ne le déclare pas d'une manière expresse, que l'enlèvement ait été opéré dans l'un des lieux énoncés en la première partie de l'article 396, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les arrêts que je viens de citer sous le nº 33.

37. En second lieu, l'assimilation n'existe que si le meuble enlevé était fermé de façon à ne pouvoir être ouvert que par forcement ou rupture.

Il en résulte que l'on doit prendre soin d'indiquer, dans la question soumise au jury, que le meuble

soustrait était fermé de cette manière, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces que je vais rapporter.

Jean Morel avait été renvoyé aux assises sous l'accusation d'avoir soustrait frauduleusement, au préjudice de Verdier son maître, une boîte fermée contenant du numéraire, laquelle boîte, fermée à clef, aurait été enlevée par lui de la cour dépendant d'une maison. A la suite des débats, il fut demandé au jury: 1° si Morel avait soustrait frauduleusement du numéraire au préjudice de Verdier; 2° si ce numéraire était contenu dans une boîte fermée, que l'accusé aurait enlevée de la cour dépendant de la maison de la veuve Fay. Le jury répondit affirmativement à ces deux questions. La Cour d'assises appliqua à Morel la peine de l'article 384 du Code. Sur le pourvoi de celui-ci, l'arrêt fut annulé, « attendu, en droit, que l'article 393 du Code pénal qualifie effraction, notamment, tout forcement, rupture, dégradation de serrures, cadenas ou autres ustensiles servant à fermer, ainsi que de toute espèce de clôture; que l'art. 396 du même Code, après avoir qualifié d'effractions intérieures celles pratiquées après l'introduction dans un édifice ou dans les cours qui en dépendent, aux portes et clôtures du dedans ainsi qu'aux armoires et autres meubles fermés, comprend, dans la classe de ces effractions intérieures, le simple enlèvement de caisses, boîtes et autres meubles fermés, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu; qu'il résulte, de la combinaison de ces deux articles, que la loi n'a entendu attacher la circonstance aggravante de l'effraction à l'égard des meubles que lorsqu'ils se trouvaient fermés par des moyens tels, qu'on ne pouvait s'être procuré ce qu'ils pouvaient contenir qu'en forçant, rompant ou dégradant le meuble lui-même, ou les serrures, cadenas ou

autres ustensiles employés pour fermer le meuble, soit que cette effraction ait été pratiquée dans un édifice, parc ou enclos, soit même hors de ces lieux, après l'enlèvement du meuble ainsi fermé; qu'il suit de là que, pour que l'aggravation de peine puisse être légalement prononcée, lorsqu'il s'agit de la soustraction d'effets contenus dans des caisses, boîtes ou autres meubles fermés, il faut que le jury ait été appelé à constater, et qu'il ait effectivement constaté soit l'effraction pratiquée sur le meuble fermé, soit l'existence de serrures, cadenas ou autres ustensiles servant à fermer, dont la rupture ou le forcement devient la conséquence nécessaire de l'enlèvement des effets qui se trouvaient renfermés dans le meuble; attendu que, dans l'espèce, le seul fait déclaré constant par le jury, que Morel s'était rendu coupable du vol d'une somme d'argent, contenue dans une boîte fermée, par lui enlevée d'une cour dépendant d'un édifice, ne pouvait justifier l'application des articles 384, 381, n° 4 du Code pénal; qu'ainsi, en violant les dispositions de ces articles et de ceux ci-dessus visés, la peine prononcée contre lui se trouve illégalement appliquée. » 9 septembre 1852, n° 313. *Conf.* 2 mai 1857, n° 177,

Dans une autre espèce, Jean Aufrère avait été déclaré coupable du vol d'une somme d'argent, contenue dans une malle fermée et enlevée par lui de l'intérieur d'une maison habitée, et condamné pour ce fait aux peines de l'art. 384 du Code. Sur son pourvoi, l'arrêt a été annulé, « attendu qu'aux débats, après les questions relatives au fait principal du vol, aux circonstances de maison habitée et de nuit, il a été posé au jury une dernière question ainsi conçue : « la malle, ainsi frauduleusement soustraite, était-elle fermée ? » que, sur la réponse affirmative du jury à toutes les questions, qui lui avaient été soumises, l'arrêt attaqué a fait à Aufrère application

des art. 384 et 396, C. pén.; attendu que l'art. 393, C. pén., qualifie effraction, notamment, tout forcement, rupture, dégradation de serrures, cadenas ou autres ustensiles servant à fermer, ainsi que de toute espèce de clôture; que l'art. 396 du même Code, après avoir qualifié d'effractions intérieures celles pratiquées, après l'introduction dans un édifice ou dans les cours qui en dépendent, aux portes et clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires et autres meubles fermés, comprend dans la classe de ces effractions intérieures, le simple enlèvement de caisses, boîtes ou autres meubles fermés, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu; attendu qu'il résulte de la combinaison de ces deux articles que la loi n'a entendu attacher la circonstance aggravante de l'effraction à l'égard des meubles, que lorsqu'ils se trouvaient fermés par des moyens tels qu'il n'avait été possible de s'emparer des objets qu'ils contenaient, qu'en forçant, rompant ou dégradant ces meubles mêmes ou les serrures, cadenas et autres ustensiles employés à les fermer, soit que cette effraction ait été pratiquée sur le lieu même, dans l'intérieur ou les dépendances de la maison habitée, soit même hors de ces lieux, après l'enlèvement du meuble ainsi fermé; qu'il suit, de là, que, pour que l'aggravation de peine puisse être légalement prononcée, lorsqu'il s'agit de la soustraction frauduleuse d'effets contenus dans des caisses, boîtes ou autres meubles fermés, il faut que le jury ait été appelé à constater, et qu'il ait effectivement constaté, soit l'effraction pratiquée sur le meuble fermé, soit l'existence de serrures, cadenas ou autres ustensiles servant à fermer, dont la rupture ou le forcement devient la conséquence nécessaire de l'enlèvement des effets qui se trouvaient renfermés dans le meuble. »
9 mars 1860, n° 73.

38. En troisième lieu, est-il nécessaire, pour que la disposition, que j'étudie, devienne applicable, que l'effraction du meuble ait été opérée ?

Cette question présente une difficulté sérieuse.

Dans le principe, la Cour de cassation a jugé que l'art. 396 ne devenait applicable que dans le cas où l'effraction avait eu lieu.

Le jury avait déclaré Félicité Gabereau coupable d'avoir soustrait frauduleusement, la nuit, dans une maison habitée, une valise, fermée avec chaîne et cadenas, et contenant une certaine somme d'argent, au préjudice du sieur Davignon. Mais il avait résolu négativement la question, qui lui demandait si cette femme avait pratiqué, après la soustraction, des ouvertures à la valise pour y prendre l'argent qu'elle contenait. Le ministère public, considérant que ce dernier fait était insignifiant pour l'application de la peine, requit que Félicité Gabereau fût condamnée à celle qui résultait de la combinaison des art. 384 et 396 du Code. La Cour repoussa ces conclusions et ne prononça que la réclusion. Le pourvoi, que le ministère public forma contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu qu'il suit évidemment du dernier membre de phrase de l'art. 396, que, pour qu'il y ait lieu à l'application de la peine des travaux forcés à temps, dans les divers cas prévus par le § 2 de l'art. 396, il faut nécessairement qu'il y ait eu effraction matérielle, à une époque plus ou moins rapprochée de l'enlèvement des meubles enlevés ; attendu, en fait, que le jury, interrogé : 1° si Félicité Gabereau avait frauduleusement soustrait, la nuit, dans une maison habitée et dans une auberge où elle était reçue, une valise fermée avec chaîne et cadenas, et contenant une certaine somme d'argent, au préjudice du sieur Davignon ; 2° si elle a commis le vol en pratiquant, immédiatement après

la soustraction de la valise, deux ouvertures à ladite valise, pour y prendre l'argent qu'elle contenait, a répondu affirmativement sur la première question, et négativement sur la seconde; que, par cette réponse négative, qui s'applique à toutes les parties de cette seconde question, le jury a déclaré formellement qu'il n'y avait pas eu effraction; que, dès lors, il n'y avait pas lieu à appliquer à Félicité Gabereau les peines portées par les art. 384 et 396, C. pén., et qu'en prononçant contre elle la peine de la réclusion, portée par l'art. 386, § 1, du même Code, la Cour d'assises a fait une juste application de cet article, et n'a violé aucune loi ». 13 janvier 1832, n° 18.

Lorsque la question se présenta de nouveau devant la même Cour, elle fut autrement résolue.

Jacques Rahon prévenu d'avoir soustrait frauduleusement dans une auberge un porte-manteau fermé à cadenas, contenant des effets et une somme d'argent, avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel par la chambre d'accusation de la Cour de Riom. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'aux termes du 2e alinéa de l'art. 396, C. pén., le simple enlèvement de caisses, boîtes, ballots, sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, s'il est commis dans une maison, cour, basse-cour, enclos ou dépendances, est compris dans la classe des effractions intérieures; que les dernières expressions de cet alinéa : *bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu*, n'ont pas pour effet de restreindre la disposition au cas où il est prouvé qu'après l'enlèvement, et hors du lieu où le vol a été commis, l'effraction a été réellement faite; que, si telle eût été la pensée du législateur, il l'aurait exprimé différemment en disant : pourvu que l'effraction en soit

faite après l'enlèvement, ou de toute autre manière analogue; que les mots, dont il s'agit, ont seulement pour objet de rattacher le second alinéa de l'article au premier, et de marquer la distinction entre les deux cas assimilés par la loi, en indiquant qu'il s'agit dans celui-là de faits autres que ceux qui sont prévus dans celui-ci; qu'en effet, le premier alinéa s'occupe du cas où l'effraction a été faite sur le lieu, et le second dispose que, lors même que cette circonstance n'existerait pas, le simple enlèvement serait une circonstance équivalente; attendu, d'ailleurs, que, d'après les principes du droit, le vol est consommé du moment que la chose volée a été appréhendée par le voleur, et est sortie de la possession du légitime propriétaire; qu'on ne peut donc faire dépendre la qualification légale du vol de l'usage qui a été fait postérieurement de la chose volée; attendu que, nonobstant les principes ci-dessus posés, l'arrêt attaqué, en confirmant l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Murat, du 3 août 1839, laquelle avait renvoyé Jacques Rahon devant le tribunal correctionnel, sous la prévention de vol simple, prévu par l'art. 401, C. pén., quoique ladite ordonnance établît, en fait, que le vol consistait, dans l'espèce, dans la soustraction frauduleuse d'un portemanteau fermé à cadenas, contenant des effets et une somme d'argent, et que cette soustraction eût été commise dans une auberge, a formellement violé les art. 384, 394, 395 et 396, C. pén., et a faussement appliqué l'art. 401 dudit Code ». 14 décembre 1839, n° 381.

Le même jour, n° 382, la Cour consacra les mêmes principes en rejetant le pourvoi formé par les nommés Ribes contre un arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Garonne. Elle a continué à appliquer cette jurispru-

dence dans son arrêt du 15 décembre 1853, n° 579, où elle déclare que, « si les dernières expressions de l'art. 396 n'ont pas pour effet de restreindre la disposition au cas où il est prouvé qu'après l'enlèvement l'effraction a été réellement faite, il n'en est pas moins constant que cet enlèvement ne peut être assimilé à l'effraction et ne constitue une circonstance aggravante du vol que quand il a eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos ».

Je suis loin de contredire cette dernière jurisprudence, cependant je ne peux pas m'empêcher de faire remarquer qu'elle s'accorde, moins que l'arrêt du 13 janvier 1813, avec les derniers termes de l'art. 396. Ces termes semblent supposer qu'il y a eu effraction. En disposant qu'il importe peu que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu, n'admettent-ils pas qu'elle a été effectuée quelque part ? Néanmoins, je le répète, j'engage à suivre les arrêts les plus récents rendus sur la question. S'ils concordent peu avec les derniers mots de l'art. 396, ils sont assurément conformes aux principes généraux du droit.

39. Enfin, il faut, pour que le cas, prévu par l'art. 396 dans sa dernière partie, soit assimilable à l'effraction intérieure, que les caisses, boîtes ou autres meubles enlevés aient pour destination, non de contenir les objets qu'ils renferment, mais en quelque sorte, de les défendre et de les protéger, comme la Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi de Charlemagne Létuvé, l'arrêt de la Cour d'assises du département de l'Aisne, qui l'avait condamné à la peine des travaux forcés à temps, « attendu qu'on ne peut pas considérer comme effraction intérieure, dans le sens de l'art. 396, C. pén., l'enlèvement d'une futaille, ni la soustraction du vin qui y était renfermé, parce que les caisses et boîtes, dont il est question dans la seconde disposition

dudit art. 396, ne peuvent être entendues que de celles qui sont destinées à former un moyen de défense et nullement de celles qui n'ont pour objet que de renfermer et de contenir des liquides, qui ne peuvent être conservés que dans des vaisseaux qui en soutiennent la mobilité ». 17 novembre 1814, n° 41.

Cet arrêt a été rendu contrairement aux conclusions de Merlin. « Cette futaille est certainement, a dit l'éminent jurisconsulte, par rapport au vin qu'elle contient, ce que l'art. 396 appelle un *meuble fermé;* ..... car l'art. 396 déclare « compris dans la classe des effractions intérieures, le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, *et autres meubles fermés,* qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu. Et qu'on ne dise pas que l'art. 387 punit d'une peine inférieure à celle du vol avec effraction l'action du voiturier, qui perce la futaille de vin dont le transport lui est confié, enlève une partie du vin qui y est renfermé, et y met de l'eau à la place. Pourquoi ce délit n'est-il pas puni comme vol avec effraction ? Est-ce parce que la loi ne considère pas une futaille de vin comme un meuble fermé ? Non, c'est uniquement parce que dans le cas, sur lequel porte l'art. 387, la futaille de vin ne se trouve pas, au moment où le voiturier la perce et en vole une partie, dans un édifice, dans un enclos, occupé par celui à qui elle appartient ou qui en est dépositaire. » *Rép.*, v° *Vol*, sect. II, § III, dist. IV, art. 396, n° VI.

Quoique Merlin ait déclaré, depuis l'arrêt, que ces conclusions lui paraissaient fondées, je crois, pour ma part, que la vérité juridique se trouve dans la décision de la Cour de Cassation.

Cette Cour a suivi les mêmes principes dans l'arrêt du 26 mars 1857, n° 121.

ARTICLE 397.

Est qualifiée *escalade*, toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine, autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade.

40. Définition de l'escalade.
41. A quelles conditions elle devient une circonstance punissable.
42. Il faut d'abord qu'elle ait pour effet d'introduire le malfaiteur dans le lieu où il va commettre un vol.
43. Suite. Conséquences.
44. Suite. Il n'y a pas d'escalade intérieure. Arrêts.
45. Suite. L'escalade qui n'a pour objet que de voler à l'extérieur ne constitue pas une circonstance aggravante. Arrêts.
46. Il faut, en second lieu, que l'escalade ait pour effet d'introduire le malfaiteur à l'intérieur. Application. Arrêts.
47. Suite. Il n'y a pas escalade dans le fait de franchir un ruisseau gelé, qui entoure un des endroits déterminés par la loi.
48. Il faut enfin que l'escalade ait procuré entrée dans un des lieux indiqués dans l'art. 397.
49. Question au jury. Arrêts.
50. Entrée par une ouverture souterraine.

40. L'escalade est toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures, ou toute autre clôture.

41. L'escalade ne devient une circonstance punis-

sable que si elle réunit les diverses conditions énoncées dans l'art. 397.

42. La première, c'est qu'elle ait pour effet d'introduire le malfaiteur dans le lieu où il va commettre le vol.

43. De ce principe découlent plusieurs conséquences.

44. L'une, est qu'il n'y a pas d'escalade intérieure, puisque le malfaiteur n'a pas à s'introduire où il a pénétré.

Simon Boubet s'était, sans escalade et par une porte ouverte, introduit dans l'intérieur d'une maison. Parvenu dans une chambre, il était descendu, par une ouverture pratiquée au plancher de l'appartement, dans une chambre inférieure et y avait commis un vol. La Cour d'assises avait reconnu l'escalade dans le moyen par lequel Boubet s'était introduit dans la chambre où il avait commis le vol, et lui avait appliqué la peine des travaux forcés à temps. Sur le pourvoi du condamné, l'arrêt fut annulé, « attendu que, de la définition énoncée en l'art. 397 du Code, il résulte clairement que l'individu qui est entré dans l'intérieur d'une maison sans escalade, de quelque autre manière qu'il pénètre dans les autres parties de la maison, par des ouvertures pratiquées dans l'intérieur de ladite maison, ne commet point d'escalade; attendu qu'il résulte de l'arrêt de renvoi, de l'acte d'accusation et de la question conforme, soumise aux jurés, que le demandeur Simon Boubet est parvenu dans l'intérieur d'une maison en passant par une écurie ouverte, et, qu'étant arrivé dans une première chambre, il s'est introduit par une ouverture du plancher dans une chambre inférieure, où il a commis un vol; que cette circonstance ne saurait, caractériser l'escalade telle qu'elle est définie par la loi;

que cependant la Cour d'assises du département du Cher, par arrêt rendu le 12 avril dernier, l'a déclaré coupable d'escalade pour ce fait, et l'a condamné à la peine des travaux forcés à temps, par application des art. 384 et 381, n° 4 du Code pénal ; en quoi ladite Cour a fait une fausse application des art. 384 et 381, n° 4 dudit Code pénal, et a commis un excès de pouvoir » 13 mai 1826, n° 96. — *Conf.* 29 vendémiaire an VII, n° 64; 27 juin 1828, n° 188; 14 septembre 1843, n° 239; 12 août 1852, n° 273.

45. L'autre conséquence dérivant du même principe, c'est que l'escalade, qui n'a pour objet que de voler à l'extérieur, par exemple, sur les toits, n'est pas une circonstance aggravante du vol qu'elle facilite.

Johannes Van Herrault, déclaré coupable d'avoir tenté de voler le plomb de la gouttière d'un bâtiment dépendant de l'église de Gonda, sur lequel il était monté à l'aide d'une échelle, sans s'y introduire, ne fut condamné qu'à l'emprisonnement correctionnel de l'art. 401 du Code. Le pourvoi, que le ministère public forma contre l'arrêt, fut rejeté, « considérant que des faits déclarés constants par le jury il ne résulte pas que le vol, dont l'accusé Herrault a été convaincu, ait été accompagné de la circonstance aggravante de l'escalade, telle qu'elle est définie par l'art. 397 du Code pénal. » 21 octobre 1813, J. Pal. à sa date. — *Conf.*, 3 avril 1858, n° 114.

Dans une autre espèce, le nommé Maheut s'était introduit sans escalade dans une cour dépendant d'une maison habitée, et n'avait employé une échelle que pour atteindre un objet placé en dehors de cette maison. Malgré les réquisitions du ministère public, la Cour de Caen refusa de mettre Maheut en accusation pour ce fait. Le pourvoi, formé contre son arrêt, fut rejeté,

« attendu que les faits, constitutifs de la circonstance aggravante d'escalade, sont définis par l'art. 397 du Code Pénal ; que cette circonstance n'existe que par l'entrée dans les maisons, bâtiments, cours, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture ; attendu que, dans l'espèce, il est constant que Maheut s'était introduit, sans escalade, dans une cour dépendant d'une maison habitée, et que l'emploi d'une échelle pour atteindre un objet placé en dehors de cette maison ne peut constituer la circonstance aggravante de l'escalade. » 11 avril 1856, nº 148.

Mais, pour que ce premier élément de l'escalade existe, il n'est pas nécessaire que le malfaiteur ait eu, au moment où il pratiquait l'escalade, l'intention de voler, comme la Cour de cassation l'a jugé, en annulant un arrêt de la Cour d'assises du département des bouches de la Meuse, « considérant que le jury a déclaré que Cornelis Roskam a commis un vol dans une maison habitée, à l'aide d'escalade, et que le vol, ainsi circonstancié, emporte la peine des travaux forcés à temps, aux termes de l'art. 384 du Code pénal ; que, néanmoins, la Cour d'assises du département des Bouches-de-la-Meuse n'a condamné ledit Boskam qu'à un emprisonnement correctionnel ; qu'ainsi cette Cour a prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du fait dont l'accusé a été convaincu ; considérant que si, pour caractériser le fait principal de vol, la loi exige que l'auteur ait eu l'intention de spolier le propriétaire, elle n'a point exigé la même intention, à l'égard des moyens qui auraient été mis en usage pour commettre le vol ; qu'il importe donc peu, dans l'espèce, que le jury ait ajouté à sa déclaration que, lors de l'escalade qui a précédé le vol, l'accusé n'avait pas l'in-

tention de voler; que cette intention était absolûment indifférente, et qu'il suffisait, pour l'application de l'art. 384 précité, que l'escalade eût été reconnue par le jury comme moyen à l'aide duquel le vol avait été commis. » 15 janvier 1813, n° 3.

46. La seconde condition, qui fait de l'escalade une circonstance punissable, c'est d'avoir pour effet d'introduire le malfaiteur à l'intérieur, par-dessus les murs, portes, toitures, ou toute autre clôture.

Elle prend ce caractère, quoique le malfaiteur ne se soit point servi d'une échelle; il suffit qu'il ait franchi, d'une manière quelconque, une clôture quelconque, quelque basse et quelque peu forte qu'elle soit.

Amand Félix Leclerc était prévenu d'avoir commis un vol dans une maison habitée, en passant par-dessus l'appui d'une fenêtre de cette maison. La Cour de Paris refusa de le mettre en accusation, sous le prétexte que, la fenêtre n'étant qu'à trois pieds au-dessus du sol, Leclerc avait pu la franchir au moyen d'une simple enjambée. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « considérant qu'Armand-Félix Leclerc est prévenu d'avoir commis un vol dans une maison dans laquelle il s'est introduit en passant par-dessus l'appui d'une fenêtre de la même maison; que ce moyen d'introduction est clairement compris dans la définition de l'escalade, donnée par l'art. 397 précité du Code pénal, puisque cet article qualifie escalade toute entrée dans les maisons en passant par dessus les murs, portes, toitures, ou toute autre clôture; que, par son arrêt du 15 octobre 1811, la Cour impériale de Paris a décidé que, pour établir la circonstance de l'escalade dans un vol, il faut l'emploi soit d'échelles, soit de toute autre instrument propre à aider au gravissement, ou bien des efforts à l'aide desquels on ait surmonté un obstacle, et

que, puisque, dans l'espèce, la fenêtre, par laquelle le voleur s'était introduit dans la maison, n'était élevée que de trois pieds au-dessus du sol, il a pu s'y introduire au moyen d'une simple enjambée, sans efforts et sans aucun secours étranger, ce qui ne constitue point l'escalade ; que cette décision est une contravention expresse audit article 397, puisque, contrairement aux termes généraux, clairs et précis, dont cet article s'est servi pour ne rien laisser à l'arbitraire dans la définition de l'escalade, la Cour impériale l'a fait dépendre de l'appréciation arbitraire du plus ou moins de force ou d'agilité du voleur, et des moyens qu'il aurait mis en usage pour franchir l'obstacle que lui opposait la clôture ; qu'il suit de ces considérations que le vol, dont il s'agit, rentre dans la disposition de l'art. 384 du Code pénal, qui prononce des peines afflictives ; et que, conséquemment, le prévenu, contre lequel la Cour impériale a déclaré qu'il existait des charges suffisantes, devait être mis en accusation et renvoyé à la Cour d'assises, conformément à l'art. 231 du Code d'instruction criminelle ; qu'en le renvoyant devant le tribunal de police correctionnelle, ladite Cour a violé les règles de compétence établies par la loi. » 7 novembre 1811, n° 147. — *Conf.*, 18 juin 1813, J. Pal., à sa date ; 20 avril 1830, J. Pal., à sa date.

47. Le voleur qui, pour s'introduire dans un des endroits déterminés par la loi, franchit le ruisseau gelé qui entoure cet endroit et en forme la clôture, exécute-t-il une escalade punissable ?

Cette question a été résolue négativement et avec raison, selon moi, par la Cour de cassation, le 20 mai 1813, J. Pal., à sa date, sur les conclusions conformes de Merlin. L'illustre procureur général les terminait par cette considération qui me dispense de rappeler les autres:

« Si le propriétaire de l'enclos avait pratiqué un pont sur le ruisseau, qui en formait la clôture, et qu'il eût laissé ce pont ouvert à tout le monde, le voleur, qui aurait passé sur ce pont pour s'introduire dans l'enclos, pourrait-il être réputé coupable d'escalade ? Non assurément. Eh bien ! la congélation du ruisseau n'est autre chose qu'un pont formé momentanément, sur le ruisseau même, par la nature. » *Rép.*, v° *Vol*, sect. II, § III, dist. IV, art. 397, n° IV.

48. La troisième condition de l'escalade, réprimée par la loi, c'est qu'elle ait procuré entrée dans l'un des endroits déterminés par l'art. 397.

49. J'en conclus, comme je l'ai fait dans mon V^e^ volume, n° 539, que la question soumise au jury doit énoncer le lieu où l'escalade a été effectuée, quoique les sections réunies de la Cour de cassation aient admis, dans leur arrêt du 7 juin 1831, J. Pal., à sa date, que cette mention n'est pas utile, et quoique la chambre criminelle ait suivi cette jurisprudence, dans ses arrêts des 30 mai 1831, n° 197, et 29 mai 1856, n° 194.

50. L'art. 397 assimile à l'escalade l'entrée par une ouverture souterraine autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée.

ARTICLE 398.

Sont qualifiés *fausses clefs*, tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures cadenas, ou autres fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employés.

51. Définition des fausses-clefs.

52. Suite. Exposé des motifs.
53. Suite. Espèces. Arrêts.
54. Rapprochement des art. 398 et 384 du Code pénal.
55. Question au jury. Arrêt.

51. La loi répute fausses clefs tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou autres fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employés.

52. Il est à-propos, pour donner à cette définition de l'art. 398 toute la valeur qui lui appartient, d'en rapprocher l'exposé des motifs, fait par Faure, à la séance du Corps législatif du 9 février 1810. « Une autre difficulté, a-t-il dit, s'est présentée dans les Cours criminelles. Elles n'étaient pas d'accord sur la question de savoir s'il fallait considérer comme vol fait à l'aide de fausses clefs celui qu'on aurait commis avec des clefs non imitées, ni contrefaites, ni altérées, mais qui n'avaient pas été destinées aux fermetures auxquelles elles ont été employées. Le Code décide cette question et prononce l'affirmative. En effet, détourner une clef de sa destination pour l'employer à commettre un crime, n'est autre chose que convertir une clef véritable en une fausse clef. En un mot, toute clef n'est véritable que relativement à sa destination. La seule différence que la loi admet entre cette clef dont il y a eu abus, et une clef contrefaite ou altérée, est que celle-ci est toujours fausse clef, et que la première ne le devient qu'au moment qu'on l'emploie comme on aurait fait d'une clef contrefaite. » Locré, t. XXXI, p. 145.

On doit donc considérer comme fausses clefs, non-seulement les crochets, les rossignols, les instruments ou outils de quelque nature qu'ils soient, qui ont pu

procurer l'ouverture de la serrure, du cadenas ou de la fermeture, mais même la véritable clef, si elle a perdu sa destination, par exemple, parce qu'elle a été égarée ou soustraite.

53. C'est ce qui résulte de la jurisprudence la plus constante de la Cour de cassation.

Ainsi, cette Cour a jugé :

1° Que l'associé, qui, à l'aide d'une double clef qu'il a conservée secrètement, soustrait frauduleusement des vins appartenant à la société, se rend coupable de vol avec fausses clefs. 3 novembre 1808, J. Pal., à sa date;

2° Que la clef, dérobée au propriétaire par un domestique qui, après avoir quitté son service, s'en sert pour commettre un vol, est une fausse clef. 18 juillet 1811, J. Pal., à sa date;

3° Que l'emploi d'une clef, perdue depuis un certain temps et dont la destination avait cessé d'exister, équivaut à celui d'une fausse clef. 16 décembre 1825, n° 238. *Conf.*, 19 mai 1836, n° 151.

54. Je ne crois pas avoir besoin de faire remarquer qu'il résulte de la combinaison des art. 398 et 384 du Code, que le vol, commis à l'aide de fausses clefs, n'encourt la peine de l'art. 384 que dans le cas où l'usage de la fausse clef a eu lieu dans les édifices, parcs ou enclos, servant ou non à l'habitation.

55. D'où il suit, selon moi, qu'il importe d'énoncer, dans la question présentée au jury, qu'il a été fait usage de la fausse clef dans un édifice, parc ou enclos, comme la Cour de cassation l'a jugé dans son arrêt du 1er juin 1854, n° 177.

ARTICLE 399.

Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs,

sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de vingt-cinq francs à cent cinquante francs.

Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la réclusion.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime.

56. Modification de la loi du 13 mai 1863. Texte actuel.

56. Cet article a été modifié par la loi du 13 mai 1863, dans l'une de ses pénalités. Aujourd'hui, il est ainsi conçu :

« Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de vingt-cinq francs à cent cinquante francs. Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs. Il pourra, en outre, être privé de tout ou partie des droits mentionnés en l'art. 42, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine ; il pourra aussi être mis par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années ; le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime.»

ARTICLE 400 [1].

Quiconque aura extorqué par force, violence ou

---

[1] *Ancien article.* « Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre,

contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner les objets saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'art. 406.

Il sera puni des peines portées en l'art. 401, si la garde des objets saisis et par lui détruits ou détournés avait été confiée à un tiers.

Celui qui aura recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi qui l'auront aidé dans la destruction ou le détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue.

57. Addition de la loi du 28 avril 1832. Modification de la loi du 13 mai 1863. Texte actuel.
58. Extorsion de signature ou de remise de titre.
59. Première condition du crime : emploi de la force, de la violence ou de la contrainte. Arrêt.
60. La contrainte morale suffit pour constituer le crime.
61. Seconde condition : la violence doit avoir pour objet l'extorsion de la signature ou la remise de l'écrit.
62. La signature doit être celle de la victime de l'extorsion.
63. L'écrit pourra être l'œuvre, soit de la victime, soit du coupable.
64. L'extorsion de la signature suffit : peu importe que le coupable n'ait pas pu se saisir de l'acte.
65. Mais il faut que la signature ait été apposée au pied d'un acte. Signature en blanc. Arrêt. Tentative. Arrêts.
66. Cas où l'écrit est nul pour irrégularité de formes, ou par incapacité du signataire. Arrêts.

---

d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. »

67. L'extorsion de signature n'est pas une variété de vol. C'est une infraction d'une nature spéciale.
68. Variation de la jurisprudence. Arrêts.
69. Immunité de l'art. 380.
70. Position de la question au jury.
71. La seconde disposition de l'art. 400 atteint le chantage. Cette disposition est due à l'initiative du corps législatif.
72. L'article ne s'applique pas au cas où la victime d'un crime ou d'un délit transige sur son droit de porter plainte.
73. Tentative. Caractères.
74. L'action publique est indépendante de la plainte de la personne lésée.
75. La troisième disposition a été introduite dans le Code par la loi du 28 avril 1832. But de cet article. Complément de la loi du 13 mai 1863.
76. Il s'applique à toutes les saisies. Arrêts.
77. Mise en fourrière des animaux. Arrêt.
78. Saisie conduite par la femme sur les biens du mari. Arrêt.
79. Séquestre judiciaire. Arrêt.
80. Immeubles loués ou affermés. Arrêt.
81. La notification de la saisie est-elle nécessaire? Arrêt.
82. Bonne foi du saisi. Arrêt.
83. Quatrième disposition de l'art. 400. Détournement ou destruction du gage.
84. Dernière disposition de l'art. 400.
85. Suite. Complicité par recélé. Arrêt.
86. Suite. Complicité par aide et assistance. Arrêt.
87. Suite. But que se propose le tiers qui fait le détournement. Arrêt.
88. Suite. Tiers reprenant sa chose comprise dans la saisie. Arrêt.

57. Depuis 1810, cet article a reçu plus d'une addition.

Dans le principe, il ne prévoyait que l'extorsion de la signature ou de la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

La loi du 28 avril 1832 y a introduit la disposition relative à la destruction, au détournement, et à la tentative de détournement des objets saisis.

C'est à la loi du 13 mai 1863 que l'art. 400 doit le surplus de ses dispositions. L'une concerne l'acte ignoble connu sous le nom de *chantage* ; l'autre étend à la tentative de destruction des objets saisis les prescriptions de la loi du 18 avril 1832 ; la troisième assimile la destruction, le détournement, la tentative de destruction ou de détournement des objets donnés à titre de gage, à la destruction, au détournement, à la tentative de destruction ou de détournement des objets saisis.

L'art. 400 est aujourd'hui conçu dans les termes suivants :

« Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

Le saisi, qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets, saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'art. 406.

Il sera puni des peines portées en l'art. 401, si la garde des objets saisis et qu'il aura détruits ou détournés ou tenté de détruire ou de détourner avait été confiée à un tiers.

Les peines de l'art. 401 seront également applicables à tout débiteur, emprunteur, ou tiers donneur de gages, qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gage.

Celui qui aura recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou tiers donneur de gage, qui l'auront aidé dans la destruction, le détournement, ou dans la tentative de destruction ou de détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue. »

58. La première disposition de cet article punit de la peine des travaux forcés à temps quiconque extorque, par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

59. La première condition de ce crime c'est qu'il y ait eu extorsion par force, violence ou contrainte.

L'emploi de l'un de ces moyens, c'est-à-dire soit de la force, soit de la contrainte, suffit pour la constituer, comme la Cour de la cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Les époux Caudon étaient accusés d'avoir extorqué des signatures et des actes par force, par violence ou par contrainte. Les jurés déclarèrent que l'extorsion n'avait pas eu lieu par force ou par violence, et qu'il n'y avait eu qu'emploi de la contrainte. Néanmoins, les époux Caudon furent condamnés à la peine des travaux forcés à temps. Le pourvoi, qu'ils formèrent contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu que l'art. 400 du Code pénal a précisé trois modes distincts, au moyen desquels peut se commettre l'extorsion de signature ou de remise

d'actes ou titres, mentionnée audit article, et que ces trois modes sont la force, la violence ou la contrainte ; qu'ainsi les jurés ont pu et dû, d'après leur conviction, répondre négativement sur deux des questions et affirmativement sur la troisième, et qu'il ne ressort de ces déclarations aucune contradiction entre elles. » 15 janvier 1825, n° 5.

60. La loi, en opposant la contrainte à la force et à la violence, indique que l'extorsion, qu'elle prévoit, a lieu, soit qu'on ait eu recours à la violence physique, soit qu'on n'ait usé que d'une contrainte morale.

61. La seconde condition du crime est que la violence ait eu pour objet d'extorquer la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

62. La signature sera toujours celle de la victime de l'extorsion.

63. Quant à l'écrit, il pourra être l'œuvre soit de la personne qui est extorquée, soit de celle qui extorque.

64. L'extorsion de la signature suffit, à elle seule, pour constituer le crime ; il importe peu que, pour une raison ou pour une autre, le coupable n'ait pas pu se saisir de l'acte.

65. Mais il est indispensable que la signature ait été mise au pied d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

Si le malfaiteur n'a obtenu qu'un blanc seing, assurément il ne sera pas coupable du crime d'extorsion de signature, « le papier, resté à l'état de blanc seing, n'ayant pas de valeur légale par lui-même ; une signature en blanc ne contenant et n'opérant ni obligation, ni disposition, ni décharge. » 19 juin 1845, n° 199.

Mais il aura commis une tentative de ce crime, si la pièce devait ultérieurement contenir une obligation, une disposition ou décharge, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Les époux Bouthier, déclarés coupables d'avoir tenté d'extorquer par force, violence ou contrainte à Sébastien Bernard la signature d'une pièce, devant contenir obligation de la part dudit Bernard, furent condamnés aux peines de l'article 400. Ils soutinrent devant la Cour de cassation que cet article leur était inapplicable, puisqu'il ne punissait que l'extorsion de pièces contenant obligation, disposition ou décharge. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que les accusés ont été déclarés coupables d'avoir tenté d'extorquer par force, violence ou contrainte, au sieur Sébastien Bernard, la signature d'une pièce, qui devait contenir obligation de la part dudit Bernard, laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur; attendu que les demandeurs en cassation soutiennent que, l'article 400, Code pénal, ne punissant que l'extorsion de pièces contenant obligation ou décharge, la déclaration, de laquelle il résulte que la pièce devait contenir obligation, ne rentre pas dans les termes de la loi, et ne contient pas les éléments constitutifs du crime; attendu que, si l'article 400, Code pénal, ne parle que de titres ou pièces contenant ou opérant obligation, c'est qu'en général, une disposition pénale a surtout en vue le fait consommé, sauf les modifications que peut apporter à ce fait l'existence d'une simple tentative; que, s'il a été jugé, par une stricte application de l'article 400, que l'extorsion d'un blanc seing ne constituait pas le crime prévu par cet article, c'est que rien, dans la question posée au jury, ne faisait reconnaître que le

blanc seing dût être converti en obligation ; que, dans l'espèce, il résulte, au contraire, des termes de la question posée, que les accusés avaient extorqué la signature de Bernard dans l'intention d'y adapter un écrit emportant obligation ; attendu que les demandeurs soutiennent encore que le jury ne saurait être interrogé que sur des faits certains, actuels ou concomitants au fait principal, et non sur des faits incertains, éventuels, et qui ne doivent se réaliser que dans un temps postérieur; attendu que, lorsque l'incrimination porte, non sur un fait consommé, mais sur une simple tentative, une partie de l'exécution reste nécessairement en dehors du fait déclaré constant; que, dans toute tentative, il y a toujours place à quelque incertitude et à des faits qui se lient, sans doute, au fait principal, mais qui restent en dehors de ce fait; mais que là où il y a commencement d'exécution et où la tentative n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, la loi même suppose que l'accusé serait allé jusqu'à l'accomplissement de son dessein, et que le crime aurait été consommé ; attendu que les termes, dans lesquels la déclaration du jury a été conçue, renferment tous les éléments légaux de la tentative, et que le jury, par une appréciation souveraine des faits et circonstances de la cause, a pu décider que la pièce, sur laquelle la signature avait été apposée, devait contenir obligation de la part du signataire; que ces faits rentrent dans l'application des articles 2 et 400, Code pénal; qu'ainsi, la peine a été légalement appliquée. » 27 mars 1856, n° 120. *Conf.*, 16 août 1857, n° 152.

66. Le crime cesserait-il d'exister si l'écrit se trouvait nul par irrégularité de forme ou par incapacité de la personne qui l'a signé?

Cette question n'est pas sans difficulté. D'une part,

on peut dire que l'écrit ne contiendra ou n'opérera jamais, comme l'exige l'article 400, une obligation, disposition ou décharge; d'une autre part, on peut répondre que le malfaiteur, en extorquant l'acte, quel qu'il soit, commet la tentative du crime prévu par notre article.

« Que faut-il de plus, disait Merlin, dans l'affaire Ragouleau, pour en nécessiter l'application? Les réclamants, ajoutait-il, raisonnent comme si, pour encourir la peine portée par l'article 400, il était nécessaire que le titre, contenant obligation, que l'on a extorqué par violence, fût valable; comme si cet article cessait d'être applicable au cas où le titre extorqué comme obligatoire, se trouverait nul, et c'est une grande erreur. Il en est du crime d'extorsion violente d'un titre, contenant obligation ou décharge, comme du crime de faux, commis dans un titre de l'une ou de l'autre nature. Or, celui qui, dans le dessein de se créer, par contrefaçon de l'écriture d'autrui, une promesse ou une quittance d'argent, ne ferait, par l'oubli de quelques formes, qu'un acte nul, serait-il à l'abri de la peine de faux? Non, assurément. » *Rép.*, v° *Tentative*, n° 7.

C'est cette opinion que la Cour de cassation a suivie.

Dans l'affaire Ragouleau, cette Cour, en rejetant le pourvoi des veuve et fille Morin, a jugé « que les formes irrégulières, que pouvaient avoir les billets qui étaient l'objet de l'extorsion, ne changeaient rien au caractère du crime, puisque, l'intention des accusés ayant été d'en tirer un bénéfice illégitime, les nullités de forme desdits billets ne pouvaient couvrir leur culpabilité. » 6 février 1812, J. Pal., à sa date.

Dans une autre espèce, le nommé Perrin avait été déclaré « coupable d'avoir extorqué, par force, violence ou contrainte, la signature de la femme Rolet et les mots: *bon pour la somme de deux cent quarante-cinq francs*, sur

un écrit, préparé à l'avance et contenant obligation, par la femme Rolet, de payer à Perrin ladite somme de deux cent quarante-cinq francs pour prix d'une vache.» Il avait été condamné aux peines de l'article 400. Il soutint que cet article n'avait pu lui être régulièrement appliqué, en ce que la signature extorquée n'entraînait pas une obligation valable, puisqu'elle avait été donnée par une femme mariée, non autorisée par son mari. Le pourvoi de Perrin fut rejeté, « attendu que l'obligation, contractée par une femme mariée sans l'autorisation de son mari, est susceptible d'exécution volontaire; qu'elle peut, aux termes du droit commun, être confirmée ou ratifiée, et que l'irrégularité, dont elle est entachée, peut être, s'il y a lieu, couverte par la prescription; qu'elle subsiste, dès lors, comme toutes les obligations frappées de nullités relatives et d'ordre privé, aussi longtemps qu'elle n'a pas été légalement annulée; attendu que le demandeur en cassation a été déclaré coupable par le jury, avec admission de circonstances atténuantes, d'avoir extorqué par force, violence ou contrainte, la signature de la femme Rolet et les mots: *bon pour la somme de deux cent quarante-cinq francs*, sur un écrit préparé à l'avance, et contenant obligation, par la femme Rolet, de payer à Perrin ladite somme de deux cent quarante-cinq francs pour prix d'une vache; attendu que le fait, ainsi caractérisé, contenait tous les éléments du crime prévu et puni par l'article 400 du Code pénal; que, dès lors, l'arrêt attaqué, en condamnant le demandeur, en exécution de cet article, combiné avec les articles 463 et 401 du même Code, à trois années d'emprisonnement, en a fait une juste et légale application. » 9 mai 1867, n° 110.

De même, le crime n'existe pas moins, quoique le créancier, dépouillé de son titre, conserve le moyen

de parvenir ultérieurement au recouvrement de sa créance.

Il suffit même que l'extorsion du titre puisse compromettre le succès d'une saisie commencée, comme la Cour de cassation l'a jugé, « attendu que l'art. 400, C. pén., comprend, dans la généralité de ses termes, l'extorsion par voie de force, violence ou contrainte, de tout titre emportant obligation ; qu'il importe peu que le créancier, dépouillé, dans l'espèce, par la violence faite à l'officier ministériel qui était nanti de l'expédition du jugement en vertu de laquelle allait être effectuée la saisie des valeurs mobilières de son débiteur, conservât, nonobstant l'extorsion de cette pièce, le moyen de parvenir ultérieurement au recouvrement de sa créance ; qu'il y a crime consommé d'extorsion quand ces trois conditions se rencontrent : intention de nuire, emploi de l'une des voies de fait réprouvées par la loi, possibilité du préjudice résultant de la nature de la pièce extorquée ; qu'ici le fait déclaré constant par le jury présente ce triple caractère, puisque, à la constatation de l'acte matériel de violence et de culpabilité inhérente à cet acte, se joint la circonstance que l'enlèvement du titre, nécessaire pour opérer la saisie, en retardait et pouvait en compromettre le bénéfice ». 24 février 1842, Dall., *Jur. gén.*, v° *Vol*, n° 615.

67. On s'est demandé quelle est la nature de l'extorsion spécifiée dans l'article que j'étudie. Est-ce un fait d'un genre spécial ? N'est-ce, au contraire, qu'une espèce de vol ?

Pour soutenir cette dernière opinion, on a fait remarquer que l'art. 400 est compris dans la section des vols et que la disposition, qui le suit, commence par ces mots : « les autres vols, non spécifiés dans la présente section ». On en a conclu que la loi, en plaçant

l'extorsion parmi les vols, a indiqué qu'elle lui donnait ce caractère. De plus, on a prétendu que la loi, en procédant ainsi, n'a fait que suivre les principes les plus exacts du droit; car en enlevant une signature, un écrit contre le gré de celui qui en est propriétaire, on commet évidemment une soustraction frauduleuse.

D'un autre côté, on fait observer que la loi a pu n'être déterminée à classer l'extorsion de signature parmi les vols qu'à raison de l'analogie, qui existe entre ces deux genres d'infractions. On ajoute que ce qui autorise et justifie même cette supposition, c'est qu'on trouve dans la section plusieurs autres dispositions, qui n'ont que des rapports éloignés avec les vols, par exemple, celles des art. 387 et 399. On s'appuie sur le texte de l'art. 400, qui implique clairement que cet article a entendu prévoir un fait spécial. Enfin, on répond que l'extorsion, en supposant qu'elle ait été exécutée sans force, violence ou contrainte, ne pourrait pas constituer un vol, puisque l'appréhension de la signature et de l'écrit n'aurait pas eu lieu contre le gré du propriétaire.

Cette opinion me paraît préférable à l'autre ; elle est, ce me semble, conforme à l'esprit et à la lettre de la loi, qui font, l'un et l'autre, de l'extorsion de signature une infraction d'une nature particulière. Si un fait de cette espèce était accompli sans force, violence ou contrainte, je n'admettrais donc pas qu'il fût réprimé par l'art. 401, à moins, bien entendu, qu'il ne présentât d'ailleurs les caractères de la soustraction frauduleuse.

68. La Cour de cassation a cependant jugé le contraire. Elle a considéré « que le législateur a rangé l'extorsion, prévue et punie par l'art. 400, C. pén., dans la classe des vols; qu'il suit nécessairement de là que, si l'extorsion se trouve dépouillée des trois circonstances

de force, violence ou contrainte qui en font un crime, et la rendent passible de la peine des travaux forcés à temps, elle rentre dans la classe des vols simples, prévus et punis par l'art. 401 du même Code », 30 avril 1830, n° 113. — *Conf.* 7 octobre 1831, n° 247 ; 8 février 1840, n° 51.

Mais cette Cour a renoncé évidemment à cette jurisprudence, lorsqu'elle a décidé que la force, la violence, la contrainte étaient des circonstances constitutives et non aggravantes de l'extorsion, et que, par suite, sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 9 juin 1853, la force, la violence et la contrainte devaient être énoncées dans la question principale.

Baptiste Arnoncet et autres avaient été déclarés coupables d'avoir extorqué des signatures par force, violence ou contrainte, et condamnés à la peine des travaux forcés à temps. Ils soutinrent devant la Cour de cassation que l'art. 1 de la loi du 13 mai 1836 avait été violé, en ce que la question présentait à la fois le fait principal de l'extorsion et les circonstances aggravantes de la violence, de la force et de la contrainte. Leur pourvoi a été rejeté, « attendu que le fait d'extorsion, prévu et puni par l'art. 400, C. pén., n'est pas un fait de vol avec la circonstance aggravante de force, violence ou contrainte, mais constitue un crime distinct et séparé, dont le caractère de criminalité se complète par la violence, force ou contrainte, et qu'il cesserait d'exister avec sa dénomination et ses conséquences pénales, si les circonstances de violence, force ou contrainte venaient à manquer ; d'où il suit qu'en posant la question d'extorsion avec les caractères précités, le président n'a point violé la loi du 13 mai 1836, mais s'est, au contraire, conformé à l'art. 400, C. pén. ». 15 mai 1847, n° 104. — *Conf.*, 19 août 1852, n° 289.

69. Quoique, à mon sens, l'extorsion de signature ne doive pas être classée parmi les vols, j'ai admis néanmoins dans mon commentaire de l'art. 380, n° 494, qu'elle rentrait dans les cas d'immunité prévus par cette disposition.

70. La question relative au crime, que je viens d'étudier, peut être présentée au jury dans les termes suivants.

Le nommé....., est-il coupable d'avoir (la date) extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre ou d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ?

71. La seconde disposition de l'art. 400 prévoit un autre mode d'extorsion. Elle punit d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs celui qui, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, extorque ou tente d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits, énumérés dans la première partie de l'article. C'est l'acte odieux et lâche que l'on désigne vulgairement sous le nom de *chantage*.

Cette disposition est due à l'initiative de la Commission du Corps législatif, chargée de préparer la loi du 13 mai 1863. La Commission a voulu combler une lacune regrettable, et rendre punissable un fait qu'aucun texte de la loi pénale ne prévoyait. Voici les termes dans lesquels elle a expliqué cette nouvelle incrimination : « le hasard, l'occasion, une confidence imprudente nous initient quelquefois à des actes, qui intéressent le repos des citoyens, l'honneur des familles, la paix du foyer domestique, et dont la révélation peut amener une poursuite criminelle, ou occasionner un scandale. Il se rencontre des hommes assez vils pour profiter de la con-

naissance qu'ils ont de ces secrets, et pour menacer de les dénoncer ou de les répandre, si on ne consent pas à acheter leur silence. D'autres, plus éhontés, ne savent rien qui puisse compromettre la personne qu'ils ont choisie pour victime, mais, par des combinaisons astucieuses, ils l'entraînent dans une situation suspecte et difficile à expliquer, ils font naître des circonstances d'où puisse résulter le soupçon d'une action honteuse, et, menaçant d'exploiter de simples apparences, ils arrachent à la faiblesse ou à la peur la rançon d'une calomnie dont ils promettent de s'abstenir. C'est ce qu'on nomme vulgairement le chantage. Dans le premier cas, c'est le chantage à l'aide de la menace de révélation d'un fait vrai; dans le second cas, c'est le chantage à l'aide de la menace de l'imputation d'un fait faux. — Il paraît difficile de ne pas voir un délit dans un abus aussi révoltant. Mais quelle est sa nature?..... Le chantage n'est pas l'escroquerie de l'art. 405. Celle-ci procède par la persuasion, par la ruse, ou par des manœuvres frauduleuses. Elle arrive à ses fins par les illusions qu'elle fait naître, par les craintes ou par les espérances chimériques qu'elle inspire. — Le chantage n'est pas la menace de l'art. 305. Celle-ci a surtout pour but d'inspirer la crainte d'une violence physique; elle peut exister, sans ordre ni condition; la condition, si elle existe, n'est pas toujours de se faire remettre une somme d'argent; la cupidité n'est pas de son essence, si bien que le Code pénal l'a rangée parmi les crimes contre les personnes, et non parmi les crimes contre les propriétés. — Le chantage a pour objet d'arracher une somme d'argent, en influençant la volonté par la crainte d'un mal véritable et sérieux. C'est une extorsion. Si le mal était craint pour la personne, ce serait une violence physique; comme il est craint pour la réputation et

pour l'honneur, c'est une violence morale. Le chantage est donc une extorsion à l'aide d'une contrainte morale. Voilà son caractère, voilà le genre auquel il appartient ; voilà pourquoi, s'il prend une place dans le Code pénal, c'est dans l'art. 400 que cette place lui est marquée. Le chantage doit-il être puni? Nul ne le conteste quand il procède par la menace de l'imputation d'un fait faux. On hésite, lorsqu'il agit par la menace de la révélation d'un fait vrai. En ce cas, dit-on, la personne menacée est coupable : pourquoi s'est-elle exposée? L'extorsion dont elle est l'objet n'est que la conséquence de sa faute ; Quel intérêt mérite-t-elle? A quelle protection a-t-elle droit? L'intérêt de la société, au contraire, est que la faute soit divulguée ; d'ailleurs, la protection, que donnerait la loi, serait inefficace, car le jour où la victime du chantage voudrait en dénoncer l'auteur, elle se ferait à elle-même le mal de publicité qu'elle voulait éviter. — Ces raisonnements séduisent au premier abord, mais quand on les creuse, on les trouve plus spécieux que vrais. Sans doute, la personne coupable d'un crime ou d'une faute ne mérite pas une grande sollicitude, et cependant, en cherchant bien, parmi les exemples de chantage, que de victimes intéressantes on pourrait rencontrer ! Ce n'est pas toujours à l'auteur de la faute que s'adresse l'extorsion, c'est quelquefois à sa famille, et celle-ci n'a certainement aucun tort. Ce n'est pas la personne qui est l'objet du chantage qu'il faut considérer c'est celle qui le pratique. — La diffamation ne divulgue aussi quelquefois que des faits vrais, et cependant la loi n'hésite pas à la punir, sans se préoccuper de la vérité ou de la fausseté des allégations, ni de l'intérêt plus ou moins grand que la personne diffamée peut inspirer..... — Il est bien vrai que la société a intérêt à ce que les actions coupables ne demeurent pas incon-

nues, mais le chantage ne les dénonce pas; loin de là; il stipule une récompense pour que le mystère qui les couvre ne soit pas mis à jour. — Enfin, il ne faut pas croire que la protection de la loi soit toujours inefficace, car, le plus souvent, le chantage serait arrêté à son premier pas, si celui qui va le tenter était convaincu que la menace même, qu'il va faire, est un délit qui l'expose à une poursuite et à une condamnation. Le chantage doit donc être puni. L'est-il par les lois existantes? On s'accorde à reconnaître que le chantage, qui procède par la menace de la révélation d'un fait vrai, ne tombe pas sous l'application de la loi. — Pour celui qui procède par la menace de l'imputation d'un fait faux, on trouve ça et là quelques monuments de jurisprudence qui l'ont considéré comme une escroquerie, et qui l'ont fait rentrer sous l'application de l'art. 405. On dit, pour appuyer cette doctrine, que, si l'imputation est calomnieuse, la menace est vaine et la crainte chimérique. Cependant le danger de perdre sa réputation, si l'on est calomnié, n'est pas toujours une chimère, la calomnie ne laisse-t-elle pas toujours quelque chose après elle?... »

72. Quelque généraux que soient les termes de la loi, il est évident qu'ils ne sont pas applicables au cas où la victime d'un crime ou d'un délit transige sur son droit de porter plainte. « Tel serait, dit la circulaire ministérielle du 30 mai 1863, le cas du mari qui, sans connivence avec sa femme, placerait le complice de l'adultère entre la nécessité d'un sacrifice pécuniaire et le scandale d'une poursuite. L'indélicatesse ou une avidité méprisable ne peuvent rendre criminelle la renonciation, prévue par l'art. 4 du Code d'instruction criminelle, au droit consacré par l'art. 1er du même Code. »

Mais, s'il était reconnu que l'infraction n'a porté au-

cun préjudice à celui qui menace de la dénoncer, celui-ci pourrait être poursuivi sous la prévention du délit que j'étudie, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jules Legrand a menacé, par lettre, Ollivier, courtier de commerce, de le dénoncer pour infraction aux art. 85 et 87 du Code de commerce. Il avait en même temps promis de garder le silence, si Ollivier consentait à lui payer 20,000 francs. La Cour impériale déclara que Legrand avait agi de mauvaise foi, parce qu'il n'avait jamais pu se croire droit à une réparation pécuniaire. Elle ajouta qu'il y avait, dans la lettre de Legrand, une idée de lucre autant que de vengeance. Legrand, condamné à l'emprisonnement et à l'amende, se pourvut en cassation. Il prétendit qu'on lui avait faussement appliqué l'art. 400, en ce que les conditions, exigées par ledit article pour constituer le délit de chantage, ne se rencontraient pas dans l'espèce. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que le concours de trois circonstances est nécessaire pour établir le délit prévu par l'art. 400 du Code pénal : 1° mauvaise foi ; 2° menace écrite ou verbale dans un but de cupidité illégitime ; 3° menace de révéler ou de dénoncer un fait diffamatoire, c'est-à-dire portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne menacée ; attendu que l'arrêt attaqué constate que, le 10 juin 1865, Legrand a adressé à Ollivier, courtier de commerce, une lettre dans laquelle il menaçait celui-ci de dénoncer une infraction aux dispositions des articles 85 et 87 du Code de commerce, et lui promettait, en même temps, de garder le silence si Ollivier consentait à lui payer une somme de 20,000 francs ; attendu qu'il est reconnu, en outre, par ledit arrêt, que Legrand a agi de mauvaise foi, puisqu'il n'a jamais pu se croire droit à une réparation pécuniaire à

raison du prétendu dommage qu'Ollivier lui aurait causé, en lui enlevant la clientèle de la maison Casella, et qu'il y a bien certainement une idée de lucre autant que de vengeance dans la lettre du 10 juin ; attendu que ces constations sont souveraines et ne sauraient tomber sous le contrôle de la Cour de cassation ; attendu que la menace de révéler au ministère public un fait, qui, dans la pensée de l'auteur de la lettre, devait entraîner contre Ollivier une peine d'amende et la destitution, était bien la menace de révéler un fait de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de ce courtier de commerce. » 24 février 1866, nº 48.

73. La menace verbale ou écrite constituera-t-elle, à elle seule, la tentative du délit ? Cela dépendra du but que se propose celui qui la fait. S'il a en vue d'extorquer une valeur, elle aura ce caractère, sinon, elle ne l'aura pas.

74. L'action publique ne pourra-t-elle être mise en mouvement que sur la plainte de la personne menacée ? Je ne le crois pas. En principe, cette action n'est pas subordonnée aux appréciations de la partie lésée ; il faut, pour qu'elle soit arrêtée par l'intérêt individuel, un texte précis et formel. Comme aucune disposition de ce genre ne concerne le délit que j'étudie, j'en conclus qu'il peut être poursuivi d'office et en l'absence de toute plainte. Mais, après avoir reconnu le droit de la partie publique, je m'empresse d'ajouter, avec la circulaire ministérielle, que j'ai déjà citée : « Le ministère public doit se faire un devoir d'apporter, dans une matière aussi délicate, une réserve et des ménagements tout particuliers. Il faut éviter qu'une intervention irréfléchie vienne précipiter des révélations, qu'il importerait de prévenir plus encore que de réprimer. L'intérêt privé peut avoir tout à perdre, et la morale publique n'a peut-

être rien à gagner à l'effet d'un scandale prémédité. D'ailleurs, il ne faut pas exagérer la portée d'une loi, dont le bienfait dépendra de la sagesse de son application.»

75. La troisième disposition de l'art. 400 concerne la destruction et le détournement des objets saisis.

La peine varie, suivant que les objets ont été laissés à la garde du saisi, ou confiés à la garde d'un tiers. Elle est, dans le premier cas, celle de l'art. 406, et dans le second, celle de l'art. 401.

Cette disposition, je l'ai déjà dit, a été introduite dans le Code pénal par la loi du 28 avril 1832. Jusque-là, la destruction et le détournement des objets saisis restaient impunis. En effet, si la saisie met sous la main de la justice les choses qui en sont l'objet, elle n'en enlève pas la propriété au saisi. Il en résulte que celui-ci, en les détournant ou en les détruisant, ne faisait que détourner ou détruire la chose qui lui appartenait, soit que cette chose eût été laissée entre ses mains, soit qu'elle eût été confiée à la garde d'un tiers. Par suite, ce détournement ou cette destruction ne présentait ni les caractères d'un vol, ni ceux d'un abus de confiance, ni même ceux de la contravention prévue par le n° 1 de l'art. 479 du Code.

Pour remédier à cette situation, qui était fâcheuse, la loi du 28 avril 1832 a assimilé à l'abus de confiance le détournement ou la destruction des objets saisis, laissés à la garde du saisi, et au vol le détournement ou la destruction des objets saisis, confiés à la garde d'un tiers.

Cette loi, en déclarant la tentative de détournement punissable comme le délit lui-même, avait omis de s'expliquer sur la tentative de destruction. Cette omission a été réparée par la loi du 13 mai 1863, et aujourd'hui, les tentatives de détournement et de destruction sont

punies comme les destructions et les détournements eux-mêmes.

Cette partie de l'art. 400 a donné lieu à plusieurs difficultés.

76. Est-elle applicable à toutes les saisies? à la saisie-exécution, à la saisie des fruits pendants par racine ou saisie-brandon, à la saisie immobilière, à la saisie-gagerie, à la saisie-revendication? Cette question, selon moi, doit être résolue affirmativement. L'art. 400 embrasse dans son texte tous les saisis, et tous les objets saisis, quels qu'ils soient. Si l'on m'objectait que les immeubles par leur nature ne peuvent pas être détournés, je ferais remarquer qu'ils peuvent être détruits, et que l'art. 400 punit, non-seulement le détournement, mais aussi la destruction des objets saisis. La Cour de cassation a reconnu, dans l'arrêt du 30 septembre 1841, n° 292, que les dispositions que j'examine « ne s'appliquent pas seulement aux saisies-exécutions, proprement dites, mais aussi à tous les actes par lesquels des objets mobiliers sont mis légalement sous la main de l'autorité publique pour forcer à exécuter certaines obligations »; dans l'arrêt du 25 avril 1840, n° 120, « qu'elles sont applicables dans les cas de saisie immobilière à l'égard des immeubles par destination saisis en même temps que le fonds auquel ils sont attachés »; enfin, dans l'arrêt du 16 octobre 1850, n° 360, que « l'extraction de souches, existant dans le sol des biens saisis, et la vente du charbon que ces souches avaient produit, constituaient le délit prévu et puni par l'art. 400, C. pén. ».

77. Les nommés Duret et Boilève avaient détourné des bestiaux mis en fourrière, dont ils étaient propriétaires. Le tribunal supérieur de Niort avait refusé de leur appliquer l'art. 400, sous le prétexte que cet article

ne s'appliquait pas au détournement des animaux mis en fourrière. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement a été annulé, « attendu que les dispositions des trois derniers paragraphes de l'art. 400, C. pén., sont générales; qu'elles ne s'appliquent pas seulement aux saisies-exécutions proprement dites, mais aussi à tous les actes par lesquels des objets mobiliers sont mis légalement sous la main de l'autorité publique pour forcer à exécuter certaines obligations; attendu que la mise en fourrière des animaux, laissés à l'abandon, qui sont trouvés sur les propriétés d'autrui, autorisée par l'art. 12 du titre II de la loi du 6 octobre 1791, est une véritable saisie; que, pour n'être accompagnée d'aucune formalité, elle n'en confère pas moins aux parties lésées un droit positif sur les animaux saisis, qui ne peuvent être rendus à leur propriétaire que lorsqu'il a réparé le dommage; que si, faute de notification, le propriétaire peut ne pas savoir que ses bestiaux ont été saisis, ce qui cependant est assez difficile à concevoir lorsqu'il les détourne d'un lieu désigné par arrêté de l'autorité municipale pour servir de fourrière, ce n'est pas là une raison suffisante de refuser en droit, et dans tous les cas, aux dispositions, dont il s'agit, leur étendue véritable, sauf à examiner en fait, dans chaque espèce, si le prévenu a eu connaissance de la mise en fourrière ». 30 septembre 1841, ci-dessus cité. L'affaire fut renvoyée devant la Cour de Poitiers. Cette Cour, se conformant aux principes de l'arrêt que je viens de citer, reconnut que le détournement d'animaux, saisis en exécution de l'art. 12, titre II, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, est au nombre de ceux que prévoit l'art. 400 du Code pénal. Elle reconnut même que, lorsque la saisie est opérée par le propriétaire, qui souffre du dégât causé par les animaux laissés à l'abandon, cette saisie n'est

soumise à aucune formalité. Mais elle jugea que, dans le cas où cette saisie est effectuée par un officier public, elle est soumise aux formalités prescrites par les procès-verbaux, à ce point que si ces formalités n'ont pas été observées, si le procès-verbal est nul, le ministère public n'est pas recevable à y suppléer par d'autres preuves, par exemple, celles qui résulteraient des dépositions de témoins. L'arrêt fut annulé, « attendu qu'il est manifeste qu'une telle décision contient tout à la fois une fausse interprétation de l'art. 12, titre II, de la loi du 28 septembre 1791 et une violation des art. 154 et 182 du Code d'instruction criminelle ». 4 juin 1842, n° 134.

78. L'art. 400 est-il applicable à la saisie que la femme a fait conduire sur les biens de son mari?

Si le mari avait soustrait frauduleusement les biens propres de sa femme, il ne pourrait être poursuivi criminellement. La soustraction ne donnerait lieu, d'après l'art. 380 du Code, qu'à des réparations civiles. C'est son bien qu'il détourne, mais ce bien est placé sous la main de la justice : cette circonstance le rend-elle punissable? La Cour de cassation a résolu cette question affirmativement, « attendu que l'immunité pénale, établie par l'art. 380, en faveur des personnes désignées audit article, ne pourrait être appliquée au cas de détournement ou de tentative de détournement, par un saisi, des objets saisis sur lui, délit prévu par l'art. 400 du même Code, que si ce délit constituait un vol ou pouvait rentrer, par sa nature, dans cette catégorie d'infractions; que tel n'est pas le caractère du délit spécial prévu par l'art. 400 du Code pénal, alinéas 2 et 3; que ce délit, bien que classé, sous la rubrique du vol, par la loi du 28 avril 1832, qui l'a introduit dans la législation pénale, ne constitue pas, néanmoins, une soustraction fraudu-

leuse rentrant dans les termes de l'art. 379 du Code pénal, qui ne s'applique qu'à l'enlèvement de la chose d'autrui, tandis que les objets détournés par le saisi n'ont jamais cessé de lui appartenir, la vente seule desdits objets le dépouillant de sa propriété ; attendu que l'art. 400, Code pénal, dans les dispositions spéciales susvisées, n'a eu pour objet que d'assurer le respect dû aux actes de l'autorité publique et de protéger l'intérêt du créancier saisissant, celui des tiers qui peuvent avoir des droits à exercer sur les objets mis sous la main de la justice, ou le produit de leur vente, enfin, celui du gardien préposé à la saisie et responsable de la disparition des objets confiés à sa surveillance ; attendu, dès lors, que l'immunité, établie par l'art. 380, Code pénal, au cas d'une soustraction qui lèse exclusivement la personne unie par un lien étroit à l'auteur du fait délictueux, ne peut être étendue à un cas différent, sans analogie, par sa nature et ses conséquences, avec celui que prévoit ledit art. 380, Code pénal ; qu'il suit de là, qu'en refusant d'appliquer à l'espèce l'art. 380 susvisé, l'arrêt attaqué a sainement interprêté ledit article, et fait une juste application de l'art. 400 du même Code ». 18 avril 1857, Dall. pér., 1857.1.226.

79. On s'est demandé si l'art. 400 était applicable au détournement ou à la destruction des biens placés sous séquestre judiciaire. Cette question ne me présente aucun doute. Ce séquestre est ordonné par la justice (C. civ., art. 1961), et par conséquent, les biens, sur lesquels il porte, sont en réalité des biens saisis.

C'est ce que la Cour de cassation a décidé, « attendu que, antérieurement à la loi du 28 avril 1832, l'art. 408, C. pén., était le seul qui punît la violation d'un dépôt, soit qu'il s'agît d'un dépôt proprement dit, soit qu'il s'agît d'un séquestre conventionnel ou d'un séquestre

ou dépôt judiciaire ; attendu que, sous l'empire de la législation de cette époque, le détournement, commis par le propriétaire, n'était point punissable lorsqu'il était lui-même le dépositaire judiciaire, et qu'il ne l'était pas davantage, lorsque le dépôt judiciaire avait été confié à la garde d'un tiers, la violation d'un dépôt consistant dans le détournement au préjudice du propriétaire, et le vol dans la soustraction frauduleuse de la chose appartenant à autrui ; qu'en 1832, le législateur a voulu combler cette lacune, en introduisant dans l'art. 400 des dispositions spéciales qui pussent garantir la mainmise de la justice contre les entreprises du propriétaire de la chose déposée ; que ces dispositions spéciales devaient, dès lors, avoir pour objet d'assurer le respect dû aux actes de l'autorité publique, et de protéger l'intérêt du créancier saisissant, celui des tiers qui peuvent avoir des droits à exercer sur les choses mises sous la main de la justice ou le produit de leur vente, enfin, celui du gardien préposé à la saisie, et responsable de la disparition des choses confiées à sa surveillance ; que c'est en vue de cet objet que, si le propriétaire, qui commet le détournement, est gardien des choses mises sous la main de la justice, il est passible de la peine prononcée par l'art. 406, C. pén. ; que, si le gardien est un tiers, il tombe sous l'application de l'art. 401 du même code ; que, depuis 1832, il y a délit toutes les fois qu'il y a saisie, et que les choses mises sous la main de la justice et confiées à la surveillance d'un gardien ont été détournées ou détruites par leur propriétaire ; qu'il ne s'agit, dès lors, que de savoir quels sont les cas dans lesquels un gardien est établi ; que, sans doute, celui de la saisie est le plus usuel ; mais attendu que, en outre du cas où la justice ordonne que les meubles saisis seront confiés par le ministère

de l'huissier à la surveillance d'un gardien, il y a aussi le cas où la justice ordonne, sans l'intervention de l'un de ces officiers, le dépôt entre les mains d'un gardien, d'une chose mobilière, dont la propriété ou la possession est litigieuse ; que l'art. 1961, C. Nap., ne distingue nullement entre ces deux cas de séquestre ou dépôt judiciaire ; que, le but de l'art. 400, C. pén., étant d'assurer la conservation de la chose mise sous la main de la justice, il s'ensuit que les dispositions des 3e, 4e, et 6e paragraphes de cet article s'appliquent nécessairement à l'un et à l'autre cas ; que, pour qu'il en fût autrement, il faudrait que cet article en restrignît, en termes exprès, l'application à la saisie-exécution, opérée par le ministère d'un huissier, ce qui n'est pas ; d'où il résulte, qu'en décidant que le 3e paragraphe de l'art. 400 susvisé ne s'applique qu'au cas de saisie, l'arrêt attaqué a violé ledit article. » 13 août 1869, n° 193.

80. L'art. 400 n'étant applicable qu'au cas où les objets saisis ont été confiés à la garde du saisi ou à celle d'un tiers, cet article cesserait d'être applicable si, comme l'art. 681 du Code de procédure civile le prévoit, les immeubles saisis sont loués ou affermés, puisque, dans ce cas, ils ne seront confiés, ni à la garde du saisi, ni à celle d'un tiers.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

La veuve Paris et Honoré Briens étaient poursuivis pour avoir participé à un détournement d'objets, saisis sur Paris et dépendant d'un immeuble que celui-ci avait affermé. La Cour de Caen ayant refusé de leur appliquer l'art. 400, le ministère public dénonça l'arrêt à la Cour de cassation, mais son pourvoi fut rejeté, « attendu que le délit, prévu et puni par la disposition ajoutée en 1832 à l'art. 400 du Code pénal, consiste dans la destruction ou le détournement par le saisi des

objets saisis sur lui et confiés, soit à sa garde, soit à la garde d'un tiers ; que ces dernières expressions ne peuvent s'entendre, d'après leur sens naturel, que des cas où ces objets deviennent la matière d'un véritable séquestre ou dépôt judiciaire, avec les effets qui y sont attachés par les art. 1961 et suivants du Code civil ; qu'ainsi la disposition, dont il s'agit, trouve son application dans tous les cas de saisie-exécution, puisqu'aux termes des art. 596, 597 et 598 du Code de procédure civile, toute saisie-exécution doit être accompagnée de l'établissement d'un gardien, soit en la personne du saisi, soit en celle d'un tiers ; qu'elle est également applicable dans les cas de saisie-immobilière, à l'égard des objets immeubles par destination, saisis en même temps que l'immeuble auquel ils sont attachés, lorsque ce fonds n'est pas affermé, puisqu'alors, d'après l'art. 688 du Code de procédure civile, le saisi reste en possession comme séquestre judiciaire, à moins que le juge ne nomme un autre séquestre ; qu'en effet, les objets, qui dépendent comme immeubles par destination du fonds saisi, sont, comme le fonds lui-même, confiés à la garde du séquestre ; mais que, lorsque l'immeuble saisi est affermé, le preneur reste en possession en vertu de son bail, sans recevoir aucune mission de la justice, et sans contracter aucune des obligations propres aux gardiens et séquestres, d'où il suit que l'art. 400, qui doit, comme toute disposition pénale, être exactement renfermé dans ses termes, ne peut recevoir d'application dans ce cas. » 25 avril, 1840, n° 120.

81. Est-il nécessaire, pour que l'art. 400 devienne applicable, que la saisie ait été notifiée avant que les détournements ou les destructions aient été opérés ou tentés ?

L'accomplissement de cette formalité n'est pas con-

sidéré par la loi comme une condition essentielle du délit ; il faut en conclure qu'il suffit que la saisie ait été portée, d'une façon quelconque, à la connaissance du saisi, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jean Rousseau avait été condamné pour avoir détourné des objets saisis sur lui et confiés à la garde d'un tiers. Il a soutenu devant la Cour de cassation qu'on n'avait pas pu lui appliquer l'art. 400, parce que, au moment du détournement, la saisie ne lui avait pas encore été notifiée. Son pourvoi a été rejeté, « attendu qu'aux termes de l'art. 400 du Code pénal, le saisi, qui a détourné des objets saisis sur lui, est puni des peines portées en l'art. 401, lorsque la garde de ces objets a été confiée à un tiers; qu'il est constaté, en fait, qu'une saisie a été pratiquée sur Rousseau, le samedi 11 octobre 1850 ; que le procès-verbal de cette saisie ne lui a été notifié que le lundi, 13 ; que, dans l'intervalle et pendant la journée du dimanche, il a détourné différents meubles compris dans la saisie, et dont la garde avait été confiée à un tiers ; que si, au moment où le détournement a été commis, la saisie ne lui avait pas encore été notifiée, nonobstant les prescriptions de l'art. 602 du Code de procédure civile, cette omission qui, suivant la disposition du même article, n'entraînait pas la nullité de la saisie, ne faisait pas non plus obstacle à ce que le détournement pût constituer le délit prévu par la loi; que le jugement attaqué déclare qu'il résulte, de tous les faits et circonstances de la cause, qu'au moment de la perpétration de son action, Rousseau avait pleinement connaissance que les objets étaient placés sous la main de la justice ; que le délit subsiste, dès qu'il est constant d'une part, que le détournement a été commis postérieurement à une saisie régulière, et,

d'autre part, que le prévenu a agi avec la connaissance de la saisie, et, par conséquent, en violant les défenses de la loi. » 18 mars 1852, n° 98. *Conf.*, 1er mars 1867, n° 52.

82. Le saisi pourrait-il être renvoyé des poursuites à raison de sa bonne foi ? Je n'en fais aucun doute, puisque le fait qui m'occupe est un délit et qu'un délit n'existe que par la réunion de l'élément physique et de l'élément intentionnel.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Les récoltes de Florentin de Solari avaient été saisies à la requête du receveur de Castillon. Néanmoins, Solari les vendit et fut poursuivi. Le tribunal supérieur de Foix le renvoya de la plainte par le motif que le receveur lui avait accordé l'autorisation de vendre ses récoltes pour lui en apporter le produit. Le tribunal avait tiré de ce fait la conséquence que le détournement n'avait eu aucun caractère frauduleux. Le pourvoi du ministère public fut rejeté, « attendu que cette déclaration est une appréciation qui échappe à l'examen de la Cour de cassation. » 17 septembre 1852, n° 321.

Mais, pour que la bonne foi soit régulièrement admise par le juge du fait, il faut qu'elle existe réellement et qu'elle ne soit pas déduite d'une circonstance qui ne la légitimerait pas, par exemple, de ce que le saisi a remis à l'un de ses créanciers l'objet qu'il a détourné, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Paul Dugout, « attendu que le détournement des objets saisis compromet la responsabilité du tiers préposé à leur garde, et préjudicie aux créanciers, soit que le but de la partie saisie ait été, en pratiquant ce détournement, de reprendre la possession de la chose saisie, d'en opérer la destruction ou seulement de la transmettre à l'un de ses créanciers particulièrement,

afin de lui conférer le droit de se faire payer sur cette chose de préférence à tous autres. » 17 février 1844, n° 54.

83. La quatrième disposition de l'art. 400 punit des peines de l'art. 401 tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage, qui détruit, détourne ou tente de détruire ou de détourner les objets par lui donnés à titre de gage. Elle a, comme je l'ai déjà dit, été introduite dans le Code par la loi du 13 mai 1863. Elle a pour but de donner aux prêts sur nantissement la garantie d'une sanction pénale qui leur manquait, la Cour de cassation ayant jugé, d'une part que le nantissement n'était pas compris dans les contrats, dont l'art. 408 réprimait la violation, et, d'autre part, que, le nantissement ne transférant pas au créancier la propriété de l'objet donné en gage, le détournement, que le débiteur en faisait ou qui en était fait en son nom par un tiers, ne constituait pas un vol. 29 octobre 1812, n° 233. 25 août 1859, n° 212.

84. Enfin, la dernière partie de l'art. 400 punit celui qui a recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou tiers donneur de gages, qui l'ont aidé dans la destruction, le détournement ou dans la tentative de destruction ou de detournement de ces objets, d'une peine égale à celle que l'auteur principal de la soustraction a encourue.

85. L'art. 400 prévoit d'abord le cas de la complicité par recélé. Il applique la peine du fait principal à celui qui a recélé les objets détournés. Mais, rappelant les principes généraux énoncés dans l'art. 62 du Code, il n'applique cette peine qu'à celui qui a agi sciemment.

Pour que le recéleur soit punissable, est-il nécessaire

qu'il ait connu le détournement au moment même où il a reçu les objets détournés? ne suffit-il pas que le recélé ait continué après que ces objets ont été réclamés par les saisissants ? Il est clair, selon moi, qu'il y a lieu à l'application de la peine dans le cas où le recéleur a persisté à conserver les objets saisis, malgré les protestations des créanciers.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante.

Baboulaine avait apporté des objets saisis sur lui chez Numa Lafore : celui-ci était absent au moment du dépôt et, par conséquent, il avait ignoré, dans l'origine, que ces objets provenaient d'un détournement frauduleux. Plus tard, il avait reconnu le dépôt, et il avait refusé d'obtempérer à la sommation de le restituer. Le tribunal supérieur de Montauban le renvoya des poursuites, sous le prétexte qu'il n'avait pas recélé sciemment les objets déposés chez lui. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé, « attendu qu'aux termes de l'art. 62 du Code pénal, celui qui, sciemment, a recélé des choses enlevées ou détournées à l'aide d'un crime ou d'un délit, est puni comme complice de ce crime ou de ce délit; qu'il est reconnu, en fait, par l'arrêt attaqué, que Numa Lafore a recélé dans sa maison des effets saisis sur Baboulaine, et que celui-ci avait détournés au préjudice de ses créanciers, et que ce recélé a continué après que ces effets lui ont été réclamés par les saisissants ; que néanmoins le jugement attaqué a renvoyé le prévenu des fins de la poursuite, en se fondant sur ce qu'il était absent au moment où les effets saisis avaient été déposés chez lui, et qu'il avait ignoré dans l'origine que ces objets provenaient d'un détournement frauduleux ; mais qu'il est, en même temps, constaté par le même jugement que le prévenu,

ultérieurement sommé par huissier de restituer les effets déposés chez lui, a reconnu ce dépôt et a formellement refusé d'obtempérer à la sommation ; que, par ce refus et en admettant même que, jusqu'à ce moment, le prévenu n'ait pas eu connaissance du fait de détournement, il est devenu recéleur des objets détournés, puisqu'il a continué de les garder, sachant quelle était leur origine, et à l'aide de quel délit ils avaient été remis entre ses mains ; que, par là, il s'est rendu coupable de ce délit, et que, par conséquent, le tribunal de Montauban, en prononçant le renvoi du prévenu, a commis une violation de l'art. 62 du Code pénal. » 12 juillet 1850, n° 219.

86. L'art. 400 ne semble impliquer dans la complicité par aide et assistance que le conjoint, les ascendants et les descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou du tiers donneur de gage. Est-ce que l'étranger, qui concourra à la destruction ou au détournement de l'objet saisi ou remis en gage, par l'un des modes de complicité énoncés en l'art. 60 du Code, ne deviendra pas complice de la destruction ou du détournement ? Si l'on prenait l'art. 400 à la lettre, on serait autorisé à le croire, puisque cette disposition ne punit que le conjoint, les ascendants et les descendants. Mais il est manifeste que l'art. 400 doit recevoir une toute autre interprétation. Son objet a été de déroger non pas à l'art. 60, mais à l'art. 380 du Code ; il a voulu indiquer que l'immunité, mentionnée dans ce dernier article, n'était pas applicable au cas qu'il régissait. Il faut donc tenir pour certain qu'il ne déroge pas à l'art. 60. C'est ce que la Cour de cassation a jugé, en rejetant le pourvoi du nommé Dugout, dont j'ai déjà parlé, « sur le deuxième moyen, tiré de la fausse application des art. 59 et 60 du Code pénal, en ce qu'on aurait étendu

l'application des dispositions de l'art. 400 du Code pénal, dans l'arrêt attaqué, à d'autres qu'au complice qui aurait recélé sciemment ou au conjoint, aux ascendants et aux descendants qui auraient aidé dans le détournement; attendu que la loi du 28 avril 1832, en assimilant au vol, par des dispositions nouvelles formant le dernier paragraphe de l'art. 400 du Code pénal, le détournement ou la destruction de la chose saisie, a par là rendu applicables à cette infraction les dispositions générales de l'art. 59 du Code pénal, qui veut que le complice du délit soit puni de la même peine que l'auteur de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement; qu'on ne peut trouver cette exception, notamment dans la disposition de l'art. 400 précité, qui punit la coopération du conjoint, des ascendants et des descendants du saisi; qu'en effet, cette disposition, qui n'est nullement restrictive, a eu pour unique objet de constater que l'art. 380 du même Code serait, dans le cas prévu, sans application. » 17 février 1844, n° 54.

87. Lorsque les objets saisis ou donnés en gage ont été détournés par un autre que le saisi ou le donneur de gage, il faut, avant tout, rechercher dans quel intérêt le détournement a eu lieu, afin de savoir s'il s'agit du fait de complicité, prévu par l'art. 400, ou d'une soustraction frauduleuse, soumise aux règles du droit ordinaire.

Si le détournement a été effectué par le tiers dans son intérêt personnel, il constitue un vol et, par conséquent, subit, comme tous les vols, l'effet des circonstances aggravantes, qui l'accompagnent; si, au contraire, il a eu lieu pour le compte du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou du donneur de gage, il n'est que l'infraction spéciale, réprimée par l'art. 400, et ne s'ag-

grave pas à raison des circonstances au milieu desquelles il a été commis.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante.

Divers effets mobiliers avaient été saisis sur la veuve Fagault. Elle chargea le nommé Qureau de se rendre dans son habitation, d'y soustraire et de lui remettre une partie des effets saisis. Qureau opéra la soustraction, et fit remettre à la veuve Fagault les objets qu'il avait détournés. La soustraction, exécutée par Qureau était accompagnée de circonstances aggravantes qui, si elle eût été un vol, en auraient fait un crime. Par suite, le tribunal de la Flèche avait rendu contre Qureau une ordonnance de prise de corps. Mais cette ordonnance fut annulée par la Cour d'Angers qui, ne trouvant dans la soustraction, effectuée par Qureau, que le caractère du détournement prévu par le paragraphe 2 de l'art. 400, renvoya l'inculpé devant le tribunal de police correctionnel. Le pourvoi, formé contre cette décision, fut rejeté, « attendu qu'en reconnaissant, en droit, que, la saisie n'ayant pas dépouillé la veuve Fagault de la propriété des effets saisis, la soustraction, faite de son ordre et pour son compte, n'avait ni de sa part, ni de la part de Qureau agissant pour elle, le caractère constitutif du vol, qui consiste dans la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, et qu'en attribuant aux faits constatés la qualification du détournement prévu, et puni par le paragraphe 2 de l'art. 400 du Code pénal, l'arrêt attaqué a fait une juste appréciation des faits incriminés ». 11 avril 1845, n° 134.

Ces principes sont-ils exactement applicables, même au cas où le détournement a été opéré par le conjoint, les ascendants et les descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou du donneur de gage ?

Si ces personnes ont agi dans l'intérêt de leur allié ou de leur parent, elles sont passibles des peines que celui-ci a encourues. C'est l'objet même du paragraphe que j'étudie.

Si elles ont agi pour leur compte personnel, coupables de vol, auront-elles ou n'auront-elles pas encouru une peine ? Si l'on appliquait à ce cas le droit ordinaire, elles n'auraient encouru aucun châtiment, puisqu'elles auraient soustrait une chose appartenant à une personne, qu'elles peuvent impunément voler aux termes de l'art. 380 du Code; mais le droit commun se modifiant, comme je l'ai démontré sous l'art. 380, dans mon 5e volume, nº 497, par cette considération que, dans ce cas, la soustraction frauduleuse cause un préjudice non-seulement au saisi, mais encore et surtout au créancier saisissant, qui a mis les biens de celui-ci sous la main de la justice, elles seront responsables de la soustraction frauduleuse qu'elles auront commise et, comme les étrangers, elles en subiront toutes les conséquences.

88. Il peut arriver que certains des objets compris dans la saisie n'appartiennent pas au saisi. Le tiers dont ils sont la propriété pourra-t-il les reprendre sans encourir la peine de l'art. 400 ? Je n'en fais aucun doute. Il ne s'empare pas du bien d'autrui, et il ne concourt pas à un détournement opéré pour le compte du saisi. La Cour de cassation l'a jugé en rejetant le pourvoi formé par le ministère public contre un jugement du tribunal supérieur d'Alby, « attendu que l'art. 400, deuxième et troisième alinéas, du Code pénal, en faisant de la destruction ou du détournement d'objets saisis, opéré par le saisi lui-même au préjudice de ses créanciers, un délit spécial, passible, suivant l'analogie des cas, des mêmes peines que les délits prévus par les art. 401 et 406, ne comprend pas dans

cette disposition le fait de tiers, qui détruisent ou détournent les mêmes objets, sans être coauteurs ou complices du saisi; qu'un pareil acte, resté en dehors de l'art. 400, ne devient punissable qu'autant qu'il rentre dans d'autres dispositions de la loi pénale; qu'ainsi, en déclarant, dans l'espèce, que Jean Barreau, qui avait repris, dans son propre intérêt et sans s'être concerté avec le saisi, des bestiaux à lui appartenant, qu'il avait donnés à cheptel à Combelles, sur qui la saisie avait été opérée par le bailleur de la ferme, n'avait encouru, ni les peines de l'art. 400, ni celles de l'art. 401, quoiqu'il n'eût point fait la signification, prescrite par l'art. 1813 du Code Napoléon, et, en prononçant par suite son relaxe, le jugement attaqué, loin d'avoir violé ces articles, en a fait une saine interprétation. » 1er juillet 1852, n° 217.

ARTICLE 401.

Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de seize francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

89. Objet de l'article. Surveillance facultative. Arrêts.
90. Définition du vol. Renvoi.

89. Cet article punit d'un emprisonnement d'un an à cinq ans les vols non spécifiés dans les articles qui le précèdent, les larcins et les filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits. Les coupables peuvent, en outre, être condamnés à une amende de 16 francs à 500 francs, être interdits des droits mentionnés en l'art. 42, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, être envoyés sous la surveillance de la haute police, pendant le même nombre d'années.

Comme on le remarque, la mise en surveillance est facultative. Mais lorsque le juge croit devoir la prononcer, il ne peut en limiter la durée à moins de cinq ans, à moins qu'il n'admette, en faveur du condamné, le bénéfice des circonstances atténuantes. 5 mars 1825, n° 44; 11 mars 1825, n° 47; 2 septembre 1826, n° 170; 7 août 1834, n° 260; 24 novembre 1838, n° 367.

90. Dans mon commentaire de l'art. 379, j'ai donné la définition du vol, démontré que les larcins et les filouteries n'en sont que des variétés, et, en outre, examiné tous les principes qui régissent l'art. 401.

SECTION II.

Banqueroute, escroqueries et autres espèces de fraude.

91. Division de la section.

91. Cette section se divise en six paragraphes :
Le premier concerne la banqueroute et l'escroquerie; le deuxième, l'abus de confiance ; le troisième, les contraventions aux règlements sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gage ; le quatrième,

les entraves apportées à la liberté des enchères ; le cinquième, les violations des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts ; le sixième, les délits des fournisseurs.

§ 1er. — *Banqueroute et escroqueries.*

ARTICLE 402.

Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit : — Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps. — Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, et de deux ans au plus.

92. Banqueroute frauduleuse et simple. Pénalité. Définition.
93. Caractères communs à la banqueroute simple et à la banqueroute frauduleuse.
94. L'une et l'autre infraction n'est imputable qu'à un commerçant.
95. Suite. Mineur qui n'a pas été habilité à faire le commerce. Arrêts.
96. Suite. Femme, marchande publique, qui n'a pas été autorisée par son mari. Arrêt.
97. Suite. Fonctions ou professions incompatibles avec le négoce.
98. Ces infractions ne peuvent être imputées qu'au commerçant qui est en état de cessation de paiements.
99. Suite. Cet état est ordinairement déclaré par le tribunal de commerce.
100. Suite. Cas où la faillite n'est pas encore déclarée. Arrêts.
101. Suite. Cas où il n'a été donné aucune suite à la déclaration de faillite, où le tribunal de commerce a refusé de la prononcer, où il a homologué le concordat. Arrêts.

102. Suite. Fixation de l'ouverture de la faillite. Arrêts.
103. Suite. Les tribunaux de répression doivent constater par leur jugement tous les éléments constitutifs du crime ou du délit, et ne pas borner à viser les jugements civils qui prononcent la faillite. Arrêts.
104. Suite. Cas où il s'agit de savoir si une société a existé entre le failli et des tiers. Arrêt.
105. Caractères de la banqueroute frauduleuse.
106. Intention frauduleuse. Arrêts.
107. Faits constitutifs du crime.
108. Suite. Soustraction des livres.
109. Suite. Détournement ou dissimulation d'une partie de l'actif. Arrêt.
110. Suite. Dissipation d'une partie de l'actif. Arrêts.
111. Suite. Détournement d'un objet qui n'appartient pas à la masse. Arrêt.
112. Suite. Epoque de la dissimulation ou du détournement. Arrêts.
113. Suite. Reconnaissance frauduleuse de dettes fictives. Arrêt.
114. Tentative du crime.
115. Prescription. Arrêt.
116. Qualification. Question au jury. Arrêts.
117. Banqueroute simple. Le délit existe même en l'absence de toute intention frauduleuse.
118. Faits constitutifs de la banqueroute simple.
119. Suite. Différence de rédaction des art. 585 et 586, Code commerce.
120. Etude particulière des faits constitutifs de la banqueroute simple.
121. Suite. Dépenses excessives.
122. Suite. Revente de marchandises au-dessous du cours. Emprunts ruineux. Arrêt.
123. Suite. Paiement d'un créancier au préjudice de la masse. Arrêt.
124. Suite. Engagement pour le compte d'autrui.
125. Suite. Faillite nouvelle. Arrêt.
126. Suite. Défaut de publication du contrat de mariage. Arrêt.
127. Suite. Défaut de la déclaration de cessation de paiement. Arrêt.
128. Suite. Absence du failli. Arrêt.

129. Suite. Défaut d'inventaire.—Tenue irrégulière des livres. Arrêts.
130. Suite. Ces faits changeront-ils de caractère, s'ils sont exécutés avec mauvaise foi ?
131. Suite. Prescription. Arrêt.
132. Le failli, absous du crime de banqueroute frauduleuse, peut être poursuivi pour le délit de banqueroute simple. Arrêts.
133. Le failli, absous à raison de l'un des faits, constitutifs de banqueroute, frauduleuse ou simple, peut être poursuivi de nouveau à raison d'un autre fait, constitutif du même crime ou du même délit.

92. Le Code pénal punit la banqueroute frauduleuse de la peine des travaux forcés à temps, et la banqueroute simple d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Il a laissé au Code de commerce le soin de définir ce crime et ce délit.

Suivant l'ancien article 593 du Code de commerce, était déclaré « banqueroutier frauduleux, tout commerçant failli, qui se trouvait dans un ou plusieurs des cas suivants, savoir : 1° s'il avait supposé des dépenses ou des pertes ou ne justifiait pas de l'emploi de toutes ses recettes ; 2° s'il avait détourné aucune somme d'argent, aucune dette active, aucunes marchandises, denrées ou effets mobiliers ; 3° s'il avait fait des ventes, négociations ou donations supposées ; 4° s'il avait supposé des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers fictifs, en faisant des écritures simulées, ou en se constituant débiteur, sans cause ni valeur, par des actes publics ou par des engagements sous signature privée; 5° si, ayant été chargé d'un mandat spécial, ou constitué dépositaire d'argent, d'effets de commerce, de denrées ou marchandises, il avait, au préjudice du mandat ou du dépôt, appliqué à son profit

les fonds ou la valeur des objets sur lesquels portait soit le mandat, soit le dépôt ; 6° s'il avait acheté des immeubles ou des effets mobiliers à l'aide d'un prête-nom ; 7° s'il avait caché ses livres. » L'art. 594 ajoutait : « pourra être poursuivi, comme banqueroutier frauduleux et être déclaré tel, le failli qui n'a pas tenu de livres, ou dont les livres ne présenteront pas la véritable situation active ou passive ; celui qui, ayant obtenu un sauf-conduit, ne se sera pas représenté à justice. »

Le nouvel art. 591 du Code de commerce (Loi du 28 mai 1838), a ramené les cas de banqueroute frauduleuse à des termes beaucoup plus simples ; il porte :

« Sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines portées au Code pénal, tout commerçant failli, qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas. »

L'ancien art. 586 du Code de commerce considérait comme banqueroutier simple « le commerçant failli, qui se trouvait dans l'un des cas suivants, savoir : 1° si les dépenses de sa maison, qu'il est tenu d'inscrire mois par mois sur son livre-journal, sont jugées excessives ; 2° s'il est reconnu qu'il a consommé de fortes sommes au jeu ou à des opérations de pur hasard ; 3° s'il résulte de son dernier inventaire que, son actif étant de cinquante pour cent au-dessous de son passif, il a fait des emprunts considérables et s'il a revendu des marchandises à perte ou au-dessous du cours ; 4° s'il a donné des signatures de crédit ou de circulation pour une somme triple de son actif, selon son dernier inventaire. »

L'ancien art. 587 disposait en outre : « pourra être poursuivi comme banqueroutier simple, le failli qui n'aura pas fait au greffe la déclaration prescrite par l'art. 440; celui qui, s'étant absenté, ne se sera pas présenté en personne aux agents et aux syndics dans les délais fixés et sans empêchement légitime; celui qui présentera des livres irrégulièrement tenus, sans néanmoins que les irrégularités indiquent de fraudes, ou qui ne les représentera pas tous; celui qui, ayant une société, ne se sera pas conformé à l'art. 440. »

La loi du 28 mai 1838 a remplacé ces deux articles par les dispositions suivantes : Art. 585. Sera déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : 1° si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives; 2° s'il a consommé de fortes sommes, soit à des opérations de pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises; 3° si, dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats pour revendre au-dessous du cours; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds; 4° si, après cessation de ses paiements, il a payé un créancier au préjudice de la masse. Art. 586. Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : 1° s'il a contracté, pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables, eu égard à sa situation lorsqu'il les a contractés; 2° s'il est de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat; 3° si, étant marié sous le régime dotal ou séparé de biens, il ne s'est pas conformé aux art. 69 et 70; 4° si, dans les trois jours de la cessation de ses paie-

ments, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par les art. 438 et 439 ; ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires ; 5° si, sans empêchement légitime, il ne s'est pas présenté en personne aux syndics dans les cas et dans les délais fixés, ou si, après avoir obtenu un sauf-conduit, il ne s'est pas représenté à justice ; 6° s'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire ; si ses livres ou inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active et passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude.

93. La banqueroute frauduleuse et la banqueroute simple ont des caractères qui leur sont communs.

94. Le premier de ces caractères, c'est que ce crime et ce délit ne peuvent être imputés qu'à un commerçant.

La loi répute commerçants « ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle. » (Code de commerce, art. 1.)

95. La loi disposant (Code de commerce, art. 2) que le mineur, même émancipé, ne pourra commencer les opérations du commerce : 1° s'il n' a été préalablement autorisé par son père, ou par sa mère, en cas de décès, interdiction ou absence du père, ou, à défaut du père et de la mère, par une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal civil ; 2° si, en outre, l'acte d'autorisation n'a été enregistré et affiché au tribunal de commerce du lieu où le mineur veut établir son domicile, il en résulte que le mineur qui n'a pas obtenu cette autorisation préalable, et qui ne l'a pas fait enregistrer et afficher, ne peut pas être poursuivi pour banqueroute frauduleuse ou pour banqueroute simple, puisqu'il n'est pas commerçant.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante. Louis-Marie Frémeaux avait été poursuivi comme ac-

cusé de banqueroute frauduleuse et subsidiairement de banqueroute simple. Absous du crime et déclaré coupable du délit, il avait été condamné à l'emprisonnement. Sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « attendu que Louis-Marie Frémeaux a déposé au greffe de la Cour un extrait légalisé de son acte de naissance, duquel il résulte qu'il n'était majeur ni à l'époque où il a commencé des opérations de commerce, ni à celle du 25 juillet 1825, fixé par la question et par la déclaration du jury pour la cessation de ses paiements; qu'en exécution de l'arrêt interlocutoire, rendu par la Cour, le 24 novembre dernier, le demandeur a également déposé au greffe de la Cour un certificat du greffier du tribunal de commerce du département de la Seine, constatant qu'en ce qui concerne Louis-Marie Frémeaux, demeurant à Paris, passage Aubert, (domicile ou résidence donnée au demandeur dans l'instruction du procès), il n'a été déposé, affiché ni enregistré au greffe dudit tribunal de commerce, aucun acte d'autorisation, exigé par l'art. 2, C. comm., pour que le mineur émancipé, âgé de 18 ans, puisse faire le commerce; que cependant le demandeur Louis-Marie Frémeaux, ayant entrepris des opérations de commerce, et ayant cessé ses paiements, a été poursuivi et traduit à la Cour d'assises du département de la Seine, comme accusé de banqueroute frauduleuse et subsidiairement de banqueroute simple; que, le jury l'ayant déclaré non coupable de banqueroute frauduleuse, mais coupable de banqueroute simple, pour les causes exprimées dans la question, la Cour d'assises, nonobstant l'exception ci-dessus exposée, tirée des dispositions de l'art. 2, C. comm., et présentée par son défenseur, l'a condamné aux peines correctionnelles de la banqueroute simple, par application des articles 587, C. comm., et de la 2e partie de l'art. 402, C. pén., et ce,

par ce motif que l'art. 2, C. comm. n'est applicable qu'aux intérêts civils et nullement à l'action publique, et que la minorité de Frémeaux, âgé de plus de 16 ans, et l'absence de l'autorisation de son père, pour exercer le commerce, ne peuvent le soustraire aux conséquences de cette action ; attendu que la banqueroute frauduleuse ou simple est un crime ou délit spécial, qui ne peut être commis que par des personnes commerçantes, et qu'il est tout à fait distinct des autres crimes ou délits prévus par le Code pénal, et que peuvent commettre, avec une entière culpabilité et un plein discernement, les individus ayant atteint l'âge de seize ans; que cette spécialité résulte des termes mêmes de l'article 402, C. pén., « ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, etc. »; que les peines sévères, prononcées par le Code pénal contre les banqueroutiers, sont une garantie particulière accordée à l'intérêt du commerce, mais ne sont pas applicables à ceux auxquels la loi en interdit l'exercice, ou ne le permet que sous des conditions par elle fixées; que c'est aux individus qui font avec un mineur des opérations de commerce à s'assurer préalablement s'il est habile à les faire, d'après les dispositions des lois civiles et commerciales, et que leur négligence à cet égard, qu'ils ne peuvent imputer qu'à eux-mêmes, ne peut exciter en leur faveur l'action de la vindicte publique contre un mineur, qui ne peut être classé parmi les commerçants que dans certains cas et sous des conditions absolues et dirimantes; d'où il suit qu'en prononçant contre le demandeur les peines correctionnelles de la banqueroute simple, la Cour d'assises a fait une fausse application de l'art. 587, C. comm., de l'art. 402, C. pén., et commis une violation expresse de l'art. 2, C. comm., et par suite de l'art. 437, C.

comm. » 2 décembre 1826, n° 242. — *Conf.*, 17 janvier 1853, n° 93.

96. L'article 4 du Code de commerce portant que la femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari, il faut en conclure que la femme, qui se livrerait au commerce sans cette autorisation, ne serait pas légalement commerçante, et que, par suite, elle ne pourrait être poursuivie ni pour banqueroute simple ni pour banqueroute frauduleuse.

De même, la femme mariée, sous le régime de la communauté, ne pouvant pas valablement contracter une société en nom collectif avec son mari, ne peut point à raison du commerce de celui-ci, auquel elle a participé, être mise en faillite et, par suite, inculpée du crime ou du délit, que j'étudie.

C'est ce que la Cour de cassation a reconnu, en annulant sur le pourvoi de la femme Gavelle l'arrêt de la Cour d'Amiens qui l'avait déclarée banqueroutière simple, « attendu qu'il ne résulte, d'aucune des circonstances constatées par l'arrêt attaqué, que la dame Gavelle, mariée sous le régime de la communauté, ait fait un commerce séparé; qu'il en résulte seulement qu'elle a participé, d'une manière plus ou moins active, à la gestion du commerce, commun aux époux Gavelle, commerce dont le chef, d'après les rapports dérivant de l'association conjugale, était nécessairement le sieur Gavelle; attendu que, d'après les dispositions des art. 1388, 1395, 1421 et 1422 du Code civil, combinés avec les art. 1855, 1856, 1857 et 1859 du même Code, la femme, mariée en communauté, ne peut contracter avec son mari une société commerciale en nom collectif; qu'en effet, cette association conférerait à chacun de ses membres une égalité de droit, incompatible avec les droits confiés par la loi au mari, soit comme chef de l'association

conjugale, soit comme maître des biens de la communauté ; qu'ainsi, en déclarant la dame Gavelle associée avec son mari et marchande publique en faillite, et en la condamnant en cette qualité comme coupable de banqueroute simple, la Cour d'appel d'Amiens a violé les articles précités du Code civil et du Code de commerce. » 9 août 1851, n° 336.

97. Il est certaines fonctions et certaines professions qui sont incompatibles avec le négoce, comme la fonction de magistrat, la profession d'avocat, de notaire, d'avoué, d'huissier. Il ne faut pas croire que ces personnes puissent, à l'abri de leur fonction et de leur profession, exercer impunément le commerce. Si elles s'y livrent habituellement, elles deviennent commerçantes, et si elles sont mises en faillite, elles peuvent être, suivant les cas, poursuivies pour banqueroute frauduleuse, ou pour banqueroute simple.

98. Le second caraclère, commun au crime et au délit de banqueroute, c'est que le commerçant soit en faillite, c'est-à-dire, en état de cessation de paiements.

99. Ordinairement, la faillite est déclarée par jugement du tribunal de commerce. (Code de commerce, art. 440.)

100. Mais, comme, aux termes des art. 1 et 3 du Code d'instruction criminelle, l'action publique est indépendante de l'action civile, les tribunaux de répression peuvent être saisis du crime ou du délit de banqueroute, avant que la faillite ait été déclarée par la juridiction commerciale, comme la Cour de cassation l'a jugé en rejetant le pourvoi de la veuve Laurent, « attendu que l'action publique est essentiellement indépendante de l'action privée, hors les cas où la loi peut avoir expressément ordonné une disposition contraire ; que la juridiction des tribunaux de commerce ne peut être

saisie que par les parties privées ; que, si les jugements de ces tribunaux sur le fait de la faillite étaient un préalable nécessaire à l'exercice de cette action, il serait soumis à l'arbitraire des intérêts privés, ce qui serait directement contraire à la loi ; que la banqueroute frauduleuse n'est pas une circonstance, une modification du fait de la faillite ; qu'elle constitue un fait principal, sur lequel le ministère public peut agir, quoique le tribunal de commerce, qui n'est institué que pour les intérêts privés, n'ait pas été saisi de la réclamation des créanciers sur le fait de la faillite. » 7 novembre 1811, J. Pal., à sa date. *Conf.*, 17 avril 1811, J. Pal., à sa date. 14 juillet 1814, J. Pal., à sa date ; 15 avril 1825, J. Pal., à sa date ; 22 janvier 1831, J. Pal., à sa date ; 27 novembre 1833, n° 470 ; 11 août 1837, n° 240 ; 25 janvier 1850, n° 32.

101. Il résulte encore, de l'indépendance de l'action publique, que les tribunaux criminels peuvent être également saisis : 1° dans le cas où il n'a été donné aucune suite à la faillite, prononcée par le tribunal de commerce ; 2° dans le cas où le tribunal a refusé de la prononcer ; 3° dans le cas même où le tribunal a homologué le concordat.

Ces différentes propositions ont été consacrées par la Cour de cassation dans les espèces suivantes.

Dans une première espèce, René Pinot, déclaré en faillite et condamné pour banqueroute frauduleuse, avait soutenu, devant la Cour de cassation, qu'il n'avait pu être régulièrement condamné à raison de ce crime, puisqu'il n'avait été nommé à sa faillite ni commissaire, ni agent, ni syndic même provisoire ; qu'il n'avait été dressé aucun bilan de son actif et de son passif ; qu'aucun de ses créanciers n'avait fait affirmer ou vérifier sa créance ; et qu'ainsi, il n'existait aucune preuve de son

insolvabilité prétendue. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'art. 437 du Code de commerce déclare que tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite, et que, d'après l'art. 438, tout commerçant failli, qui se trouve dans l'un des cas de faute grave ou de fraude prévus par la loi, est en état de banqueroute; attendu que René Pinot avait cessé ses paiements ; qu'il avait été accusé et mis en jugement pour des faits de fraude déclarés crimes par la loi. » 3 novembre 1814, J. Pal., à sa date,

Dans une seconde espèce, Solème avait été condamné pour banqueroute frauduleuse, quoiqu'un arrêt civil, ayant l'autorité de la chose jugée, eût déclaré qu'il n'était pas en faillite. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il est de principe général et de droit public en France, que les juridictions civile et criminelle sont indépendantes l'une de l'autre ; attendu que ce principe est fondé, entre autres considérations, sur ce motif, que les décisions civiles ne peuvent jamais réunir, à l'encontre de l'action publique, et sauf, bien entendu les exceptions formellement autorisées par la loi, les conditions constitutives de l'autorité de la chose jugée ; qu'en effet, il n'existe entre les deux instances, ni identité des parties, puisque le ministère public, partie poursuivante, en matière criminelle, n'est jamais partie dans les instances civiles auxquelles il n'assiste pas, quand il s'agit de la juridiction commerciale, et auxquelles il n'assiste que comme partie jointe, s'il s'agit de la juridiction civile proprement dite ; ni identité d'objets, alors même que les deux actions portent sur le même fait, puisqu'elles ne l'envisagent pas sous le même rapport, n'en déduisent pas les mêmes conséquences, et ne tendent pas aux mêmes fins; ni, même, identité dans les moyens de preuve, puisque la preuve testimoniale, qui est en

matière criminelle, de règle générale, n'est, en matière civile, qu'une exception rarement admise et étroitement limitée ; attendu que l'indépendance, ainsi établie, des deux juridictions entre elles, ne souffre d'exception, d'après l'ensemble de nos lois, qu'au cas où l'action publique soulève une question préjudicielle, parce que, dans ce cas, le juge de l'action n'est pas le juge de l'exception, la connaissance en étant exclusivement dévolue à la juridiction civile ; attendu qu'il est impossible d'attribuer, dans une poursuite pour banqueroute simple ou pour banqueroute frauduleuse, le caractère d'exception préjudicielle au point de savoir : d'une part, si le prévenu est commerçant ; d'autre part, s'il est en état de cessation de paiements ; que ce caractère ne convient pas à la vérification de points de fait d'une telle nature, puisque, indépendamment du peu de valeur, à ce point de vue, de ces faits envisagés en eux-mêmes, il est aujourd'hui de doctrine incontestée que, si la juridiction commerciale n'a point encore été saisie de leur connaissance, la justice répressive, loin d'être obligée de surseoir (ce qui devrait être, au cas d'une véritable exception préjudicielle), est obligée, tout au contraire, d'en rester saisie et d'y statuer immédiatement ; d'où il suit, qu'en ne s'arrêtant pas à l'arrêt rendu, au civil, par la Cour impériale de Paris, relativement au point de savoir s'il y avait lieu à déclaration de faillite, en refusant à cet arrêt toute influence légale sur l'action criminelle, en décidant que l'accusé n'avait pas plus le droit de s'en prévaloir qu'on n'avait le droit de s'en prévaloir contre lui, en ordonnant, par suite, qu'il serait, nonobstant, passé outre aux débats et au jugement dans les termes ordinaires, la Cour d'assises de la Seine, loin de violer ou d'appliquer faussement, soit par l'arrêt incident, soit par l'arrêt de condamnation, l'autorité de la

chose jugée, et les dispositions de la loi, en a fait une exacte application. » 6 mars 1857, n° 97.— *Conf.*, 23 avril 1841, n° 115; 3 avril 1846, n° 89.

Dans une troisième espèce, le tribunal de commerce avait homologué le concordat et déclaré l'excusabilité du failli; en conséquence, la Cour de justice criminelle avait décidé qu'il n'y avait lieu à donner suite à la plainte. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que l'action criminelle ne peut être arrêtée, dans son exercice, par les actes de la juridiction civile, que dans les cas où la loi l'a expressément ordonné; que les dispositions des art. 588 et 595, C. comm., sont générales et absolues; que leur exécution n'est point subordonnée par la loi à ce qui peut être ordonné par le tribunal de commerce, d'après l'art. 526 du même Code; que l'homologation du concordat et la déclaration d'excusabilité du failli, prononcées, d'après cet article, par le tribunal de commerce, ne sauraient donc être un obstacle à l'exercice de l'action publique contre le failli, sur la prévention de banqueroute simple ou de banqueroute frauduleuse; que ces actes du tribunal de commerce se réfèrent en effet au cas de faillite simple, et conséquemment à un état de chose essentiellement différent de celui que les art. 588 et 595 ont eu pour objet de constater et de punir; que d'ailleurs, il ne peut y avoir jamais de contrariété légale entre un jugement civil et un jugement criminel, puisqu'il ne peut y avoir jamais identité de parties; que le ministère public n'est, dans aucun cas, partie devant les tribunaux de commerce; que son action ne peut donc jamais être atteinte par des jugements de ces tribunaux, dont l'effet est essentiellement borné entre les parties civiles, avec lesquelles ils sont rendus, dont ils peuvent fixer et régler les intérêts, sans qu'ils puissent être opposés à l'action

de la partie chargée de la vindicte publique; qu'en jugeant donc que l'homologation du concordat et la déclaration d'excusabilité du failli Lagorce, prononcées par le tribunal de commerce, avaient éteint l'action publique, et que, par l'effet de cette homologation et de cette déclaration d'excusabilité, Lagorce ne pouvait être poursuivi devant la Cour criminelle sur une prévention de banqueroute simple ou de banqueroute frauduleuse, la Cour de justice criminelle de la Seine a fait une fausse application dudit art. 526, violé les art. 588 et 595, C. comm., et l'art. 1351, C. civ. » 9 mars 1811, n° 33. — *Conf.* 7 septembre 1810, J. Pal., à sa date; 19 février 1813, J. Pal., à sa date.

102. Par suite du même principe, les tribunaux de répression peuvent assigner à l'ouverture de la faillite une date différente de celle que le tribunal de commerce lui a donnée, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Louis Robert, « attendu que l'action publique est essentiellement indépendante de l'action privée; qu'il n'y a d'exception à cette règle que dans les cas qui ont été expressément déterminés par la loi; que les jugements, rendus sur l'action civile des créanciers, demeurent sans influence sur l'action criminelle; que le prévenu ne peut pas plus s'en prévaloir qu'on ne peut les lui opposer; que les tribunaux de répression sont donc compétents pour fixer, quant à l'action publique, l'époque à laquelle le failli a cessé ses paiements, et qu'une décision de cette nature n'est entachée d'aucun excès de pouvoir. » 23 mai 1846, n° 130. *Conf.* 22 janvier 1847, n° 11.

103. Non-seulement les tribunaux de répression ont compétence pour rechercher si l'inculpé est commerçant, et déclarer l'existence de la faillite et l'époque de la cessation de paiement, mais ils sont même dans l'ob-

ligation de le faire. C'est la conséquence nécessaire de ce que les jugements, rendus sur l'action civile des créanciers, demeurent, comme nous venons de le voir, sans influence sur l'action publique. Il faut donc que, dans leurs décisions, les tribunaux criminels ne se bornent pas à viser les jugements civils, qui ont pu déclarer la faillite et lui assigner sa date ; il faut qu'ils reconnaissent eux-mêmes que l'inculpé est commerçant, qu'il est en faillite, et qu'ils indiquent le jour où la faillite a commencé, si cette indication est rendue nécessaire, par exemple, par une question de prescription.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jean Aimable Ruault avait été mis en accusation pour banqueroute frauduleuse. Mais, si la qualité de commerçant failli lui avait été donnée par l'arrêt, ce n'avait été qu'à raison de la décision du jugement commercial qui l'avait mis en faillite. La chambre d'accusation n'avait pas pris soin de rechercher par elle-même si Ruault était commerçant et s'il était en faillite. Sur le pourvoi de l'accusé, l'arrêt fut annulé, « attendu que nul ne peut commettre le crime de banqueroute, s'il n'est en état de faillite et que nul ne peut tomber en faillite, s'il n'est commerçant ; qu'ainsi la première chose à rechercher, dans une accusation de banqueroute, est si l'individu accusé est réellement commerçant ; attendu que le jugement, qui a constitué le demandeur en faillite, ne fait point obstacle à ce que sa qualité de commerçant soit de nouveau mise en question ; qu'en effet, la qualité de commerçant ne forme point une de ces questions préjudicielles, dont le jugement est exclusivement dévolu aux tribunaux civils ; que les tribunaux de répression sont, au contraire, compétents pour examiner et juger, quant à l'action publique, non-seulement les faits constitutifs du crime de banqueroute,

mais encore la qualité de celui à qui on les oppose ; que les jugements, rendus sur l'action civile des créanciers, demeurent sans influence sur l'action criminelle ; que le prévenu ne peut pas plus s'en prévaloir qu'on ne peut les lui opposer. » 23 novembre 1827, n° 285.

104. La juridiction criminelle serait également compétente pour rechercher s'il n'a pas existé une société entre le négociant failli et des tiers, poursuivis concurremment avec lui comme ses associés.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé, en rejetant le pourvoi des frères Gaudin, « attendu, en droit, que la juridiction civile et la juridiction criminelle exercent leur action d'une manière indépendante l'une de l'autre ; que les décisions, qu'elles rendent, se trouvent circonscrites, quant à leurs effets, dans les limites, qui séparent ces juridictions ; qu'il suit de là que ces décisions n'ont la force et l'autorité de la chose jugée que relativement à la matière, dont la connaissance appartient à la juridiction, dont elles sont émanées, et entre les parties avec lesquelles ces décisions ont été rendues: attendu, en fait, que la juridiction correctionnelle, ayant à prononcer sur la poursuite du délit de banqueroute simple, intentée par le ministère public contre Gaudin père et ses fils, était compétente pour rechercher et pour apprécier, sous le point de vue pénal, les faits constitutifs de l'état de faillite, la qualité des inculpés, les infractions à la loi commerciale pouvant constituer le délit de banqueroute simple, et enfin, la part plus ou moins active que chacun des inculpés avait prise dans la gestion des affaires commerciales de la maison tombée en faillite ; attendu que, si l'art. 42 du Code de commerce a établi, pour la validité des actes de société en nom collectif et en commandite, des formalités et des conditions, dont il a prescrit l'accomplissement à

peine de nullité, cet article déclare expressément aussi que le défaut de ces formalités ne pourra être opposé à des tiers par les associés; attendu qu'en l'absence d'actes de société commerciale entre Gaudin et ses deux fils susnommés, le tribunal de police correctionnelle était compétent pour rechercher et pour apprécier, dans les faits qui sont résultés de l'instruction et des débats, les éléments divers de nature à prouver que lesdits Gaudin fils avaient été les associés de leur père dans la maison de commerce tombée en faillite, et qu'en se livrant à cette appréciation, le tribunal correctionnel n'a violé ni les règles de la compétence, ni les principes légaux relatifs à la preuve des contrats commerciaux. » 22 mai 1846, nº 125.

105. Les éléments, particuliers au crime de banqueroute frauduleuse sont ceux que je vais maintenant examiner.

106. La première condition spéciale de la banqueroute frauduleuse, c'est que les faits, qui la constituent, aient été accomplis avec intention criminelle. Faut-il, comme certains jurisconsultes le pensent, distinguer à cet égard, entre la soustraction des livres, le détournement ou la dissimulation de l'actif, et la reconnaissance de dettes fictives? Faut-il induire, de ce qu'en n'inculpant que la reconnaissance *frauduleuse* des dettes fictives, l'art. 591 inculpe, au contraire, toute soustraction de livres, tout détournement ou toute dissimulation de l'actif; que le ministère public n'est obligé de prouver la fraude que pour le premier de ces trois faits; que, quant aux deux autres, la loi la présume et que c'est au prévenu à établir qu'elle n'existe pas? Ces distinctions m'ont toujours paru puériles. Je n'ai jamais compris que la fraude, qui ne se présume pas en matière civile, pût se présumer en matière criminelle. L'inculpé

ne peut et ne doit être condamné que s'il est prouvé qu'il a commis le crime ou le délit, à raison duquel il est poursuivi. La preuve du crime et du délit n'est complète que s'il est démontré que l'élément intentionnel s'est réuni à l'élément physique constitutif du crime ou du délit. Je ne fais donc aucune distinction entre les trois incriminations de l'art. 591 du Code de commerce, et je considère que l'inculpé ne peut être condamné, en tout cas, que s'il résulte des débats qu'il a agi avec intention frauduleuse.

C'est ce que la Cour de cassation paraît avoir reconnu dans ses arrêts du 26 janvier 1827, n° 16, et 14 avril 1827, n° 83.

107. La seconde condition de la banqueroute frauduleuse, c'est qu'à cette intention criminelle se joigne l'un des faits spécifiés par l'art. 591 du Code de commerce.

108. Le premier de ces faits est la soustraction des livres.

Pour que cette incrimination existe, il n'est pas nécessaire que tous les livres aient été soustraits. Il suffit que le failli ait fait disparaître ceux qui sont destinés à établir sa véritable situation active ou passive.

Avant la loi du 28 mai 1838, le failli, qui n'avait pas tenu de livres ou dont les livres ne présentaient pas la véritable situation active ou passive, pouvait, aux termes de l'art. 594 du Code de commerce, être poursuivi et condamné comme banqueroutier frauduleux. Aujourd'hui, ce fait est classé par le nouvel art. 586 du même Code parmi ceux qui peuvent constituer la banqueroute simple. Mais il est à remarquer que la disposition, qui mentionne ce cas, se termine par ces termes : « *sans néanmoins qu'il y ait fraude* ». Que deviendra donc l'incrimination si la fraude existe? Deviendra-t-elle un fait de banqueroute frauduleuse? On pourrait,

ce semble, le supposer, puisqu'elle n'est classée parmi les faits de banqueroute simple que dans le cas où elle n'est pas frauduleuse. Cependant, je ne crois pas qu'on puisse admettre cette conclusion. L'art. 591 ne punit plus que la soustraction des livres, et les dernières expressions de l'art. 586 ne sont pas assez formelles pour que l'infraction, à laquelle elles s'appliquent, soit transformée de délit en crime. Ceci n'aurait lieu que si, par ses écritures irrégulières, le failli s'était, comme l'admet la dernière disposition de l'art. 591, reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

109. Le second fait, prévu par l'art. 591, est le détournement ou la dissimulation d'une partie de l'actif.

Le détournement et la dissimulation d'une partie de l'actif constituent deux crimes différents. « L'art. 591 du Code de commerce a qualifié distinctement le fait du détournement, et celui de dissimulation d'une partie de l'actif de la faillite. Ces faits ne sont pas identiques et constituent des crimes différents ; d'où il suit que les déclarations négatives du jury relatives à l'un d'eux n'invalident pas celles relatives à l'existence de l'autre.» 6 octobre 1853, n° 494.

110. Il importe, du reste, de remarquer que l'art. 591 punit le détournement ou la dissimulation. Ces deux termes ont une valeur juridique, que ne reproduirait pas le mot : *dissipation*. On comprend, en effet, qu'il peut y avoir loin de la dissipation au détournement et à la dissimulation. La Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi de Jean-Baptiste Hugues, l'arrêt de la Cour d'assises du département des Bouches-du-Rhône, qui l'avait condamné pour avoir, étant négociant failli, détourné ou dissipé, au préjudice de ses créanciers, une partie de son actif, « attendu que cette réponse affirmative, sur la question alternative

soumise au jury, n'aurait pu justifier la condamnation prononcée que si l'une comme l'autre des alternatives proposées eût été de nature à constituer le crime de banqueroute frauduleuse ou, au moins, toute autre infraction entraînant, comme ce crime, la peine des travaux forcés à temps; mais attendu que l'art. 591 du Code de commerce ne déclare banqueroutier frauduleux, et ne punit de cette peine des travaux forcés que le négociant failli, qui a détourné ou dissimulé une partie de son actif; que cette disposition ne comprend nullement le fait d'un négociant failli d'avoir dissipé, au préjudice de ses créanciers, tout ou partie de ses biens, fait qui, d'ailleurs, pourrait constituer le délit de banqueroute simple, et ne serait passible de peines correctionnelles que lorsqu'il aurait été commis dans les cas énumérés dans l'art. 585 du même Code de commerce ; qu'ainsi, l'arrêt attaqué a fait une fausse application de l'art. 591 du Code de commerce, et prononcé une condamnation, qui était sans base légale. » 13 janvier 1854, n° 9.

111. L'ancien art. 593 du Code de commerce inculpait de banqueroute frauduleuse le commerçant failli qui, « ayant été chargé d'un mandat spécial ou constitué dépositaire d'argent, d'effets de commerce, de denrées ou de marchandises, avait, au préjudice du mandat ou du dépôt, appliqué à son profit les fonds ou la valeur des objets sur lesquels portait, soit le mandat, soit le dépôt ». Ce fait spécial peut-il rentrer dans la disposition générale que j'étudie? Non, assurément, à moins qu'il n'ait pour résultat de détourner ou de dissimuler une partie de l'actif de la faillite.

« Ce délit envers des créanciers particuliers n'est point, disait M. Renouard, dans son rapport à la Chambre des députés, une fraude faite à la masse ;

c'est un délit privé que l'art. 408 du Code pénal a prévu et puni. Il rentrera dans le cas général de banqueroute frauduleuse, lorsqu'il entraînera dissimulation de l'actif ou du passif. »

C'est également ce que la Cour de cassation a jugé, en annulant, sur le pourvoi du ministère public, un arrêt de la Cour de Toulouse, « attendu que le nouvel art. 591 du Code de commerce n'a pas maintenu celles des dispositions de l'ancien art. 593 de ce Code, qui, antérieurement à la loi du 28 mai 1838, rangeaient l'abus de confiance parmi les cas de banqueroute frauduleuse ; attendu que ce fait, n'impliquant plus par lui-même une semblable qualification, rentre, dès lors, comme constituant le délit distinct, prévu et puni par l'art. 408 du Code pénal, dans les termes généraux de cet article ; qu'il ne saurait être considéré, dans ses relations avec la faillite, comme un élément du crime, limitativement défini par l'art. 591 précité, qu'autant qu'il aurait entraîné la dissimulation de l'actif ou du passif. » 7 juin 1845, n° 192.

112. On s'est demandé si les faits, postérieurs à la faillite, pouvaient, comme les faits antérieurs, être constitutifs du crime de banqueroute frauduleuse. La question ne me paraît pas présenter une difficulté sérieuse. D'abord, l'art. 591 ne fait pas de distinction. Il punit tous les détournements et toutes les dissimulations de quelque date qu'elles soient. En outre, le préjudice, que la loi a voulu empêcher, est le même, soit que le détournement ait été postérieur, soit qu'il ait été antérieur à la faillite. Enfin, la loi indique elle-même comme constitutifs de banqueroute frauduleuse ou de banqueroute simple, des faits postérieurs à la faillite, notamment la reconnaissance de dettes fictives dans le bilan, et le fait d'avoir payé un créancier au préju-

dice de la masse après la cessation des paiements.

Cette doctrine est celle de la Cour de cassation.

Charles Mathys était poursuivi pour banqueroute frauduleuse. La Cour de Metz reconnut que les faits, qui lui étaient imputés, étaient vrais ; mais, sous le prétexte qu'ils étaient postérieurs à la faillite, elle refusa d'en faire le fondement d'une accusation. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que les faits imputés à Mathys, défaut de justification de l'emploi de recettes et d'emprunts considérables, soustraction de la totalité de son mobilier, ventes simulées, dettes simulées, transport frauduleux, violation de dépôt, soustraction de ses registres et falsification de l'un d'eux, réunissaient presque tous les cas spécifiés dans l'art. 593 du Code de commerce, dont un seul suffisait, d'après cette loi, pour caractériser une banqueroute frauduleuse; et que, dès lors, on ne pouvait pas, sans violer cette loi, déclarer que ces faits ne présentaient pas un délit prévu par la loi; que la Cour n'aurait pu renvoyer le prévenu qu'en déclarant qu'il n'existait aucune trace de ces faits, ou qu'il n'y avait pas, à la charge du prévenu, des indices suffisants pour l'en faire déclarer coupable ; que néanmoins, la Cour impériale de Metz, sans contredire l'existence de ces faits à la charge du prévenu, et en reconnaissant qu'ils étaient graves et semblaient respirer la fraude et la mauvaise foi, a cru pouvoir écarter l'accusation, par cela seul que ces faits étaient postérieurs à la faillite; attendu que le susdit art. 593, en déterminant les faits qui caractérisent la banqueroute frauduleuse, n'a pas excepté les cas où ces faits seraient postérieurs à l'ouverture de la faillite; qu'au contraire, il en est plusieurs, qui ne peuvent arriver qu'après cette époque, et ne peuvent appartenir qu'à un individu déjà constitué en état

de faillite; attendu que les droits des créanciers et les obligations du failli, à leur égard, subsistent après l'ouverture de la faillite tant qu'ils n'ont pas été éteints par un jugement ou par un abandon volontaire; que les faits de fraude, commis par le failli, ne sont ni moins répréhensibles ni moins préjudiciables aux créanciers que ceux qui auraient précédé la faillite et auraient eu pour objet de la préparer; qu'ils acquièrent même un caractère de plus de gravité, puisqu'ils s'exercent sur des biens, dont le failli était dessaisi, et dont la loi ne lui avait pas même conservé l'administration; d'où il suit que ladite Cour, en établissant une exception contraire à la disposition de la loi, et en jugeant que les faits de fraude commis par un failli, ne peuvent le constituer banqueroutier frauduleux, qu'autant qu'ils sont antérieurs à l'ouverture de la faillite, a violé le susdit art. 593, et que, par suite, elle a violé l'art. 229 du Code d'instruction. » 5 mars 1813, n° 43. — *Conf.*, 29 décembre 1828, J. Pal., à sa date; 26 mai 1838, J. Pal., à sa date; 27 janvier 1844, Dall., *Jur. gén.*, v° *Faillite*, n° 1402.

113. Le troisième fait, mentionné dans l'art. 591, est la reconnaissance frauduleuse de dettes fictives, faite par le failli, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan.

L'ancien art. 593 du Code de commerce ne déclarait banqueroutier frauduleux que le failli qui avait « supposé des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers fictifs, en faisant des écritures simulées ou en se constituant débiteur, sans cause ni valeur, par des actes publics ou par des engagements sous signature privée ».

Sous cette législation, le nommé Cousin fut déclaré coupable d'avoir supposé des dettes passives collusoires

entre lui et des créanciers fictifs, en se constituant débiteur, sans cause ni valeur, par le bilan qu'il avait présenté et signé. Contrairement aux réquisitions du ministère public, la Cour d'assises prononça son absolution, « attendu que les dettes, supposées dans le bilan, n'ont pas le caractère de criminalité prévu par l'art. 593, n° 4, du Code de commerce ; qu'un bilan frauduleux n'est point compris dans les écritures simulées, dont parle l'article précité ». Le pourvoi, que le ministère public forma contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu que la Cour d'assises a pu, sans violer le n° 4 de l'art. 593 du Code de commerce, et l'art. 402 du Code pénal, décider que les faits, déclarés affirmativement par le jury, ne rentraient pas directement dans ledit art. 593 et n'étaient prévus par aucune loi pénale ». 3 juillet 1823, J. Pal., à sa date.

La Cour de cassation n'aurait plus à rendre, depuis la loi du 28 mai 1838, une pareille décision !

114. La tentative de banqueroute frauduleuse est punissable comme le crime même. C'est l'application du principe général, écrit dans l'art. 2 du Code pénal.

115. Le crime de banqueroute frauduleuse est prescriptible comme tous les autres crimes; mais de quel jour la prescription commence-t-elle à courir? Est-ce du jour du fait criminel, qui en est l'un des éléments ? Est-ce du jour de la faillite ou de la cessation des paiements? Il faut, à mon sens, distinguer entre les faits antérieurs et les faits postérieurs à la faillite.

S'il s'agit d'un fait antérieur, la prescription ne courra, ce me semble, qu'à partir de la faillite; car c'est cette circonstance, qui donne à l'acte son caractère pénal, ou, en d'autres termes, en fait l'élément d'une banqueroute frauduleuse. Jusque-là, il ne pouvait pas être l'objet d'une poursuite.

Si, au contraire, l'acte est postérieur à la faillite, la prescription ne courra que du jour de cet acte. Auparavant, l'action publique ne peut pas être mise en jeu, puisque la faillite n'est pas, par elle-même, un fait passible de peines criminelles.

Cette théorie paraît avoir été consacrée par l'arrêt de la Cour de cassation du 29 décembre 1828. Dall., *Jur. gén.*, v° *Faillite*, n° 1402.

116. Le jury, comme j'ai eu l'occasion de le répéter déjà bien des fois, étant juge du fait, et non du droit, doit être interrogé sur tous les faits constitutifs du crime et non sur le crime même. On doit lui demander :

1° Si l'accusé est commerçant. 19 septembre 1828, n° 271 ;

2° S'il est failli. 22 juin 1827, n° 152 ; 19 septembre 1828, n° 271; 3 mars 1831, n° 38; 23 juin 1832, n° 226; 28 décembre 1837, n° 444; 3 octobre 1839, n° 316 ;

3° S'il a soustrait ses livres, s'il a détourné ou dissimulé une partie de son actif; si, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signatures privées, il s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

La question serait donc irrégulière et par suite nulle, dans le cas où l'on demanderait au jury si l'accusé, commerçant failli, est coupable d'avoir commis le crime de banqueroute frauduleuse.

Il convient, pour se conformer à ces diverses recommandations, de poser la question, dans les termes suivants :

« Le nommé..... est-il coupable d'avoir (la date)... étant commerçant failli, frauduleusement soustrait ses livres, *ou* détourné ou dissimulé frauduleusement une partie de son actif?

Le nommé..... est-il coupable de s'être (la date).....

étant commerçant failli, reconnu frauduleusement débiteur de sommes qu'il ne devait pas, soit dans ses écritures, soit par des actes publics, ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan ?

117. Le délit de banqueroute simple, dont je commence l'examen, n'existe-t-il, comme le crime de banqueroute frauduleuse, que si les faits, qui le constituent, ont été accomplis avec intention frauduleuse?

D'une part, on peut dire que les délits n'existent que si les faits physiques, qui en sont les éléments, ont été accompagnés d'une intention criminelle, et conclure, par conséquent, que le délit de banqueroute simple ne peut, comme les autres, se constituer que par le concours de l'élément physique et de l'élément moral. Mais, d'autre part, on peut répondre que certains délits ont lieu sans que l'inculpé ait à se reprocher une intention criminelle. On peut citer, comme exemples, les homicides et les coups involontaires. On peut ajouter que la banqueroute simple est un de ces délits, qui se constituent sans intention criminelle, et qu'il suffit, pour devenir punissable, que le fait, imputable au banqueroutier simple, soit le résultat de la négligence ou de l'imprudence. On peut enfin invoquer, à l'appui de cette opinion, un texte précis et formel, c'est la dernière disposition de l'art. 586, qui inculpe l'irrégularité des livres, même dans le cas où il n'y a pas fraude.

Cette dernière opinion me paraît préférable à l'autre. Quand j'examine successivement chacun des faits constitutifs de la banqueroute simple, je suis conduit à cette conclusion que le délit existe même en l'absence de toute intention frauduleuse.

118. Les faits élémentaires du délit, que j'étudie, sont énumérés dans les art. 585 et 586 du Code de commerce cités précédemment. Je n'ai pas à les rappeler.

119. Tout commerçant failli, qui se trouvera dans l'un des cas de l'art. 585, sera déclaré banqueroutier simple.

Tout commerçant failli, qui se trouvera dans l'un des cas de l'art. 586, pourra être déclaré banqueroutier simple.

Y a-t-il lieu, dans la pratique, à tenir compte de la différence de rédaction existant entre ces deux articles? Le juge est-il tenu de condamner, lorsqu'il constate l'un des faits énoncés dans l'art. 585, tandis qu'il peut absoudre si le fait reconnu constant est l'un de ceux que mentionne l'art. 586? Je suis assez disposé à croire que ces injonctions de la loi doivent être scrupuleusement observées. J'adopte d'autant plus volontiers cette opinion que j'estime, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, que le délit de banqueroute simple existe, indépendamment de toute intention frauduleuse. A mon sens, lorsque l'un des faits de l'art. 585 sera reconnu, le juge sera dans l'obligation de déclarer banqueroutier simple le commerçant failli. Il ne pourra pas se dégager de cette obligation sous le prétexte que l'inculpé a agi sans intention criminelle, puisque le délit existe, je ne saurais trop le répéter, indépendamment de cette intention. Au contraire, si le fait prouvé contre l'inculpé est l'un de ceux que l'art. 586 prévoit, le juge pourra, suivant les circonstances, déclarer ou ne pas déclarer banqueroutier simple le commerçant failli.

120. Je passe à l'étude particulière de chacun des faits constitutifs de la banqueroute simple. J'omettrai ceux qui ne me paraissent demander aucune explication.

121. L'ancien art. 586 du Code de commerce, dans son premier numéro, n'inculpait que les dépenses excessives, faites pour la maison : on remarquera qu'aujour-

d'hui l'art. 585 incrimine l'excès dans les dépenses personnelles du failli comme dans celles de la maison.

122. Le fait prévu par le n° 3 de l'ancien art. 586 a été assez notablement modifié. Autrefois, l'inculpation avait lieu, s'il résultait du dernier inventaire du failli que, son actif étant de cinquante pour cent au-dessous de son passif, il avait fait des emprunts considérables, et s'il avait revendu des marchandises à perte ou au-dessous du cours. Aujourd'hui, elle a lieu si, dans l'intention de retarder sa faillite, le prévenu a fait des achats pour revendre au-dessous du cours ; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets, ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds. Ainsi, dans l'état actuel de la législation, l'opération ne devient un élément de banqueroute simple que si elle a été faite dans l'intention de retarder la faillite, mais les emprunts deviennent un élément de ce délit, quelle que soit la différence entre l'actif et le passif du failli.

« Il faut entendre par ces mots : « *circulation d'effets*, l'émission de tous effets qui présentent des valeurs négociables. » 13 août 1825, n° 156.

123. Le dernier paragraphe de l'art. 585 doit être appliqué, dès qu'il est établi que le failli, après la cessation de ses paiements, a payé un créancier au préjudice de la masse. Le prévenu ne peut pas être absous par le motif qu'il n'a eu d'autre intention que d'éviter la déclaration de faillite. La Cour de cassation, en annulant un jugement rendu par le tribunal supérieur de Saintes, a décidé que « les dispositions de l'art. 585 du Code de commerce sont absolues, et que, dès qu'il est constaté que le failli a payé un de ses créanciers après la cessation de ses paiements, et que, ce paiement a été fait au préjudice de la masse, le tribunal n'a pas la fa-

culté de ne pas appliquer la loi pénale ». 30 juillet 1841, nº 220.

124. La première disposition de l'art. 586 ne se rencontrait pas dans l'ancien art. 587. Il est à remarquer qu'elle est applicable au cas où le failli a contracté pour le compte d'autrui, tandis que le nº 3 de l'art. 585 suppose que l'opération a eu lieu dans l'intention de retarder la faillite.

125. Le fait, prévu par la seconde disposition de l'art. 586, n'était pas mentionné dans l'ancien art. 587.

Lorsque le commerçant failli a obtenu un concordat de la bienveillance de ses créanciers, et que, le jugement, qui a homologué ce traité, est passé en force de chose jugée, les fonctions des syndics cessent, ceux-ci rendent leurs comptes au failli, et lui remettent l'universalité de ses biens, ses livres, papiers et effets (C. comm., art. 519). En un mot, le failli est remis à la tête de ses affaires.

Le concordat peut être annulé, « soit pour dol, soit par suite de condamnation pour banqueroute frauduleuse après l'homologation », ou résolu pour inexécution des conditions (C. comm., art. 520). Sur le vu de l'arrêt de condamnation pour banqueroute frauduleuse, ou par le jugement, qui prononce, soit l'annulation, soit la résolution du concordat, le tribunal de commerce nomme un juge-commissaire et un ou plusieurs syndics (C. comm., art. 522). Il est procédé à la vérification des titres produits par les nouveaux créanciers (C. comm., art. 523).

C'est non-seulement la première faillite qui reprend son cours, mais aussi une nouvelle faillite qui commence. Cette résolution de concordat, cette ouverture de faillite, qui en est la suite, sera-t-elle considérée comme la nouvelle déclaration de faillite, qui peut être

aux termes du n° 2 de l'art. 586, un élément de banqueroute simple?

L'affirmative ne me paraît pas douteuse. Il y a, en effet, comme l'exige la disposition que j'étudie, une nouvelle déclaration de faillite, causée par l'inexécution des obligations d'un précédent concordat.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi du nommé Gruhier, « attendu qu'aux termes de l'art. 586, n° 2, du Code de commerce, la peine de la banqueroute simple peut être appliquée au commerçant failli, s'il est de nouveau déclaré en faillite, sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat; attendu que l'arrêt attaqué constate : 1° que Gruhier, commerçant failli, a obtenu de ses créanciers, le 6 février 1868, un concordat qui a été dûment homologué ; 2° qu'il n'a pas satisfait aux obligations de ce traité; 3° qu'il a été de nouveau déclaré en faillite par jugement du 22 décembre 1868, pour n'avoir pas satisfait à ces obligations ; qu'il résulte, il est vrai, de ses dernières expressions, que le motif de la nouvelle déclaration de faillite est pris de l'inexécution, de la part du failli, des conditions du concordat, à défaut de paiement, aux époques convenues par le traité ; mais attendu, en droit, que le concordat, intervenu entre un commerçant failli et ses créanciers, emporte novation et convertit la dette primitive, qui se trouve éteinte, en une dette nouvelle ; qu'en ne payant pas cette dernière, le commerçant cesse de nouveau ses paiements, et est, en conséquence, de nouveau en état de faillite ; que, si le Code de commerce veut qu'en cas de résolution pour cause d'inexécution, il soit procédé sur les errements de la première faillite, c'est uniquement dans le but d'éviter les lenteurs et les frais inutiles qu'entraînerait un nouvel accomplissement de formalités, qui ont déjà

été remplies; qu'on ne saurait, dès lors, en induire qu'il n'y a qu'une réouverture de l'ancienne faillite et non une faillite nouvelle; attendu, d'autre part, que l'art. 586, n° 2, en exigeant, comme condition constitutive du délit de banqueroute simple, une nouvelle déclaration de faillite, ne distingue nullement entre le cas où cette nouvelle déclaration de faillite est prononcée à défaut de paiement de la dette concordataire et celui où elle le serait, à défaut de paiement de dettes postérieures au jugement d'homologation du concordat; qu'il suit de ce qui précède que toutes les conditions, exigées par l'art. 586, n° 2, C. comm., se trouvent réunies, et que, par conséquent, il a été fait une juste et saine application dudit article et de l'art. 402, C. pén. » 2 juin 1870, inédit au moment où je le transcris.

126. La troisième disposition de l'art. 586 ne se trouvait pas, il est vrai, dans l'ancien art. 587. Mais le fait qu'elle spécifie était mis, par l'art. 69, C. comm., au nombre de ceux qui pouvaient constituer la banqueroute simple.

On peut se demander si, en prescrivant au commerçant, marié sous le régime dotal ou séparé de biens, de se conformer aux art. 69 et 70 du Code, la loi impose la même obligation au commerçant, marié sous le régime de la communauté et séparé plus tard judiciairement de biens? La Cour de cassation ne l'a pas pensé; elle a jugé que « les art. 69 et 70, en assujettissant tout époux séparé de biens, ou marié sous le régime dotal, qui embrasserait la profession de commerçant postérieurement à son mariage, et tout époux séparé de biens, ou marié sous le régime dotal, qui l'exercerait au moment de la publication de la loi, à la publication de son contrat de mariage, n'ont eu pour objet que les séparations contractuelles ou exclusions de communauté, et non

les séparations judiciaires, sujettes à des formalités particulières, qui en assurent par elles-mêmes la publicité. » 9 septembre 1813, n° 205.

127. On remarquera que le n° 4 de l'art. 586 comprend le 1er et le dernier paragraphe de l'ancien art. 587.

Cette disposition sera-t-elle applicable au commerçant failli, qui a repris le commerce et fait une nouvelle faillite?

Je n'en fais aucun doute. En effet, quoique l'art. 443, C. comm., dispose que « le jugement déclaratif emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens », il n'en est pas moins vrai que le failli, qui après la faillite continue ses opérations, contracte des obligations, et qu'il doit donner à ses nouveaux créanciers les mêmes garanties que s'il n'avait pas été précédemment déclaré en faillite.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'espèce suivante.

Claude Fournet, déclaré en faillite en 1863, avait repris le commerce en 1866. Peu de temps après, il avait disparu de son domicile, laissant de nouveau tous ses paiements en souffrance. Par conséquent, il n'avait pas fait, dans le délai prescrit, la déclaration de la cessation de ses paiements; il ne s'était pas présenté au syndic. Il n'avait tenu aucun livre et n'avait pas fait inventaire. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt qui l'avait condamné pour banqueroute simple, fut rejeté, « attendu qu'il résulte, des constatations de l'arrêt attaqué, que Fournet, déclaré en faillite par jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 18 juillet 1863, a repris le commerce en 1866; qu'à cette époque, il a fondé à Paris un établissement de confections, sous

la raison sociale *Bellier et C^e^*, et que, peu de temps après, il a disparu de son domicile, laissant de nouveau tous ses paiements en souffrance; que l'arrêt constate, en outre : 1° qu'il n'a pas fait, dans les trois jours, la déclaration de la cessation de ses paiements; 2° qu'il ne s'est pas présenté au syndic, quoique ne justifiant d'aucun empêchement, et 3° qu'il n'a tenu aucun livre, et n'a pas fait inventaire; attendu, en droit, que l'art. 443, C. comm., en édictant contre le failli, à partir du jugement déclaratif de la faillite, le dessaisissement de l'administration de tous ses biens et l'incapacité de suivre ou d'intenter toute action mobilière ou immobilière, n'empêche pas que le failli, qui se livre de nouveau au commerce, ne soit tenu aux mêmes obligations vis-à-vis de ses nouveaux créanciers, et ne doive leur donner, au point de vue pénal, les mêmes garanties que s'il n'eût jamais été déclaré en faillite; qu'ainsi Fournet, qui, suivant les constatations de l'arrêt dénoncé, avait repris le commerce sous le nom de *Bellier* et la raison sociale *Bellier et C^e^*, était dans l'obligation de donner à ses nouveaux créanciers les garanties, écrites dans l'art. 586, C. comm., notamment, 1° de faire au greffe, dans les trois jours de la cessation de ses paiements, la déclaration exigée par les art. 438 et 439 du même Code; 2° de se présenter en personne au syndic dans les cas et dans les délais fixés, à moins d'empêchement légitime, et 3° de tenir les livres prescrits par la loi et faire inventaire; qu'en s'abstenant, ainsi que le constate l'arrêt attaqué, de se conformer à ces dispositions législatives, il a procédé en violation de la loi. » 8 août 1867, n° 185.

128. Le n° 5 de notre article ne fait que reproduire, en termes à peu près identiques, le troisième paragraphe de l'ancien art. 587.

Cette disposition est applicable au failli qui, après faillite, a repris le commerce et de nouveau cessé ses paiements. 8 août 1867, n° 185, cité sous le paragraphe précédent.

Il faut remarquer que la disparition momentanée du failli ne suffirait pas pour constituer la banqueroute simple. Il faut, pour que le délit existe, que le failli ne se soit pas présenté en personne au syndic, dans les cas et les délais fixés par la loi, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Garcia-Pagès avait été condamné pour banqueroute simple par le motif que, « après s'être présenté au syndic de sa faillite pendant un certain temps, il avait disparu de Marseille, sa résidence. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu que l'arrêt attaqué, en condamnant, par adoption des motifs des premiers juges, Garcia-Pagès à un an et un jour d'emprisonnement pour banqueroute simple, commence par écarter tous les autres éléments constitutifs de ce délit; qu'il se borne à déclarer que le prévenu, après s'être présenté au syndic de sa faillite pendant un certain temps, a disparu de Marseille, sa résidence, ce qui le plaçait, dit l'arrêt, sous le coup de l'art. 586, n° 5, C. comm., et de l'art. 402, C. pén.; mais attendu que la disparition momentanée du failli ne constitue pas à elle seule la banqueroute simple; qu'aux termes de l'art. 586, n° 5, il faut, pour que le délit existe, que le failli ne se soit pas présenté, en personne, au syndic ou aux opérations de la faillite, dans les cas et dans les délais fixés par la loi; attendu que l'arrêt ne dit pas que, pendant sa disparition, Garcia-Pagès se soit trouvé dans l'un de ces cas, et qu'il y ait eu, par suite, à lui imputer de ne s'être pas présenté à un appel du syndic ou de la loi; attendu, en outre, que l'art. 586, n° 5, n'incrimine la

non-comparution, quand elle existe, que si elle s'est produite sans motif légitime; que, cependant, l'arrêt ne s'explique pas sur la cause de la disparition du failli; d'où il résulte qu'à un double point de vue les éléments constitutifs du délit de banqueroute simple n'ont pas été légalement constatés, et que l'application, qui a été faite au condamné de l'art. 402, C. pén., n'est pas justifiée. » 17 mai 1866, nº 136.

129. La dernière disposition de l'art. 586 reproduit également et complète le troisième paragraphe de l'ancien art. 587.

On s'était demandé, sous l'empire de cette disposition, si le failli pouvait être condamné comme banqueroutier simple pour n'avoir pas fait inventaire, lorsque, d'ailleurs, il était muni de tous les livres auxiliaires propres à établir le bilan de sa situation commerciale. La Cour de cassation l'avait décidé dans son arrêt du 8 décembre 1849, nº 339. La question ne pourrait plus être soulevée aujourd'hui, l'inventaire étant littéralement compris parmi les livres énoncés dans le paragraphe que j'étudie.

Quant à la tenue des livres, il faut, pour que le délit existe, qu'elle ait été incomplète ou irrégulière, ou qu'elle n'offre pas la véritable situation active ou passive du commerçant. Par conséquent, la condamnation qui se fonderait sur ce que l'inculpé n'a pas surveillé suffisamment la tenue de ses livres, reposerait sur une base illégale et serait annulée par la Cour de cassation. 12 septembre 1833, nº 374.

Mais, lorsqu'il est établi que la tenue des livres a été irrégulière ou incomplète, il n'est pas nécessaire, pour que le fait soit réprimé, qu'il soit accompagné de dol ou de mauvaise foi. Si donc le juge croit devoir, comme il le peut, prononcer l'absolution de l'inculpé,

il ne suffit pas qu'il motive sa décision sur ce que l'irrégularité n'a été le résultat ni de la fraude ni de la mauvaise foi, parce que le délit existe indépendamment de cette circonstance ; il faut qu'il déclare que, à raison d'autres considérations, il a cru pouvoir laisser le fait sans répression.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Etienne Bourseul était inculpé de banqueroute simple pour avoir tenu irrégulièrement ses livres. Il fut renvoyé des poursuites sous le prétexte que le fait n'était entaché ni de dol ni de mauvaise foi, et qu'il ne devait être attribué qu'à la négligence. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que les motifs de l'arrêt attaqué renferment, non une appréciation de faits, mais un raisonnement de droit ; attendu que ce raisonnement consiste à soutenir qu'il ne saurait y avoir lieu à condamnation d'un failli, poursuivi comme coupable de banqueroute simple, à raison de la tenue irrégulière ou incomplète de ses livres, quand ce fait n'est entaché ni de dol ni de mauvaise foi, et doit être attribué seulement à la négligence ; attendu que l'art. 587 précité, C. comm., n'admettant comme circonstances élémentaires de la banqueroute simple, en ce qui touche la tenue des livres, que les irrégularités ou omissions exemptes de fraudes, il s'ensuit nécessairement qu'aux termes de cet article la simple négligence peut suffire pour entraîner ou la poursuite ou la condamnation, qu'il présente l'une et l'autre comme également facultatives ; attendu que la limite de cette faculté est dans l'appréciation soit de l'existence, soit de la gravité du tort, ainsi caractérisé par la loi, et susceptible d'être considéré, suivant les cas, comme méritant punition ou comme excusable ; attendu, dès lors, que la Cour royale de Douai, en décidant, en droit, que

la négligence, par elle reconnue constante, ne pouvait, à ce titre, servir de base à l'application de la peine, tandis qu'elle devait se borner à examiner, en fait, si cette négligence était justifiée ou atténuée par les circonstances de la cause, a violé ledit article 587 et méconnu les principes de la matière. » 24 novembre 1836, n° 78.

Cette disposition est applicable au commerçant qui, après la faillite, a repris le commerce et fait une nouvelle faillite. 8 août 1867, n° 185, cité ci-dessus n° 125.

130. Les faits constitutifs de la banqueroute simple ne changeront pas de nature, pour avoir été accomplis avec fraude, à moins qu'à raison même de cette circonstance ils ne puissent rentrer dans l'un des cas de banqueroute frauduleuse, prévus par l'art. 591, C. comm., ou ne présentent le caractère d'une autre infraction pénale. L'intention du prévenu, quelque criminelle qu'elle soit, ne modifie pas le fait physique, et si ce fait, même commis criminellement, n'est qu'un élément de banqueroute simple, il ne peut encourir que les peines de ce délit.

131. La banqueroute simple est, comme la banqueroute frauduleuse, prescriptible. Précédemment, n° 114, j'ai indiqué le point de départ de la prescription, selon que les faits étaient antérieurs ou postérieurs à la faillite.

Le juge criminel doit déterminer avec soin la date du fait, qui sert de point de départ à la prescription, c'est-à-dire la date de la cessation de paiements, si le fait incriminé est antérieur à la faillite, et celle de ce fait même, s'il est postérieur à la cessation de paiements. Sans quoi, sa décision pourrait manquer de base légale.

La Cour de cassation a consacré ces différentes propositions dans l'espèce suivante.

Balleydier père et fils, inculpés de banqueroute simple, opposèrent la prescription aux poursuites. Leur exception fut rejetée par le motif unique que trois années ne s'étaient pas écoulées depuis le jugement qui avait déclaré leur faillite. Sur leur pourvoi, l'arrêt fut annulé, « attendu, en droit, 1º qu'il résulte des dispositions combinées des art. 637 et 638, C. inst. crim., que l'action publique se prescrit après trois années révolues, à compter du jour où l'infraction a été commise, quant aux délits de nature à être punis correctionnellement ; 2º que l'art. 586, C. comm., qualifie banqueroutier simple et punit de peines correctionnelles, le commerçant failli, qui se trouve dans un ou plusieurs des cas énumérés dans cet article ; 3º enfin, qu'aux termes des art. 437, 438, 439, C. comm., le négociant, qui peut être poursuivi comme banqueroutier simple, dans le cas que prévoit l'art. 586 précité, est celui que la cessation de ses paiements a constitué en état de faillite ; attendu que les divers cas, énumérés dans ledit art. 586, C. comm., ne constituant des délits et ne devenant punissables qu'autant qu'ils seraient imputables à un commerçant failli, il en résulte l'obligation, pour le tribunal de répression devant lequel l'action publique est portée, non-seulement de constater l'état actuel de faillite du prévenu, mais encore de déterminer l'époque à laquelle cette faillite s'est réalisée, en s'attachant, pour cela, aux faits et aux circonstances de la cause ; attendu que, le fait de la faillite étant un des éléments essentiels du délit soumis au tribunal correctionnel, il appartient à ce tribunal d'apprécier les éléments constitutifs de ce fait, indépendamment de tous jugements, qui auraient pu intervenir au civil sur la faillite et le règlement des intérêts des créanciers, ces jugements étant sans autorité sur l'action publique en poursuite du dé-

lit ; attendu que, de cette même disposition de l'art. 586 précité, qui n'attribue le caractère d'infraction qu'à ceux des cas énumérés en cet article qui deviendraient imputables à un commerçant failli, et de ce que, suivant les termes de l'art. 638, C. inst. crim., la prescription, en matière correctionnelle, commence à courir du jour où l'infraction a été commise, il résulte encore, pour le tribunal de répression saisi de l'action, l'obligation de déterminer, d'une manière précise, l'époque à laquelle la faillite s'est ouverte, puisque c'est, à cette époque seulement, que les faits, antérieurs et constitutifs de la banqueroute simple, ont pu devenir l'objet d'une action de la part du ministère public, et qu'a pu dès lors courir la prescription établie par l'art. 638 précité ; attendu que, si les faits, constitutifs du crime ou du délit de banqueroute, sont postérieurs à l'ouverture de la faillite, il est aussi nécessaire de déterminer la date de leur perpétration, qui est alors le point de départ de la prescription ; attendu, en fait, que Balleydier père et Eugène Balleydier, son fils, poursuivis comme s'étant rendus coupables de faits qui, rentrant dans la qualification de l'art. 586, C. comm., auraient constitué le délit de banqueroute simple, ont opposé, devant la chambre des appels correctionnels de la Cour royale de Lyon, l'exception de prescription de l'action, qui était suivie contre eux, en se fondant sur ce qu'il s'était écoulé plus de trois années, sans qu'il eût été fait d'acte d'instruction ou de poursuite à partir du 11 mai 1841, époque à laquelle aurait été reportée l'ouverture de leur faillite par un jugement du tribunal de commerce, rendu en juillet 1844 ; attendu que ladite Cour royale, sans constater, d'après les circonstances de la cause qu'il lui appartenait d'apprécier souverainement, le fait de la cessation de paiements par les prévenus, l'époque à la-

quelle cette cessation de paiements aurait constitué les prévenus en état de faillite, sans déterminer enfin ceux des faits imputés par la poursuite, dont la date aurait été postérieure à l'ouverture de la faillite, afin de fixer, à l'égard de ces faits, le point légal de départ de la prescription, a rejeté l'exception proposée, par ce motif que trois années ne s'étaient pas écoulées depuis le jugement, qui avait déclaré la faillite des prévenus; attendu que le jugement déclaratif de faillite, rendu sur la provocation des créanciers, ne concernait que leurs intérêts particuliers, et restait, dès lors, sans aucune autorité sur l'action publique en répression du délit; qu'il suit de là que la Cour royale de Lyon, en statuant, ainsi qu'elle l'a fait, par l'arrêt attaqué, a manifestement violé les dispositions de l'art. 638, C. inst. crim., et celles des art. 437, 438, 441 et 586, C. comm., par lesquelles devait être déterminé le point de départ de la prescription eu égard à l'époque où chacun des faits constitutifs du délit de banqueroute simple aurait pris naissance. » 22 janvier 1847, n° 11.

132. L'art. 360, C. instr. crim., ne s'oppose pas à ce que le failli, absous du crime de banqueroute frauduleuse, soit poursuivi ultérieurement comme banqueroutier simple. Ces deux incriminations sont tout à fait distinctes l'une de l'autre, et, par conséquent, peuvent faire le sujet de poursuites successives.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Les nommés Turpin et Savoye, absous du crime de banqueroute frauduleuse, furent ensuite poursuivis et condamnés pour banqueroute simple. Ils prétendirent, devant la Cour de cassation, que la poursuite correctionnelle, dont ils avaient été l'objet, n'avait pu avoir lieu

qu'en violation de l'art. 360, C. instr. crim. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il ne s'ensuit pas nécessairement d'une déclaration de jury de jugement, portant que les faits de fraude, imputés à un failli et qui ont motivé une accusation en banqueroute frauduleuse, ne sont pas constants, que ce même failli ne puisse, postérieurement à cette déclaration, être poursuivi comme coupable de banqueroute simple, puisque les faits, qui motivent une poursuite en banqueroute simple, sont essentiellement distincts des faits qui peuvent motiver une accusation pour banqueroute frauduleuse. » 13 août 1825, n° 156. — *Conf.*, 12 octobre 1810. Dall. *Jur. gén.*, v° *Faillite*, n° 1404.

133. Une question beaucoup plus sérieuse est celle de savoir si le failli, absous à raison de l'un des faits constitutifs de la banqueroute frauduleuse ou de la banqueroute simple, peut être poursuivi de nouveau à raison d'un autre fait constitutif du même crime ou du même délit? Par exemple, le failli accusé d'avoir soustrait ses livres et absous, peut-il être repris pour avoir détourné ou dissimulé une partie de son actif? Le failli, prévenu d'avoir fait des dépenses excessives pour sa personne et sa maison et absous, peut-il être repris pour avoir consommé de fortes sommes à des opérations de pur hasard ?

On est divisé sur cette question.

Les uns soutiennent que, si la banqueroute simple et la banqueroute frauduleuse peuvent résulter de faits différents, il n'en est pas moins vrai que chacun de ces faits engendre le même crime et le même délit. Ils en concluent que, dès qu'un failli, poursuivi pour l'un ou l'autre de ces faits, a été absous du crime de banqueroute frauduleuse ou du délit de banqueroute simple, il ne peut plus, sans qu'il y ait méconnaissance de

l'art. 360, C. instr. crim., être poursuivi à raison du même crime ou du même délit.

Les autres, au contraire, font remarquer que, la banqueroute frauduleuse et la banqueroute simple, pouvant dériver de faits nombreux et variés, il y a, pour ainsi dire, autant de crimes de banqueroute frauduleuse ou de délits de banqueroute simple, qu'il y a d'espèces de faits constituant ce crime et ce délit. Suivant eux, de ce qu'il est jugé qu'un failli n'a pas soustrait ses livres, il n'est pas jugé qu'il n'a pas détourné ou dissimulé une partie de son actif. De même, de ce qu'il est reconnu qu'un failli n'a fait, ni pour lui, ni pour sa maison, des dépenses excessives, il n'est pas reconnu qu'il n'a pas commis un des autres faits, si nombreux, qui peuvent le mettre en état de banqueroute simple. Cette opinion a pour elle l'autorité si imposante de Merlin. « Supposons, disait l'illustre procureur général, que le sieur Lagorce n'ait d'abord été poursuivi, comme prévenu de banqueroute simple, que pour avoir omis de faire enregistrer l'acte d'une société de commerce, dont il eût été membre; et, qu'acquitté de cette prévention, on le poursuive de nouveau, comme banqueroutier simple, pour avoir porté à un taux excessif les dépenses de sa maison, ou pour avoir consommé de fortes sommes au jeu. Pourrait-il opposer à ces nouvelles poursuites le jugement, qui l'aurait déchargé des premières? Non, sans doute, et, s'il le faisait, en disant que la banqueroute simple est un délit générique, qui comprend en soi toutes les espèces auxquelles s'en rattache l'idée, et que le jugement, qui l'a acquitté de ce délit, l'en a nécessairement acquitté dans toutes ses branches, nous lui répondrions par l'arrêt que vous avez rendu le 5 octobre 1810, lequel est ainsi conçu : « Considérant que les faits d'escroquerie, qui ont donné lieu à la

nouvelle poursuite intentée contre le demandeur, sont totalement différents de ceux sur lesquels il a été précédemment poursuivi et jugé par l'arrêt de la Cour de justice criminelle du département de la Meurthe, du 5 décembre 1807; d'où il suit qu'il n'y a pas lieu, dans l'espèce, à l'application du principe de la chose jugée. » Assurément, il en est du fait général de banqueroute simple, comme du fait général de malversations et d'escroqueries relatives à la conscription. Comme celui-ci, il se compose de faits particuliers, et, dans un cas comme dans l'autre, c'est sur ces faits particuliers que les juges se déterminent à condamner ou à renvoyer le prévenu. Si donc le prévenu de certains faits de malversations ou d'escroqueries, relatives à la conscription, ne peut pas se prévaloir du jugement, qui l'a acquitté de ces faits, pour écarter les poursuites dirigées contre lui sur d'autres faits de la même nature, il est bien évident que le prévenu de certains faits de banqueroute simple, qui en a été acquitté par un jugement, ne peut pas non plus opposer ce jugement aux nouvelles poursuites que l'on dirige contre lui sur d'autres faits qui portent le même caractère. » Merlin, *Rép.*, v° *Non bis in idem*, n° XII, 2°.

Je suis assez enclin à adopter cette dernière opinion. Sur quels principes repose, en effet, l'art. 360, C. inst. crim.? C'est évidemment, ce me semble, par respect pour la chose jugée, que cet article interdit de reprendre, à raison du même fait, toute personne légalement acquittée. En poursuivant, pour détournement ou dissimulation de son actif, le failli absous de l'accusation d'avoir soustrait ses livres, on ne le reprend pas pour le même fait; on ne le reprend pas pour un fait, duquel il a été légalement acquitté; on ne méconnaît pas la chose jugée. On reprend le failli pour un fait nou-

veau, on le reprend pour un fait, à raison duquel il n'a pas même été inculpé : de même, en poursuivant, par exemple, pour avoir consommé de fortes sommes à des opérations de pur hasard, le failli, absous de la prévention d'avoir fait des dépenses excessives, on ne remet pas en question un fait, pour lequel il a été légalement acquitté.

ARTICLE 403.

Ceux qui, conformément au Code de commerce, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse, seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux.

134. Complicité de banqueroute frauduleuse. Spécification.
135. Suite. Complicité proprement dite. Arrêts.
136. Suite. A-t-elle lieu en cas de banqueroute simple? Arrêt.
137. Faits assimilés à la complicité.
138. Suite. Soustraction, recélé, dissimulation des biens du failli.
139. Suite. Supposition de créances.
140. Suite. Commerce sous le nom d'autrui.
141. Qualification. Question au jury.
142. Etude des art. 594, 596, 597 du Code de commerce.
143. Suite. Détournement par le conjoint, les descendants ou ascendants du failli.
144. Suite. Malversations des syndics. Arrêt.
145. Suite. Liquidateurs, adjoints aux syndics. Arrêt.
146. Suite. Créancier stipulant des avantages particuliers.
147. Suite. Durée de l'emprisonnement, quotité de l'amende.
148. Suite. Circonstances atténuantes. Leur effet.
149. Suite. Jurisprudence de la Cour de cassation sur les deux points qui précèdent.
150. Suite. Nature et différence des deux dispositions de l'art. 597 du Code de commerce. Arrêts.
151. Suite. Le délit de l'art. 597 n'est pas subordonné à la déclaration de faillite.—Arrêts.

152. Suite. Pour que le délit existe, il faut que le créancier contractant ait connu l'état de cessation de paiements.

153. Suite. Nullité des conventions.

134. Cet article a laissé au Code de commerce le soin de spécifier les cas de complicité de banqueroute frauduleuse.

L'ancien art. 597, C. comm., déclarait « complices des banqueroutiers frauduleux et condamnait aux mêmes peines, les individus convaincus de s'être entendus avec eux pour recéler ou soustraire, en tout ou en partie, leurs biens meubles ou immeubles; d'avoir acquis sur eux des créances fausses, et d'avoir, à la vérification et affirmation de ces créances, persévéré à les faire valoir comme sincères et véritables ». Les dispositions de cet article ne se complétaient pas par celles de l'art. 60, C. pén. La complicité de banqueroute frauduleuse était donc, alors, d'une nature particulière; elle était limitée aux cas spéciaux déterminés par la loi commerciale. 17 mars 1831, n° 51.

Ce régime a été modifié par la loi du 28 mai 1838.

Le nouvel art. 593, C. comm., admet, comme cas de complicité de banqueroute frauduleuse, tous les cas de complicité définis dans l'art. 60, C. pén.

En outre, il assimile à ces cas certains faits spéciaux qu'il énumère, et que nous allons étudier tout à l'heure.

135. Je ne dirai rien de la complicité proprement dite. Elle est soumise aux règles générales; et ces règles, je les ai exposées dans mon second volume, sous les art. 59 et 60. Elles sont appliquées à la banqueroute frauduleuse par l'arrêt du 5 mars 1841, n° 55.—*Conf.*, 21 décembre 1854, n° 352.

136. L'art. 593, qui déclare l'art. 60, C. pén., applicable à la matière, que j'examine, ne concerne que les banqueroutes frauduleuses. Faut-il en conclure que le banqueroutier simple ne peut pas avoir de complices? Cette question n'est pas sans difficulté. D'une part, les art. 59 et 60, C. pén., sont applicables à tous les crimes et à tous les délits, à moins, comme le porte l'art. 59, que la loi n'en ait autrement disposé. Les textes spéciaux aux banqueroutes ne contiennent aucune dérogation à ce principe général. On peut en conclure que la banqueroute simple comporte, comme les autres délits, la complicité. D'autre part, il est certain que le Code de commerce excluait de la banqueroute frauduleuse et de la banqueroute simple les faits de complicité spécifiés dans l'art. 60. La loi du 28 mai 1838 les a admis, il est vrai, en cas de banqueroute frauduleuse ; mais elle n'a pas modifié, à cet égard, le régime de la banqueroute simple. Enfin, si on étudie chacun des faits constitutifs de cette banqueroute, on reconnaît qu'ils sont personnels au failli et qu'ils se prêtent difficilement à l'idée de complicité. C'est cette dernière opinion, à laquelle on peut cependant faire de très-sérieuses objections, tirées de la généralité des art. 59 et 60, C. pén., que la Cour de cassation a adoptée, en rejetant le pourvoi du ministère public, formé contre un arrêt de la Cour de Paris, « attendu que les faits de banqueroute ont été prévus et qualifiés par une législation spéciale ; que le Code de commerce de 1807, en les divisant en deux catégories, le crime de banqueroute frauduleuse et le délit de banqueroute simple, et en spécifiant, en outre, divers cas de complicité se rapportant exclusivement à la première de ces deux infractions, a renvoyé au Code pénal pour déterminer les peines qui leur seraient applicables ; attendu que ce dernier Code, après avoir, par son art.

402, édicté, contre les auteurs des faits principaux de banqueroute, deux sortes de peines, conformément à la distinction établie entre eux par la loi de la matière, s'est borné, dans son art. 403, en ce qui concernait les complices, à étendre à ceux que cette loi avait déclarés tels, la peine du crime de banqueroute frauduleuse; attendu que, si cet article a rappelé la règle, tracée par l'art. 59, C. pén., dans le rapport de cette règle avec les seuls cas de complicité jusque-là mentionnés par le Code de commerce, il n'a pu, évidemment, avoir d'autre objet que d'en restreindre l'application aux cas auxquels il se référait; attendu que la loi de 1838, qui a confirmé et complété les dispositions susénoncées dudit Code, a compris, dans un chapitre intitulé : *des crimes et délits commis dans les faillites par d'autres que par les faillis*, tout fait des tiers, qui, se rattachant à la faillite, était, à ce titre, jugé susceptible d'incrimination; attendu que ces dispositions nouvelles, non plus que celles qui les ont précédées, n'ont aucun trait à la complicité de banqueroute simple; que, si l'art. 593, C. comm., revisé, a ajouté, à l'énumération des cas de participation des tiers à la faillite, ces mots : *sans préjudice des autres cas prévus par l'art.* 60, *C. pén.*, c'est après avoir attribué aux faits, par lui spécifiés, le caractère criminel et les conséquences pénales de la banqueroute frauduleuse; attendu, enfin, que l'art. 59, C. pén., a mis, en dehors du principe qu'il consacre, les faits à *l'égard desquels la loi en aurait disposé autrement*; qu'en ce qui touche la banqueroute simple, la dérogation, qu'il a prévue, ressort virtuellement, tant de l'ensemble et de la combinaison des textes précités que de la nature particulière de ce délit, lequel consiste dans la violation d'obligations toutes personnelles au failli, dérivant de sa qualité de commerçant, et constituant

des garanties légales attachées à l'exercice de cette profession. » 10 octobre 1844, n° 341.

137. La loi assimile au complice et condamne aux peines de la banqueroute frauduleuse :

1° Les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses biens, meubles ou immeubles ;

2° Les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté, dans la faillite, et affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées ;

3° Les individus qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui, ou sous un nom supposé, se seront rendus coupables des faits prévus en l'art. 591.

Chacune de ces incriminations a des caractères particuliers, qui doivent être soigneusement observés.

138. Pour que la première existe, il faut que la soustraction, le recélé ou la dissimulation ait eu lieu dans l'intérêt du failli, 18 mars 1852, n° 97 ; mais la disposition actuelle n'exige plus, comme l'ancienne, qu'il y ait eu entente et accord avec le banqueroutier. Il faut même remarquer que la loi n'exige pas que le détournement ait eu lieu au préjudice d'une faillite constitutive de banqueroute frauduleuse ; elle se borne à exiger que la soustraction, le recélé ou la dissimulation ait eu lieu dans l'intérêt du failli, 9 février 1850, n° 50.

Ces différentes propositions, conformes d'ailleurs au texte de la loi, sont extraites de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Roger, commerçant failli, était accusé d'avoir détourné une partie de son actif. Dumesnil était accusé d'avoir coopéré à ces détournements par des faits accomplis sous l'ancien art. 597, C. comm. Houdeville et

Chevallier étaient accusés d'avoir coopéré aux mêmes détournements par des faits accomplis depuis la promulgation de l'art. 593 de la loi du 28 mai 1838.

Le jury avait résolu négativement la question relative à Roger et affirmativement celles qui concernaient Dumesnil, Houdeville et Chevallier. Ils se pourvurent tous trois devant la Cour de cassation. Ils soutinrent qu'ils n'avaient pu, à raison de l'absolution de Roger, être condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse. Le pourvoi de Dumesnil réussit ; mais celui de Houdeville et Chevallier fut rejeté, « vu l'ancien art. 597, C. comm., et l'art. 593, nos 1 et 2 de la loi du 28 mai 1838, ensemble les art. 403, C. pén., et 364, C. instr. crim. ; attendu qu'avant la loi du 28 mai 1838, la complicité de banqueroute frauduleuse, en ce qui concerne les faits de détournement de l'actif, consistait, suivant la définition de l'ancien art. 597, C. comm., à s'entendre avec le banqueroutier, pour recéler ou soustraire tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles; qu'ainsi, elle ne pouvait résulter que d'un concert avec le failli; que, par une conséquence nécessaire, l'acquittement du failli, accusé d'avoir détourné une partie de son actif, ne permettait pas de déclarer coupable celui qui était accusé de s'être entendu avec lui pour opérer ce détournement, ces deux décisions étant contradictoires et inconciliables ; mais que la loi de 1838, dans son art. 593, a remplacé, par des dispositions différentes, celles de l'ancien art. 597 ; qu'il suffit aujourd'hui, en ce qui concerne les détournements, que les biens meubles ou immeubles du failli aient été soustraits ou recélés dans son intérêt, pour que l'auteur de ces soustractions ou recélés encoure les peines de la banqueroute frauduleuse, sans que la loi exige qu'il y ait eu concert, à cet effet, entre lui et le failli; que ces mêmes peines,

aux termes du n° 2 de l'art. 593, sont encourues par les individus qui présentent frauduleusement dans la faillite, et y affirment des créances supposées; que ce fait, s'il suppose, dans l'origine, une participation du failli, ne prend cependant le caractère de crime que par une circonstance entièrement personnelle à son auteur, c'est-à-dire par une persistance à une simulation qui peut, à l'égard du failli, et par suite de circonstances qui lui seraient personnelles, avoir cessé d'être frauduleuse; et attendu, en fait, que, suivant la date des faits particuliers, imputés à chacun des demandeurs, l'accusation se trouvait régie, quant à Dumesnil, par l'ancien art. 597, C. comm., et, quant à Houdeville et à Chevallier, par l'art. 593, n^os^ 1 et 2 de la loi du 28 mai 1838; que la question, posée relativement à Dumesnil, a été, en conséquence, celle de savoir s'il était coupable de s'être entendu avec Roger, commerçant failli, pour recéler ou soustraire une partie de ses biens meubles; que la réponse affirmative à cette question est inconciliable avec la réponse, par laquelle le jury venait de déclarer Roger non coupable d'avoir détourné une partie de son actif; que, dès lors, elle n'a pu servir légalement de base à la condamnation de ce demandeur, et qu'en prononçant cette condamnation, la Cour d'assises de la Seine-Inférieure a fait une fausse application de l'ancien art. 597, C. comm., et de l'art. 403, C. pén., et violé l'art. 364, C. instr. crim.; que l'acquittement de Roger, étant définitif et irréfragable, forme un obstacle permanent à ce que la participation, que Dumesnil aurait pu prendre à quelque détournement, puisse jamais recevoir une qualification criminelle; qu'ainsi il n'y a aucun renvoi à prononcer; que Houdeville et Chevallier ont, au contraire, été reconnus coupables, dans les termes mêmes de l'art. 593, n^os^ 1 et 2,

de la nouvelle loi sur les faillites ; et que, d'après les principes ci-dessus exposés, les réponses du jury à leur égard peuvent subsister à côté des réponses négatives acquises à Roger. » 2 mai 1840, n° 125. — *Conf.*, 3 juin 1843, n° 131.

139. Il faut, pour que la seconde incrimination, prévue par l'art. 593, C. comm., ait lieu, que la créance supposée ait été non-seulement présentée, mais affirmée dans la faillite.

Est-il nécessaire que la présentation et l'affirmation de la créance aient eu lieu, comme la soustraction, le recélé ou la dissimulation des biens meubles ou immeubles, dans l'intérêt du failli ?

Certains auteurs le prétendent. Pour moi, j'hésite à le croire ; car si cette circonstance est énoncée dans le paragraphe 1er de l'art. 593, elle ne l'est pas dans le paragraphe que j'étudie.

Ce paragraphe est, comme le précédent, applicable, quoique le fait ait eu lieu à l'insu du failli, et quoiqu'il n'y ait pas eu de déclaration de banqueroute frauduleuse.

140. La dernière disposition de l'art. 593 a eu pour but de mettre un terme à des faits scandaleux qui se reproduisaient trop souvent. Le commerce était fait sous le nom d'un *homme de paille* : la faillite était déclarée, la banqueroute était constatée ; le véritable coupable était à l'abri, derrière le misérable, sans consistance, qu'il avait employé.

141. J'ai donné, sous l'art. 60, la formule des questions relatives au cas de complicité ordinaire.

Quant à celles qui concernent les cas spéciaux de l'art. 593, elles peuvent être présentées au jury dans les termes suivants.

« Le nommé ... est-il coupable d'avoir, dans l'inté-

rêt du nommé ..., commerçant failli, soustrait *ou* recélé *ou* dissimulé, en tout ou en partie, ses biens meubles ou immeubles ?

Le nommé ... est-il coupable d'avoir frauduleusement présenté dans la faillite du nommé ... commerçant, et affirmé, soit en son nom, soit par interposition de personnes, une créance supposée ?

Le nommé ... est-il coupable d'avoir, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, et étant commerçant failli, *ou* soustrait ses livres, *ou* détourné ou dissimulé une partie de son actif, *ou* de s'être, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan reconnu frauduleusement débiteur de sommes qu'il ne devait pas ?

142. Pour compléter l'étude des infractions pénales relatives aux faillites, je vais étudier les art. 594, 596 et 597, C. comm.

143. L'art. 594 punit des peines du vol le conjoint, les descendants ou les ascendants du failli ou ses alliés au même degré qui ont détourné, diverti ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de complicité avec le failli.

Cet article remplace et complète les anciens art. 555 et 556, C. comm.

Je ferai observer que l'art. 594, 1° forme exception à l'art. 380, C. pén., 27 août 1858, n° 243 ; 2° qu'il abaisse, au profit des personnes qu'il désigne, la peine portée dans les cas ordinaires contre ceux qui soustraient, recèlent ou dissimulent les biens meubles ou immeubles du failli ; 3° qu'il ne fait pas obstacle à ce que les peines du vol s'élèvent à raison des circonstances aggravantes qui peuvent l'accompagner, s'il s'agit d'un vol et non d'un simple détournement ; « attendu que

l'art. 594 de la loi des faillites n'a point eu pour objet de déroger aux dispositions du Code pénal relatives à ces circonstances ». 13 mai 1841, n° 144. *Conf.*, 27 août 1858, n° 243 ; 4° qu'il laisse sous le régime des art. 59 et 60, C. pén., les cas où le conjoint, les ascendants ou descendants du failli auraient agi de complicité avec lui, mais que la complicité ne résulterait pas suffisamment de ce que le fait a eu lieu *dans l'intérêt du failli*. 19 avril 1849, n° 87.

144. L'art. 596, C. comm., punit des peines portées en l'art. 406, C. pén., les syndics qui se sont rendus coupables de malversations dans leur gestion.

Cet article a eu force d'exécution dès qu'il a été promulgué, et, par conséquent, il a été applicable aux syndics des faillites ouvertes avant la loi du 28 mai 1838, comme aux syndics de celles qui n'ont pris cours que depuis cette loi.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé sur le pourvoi de Charles Demiannay, « attendu que l'art. 596 qualifie délit le fait de malversation des syndics, et détermine la peine applicable à ce fait ; attendu que toute disposition pénale a, du moment où elle est promulguée, force d'exécution, relativement aux faits qu'elle a prévus et qui ont été accomplis sous son empire ; attendu que l'article préliminaire de la loi du 8 juin 1838 n'a pas dérogé à ce principe ; qu'en décidant que les faillites, précédemment déclarées, continueraient à être régies par les anciennes dispositions du Code de commerce, cet article n'a eu d'autre objet que de placer lesdites faillites en dehors de l'autorité réglementaire de la nouvelle loi, et de maintenir, quant à la marche de leurs opérations, les formes de procéder jusque-là en vigueur ; mais qu'on ne saurait inférer de ses termes qu'il a entendu soustraire ceux, auxquels la direction ou la sur-

veillance de ces opérations est confiée, à l'application du principe de droit commun, qui veut que tout fait, déclaré punissable par la législation existante au moment de sa perprétration, soit réprimé par la pénalité spéciale qui s'y rapporte ». 24 août 1849, n° 221.

145. Le délit de malversation dans la gestion d'une faillite, que définit l'art. 596, C. comm., est spécial au syndic; par suite cet article est inapplicable aux faits de malversation, commis par des liquidateurs adjoints au syndic, alors surtout que ceux-ci n'avaient aucune mission légale, « attendu que c'est, pour combler une lacune existant dans le Code de commerce, que la loi de 1838 a introduit, dans l'art. 596, ce délit de malversation imputable au syndic, afin que sa responsabilité ne devînt pas illusoire, et qu'une gestion coupable de sa part ne restât pas impunie; attendu que ce délit est spécial au syndic, et qu'il ne peut, dès lors, s'appliquer à d'autres individus qui, sous le titre de liquidateurs, ont agi de concert avec lui, surtout lorsque, comme dans l'espèce, rien n'établit que Samuel ait reçu légalement ce titre de liquidateur; qu'il suit, de là, qu'en le déclarant coupable du délit de malversation, et comme tel, passible de la peine édictée par l'art. 596, pour avoir concouru au traité du 5 mai 1856, l'arrêt attaqué a faussement interprété l'article précité ». 24 juin 1859, n° 151.

146. L'art. 597 punit correctionnellement d'un emprisonnement, qui ne peut excéder une année et d'une amende, qui ne peut être au-dessus de deux mille francs, « le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la

faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli ».

147. La loi, comme on le remarque, ne détermine ni le minimum de l'emprisonnement, ni celui de l'amende. Faut-il en conclure que le juge peut abaisser ces deux peines aux proportions des peines de simple police ? Je ne le crois pas. En effet, d'une part, l'art. 597 indique, par son texte même, que les faits qu'il mentionne seront punis *correctionnellement* ; d'autre part, les tribunaux correctionnels ne sont appelés, sauf de très-rares exceptions, à prononcer que des peines correctionnelles. Je l'ai déjà dit, la règle générale, c'est que la compétence des tribunaux correctionnels n'a d'action que dans les limites de ces peines. Elle ne va jamais au delà, et ne peut rester en deçà que dans les cas où la loi l'a formellement permis.

148. Les juges pourraient-ils, du moins, en vertu des circonstances atténuantes, réduire l'emprisonnement au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de seize francs ? Ce n'est pas mon avis.

Il est de jurisprudence constante que l'art. 463, C. pén., comme je le démontrerai dans le commentaire de cet article, ne peut être appliqué aux délits, prévus par les lois spéciales, que dans les cas où ces lois le déclarent expressément. Dans la discussion de la loi du 13 mai 1863, plusieurs députés avaient, il est vrai, demandé que cet article fût applicable toutes les fois que la loi, quelle qu'elle soit, prononce l'emprisonnement ou l'amende, mais leur proposition fut rejetée. Il est donc certain que l'art. 463 ne permet au juge de mitiger que les peines portées par le Code pénal, ou par les lois spéciales qui lui en donnent l'autorisation formelle.

L'art. 597 ne prononce pas, contre le fait qu'il prévoit, une peine empruntée au Code pénal, comme le fait l'art. 584 pour la banqueroute simple, l'art. 594 pour les détournements, divertissements, recélés opérés par le conjoint, les ascendants ou les descendants du failli ou ses alliés au même degré, et l'article 596 pour les malversations du syndic. Il crée une peine spéciale; il n'ajoute pas que cette peine pourra être abaissée à raison des circonstances atténuantes. Il faut en conclure, ce me semble, que le juge ne pourra pas l'amoindrir en se fondant sur l'art. 463, C. pén.

149. Les deux questions qui précèdent ont été résolues, l'une et l'autre, dans le sens que j'adopte, par la Cour de cassation, « attendu, d'une part, que l'art. 597, C. comm., dispose que le créancier, qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera « puni correctionnellement d'un emprisonnement qui ne pourra excéder une année et d'une amende qui ne pourra être au-dessus de 2,000 francs; » que cette expression : *sera puni correctionnellement*, suivie de l'indication des peines correctionnelles, qui doivent être appliquées, démontre que le vœu formel de la loi a été l'application exclusive d'une peine correctionnelle; que, si l'art. 597 n'a pas déterminé le minimum des peines qu'il prononçait, il y a lieu de suppléer à cette omission par l'application de la règle du droit commun, qui fixe à six jours, aux termes de l'art. 40, C. pén., le minimum de l'emprisonnement, et à 16 francs, aux termes de l'art. 479, C. instr. crim., le minimum de l'amende, en matière correctionnelle; que ce n'est qu'en vertu

d'une disposition précise de la loi qu'il est possible de substituer aux peines, qu'elle a prononcées, des peines d'un autre ordre, et que cette disposition n'existe pas à l'égard de l'art. 597; et attendu, d'autre part, que si l'art. 463, C. pén, permet aux tribunaux correctionnels, lorsque les circonstances paraissent atténuantes, de réduire l'emprisonnement même au-dessous de 6 jours et l'amende même au-dessous de 16 francs, ce n'est que dans les seuls cas où la peine de l'emprisonnement et celles de l'amende sont prononcées par le Code pénal; que, si le délit, prévu par l'art. 597, C. comm., semble se rattacher, sous certains rapports, aux faits de banqueroute, prévus et punis par le Code pénal, ce délit, que la loi du 28 mars 1838 a, pour la première fois, introduit dans la législation, n'est point puni par une peine empruntée au Code pénal, et doit être considéré, dès lors, comme empreint d'un caractère spécial; que l'art. 463 ne peut donc être étendu à cette disposition. » 21 août 1856, n° 293.

150. L'art. 597 renferme deux dispositions qu'il importe de ne pas confondre.

La première concerne le créancier qui a stipulé, soit avec le failli, soit même avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite; la seconde, le créancier qui a fait un traité particulier duquel résulte, en sa faveur, un avantage à la charge de l'actif de la faillite.

Dans la première hypothèse, il n'importe pas que l'avantage particulier soit à la charge de la faillite, 20 mars 1852, n° 105; mais il faut que la stipulation ait eu lieu à raison du vote du créancier dans les délibérations de la faillite. 23 avril 1841, n° 115; 9 août 1862, n° 207.

Dans la seconde, le caractère essentiel de l'incrimination est, au contraire, que le traité procure au créancier un avantage particulier à la charge de la faillite, sans qu'il soit, d'ailleurs, nécessaire que cet avantage ait eu pour objet le vote dans les délibérations de la faillite.

La première disposition de l'art. 597 est applicable, non-seulement au créancier, qui se fait payer à l'avance le vote qu'il donnera dans les délibérations de la faillite, mais aussi au créancier, qui vend la rétractation du vote défavorable qu'il a précédemment émis, 4 février 1843, n° 17; non-seulement au créancier, qui stipule expressément, mais encore au mandataire, qui fait la stipulation pour le compte du créancier, quoiqu'il n'ait pas recueilli le bénéfice du traité, 2 avril 1863, n° 104; non-seulement au cas où l'engagement est pris par le failli, mais aussi au cas où l'engagement n'est contracté que par une tierce personne, sans le concours du failli. 20 mars 1852, n° 105.

La seconde disposition de l'article comprend le cas où l'avantage, consenti par le failli, est garanti par l'engagement solidaire de tierces personnes, comme celui où l'obligation n'a été prise que par le failli, 4 février 1843, n° 27; il comprend le cas où le créancier reçoit une valeur, acquise depuis la faillite, comme celui où il reçoit une valeur, comprise dans l'actif au moment de la cessation de paiements. 24 décembre 1857, n° 412.

151. Le délit, réprimé par l'art. 597, n'est pas subordonné à la déclaration de faillite : il existe, si, au moment du traité, il y a cessation de paiements. Comme cette circonstance est un des éléments de l'infraction, c'est aux tribunaux de répression qu'il appartient de la rechercher et de la reconnaître. 23 avril 1841, n° 115;

3 avril 1846, n° 89 ; 23 mai 1846, n° 130 ; 8 août 1848, D.P.48.1.182.

152. J'ajoute que les tribunaux doivent, en outre, vérifier si le créancier a su la cessation de paiements. Il est clair que, s'il ne l'a pas connue, il ne s'est pas rendu coupable du délit réprimé par l'art. 597. 12 février 1846, n° 47.

153. L'art. 598 complète l'art. 597. Il dispose que « les conventions seront, en outre, déclarées nulles, à l'égard de toutes personnes, et même à l'égard du failli. — Le créancier sera tenu de rapporter à qui de droit les sommes ou valeurs, qu'il aura reçues en vertu des conventions annulées. »

Pour que les tribunaux prononcent la nullité de la convention, il n'est pas nécessaire qu'un tiers soit intervenu comme partie civile dans l'instance correctionnelle. 23 mai 1846, n° 130.

ARTICLE 404.

Les agents de change et courtiers, qui auront fait faillite, seront punis de la peine des travaux forcés à temps; s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

154. Interprétation de l'article.
155. Qualification. Question au jury.

154. Ordinairement, la faillite ne constitue, par elle-même, ni crime ni délit ; elle ne devient une infraction pénale que dans le cas où elle présente le caractère soit de la banqueroute frauduleuse, soit de la banqueroute

simple. Il en est autrement dans le cas prévu par l'art. 404; la faillite, dépourvue de toute autre circonstance, est un crime lorsqu'elle est le fait d'un agent de change ou d'un courtier.

Si l'un de ces agents est reconnu coupable de banqueroute frauduleuse, il encourt, à raison de sa qualité, une aggravation de peine, il est puni des travaux forcés à perpétuité.

Dans le premier cas, la qualité d'agent de change ou de courtier est donc constitutive de l'incrimination. Dans le second, elle n'est qu'une circonstance aggravante.

155. Les questions, qui les concernent, peuvent être présentées au jury dans les termes suivants :

Le nommé..... est-il coupable d'avoir, (la date), étant agent de change *ou* courtier, fait faillite?

Le nommé..... est-il coupable d'avoir, (la date), étant commerçant failli, soustrait ses livres *ou* détourné ou dissimulé une partie de son actif, *ou* de s'être, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, reconnu frauduleusement débiteur de sommes qu'il ne devait pas?

Ledit..... était-il agent de change ou courtier au moment de la faillite?

ARTICLE 405.

Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la

crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins, et de cinq ans au plus, et d'une amende de cinquante francs au moins, et de trois mille francs au plus. Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code : le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a **crime de faux.**

156. Définition du délit. Loi des 19-22 juillet 1791. Exposé des motifs du Code. Modification de la loi du 13 mai 1863. Texte actuel.
157. Premier élément du délit : usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, ou emploi de manœuvres frauduleuses.
158. Usage d'un faux nom. Question préjudicielle. Arrêt.
159. Usage d'une fausse qualité. Arrêts.
160. Suite. Usage d'une fausse capacité civile. Arrêts.
161. L'usage du faux nom ou de la fausse qualité suffit pour constituer le délit. Arrêts.
162. Mais il faut que l'usage du faux nom ou de la fausse qualité ait été la cause déterminante de la remise de la valeur escroquée. Arrêt.
163. Emploi de manœuvres frauduleuses. Leur caractère.
164. Suite. Mensonges ou réticences, isolés de toute autre circonstance. Arrêts.
165. Suite. Mensonge ou réticence, accompagné d'une autre circonstance. Arrêts.
166. Suite. But des manœuvres frauduleuses.
167. Suite. Fausse entreprise. Arrêts.
168. Suite. Pouvoir ou crédit imaginaire. Arrêts.

169. Espérance ou crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique. Arrêts.
170. Suite. Evénement absurde. Arrêt.
171. Suite. Menace d'une dénonciation. Arrêt.
172. Suite. Jeux de hasard. Arrêts.
173. Suite. Empirisme. Arrêts.
174. Suite. Magnétisme. Arrêts.
175. Suite. Promesse d'exemption du service militaire. Arrêts.
176. Suite. La manœuvre frauduleuse est punissable, dès qu'elle trompe celui auquel elle s'adresse. Arrêts.
177. Suite. Il faut que la manœuvre frauduleuse soit la cause directe de la remise de l'objet escroqué. Arrêts.
178. Deuxième élément du délit : délivrance de l'objet convoité. Suite.
179. Suite. Tentative du délit. Arrêts.
180. Suite. Remise à un tiers. Profit de l'escroquerie. Arrêts.
181. Suite. Objets dont la délivrance peut constituer l'escroquerie. Arrêts.
182. Suite. Promesse verbale. Arrêt.
183. Troisième élément du délit : escroquerie ou tentative d'escroquerie de la totalité ou d'une partie de la fortune d'autrui. Arrêts.
184. Suite. Restitution de la chose escroquée. Arrêt.
185. Pénalité.
186. Mode de preuve des faits constitutifs de l'escroquerie. Arrêts.
187. Les tribunaux-correctionnels sont tenus d'énoncer, dans leurs jugements, les faits physiques, constitutifs de l'escroquerie. Arrêts.
188. Distinction entre le faux en écriture et l'escroquerie obtenue à l'aide d'une écriture fausse.

156. La loi des 19-22 juillet 1791 disposait, dans son titre II, art. 35 : « Ceux qui, par dol ou à l'aide de faux noms ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire, ou d'espérances ou de craintes chimériques, auraient abusé de la crédulité de quelques personnes et escroqué la totalité ou partie de leur fortune, seront poursuivis devant les tribunaux de districts, et,

si l'escroquerie est prouvée, le tribunal du district, après avoir prononcé les restitutions et dommages-intérêts, est autorisé à condamner, par voie de police correctionnelle, à une amende qui ne pourra excéder cinq mille livres et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans. »

Il suffisait donc, aux termes de cet article, pour constituer le délit, qu'une personne eût, par dol, abusé de la crédulité d'une autre et escroqué, par ce moyen, la totalité ou une partie de sa fortune. Cette disposition était si vague et si incertaine qu'elle permettait bien des abus. Elle autorisait la confusion entre le dol civil et le dol criminel, qui cependant ne présentent pas le même caractère de perversité.

On tâcha, dit Faure, dans l'exposé des motifs du chapitre 2 du titre II du livre III du Code pénal, « d'éviter, par la nouvelle définition de ce qui constitue le délit d'escroquerie, les inconvénients qui étaient résultés des rédactions précédentes. La suppression du mot *dol,* qui se trouvait dans les deux premières rédactions, ajouta-t-il, ôtera tout prétexte de supposer qu'un délit d'escroquerie existe par la seule intention de tromper. En approfondissant les termes de la définition, on verra que la loi ne veut pas que la poursuite en escroquerie puisse avoir lieu sans un concours de circonstances et d'actes antécédents qui excluent toute idée d'une affaire purement civile ».

Mais si le Code pénal de 1810 donna une définition plus exacte du délit d'escroquerie, il ne précisa pas avec le même soin les caractères constitutifs de la tentative de ce délit. Il en résulta de fréquentes hésitations dans la jurisprudence, auxquelles la loi du 13 mai 1863 crut devoir mettre un terme.

Aujourd'hui, l'art. 405 est ainsi conçu :

« Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 fr., au moins et de 3,000 fr. au plus.

Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code : le tout sauf les peines plus graves, s'il y a un crime de faux. »

157. La première condition du délit d'escroquerie consiste dans l'usage de faux noms ou de fausses qualités, ou dans l'emploi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

158. User d'un faux nom, c'est prendre un nom qu'on n'a pas le droit de porter. Il importe peu que le nom usurpé appartienne à un tiers ou soit purement imaginaire.

Si l'inculpé prétend que le nom, qu'il a pris, est le sien, élève-t-il une question préjudicielle, réservée à la connaissance des tribunaux civils? La Cour de cassation ne l'a pas cru, et elle a eu raison de ne pas le

croire, car l'emploi d'un faux nom est l'un des éléments du délit que les tribunaux correctionnels sont appelés à réprimer. Elle a rejeté le pourvoi du nommé André, se disant prince de Gonzague, « attendu que les art. 326 et 327, C. Nap., ne s'appliquent qu'à la filiation des enfants légitimes, à leur possession d'état et à toutes les réclamations que peut faire naître leur suppression d'état; que ces questions sont sans rapport avec la question d'identité, dont la Cour était juge; que les faux titres et les faux noms, usurpés par le demandeur, étaient autant d'éléments de délits que la Cour était appelée à constater et qu'elle avait le droit d'apprécier. » 14 octobre 1853, n° 513.

159. Prendre une fausse qualité, c'est s'attribuer un titre, une fonction, un emploi, une parenté, qu'on n'a pas, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Le nommé André s'était fait remettre différentes sommes d'argent, en usurpant la qualité de prince de Gonzague, de Mantoue et de Castiglione, de duc souverain de Mantoue et de grand-maître de plusieurs ordres. Il fut, à raison de ces faits, condamné pour escroquerie. Le pourvoi, qu'il forma, fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué, en admettant même que les manœuvres frauduleuses n'eussent pas été suffisamment expliquées, a pris soin de constater qu'il était démontré, par tous les éléments de l'instruction et les documents de la cause, que le demandeur avait usurpé les noms et qualités de prince de Gonzague, de Mantoue et de Castiglione, de duc souverain de Mantoue, de grand-maître de plusieurs ordres sans existence légale; et, qu'à l'aide de ces faux noms, titres et qualités, et aussi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire, et faire naître l'espérance d'un événe-

ment chimérique, il s'était fait remettre, par plusieurs individus dénommés en l'arrêt, différentes sommes d'argent, et avait ainsi, par ces moyens, escroqué partie de la fortune d'autrui; qu'il résulte, dès lors, de ces actes, constitutifs du délit d'escroquerie, prévu par l'art. 405, C. pén., que la Cour a suffisamment motivé l'arrêt attaqué, et satisfait aux prescriptions de la loi du 20 avril 1810. » 14 octobre 1853, nº 513.

Les nommés Boussès et Breton avaient usurpé la qualité d'agents de police. Il est vrai qu'ils avaient en outre employé des manœuvres frauduleuses. Le pourvoi, qu'ils formèrent contre l'arrêt qui les avait condamnés à raison de ces faits, fut rejeté, « attendu que, dans le courant de l'année 1861, Boussès et Breton, en usurpant la qualité d'agents de police, à l'effet de persuader au nommé Festal l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, lui ont fait croire qu'il était poursuivi par ses créanciers, et qu'à la faveur de leur qualité d'agents de police, ils pourraient le conduire en Belgique et lui assurer une retraite, qui le mettrait à l'abri de ces poursuites; qu'au lieu de le conduire directement de Paris à Bruxelles, ils lui ont fait faire un voyage de 300 lieues environ, et traverser des villes où, par avance, ils avaient adressé, bureau restant, des lettres au nom de La Porte, nom qu'ils avaient fait prendre à Festal; attendu qu'à l'aide de cette qualité d'agents de police et des manœuvres frauduleuses, employées pour persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou inspirer la crainte d'un événement chimérique, ils se sont fait remettre par ledit Festal des bijoux et différentes sommes d'argent, et qu'ils ont ainsi escroqué une partie de la fortune d'autrui; que, dans ces circonstances, loin d'avoir violé l'art. 405, C. pén., l'arrêt de la Cour de Paris en a

fait une juste application. » 10 juillet 1862, n° 167.

François Matthieu Camet, en prenant, après sa révocation, la qualité de commis à la recette des contributions directes, avait obtenu des nommés Neret et Coutamin la remise de certaines sommes pour leurs contributions. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt qui l'avait condamné, fut rejeté, « attendu qu'il a été déclaré par l'arrêt que Camet avait pris la qualité de préposé à la perception des contributions directes de la commune de Saint-Savin, dans les quittances par lui délivrées aux plaignants ; qu'à la date de ces quittances il n'avait plus la qualité de préposé ; que sa révocation était certaine, puisque les rôles lui avaient été retirés, et qu'il ne pouvait plus y porter les émargements des sommes reçues ; attendu que les faits, ainsi déclarés, rentraient dans les cas prévus par l'art. 405, et qu'il en a été fait, à cet égard, une juste application au réclamant. » 1er mai 1818, n° 56.

Le nommé Lambin avait continué, après sa révocation, de recevoir, en qualité d'inspecteur-receveur de l'Assurance mutuelle contre l'incendie, des rétributions des personnes assurées. Le pourvoi, que Lambin forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que le tribunal d'appel de Laon a déclaré, en fait, que Lambin, inspecteur-receveur de l'Assurance mutuelle contre l'incendie, pour l'arrondissement de Vervins, avait cessé, dès le mois d'octobre 1825, d'avoir cette qualité et les pouvoirs y attachés, et que, postérieurement à cette cessation, ledit Lambin, auquel il avait été formellement interdit par le directeur de recevoir les désistements, avait continué de les recevoir et de percevoir indûment des rétributions des personnes intéressées ; que le jugement attaqué déclare expressément que Lambin, à l'aide de la qualité qu'il n'avait plus,

s'est approprié partie de la fortune d'autrui, ce qui est un délit prévu par l'art. 405, C. pén.; et que ce délit, de la part de Lambin, résulte des faits et de l'instruction de la cause; attendu que Lambin, ayant fait sciemment et volontairement usage d'une qualité, qu'il n'avait plus, pour remplir des fonctions, qui lui avaient été retirées, et pour percevoir, à l'aide de cette fausse qualité, des sommes, à titre de rétribution, de divers particuliers, se trouvait réellement atteint par les dispositions de l'art. 405, relatif à ceux qui, en faisant usage de fausses qualités, ou en supposant un pouvoir imaginaire, se font remettre des sommes ou des fonds, qui ne leur appartiennent pas, et escroquent ou tentent d'escroquer ainsi tout ou partie de la fortune d'autrui, et que le tribunal de Laon, d'après les faits par lui reconnus constants, lui a fait une juste application dudit art. 405. » 26 mai 1827, *J. Pal.*, à sa date. — *Conf.*, 26 décembre 1863, n° 312; 9 septembre 1869, n° 207.

Boussès et Breton, dont je viens de parler un peu plus haut, furent condamnés à raison d'autres faits, pour avoir employé la fausse qualité de commerçant. Leur pourvoi fut également rejeté sur ce point, « attendu, en fait, qu'il résulte, des constatations de l'arrêt attaqué, que ces trois individus, dénués de ressources, et la plupart du temps sans domicile fixe, en employant la fausse qualité de commerçants sérieux, et en se recommandant les uns aux autres, se sont fait livrer, par plusieurs marchands, des marchandises, qu'ils réglaient au moyen de traites tirées par Boussès sur sa mère, acceptées par celle-ci, et avec la convention que celui-ci les acquitterait, ce qu'il ne faisait pas; que, nantis de ces marchandises, ils s'empressaient de les mettre en consignation, ou de les revendre immédiatement au-dessous du cours;

attendu que c'est à l'aide d'un système de fraude, organisé entre eux, et de coupables manœuvres, employées dans le but de persuader aux sieurs Baldet, Jouanneau et Rouffy, l'existence d'un crédit imaginaire, que Boussès, Breton et Olivier leur ont escroqué une partie de leur fortune ; que c'est donc à bon droit que l'arrêt attaqué leur a fait application des dispositions de l'article 405 du Code pénal. » 10 juillet 1862, cité ci-dessus.—*Conf.* 23 avril 1857, nº 165.

Le nommé Charlot, ayant pris la qualité de commis de maisons de commerce, qui ne lui avaient donné aucun mandat, et dans lesquelles il n'était pas employé, et ayant obtenu, par l'usage de cette qualité, la remise de certaines valeurs, fut condamné pour escroquerie; son pourvoi fut rejeté, « attendu que la décision attaquée constate, en fait, que Charlot a pris, avec intention, la fausse qualité de commis de maisons de commerce, qui ne lui avaient donné aucun mandat et chez lesquelles il n'était pas employé ; attendu que la même décision énumère les stratagèmes et les tromperies, dont Charlot s'est servi pour amener les personnes, avec lesquelles il traitait, à lui consentir des obligations, contenant des clauses autres que celles pour lesquelles ces personnes croyaient s'engager, et donne, avec raison, à ces divers actes, la qualification de manœuvres frauduleuses; attendu que cette décision ajoute qu'à l'aide de cette même qualité, et de ces manœuvres frauduleuses, ainsi que des obligations qui en ont été la conséquence, Charlot a escroqué partie de la fortune de cinq personnes avec lesquelles il traitait ; attendu qu'en statuant ainsi sur les faits, qu'elle constatait, la décision attaquée a fait une juste interprétation et une légale application de l'art. 405 du Code pénal. » 27 mai 1854; Dall., vº *Vol*, nº 911.

La femme Esther Ben-Jacob s'était rendue chez la veuve Rosa avec le juif Moussi Mescrik, qu'elle lui avait présenté faussement comme son neveu. Elle avait prié la veuve Rosa de lui prêter des diamants pour parer une de ses nièces, et Mescrik lui avait proposé de lui acheter deux bagues et une montre. Le lendemain, Esther ne vint pas chez la veuve Rosa prendre les diamants que celle-ci avait consenti à lui prêter. Elle envoya Mescrik, qui les reçut et se les appropria. La femme Esther et Mescrik furent condamnés aux peines de l'art. 405 par le tribunal correctionnel d'Alger; mais la Cour réforma la décision, sous le prétexte qu'il ne s'agissait que d'une action immorale et indélicate. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que le concert, dans une action immorale et indélicate, imputé, par l'arrêt attaqué, à la femme Esther et à Mescrik, et la qualification de turpitude que ce jugement attribue à leur conduite, s'appliquent aux faits qui viennent d'être rappelés et constituent la fraude et les manœuvres qui ont déterminé la remise des diamants contre la volonté libre et spontanée de Rosa ; que les raisonnements, à l'aide desquels l'arrêt attaqué a expliqué la démarche secondaire de Mescrik lors de la délivrance des diamants et son influence sur la détermination de la veuve Rosa, ne détruisent pas l'usurpation de qualité ni l'intention frauduleuse qui a présidé au concert, dont l'arrêt attaqué déclare Esther et Mescrik, convaincus par les débats. » 17 septembre 1836, nº 306.

160. S'attribuerait-on une fausse qualité, si on se donnait une capacité civile qu'on n'a pas, par exemple, si, mineur, on se disait majeur; si, femme mariée, on se disait fille ou veuve ?

La Cour de cassation ne l'a pas cru dans l'espèce suivante.

Marie Élisabeth Huéwart, femme de Félix-Georges Durst, s'était, dans deux obligations, qu'elle avait consenties au profit de Hirtz, père et fils, faussement qualifiée fille majeure, jouissant de ses droits, tandis qu'elle était sous puissance de mari. Elle fut condamnée pour escroquerie, à raison de ce fait. Sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « considérant que, dans les deux obligations notariées, consenties respectivement au profit des sieurs Hirtz, père et fils, par Marie-Élisabeth Huéwart, celle-ci ne s'est point présentée sous un faux nom, mais seulement sous la qualification mensongère de fille majeure, jouissant de ses droits; que, cette qualification ayant pu être facilement vérifiée par lesdits sieurs Hirtz, ils ne pouvaient pas, sous prétexte d'ignorance à cet égard, prétendre qu'il avait été abusé de leur crédulité, non plus que dans le cas où ils auraient contracté avec un mineur, qui se serait dit majeur, et qu'admettre, dans de pareilles circonstances, la poursuite en escroquerie, ce serait anéantir l'effet des lois civiles, relatives à la capacité des personnes pour contracter valablement des obligations. » 21 mars 1807, n° 60.

Cet arrêt est-il juridique? Je suis fort disposé à le croire. La première considération, sur laquelle il s'appuie, ne me touche pas. Il importe peu que la personne escroquée ait pu vérifier plus ou moins facilement la qualité prise par l'inculpé. La loi ne fait aucune distinction à cet égard. Mais ce qui me paraît décisif, c'est que, si l'usage de la qualité de majeur ou de femme libre de ses droits pouvait devenir un élément d'escroquerie, l'effet des lois civiles, relatives à la capacité des personnes, serait singulièrement compromis. En effet, d'une part, l'art. 1307, C. Nap., dispose que « la simple déclaration de majorité, faite par le mineur, ne fait point obstacle à sa restitution »; et, d'autre part, l'art. 1310

ajoute que le mineur « n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit ». Il est clair que, si le mineur est condamné comme escroc, pour s'être déclaré majeur, l'art. 1307 précité perdra toute sa valeur, puisque, condamné pour escroquerie, le mineur ne sera pas restituable contre l'obligation résultant de son délit.

De même, en se donnant, sans l'avoir, la qualité de créancier d'une tierce personne, on ne prendrait pas l'une de ces qualités « que l'art. 405 admet comme élément du délit qu'il spécifie. » 15 juillet 1859, nº 173.

161. Il n'est pas, du reste, nécessaire, pour que l'usage du faux nom ou de la fausse qualité devienne l'élément du délit, que cet usage ait eu pour but de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ou de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique.

La Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

François Poirier était inculpé d'escroquerie pour avoir, par l'usage d'un faux nom, obtenu la remise de marchandises. La Cour de Colmar refusa de lui appliquer l'art. 405, C. pén., sous le prétexte que ce nom n'avait pas été employé pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique. En rejetant le pourvoi que le ministère public forma contre cette décision, la Cour de cassation réprouva le motif donné par la Cour de Colmar, et si elle n'annula pas l'arrêt de cette Cour, ce fut parce qu'il était déclaré que les personnes escroquées n'avaient point été déterminées à faire à Poirier la remise des

marchandises, dont il s'agissait, par le faux nom qu'il s'était attribué : « Attendu que, porte l'arrêt, les expressions : « *manœuvres frauduleuses* », qui ont été substituées dans l'art. 405, C. pén., au mot : « *dol* », placé dans l'art. 35 de la loi du 22 juillet 1791, et dont le sens était trop général et trop vague, n'ayant pas elles-mêmes une signification assez précise pour que l'application n'en pût pas devenir arbitraire, il a été dans la prévoyance du législateur de fixer les cas où cette application devait être faite, en déterminant dans quel objet ces manœuvres auraient dû être employées pour qu'elles pussent être jugées former une circonstance élémentaire du délit d'escroquerie ; qu'à l'égard de l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, cet usage portant toujours sur un fait simple, qui ne peut être susceptible de différentes interprétations, il n'a dû être caractérisé que par l'effet qui pouvait en être résulté, c'est-à-dire, par la confiance qu'il aurait inspirée, et l'abus qui aurait été fait de cette confiance, en se faisant remettre frauduleusement par son moyen, des fonds, des meubles, des obligations, des décharges, etc.; qu'il s'ensuit : 1° que le membre de phrase de l'art. 405, dont les termes sont, *pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique*, ne se rapporte qu'à l'emploi de manœuvres frauduleuses, et non à l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité ; 2° que de l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité ne peut naître une action en délit d'escroquerie que dans le cas où c'est à son aide et par son moyen qu'a été obtenue la délivrance de fonds, meubles, obligations, quittances, etc. ; que l'abus de la confiance et la surprise de la crédulité sont, en effet, intrinsèques et substantiels au

délit d'escroquerie; que la Cour de Colmar a donc méconnu l'esprit et la lettre de l'art. 405, C. pén., lorsqu'elle a jugé que l'usage d'un faux nom, fait par François Poirier, ne pourrait pas servir de base à une poursuite en délit d'escroquerie, parce qu'il n'avait pas eu pour objet de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique. » 5 mai 1820, n° 72.

Dans une autre espèce, Ernest Duval et Jean Arnal avaient été déclarés coupables d'escroquerie, pour avoir établi à Lyon un simulacre de maison de commerce sous la raison Duval et C^ie^, et employé des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire et de fausses entreprises, à l'aide desquelles ils s'étaient fait remettre et délivrer, par divers négociants, des marchandises de différente nature. Ils se pourvurent en cassation et prétendirent que l'arrêt attaqué n'avait pas spécifié les faits constitutifs des manœuvres frauduleuses à l'aide desquelles ils auraient persuadé l'existence d'un crédit imaginaire. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que ledit arrêt déclare que Duval a escroqué et tenté d'escroquer partie de la fortune d'un certain nombre de négociants y dénommés, en établissant à Lyon, dans les mois de mars et d'avril, un simulacre de maison de commerce, sous la raison Duval et C^ie^, et a employé des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire, et de fausses entreprises, à l'aide desquels il s'est fait remettre et délivrer, par divers négociants, des marchandises de diverses natures; attendu que de cette déclaration il résulte que la prétendue maison de commerce, fondée par Duval, n'existait pas; qu'il n'avait pas, en réalité,

formé de société légale sous la raison Duval et C^ie^, faits qui résultent en effet de l'instruction et des pièces matérielles jointes au dossier; attendu que cette attribution d'une fausse raison sociale constitue l'usage d'une fausse qualité, indépendant des autres manœuvres frauduleuses que l'arrêt attaqué ne spécifie pas, et qui, d'après les motifs de l'arrêt, dont il s'agit, résultaient de preuves fournies aux débats; que, d'ailleurs, cet arrêt énonce également que Duval faisait perdre les traces des marchandises, pour lesquelles il expédiait des commandes sous la raison sociale simulée *Duval et compagnie*, par l'entremise du sieur Arnal, en les faisant livrer dans un hôtel garni; d'où il suit que cet arrêt est suffisamment motivé, et que les faits, qu'il déclare, justifient l'application, qui a été faite audit Duval, des peines de l'art. 405, C. pén. » 28 mars 1839, n° 113.

Dans une troisième espèce, Pierre-Guillaume Labau avait été condamné aux peines de l'art. 405, pour avoir commis une escroquerie par l'emploi d'une fausse qualité. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, d'une part, il n'est pas nécessaire qu'à l'emploi d'une fausse qualité se joignent des manœuvres frauduleuses, si la remise des valeurs escroquées a été le résultat de ce premier moyen de fraude; que, d'autre part, le fait de cette remise a été suffisamment constaté, dans l'espèce, par les termes qui, en la rattachant à l'emploi de la fausse qualité, expriment, par une évaluation en argent, le préjudice qui en est résulté. » 19 septembre 1844, n° 322. — *Conf.*, 22 août 1854, n° 265.

Dans une dernière espèce, la veuve Arnoult prétendait qu'on lui avait fait une fausse application de l'art. 405 du Code pénal, en ce que les manœuvres frauduleuses, employées par Joseph Arnoult, dont elle avait été déclarée complice, n'étaient pas de nature à

tromper le nommé Laferrière et à lui faire négliger les règles de prudence, que tout négociant doit apporter dans ses opérations. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, sans qu'il soit besoin d'examiner si les faits, relevés par l'arrêt attaqué, constituent des manœuvres frauduleuses ayant pour objet de persuader l'existence d'un succès chimérique, il est établi que Joseph Arnoult a pris un faux nom et la fausse qualité de capitaine de navire, pour déterminer Laferrière à lui acheter une certaine quantité de livres de piété, qu'à l'aide de moyens coupables il s'était fait expédier à Marseille par la maison Pellion, de Dijon. » 4 février 1858, nº 28.

162. Il faut que l'usage du faux nom ou de la fausse qualité ait été la cause déterminante de la remise de la valeur escroquée, comme la Cour de cassation l'a jugé notamment dans son arrêt du 5 mai 1820, nº 72, que j'ai cité plus haut.

163. Les manœuvres frauduleuses ne sont un élément du délit que dans le cas où elles prennent un corps, revêtent une forme, et deviennent, pour ainsi dire, visibles ou tangibles.

164. Par suite, les mensonges et les réticences, isolés de toute autre circonstance, n'auront pas ce caractère.

Cette vérité a été très-fréquemment reconnue par la Cour de cassation.

Dans une première espèce, la femme Gauttier avait été condamnée aux peines de l'art. 405, pour avoir obtenu des emprunts et fait des achats sous des prétextes mensongers. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu que le jugement attaqué déclare que c'est sous des prétextes mensongers que la femme Gauttier a obtenu les emprunts et fait les achats, mais que, de simples mensonges, quelque répréhensibles

qu'ils soient aux yeux de la morale, ne constituent pas les manœuvres frauduleuses, caractérisées, dans leur but et dans leurs moyens, par l'art. 405 du Code pénal. 1er juillet 1842, n° 170. — *Conf.*, 11 mai 1839, n° 155, 18 janvier 1844, n° 17, 14 septembre 1850, n° 310, 20 mars 1852, n° 104, 11 juillet 1861, n° 146.

Dans une seconde espèce, la veuve Sanier, ayant appris qu'une somme de 35 francs en or avait été trouvée, et qu'elle était déposée dans les mains du nommé Derender, se rendit chez celui-ci, lui déclara faussement que la somme perdue lui appartenait, et se la fit remettre à l'aide de cette affirmation. Elle fut, pour ces faits, déclarée coupable d'escroquerie. Mais sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « attendu, en fait, qu'il appert, de l'arrêt attaqué, que la prévenue, ayant appris par sa fille qu'une somme de 35 francs avait été trouvée par elle et la jeune Derender et déposée dans les mains du père de cette dernière, se rendit immédiatement chez lui, lui déclara que la somme perdue lui appartenait, et se la fit remettre à l'aide de cette affirmation, alors cependant que ladite somme appartenait à un cantonnier nommé Schoonaert, qui l'avait laissée tomber sur la voie publique; attendu, en droit, que ce fait ne réunit pas les caractères prévus par l'art. 405 du Code pénal pour constituer le délit d'escroquerie; qu'en effet, il ne suffit pas que le prévenu se soit approprié, de mauvaise foi, une somme d'argent appartenant à autrui; qu'il faut encore qu'il y soit parvenu, à l'aide d'un des divers moyens définis par ledit article, et, spécialement, soit à l'aide des manœuvres frauduleuses qu'il caractérise, soit à l'aide d'une fausse qualité; attendu qu'il est de règle que de simples mensonges, pareils à ceux dont s'est servie la veuve Sanier, ne constituent pas de véritables manœuvres frauduleuses, s'ils

ne sont appuyés, auprès de la personne qu'ils ont pour but de tromper, ni par un moyen extérieur, ni par l'intervention d'un tiers, ni par une mise en scène quelconque de nature à capter sa confiance; attendu, d'un autre côté, qu'en affirmant mensongèrement que la somme perdue lui appartenait, la veuve Sanier en a imposé sur son droit à ladite somme, mais, qu'à proprement parler, elle ne s'est pas attribué ainsi une qualité, et encore moins une fausse qualité, dans le sens de l'art. 405; d'où il suit que l'arrêt attaqué a faussement appliqué et par suite violé ledit article. » 12 février 1863, nº 45.

Dans une troisième espèce, le nommé Prestrel s'était présenté, comme « étant à la tête d'une maison de commerce très-importante, et ayant besoin de nombreux employés, auxquels il promettait de bons appointements, alors qu'il était dans une très-grande gêne et qu'il ne pouvait plus remplir ses engagements ». Par suite de ces allégations, il avait obtenu des sommes d'argent, billets ou valeurs, à titre de cautionnement. Sur son pourvoi, l'arrêt qui l'avait condamné, fut annulé, « attendu qu'aux termes de l'art. 405 du Code, le délit d'escroquerie ne se constitue que par l'emploi des moyens qu'il spécifie, et que, relativement aux manœuvres frauduleuses, l'un des éléments caractéristiques de l'escroquerie, l'existence de ces manœuvres ne peut résulter de simples allégations mensongères ou exagérées, qui ne sont appuyées d'aucun fait extérieur ou matériel, intervention de tiers ou machinations organisées pour assurer le succès de la fraude. » 18 juin 1863, nº 169. — *Conf.*, 5 décembre 1862, nº 266, 26 décembre 1863, nº 313.

Dans une quatrième espèce, le nommé Jacquet s'était présenté dans un magasin pour y acheter un parapluie. Il avait déclaré qu'il avait des valeurs réalisables et

qu'il paierait le prix de son acquisition dans les premiers jours d'octobre. En disant « j'ai là des valeurs », il avait frappé de la main sur la poche de son habit. Sur son pourvoi, l'arrêt qui l'avait condamné, fut annulé, « attendu qu'aux termes de l'art. 405, le délit d'escroquerie ne saurait exister, si le prévenu n'a usé d'un faux nom, d'une fausse qualité, ou s'il n'a employé des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, etc.....; attendu que de simples mensonges ne peuvent équivaloir à des manœuvres frauduleuses; attendu que l'arrêt attaqué n'a relevé, contre Jacquet, ni l'emploi d'un faux nom, ni l'emploi d'une fausse qualité; qu'il constate seulement que cet individu, en se présentant, le 21 septembre 1863, dans le magasin des époux Rivet-Madrignac pour y acheter un parapluie, a déclaré qu'il avait des valeurs réalisables dans quelques jours, et qu'il paierait le prix de son acquisition dans les premiers jours d'octobre, et qu'en disant : « J'ai là des valeurs », il a frappé avec la main sur la poche de son habit; attendu que, si Jacquet n'a pas dit la vérité en annonçant qu'il avait des valeurs en sa possession, il n'y a eu, de sa part, qu'un simple mensonge; qu'il n'a pas exhibé les prétendues valeurs, et s'est contenté de frapper sur sa poche en disant : « J'ai là des valeurs »; que ce geste, en dehors de toute circonstance, ne pouvait avoir plus d'autorité sur l'esprit de la dame Rivet-Madrignac que les paroles qui accompagnaient, et ne saurait, d'ailleurs, constituer une manœuvre frauduleuse; d'où il suit qu'en déclarant le demandeur coupable d'escroquerie, l'arrêt attaqué a faussement appliqué, et, par conséquent, violé l'art. 405. » 8 septembre 1864, n° 228; 10 décembre 1869, n° 258.

Dans une cinquième espèce, Pierre Portanier s'était

fait souscrire, par le sieur Salin, une lettre de change de cinq cents francs, en échange de laquelle celui-ci avait consenti à ne recevoir en espèces que cent dix-sept francs et à prendre, pour le surplus, une lettre de change de trois cent quatre-vingt-trois francs signée d'un sieur Bourelly. L'arrêt avait constaté que, pour déterminer Salin à accepter cette dernière valeur, Portanier lui avait assuré qu'elle serait payée au moyen de la contrainte par corps, qu'un jugement par défaut avait prononcée contre le souscripteur, « quoiqu'il sût dès cette époque, avait ajouté l'arrêt, qu'il existait une opposition à ce jugement, fondée sur ce que la contrainte avait été mal à propos prononcée ». L'arrêt n'avait énoncé aucune autre manœuvre employée par Portanier pour surprendre la confiance de Salin. Néanmoins il avait condamné l'inculpé aux peines de l'art. 405. Sur le pourvoi de celui-ci, la décision fut annulée, « attendu que cet article n'exige pas seulement que, pour obtenir la remise des fonds, meubles ou obligations, on ait persuadé l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou fait naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique; qu'il exige encore qu'on ait employé pour cela des manœuvres frauduleuses; qu'il ne punit point le simple mensonge ou la simple réticence. » 7 août 1847, nº 178.—*Conf.*, 20 novembre 1862, nº 250; 19 juin 1863, nº 171.

165. Mais si les mensonges ou les réticences sont accompagnés d'une certaine mise en scène, de l'intervention d'un tiers, ou émanent d'une personne dont les paroles, à raison de sa qualité, inspirent la confiance, ils peuvent constituer les manœuvres frauduleuses prévues par l'art. 405.

Dans une première espèce, il était reconnu, par l'ar-

rêt attaqué : 1° que Bouchu avait dit qu'il avait passé des marchés importants et avantageux avec le ministre de la marine et la compagnie du gaz de Lyon; qu'il avait affirmé que la société des mines de Ricamarie, loin d'avoir des dettes, possédait une réserve de 7 à 800,000 francs, que ces mines rendaient de 10 à 20 pour 100; 2° que Bouchu et Guillemin, de complicité, en donnant des actions à divers courtiers pour répandre dans le public que les mines de Ricamarie rendraient des bénéfices considérables, tandis que les actionnaires n'auraient obtenu qu'un dividende de 4 fr. 53 cent. par action, au lieu de 15 fr., avaient obtenu à Lyon la remise de diverses sommes pour des actions à peu près sans valeur. Bouchu et Guillemin furent condamnés, à raison de ces faits, aux peines de l'escroquerie. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que l'on trouve dans cet ensemble de circonstances, indépendamment d'allégations mensongères, des actes qui, constituant une mise en scène pour préconiser et faire agréer, moyennant une somme de 1000 francs, l'une, des actions sans valeur réelle, étaient de nature à faire naître l'espérance d'un événement chimérique ». 4 avril 1862, n° 104.

Dans une seconde espèce, le nommé Lefort, agent d'une compagnie d'assurances, avait fait des affirmations mensongères pour capter la confiance et tromper la bonne foi des souscripteurs. Il avait, en outre, montré à ses dupes des tableaux de répartition, des listes d'assurés, et avait, par ses mensonges et ses procédés, obtenu des espèces ou des effets. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt qui l'avait condamné, fut rejeté, « attendu qu'en faisant résulter de l'ensemble de ces faits les manœuvres frauduleuses prévues par l'art. 405 du Code, l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de cet article ». 24 décembre 1863, n° 308.—

Conf., 27 mars 1857, nº 129 ; 9 avril 1857, nº 144 ; 20 décembre 1862, nº 287 ; 18 décembre 1863, nº 300 ; 27 mai 1869, nº 117 ; 4 juin 1869, nº 129 ; 24 décembre 1869, nº 274.

Dans une troisième espèce, il était établi que « le nommé de Vaubez, voulant se faire remettre une somme d'argent qui ne lui était pas due, vint trouver le nommé Heurteux, avec le dessein arrêté de simuler une vente et lui offrit, au prix de 47 francs chacun, 4 sacs de blé qu'il disait mensongèrement être à sa disposition ; qu'il appuya ce mensonge par la présentation d'un échantillon de blé qu'il tenait à la main ; qu'il indiqua qu'un des sacs était sur le carreau de la halle, où il se trouvait en effet et les trois autres dans les resserts de cette halle, ce qui n'était pas vrai ; qu'après le prix débattu et la vente conclue, de Vaubez, sur la demande de son acheteur, lui donna, comme étant le sien, le faux nom de Morel ; que ce fut encore, sous ce faux nom, qu'à son retour, une heure après, et affirmant, avec mauvaise foi, la livraison comme effectuée, il toucha le prix de 188 francs ». La Cour de Rouen avait vu dans ces circonstances, « un ensemble de manœuvres propres à surprendre la confiance de Heurteux et qui l'avaient déterminé à une remise d'argent, en faisant naître chez lui l'espérance d'un événement chimérique : la livraison du blé ». De Vaubez se pourvut contre l'arrêt de condamnation, et prétendit que cet arrêt avait faussement attribué le caractère de manœuvres frauduleuses à ce qui n'avait été que de simples mensonges et des allégations de mauvaise foi. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il y a dans ces faits plus que de simples mensonges ; qu'on y rencontre une combinaison d'actes extérieurs de nature à surprendre et tromper la bonne foi d'un acheteur, dans ces ventes publiques et rapides

des marchés et des foires ; que l'emploi, qui a été fait ici d'un faux nom, s'il n'a pas été la cause déterminante du marché et de la remise d'argent, et si, à ce titre, il ne constitue pas, par lui seul, l'escroquerie aux termes du 1er paragraphe de l'art. 405, C. pén., est resté du moins l'une des manœuvres caractérisées de la fraude, par le moyen d'impunité qu'il créait pour le demandeur, et l'erreur forcée où il tenait l'acheteur ». 13 juin 1857, n° 227 ; 21 janvier 1869, n° 35 ; 5 février 1869, n° 41.

Dans une quatrième espèce, Charles Albaret, courtier de remplacement, avait déclaré mensongèrement à Ouvraud « qu'il y avait un individu, qui cherchait un remplaçant pour deux années à faire au service militaire et ne voulait donner que 500 francs ; tandis qu'il savait positivement que cet individu donnerait 800 fr., et que le remplacé avait encore cinq ans à passer sous les drapeaux avant d'être libéré ». En outre Albaret avait gardé constamment à vue Ouvraud et l'avait emmené avec lui, sans nécessité, à Saintes, afin de l'empêcher d'apprendre qu'il aurait à servir pendant cinq ans. Cependant le tribunal supérieur de Saintes avait renvoyé Albaret des poursuites. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé, « attendu que ledit jugement se borne à déclarer que ces faits, quelque répréhensibles qu'ils soient, ne sauraient constituer les manœuvres frauduleuses exigées pour caractériser l'escroquerie ; que, par cette appréciation, ce jugement a commis une violation formelle de l'art. 405, C. pén. ». 16 juillet 1852, n° 239.

Dans une cinquième espèce, il était établi que « Cochard, qui était porteur d'un mandat de la veuve Peuvrier, à l'effet de toucher tout ce qui pourrait lui être dû, s'était rendu, le 1er mars 1850, de Paris à Etampes

près de la veuve Peuvrier; qu'il avait faussement allégué à cette femme, simple et illettrée, que la procuration, dont il était investi, se trouvait insuffisante et inefficace, qu'il fallait substituer à cette procuration un acte nouveau; qu'au moyen de cet acte nouveau seul, il assurerait les intérêts de cette veuve, ferait disparaître toutes difficultés, et que, dans le délai de huit jours au plus tard, il apporterait, et verserait en ses mains, les sommes qui lui étaient dues; que, déterminée par ces mensonges, par les protestations d'intérêt de Cochard, par sa présence sur les lieux, par la fausse qualité de simple mandataire qu'il paraissait conserver, la veuve Peuvrier avait consenti à signer l'acte qui la dépouillait, sans même en avoir pris connaissance, et après que Cochard avait eu le soin de diriger et de conduire sa main pour l'apposition de sa signature, acte dont, plus tard, il abusait pour se faire remettre une somme de 800 francs; qu'à l'aide de ces manœuvres frauduleuses et en faisant naître l'assurance d'un remboursement imaginaire et d'un succès chimérique, Cochard s'était fait remettre par la veuve Peuvrier une obligation ou transport qui liait celle-ci, et une somme d'argent; qu'il avait ainsi escroqué partie de sa fortune. » Cochard fut à raison de ces faits déclaré coupable d'escroquerie. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'en trouvant, dans ces faits et circonstances, les éléments du délit d'escroquerie, prévu par l'art. 405 du Code, l'arrêt attaqué en a fait une juste application ». 20 août 1852, n° 291.

Dans une sixième espèce, il était reconnu que « Delhaie, négociant, était hors d'état de faire face à ses engagements; que Watrelot et Paul de Kock, fabricants à Lille, ses correspondants, le savaient si bien qu'ils ne pouvaient obtenir le paiement des dernières livraisons

qu'ils lui avaient faites ; que cependant Delhaie s'adressa à d'autres négociants, dont il était complétement inconnu, qu'il se présenta à eux comme se trouvant en situation prospère, les engagea à s'assurer de sa solvabilité auprès de Watrelot et de Paul de Kock, et leur demanda l'envoi de marchandises ; que ces négociants réclamèrent, en effet, des renseignements de ces derniers, qui mensongèrement, et dans un but de cupidité personnelle, répondirent que Delhaie était toujours exact dans ses paiements et qu'il ne laissait aucun billet en souffrance ». A raison de ces faits Delhaie, Watrelot et Paul de Kock furent déclarés coupables d'escroquerie. Leur pourvoi fut rejeté sur ce moyen : « attendu qu'en décidant que ces faits constituaient les manœuvres frauduleuses, tendant à persuader l'existence d'un crédit imaginaire, l'arrêt attaqué s'était conformé aux principes de la matière ». 24 août 1848, n° 226. —*Conf.*, 18 juillet 1845 ; Dall., 1845, 1, 345; 30 juillet 1846 ; Dall., 1846, 4, 269 ; 24 décembre 1869, n° 274.

Dans une septième espèce, le nommé Hédou avait, à l'aide de mensonges, qu'il avait frauduleusement répandus et fait répandre par des tiers dans le public, obtenu du nommé Queyte un échange. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que, si de simples mensonges ne suffisent pas pour constituer les manœuvres frauduleuses dans le sens de l'art. 405 du Code pénal, il n'en est pas de même, lorsqu'à ces mensonges viennent se joindre des faits quelconques ayant pour objet de leur donner force et crédit ; lorsque, comme dans l'espèce, le prévenu a eu recours à l'intervention de tiers pour confirmer ses allégations mensongères ». 22 juin 1854, n° 200.

Dans une huitième espèce, il était constaté que Salles,

officier de santé, abusant de sa position, s'était fait remettre par la veuve Lacrouste diverses sommes, hors de proportion avec les honoraires auxquels il avait droit, « en lui alléguant que le bruit s'était répandu qu'elle s'était fait avorter, et, en ajoutant qu'il possédait des papiers compromettants pour elle, qu'elle était dénoncée aux autorités, mais qu'il dépendait de lui d'arrêter les poursuites ; enfin, en tenant le même langage au nommé Saint-Jours, qui avait des relations avec la veuve Lacrouste, en le pressant de réunir leurs ressources afin de parer aux éventualités de cette affaire et d'avancer même à cet effet une somme de 400 francs. » Salles prétendit, devant la Cour de cassation, qu'on lui avait appliqué faussement l'art. 405, en ce que l'on avait considéré le simple mensonge, dépourvu d'actes extérieurs, comme constituant le délit d'escroquerie. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, si de simples mensonges ne peuvent, indépendamment de tous autres actes extérieurs, constituer les manœuvres frauduleuses spécifiées dans l'art. 405 du Code pénal, il en est autrement lorsque les allégations mensongères émanent d'une personne, dont les paroles, à raison de sa qualité, inspirent la confiance, ou lorsque l'intervention d'un tiers est venue donner crédit à ces allégations. » 9 janvier 1863, nº 12.

Dans une neuvième espèce, Auguste Pasquier, notaire, chargé par un de ses clients, de lui trouver un placement d'argent réunissant certaines conditions, lui annonça faussement que la personne, qu'il indiquait, présentait ces conditions, provoqua l'envoi d'une procuration, qui l'autorisait à toucher des mains d'un tiers la somme à placer, entretint et confirma l'erreur, qu'il avait accréditée, jusqu'à la délivrance de cette somme qu'il s'appropria. La Cour de cassation rejeta le pour-

voi, qu'il avait formé contre l'arrêt de condamnation, « attendu que tous les éléments constitutifs du délit d'escroquerie se rencontraient dans l'espèce. » 27 février 1843, n° 43. — *Conf.*, 10 février 1855, n° 39.

Dans une dixième espèce, Jean-Baptiste Martin, notaire, ayant besoin de valeurs pour ses affaires personnelles, s'était adressé à deux de ses clients, qu'il savait dans l'embarras; il leur avait donné faussement l'assurance que le sieur Auzilly consentait, par son entremise, à ouvrir à chacun d'eux, un crédit de 15,000 francs. Il avait eu soin de prévenir, entre ses clients et Auzilly, tous rapports, qui auraient révélé la fraude dont il poursuivait l'exécution. Trompés par ces promesses mensongères de nature à leur inspirer confiance, puisqu'elles émanaient d'un officier public, les clients du notaire Martin avaient souscrit des effets en blanc pour une somme de 15,000 fr. chacun et consenti, pour en garantir le paiement, une affectation hypothécaire de pareille somme. Nanti de ces valeurs, Martin les avait employées dans son intérêt personnel, laissant les souscripteurs sous le coup des obligations qu'il leur avait fait contracter. A raison de ces faits, que la Cour d'appel avait constatés, Martin avait été condamné aux peines de l'art. 405. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, loin de violer les dispositions de cet article, la Cour en a fait, au contraire, une juste application ». 15 octobre 1849, n° 285.

Dans une onzième espèce, l'arrêt constatait « 1° que Gery, curé, confesseur et médecin de Rey, avait abusé de l'influence, que lui donnait cette triple qualité sur celui-ci, qui était tout à la fois son paroissien, son pénitent et son malade, pour lui persuader que le moyen le plus sûr d'assurer son bien à l'Église était de lui en faire directement la vente, parce qu'autrement la dona-

tion serait ruineuse, absorbée par les frais ou par l'État; 2º qu'après avoir préparé Rey à cet acte, et lui en avoir fait signer un premier, dans lequel le donateur se réservait l'usufruit, et stipulait la charge de messes anniversaires, Gery en avait fait substituer un second, où la vente était pure et simple; 3° que, pour arriver à cette substitution, l'inculpé avait profité du moment où il était appelé auprès de Rey, alors grièvement malade, pour lui administrer les sacrements, en éloignant un témoin et en faisant signer le second acte, sans en donner lecture, alors qu'il venait de confesser le malade. Le pourvoi, que Gery forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « en droit, attendu que, si des allégations mensongères ne peuvent, par elles-mêmes, former un élément de manœuvres frauduleuses, lorsqu'elles ne se relient pas à d'autres circonstances, qui viennent leur donner un caractère frauduleux, il en doit être différemment quand leur nature dolosive ressort d'actes extérieurs, ayant d'ailleurs, comme dans l'espèce, un caractère plus grave, par suite de l'abus de la qualité ou du titre de celui qui les emploie, pour arriver à s'emparer de tout ou partie de la fortune d'autrui; attendu, en effet, que, si l'usage d'une qualité vraie ne peut constituer, par lui seul, un élément de manœuvres frauduleuses, il ne saurait en être de même de l'abus fait de cette qualité pour imprimer aux allégations mensongères une gravité et une apparence de réalité, propres à commander la confiance et à égarer la volonté de la personne trompée; ...attendu que les circonstances, dans lesquelles le second acte a été signé, l'abus fait par le prêtre de l'influence que lui donnait, sur son pénitent, l'exercice de son ministère dans un moment suprême, le fait d'avoir lacéré le premier acte, dont la représentation eût fait connaître la véritable

intention du donateur, l'éloignement d'un témoin, dont les observations eussent pu éclairer le malade sur la portée de l'acte qu'on lui faisait signer, et, enfin, le défaut de lecture de cet acte, évidemment dans le but d'éviter que Rey ne connût la suppression des deux clauses énoncées dans le premier, étaient des faits extérieurs ou matériels pouvant constituer des manœuvres frauduleuses, surtout en les rapprochant des premiers faits retenus par le juge; attendu que l'arrêt constate, en outre, que, plus tard, Gery a nié le fidéicommis, s'est présenté comme acquéreur sérieux et s'est emparé de la succession de Rey au préjudice de l'Église, à laquelle elle était destinée; attendu, dès lors, qu'en reconnaissant, dans l'ensemble de tous ces faits et de ces diverses circonstances, les éléments constitutifs du délit d'escroquerie, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les dispositions de l'art. 405 du Code pénal, en a fait une juste application ». 3 avril 1857, n° 138.

166. Il ne suffit pas que les manœuvres frauduleuses aient le caractère que je viens d'indiquer, il faut, en outre, qu'elles aient eu lieu pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

167. « Il y a FAUSSE ENTREPRISE, non-seulement dans une entreprise, qui est de tout point chimérique, mais encore dans celle qui, partiellement vraie, présente, dans certaines des parties qui la composent, des circonstances entièrement fausses. » 21 décembre 1860, n° 294.

Le nommé Paur, averti par un intermédiaire, que le capitaine du navire *le Courrier*, en chargement au Havre, à destination de la Vera-Cruz, avait résolu de

perdre son navire en mer, et voulant profiter de ce coupable projet, chargea sur le navire huit caisses de rubans de soie et huit caisses de tresses de paille, marchandises défraîchies et même avariées, d'une valeur de 23,000 fr. au plus, qu'il fit assurer par la compagnie *la Garonne* pour une valeur de 132,000 fr. Le navire s'étant perdu en vue des côtes du Mexique, Paur réclama cette somme de la compagnie d'assurances. Condamné à raison de ces faits par la Cour de Rouen, Paur se pourvut en cassation et prétendit, notamment, que la peine de l'escroquerie avait été appliquée à des faits où ne se rencontrait pas la fausse entreprise. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il y a fausse entreprise, non-seulement quand celle-ci est de tout point chimérique, mais encore, lorsque, ayant un fonds certain, elle présente, dans quelques parties, des circonstances entièrement fausses; que, dans l'espèce, la compagnie croyait assurer des marchandises à destination réelle de la Vera-Cruz, et n'ayant à courir que les risques de la traversée loyale, tandis que le bâtiment était voué à une perte certaine; qu'elle pensait faire une opération reposant sur des bases sincères et dans des conditions qui s'accordaient avec les intérêts légitimes des deux parties, lorsque le risque de l'assuré portait seulement sur des marchandises d'une valeur de 23,000 fr., et la garantie de la compagnie sur une valeur déclarée de 132,000 fr.; que cet ensemble de circonstances a pu être considéré, par la Cour impériale, comme présentant les caractères d'une fausse entreprise; qu'il n'a donc, en cet état, été fait qu'une juste application de l'art. 405, C. pén. » 2 janvier 1863, n° 2.

168. Il y a POUVOIR OU CRÉDIT IMAGINAIRE, dans le cas où l'on s'attribue une autorité ou une influence qu'on n'a pas.

Jean Hepp avait obtenu de plusieurs personnes diverses sommes d'argent, en leur faisant croire qu'il avait le pouvoir et le crédit d'obtenir des mises en liberté ou des acquittements. Le tribunal de Coblentz l'avait renvoyé des poursuites, sous le prétexte « qu'il était invraisemblable qu'un homme tel que Hepp pût avoir quelque influence sur l'esprit des juges qui, d'ailleurs, étaient incorruptibles ». La décision fut annulée, « attendu que, bien loin qu'on pût admettre comme légitime l'excuse que le tribunal de Coblentz a fait résulter de l'incorruptibilité des juges et de l'invraisemblance qu'un homme tel que Hepp pût avoir quelque influence sur leur esprit, ces circonstances prouvaient davantage encore les manœuvres frauduleuses, qui ont dû être employées pour persuader un crédit aussi imaginaire et des espérances aussi chimériques ». 28 mars 1812, n° 76.

Philippe Schouter était prévenu de s'être fait remettre, tandis qu'il était commissaire de police, un billet de 150 florins de Hollande, qui lui avait été payé quelques jours après, sur la promesse de faire placer le conscrit Vankersel dans la garde départementale, de l'y maintenir, et même de l'exempter du service militaire. Le tribunal correctionnel n'avait vu dans ces faits « qu'un simple abus d'une confiance aveugle, mais libre ». Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'en qualifiant ainsi des faits, qui présentaient tous les caractères de l'escroquerie, surtout lorsque l'emploi d'un crédit imaginaire et des espérances chimériques était émané d'un fonctionnaire public, il a donné aux faits une application fausse et partiale ». 25 février 1813, n° 38.

Le nommé Pucheu, prêtre interdit, avait, sans autorisation et contre la volonté de ses chefs directs, élevé

un autel dans son domicile : en outre, il tenait exposés des ornements et des vases d'église; il exhibait des registres contenant des annotations mystérieuses. Il avait pris l'engagement de dire, dans le cours de vingt et un mois, une moyenne de dix-neuf messes par jour, qui lui étaient rétribuées. Parmi les intentions, pour lesquelles ces messes étaient promises, se trouvaient la guérison d'un cochon, d'un âne, d'une mule, le rappel d'un amant infidèle, le gain d'un procès, la découverte d'un objet perdu ou volé, l'expulsion d'un esprit frappeur ; enfin il promettait de soulager ou de guérir tous les maux provenant d'un autre que de Dieu. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu qu'il est déclaré que le prévenu avait la conscience de ne pouvoir remplir les engagements qu'il prenait, et qu'il ne les a réellement pas remplis ». 30 mai 1857, n° 212.

Le crédit imaginaire n'est bien, comme je l'ai dit, que l'influence chimérique. Il ne faut donc pas, comme le tribunal de Blois l'avait cru, le voir dans une supposition de créance.

Gustave Bigot avait feint de négocier à un tiers, demeurant dans une autre place de commerce, certains effets souscrits à son ordre ; et, par suite du non-paiement de ces effets, il avait simulé des comptes de retour et en avait exigé le montant des débiteurs. Le tribunal de Blois lui avait appliqué les peines de l'art. 405, sous le prétexte que les manœuvres, employées par l'inculpé, avaient eu pour but de faire croire à un crédit qu'il n'avait pas, à une créance, consistant dans le recouvrement des droits et frais résultant du compte de retour. Sur le pourvoi de Bigot, le jugement fut annulé, « attendu que le fait, déclaré à la charge du demandeur, consiste à avoir supposé la négociation à un tiers de-

meurant dans une autre place, de certains effets souscrits à son ordre, et par suite du non-paiement de ces effets, à avoir simulé des comptes de retour et en avoir exigé le montant de la part des débiteurs; qu'il n'y a rien, dans ces manœuvres, qui fût de nature à faire naître, dans l'esprit de ceux-ci, l'idée d'un pouvoir imaginaire, ni la crainte ou l'espérance d'un événement chimérique; que le titre apparent, créé par la simulation, constituait une fraude d'un tout autre caractère, et dont la répression ne pouvait être faite que par la voie civile; que vainement le tribunal, afin de se rattacher aux termes de la loi pénale, a dit que les manœuvres, employées par le demandeur, auraient pour but de faire croire au pouvoir, qu'il n'avait pas, d'exiger les droits et frais résultant du compte de retour; que ce n'est pas là le pouvoir imaginaire exigé par la loi; attendu, en conséquence, qu'en condamnant le demandeur aux peines de l'escroquerie, le jugement attaqué a faussement appliqué, et par suite formellement violé l'art. 405, C. pén. » 10 janvier 1845, n° 10.

169. Faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, c'est donner l'espérance ou inspirer la crainte d'un fait heureux ou malheureux, qui ne doit pas se réaliser, d'un droit ou d'une obligation illusoire.

Le nommé Daunou, pour déterminer le sieur Eudes à écrire une quittance de 660 francs, avait déposé sur la table, qui était auprès d'eux, une bourse pleine d'argent. L'arrêt, qui l'avait condamné aux peines de l'art. 405, avait déclaré que « l'inspection de la bourse avait nécessairement inspiré à Eudes l'espoir d'en recevoir le montant ». Il avait ajouté « qu'il résultait de ces faits qu'à l'aide de manœuvres frauduleuses, Daunou était parvenu à inspirer à Eudes l'espérance de recevoir le

montant de la quittance qu'il écrivait, événement devenu chimérique par la mauvaise foi de Daunou, qui a retiré sa bourse, en prenant la quittance ». Le pourvoi de Daunou fut réjeté, « attendu que, par l'arrêt attaqué, celui-ci est déclaré coupable d'avoir, à l'aide de manœuvres frauduleuses, inspiré à Eudes l'espérance d'un succès devenu chimérique par sa mauvaise foi. » 4 septembre 1824, Dall., vº *Vol*, nº 797.

Pierre Gérard, notaire, en présentant les produits de son étude à son successeur, avait dénaturé ces produits. Il avait ajouté frauduleusement des chiffres sur les registres, qui avaient servi de base au traité. Le pourvoi, qu'il forma contre le jugement de condamnation, fut rejeté, « attendu que le jugement attaqué a déclaré, en fait, qu'en présentant les produits de son étude de notaire, par l'acte du 8 septembre 1841, Gérard en avait dénaturé les produits, en ajoutant frauduleusement des chiffres sur les registres, qui avaient servi de base à ce contrat, et s'était servi de manœuvres aussi frauduleuses pour en empêcher la vérification de la part de son cessionnaire; que ce jugement, a, de plus, constaté que le résultat des manœuvres et interpolations avait été de faire croire à l'existence de produits bien plus considérables qu'ils ne l'étaient en effet, et de donner au cessionnaire l'espérance chimérique de profits, qui ne devaient pas se réaliser. » 13 août 1842, nº 205. — *Conf.*, 27 août 1863, nº 232.

Le nommé Dromakaïti avait fait assurer à Marseille, par l'intermédiaire d'un courtier, et moyennant la somme de 190,000 francs, le navire et le chargement du navire *les Trois Sœurs*, lorsqu'il savait, par une dépêche télégraphique, la perte de ce navire. Cependant, il fut renvoyé des poursuites. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'il résulte des dis-

positions combinées des art. 365 et 368, C. comm., que, lorsqu'une assurance a été faite par un assuré qui savait la perte du navire ou des objets assurés, cette fraude n'annule pas seulement l'acte dans ses effets civils ; que, par une déclaration expresse du législateur, il existe alors un délit ; qu'au moyen du mensonge, dont l'assuré a usé envers lui, l'assureur, en effet, a été entraîné dans une erreur invincible ; qu'il a signé la police, croyant que les chances de mer pourraient encore lui être favorables, et déterminé ainsi par l'espérance d'un événement chimérique, que lui déguisaient les manœuvres de l'assuré ; qu'une tromperie si grave, qui peut avoir des résultats désastreux pour la fortune de l'assureur, et qui vicie dans son essence un contrat tout de bonne foi, a été justement assimilée par le législateur au délit de l'art. 405, C. pén. ; qu'aussi, une fois la preuve acquise d'un tel fait, l'art. 368, C. comm., ordonne que des poursuites correctionnelles soient intentées ; que cette disposition impérative de la loi ne peut être purement comminatoire, et conduit à l'application nécessaire et forcée des peines de l'art. 405, C. pén. » 10 juillet 1857, n° 262.

Les frères Blanc avaient mis le sieur Martin en rapport avec le nommé Chastang qu'ils connaissaient. Ils avaient, de concert avec ce dernier, poussé Martin à faire des achats ruineux de marchandises, en lui faisant croire que ces marchandises étaient d'une valeur bien supérieure à celle qu'elles avaient réellement. Les frères Blanc et Chastang furent condamnés, à raison de ces faits, aux peines de l'art. 405. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il résulte du jugement que les frères Blanc étaient les mandataires de Martin pour les opérations auxquelles ils le poussaient, que Martin était présent et adhérait personnellement aux achats, mais

que les frères Blanc s'entendaient avec Chastang pour faire naître dans l'esprit de Martin l'espérance de bénéfices imaginaires et pour obtenir ainsi, de ce jeune homme, la remise de traites ou billets pour des sommes considérables de beaucoup supérieures à la valeur des mauvaises marchandises vendues ». 8 décembre 1833, n° 571.—*Conf.*, 26 décembre 1863, n° 313.

Le nommé Duvignau n'avait fait que promettre, par des prospectus pompeux, des avantages considérables aux petits détaillants. Mais, à raison de ces annonces, il avait obtenu la remise de certaines valeurs. Condamné, pour escroquerie, il se pourvut en cassation et prétendit notamment que la manœuvre frauduleuse n'avait pas eu pour but de persuader un événement chimérique, puisque la société n'était annoncée que comme un projet. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'une entreprise, reconnue mensongère, ne perd pas son caractère d'événement chimérique, par cela seul qu'elle est annoncée comme un simple projet ; que cette circonstance pourrait avoir seulement pour effet d'établir la bonne foi du prévenu, mais que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué déclare qu'il a agi frauduleusement ». 17 juillet 1862, n° 173.

Jean Blanc avait, dans un acte de vente, donné à un tiers la fausse espérance d'un droit illusoire. Il prétendit qu'on lui avait faussement appliqué l'art. 405 du Code pénal, parce que cet article ne peut pas être applicable au dol qui a lieu dans un acte de vente. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les trois caractères du délit d'escroquerie se rencontrent dans les faits spécifiés par l'arrêt attaqué, à savoir le moyen à l'aide duquel ce délit a été perpétré, le but que s'est proposé le coupable, le résultat qu'il a obtenu ; que le moyen réside dans les manœuvres frauduleuses déclarées constantes ;

que ces manœuvres avaient pour but d'abuser le plaignant par la fausse espérance d'un droit illusoire et qu'elles ont eu pour résultat la délivrance d'un titre, dans lequel était stipulé un prix, qui devait être partagé par moitié entre les deux prévenus ; attendu que la vente n'est pas plus exceptée qu'aucun autre fait de l'homme des dispositions générales de la loi pénale relatives à l'escroquerie ; que le dol et la fraude, dont ce contrat peut être entaché, donnent lieu, suivant le plus ou moins de gravité des manœuvres qui les constituent, à une action civile en rescision et en dommages-intérêts ou à une poursuite correctionnelle ; que, dans l'espèce, les juges du fait ont pu voir, dans les manœuvres telles qu'elles ont été par eux appréciées, soit dans leur nature, soit dans l'intention qu'elles révélaient, soit dans leurs conséquences, les éléments essentiels du délit prévu et puni par l'art. 405, C, pén. ». 23 mars 1838, n° 76.

Le nommé Cornilleau était porteur d'un billet à ordre, souscrit par Aubert et endossé par Lhuillier. A l'échéance, l'effet fut payé par le nommé Perrot, en l'acquit d'Aubert, qui en était, comme je viens de le dire, débiteur principal. Par suite, Lhuillier, simple endosseur de ce billet, a été libéré conformément à l'art. 159, C. comm. Cependant Perrot employa des manœuvres frauduleuses pour persuader à Lhuillier qu'il était encore débiteur, et que ses biens seraient saisis et vendus, s'il ne payait pas. Perrot fut poursuivi et condamné à raison de ces faits. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et du jugement de première instance, dont il a adopté les motifs, que le demandeur, dans la quittance subrogatoire à lui donnée par Cornilleau, a déclaré payer en l'acquit d'Aubert, souscripteur et principal endosseur du billet à

ordre, dont Cornilleau était porteur; que, par là, s'est trouvée éteinte l'obligation de Lhuillier, simple endosseur de ce billet, conformément aux dispositions de l'art. 159, C. comm.; que cet article, en effet, ne cesse pas d'être applicable par le fait de la condamnation solidaire, intervenue contre tous les signataires du billet à ordre; que la subrogation, contenue dans la quittance, ne peut s'entendre que dans les termes généraux du droit, à l'égard de celui pour le compte de qui est fait le paiement, et de ceux des signataires contre lesquels il aurait droit de recourir; attendu, en conséquence, que le demandeur n'a jamais été créancier légitime de Lhuillier; attendu, d'un autre côté, qu'il résulte également, de l'arrêt attaqué, que le demandeur savait que Lhuillier n'avait donné qu'une signature de complaisance dans l'intérêt d'Aubert; attendu, enfin, que le demandeur, en exerçant contre Lhuillier des poursuites pour obtenir de lui le remboursement de la somme payée à Cornilleau, a employé des manœuvres que la Cour de Poitiers a justement qualifiées de frauduleuses et qui avaient pour but de lui persuader faussement qu'il était encore débiteur, et que ses biens seraient saisis et vendus s'il ne payait pas; qu'en se faisant ainsi remettre par Lhuillier une somme, dont il savait que celui-ci n'était pas débiteur, il a escroqué, à l'aide des moyens prévus par l'art. 405, C. pén., partie de la fortune dudit Lhuillier, et que la condamnation aux peines portées par ledit article n'en est qu'une légale application ». 13 septembre 1851, nº 386.

170. La Cour de cassation a même admis qu'un fait absurde avait pu faire naître l'espérance d'un succès.

Le nommé Vintras prétendait qu'il avait reçu mission de Dieu, pour annoncer un bouleversement du globe et de grands désastres, dont on pouvait se garantir en se

consacrant à *l'œuvre de la miséricorde*, dont il était le chef. Il affirmait qu'il avait commerce avec les saints, Jésus-Christ et Dieu lui-même. Il avait trouvé des gens assez crédules pour ajouter foi aux espérances, qu'il leur donnait, et en avait reçu des sommes d'argent plus ou moins considérables. La Cour de Caen le condamna pour escroquerie. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, sans violer l'art. 405, C. pén., l'arrêt attaqué a pu voir, dans les faits qui y sont constatés, des manœuvres employées pour persuader un pouvoir imaginaire, l'espérance ou la crainte d'accidents ou d'événements chimériques ». 2 juin 1843, Dall., v° *Vol*, n° 798.

171. La menace d'une dénonciation peut-elle être considérée comme un moyen de faire naître la crainte d'un événement chimérique? Cette question doit se résoudre par une distinction.

Si la menace concerne un crime, un délit ou une contravention, qui aient été commis, elle ne rentre pas dans les prévisions de l'art. 405; car, dans ce cas, la menace n'a rien de chimérique, puisqu'elle repose sur un fait réel.

Le prévenu Poyet avait menacé la femme Lavendier de dénoncer le fils de celle-ci, qui s'était rendu coupable d'un délit de pêche, et, à l'aide de cette menace, avait obtenu de cette femme une certaine somme d'argent. Le tribunal de police correctionnelle renvoya l'inculpé des poursuites par la raison qu'il n'avait pas fait naître la crainte d'un événement chimérique, puisque Lavendier fils était coupable du délit indiqué à sa mère. Le pourvoi du ministère public fut rejeté, « attendu qu'aux termes de l'art. 405, C. pén., l'emploi de manœuvres frauduleuses ne peut constituer le délit d'escroquerie qu'autant que ces manœuvres sont de nature à persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou à faire naître

l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique ; attendu qu'il n'est pas constaté, par l'arrêt attaqué, que les faits, imputés au prévenu, lors même qu'on pourrait les qualifier de manœuvres frauduleuses, et quel que soit d'ailleurs leur caractère d'immoralité, réunissent les conditions ci-dessus spécifiées ; qu'il en résulte même que l'événement, dont était menacée la femme Lavendier, lorsque le prévenu lui disait qu'il dénoncerait son fils, qui serait condamné à 50 francs d'amende pour délit de pêche, était loin d'être chimérique ; qu'il ne faisait que lui rappeler les conséquences vraies ou probables de la dénonciation qu'il pouvait faire ; attendu, dès lors, que ledit arrêt, en décidant que le défendeur ne s'était pas rendu coupable du délit d'escroquerie, et en le renvoyant de la poursuite, a sainement interprété et appliqué les dispositions de l'art. 405 précité ». 6 janvier 1854, n° 7.

Le nommé Baratte, banquier à Rouen, avait dans les mains un billet de cinq cents francs souscrit par le sieur Dillard. Il déclara à celui-ci qu'on prétendait que le billet était faux et, par ce moyen, il en obtint une valeur de 3,000 francs. Baratte fut poursuivi et condamné pour escroquerie ; mais la Cour omit de déclarer que le billet de cinq cents francs n'était pas faux. Sur le pourvoi du condamné, la décision fut annulée, « attendu que, d'après l'arrêt attaqué, Dillard a été déterminé à souscrire le billet de 3,000 francs, objet de la prévention, par des manœuvres frauduleuses, tendant à lui inspirer la crainte de poursuites criminelles, au sujet d'un billet de 500 francs, qu'il avait mis dans le commerce, et qu'on prétendait faux ; que cette crainte n'a pu être considérée par l'arrêt, comme étant celle d'un événement chimérique, qu'autant qu'il aurait été reconnu que le bil-

let de 500 francs, dont il s'agit, n'était point faux, puisque, s'il était faux, les craintes, sous l'influence desquelles Dillard a consenti à souscrire le billet de 3,000 francs, étaient sérieuses et fondées; que cependant l'arrêt ne contient aucune déclaration sur ce point; qu'ainsi tous les caractères, exigés par l'art. 405, C. pén., pour constituer le délit d'escroquerie, ne se trouvent pas constatés par l'arrêt attaqué ». 19 septembre 1840, n° 280.

Si, au contraire, le crime, le délit ou la contravention n'existent pas, la menace de la dénonciation devient punissable, puisqu'elle ne concerne qu'un événement chimérique.

Le nommé Berthe, souscripteur d'un billet à ordre, avait dans le corps et la signature même de ce billet, imité l'écriture du bénéficiaire, dans la pensée d'imputer un faux à celui-ci. L'imputation était mensongère, elle ne présentait, par conséquent, que la crainte d'un danger imaginaire. Le souscripteur de l'effet fut poursuivi et condamné pour escroquerie. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'imitation de l'écriture du bénéficiaire d'un billet à ordre, dans le corps et la signature de ce billet, par celui qui l'a réellement souscrit et signé de son propre nom, n'ayant été effectuée, aux termes de l'arrêt attaqué, que pour faire naître, au moyen de cette fausse apparence, la crainte d'un danger imaginaire, a pu être légalement considérée par cet arrêt, comme constituant, non un fait de faux, mais l'une des manœuvres prévues et punies par l'art. 405, C. pén. ». 31 août 1844, n° 308.

Il en serait de même si l'on menaçait certaines personnes de révéler une correspondance compromettante pour leur honneur, sans avoir cette correspondance à sa disposition. 20 mai 1858, n° 157.

172. Si le jeu est loyal et qu'il y ait, par conséquent, des chances aléatoires de perte ou de gain, l'art. 405 reste sans application. Si le jeu est déloyal et, par conséquent, ne laisse que l'espérance d'un événement tout à fait chimérique, il y a escroquerie, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Henri Bacon avait employé des moyens frauduleux pour assurer le succès du jeu qu'il avait engagé. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt qui l'avait condamné, fut rejeté, « considérant qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le fait, tel qu'il a été déclaré constant, a été accompagné de manœuvres frauduleuses, qui ont fait naître l'espérance d'un succès chimérique ». 30 mars 1847, n° 69. — *Conf.*, 9 juillet 1859, n° 172.

Daumont et Confort avaient été condamnés pour escroquerie, « attendu que, soit en se servant de cartes préparées et marquées, soit en employant des manœuvres frauduleuses de même nature, dont leur dextérité manuelle garantissait le succès, ils faisaient arriver dans leur jeu les cartes, qui leur assuraient le gain des parties ». Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt conclut, des manœuvres ci-dessus détaillées, qu'elles avaient pour but de faire naître chez les joueurs l'espérance d'un événement chimérique, celui du gain de parties, dans lesquelles se trouvaient en réalité supprimées toutes les chances aléatoires, qui constituent le jeu loyal; que ces diverses constatations réunissent les caractères légaux de l'escroquerie ». 16 mars 1860, n° 80.

173. Si un homme de l'art, un officier de santé, par exemple, délivre des remèdes, qu'il sait être ineffi-caces, et fait des prescriptions incapables de produire les bons effets qu'il annonce, il se rend coupable du délit d'escroquerie, comme la Cour de cassation l'a jugé dans

l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi d'Adrien-Félix Charpeaux, « attendu que le demandeur a publié ses prospectus sous son prénom d'Adrien, et dissimulé son nom de famille, sous lequel il avait encouru une condamnation, et que, pour persuader aux malades, qu'il visitait, l'existence d'un pouvoir imaginaire, et l'espérance d'un succès, il a employé des manœuvres frauduleuses, consistant notamment dans la délivrance de remèdes, qu'il *savait* être inefficaces, et de prescriptions incapables de produire les bons effets, qu'il *annonçait*; que ces déclarations mensongères, appuyées de manœuvres frauduleuses, et à l'aide desquelles il a escroqué partie de la fortune d'autrui, ne constituent pas seulement des actes de charlatanisme, mais présentent tous les caractères du délit d'escroquerie ». 5 novembre 1853, n° 532. — *Conf.*, 31 mars 1854, n° 89.

Cependant, je ne dois pas le laisser ignorer, la Cour de cassation s'est montrée moins sévère, en annulant, sur le pourvoi de Victor Gibert, un jugement du tribunal supérieur d'Albi, « attendu qu'il ne résulte d'aucun des faits, reconnus par le jugement attaqué, que Gibert, prévenu d'escroquerie, ait fait usage de faux noms ou de fausses qualités; que, si le délit peut résulter également de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire, ou pour faire naître l'espérance d'un événement chimérique, dans le but de se faire remettre des fonds ou valeurs, ou d'escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui, il faut que les juges reconnaissent et constatent quels sont les faits, qui constituent ces manœuvres frauduleuses, nécessaires pour caractériser le délit; attendu que le jugement attaqué, en constatant seulement que Gibert a fait à des personnes malades des promesses de guérison, qu'il n'était pas en état d'accomplir, ce qui ne constitue

qu'une affirmation mensongère, n'indique aucun autre fait qui puisse être considéré comme une manœuvre ayant le caractère de fraude ; qu'ainsi, en déclarant le prévenu coupable d'escroquerie, le jugement attaqué a fait une fausse application de l'art. 405, C. pén., et en a violé les dispositions ». 21 juin 1855, n° 218.

Je ferai remarquer que cet arrêt paraît avoir résolu une question d'espèce, et non une question de principe.

174. Annoncer et employer le magnétisme animal comme moyen curatif, sans recourir d'ailleurs à aucune manœuvre frauduleuse, ne rend pas passible des peines de l'art. 405, C. pén., comme la Cour de cassation l'a jugé en annulant, sur le pourvoi de Jean Ricard et de Marie Plain, un jugement du tribunal supérieur de Niort, « attendu que l'art. 405 définit le caractère et le but des manœuvres frauduleuses, dont l'emploi constitue le délit d'escroquerie ; qu'il appartient à la Cour de rechercher si les faits, énoncés dans le jugement attaqué, ont été légalement qualifiés ; attendu que ces faits se réduisent, suivant le jugement, d'une part, aux annonces d'un moyen curatif, et, d'autre part, à l'emploi de ce moyen, qui serait le magnétisme ; attendu que, le jugement attaqué ayant reconnu avec raison qu'il n'avait point à s'expliquer sur les mérites et sur les effets du magnétisme animal, il en résultait l'obligation, pour constituer le délit d'escroquerie, imputé aux prévenus, d'établir, à l'aide des faits et des circonstances de la cause, que les manœuvres, par lesquelles ceux-ci auraient voulu persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire, pour faire naître l'espoir d'un événement chimérique, et escroquer ainsi partie de la fortune d'autrui, étaient autres que l'emploi du magnétisme ; et, attendu qu'en dehors de l'emploi de ce système, le jugement attaqué ne signale aucun fait, qui serait de nature à jus-

tifier la qualification du délit d'escroquerie et l'application de la peine; que, néanmoins, il a appliqué l'art. 405, C. pén., en quoi il a été fait une fausse application de cet article ». 18 août 1843, n° 211.

Mais, s'il était établi que les procédés du magnétisme, employés par les inculpés, n'avaient pas produit les résultats promis, et que les inculpés savaient qu'ils ne devaient pas les produire, il y aurait lieu d'appliquer l'art. 405, comme la Cour de cassation l'a reconnu, en rejetant le pourvoi des époux Montgruel, « attendu que l'arrêt attaqué a constaté que les époux Montgruel donnent, à domicile et moyennant la remise de sommes d'argent, des consultations aux personnes, qui ont été ou volées ou victimes de tous autres délits, à l'effet d'amener la découverte des auteurs de ces faits et des objets perdus; que ces indications sont fournies par la somnambule à la suite de scènes magnétiques; que le même arrêt constate que jamais les renseignements, donnés par la femme Montgruel, n'ont amené une découverte réelle et utile, et ont, au contraire, été l'occasion de fréquentes et très-regrettables erreurs; qu'il affirme, en outre, qu'il résulte des débats que les demandeurs, agissant ainsi, s'attribuaient frauduleusement un pouvoir imaginaire; attendu que l'arrêt, se fondant particulièrement sur ce motif que les prévenus étaient de mauvaise foi, et qu'ils savaient que les procédés de magnétisme, par eux employés, ne devaient pas produire l'effet promis, a reconnu et déclaré que toutes les circonstances, qui accompagnaient l'emploi de ces procédés, constituaient les manœuvres frauduleuses tendant à persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire; attendu que cette décision ne contient qu'une appréciation de faits, qui échappe à toute censure de la Cour de cassation, et qu'en appliquant, dans ces circon-

stances, les dispositions de l'art. 405, C. pén., l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de cet article ». 24 août 1855, n° 298. — *Conf.*, 22 août 1861, n° 192; 12 décembre 1861, n° 275.

175. La promesse de faire exempter de jeunes conscrits du service militaire sera-t-elle considérée comme une manœuvre, ayant pour but de persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ou de faire naître l'espérance d'un événement chimérique?

Cette question doit être, ce me semble, résolue par une distinction.

Si la promesse est accompagnée de manœuvres frauduleuses, il est évident qu'elle sera constitutive de l'escroquerie, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Courot et Laglaize père s'étaient rendus auprès de Louis Gouragué et l'avaient prié d'intervenir auprès du conseil de révision pour obtenir la réforme du conscrit Laglaize. Gouragué avait consenti, et avait exigé de Courot et de Laglaize père la promesse d'une somme de 600 fr. en récompense de ses bons offices. Le jour de la révision, Gouragué prévint Courot et Laglaize qu'il ne pouvait leur être utile ; mais quelques instants après, il se mit à la recherche de Courot, l'emmena dans un café, lui dit qu'il avait un moyen de faire réformer Laglaize fils, et lui donna une lettre, que Laglaize père devait remettre au président du Conseil de révision. Il se garda de faire connaître le contenu de cette lettre, dans laquelle, sous le nom de Laglaize père, il se bornait à signaler au Conseil un mal, que Laglaize fils avait à la jambe. Le tribunal correctionnel avait considéré que la remise de la lettre n'avait d'autre objet que de faire croire au crédit, que l'inculpé exerçait sur les membres du Conseil de révision. Il avait, en outre, constaté

que Gouragne, après l'exemption prononcée, avait exigé les 600 fr. qui lui avaient été promis, en assurant énergiquement qu'il en avait fait l'avance au médecin du conseil de révision. Gouragne avait été condamné aux peines de l'art. 405. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, dans ces circonstances, en déclarant que Gouragne avait employé des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire, et, à l'aide de ces manœuvres, escroqué partie de la fortune d'autrui, le tribunal d'Auch, loin d'avoir violé l'art. 405, C. pén., en a fait, au contraire, une juste application ». 24 novembre 1849, n° 326.

Jovith Pick, sans être appelé par Meyer père, s'était rendu au domicile de celui-ci, et lui avait promis de faire réformer son fils, appelé au service militaire, moyennant une somme de 400 fr. Pick, connu de Meyer comme secrétaire de la mairie de Montségur, lui avait parlé de ses relations supposées dans le Conseil de révision. Pick, condamné pour escroquerie, prétendit, devant la Cour de cassation, que, si on pouvait lui imputer des mensonges et des promesses, on ne pouvait lui reprocher des manœuvres frauduleuses. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, si de simples mensonges, des promesses, des réticences, ne suffisent pas, indépendamment de tout acte extérieur et matériel propre à opérer ou à confirmer la persuasion ou à faire naître l'espérance ou la crainte, dans les termes de l'art. 405, C. pén., pour constituer les manœuvres exigées comme élément du délit d'escroquerie ou de tentative d'escroquerie, il est constaté, dans l'espèce, par l'arrêt attaqué, que, antérieurement au 10 mai dernier, date de la réunion du Conseil de révision à Grignan, le prévenu Jovith Pick, sans être appelé par Meyer père, s'est rendu au domicile de celui-ci, et lui

promit de faire réformer son fils, appelé au service militaire, moyennant une somme de 400 fr., dont 100 lui seraient payés avant la réunion du Conseil, et 300 le 1er novembre suivant, et qu'en effet, il se fit remettre par Meyer la première somme de 100 fr. à Montségur, le 27 avril dernier, en lui souscrivant un billet à ordre de pareille somme, qui devait toutefois n'être remboursé que dans le cas où Meyer fils ne serait pas réformé; attendu que l'arrêt attaqué déclare, en outre, que le prévenu, connu de Meyer comme secrétaire de la mairie de Montségur, lui a parlé de ses relations supposées dans le Conseil de révision, de manière à le persuader de l'importance de son crédit et à faire naître en son esprit une espérance chimérique; qu'en ajoutant, à ces allégations mensongères de relations avec les secrétaires ou membres du Conseil de révision, le fait de la souscription d'un billet, qui ne devait être remboursé qu'en cas d'insuccès, cette circonstance était propre à confirmer Meyer dans l'espoir donné, ce qui lui a fait dire : « Pick a le bras long » ; attendu qu'en reconnaissant le caractère frauduleux de la création d'un billet et son influence à l'appui des allégations mensongères du prévenu, l'arrêt attaqué s'est livré à une appréciation, qui appartenait aux juges du fait, et qu'en décidant, par suite, que les promesses et circonstances de fait susrappelées formaient un ensemble de manœuvres frauduleuses, constitutives du délit prévu et puni par l'art. 405, C. pén., ledit arrêt n'a ni faussement interprété, ni faussement appliqué, ni violé ledit article ». 17 septembre 1857, nº 342. — *Conf.*, 7 avril 1859, nº 90; 9 août 1861, nº 176.

La simple promesse deviendrait même un élément du délit d'escroquerie si elle était confirmée par la qualité de celui qui la fait.

Le nommé Guyenot, officier de santé et maire de la commune, avait promis, moyennant la remise d'une certaine somme, de faire exempter un conscrit du service militaire. Condamné pour escroquerie, il soutint, devant la Cour de cassation, qu'on ne pouvait lui imputer qu'un mensonge. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué constate que le nommé Perret, agissant à l'instigation du médecin Guyenot, lui a amené Namiau et Grivel père, ainsi que leurs fils, appelés, par leurs numéros, à faire partie du contingent de l'armée, en leur promettant, ainsi que cela était convenu entre lui et Guyenot, que ce médecin aurait assez d'influence pour obtenir la réforme de ces jeunes gens, qui furent successivement soumis à son examen; que, s'étant chargé de faire valoir de prétendues infirmités pour obtenir leur réforme, le prix en fut discuté et réglé lors d'une seconde visite et déposé, avec l'assistance de Perret, entre les mains d'un tiers, pour être remis au médecin Guyenot, si la réforme était obtenue, et qu'ainsi, par des manœuvres frauduleuses, on avait persuadé aux nommés Namiau et Grivel l'existence d'un crédit imaginaire de l'auteur de la fraude, ainsi que l'espérance d'un succès chimérique, pour obtenir une remise de fonds, dont les nommés Guyenot et Perret n'auraient pu profiter, par des circonstances indépendantes de leur volonté; attendu que ces faits, constituant la tentative d'escroquerie telle qu'elle est définie et punie par les art. 2, 3 et 405, C. pén., justifient l'application des dispositions de ces articles ». 9 mai 1851, Dall.1851.5.232. — *Conf.*, 17 juillet 1851, *ibid.*

L'escroquerie n'en subsisterait pas moins dans le cas où la réforme aurait eu lieu, si elle avait été prononcée pour un fait indépendant de la volonté de l'inculpé.

Le nommé Squirolis s'était présenté à Saint-Amand, comme ayant assez de crédit pour faire réformer les jeunes gens qui tombaient au sort. Il s'était dit lié avec le capitaine de recrutement. Plus tard, Lacoste père, dont le fils était tombé au sort, demanda à Saint-Amand s'il connaissait quelqu'un qui pût l'aider à faire exempter son fils. Saint-Amand lui indiqua Squirolis chez lequel il le conduisit. Squirolis promit de faire exempter le jeune conscrit moyennant une gratification de 800 fr. Lacoste fils fut conduit par l'inculpé chez un chirurgien, qui le visita et reconnut qu'il était atteint d'un varicocèle, qui le mettait dans le cas de réforme. Lacoste fils fut, en effet, exempté à raison de cette infirmité. Squirolis fut poursuivi et condamné aux peines de l'art. 405. Il se pourvut en cassation et prétendit, d'une part, qu'il ne s'était livré à aucune manœuvre frauduleuse, et, d'autre part, que son intervention n'avait pas été inefficace, puisque Lacoste fils avait été réformé. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les trois circonstances, essentiellement constitutives du délit d'escroquerie, se rencontrent dans les faits déclarés constants par l'arrêt attaqué, et spécifiés dans le jugement, dont cet arrêt a adopté les motifs ; attendu : 1° que les manœuvres frauduleuses résultent, soit des démarches, attribuées au demandeur, et qui avaient pour objet la vérification des causes de réforme du sieur Lacoste, soit des moyens, par lui employés pour accréditer la supposition de l'intimité de ses rapports avec les membres du Conseil de révision ; attendu : 2° que ces manœuvres et l'emploi de ces moyens tendaient à persuader l'existence d'un crédit imaginaire, et faire naître l'espérance d'un succès, qu'il ne dépendait pas du demandeur de réaliser ; attendu : 3° que le demandeur a ainsi escroqué partie de la fortune d'autrui, puisqu'il s'est fait re-

mettre la somme, qui devait être le prix de sa prétendue entremise ». 22 août 1834, Dall., v° *Vol*, n° 813.

La difficulté devient plus sérieuse, si la promesse n'a pas été accompagnée de manœuvres frauduleuses, et si elle émane d'un individu, qui n'avait pas de qualité, propre à faire croire qu'elle pouvait aboutir.

Dans ce cas, j'incline à penser qu'il n'y a pas escroquerie. En effet, si l'on est parvenu à persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou à faire naître l'espérance d'un succès chimérique, c'est sans recourir à l'emploi de manœuvres frauduleuses et sans abuser d'une qualité propre à inspirer la confiance. La Cour de cassation paraît avoir partagé cette manière de voir, dans son arrêt du 11 novembre 1847.

Choisy, conducteur de voiture publique, rencontrant François Couillaud dans une auberge à la Rochelle, lui avait dit que les temps étaient bien changés, que la confiance était perdue, qu'autrefois, il avait gagné de l'argent, en faisant réformer des conscrits, parce qu'en sa qualité de voiturier, il conduisait les membres du Conseil de révision au lieu de leurs réunions, et les connaissait tous particulièrement, et que, pour faire réformer deux ou trois jeunes gens par canton, il suffisait de lui remettre le numéro de ceux-ci. Quelque temps après ce propos, une somme de 40 à 50 fr. avait été donnée à Choisy par un sieur Chaillon, dont le fils avait été réformé, et dont le numéro avait été remis, avant la révision, par Couillaud au voiturier. François Couillaud et Pierre Couillaud, son frère, avaient de nouveau parlé de la haute influence de Choisy à un sieur Bobin, dont le fils était conscrit, et Bobin leur avait confié, pour être donnée à Choisy, une somme de 400 fr. Choisy avait dit aux frères Couillaud, qui lui remettaient les sommes, versées par Chaillon et Bobin

que « ceux-ci n'avaient pas été généreux, et que ces messieurs n'avaient pas été contents », mais ce propos de Choisy aux frères Couillaud n'avait pas été répété à Bobin et à Chaillon. A raison de ces faits, le tribunal de Jonzac avait condamné Choisy comme coupable du délit d'escroquerie, et les frères Couillaud comme complices du même délit. Sur l'appel des prévenus, le tribunal supérieur de Saintes les avait relaxés des poursuites. Le pourvoi du ministère public fut rejeté, « vu l'art. 405, C. pén. ; attendu que cet article exige, pour constituer le délit d'escroquerie, non-seulement que l'auteur de l'action se soit prévalu d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, mais encore qu'il ait employé des manœuvres frauduleuses ;..... attendu qu'il ne suffisait pas que des propos étranges aient été tenus entre les prévenus, quel que soit leur caractère, pour constituer l'escroquerie, lorsqu'ils sont restés ignorés des personnes qui ont été trompées ; qu'il est indispensable que la crédulité de ceux-ci ait été abusée à l'aide des moyens frauduleux indiqués à l'art. 405, C. pén. ; attendu que le tribunal de Saintes, en déclarant que les faits, ainsi énoncés dans le jugement du tribunal de Jonzac, ne réunissaient pas les éléments de criminalité exigés par ledit article, qu'on n'y voyait pas les manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à ceux, qui ont livré leur argent, à l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, n'a point violé cette disposition pénale ». 11 novembre 1847, Dall.1847.4.235.

Cependant, la même Cour semble s'être montrée plus sévère dans quelques-uns de ses arrêts. Dans celui du 9 juillet 1813, Dall., v° *Vol*, n° 814, elle juge « que l'individu qui se fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, quittances ou décharges, sous la promesse chimérique

de soustraire un conscrit au service militaire, auquel il est appelé, ne commet pas un autre délit que le délit d'escroquerie, prévu et puni par l'art. 405, C. pén. » Dans celui du 4 avril 1839, Dall., *ibid.*, elle juge « qu'il ressort de la déclaration de fait du jugement du tribunal d'Alais, auquel se réfère l'arrêt attaqué, que les manœuvres frauduleuses, reconnues constantes par cet arrêt, consistaient dans l'acceptation, de la part du prévenu, des sommes, qui devaient être le moyen et le prix de la libération des jeunes gens soumis à la loi du recrutement ; acceptation précédée de la convention, plus ou moins explicite, de la destination de ces sommes et du titre auquel l'offre, qui en était faite au prévenu, était par lui agréée ; qu'en attribuant à cette circonstance, ainsi caractérisée, le double effet d'avoir persuadé l'existence d'un crédit imaginaire, et accrédité l'espérance d'un succès chimérique, la Cour de Nîmes a qualifié, conformément à la loi, les faits dont l'appréciation lui était déférée ».

Si ces arrêts ne doivent pas se compléter par des faits, qu'ils n'indiquent pas, je ne les crois point juridiques. Les circonstances, qu'ils énoncent, sont, il est vrai, suffisantes pour démontrer que le prévenu a pu persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou faire naître l'espérance d'un événement chimérique, mais la loi exige quelque chose de plus. Elle veut que ces résultats aient été obtenus par l'emploi de manœuvres frauduleuses, et rien n'indique, dans ces arrêts, qu'on y ait recouru. Je crois donc que l'arrêt du 11 novembre 1847, que j'ai cité ci-dessus, est plus conforme aux principes que ceux de 1813 et de 1839.

176. Pour devenir l'un des éléments du délit d'escroquerie, est-il nécessaire que les manœuvres frauduleuses soient de nature à *compromettre la prudence et la*

sagacité ordinaires? Ne suffit-il pas, au contraire, qu'elles aient trompé la crédulité de celui qui en est l'objet?

Sous l'empire de la loi des 17-22 juillet 1791, la Cour de cassation a jugé « qu'il ne peut y avoir lieu à l'application de l'art. 35 du titre II de cette loi qu'autant qu'il a été fait emploi de moyens de nature à compromettre la prudence et la sagacité ordinaires ». 13 mars 1806, nº 41.

Elle a reproduit la même idée dans ses arrêts des 23 avril 1807, nº 83, et 2 août 1811, nº 109.

Je ne crois pas que cette jurisprudence doive être suivie. Ma raison me dit que la manœuvre frauduleuse devient punissable aussitôt qu'elle trompe celui auquel elle s'adresse. Autrement, la loi ne garantirait guère ceux qu'elle doit surtout protéger.

177. Il faut enfin, pour que les manœuvres frauduleuses soient constitutives de l'escroquerie, qu'elles aient été la cause directe et immédiate de la remise de la valeur ou de l'objet convoité. Il faut, comme le dit l'art. 405, que ce soit par l'un des moyens, qu'il vient d'énumérer, qu'on ait escroqué la totalité ou une partie de la fortune d'autrui.

Le nommé Ozanne avait proposé au sieur Réhal d'échanger leurs deux chevaux. Réhal demanda, avant de conclure le marché, que son cheval fût retiré des brancards de sa voiture et remplacé par celui d'Ozanne. Ozanne y consentit. Lorsque son cheval fut attelé à la voiture de Réhal, le cheval de celui-ci fut abandonné sur la grand'route. Un orage survint. Réhal pria Ozanne de mettre son cheval à l'abri pendant qu'il essaierait celui qui avait été attelé à sa voiture. Le cheval de Réhal fut conduit dans l'écurie d'Ozanne. L'essai n'ayant pas satisfait Réhal, ce dernier voulut reprendre son cheval. Ozanne s'y refusa et le garda. Ozanne fut poursuivi et

condamné pour escroquerie. Je faisais le service de la chambre criminelle lorsque son pourvoi s'y présenta. Je remarquai que, s'il résultait de l'arrêt attaqué qu'il y avait eu des manœuvres frauduleuses pour faire naître l'espérance d'un bon échange entre les deux chevaux, c'est-à-dire d'un succès, que, si l'inculpé s'était fait remettre le cheval de Réhal et avait, ainsi, escroqué en partie la fortune d'autrui, il n'en résultait pas et ne pouvait pas en résulter que la remise de l'objet escroqué eût été obtenue par suite de la manœuvre frauduleuse, puisque si le cheval de Réhal avait été déposé dans l'écurie d'Ozanne, et, par conséquent, remis à celui-ci, c'était à raison de l'orage qui était survenu. J'estimai donc que l'arrêt devait être annulé. Il le fut en effet, « attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que c'est sur la demande de Réhal que son cheval a été envoyé dans l'écurie d'Ozanne à cause du froid qui régnait, et sans qu'Ozanne, par conséquent, ait pu en rien préparer ce résultat ». 4 août 1864, n° 210. — *Conf.*, 7 avril 1859, n° 90.

178. Le deuxième élément du délit, que j'examine, consiste à se faire remettre ou délivrer, ou tenter de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges.

179. Sous l'empire de l'ancien art. 405, on discutait vivement le point de savoir s'il était nécessaire, pour constituer la tentative du délit d'escroquerie, que la chose convoitée eût été remise, ou s'il suffisait que des manœuvres frauduleuses eussent été employées pour en obtenir la délivrance.

La Cour de cassation avait varié sur la question.

Elle avait jugé, d'abord, dans son arrêt du 24 février 1827, n° 43, que « la remise des fonds ou obligations

représentatives de leur valeur est, en pareil cas, la consommation même du délit; que l'art. 405 ne se contente pas de punir celui qui, par l'un des moyens énoncés, a escroqué la totalité ou partie de la fortune d'autrui, mais qu'il étend sa sévérité sur celui qui, par l'emploi de l'un des mêmes moyens, a tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, d'où il résulte qu'il suffit que l'emploi de l'un desdits moyens soit constaté en fait, pour qu'il y ait tentative de commettre le délit; que déclarer la non-existence de la tentative, restée sans exécution, c'est exiger la consommation même du délit, puisque la tentative, accompagnée de l'exécution, est le délit consommé ».

Mais les chambres réunies adoptaient l'opinion contraire dans leur arrêt du 29 mars 1828, Dall.1829.1. 44, et la chambre criminelle appliquait la même doctrine dans ses arrêts des 23 janvier 1829, J. Pal., à sa date; 6 septembre 1839, n° 293; 4 mars 1842, n° 52; 20 juin 1845, n° 200.

Dans le mois de janvier 1846, les sections réunies furent, de nouveau, saisies de la question. Il s'agissait d'escroqueries commises au jeu par une bande de malfaiteurs. Des sommes considérables avaient été perdues et réglées, mais n'avaient point été payées. Les chambres réunies revinrent, ce jour-là, à la jurisprudence de 1827. Elles admirent « que la cause présentait tous les caractères de la tentative d'escroquerie, telle qu'elle est définie par l'art. 405, C. pén., combiné avec les art. 2 et 3 du même Code, lesquels sont l'expression du droit commun et la loi de la matière ». 20 janvier 1845, n° 24.

Les chambres réunies appliquèrent les mêmes principes dans leur arrêt du 30 mars 1847, n° 69; la chambre criminelle dans son arrêt du 20 mai 1858,

nº 157 ; puis elle les abandonna dans l'arrêt du 11 octobre 1860, nº 223.

La loi du 13 mai 1863 crut devoir mettre un terme aux incertitudes de cette jurisprudence. Il résulte de la nouvelle disposition, qu'elle a introduite dans l'art. 405 du Code, que la tentative du délit existe, dès que l'inculpé, soit en faisant usage de faux nom ou de fausse qualité, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, a tenté de se faire remettre une des choses énumérées dans cet article.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi des nommés Fléau, Lancelevé et Nélaton, « attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué, que Nélaton, Lancelevé et Fléau ont conjointement tenté de se faire remettre une somme de 4,000 fr. par Dischneider et Begney, en présentant à l'escompte des billets à ordre, souscrits par Nélaton à Fléau, endossés en blanc par celui-ci, et remis à Lancelevé pour qu'il en opérât la négociation, en donnant l'indication mensongère de l'avenue d'Antin, nº 1, adresse du docteur Nélaton, comme celle du lieu de paiement, et faisant ainsi croire que le docteur Nélaton était en réalité le souscripteur de ces billets ; que les faits, ainsi constatés, constituent les manœuvres frauduleuses prévues par l'art. 405, C. pén., puisque l'énonciation de l'adresse du docteur Nélaton, au bas des billets, comme lieu de paiement, était de nature à persuader aux escompteurs que ces billets émanaient de ce dernier, et, par conséquent, à créer un crédit imaginaire ; que les mêmes faits pouvaient, en même temps, être considérés comme élémentaires de la tentative lé-

gale; qu'en effet, si les tribunaux correctionnels sont tenus de constater les faits constitutifs de cette tentative, notamment en matière de tentative d'escroquerie, cette constatation résulte suffisamment des énonciations de l'arrêt, puisque cet arrêt déclare que les prévenus avaient remis les billets, frauduleusement rédigés, à des escompteurs, pour en faire la négociation, et qu'aucun fait n'est énoncé qui puisse faire croire que, postérieurement à cette remise, l'intention frauduleuse des prévenus se fût modifiée ». 19 novembre 1863, n° 273.

180. La deuxième condition du délit est donc qu'il y ait eu remise ou délivrance de l'objet convoité ; mais la loi n'exige pas que la remise ait été faite directement à l'auteur de l'escroquerie; et encore moins, que celui-ci en ait profité personnellement. Il importe donc peu que la remise ait eu lieu entre les mains de l'inculpé ou d'une tierce personne, et que l'inculpé ait ou n'ait pas profité du délit, dès qu'un préjudice a été causé à autrui.

Dans une première espèce, l'objet escroqué n'avait pas été remis entre les mains d'Auguste Villa et d'Etienne Rouquette, véritables auteurs de l'escroquerie. A raison de cette circonstance, ils furent renvoyés des poursuites. Mais, sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé, « attendu que l'art. 405, C. pén., en spécifiant, comme l'un des éléments essentiels du délit ou de la tentative du délit d'escroquerie, la délivrance ou remise de fonds, meubles, obligations, billets, promesses, quittances ou décharges, n'a pas exigé que cette délivrance ou remise fût opérée dans les mains de l'auteur du délit ou de la tentative ou dans celles de ses complices ; attendu que, dans l'espèce, le jugement attaqué constate le dépôt d'une somme ou d'un billet entre les mains d'un tiers,

dépôt, qui aurait eu pour objet la rémunération éventuelle d'un service promis sur la foi d'une fausse qualité, et qui n'avait eu lieu que par suite de manœuvres frauduleuses tendantes à persuader l'existence d'un crédit imaginaire ; attendu que le fait de ce dépôt, rapproché des circonstances qui l'ont amené, réunit tous les caractères légaux de la tentative d'escroquerie ; que, s'il n'a pas assuré aux prévenus Villa et Rouquette le bénéfice illicite, qu'ils en attendaient, c'est à raison de ce qu'un événement, auquel leur volonté est restée étrangère, n'a pas favorisé leur conception de fraude ; mais que le propriétaire des valeurs déposées ne s'est pas moins dessaisi de ses valeurs, et que cette remise en mains tierces devait, dans la commune intention des parties, produire les mêmes effets que si elle avait été effectuée dans les mains de ceux qui l'ont obtenue ; qu'ainsi, en n'appliquant pas aux faits, par lui reconnus constants, la peine prononcée par l'art. 405 précité, le tribunal de Mende a violé ledit article ». 9 mars 1837, n° 74. — *Conf.*, 27 mars 1857, n° 129 ; 26 mars 1863, n° 97.

Dans une autre espèce, le nommé Giraud, auteur de l'escroquerie, n'en avait pas profité. Néanmoins, la Cour de Bordeaux le condamna. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il importe peu que l'escroquerie profite ou non à celui qui la commet, si elle porte préjudice à celui qui en est victime ». 26 décembre 1863, n° 313. — *Conf.*, 27 mars 1857, n° 129.

181. La remise ou délivrance doit, aux termes de l'art. 405, avoir pour objet des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges.

Cette énumération n'est que démonstrative. On doit considérer que l'escroquerie est constituée par la re-

mise ou la délivrance de toutes choses, pouvant avoir pour résultat de porter une atteinte quelconque à la fortune d'autrui.

C'est ce qui résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Dans une première espèce, les nommés Hébert avaient obtenu de leur adversaire, à l'aide de l'un des moyens énoncés dans l'art. 405, la remise d'un acte, contenant une déclaration qui pouvait servir au gain d'un procès. Le tribunal d'Evreux les renvoya des poursuites, sous le prétexte que cette remise n'était pas comprise parmi celles que prévoyait l'art. 405. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé, « attendu que le tribunal correctionnel des Andelys a déclaré Hébert père et fils coupables d'avoir tenté d'escroquer partie de la fortune de Parmentier et consorts, à l'aide d'une disposition, qu'ils avaient obtenue d'eux par l'intermédiaire de Baudot, qui s'était présenté à eux comme étant le clerc de leur avoué, Me Durais, et en leur annonçant que cette pièce était utile pour le gain du procès, qu'ils soutenaient contre Hébert père ; qu'en conséquence de cette déclaration, il a condamné Hébert père et fils aux peines fixées par les art. 405 et 463, C. pén. ; qu'il a renvoyé Baudot de l'action du ministère public, comme ayant agi de bonne foi ; attendu que, sur les appels respectifs, le tribunal correctionnel supérieur d'Evreux a adopté les motifs des premiers juges en ce qui concerne Baudot, et a infirmé leur jugement, relativement à Hébert père et fils, par l'unique motif que, des termes de l'art. 405, combinés avec ceux de l'art. 407, il résultait que, dans le mot *disposition*, le législateur n'avait cru comprendre que la transmission quelconque d'une propriété ou d'un droit, et non pas tout acte pouvant compromettre la fortune d'autrui ; d'où il suivait que les

premiers juges avaient fait une fausse application de la loi ; qu'en motivant ainsi sa double décision, ce tribunal a tenu pour constants les faits déclarés par les premiers juges, et n'a fondé son jugement, à l'égard des demandeurs, que sur une interprétation de l'art. 405, qu'il appartient à la Cour d'apprécier ; attendu que les expressions *obligations*, *dispositions*, *promesses ou décharges* qu'emploie cet article, sont générales et absolues ; qu'elles embrassent tous les actes, dont peut résulter un lien de droit, et à l'aide desquels on peut préjudicier à la fortune d'autrui ; que la déclaration, faite en justice par la partie, oblige celui de qui elle émane ; que l'acte, surpris à Parmentier et consorts et signifié à la requête d'Hébert père à leur avoué, contenait de leur part déclaration que le passage dans la propriété et la jouissance duquel ils se plaignaient, par leur demande en justice, d'avoir été troublés, avait toujours été libre, et désaveu de tout soutien contraire; que cet acte était de nature à influer, d'une manière appréciable à leurs intérêts, sur le jugement de la demande en dommages-intérêts, qu'ils avaient formée, et sur la décision à intervenir relativement aux dépens; attendu, dès lors, que le fait de se faire remettre cet acte, à l'aide d'un des moyens énoncés en l'art. 405, constituait, de la part des demandeurs, le délit prévu par cet article; que cependant, le tribunal d'Evreux a refusé de leur en faire l'application ; en quoi il a méconnu, en les restreignant, les dispositions ci-dessus dudit article, et les a formellement violées ». 29 novembre 1838, n° 370.

Dans une seconde espèce, Jean Blanc s'était fait remettre un acte de vente. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt qui l'avait condamné, fut rejeté, « attendu que la délivrance d'un acte de vente, renfermant une stipula-

tion de prix, rentre dans la remise des valeurs de toute nature énoncée dans l'art. 405 du Code ». 23 mars 1838, n° 76. — *Conf.*, 22 juin 1854, n° 200.

Dans une troisième espèce, c'était un blanc seing dont les nommés Relave et Gallien avaient obtenu la remise. Le pourvoi, qu'ils formèrent contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que la remise de blancs seings peut être la matière d'une escroquerie comme tout acte susceptible d'emporter obligation ». 7 avril 1854, n° 101.

Dans une quatrième espèce, le nommé Pujol *dit* Machou s'était fait remettre des jugements par défaut devenus définitifs faute d'opposition de la part des débiteurs. Condamné pour escroquerie à raison de ce fait, il prétendit, devant la Cour de cassation, qu'il n'avait pas obtenu la délivrance de titres ou d'obligations. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les jugements par défaut, devenus définitifs faute d'opposition de la part des débiteurs, constituent des obligations et des titres qui leur sont préjudiciables. » 24 mars 1855, n° 109.

Dans une cinquième espèce, c'étaient des souscriptions de titres que les inculpés avaient obtenues à l'aide de l'un des moyens spécifiés par l'art. 405. Ils prétendirent, devant la Cour de cassation, que l'obtention de ces souscriptions ne pouvait pas rentrer dans les remises ou délivrances, dont il est question dans cet article. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que cette disposition atteint, par la généralité de ses termes, la souscription d'actes publics ou privés, obtenue par les moyens qu'elle détermine, aussi bien que la remise de sommes ou valeurs ». 27 mars 1857, n° 129. — *Conf.*, 7 avril 1859, n° 90 ; 24 décembre 1863, n° 308 ; 26 décembre 1863, n° 312.

182. Mais, si l'inculpé n'avait obtenu qu'une pro-

messe verbale, il ne se serait pas fait remettre ou délivrer une des choses énumérées en l'art. 405, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

La Cour de Montpellier avait déclaré les nommés Roudès et Pagès « coupables d'escroquerie, pour avoir, à l'aide des moyens énoncés en l'art. 405, obtenu des nommés Benoist et Ollier la promesse verbale de sommes d'argent ». Sur le pourvoi des condamnés, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'il manquait de l'un des éléments de l'escroquerie ». 4 mars 1842, n° 52.

Si, même depuis la loi du 13 mai 1863, les faits, imputés à Roudès et Pagès, ne peuvent pas constituer le délit d'escroquerie, il est clair qu'ils peuvent et qu'ils doivent, s'ils satisfont d'ailleurs aux conditions de l'art. 405 du Code, présenter le caractère de la tentative du délit, puisqu'ils doivent avoir pour conséquence finale d'obtenir une remise effective de valeurs ou d'argent.

183. La troisième condition du délit, c'est qu'il y ait escroquerie ou tentative d'escroquerie de la totalité ou d'une partie de la fortune d'autrui. En effet, si l'on n'avait recouru, à l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité ou à l'emploi de manœuvres frauduleuses, que pour reprendre la possession d'une chose, dont on est propriétaire, on aurait pu, suivant les circonstances, faire un acte blâmable, mais assurément, on ne se serait pas rendu coupable d'escroquerie. Par conséquent, les tribunaux correctionnels doivent, à peine de nullité, déclarer l'existence de cet élément du délit, comme la Cour de cassation l'a jugé dans ses arrêts des 26 avril 1811, n° 65, et 1er octobre 1814, n° 35.

184. Le délit ne cesserait pas d'exister parce que l'auteur de l'escroquerie aurait restitué la chose, qui lui avait été remise. Il pourrait y avoir, dans cette restitu-

tion, une preuve de repentir, dont les tribunaux auraient à tenir compte à l'inculpé; mais le fait accompli ne perdrait pas sa valeur juridique, et devrait, par conséquent, être réprimé, comme la Cour de cassation l'a jugé, en annulant l'arrêt de la Cour de justice criminelle du département de la Stura, « attendu : 1° que l'action publique est indépendante de l'action et des intérêts des parties civiles; qu'ainsi, elle peut être intentée et poursuivie, nonobstant le désintéressement de la partie civile; que, dès lors, l'arrêt, après avoir reconnu comme constants les faits établis par le jugement de première instance, à l'égard de Tropigny, et en l'acquittant par le motif qu'il avait restitué la somme indûment perçue avant toute poursuite judiciaire, a contrevenu aux lois, qui règlent l'exercice de l'action publique, et l'art. 35 du titre II de celle du 22 juillet 1791, qui réprime les délits commis par dol, abus de crédulité, à l'aide d'espérances chimériques ou de crédit imaginaire ». 6 septembre 1811, n° 127.

Les principes de cet arrêt, rendu sous la loi des 19-22 juillet 1791, sont évidemment encore vrais sous la législation actuelle.

185. L'escroquerie est punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs. Les coupables peuvent, en outre, être interdits pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du Code.

186. La preuve des faits constitutifs de l'escroquerie peut toujours avoir lieu par témoins. En effet, d'après l'art. 1348, C. Nap., la règle de l'art. 1341 du même Code, qui n'admet la preuve testimoniale que dans le cas où il s'agit d'une chose n'excédant pas la valeur de 150 fr., n'est applicable, ni au cas où il y a eu dol ou

fraude, ni à celui où il a été impossible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation.

Cette vérité a été reconnue par la Cour de cassation dans des espèces remarquables.

Dans une première espèce, X... avait en sa possession, depuis environ quinze ans, plusieurs effets, qui lui avaient été souscrits par L..., alors que tous deux étudiaient le droit à Paris, et qui s'élevaient à la somme de 203,000 fr. La plus grande partie de ces billets avaient pour cause des dettes de jeu. Le 1er juillet 1837, le souscripteur assigne X... pour voir dire que les effets, dont il est porteur, seront annulés. Un jugement par défaut accueille cette demande et déclare L... libéré. Toutefois les parties consentent à entrer en arrangement, et choisissent, pour arbitre de leur différend, un parent commun. Le 1er octobre 1837, elles se rendent au lieu fixé pour la réunion. Mais à peine X... eut-il remis les billets entre les mains de l'arbitre, que L..., s'étant précipité dessus, les lacéra, et chercha même à en avaler les morceaux. Le 2 octobre 1837, une plainte en destruction de titres est déposée contre L... Mais X..., sur la proposition d'une transaction, qu'il aurait lui-même provoquée par l'intermédiaire de plusieurs personnes, consent à retirer sa plainte. Et effectivement, une transaction par acte authentique est passée entre les parties, dans laquelle L... se reconnaît débiteur, au profit de X..., d'une somme de 3,150 fr., à lui légitimement due. Cependant, et nonobstant la transaction et le retrait de la plainte, une procédure criminelle pour destruction de titres fut poursuivie d'office par le ministère public contre L... Une ordonnance de non-lieu est rendue à l'égard de ce dernier. Mais sur la réquisition du ministère public, X... est renvoyé lui-même par cette ordonnance devant le tribunal correctionnel, sous

la prévention de délit d'escroquerie, sur le fondement qu'avant la transaction, il avait employé des manœuvres frauduleuses, pour obtenir la somme y portée, soit en répandant dans le public, après la lacération des titres, que L... allait être arrêté, soit en portant plainte contre lui, soit en s'adressant à plusieurs personnes pour obtenir un arrangement. Condamné à raison de ces faits, X... prétendit, devant la Cour de cassation, que, les conventions, légalement formées, faisant la loi des parties, et les actes authentiques, faisant pleine foi sans que la preuve testimoniale puisse être invoquée contre et outre leur contenance, ces dispositions se trouvaient enfreintes par l'arrêt de condamnation, qui avait admis qu'on pouvait, à l'aide de la preuve par témoins, attaquer une transaction, revêtue du caractère authentique et dans laquelle une partie avait reconnu devoir légitimement une certaine somme à l'autre. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les conventions ne font la loi des parties qu'autant que leur consentement n'est pas vicié par une des causes mentionnées en l'art. 1009, C. civ., au nombre desquelles se trouvent le dol, et, par conséquent, l'escroquerie, qui n'est qu'une espèce particulière de dol; que les manœuvres constitutives du dol, qui a déterminé le contrat, peuvent être prouvées par toutes les preuves légales, même par témoins, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les contrats passés devant notaire et ceux qui ne résultent que d'actes sous seing privé ». 23 novembre 1838, Dall., vº *Obligation*, nº 4936.

Dans une seconde espèce, Pierre Pluchart était prévenu d'escroquerie à l'occasion de deux billets à ordre, l'un de 2,060 fr., l'autre de 300 fr. Il se pourvut contre l'arrêt, qui l'avait condamné, et prétendit qu'en admettant la preuve testimoniale la Cour de Douai avait violé

les art. 136, 137, 187, C. comm., et 1341, C. civ., en ce que, les deux billets à ordre, dont la possession avait donné lieu à la double prévention d'abus de confiance et d'escroquerie, ayant été endossés à son profit, et cet endossement lui en ayant légalement transféré la propriété, aucune preuve par témoins ne pouvait être admise outre et contre leur contenu. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il importe de distinguer, quant à l'application du principe de l'art. 1341, ainsi modifié par l'art. 1348, entre le délit d'abus de confiance et le délit d'escroquerie, déclarés l'un et l'autre à la charge du demandeur par l'arrêt attaqué ; attendu que, si le juge de répression, appelé exceptionnellement à statuer sur un fait civil préexistant au délit dont il est saisi, est tenu de se conformer aux règles de la loi civile, il n'en saurait être de même quand le fait civil et le délit s'identifient et se confondent, et qu'il y a indivisibilité entre l'acte écrit contenant obligation, et les moyens de fraude mis en usage pour en déterminer la confection ou la remise ; qu'ainsi, dans l'espèce, la juridiction correctionnelle a pu, sans violer les articles précités du Code de commerce, et l'art. 1341, C. civ., recourir à la preuve testimoniale, pour établir l'existence de celui des deux chefs de prévention, qui, se rapportant à l'escroquerie d'un titre, rentrait dans la disposition exceptionnelle de l'art. 1348 susmentionné ». 4 décembre 1846, n° 304. — *Conf.*, 17 février 1853, n° 63.

Dans une troisième espèce, le tribunal s'était appuyé sur la preuve testimoniale, pour déclarer qu'un contrat d'atermoiement avait été consenti au profit de Relave par Charrère, son créancier. Relave prétendit, devant la Cour de cassation, que la décision violait les art. 1341 et suiv., C. Nap., en ce qu'elle avait reconnu l'exis-

tence d'un acte d'atermoiement, portant sur des valeurs excédant 150 fr. et nié par le prévenu. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'en énonçant qu'un contrat d'atermoiement avait été consenti au profit de Relave par Charrère, son créancier, par suite de la transmission de son étude d'huissier, l'arrêt attaqué ne s'est occupé de cet acte ni pour créer ou reconnaître un titre, ni pour en assurer l'exécution en faveur de l'une des parties; qu'il n'en a pas fait non plus la matière d'un délit distinct et spécial, mais que cette convention a été uniquement considérée comme un des éléments constitutifs du délit d'escroquerie, qui s'appliquait à trois blancs seings, souscrits postérieurement par Charrère; que, dès lors, la preuve testimoniale était admissible sur le fait de cette convention, aux termes de l'art. 189, C. instr. crim. » 7 avril 1854, n° 101.

187. Les tribunaux correctionnels doivent, dans leurs décisions, non-seulement déclarer l'existence de toutes les circonstances constitutives de l'escroquerie, mais encore énoncer avec soin les faits physiques, qui engendrent ces circonstances. Sans quoi, leurs jugements pourraient être annulés par la Cour de cassation. En effet, cette Cour s'est reconnu le droit de réviser les conséquences légales, déduites par le juge des faits matériels qu'il a constatés. Je ne citerai, à cet égard, que les arrêts des 10 mai 1850, n° 153, et 7 mai 1857, n° 179.

188. L'art. 405 se termine par la disposition suivante : « le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux. »

Il ne faut pas croire que toutes les escroqueries, obtenues à l'aide d'une écriture fausse, soient constitutives du crime de faux. En effet, parmi les altérations

de la vérité, faites par écrit, il y en a qui constituent, et d'autres qui ne constituent pas le crime de faux. Les premières, aux termes de la disposition que j'examine, seront réprimées par les peines du faux, les secondes ne seront punies que des peines de l'art. 405.

Je ne répéterai pas les caractères distinctifs de ces diverses altérations de la vérité. Je les ai indiqués dans mon III^e^ volume, n^os^ 128, 129 et 130.

J'ai cité dans le même volume, n° 256, de nombreux arrêts, qui ont fait l'application du dernier paragraphe de l'art. 405. Je peux y ajouter les arrêts des 18 février 1813, n° 28, 1^er^ octobre 1825, n° 197, 5 septembre 1834, n° 295.

§ 2. — *Abus de confiance.*

189. Objet et division du paragraphe.

Ce paragraphe comprend quatre faits de nature différente.

Le premier consiste dans l'abus des besoins, des faiblesses ou des passions du mineur; le second dans l'abus de blanc seing; le troisième dans l'abus de confiance proprement dit; le quatrième dans la soustraction d'une pièce, produite précédemment dans une contestation judiciaire.

ARTICLE 406.

Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances

ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de vingt-cinq francs. — La disposition, portée au second paragraphe du précédent article, pourra, de plus, être appliquée.

190. Objet de l'article. Pénalité.
191. Première condition du délit : il faut que l'abus ait été commis à l'égard d'un mineur. Mineur émancipé. Mineur autorisé à faire le commerce.
192. Suite. Interdits.
193. Suite. Individus pourvus d'un conseil judiciaire.
194. Suite. Vieillards.
195. Deuxième condition : nécessité d'un engagement écrit. Restitution postérieure. Arrêt.
196. Suite. L'article n'exige pas que l'engagement ait été souscrit au profit même de l'inculpé. Arrêt.
197. Troisième condition : l'engagement doit être obtenu en abusant des faiblesses, des besoins ou des passions du mineur.
198. Obligation nulle pour vice de forme.
199. Détermination du maximum de l'amende. Arrêts.

190. L'art. 406 punit d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, et, d'une amende qui ne peut ni excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts dus aux parties lésées, ni être moindre de vingt-cinq francs, celui qui abuse des besoins ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire à son préjudice des obligations, quittances ou décharges pour prêt d'ar-

gent, ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée. Le coupable peut, en outre être interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42, C. pén.

La loi civile a déclaré les mineurs incapables de contracter (C. Nap., art. 1124). Elle a ajouté que la simple lésion donnait lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions, et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions, excédant les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation (même Code, art. 1305). Cependant, la loi pénale a cru qu'elle devait encore faire plus pour eux, et qu'il était opportun de les défendre contre l'excitation de « ces hommes sans pudeur qui, comme le rappelait Faure dans l'exposé des motifs (Locré, t. XXXI, p. 150), se font payer plus cher leurs avances, à raison des risques qu'ils courent, et prennent toutes leurs précautions pour éluder l'application de la loi civile », et même contre quiconque abuse de leurs faiblesses ou de leurs passions.

191. La première condition de ce délit est que l'abus ait eu lieu à l'égard d'un mineur.

Cet article protége-t-il tous les mineurs sans distinction, les mineurs émancipés, et même les mineurs émancipés, autorisés à faire le commerce ? Il faut, je crois, distinguer entre les diverses espèces de mineurs. L'article est évidemment applicable à tous les mineurs, qui ne sont pas émancipés, quels que soient leur sexe et leur âge. Il me paraît également applicable au mineur émancipé, qui, d'après l'art. 483, C. Nap., ne peut faire d'emprunts sous aucun prétexte, sans une délibération du

conseil de famille, homologuée par le tribunal de première instance, après avoir entendu le ministère public. La question devient plus délicate, s'il s'agit de mineurs émancipés, autorisés à faire le commerce. Sans doute, comme le font remarquer certains criminalistes, ces mineurs sont réputés majeurs ; mais, dans quelles limites ? Les art. 487 et 1308, C. Nap., comme l'art. 2, C. comm., ne les réputent majeurs que pour les faits relatifs à leur négoce. En outre, pourquoi l'art. 406 accorde-t-il une protection spéciale aux personnes qu'il désigne. C'est à raison de la faiblesse de leur âge, de leur inexpérience de la vie, des séductions qu'elles peuvent subir ? Est-ce que cette cause de protection n'existe pas pour les mineurs émancipés, autorisés à faire le commerce, comme pour les autres ? Je suis fort tenté de le penser.

192. Les interdits sont-ils assimilables aux mineurs ? Sont-ils également défendus par l'art. 406 contre leurs faiblesses ? Je le crois. En effet, l'art. 509, C. Nap., assimile l'interdit au mineur, pour sa personne et pour ses biens. D'où il résulte que l'interdit est incapable (C. Nap., art. 502), et qu'il est restituable contre toutes sortes de conventions (C. Nap., art. 1305). N'en faut-il pas conclure que l'interdit trouve, comme le mineur, une protection dans l'article que j'examine ?

193. L'article sera-t-il également applicable aux individus pourvus d'un conseil judiciaire ?

La question est fort délicate ; car il leur est défendu d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, de grever leurs biens d'hypothèques sans l'assistance de leur conseil (C. Nap., art. 499 et 513). N'est-ce pas encore là un de ces faibles d'es-

prit, dont la loi civile annule les engagements et que la loi pénale protége contre ses entraînements ?

194. On s'est également demandé si l'art. 406 ne pouvait pas être invoqué contre ceux qui, abusant des infirmités de la vieillesse, en favorisent les besoins ou les passions. Ici, la question n'est pas douteuse. Il est clair que l'art. 406 n'est pas applicable, à moins que le vieillard ne soit interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire.

195. La seconde condition du délit est que le mineur ait souscrit à son préjudice des obligations, quittances ou décharges.

En exigeant que le mineur ait « *souscrit* » ces actes, l'art. 406 indique suffisamment qu'il ne tient pas compte de l'engagement, qui ne serait que verbal. Il veut que l'engagement soit écrit. Mais, dès que l'obligation a revêtu cette forme, le délit existe, et les restitutions ultérieures n'en effaceraient pas le caractère criminel, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Gabriel Vigné avait fait souscrire à deux jeunes gens, dont l'un était mineur, deux lettres de change, de 1645 francs chacune, quoiqu'il ne leur remît que la somme de 1000 francs. Plus tard, il leur avait restitué ce qu'il avait voulu s'approprier. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que le délit, prévu par l'art. 406, C. pén., est consommé du moment que le mineur a été amené à souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, sans que les restitutions, que le coupable consentirait ultérieurement, puissent jamais changer le caractère du fait ni le réduire à une simple tentative; que l'arrêt attaqué reconnaît, en fait, que Vigné a fait souscrire à deux jeunes gens, dont l'un était mineur,

en abusant de leur inexpérience et de leurs passions, deux lettres de change de 1645 francs chacune, quoiqu'il ne leur remît qu'une somme de 1000 francs; que, dès lors, en lui faisant l'application de l'art. 406, C. pén., nonobstant la transaction, par laquelle il avait précédemment consenti à réduire sa créance à la somme, qu'il avait réellement prêtée, cet arrêt n'a violé ni ledit art. 406, ni l'art. 3, C. pén. ». 13 novembre 1840, n° 325.

196. Est-il nécessaire, pour que l'art. 406 soit appliqué, que les obligations aient été souscrites au profit de l'auteur de la pression abusive, et que les prêts aient été effectués par celui-ci? L'art. 406 ne l'exige pas. Il se borne à indiquer que les obligations doivent avoir été souscrites par un mineur à son préjudice, pour prêt d'argent ou de choses mobilières.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

La femme Court avait été condamnée à l'emprisonnement, pour avoir, en abusant des besoins, des faiblesses ou des passions du mineur Debrousse, fait souscrire à celui-ci et à son préjudice, des obligations pour prêt d'argent ou de choses mobilières. Elle se pourvut en cassation et prétendit que la décision devait être annulée, sur ce que l'arrêt l'avait condamnée sans constater : — 1° que les obligations, contractées par le mineur Debrousse, l'avaient été à son profit ;—2° que les prêts d'argent et de choses mobilières avaient été effectués par elle. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, si la loi pénale ne doit pas être appliquée, par voie d'analogie, à des cas qu'elle n'a pas expressément prévus, il est également interdit de la restreindre arbitrairement, en exigeant, pour son application, des conditions que ne comporte pas la généralité de ses termes; attendu que peu importe que, dans l'origine, l'esprit du législa-

teur ait été plus particulièrement frappé des dangers, que pouvaient offrir, pour l'inexpérience des mineurs, les manœuvres des *faiseurs d'affaires* et des *usuriers*, s'il s'est servi, à dessein, d'expressions assez compréhensibles pour embrasser, dans la formule légale qu'il employait, non-seulement la classe de personnes et d'opérations qu'il avait spécialement en vue, à ce moment, mais encore toutes celles qui, par suite du mouvement progressif et varié des faits, pourraient, à l'avenir, rentrer dans les conditions générales, qui constituent l'incrimination de l'art. 406; attendu qu'en punissant des peines, qu'il édicte, « quiconque, en abusant des besoins, des faiblesses et des passions du mineur, lui a fait souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges pour prêt d'argent ou de choses mobilières », l'art. 406 n'a pas exigé, comme condition de son application, d'une part, que les obligations aient été souscrites au profit de l'auteur de la pression abusive, et, de l'autre, que les prêts effectués l'aient été également par ce dernier; que, pour que cet article puisse être légalement appliqué au prévenu, quels que soient son sexe, sa condition, et le mobile qui l'a fait agir, il suffit qu'il ait abusé des besoins ou des passions du mineur, dans le but de lui faire souscrire des obligations préjudiciables, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, quelle que soit d'ailleurs la personne du prêteur ou du bénéficiaire de l'obligation; attendu, sans doute, que l'art. 406, ainsi interprété, laisse, en dehors de ses prévisions, le cas de la courtisane qui, même en abusant des passions du mineur, s'est fait remettre par lui des cadeaux hors de proportion avec sa fortune et ses ressources, si d'ailleurs elle est restée étrangère aux moyens, employés par le mineur pour faire face à ses dépenses, et si elle ne l'a pas elle-même

poussé à contracter des obligations pour prêt d'argent; mais attendu que l'arrêt attaqué ne se borne pas à constater la pression abusive, exercée par la femme Court sur le mineur Debrousse; qu'il détermine, en outre, avec précision, le but qu'elle s'est proposé et le résultat auquel elle l'a conduit, en abusant de ses passions et de ses faiblesses; que l'arrêt attaqué déclare, en effet, expressément que la femme Court a fait souscrire à Debrousse, qu'elle savait mineur, des obligations préjudiciables pour prêt d'argent ou de choses mobilières, et qu'en frappant, dans de telles circonstances, la demanderesse des peines de l'art. 406, l'arrêt de la Cour impériale de Paris, loin de violer cet article, l'a, au contraire, sainement interprété et appliqué ». 22 février 1866, n° 45.

197. La troisième condition du délit est que les obligations, quittances ou décharges aient été obtenues, en abusant des faiblesses, des besoins ou des passions du mineur.

198. L'article serait-il applicable, si l'obligation était nulle pour une autre cause que l'incapacité du mineur, par exemple, pour vice de forme ? La question est difficile. Des jurisconsultes distingués estiment que, dans ce cas, l'art. 406 est inapplicable. Pour moi, je ne suis pas de leur avis. La distinction, proposée par ces jurisconsultes, n'est, ni dans la lettre, ni dans l'esprit de la loi. La lettre punit quiconque a abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire des obligations, quittances ou décharges, sous quelque forme que la négociation ait été faite ou déguisée. L'esprit ne comporte aucune distinction. La loi a su que les obligations, quittances ou décharges, dont elle interdisait la souscription, étaient nulles, puisqu'elles émanaient d'un incapable, et cependant elle a

pris ses mesures contre ces actes. Elle ne s'est donc pas préoccupée de leur nullité ou de leur validité. Elle a voulu prémunir le mineur, non-seulement contre la souscription, mais encore et surtout, contre la réalisation de ces engagements. La loi, ce me semble, n'aurait pas atteint le but final qu'elle se proposait, si elle ne punissait pas l'extorsion d'obligations, de quittances ou de décharges, nulles pour autres causes que l'incapacité du mineur qui les a souscrites.

199. Le minimum de l'amende, comme je l'ai indiqué, est d'un chiffre fixe, de vingt-cinq francs. Quant au maximum, il est variable. Il peut atteindre, mais ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts dus aux parties lésées.

On ne pourra donc pas dépasser le minimun, c'est-à-dire vingt-cinq francs, sans faire, dans le jugement, l'évaluation des restitutions et des dommages-intérêts: sans quoi il ne serait pas établi que l'amende n'excède pas le quart des restitutions, comme je l'ai expliqué dans mon premier volume, nos 273 et suiv.

S'il n'y a point de partie civile en cause, le juge n'en a pas moins le droit, dans le cas où il trouve le minimum de l'amende insuffisant, d'évaluer le dommage résultant du délit. 13 juin 1845, n° 197; 29 avril 1847, n° 92; 30 août 1849, n° 229; 13 janvier 1866, n° 16.

Si le préjudice avait été réparé, il n'y aurait lieu à prononcer ni restitution, ni dommages-intérêts, et, par conséquent, l'amende ne pourrait pas excéder vingt-cinq francs. 28 février 1862, n° 61.

ARTICLE 407.

Quiconque, abusant d'un blanc seing, qui lui aura

été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'art. 405.

Dans le cas où le blanc seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire, et puni comme tel.

200. Définition du blanc seing. Arrêts.
201. Suite. La signature précédée d'un : *bon pour*, ne cesse pas d'être un blanc seing. Arrêts.
202. Définition de l'abus de blanc seing.
203. Caractère pénal de ce fait. Renvoi.
204. Première condition du délit : il faut que le blanc seing ait été confié à l'inculpé.
205. Deuxième condition : il faut qu'il y ait eu abus. Arrêts.
206. Il n'est pas nécessaire qu'il ait été fait usage de l'acte. Arrêt.
207. Troisième condition : l'écrit doit opérer obligation ou décharge, ou compromettre la personne ou la fortune d'autrui. Arrêts.
208. Suite. Cas où l'acte est nul ou annulable.
209. Prescription. Arrêts.
210. Preuve. Nécessité d'observer les règles du droit civil. Arrêts.

200. Le blanc seing peut être défini : une signature donnée d'avance, sur une feuille de papier blanc, pour ratifier une écriture privée, qui sera placée ultérieurement au-dessus de la signature. 11 mars 1825. *J. Pal.*, à sa date.

La feuille de papier peut n'être pas entièrement blanche. Il suffit qu'il y ait un intervalle entre l'écriture et la signature qu'elle a reçue, et que l'on puisse abuser de cette signature, en remplissant l'intervalle, laissé en blanc, d'une manière propre à compromettre

la personne ou la fortune du signataire. 23 septembre 1843, nº 250.

201. La signature, précédée d'un : *bon pour*, cesserait-elle d'être un blanc seing ?

La Cour de Douai l'avait pensé. Sa décision a été cassée, « attendu que l'arrêt attaqué a jugé que des billets, revêtus d'un *bon pour* et d'une signature, ne sont pas des blancs seings dans le sens de l'art. 407, C. pén.; que cette décision est en opposition avec la disposition de cet article, qui définit le blanc seing, une signature au-dessus de laquelle on peut écrire frauduleusement une obligation, une décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire ; que cette définition ne pourrait exclure le *bon pour*, puisque le *bon pour*, dans certaines circonstances, peut seul rendre la signature obligatoire; que, dès lors, l'abus d'un *bon pour*, joint à la signature, aggrave encore le préjudice porté au signataire; que cette circonstance aggravante ne saurait faire disparaître le délit, et qu'en distinguant, lorsque la loi ne distingue pas, pour éluder sa disposition primitive, la Cour royale de Douai a expressément violé l'art. 407, C. pén. ». 14 janvier 1826, nº 8. *Conf.*, 27 février 1862, nº 59.

202. L'abus de blanc seing est l'abus du blanc laissé au-dessus de la signature.

Il consiste dans l'inscription frauduleuse d'une disposition au-dessus de la signature. 11 mars 1825, cité ci-dessus.

203. Le caractère pénal de cet abus varie, suivant que le blanc seing a été ou n'a pas été confié à celui qui en abuse.

Dans la seconde hypothèse, l'abus constitue le crime de faux en écriture.

Dans la première, il offre le caractère du délit que l'art. 407 punit des peines portées en l'art. 405.

Je me suis expliqué sur cette distinction dans mon 3e volume, n° 257. J'ai cité tous les arrêts de la Cour de cassation qui la concernent.

204. La première condition du délit, réprimé par notre article, est donc que le blanc seing ait été confié à celui qui en abuse.

205. La seconde est qu'il y ait eu abus.

Je donnerai, comme exemple, les deux espèces suivantes.

Le maire d'une commune avait confié un blanc seing au nommé Mayer. Celui-ci écrivit, au-dessus de la signature, un certificat de bonnes vie et mœurs, destiné à faire admettre un individu comme remplaçant dans l'armée française. Le pourvoi, que Mayer forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que l'abus d'un blanc seing, confié par un maire, consommé en écrivant au-dessus la substance d'un certificat de bonnes vie et mœurs, pour un individu étranger à la commune et pour opérer sa réception frauduleuse, comme remplaçant dans l'armée, peut compromettre la personne, et, par suite, la fortune de ce maire; que, dès lors, le fait, qui a servi de base aux condamnations prononcées, était littéralement compris dans l'art. 407 ». 1er mai 1829. *J. Pal.* à sa date.

Dans une autre espèce, Jean Durel, maire de la commune de Valdécie, procéda, au mois de janvier 1843, concurremment avec le sieur Lequien, percepteur des contributions, à la confection d'une liste d'électeurs. Trois cadres imprimés étaient destinés à recevoir les énonciations de cette liste. L'un avait été rempli entièrement, les deux autres avaient été signés en blanc par le percepteur, dans la confiance que le maire y transcri-

rait ultérieurement la liste portée sur le premier cadre. Mais le sieur Durel substitua aux noms de deux électeurs ceux de deux de ses proches, qui ne l'étaient pas. Le tribunal supérieur de Coutances refusa de voir, dans ce fait, le délit d'abus de blanc seing, mais sa décision fut annulée, « attendu qu'il a été déclaré, en fait, par le jugement attaqué, que le sieur Durel, maire de la commune de Valdécie, procéda, au mois de janvier 1843, concurremment avec le sieur Lequien, percepteur des contributions, à la confection de celle des deux listes d'électeurs communaux, qui, aux termes des articles combinés 11 et 32 de la loi du 21 mars 1831, a essentiellement pour base la quotité du cens; que, des trois cadres imprimés, destinés à recevoir les énonciations dont se compose cette liste, l'un avait été rempli en entier de la main du percepteur, qui y avait apposé sa signature à la suite de celle du maire, et les deux autres signés par lui en blanc, dans la confiance que le maire y transcrirait ultérieurement la liste portée sur le premier cadre; qu'au lieu de se conformer à cette obligation, le sieur Durel substitua à deux noms d'électeurs ayant incontestablement la capacité requise, ceux de deux de ses proches, l'un ne payant qu'un cens insuffisant, l'autre, n'en payant aucun; que le motif de cette substitution, reconnue frauduleuse par le juge, avait été d'écarter de l'assemblée communale, dans laquelle allait être remise en question l'élection du sieur Durel, membre sortant du conseil municipal, deux votes qu'il prévoyait devoir lui être hostiles, pour y introduire en leur place deux votes favorables; attendu, en droit, que d'après la disposition impérative de l'art. 32 de la loi précitée sur l'organisation municipale, le maire ne peut dresser la liste des électeurs censitaires, sans être assisté du percepteur et des commissaires ré-

partiteurs; qu'il suit, de là, que la signature apposée par le percepteur à une liste, dont les éléments principaux sont extraits de ses registres, garantit la vérité de celles des énonciations y contenues, qui ont motivé son concours; qu'elle engage donc, à un double titre, la responsabilité de ce fonctionnaire, moralement, par l'adhésion qu'elle implique, légalement par le caractère qu'emprunte cette adhésion au mandat public, dont elle sanctionne l'accomplissement; attendu que, dès lors, les faits, tenus pour constants, présentent tous les caractères du délit, prévu et puni par l'art. 407, C. pén., à savoir la fraude, qui a présidé à l'usage du blanc seing, l'application de cette fraude à un acte administratif, ayant pour objet la constatation légale des conditions nécessaires à l'exercice d'un droit, les conséquences préjudiciables, soit à la personne, soit à la fortune du signataire, résultant de cette sanction mensongère, qu'il est censé donner à des faits, dont il lui appartient, en sa qualité de fonctionnaire, d'établir l'existence et de certifier l'exactitude; qu'en déniant à une action ainsi caractérisée la qualification d'abus de blanc seing, le jugement attaqué a violé les articles précités, C. pén., et de la loi du 21 mars 1831 ». 17 mai 1845, n° 174.

206. Il n'est pas nécessaire, pour que le délit existe, qu'il ait été fait usage de l'acte, frauduleusement rédigé au-dessus de la signature. 11 mars 1825, cité ci-dessus.

Mais il est clair que le délit « consiste, non-seulement dans la fabrication des fausses obligations ou décharges sur le blanc seing, mais encore dans l'usage frauduleux qui peut en être postérieurement fait ». 21 avril 1821, n° 70, cité ci-dessous, n° 209.

207. La troisième condition du délit est que l'écriture, mise au-dessus de la signature, opère obligation

ou décharge, ou puisse compromettre, d'une façon quelconque, la personne ou la fortune du signataire. 11 mars 1825; 1er mai 1829, cités ci-dessus; 17 mai 1845, n° 174; 22 novembre 1855, n° 366.

208. Si l'écriture, mise au-dessus de la signature, ne présentait que le caractère d'un acte nul, y aurait-il, néanmoins, abus de blanc seing punissable? Cette question doit être résolue, ce me semble, par une distinction. Si l'acte est si radicalement nul qu'il ne puisse compromettre la personne ou la fortune du signataire, le délit n'existera pas, puisque l'acte incriminé manquera de l'un de ses éléments essentiels. Si, au contraire, il n'est entaché que d'une nullité, qui puisse être couverte ou suppléée, le fait constituera l'abus de blanc seing, l'écriture mise au-dessus de la signature pouvant, dans ce cas, compromettre la personne ou la fortune du signataire.

209. Le délit, que j'étudie, est, comme tous les autres, prescriptible. Mais de quel jour la prescription commence-t-elle à courir? S'il n'a pas été fait usage de l'abus de blanc seing, c'est évidemment du jour où l'écriture a été frauduleusement placée au-dessus de la signature. Si, au contraire, il en a été fait usage, ce ne sera qu'à partir du jour où l'usage a eu lieu, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Paul Serraphon, poursuivi pour abus de blanc seing, opposa la prescription. Il prétendait que plus de trois ans s'étaient écoulés entre la date du blanc seing et le commencement des poursuites. Mais il résultait de l'information que Serraphon avait fait usage du blanc seing depuis moins de trois ans; en conséquence, l'exception fut repoussée. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'abus de blanc seing, prévu et puni par l'art. 407, C. pén., consiste non-seulement dans la fabrication de

fausses obligations ou décharges sur le blanc seing, mais encore dans l'usage frauduleux qui peut en être postérieurement fait; que c'est principalement par cet usage que l'effet de l'abus du blanc seing est produit et réalisé; que, dès lors, il est manifeste qu'à chacun des actes de cet usage, l'abus du blanc seing se reproduit et se perpétue, et que, par conséquent, ce n'est que du dernier de ces actes que doit commencer à courir la prescription du délit que cet abus constitue ». 21 avril 1821, n° 70. — *Conf.*, 26 septembre 1840, n° 291.

210. Le délit d'abus de blanc seing ne peut-il être prouvé que suivant les règles de la loi civile?

La Cour de cassation l'a constamment jugé.

Hector Foret était poursuivi pour abus de blanc seing. Il n'était pas allégué que la remise de la signature eût été le résultat de la fraude ou de la violence. En cet état, la Cour de Metz déclara que, cette remise n'étant prouvée ni par écrit, ni par commencement de preuve par écrit, l'action du ministère public était non recevable. La Cour de cassation rejeta le pourvoi, formé contre cette décision, « attendu que la juridiction correctionnelle doit se conformer aux règles du droit civil, relatives à la preuve testimoniale, lorsqu'elle est saisie de la connaissance d'un délit, consistant dans la violation d'une convention, dont il faut d'abord établir l'existence; qu'aux termes du droit civil, la preuve d'une convention ne peut être faite par témoins, lorsqu'il s'agit d'une valeur supérieure à 150 fr., à moins qu'il n'y ait un commencement de preuve par écrit; que, lorsque le délit allégué consiste dans l'abus d'un blanc seing, au-dessus duquel on aurait écrit une convention supérieure à 150 fr., la feuille, sur laquelle le prétendu blanc seing a eu lieu, contient un acte complet, et qu'on ne peut séparer la convention, qu'il renferme, de la

feuille, qui la contaste, pour être admis à prouver par témoins la remise d'un blanc seing sur cette feuille, et, par suite, l'abus qui en aurait été fait, à moins qu'il ne fût articulé que cette remise a été le résultat de la fraude ou de la violence ; que, s'il en était autrement, il ne serait pas d'acte privé d'une valeur, supérieure à 150 fr., qui ne pût être attaqué et détruit par la preuve testimoniale, contrairement aux dispositions du droit civil ; qu'il faut donc que la remise du blanc seing, dont la valeur est d'ailleurs indéterminée, soit prouvée, conformément à ces dispositions, pour que les tribunaux correctionnels puissent vérifier l'abus qui en aurait été fait ; attendu que, dans l'espèce, il n'était pas allégué que la remise du blanc seing eût été le résultat de la fraude ou de la violence ; que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'existe au procès ni preuve, ni commencement de preuve par écrit de cette remise, et qu'en jugeant, dans cet état des faits, que l'action du ministère public était non recevable, ledit arrêt n'a violé aucune loi, et a fait une juste application de l'art. 1341, C. civ. ». 5 mai 1831, n° 106.

Dans une deuxième espèce, Boucheron-Séguin avait reconnu que l'écrit lui avait été remis à l'état de blanc seing. Mais il avait ajouté à cet aveu qu'il avait rempli ce blanc seing des expressions mêmes convenues avec le signataire. Le tribunal correctionnel avait divisé son aveu, et l'avait condamné aux peines de l'art. 407. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu que, poursuivi par le sieur de Casteras en paiement d'une obligation notariée de 5,000 fr., Boucheron-Séguin produisit en justice une contre-lettre, portant la signature de Casteras avec les mots : *pour déclaration ;* qu'à la vérité le demandeur en cassation reconnut que l'écrit, dont il s'agit, lui avait été remis en l'état de blanc seing,

mais que, dans son interrogatoire du 29 mai 1848, il ajoute à cet aveu qu'il avait rempli ce blanc seing, en se servant des mêmes expressions que celles des conventions faites avec l'intermédiaire d'un tiers, et qu'il a toujours soutenu n'en avoir point abusé; attendu que l'arrêt attaqué, en admettant la preuve testimoniale de l'abus, qui aurait été fait de ce blanc seing, n'a point déclaré, en fait, qu'il existait, d'ailleurs, dans la cause un commencement de preuve par écrit de la remise du blanc seing, ce qui, aux termes de l'art. 1347, eût fait exception à la prohibition de l'art. 1341; attendu que les aveux géminés, dont l'arrêt attaqué se prévaut contre Boucheron-Séguin, n'auraient fait preuve contre lui qu'autant que ces aveux eussent été purs et simples, ou que les réserves, dont ils étaient accompagnés, n'eussent pas porté sur la convention elle-même; attendu qu'en déclarant qu'il avait rempli le blanc seing, à lui remis par de Casteras, conformément aux intentions de celui-ci, cette affirmation ne pouvait être divisée de l'aveu lui-même, puisqu'elle affectait la convention tout entière; attendu qu'on ne peut, par voie criminelle, éluder les prohibitions établies par la loi civile, et se créer, à l'aide de la preuve testimoniale, un titre emportant obligation ou décharge excédant 150 fr.; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en admettant cette preuve testimoniale, en divisant l'aveu fait par Boucheron-Séguin, a violé les dispositions précitées, et, par suite, lui a fait, à tort, l'application des dispositions pénales de l'art. 407, C. pén. » 15 décembre 1849, n° 345. — *Conf.*, 2 juin 1853, n° 199.

Dans une troisième espèce, en rejetant le pourvoi d'Emmanuel Lévy, la Cour de cassation a reconnu, au contraire, que, dans le cas où la remise de la signature a été obtenue par fraude ou violence, la juridiction

correctionnelle peut, conformément à l'art. 1348 du Code Napoléon, admettre la preuve testimoniale. 17 février 1853, n° 63. — *Conf.*, 5 mai 1831, cité ci-dessus. 14 novembre 1862, n° 247.

Dans une quatrième espèce, il résultait, de l'arrêt attaqué, que la seule question du procès était un abus de blanc seing imputé à Boulongue, et il n'apparaissait pas des conclusions de celui-ci « qu'il eût nié l'existence du blanc seing qui lui avait été confié, ni le montant de la somme, à laquelle s'appliquait le cautionnement énoncé audit acte ; d'où il résultait que la preuve testimoniale, se rapportant uniquement à la démonstration de l'abus de blanc seing, n'avait eu pour objet qu'un délit correctionnel, ce qui rendait inapplicables les art. 1341 et 1343 du C. Nap. ». 11 octobre 1860, n° 225.

Dans une cinquième espèce, « les actes, à raison desquels Potigny était traduit devant le tribunal correctionnel, présentant extérieurement les caractères exigés par la loi pour constituer la lettre de change, la juridiction commerciale était compétente pour en connaître, aux termes des art. 631 et 632, C. comm. ». Par suite, la Cour de cassation a jugé que « la preuve testimoniale pouvait être admise, en conformité de l'art. 109 du même Code ». 26 septembre 1861, n° 214.

Cette théorie de la Cour de cassation est attaquée par des jurisconsultes éminents.

Ils font observer d'abord que la remise d'un blanc seing ne forme pas une convention. Ils ajoutent qu'un blanc seing n'a, par lui-même, aucune valeur, et que, s'il en atteint une qui dépasse 150 fr., c'est à raison de la fraude de celui à qui il est remis.

Ils en concluent que celui qui commet cette fraude ne peut pas invoquer le bénéfice de la loi civile.

Ces raisons ne me touchent pas.

Sans doute la remise d'un blanc seing ne forme pas une convention; mais, dès que le blanc seing est rempli, il contient un acte complet. On ne peut séparer la convention qu'il renferme de la feuille qui la constate. Si l'on pouvait prouver par témoins qu'il n'y a eu que remise d'un blanc seing, on prouverait, de cette façon, qu'il n'y a pas eu convention, et, par suite, il ne serait pas d'acte privé, même d'une valeur supérieure à 150 fr., qui ne pût être attaqué et détruit par la preuve testimoniale, contrairement aux dispositions du Code civil. Je remarque, en outre, avec la Cour de cassation, que la signature donnée en blanc est d'une valeur indéterminée ; j'ajoute que les principes du droit civil sont que la preuve testimoniale est interdite, non-seulement à l'égard des choses excédant la somme de 150 fr., mais encore à l'égard de celles qui sont indéterminées; je crois donc que la doctrine de la Cour est conforme aux principes, et qu'il faut suivre les règles du droit civil dans la matière qui m'occupe.

ARTICLE 408[1].

Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances

---

[1] *Ancien texte.* — Art. 408. Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'art. 406. — Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux art. 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics.

ou autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'art. 406. — Si l'abus de confiance prévu par le précédent paragraphe a été commis par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion. — Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux art. 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics.

211. Modifications successives de l'art. 408. Texte actuel.
212. Premier élément du délit. Dissipation ou détournement frauduleux.
213. Quand cet élément existe en droit.
214. Quand cet élément existe en fait.
215. Suite. Impuissance de remplir l'obligation. Arrêts.
216. Suite. Retard dans l'exécution de l'obligation : distinction. Arrêts.
217. Suite. Le délit est indépendant de l'état de solvabilité ou d'insolvabilité de l'inculpé. Arrêts.
218. Fraude. Sa constatation. Arrêts.
219. Suite. Contrôle de la Cour de cassation. Arrêts.
220. Il importe peu que les objets détournés n'aient pas profité à l'inculpé. Arrêts.
221. Restitution postérieure aux poursuites. Arrêts.
222. Compte à faire entre les parties. Compétence. Arrêts.
223. Suite. Comptabilité administrative. Question préjudicielle. Arrêt.
224. Deuxième élément du délit : il faut que le détournement ait eu lieu au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur.

225. Suite. Qui jugera la question de propriété, si elle est soulevée par l'inculpé ?
226. Suite. Difficultés nées à l'occasion de cet élément du délit.
227. Suite. Billets négociés à l'inculpé. Arrêts.
228. Suite. Remise de blé, avec condition particulière de paiement. Arrêt.
229. Suite. Qui peut se porter partie civile. Arrêt.
230. Troisième élément du délit : le détournement doit avoir pour objet des deniers, effets, marchandises, billets, quittances ou autres écrits opérant obligation ou décharge.
231. Suite. Deniers. Procuration. Arrêt.
232. Suite. Effets et marchandises. Arrêts.
233. Suite. Billets. Contre-lettre. Arrêt.
234. Suite. Billets en blanc. Arrêt.
235. Suite. Ecrit compromettant la personne.
236. Suite. Faits particuliers auxquels l'art. 408 est inapplicable.
237. Suite. Détournement de l'usage de la chose. Arrêt.
238. Quatrième élément du délit : il faut que l'objet détourné ait été remis à l'un des titres énoncés dans l'article.
239. Louage. Définition.
240. Suite. Bail à cheptel simple. Arrêts.
241. Suite. Cheptel à moitié.
242. Suite. Détournement de pailles destinées à fumer la terre. Arrêt.
243. Dépôt. Définition.
244. Réception de la chose d'autrui. Arrêts.
245. Suite. Réception momentanée. Arrêts.
246. Restitution de la chose en nature. Arrêts.
247. Suite. Syndic de faillite. Militaires, gardes nationaux, notaire. Arrêt.
248. Mandat. Définition.
249. Suite. Remise de la chose au mandataire. Arrêt.
250. Suite. Cas où plusieurs personnes sont responsables du mandat. Infraction individuelle. Arrêt.
251. Suite. Exemples de détournements de choses reçues à titre de mandat. Arrêts.
252. Suite. Directeur de société anonyme. Associé. Gérant de

société en commandite. Variation de la jurisprudence. Arrêts.
253. Suite. Tuteur. Arrêt.
254. Suite. Officiers ministériels.
255. Nantissement. Définition.
256. Suite. Espèces. Arrêts.
257. Prêt. Définition. Prêts à usage.
258. Suite. Espèces. Arrêts.
259. Travail salarié ou non salarié. Définition.
260. Pénalité. Arrêts. Renvoi.
261. Crime d'abus de confiance. Caractères.
262. Officiers publics ou ministériels.
263. Domestique. Homme de service à gages. Renvoi.
264. Elève. Définition.
265. Clerc. Définition.
266. Commis. Définition. Arrêt.
267. Ouvrier. Compagnon. Apprenti. Définition. Arrêts.
268. Suite. Pour être qualifié crime, le détournement doit être commis au préjudice du maître. Conséquences.
269. Position de la question au jury.
270. Prescription. L'abus de confiance n'est pas un délit successif. Arrêts.
271. Suite. Point de départ de la prescription. Faculté d'appréciation du juge. Arrêts.
272. Les tribunaux criminels ont compétence pour statuer sur l'existence du contrat. Arrêts.
273. Preuve de l'existence du contrat. Mode de preuve. Arrêts.
274. Suite. Preuve écrite. Arrêts.
275. Suite. Exceptions. Arrêts.
276. Preuve de la violation du contrat.
277. Enlèvement de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics. Renvoi.

211. Le Code pénal de 1810 ne réprimait que le détournement ou la dissipation des choses et valeurs, reçues à titre de dépôt, ou pour un travail salarié. Il ne les punissait que d'une peine correctionnelle, quelle que fût la qualité de celui qui les avait effectués.

La loi du 28 avril 1832 a mis, au nombre des con-

trats dont la violation peut être considérée comme un abus de confiance, le louage, le mandat, et le travail non salarié. Elle a qualifié de crime et puni de la réclusion, l'abus de confiance commis par les domestiques, les hommes de service à gages, les élèves, les clercs, les commis, les ouvriers, les compagnons ou apprentis, au préjudice de leurs maîtres.

La loi du 13 mai 1863 a, de nouveau, étendu les dispositions de l'art. 408. Aux contrats, dont la violation était déjà réprimée, elle a ajouté le nantissement et le prêt à usage. Aux individus, dont la qualité transforme le délit en crime, et entraîne l'application d'une peine afflictive, elle a ajouté les officiers publics ou ministériels. Aujourd'hui, l'art. 408 est ainsi conçu :

« Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406.

Si l'abus de confiance, prévu et puni par le précédent paragraphe, a été commis par un officier public ou ministériel, ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux art. 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics. »

Cet article a donné lieu à bien des difficultés. Je vais en étudier les différentes dispositions dans l'ordre où elles se présentent.

212. La première condition de l'abus de confiance est qu'il y ait eu dissipation ou détournement frauduleux.

213. En droit, ce premier élément existe dès que le locataire, le dépositaire, le mandataire, le créancier gagiste, l'emprunteur, l'ouvrier salarié ou non salarié, a disposé en maître, et, par suite, frauduleusement, de la chose qui lui a été confiée.

214. En fait, il est souvent difficile de reconnaître si l'inculpé a disposé en maître, et, par suite, frauduleusement, de la chose qu'il détient pour autrui.

215. Il en aura ainsi usé, toutes les fois qu'en disposant de la chose, il se sera mis dans l'impuissance de remplir l'obligation qu'il avait prise.

C'est une proposition, qui n'est pas contestable et que la Cour de cassation a, mainte et mainte fois, appliquée.

Je n'ai pas la prétention de rappeler tous les arrêts que cette Cour a rendus à cette occasion ; j'en citerai quelques-uns, que je prendrai, au hasard, dans sa jurisprudence.

Dans une première espèce, Louis Guiet avait été condamné, pour avoir « retenu, malgré les réclamations des propriétaires, les sommes qu'il avait retirées, pour eux, en sa qualité de notaire, et n'avoir donné, à ces propriétaires, que des titres qu'ils avaient été obligés d'accepter, *ne pouvant faire mieux* ». Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'en déclarant que ces faits constituent le détournement, prévu et puni par l'art. 408, C. pén., l'arrêt attaqué a fait une juste appréciation des faits et une légale application de l'article précité ». [15]

novembre 1839, n° 350.—*Conf.*, 6 février 1858, n° 40.

Dans une seconde espèce, le tribunal correctionnel avait déclaré que Jean-Modeste Lherminier « n'avait pas appliqué à la destination convenue la totalité de la somme, qu'il avait reçue pour en faire emploi ; que la rétention, dans ses mains, de cet excédant, avait été frauduleuse, et qu'il s'était refusé à en rendre compte, *par suite de l'impuissance où il s'était mis de la restituer* ». Son pourvoi fut rejeté, « attendu que la réunion de ces circonstances constitue le délit, dont le demandeur a été déclaré coupable ». 13 mars 1840, n° 81.

Dans une troisième espèce, il était constaté que Victor-François Feré, économe de l'hospice de Saint-Germain-en-Laye, « avait reçu de l'administration des mandats de paiement, destinés exclusivement à acquitter les fournitures, faites audit hospice par divers marchands ; qu'il avait détourné une partie du prix de ces mandats, en l'appliquant à ses propres besoins, et au paiement des fournitures qu'il s'était fait faire frauduleusement par les fournisseurs de l'hospice ». Le pourvoi de Feré fut rejeté, « attendu que des faits ainsi déterminés résulte la preuve du mandat, du détournement de fonds et de la fraude, caractères constitutifs du délit d'abus de confiance ». 2 août 1851, n° 323.

Dans une quatrième espèce, le jugement avait constaté « que Jean-Baptiste Mathieu était le mandataire salarié de Soubiran, chef d'une maison d'agence de remplacement militaire ; qu'en 1840, il avait été expressément chargé, par cette maison, de solliciter, des pères de famille avec lesquels il avait traité, des suppléments de prix de remplacement ; qu'à ce titre, il avait obtenu de Giraudot, la remise d'un billet de 300 fr., souscrit au profit de Soubiran ; qu'il avait dissimulé, à son mandant, l'existence de ce billet ; qu'il

ne lui en avait pas fait compte à l'époque de la cessation de son mandat ; que, depuis, et, sur l'assurance mensongère qu'au moyen d'arrangements, pris avec Soubiran, tous les suppléments lui appartenaient, il avait déterminé Giraudot à souscrire, à son profit personnel, un billet de 150 fr., en remplacement du premier ». Le pourvoi de Mathieu fut rejeté, « attendu qu'en tirant de ces faits la conséquence que Mathieu avait frauduleusement détourné au préjudice de Soubiran, qui en était propriétaire, le billet de 300 fr., que ledit Mathieu n'avait reçu qu'en vertu de son mandat; et, qu'ainsi, il s'était rendu coupable du délit d'abus de confiance, prévu et puni par l'art. 408, C. pén., le jugement attaqué, loin de violer ledit article, en a fait, au contraire, une juste application ». 27 septembre 1844, n° 331.

Dans une cinquième espèce, l'arrêt attaqué avait déclaré le nommé Bourgeril coupable du délit d'abus de confiance, pour avoir « frauduleusement, et sachant qu'il serait dans l'impossibilité de les restituer, détourné à son profit, et au préjudice des propriétaires, les sommes qui lui avaient été remises par eux pour en faire un usage ou un emploi déterminé ». Le pourvoi du condamné fut rejeté, « attendu que cette appréciation des faits, que la Cour de Paris a légalement qualifiés, est souveraine ». 11 mars 1858, n° 86.

216. La difficulté est beaucoup plus sérieuse, dans le cas où il semble n'y avoir qu'un retard dans l'inexécution de l'obligation.

Si, dans la réalité du fait, il n'y a que retard et si le retard est dégagé de fraude, le délit n'aura pas lieu. Il existera, au contraire, si, sous les apparences d'un simple retard, il y a inexécution de la convention et, par conséquent, appropriation frauduleuse de la chose

d'autrui, alors même que cette appropriation n'aurait été que momentanée.

Ces différentes propositions ressortent des arrêts de la Cour de cassation, que je vais rappeler.

Dans une première espèce, Jacob Gouchaux s'était chargé, moyennant salaire, de verser, entre les mains de l'administration des contributions indirectes, une somme de 450 fr., pour prix d'une transaction, d'après laquelle plusieurs contrebandiers devaient recouvrer leur liberté. Il avait été condamné comme coupable d'abus de confiance, « pour avoir mis, à faire ce versement, un retard de cinq jours, occasionné par le détournement momentané d'une partie de la somme, qui lui avait été confiée et qu'il avait employée à son usage personnel : détournement qui avait eu, pour résultat, non la perte de cette partie de la somme, mais la prolongation de la détention des individus pour lesquels elle devait être employée ». Sur le pourvoi de Gouchaux, l'arrêt de condamnation fut annulé, « attendu que ce fait, ainsi posé et apprécié par l'arrêt, aurait pu servir de base à une action civile en dommages-intérêts, mais qu'il ne peut constituer un abus de confiance, dans le sens de l'art. 408 précité ; et cela, avec d'autant plus de raison que l'arrêt n'énonce pas que le demandeur ait été mis par les parties intéressées, en demeure de remplir son mandat, ni qu'aucune poursuite ait été dirigée contre lui, avant qu'il s'en soit acquitté ». 17 juillet 1829, n. 160.

Dans une deuxième espèce, Jean-Baptiste Goyon avait été condamné pour « une série de faits, dont aucun n'impliquait nécessairement la dissipation ou le détournement des fonds, perçus par le mandataire en vertu du mandat, mais uniquement la rétention plus ou moins prolongée de ces fonds, et le défaut de reddition

de compte ». Sur le pourvoi de Goyon, l'arrêt fut annulé, « attendu que le délit, prévu et puni par l'art. 408 du Code, ne peut consister que dans la dissipation ou le détournement effectif des valeurs remises par suite du mandat, et non dans le simple retard de les représenter ou d'en rendre compte ; attendu que, les faits ne réunissant pas les caractères constitutifs du délit d'abus de mandat, la Cour de Bordeaux leur a fait une illégale application de l'art. 408 précité ». 4 mars 1837, n. 71. — *Conf.*, 21 janvier 1843, n. 10.

Dans une troisième espèce, Louis Tirel avait appliqué momentanément à son profit les recouvrements, qu'il avait faits pour le négociant Agnès, son commettant. Mais il les lui avait restitués avant le commencement des poursuites. Après avoir constaté ces faits, le tribunal correctionnel avait déclaré « qu'il ne résultait pas des débats la preuve que le prévenu avait eu l'intention frauduleuse de s'approprier ladite somme. » Le pourvoi du ministère public fut rejeté, « attendu que, dans cet état des faits, la Cour impériale n'a point violé les dispositions de la loi pénale, en renvoyant de la poursuite du ministère public le prévenu Tirel ». 19 mars 1853, n. 104.

Dans une quatrième espèce, la Cour de Grenoble avait déclaré « que, par suite d'une gêne momentanée, l'huissier Roux avait employé, à ses besoins personnels, partie d'une somme, qu'il avait été chargé de recouvrer pour le compte de Vincent frères et Freron, et ne l'avait restituée qu'après des réclamations réitérées, et une instruction commencée. Elle avait en même temps reconnu que Roux était autorisé, par ses mandants, à conserver en ses mains, jusqu'à parfait paiement, les à-compte par lui reçus ; qu'il n'avait jamais dissimulé les versements, qui lui avaient été faits et que, en deman-

dant des délais, il avait offert de payer des intérêts pour le retard, par lui apporté, à se libérer ». La Cour avait donc renvoyé Roux des poursuites. Le pourvoi du ministère public fut rejeté, « attendu que ces faits n'impliquent pas nécessairement, de la part de Roux, la pensée coupable de s'approprier ou de détourner les fonds, qu'il avait reçus pour ses mandants; que la Cour de Grenoble a déclaré qu'il ne ressortait pas, des éléments du procès, qu'il eût agi avec l'intention frauduleuse, qui caractérise le délit d'abus de confiance ». 30 mai 1856, n. 195.

Dans une cinquième espèce, Jules Mialaret avait appliqué à ses besoins personnels une somme, qu'Amat lui avait donné mandat de recouvrer. Il fut condamné aux peines de l'art. 408. Il prétendit, devant la Cour de cassation, que cet article lui avait été faussement appliqué, en ce qu'il n'était pas établi qu'il eût l'intention de s'approprier d'une manière définitive les objets détournés. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il résulte, de l'ensemble des motifs et des faits constatés par ledit arrêt, qu'au moment du détournement, le demandeur ne pouvait plus se faire illusion sur la situation de ses affaires; que, notamment, au moment où il appliquait à ses besoins la somme, provenant de la créance Rosié, qu'Amat lui avait donné le mandat de recouvrer, il se trouvait sous le coup de nombreuses poursuites, et qu'ainsi, relativement à ce fait, la fraude existait dans le sens de l'art. 408, C. pén. ». 2 juin 1853, n. 199.

Dans une sixième espèce, Eugène Louet, condamné pour abus de confiance, prétendit qu'on lui avait fait une application illégale de l'art. 408 du Code, en ce qu'il n'avait été déclaré coupable que d'un détournement momentané de deniers, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de mandat. Son pourvoi fut rejeté,

« attendu que, si la Cour eût dû se prononcer plus explicitement sur les circonstances spéciales de la cause, dans leur rapport avec la qualification du fait, cependant, dès qu'elle déclare que le prévenu a détourné à son profit, et au préjudice du propriétaire, la somme qui lui avait été remise à titre de mandat pour en faire un emploi déterminé, elle admet, par là, qu'il n'y avait pas eu un simple retard de paiement, mais un détournement, qui au moment où il avait été effectué, devait, dans l'intention de son auteur, être définitif ». 19 avril 1861, n. 85.

Dans une septième espèce, Paul Hibon avait été déclaré coupable d'avoir retenu le produit d'un effet, qu'il avait négocié, au delà de l'époque convenue entre lui et Horau-Desruisseaux, son mandant. Sur son pourvoi, l'arrêt de condamnation fut annulé, « attendu qu'aux termes de l'art. 408, C. pén., les détournements, commis en violation d'un mandat préexistant, ne constituent pas le délit d'abus de confiance uniquement par le fait d'une rétention, plus ou moins prolongée, des fonds ou valeurs, remis au mandataire, à la charge d'en faire un emploi déterminé; qu'il faut, en outre, que cette rétention ait pour mobile une intention frauduleuse, et, pour but, de priver définitivement le mandant de tout ou partie des fonds ou valeurs détournés; attendu que la constatation de ces divers éléments du délit ne ressort pas de l'arrêt attaqué; que cet arrêt, se bornant à l'examen d'une question de terme, de délai, a uniquement décidé que Paul Hibon avait retenu le produit de l'effet, par lui négocié, au delà de l'époque convenue entre lui et Horau-Desruisseaux, son mandant, ce qui ne suffit pas, ainsi qu'il vient d'être dit, pour faire rentrer le fait, ainsi restreint, dans les dispositions si précises de l'art. 408 ci-dessus cité; attendu que ces

dispositions devaient être observées d'autant plus exactement, dans la cause, que Paul Hibon avait, par des conclusions expresses, insérées dans son acte d'appel, soutenu devant la Cour, d'une part, qu'il n'avait jamais été mis en demeure de faire l'emploi des fonds par lui encaissés, et, d'autre part, qu'il était d'autant moins tenu de faire cet emploi, que, « poursuivi par la Banque pour le billet Desruisseaux, il ne pouvait à la fois payer la Banque » et la personne dans les mains de laquelle, selon l'arrêt, les fonds provenant de la négociation dudit billet auraient dû être versés ; qu'en l'état de ces conclusions, la Cour ne pouvait, sans les apprécier, et sans qualifier, à la suite, le délit, dans les termes mêmes de la loi, prononcer une condamnation contre Paul Hibon, et lui faire application des peines portées en l'art. 408, C. pén. ; d'où il suit que l'arrêt attaqué a violé, en l'appliquant faussement, ledit article ». 29 décembre 1866, n° 278.

Dans une huitième espèce, l'arrêt attaqué avait déclaré, « en fait, que le prévenu Gouvert, malgré des demandes réitérées des intéressés, avait refusé obstinément, et sous de futiles prétextes, de rendre compte des sommes qu'il avait touchées en vertu des mandats qu'il avait reçus, et dont, de son propre aveu, il était reliquataire, et les avait même employées momentanément à son profit ». L'arrêt avait décidé qu'en agissant ainsi, Gouvert n'avait commis que des actes d'indélicatesse. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que ces faits, ainsi constatés, présentent par eux-mêmes tous les caractères du délit d'abus de confiance, tel qu'il est prévu et puni par l'art. 408, C. pén. ; qu'en effet, la rétention illicite des deniers reçus, l'obstination à ne pas les rendre, malgré les demandes réitérées, l'emploi des deniers à son profit

par le mandataire infidèle, sont les circonstances essentielles et constitutives de ce délit ; attendu que l'arrêt ajoute vainement que le prévenu n'a point agi avec une intention frauduleuse ; que la preuve ressort nécessairement des faits tels qu'ils sont constatés, surtout lorsqu'ils sont qualifiés d'actes d'indélicatesse ; que, dès lors, l'allégation sur l'absence de mauvaise foi, loin de faire disparaître le délit, ne tendrait qu'à infirmer l'arrêt par une contrariété de motifs ; attendu qu'il importe peu que le mandataire, qui retient indûment les sommes dont il doit compte, les ait plus tard rendues, et qu'il n'ait jamais été insolvable ; que le délit est consommé par le refus de rendre, sous de mauvais prétextes, et par l'emploi, même momentané, à son profit; qu'ainsi l'arrêt attaqué, en relaxant Gouvert des fins de la poursuite, a formellement violé l'art. 408, C. pén ». 14 octobre 1854, n° 303. — *Conf.*, 24 juin 1869, n° 153; 11 novembre 1869, n° 229.

Dans une neuvième espèce, Ferdinand Davoust, huissier, « avait reçu d'un sieur Raimbaut, pour un sieur Proté de la Roche, une somme de 400 francs, à la suite d'une saisie-exécution, dont ledit Davoust avait été chargé par Dhui, huissier au Mans. Nonobstant les réclamations multipliées de son commettant, une condamnation commerciale, prononcée au profit de Proté de la Roche contre Dhui, et récursoirement au profit de Dhui contre Davoust ; nonobstant une plainte au parquet, suivie d'une information et de l'interrogatoire du prévenu par le juge d'instruction, Davoust, laissant les lettres de son correspondant sans réponse, avait longtemps dissimulé la recette qu'il avait faite pour lui, et ne s'était mis en devoir de vider ses mains de la somme, qu'il détenait, que près de six mois après l'avoir reçue ». Le tribunal supérieur de Laval

avait déclaré « que ces faits ne constituaient pas l'abus de confiance prévu par la loi : 1º parce qu'il n'en résultait pas la preuve qu'en différant de remettre au sieur Dhui, son mandant, les 400 francs reçus de Raimbaut, Davoust ait agi dans une intention frauduleuse, et dans le dessein de s'approprier cette somme ; 2º parce qu'il est démontré, en outre, que, par sa position de fortune, Davoust a dû se croire toujours en mesure d'en opérer le remboursement, qui a eu lieu, en effet, le 26 mai 1845 » ; en conséquence, il avait renvoyé Davoust des poursuites. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que les motifs, invoqués par le jugement attaqué pour relaxer le prévenu des fins de la poursuite, ne sont pas de nature à détruire les caractères constitutifs du délit d'abus de confiance, qui lui est imputé, et qui consistent dans la résistance opiniâtre, non motivée et persévérante, qu'il a opposée à la réclamation de son mandant, qui est resté privé, pendant plusieurs mois, des fonds qui avaient été touchés pour lui par l'huissier chargé de ce recouvrement, ce qui constitue le détournement spécifié dans l'art. 408, C. pén. ; attendu que la remise, effectuée tardivement, après des poursuites judiciaires, des fonds détournés au préjudice du mandant, non plus que la solvabilité, plus ou moins réelle, de celui qui a commis le détournement, ne font pas disparaître le délit ; que, par conséquent, le jugement attaqué, en relaxant Davoust des fins de la poursuite, a formellement violé l'art. 408, C. pén. ». 23 septembre 1845, nº 290.

217. L'application de l'art. 408 est tout à fait indépendante du point de savoir si, au moment du détournement ou de la dissipation, l'inculpé était ou n'était pas solvable.

Le nommé Machain, ancien huissier à Charleville,

avait été chargé par Autier de recevoir le montant d'une créance. Il en avait, pendant près de deux années, dissimulé, et même dénié la recette, en sorte qu'Autier avait fait assigner son débiteur par un autre huissier, et n'avait su que ce débiteur s'était libéré entre les mains de Machain que par la production de la quittance dans le cours de cette instance. La Cour de Metz avait renvoyé Machain des poursuites, sous le prétexte qu'il n'était pas établi que le prévenu fût insolvable, et que, à une époque quelconque, depuis qu'il avait reçu la somme, il eût été dans l'impuissance de la restituer. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que ce motif est insuffisant pour effacer le détournement, puisque l'art. 408 ne subordonne pas l'existence du délit à la condition de l'insolvabilité déclarée de celui qui l'a commis ; et qu'il suffit, pour qu'il y ait détournement, que le prévenu, mis en demeure de restituer, refuse de le faire avec l'intention de s'approprier les deniers qui lui ont été confiés ». 28 avril 1859, n° 105. — *Conf.*, 13 juin 1845, n° 197 ; 13 septembre 1845, n° 290, transcrit sous le n° 216.

218. L'abus de confiance étant un délit, il est clair que le détournement ne peut être punissable que s'il est frauduleux. Mais les tribunaux correctionnels ne sont pas tenus de déclarer la fraude en termes formels. Il suffit qu'elle résulte des constatations de leur jugement, comme la Cour de cassation l'a toujours décidé, et notamment dans ses arrêts des 15 janvier 1853, n° 19; 12 janvier 1855, n° 10 ; 4 mars 1859, n° 72 ; 7 avril 1859, n° 91 ; 15 avril 1859, n° 95 ; 21 mars 1861, n° 62 ; 10 mai 1867, n° 113.

219. Cette Cour s'est reconnu le droit de rechercher si, en déclarant l'absence de fraude, les tribunaux

correctionnels ne se sont pas mis en contradiction avec les faits mêmes dont ils déclaraient l'existence.

Dans une première espèce, l'arrêt attaqué constatait « que Gouvert, malgré les demandes réitérées des intéressés, avait refusé obstinément, et sous de futiles prétextes, de rendre compte des sommes qu'il avait touchées en vertu des mandats qu'il avait reçus, et dont, de son propre aveu, il était reliquataire ; et qu'il les avait même employées momentanément à son profit ». Cependant l'arrêt avait renvoyé Gouvert des poursuites, sous le prétexte qu'il n'avait point agi avec intention frauduleuse. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que ces faits, ainsi constatés, présentent, par eux-mêmes, tous les caractères du délit d'abus de confiance, tel qu'il est prévu et puni par l'art. 408, C. pén. ; qu'en effet, la rétention illicite des deniers reçus, l'obstination à ne pas les rendre, malgré les demandes réitérées, l'emploi des deniers à son profit par le mandataire infidèle, sont les circonstances essentielles et constitutives de ce délit ; attendu que l'arrêt ajoute vainement que le prévenu n'a point agi avec une intention frauduleuse ; que la fraude ressort nécessairement des faits tels qu'ils sont constatés, surtout lorsqu'ils sont qualifiés d'actes d'indélicatesse ; que, dès lors, l'allégation sur l'absence de mauvaise foi, loin de faire disparaître le délit, ne tendrait qu'à infirmer l'arrêt par une contrariété de motifs ». 14 octobre 1854, nº 303, déjà cité sous le nº 216.

Dans une seconde espèce, Jean Buisson était prévenu d'abus de confiance, pour avoir retenu pendant deux mois, et employé à ses besoins personnels la somme de 26 fr., que la veuve Charleuf lui avait confiée pour être versée, à titre de paiement de ses contributions, au percepteur de la commune. Il avait été renvoyé, par l'arrêt

attaqué, des fins de cette prévention, sur le motif qu'il n'était pas suffisamment établi que ce détournement momentané eût été commis avec une intention frauduleuse. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu, en droit, que, s'il est de principe certain que le fait d'un détournement matériel ne suffit pas, à lui seul, pour constituer le délit d'abus de confiance, prévu et défini par l'art. 408 (délit pour la qualification complète duquel la constatation de l'intention frauduleuse est également nécessaire et constitutive), il est aussi de principe que l'appréciation légale des faits (appréciés d'abord, eu égard à cette intention, par le juge de répression), tombe sous le contrôle de la Cour de cassation, lorsque les faits établis, constituant nécessairement la fraude, il y a contradiction entre ces faits et la déclaration de la Cour sur l'absence d'intention frauduleuse; attendu, dans l'espèce, que la preuve de l'intention frauduleuse ressort nécessairement des circonstances multipliées, minutieusement retenues, à la charge de Buisson, par la première partie de l'arrêt attaqué; que ces faits sont caractéristiques de cette intention; que, dès lors, c'est vainement que l'arrêt attaqué s'est efforcé, dans sa dernière partie, et par des déductions contradictoires avec la preuve déjà faite, de démontrer que le détournement poursuivi avait été commis sans esprit de fraude ». 31 janvier 1857, n° 39.

220. Pour que le délit existe, il n'est pas nécessaire que le prévenu se soit approprié les valeurs qu'il a détournées. L'art. 408 se borne, en effet, à exiger que ces valeurs aient été détournées ou dissipées au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs.

Le nommé Vincent avait été condamné pour abus de confiance. Il prétendit, devant la Cour de cassation, que

l'art. 408 lui avait été illégalement appliqué, puisque l'arrêt attaqué n'articulait pas qu'il se fût approprié les valeurs qu'il avait détournées. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'art. 408 n'exige pas, comme circonstance constitutive du délit d'abus de confiance, la condition que le prévenu se soit approprié les valeurs détournées. » 7 avril 1859, n°. 91.

François Réocreux, condamné aux peines de l'art. 408, avait fondé son recours en cassation sur le même moyen. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'art. 408 exige, comme élément constitutif du délit d'abus de confiance, non pas que le prévenu ait profité du détournement, mais que ce détournement ait été commis au préjudice du propriétaire de l'objet, remis à titre de mandat ou de prêt, condition qui a été formellement déclarée par l'arrêt ». 10 mai 1867, n° 113. — *Conf.*, 12 avril 1866, n° 103.

221. Certains tribunaux ont cru pouvoir juger que le délit n'existait pas, parce que l'inculpé avait, depuis le commencement des poursuites, restitué la chose détournée. La Cour de cassation a réprouvé cette doctrine, notamment dans ses arrêts des 18 juillet 1845, n° 232, 13 septembre 1845, n° 290, 11 juin 1858, n° 168, 14 janvier 1859, n° 20.

222. Il peut arriver que le prévenu, pour soutenir qu'il n'a pas commis de détournement, notamment qu'il ne s'est pas rendu coupable d'abus de mandat, allègue qu'il y a compte à faire entre lui et le plaignant. Soulève-t-il alors une question préjudicielle, qui soit hors de la compétence des tribunaux correctionnels? Je ne le crois pas. En effet, il est de principe que le juge de l'action est le juge de l'exception. Comme les tribunaux correctionnels sont les juges du délit d'abus de confiance, ils sont, par suite, juges des exceptions que l'in-

culpé peut présenter. Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, qu'une disposition quelconque de la loi modifiât le principe général. Cette modification ne se trouve pas, assurément, dans l'art. 182, C. for., qui ne concerne que les droits de propriété ou autres droits réels. Elle ne se trouve pas davantage dans les art. 527 et suiv., C. proc. civ., relatifs aux redditions de comptes. Il faut donc en conclure que, dans les matières du droit ordinaire, les tribunaux correctionnels ont compétence pour statuer sur cette exception. C'est ce que la Cour de cassation a reconnu, en rejetant le pourvoi de Jean-Modeste Lherminier, « attendu que l'action, sur laquelle a statué l'arrêt attaqué, portait sur un fait de détournement et de dissipation d'une somme, remise à titre de mandat, à la charge d'en faire un emploi déterminé, délit prévu et puni par l'art. 408, C. pén.; attendu que le juge de l'action était le juge de l'exception; que, dès lors, la juridiction correctionnelle avait compétence pour apprécier la défense du prévenu, fondée sur le résultat éventuel d'un compte à régler entre les parties, qui, en écartant l'allégation d'une somme par lui due, exclurait la possibilité d'un détournement ». 13 mars 1840, n° 81. — *Conf.*, 13 juin 1845, n° 197; 14 septembre 1855, n° 321; 19 avril 1861, n° 45; 21 juillet 1864, n° 190.

Si la demande d'un compte, formée par l'inculpé, ne doit pas avoir pour résultat de faire disparaître complétement le détournement, les tribunaux peuvent ne pas s'en préoccuper, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Le nommé Hottot, poursuivi pour abus de mandat, avait prétendu qu'un compte était à faire entre lui et Carriot, le plaignant. La Cour de Paris, sans avoir égard à cette demande, l'avait condamné pour abus de con-

fiance. Hottot prétendit, devant la Cour de cassation, que la Cour de Paris, en statuant ainsi, lui avait fait une fausse application de l'art. 408. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'appréciant cette exception, l'arrêt attaqué porte : qu'en admettant les chiffres de recette et de dépense, présentés par Hottot, et qui sont contestés par Carriot, il n'en reste pas moins établi que Hottot, reste reliquataire d'une somme de plus de 180 fr., qu'il est dans l'impossibilité de restituer, malgré les demandes réitérées qui lui ont été adressées, et les poursuites dirigées contre lui; attendu qu'en déclarant, par suite, que Hottot a frauduleusement détourné et dissipé, au préjudice de Carriot, des sommes d'argent, qui ne lui avaient été confiées qu'à titre de mandat, et à la charge de les rendre ou d'en faire un emploi déterminé, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles précités 408 et 406, C. pén., et les articles 1999 et 2000 du Code Napoléon, n'en a fait, au contraire, qu'une saine interprétation ». 21 juillet 1864, n° 190.

Le nommé Machain, dont j'ai déjà parlé, avait soutenu également, devant la Cour de cassation, que l'art. 408 lui avait été illégalement appliqué, puisqu'il avait conclu à ce qu'un compte fût ordonné entre lui et le plaignant. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que ce motif est dénué de fondement, puisque, si le fait d'un compte à rendre entre les parties doit exclure l'idée d'un détournement, il n'en est plus ainsi, lorsque cette exception n'a pour objet qu'une portion de la somme détournée ». 28 avril 1859, n° 105.

Si, au contraire, il résulte des articulations de l'inculpé que l'établissement du compte puisse avoir pour résultat de démontrer qu'il n'y a pas eu détournement, quel parti le tribunal correctionnel devra-t-il prendre ? Devra-t-il déclarer l'action non recevable ? Devra-t-il,

au contraire, surseoir à statuer jusqu'à ce que le compte ait été rendu? La question n'est pas sans difficulté. Pour soutenir que l'action doit être déclarée non recevable, on peut dire que, la preuve n'étant pas faite, il y a lieu à renvoyer l'inculpé des poursuites. Mais on peut objecter que, si la preuve n'est pas complète, les tribunaux de répression peuvent en poursuivre le complément, et que, en l'ordonnant, ils n'ont qu'à surseoir.

Je ne connais aucun arrêt de la Cour de cassation qui ait résolu la question en termes formels; mais il est à remarquer que, si cette Cour, dans son arrêt du 24 septembre 1846, n° 256, que je vais citer tout à l'heure, a annulé la décision qui lui était dénoncée, ce n'est pas pour avoir accueilli une action irrecevable, mais c'est pour avoir omis de *surseoir sur le tout* jusqu'à la reddition du compte, devant l'autorité administrative. On peut raisonnablement en conclure que, dans la pensée de la Cour, les tribunaux de répression ne doivent pas déclarer la plainte non recevable, et qu'ils doivent se borner à ordonner la reddition du compte.

Comment le compte sera-t-il rendu? Les juges correctionnels pourront, ce me semble, charger un comptable d'entendre le prévenu et le plaignant, et de dresser les éléments du compte. C'est un moyen d'instruction, auquel la loi ne leur interdit pas de recourir. Ils pourraient aussi, dans le cas où le compte ne serait pas compliqué, dire qu'il aura lieu à l'audience.

223. Si, dans certaines matières d'une nature spéciale, l'apurement du compte était réservé à une autre autorité que le tribunal correctionnel, il est clair que, d'après les principes mêmes que je viens de poser, la question deviendrait préjudicielle et que les tribunaux de répression devraient surseoir à statuer, jusqu'à ce que le compte eût été réglé par l'autorité compétente.

La Cour de cassation l'a reconnu, dans les deux espèces que je vais reproduire.

Une loterie avait été organisée, pour réparer, autant que possible, les désastres qui avaient été produits par une trombe, dans les communes de Monville et de Malaunay. L'arrêt préfectoral qui l'autorisait, portait, dans son art. 8 : « un mois après le tirage, un état définitif des recettes et dépenses nous sera remis, afin que nous puissions faire opérer le versement du produit net de cette loterie dans les caisses des bureaux de bienfaisance de Monville et de Malaunay ». Jean-Louis Viénot était organisateur de cette loterie. Après le tirage, plusieurs porteurs de numéros gagnants prétendirent que les lots avaient été composés frauduleusement, et que, par suite, Viénot s'était rendu coupable d'abus de mandat. Devant la Cour de Rouen, Viénot prétendit qu'il y avait lieu à surseoir à l'action correctionnelle jusqu'après l'événement de la reddition de compte qu'il devait à l'autorité administrative. Ses conclusions furent rejetées. Mais, sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « vu l'art. 182, C. for., applicable en toute matière ; vu l'art. 5 de la loi du 23 mai 1836 ; attendu que les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, sont exceptées de la prohibition générale, portée, par les art. 1, 2, 3 et 4 de ladite loi, contre toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort ; attendu que, pour prévenir les inconvénients attachés à cette nature d'opérations, la disposition exceptionnelle, dont il s'agit, a subordonné la mise en œuvre des loteries, auxquelles elle se rapporte, à une autorisation préalable dans les formes d'un règlement d'administration publique ; attendu que ce règlement existe à la date du 29 mai 1844 ; que l'arrêté préfectoral, rendu en conformité de ses dis-

positions, porte : art. 8 : Un mois après le tirage, un état définitif des recettes et dépenses nous sera remis, afin que nous puissions faire opérer le versement du produit net de cette loterie dans les caisses des bureaux de bienfaisance de Monville et de Malaunay; attendu qu'il ressort, de cet article, que, le produit net de cette opération devant être déterminé par un compte de gestion, rendu à l'autorité administrative, en vertu de son obligation de surveillance, et comme représentant le destinataire, le gérant ne pouvait être déclaré coupable d'abus de mandat envers le comité de bienfaisance, sans que son compte eût été préalablement apuré par qui de droit; attendu que, si l'examen et l'appréciation de tous les éléments de l'opération, envisagée dans ses détails et dans son ensemble, étaient indispensables pour l'évaluation de l'excédant des recettes, acquis à ces comités, il y avait indivisibilité dans cet examen et dans cette appréciation, et nécessité, par suite, de surseoir sur le tout; attendu, dès lors, que la Cour de Rouen ne pouvait, en l'état, et sur la poursuite des parties civiles, rechercher si Viénot avait abusé de son mandat, en ce qui concernait les comités de bienfaisance, ni fonder sur l'existence du délit, ainsi caractérisé, aucune condamnation; attendu qu'il résulte virtuellement, des motifs de l'arrêt attaqué, que le sursis à l'action correctionnelle, jusqu'après l'événement de la reddition de compte, a été demandé, d'une manière formelle, par Viénot, qui faisait, de ce chef de conclusion, le fondement principal de sa défense; qu'ainsi, en rejetant cette exception préjudicielle, l'arrêt attaqué a violé l'article précité du Code forestier, l'art. 5 de la loi du 23 mai 1836, et faussement appliqué l'art. 408, C. pén. ». 24 sept. 1846, n° 256.

Le sieur Derocans, entreposeur de tabacs, avait été

déclaré coupable d'avoir détourné ou soustrait, au préjudice de l'Etat, une certaine quantité de tabacs, qui lui avaient été confiés, et qui étaient entre ses mains, en sa qualité d'entreposeur et dépositaire comptable, sans qu'il fût préalablement intervenu une décision administrative sur l'état de sa comptabilité. Sur son pourvoi, l'arrêt de condamnation fut annulé, « attendu que, si l'art. 244 de la loi du 28 avril 1816 dispose que les préposés ou employés de la régie, prévenus de crimes ou délits dans l'exercice de leurs fonctions, seront poursuivis et traduits dans les formes communes à tous les citoyens devant les tribunaux compétents, sans autorisation préalable de la régie, il n'en résulte pas que, lorsqu'il s'agit de faits de gestion et de comptabilité, ces mêmes tribunaux puissent constater des détournements, avant que les comptes desdits préposés ou employés aient été vérifiés et arrêtés par l'administration ; attendu, en effet, que les tribunaux ne peuvent, sans excès de pouvoir, s'immiscer dans l'examen d'une comptabilité administrative, et procéder ainsi à des jugements, dont les résultats pourraient être d'amener des décisions contradictoires entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire ; attendu qu'en admettant que les détournements, prévus par les art. 169 et 171, C. pén., puissent exister, même avec une comptabilité régulière en apparence, l'arrêt attaqué n'a point constaté que la comptabilité du demandeur ait été vérifiée par l'administration, et n'a point précisé les moyens, à l'aide desquels il serait parvenu à dissimuler dans ses comptes les détournements qui lui sont imputés ; attendu, dès lors, que la Cour d'appel de Nancy, en déclarant le demandeur coupable des détournements susénoncés, sans déoision prélable de l'administration sur sa comptabilité, a commis un excès de pouvoir, et

violé expressément les lois des 16-24 août 1790 et 16 fructidor an III ». 9 janvier 1852, n° 6.

224. Le deuxième élément du délit est que le détournement ou la dissipation ait eu lieu au préjudice du propriétaire, du possesseur ou du détenteur.

Il en résulte que l'abus de confiance existe, non-seulement lorsque la chose dissipée ou détournée a été remise à l'inculpé par le propriétaire, mais aussi lorsqu'elle lui a été confiée par celui qui n'en était que possesseur ou détenteur.

225. Si le prévenu soutient que la chose, dont le détournement lui est reproché, est à lui, le juge correctionnel a compétence pour résoudre la question de propriété. Il est vrai qu'il s'agit alors de statuer sur un droit réel, mais ce droit réel n'est que mobilier, et l'art. 182, C. for., ne renvoie devant les tribunaux civils que la connaissance des droits réels immobiliers. Par conséquent, le juge de l'action reste juge de l'exception, comme je viens de l'indiquer un peu plus haut, n° 219.

226. La disposition qui m'occupe a donné lieu à certaines difficultés. Il importe de les examiner. Cette étude déterminera avec plus de précision le sens de l'article.

227. Louis Gaultier avait été déclaré coupable d'abus de confiance, pour avoir détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, des billets, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de mandat, à la charge d'en faire un emploi déterminé. Le condamné prétendit, devant la Cour de cassation, que ces billets, lui ayant été négociés, étaient devenus sa propriété; que, par suite, il n'en avait pas détourné le produit au préjudice des propriétaires et qu'on lui avait appliqué illégalement l'art. 408. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué, appréciant les faits imputés à Gaultier,

déclare expressément que ledit Gaultier a dissipé et détourné, au préjudice des propriétaires, des billets, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de mandat, à la charge d'en faire un emploi déterminé ; qu'à la vérité, Gaultier alléguait l'existence d'une convention, qui l'obligeait à payer les intérêts des sommes, appartenant aux propriétaires de l'ardoisière *la Désirée d'Arille*, qui seraient entre ses mains ; d'où il induisait qu'il avait le droit d'employer ces sommes à son profit ; mais que, d'une part, l'arrêt attaqué n'a point reconnu l'existence de cette convention, et que, d'autre part, les détournements, dont Gaultier a été déclaré coupable, s'appliquaient à des billets souscrits par le régisseur, et deux des actionnaires de l'ardoisière, au fur et à mesure, et jusqu'à concurrence seulement de ses besoins ; qu'ainsi le fait, reconnu par la Cour royale, présente tous les caractères du délit d'abus de confiance, tels qu'ils sont spécifiés dans l'art. 408, C. pén., ce qui justifie l'application de cet article ». 5 août 1842, n. 191.

La solution serait différente, si les valeurs avaient été endossées au profit de l'inculpé, avec l'indication qu'elles entreraient dans le compte courant, existant entre lui et l'endosseur. Dans ce cas, les traites sont devenues la propriété du prévenu, et, si celui-ci n'a pas satisfait à ses engagements, il ne peut être considéré que comme un débiteur en faute de remplir son obligation.

La Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Lipmann était en compte courant avec la maison Gourdon et Dubuis. Il avait endossé des traites au profit de ces derniers pour être versées dans son compte courant. Gourdon et Dubuis n'en avaient pas appliqué le produit au paiement indiqué par Lipmann. Ils furent

poursuivis pour abus de confiance. La Cour de Paris les renvoya de la plainte. Le pourvoi, formé par Lipmann, fut rejeté, « attendu que, pour justifier l'application de l'art. 408, il ne suffit pas que les effets, deniers, marchandises, billets, etc... aient été remis à la charge de les rendre, ou d'en faire un emploi déterminé, qu'il faut encore que les valeurs, remises en exécution de l'un des contrats limitativement énumérés audit article, aient été détournées au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs ; attendu que l'arrêt attaqué a constaté, en fait et souverainement : 1° que Lipmann était en compte courant avec la maison Gourdon, Dubuis et compagnie, ainsi qu'il l'avait lui-même reconnu dans le bordereau des créances, dont l'admission avait été par lui réclamée au passif de la faillite de cette maison, le 26 décembre 1857 ; 2° que les valeurs, envoyées par lui à Gourdon et Dubuis, n'avaient été ni pu être négociées qu'avec la signature, et, par conséquent, l'engagement personnel de ces derniers ; que, de ces constatations et des termes mêmes du bordereau de production auquel l'arrêt s'est référé, il résulte que les traites, escomptées par Gourdon et Dubuis, avaient été régulièrement endossées par Lipmann au profit de ces derniers et versées dans le compte courant qui en a crédité l'envoyeur ; attendu que, d'après les principes du droit commercial, la conséquence de ces faits avait été de dessaisir Lipmann de la propriété des traites, dont il s'agit, dès l'instant de leur réception par la maison Gourdon et Dubuis ; d'où il suit qu'en n'appliquant pas leur produit au paiement convenu, Gourdon et Dubuis ne pouvaient être considérés comme des mandataires, qui ont détourné des effets ou billets au préjudice des propriétaires, mais comme des débiteurs, qui n'ont point accompli leurs obligations ; que, dès lors, c'est

avec raison que l'arrêt attaqué a décidé que le fait, ainsi caractérisé, ne constituait pas le délit d'abus de mandat, réprimé par l'art. 408, C. pén. » 15 avril 1859, n. 96.

228. Multedo avait délivré à Jean Antenori, boulanger, une certaine quantité de blé, pour être employée dans son commerce, et le prix lui en être remis, au fur et à mesure de la vente du pain provenant de ce blé. Antenori, au lieu de satisfaire à ces conditions, avait donné le blé en paiement à un tiers. La Cour de Bastia le déclara coupable d'abus de confiance. L'arrêt de cette Cour fut annulé, « attendu que des faits reconnus il résultait qu'il y avait eu vente de blé, faite par Multedo à Antenori, à un prix réglé entre eux, et délivrance de ce blé ; que, pour le paiement du prix de cette vente, il avait été fait, entre le vendeur et l'acheteur, une convention, dont le but était d'assurer au vendeur le paiement du prix de son blé, et de donner à l'acheteur des facilités pour l'effectuer ; que l'inexécution par Antenori de cette convention ne pouvait produire contre lui qu'une action civile, et ne le faisait rentrer, sous aucun rapport, dans l'application de l'art. 408, C. pén. ; qu'en effet, le blé ne lui avait pas été remis à titre de dépôt et pour un travail salarié, à la charge de le rendre ou représenter ; que, s'il avait été convenu qu'il en ferait un usage ou un emploi déterminé, ce n'était pas comme mandataire, mais comme propriétaire, en vertu de la vente qui lui en avait été consentie ; que Multedo, par la délivrance qu'il avait faite de ce blé moyennant le prix réglé entre lui et Antenori, avait cessé d'être propriétaire, possesseur ou détenteur ; que cependant, d'après les expressions dudit art. 408, C. pén., cet article n'est applicable au détournement de marchandises, remises à la charge d'en faire un usage

ou un emploi déterminé, que dans le cas où ce détournement a été fait au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur de ces marchandises ; que le fait, reconnu par la Cour royale de Bastia, a donc été, par elle, faussement qualifié ; que c'est, par violation de l'art. 408, C. pén., qu'elle a jugé que ce fait constituait le délit d'abus de confiance caractérisé et puni par cet article ; que, quand il s'agit de faits, qui n'ont pas le caractère de délit, ceux qui ont participé à ces faits ne peuvent pas, à raison de leur participation, être complices du délit ; qu'en déclarant donc Lorenzi coupable d'être complice du délit d'abus de confiance faussement reconnu, et en le condamnant comme tel, ladite Cour a encore violé ledit art. 408 ». 29 septembre 1820, n° 128.

229. De ce qu'il n'y a abus de confiance que dans le cas où le détournement a lieu au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, il ne faut pas conclure que la partie préjudiciée par le détournement, qui n'a ni l'une ni l'autre de ces qualités, ne pourra pas se porter partie civile. En effet, ce droit appartient, d'après les art. 2 et 63, C. instr. crim., à toute personne lésée par un délit.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi du nommé Brafin, « attendu que, d'après les art. 2 et 63, C. instr. crim., l'action civile appartient à toute personne lésée par un délit ; que si, d'après l'art. 408, C. pén., le délit d'abus de confiance n'existe que lorsque le détournement est commis au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, il n'en résulte point que ce délit ne puisse causer des dommages à d'autres personnes, qui auraient acquis quelque droit sur les choses détournées, par exemple, aux créanciers du propriétaire, qui auraient saisi ou

arrêté lesdites choses pour sûreté de leurs créances, et se verraient privés de leur gage par l'effet du détournement ; que cet intérêt à la conservation du gage est actuel et suffit pour rendre leur action civile recevable ». 8 juin 1849, n° 131.

230. La troisième condition du délit est que le détournement ou la dissipation ait eu, pour objet, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge.

231. Il y a détournement de deniers, non-seulement lorsqu'on conserve et s'approprie frauduleusement les espèces qu'on détient, mais encore, lorsqu'au moyen d'un transport ou d'une procuration on fait passer, dans les mains d'un tiers, des deniers, dont on n'a pas le droit de disposer, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Charles Blanchet, directeur de la *Société des gaz réunis*, avait été chargé de vendre, pour le compte de la compagnie, l'usine de Niort. Il avait transporté une partie du prix à un tiers et lui avait donné procuration pour toucher le surplus. Déclaré coupable d'abus de confiance à raison de ce fait, il soutint qu'on ne pouvait considérer comme détournement, le transport qu'il avait fait, et la procuration qu'il avait donnée. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il résulte, des faits constatés par l'arrêt attaqué, que Blanchet a, par acte du 30 août 1847, transporté la somme de 127,850 francs, sur le prix de la vente de l'usine de Niort, et donné une procuration à l'effet de toucher le surplus du prix, que la personne, à laquelle Blanchet avait consenti et le transport et la procuration, était son créancier pour des sommes considérables, et qu'en agissant ainsi, le prévenu avait détourné frauduleusement des sommes, dont

il devait compte à la société ». 31 juillet 1851, nº 316.

232. Par effets et marchandises, il faut entendre toutes les choses mobilières qui peuvent être la matière d'un commerce, par exemple :

1° « Les blés que reçoit un meunier pour les moudre ; les farines qui sont remises à un boulanger pour faire du pain et généralement toutes autres matières pouvant être l'objet d'un travail quelconque. » 11 avril 1837. Dall., vº *Abus de confiance*, nº 167 ;

2° Des échantillons d'étoffes façonnées « remises à l'inculpé, non pour lui en transférer la propriété, mais dans le but, soit de contrôler, à l'époque des livraisons, la conformité des étoffes commissionnées aux échantillons, soit de se procurer des commandes à la vue desdits échantillons, et, dans tous les cas, à la charge expresse de ne point les livrer au commerce et, sinon de les rendre et représenter, du moins de n'en faire que l'usage ci-dessus déterminé. Livrer à la circulation des échantillons et des dessins dans leur nouveauté, et avant même que les étoffes soient confectionnées, c'est favoriser des fraudes et créer à celui, qui en est l'inventeur, des concurrences aussi désastreuses que déloyales ». 27 février 1846, nº 60 ;

3° Même des objets, introduits en contrebande sur le territoire français, comme des cigares étrangers : « les obligations du dépositaire vis-à-vis du déposant restent les mêmes, quelle que soit l'origine de l'objet déposé », 9 juillet 1857, nº 260.

233. Le détournement est également punissable, lorsqu'il a pour objet des billets, quittances ou autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge.

Il est donc applicable au détournement de la contre-lettre, qui avait pour but de constater qu'un billet né-

gocié n'était qu'une valeur de complaisance, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le nommé Grand avait souscrit un billet de 800 fr. à Cotaros. Celui-ci avait remis à Grand une contre-lettre établissant que le prix du billet n'était pas dû. Plus tard, Cotaros se fit remettre la contre-lettre, sous le prétexte qu'il avait payé le billet, et l'avait lacéré, ce qui n'était pas vrai. Pour ce fait, il fut déclaré coupable d'abus de confiance. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la contre-lettre, souscrite par le demandeur au profit de Julien Grand, lui a été remise par la femme dudit Grand à titre de dépôt, et à la charge d'en faire un usage ou emploi déterminé, à savoir, de la réunir à l'obligation à laquelle elle se référait, et d'anéantir le tout par une lacération immédiate; qu'il en résulte, en outre, que le demandeur n'a pas effectué cette lacération, mais a conservé, au contraire, l'obligation, dont il aurait voulu se soutenir, plus tard, véritable créancier; qu'en appliquant à ces faits l'art. 408, C. pén., la Cour royale de Grenoble n'a violé ni cet article, ni aucune autre disposition de la loi ». 27 janvier 1837, Dall., v° *Abus de confiance*, n° 168.

234. Il est également applicable au détournement de billets en blanc, destinés à payer d'autres valeurs en circulation, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi d'Auguste Feuillet, « attendu que l'arrêt dénoncé constate que le demandeur en cassation avait reçu, le 10 octobre 1858, trois billets en blanc de la somme, ensemble, de 7,000 fr. signés par Desormaux et sa femme, pour être appliqués à payer pareille somme sur d'autres valeurs en circulation, souscrites par Desormaux seul; que, néanmoins, il les a négociés dans son intérêt exclusif, et en a appliqué le bénéfice à ses affaires personnelles, sans éteindre

les premiers effets, conformément au mandat qu'il avait accepté; qu'en agissant ainsi, il a causé un préjudice à Desormaux, et s'est rendu coupable du délit d'abus de confiance, prévu et puni par l'art. 408, C. pén.; attendu que ces constatations établissent le détournement, la fraude et le préjudice constitutifs du délit, en réparation duquel la condamnation a été prononcée; que, par suite, l'arrêt de la Cour impériale d'Amiens (du 30 août 1860) n'a fait au prévenu qu'une juste application de la disposition précitée ». 29 décembre 1860, n° 310.

235. L'art. 408 n'entend-il inculper que le détournement des écrits compromettant la fortune? Est-il inapplicable à ceux qui compromettent la personne? Cette question naît de la différence de rédaction qui existe entre les art. 407 et 408 du Code. Le premier comprend les deux cas; le second, n'en comprenant qu'un, semble exclure l'autre. C'est une lacune assurément fort regrettable, mais je ne crois pas que les juges puissent la suppléer. Le texte de l'art. 408 est formel. Il ne concerne que les billets, quittances ou autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge.

236. L'art. 408 doit également demeurer inapplicable au singulier détournement que je vais indiquer. Mathurin Guérin, berger, était au service de la dame Faureau. Au lieu de maintenir son troupeau sur les terres de cette dame, il le conduisait sur les champs de cultivateurs voisins, et reportait ainsi, sur des champs n'appartenant pas au propriétaire de ce troupeau, les avantages du *piétinement*, du *parcage* et de l'*engrais*. Il fut, par ordonnance du juge d'instruction, renvoyé en police correctionnelle sous la prévention d'abus de confiance. Le tribunal se déclara incompétent par le motif que Guérin était au service de la dame Faureau, lorsqu'il avait conduit son troupeau sur les terres de ses com-

plices. La Cour de cassation fut saisie de la question par la voie du règlement de juges. Cette Cour décida que ces faits « ne présentent pas les caractères du délit ou du crime d'abus de confiance prévu par l'art. 408, C. pén.; qu'en effet, il n'y a point eu, de la part de Guérin, détournement d'effets ou de marchandises; que le préjudice éventuel, résultant de ce que les avantages du piétinement, du parcage et de l'engrais, opérés par le troupeau que la dame Faureau avait confié audit Guérin, attaché au service de cette dame en qualité de berger, auraient été reportés sur des champs n'appartenant pas au propriétaire de ce troupeau, ne rentre pas dans les termes dudit art. 408; que ce fait n'est prévu par aucune loi pénale, et ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention; qu'il n'y a lieu, dès lors, de saisir aucune juridiction répressive de l'appréciation de ce fait. » 19 mars 1857, n° 113.

Il en serait de même dans les deux espèces suivantes.

Dans la première, Amable Potheau était obligé, par une des stipulations de son bail, de faire consommer par ses bestiaux toutes les pailles, provenant des récoltes annuelles de la ferme. Au lieu de satisfaire à cette obligation, il avait vendu une partie de ces pailles. La Cour d'Orléans l'avait, à raison de ce fait, déclaré coupable d'abus de confiance. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu qu'il est reconnu, par l'arrêt attaqué, que l'une des conditions essentielles du délit d'abus de confiance est la remise, effectuée dans les mains du prévenu, de l'objet ultérieurement détourné; mais qu'il a considéré, comme ayant eu pour effet, dans l'espèce, de suppléer à l'accomplissement matériel de cette condition une stipulation de bail en vertu de laquelle le preneur était autorisé à faire consommer par ses bestiaux les pailles provenant des récoltes annuelles de la

ferme ; attendu qu'en attribuant à cette clause, par lui qualifiée de remise anticipée, le caractère de la tradition exigée par l'article précité, cet arrêt a substitué une fiction à une réalité, et incriminé à tort, comme constituant un acte susceptible d'une répression pénale, un fait d'inexécution de bail, qui était exclusivement régi par les principes de la loi civile ; en quoi a été violé le susdit art. 408 ». 17 août 1843, n° 208.

Dans la seconde espèce, Isaac Sée avait refusé de revendre une maison à Léonard Bischer, malgré l'obligation qu'il en avait prise. La Cour de Colmar lui appliqua l'art. 408, C. pén. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu que les faits, constatés par l'arrêt attaqué, n'établissent aucune remise d'effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou autres écrits opérant obligation ou décharge, à titre de louage, de dépôt, de mandat, ou pour un travail salarié ou non salarié; qu'il s'agit de l'inexécution, de la part du propriétaire d'une maison, de l'obligation d'en opérer la revente; que cette inexécution d'une obligation purement civile ne peut recevoir la qualification du délit spécifié par l'art. 408, C. pén.; et qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a faussement appliqué et violé cet article». 28 décembre 1844, n° 416.

237. Il est à remarquer que l'art. 408 ne punit pas le détournement de l'usage de la chose. Il en résulte que le locataire, le dépositaire, le mandataire, le créancier gagiste, l'emprunteur, qui emploie cette chose pour sa propre utilité et qui la fait servir à un usage autre que celui auquel elle est destinée, ne peut être passible que d'une action civile en dommages-intérêts.

Cependant, il a été jugé, et, avec raison, que l'imprimeur ou lithographe, qui tire, pour les vendre à son profit, des exemplaires sur des planches ou des clichés

qu'il a reçus à titre de dépôt ou de mandat, se rend coupable du délit d'abus de confiance. Mais il est à remarquer que, dans ce cas, le détournement porte bien plus sur le produit de l'usage que sur l'usage lui-même.

Arnoult Wittersheim, imprimeur-lithographe, avait reçu en dépôt, de Saissy, fabricant de parfumeries : 1º une planche, gravée par Thomson, sur un dessin de Fontalard ; 2º un cliché, destiné à servir à l'impression d'une inscription anglaise. Il avait été entendu que Wittersheim n'en tirerait des exemplaires ou des épreuves que sur l'invitation expresse de Saissy. Cependant, Wittersheim avait tiré, soit du cliché, soit de la planche gravée, des épreuves, dont il avait disposé en faveur de négociants se livrant au même commerce que Saissy. Il fut condamné aux peines de l'art. 408. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il est reconnu et constaté, par l'arrêt attaqué, que Saissy, fabricant de parfumeries en gros, à Paris, a confié à Wittersheim, imprimeur-lithographe : 1º une planche, gravée par Thomson, sur un dessin de Fontalard ; 2º un cliché à lui appartenant, destiné à servir à l'impression d'une inscription anglaise, à titre de dépôt et de mandat spécial, et sous la convention formelle qu'il n'en tirerait des exemplaires et des épreuves que sur l'invitation expresse de Saissy, et au fur et à mesure des ordres qu'il recevrait ; que, dès lors, non-seulement la planche et le cliché en question, mais encore les produits imprimés ou gravés en provenant, appartenaient à Saissy privativement à tous autres, sans qu'il fût permis à Wittersheim de divertir la planche et le cliché (qui devaient rester intacts entre ses mains), à un emploi ou usage quelconque ; que cependant Wittersheim, au mépris de toutes les obligations, nées du dépôt ou du

mandat, aurait tiré, soit du cliché, soit de la planche gravée, des épreuves, dont il aurait disposé en faveur de négociants se livrant au même genre de commerce que Saissy ; attendu que, dès lors, la chambre des appels correctionnels de la Cour royale de Paris, en décidant par son arrêt du 26 août dernier, que ces faits, dans les circonstances ci-dessus rappelées et particulièrement à raison du détournement matériel des exemplaires tirés à l'aide de la planche ou du cliché, et de l'usage dudit cliché, contrairement à l'emploi qui en avait été déterminé, constituaient le délit prévu et qualifié par l'art. 408, C. pén., et en condamnant Wittersheim aux dépens et à 60 francs d'indemnité envers ledit Saissy, loin d'avoir faussement interprété et, par suite, violé les dispositions dudit article, en a fait, au contraire, la plus juste et la plus sage application ». 30 décembre 1836, nº 403.

238. La quatrième condition du délit est que, les effets, marchandises ou valeurs aient été remis à l'un des titres énumérés dans l'art. 408, c'est-à-dire à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail, salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

239. Le louage est de deux natures : celui des choses et celui d'ouvrage (C. civ., art. 1708).

Le louage des choses est le contrat, par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer (Même Code, art. 1709).

Le louage d'ouvrage est le contrat, par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

Le louage des choses, dont il est ici question, est plus

spécialement celui des choses mobilières proprement dites, l'art. 408 n'ayant en vue que le détournement ou la dissipation des objets de cette nature. Cependant il comprend aussi celui des immeubles par destination, qui reprennent leur caractère mobilier dès qu'ils sont détachés de l'immeuble auquel ils avaient été annexés (même Code, art. 523, 524, 525).

Le louage n'a été mis au nombre des contrats, dont la violation peut constituer l'abus de confiance, que par la loi du 28 avril 1832.

240. Avant cette loi, il avait été jugé que le preneur de bestiaux à cheptel simple (même Code, art. 1804), qui en disposait sans la participation du bailleur, ne commettait pas un abus de confiance, « attendu que des bestiaux, donnés à cheptel, ne peuvent, sous aucun rapport, être considérés comme confiés à titre de dépôt, ni remis pour faire un travail salarié ; que le bail à cheptel est un contrat, dont tous les effets sont réglés par le Code civil. » 5 octobre 1820. Dall., v° *Abus de confiance*, n° 98.

La Cour de cassation a dû modifier, et a modifié en effet, sa jurisprudence, depuis la loi de 1832, « vu l'art. 408, C. pén.; vu aussi les art. 1711, 1800, 1804, 1805, 1810, C. civ., qui rangent le bail à cheptel simple parmi les contrats de louage, et en déterminent la nature et les conditions; attendu que l'art. 408, C. pén., punit le détournement, au préjudice du propriétaire, des objets et marchandises, remis, non-seulement à titre de dépôt, mais aussi à titre de louage, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un emploi déterminé; attendu que, par l'effet du bail à cheptel simple, le bailleur n'est pas dessaisi de la propriété des animaux, confiés au soin du preneur, pour le produit en être partagé entre eux ; que, s'il est vrai que ce bail

participe de la nature du contrat de société, l'association est bornée à ce qui concerne le croît et le produit des animaux, objet du cheptel, mais ne s'étend pas au fonds même de ce cheptel, à l'égard duquel le bail lui conserve, tout entier, son droit de propriété, modifié seulement par le contrat de louage qu'il a consenti, et pendant la durée de ce contrat ; que dès lors, si le preneur vend ou détourne frauduleusement, à son profit, au préjudice et à l'insu du bailleur, les animaux remis à sa charge, il détourne la chose d'autrui, et commet le délit d'abus de confiance, prévu et puni par l'art. 408, C. pén. ; d'où il suit qu'en jugeant le contraire, et en décidant que le détournement, par le preneur, des animaux donnés à titre de cheptel simple, ne pouvait rentrer dans l'application de l'art. 408, C. pén., l'arrêt attaqué a violé ledit article, et les dispositions du Code civil ci-dessus visées ». 25 janvier 1838, n° 22. — *Conf.*, 23 juillet 1846. J. Pal. 1846, t. II, p. 672.

241. L'art. 408 serait-il également applicable, s'il s'agissait d'un cheptel à moitié ? Je ne le crois pas : car, d'une part, ce cheptel, d'après l'art. 1818, C. civ. « est une société, dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte » ; et, d'autre part, la violation du contrat de société n'est pas réprimée par l'art. 408, C. pén. Le preneur, qui détournerait les bestiaux composant ce cheptel, commettrait-il, comme le pensent des jurisconsultes distingués, une soustraction frauduleuse ? Je ne le crois pas davantage. En effet, comme je l'ai expliqué dans mon V^me^ volume, n^os^ 459 et 483, il ne peut y avoir vol que dans le cas où la chose est passée dans les mains de celui qui se l'approprie contre le gré de celui à qui elle appartient. Le preneur à cheptel à moitié est en possession du

bétail qu'il détourne : il ne le prend pas, il ne l'enlève pas, il ne le ravit pas à son légitime possesseur. Il n'y a donc pas plus de vol que d'abus de confiance.

242. Le fermier, qui s'est obligé, par son bail, à fumer les terres affermées, de tous les engrais qu'il fera par la consommation des pailles et fourrages, provenant des récoltes, et à laisser, dans la ferme, à la fin du bail, les empaillements non consommés, commet-il un abus de confiance, si, contrairement à cet engagement, il détourne une partie de ces pailles et fourrages ? La Cour de cassation ne l'a pas pensé et, je crois, avec raison. Elle a annulé l'arrêt de la Cour d'Orléans qui avait jugé le contraire, « attendu qu'il est reconnu par l'arrêt que l'une des conditions essentielles du délit d'abus de confiance est la remise effectuée dans les mains du prévenu de l'objet ultérieurement détourné, mais qu'il a considéré comme ayant eu pour effet, dans l'espèce, de suppléer à l'accomplissement matériel de cette condition, une stipulation de bail, en vertu de laquelle le preneur était obligé à faire consommer par ses bestiaux les pailles provenant des récoltes annuelles de la ferme ; attendu qu'en attribuant à cette clause, par lui qualifiée de remise anticipée, le caractère de la tradition exigée par l'arrêt précité, cet arrêt a substitué une fiction à une réalité, et incriminé à tort, comme constituant un acte susceptible d'une répression pénale, un fait d'inexécution de bail, qui était exclusivement régi par les principes de la loi civile ». 17 août 1843, n° 208.

243. Le dépôt est, d'après l'art. 1915, C. Nap., l'acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

C'est, en tenant compte de cette définition, qu'on

vérifiera si la chose détournée a été reçue par l'inculpé à titre de dépôt.

244. Il faut donc, en premier lieu, pour qu'il y ait dépôt, qu'on ait reçu la chose d'autrui. C'est une condition essentielle de ce contrat.

La Cour de cassation a reconnu, dans les espèces suivantes, qu'il n'y avait pas eu réception de la chose d'autrui.

Dans une première, Pierre Machard imputait à Jules Saglio d'avoir abusé de communications de procédés industriels qu'il lui avait faites. Sa plainte fut repoussée par la Cour de Rouen. Son pourvoi fut également rejeté, « attendu que les communications, que Machard aurait pu faire à Saglio, ne constituent pas le dépôt ». 29 avril 1848, n° 131.

Dans une seconde espèce, François Marcq, brigadier des douanes, Charles Pauchet et Augustin Poirion, préposés de la même administration, avaient été chargés par leurs supérieurs de veiller à la garde de balles de café, provenant du naufrage d'un navire anglais, et déposées provisoirement sur la plage. Ils enlevèrent une partie des balles confiées à leur surveillance. Saisie de la question par la voie du règlement de juges, la Cour de cassation reconnut que ces faits « constituent, à la charge des prévenus, non un abus de confiance, mais une soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ; qu'on ne peut, en effet, assimiler à un contrat de dépôt la surveillance momentanée, dont ont été chargés les prévenus, à raison de leurs fonctions, près d'un amas de marchandises provenant d'un naufrage ; qu'il n'y a eu aucune remise entre leurs mains desdites marchandises, dont ils pouvaient ignorer la nature et la quantité ; que, d'un autre côté, les circonstances susénoncées présentent tous les caractères du vol, l'appréhension, le dé-

placement des objets soustraits, l'intention frauduleuse de se les approprier ». 14 janvier 1853, n° 16.

Dans une troisième espèce, il était reconnu « que Malignon avait remis à Durourt, son neveu, dans le but de lui constituer une apparence de fortune, et de lui faciliter un mariage, un billet de complaisance de 2,000 fr., en échange duquel il s'en était fait donner un de pareille somme par Durourt, comme contre-valeur et pour sa garantie; qu'après la rupture du projet de mariage, Malignon avait déchiré le billet, par lui reçu, et sommé Durourt de lui restituer l'autre ; à quoi celui-ci avait répondu qu'il avait perdu ce titre, mais qu'il s'empresserait de le rendre à son oncle, s'il le retrouvait; que cependant plus tard, après la mort de Malignon, Durourt, qui avait gardé le billet, en avait réclamé le montant à sa succession ». Le tribunal correctionnel avait reconnu que, dans le principe, c'était à titre de prêt ou d'échange que Durourt avait reçu le billet ; mais le jugement avait ajouté qu'à partir du moment où l'inculpé avait refusé de le rendre, il n'avait pu en conserver la possession qu'à titre de dépôt. Par suite, Durourt avait été condamné comme coupable d'abus de confiance. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu qu'aux termes de l'art. 1915, C. Nap., le dépôt est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature; que c'est là un contrat spécial, qui a ses conditions et son objet déterminé, et auquel ne peut être assimilée l'action de l'emprunteur ou du débiteur, qui ne rend pas à son légitime propriétaire la chose par lui antérieurement reçue, et qui la garde contre le gré de ce dernier; que cette rétention frauduleuse, et l'abus qui peut être fait de l'objet indûment conservé constituent un dol civil, que n'atteignent pas les dispositions de l'art. 408,

C. pén.; qu'en jugeant le contraire, et en condamnant le prévenu aux peines de cet article, l'arrêt attaqué en a fait une fausse application ». 28 juin 1860, n° 145.

Il y aurait, au contraire, réception de la chose d'autrui, si, dans le cas de la vente au poids, au compte ou à la mesure, l'acquéreur avait pris possession, avant que la chose vendue eût été pesée, comptée ou mesurée, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Grandemange avait vendu aux bouchers Marchal et Matthieu une paire de bœufs. Le prix en était fixé à 43 fr. le quintal, après qu'ils auraient été abattus, dépecés et pesés. Quoique la vente ne fût pas parfaite, puisque, aux termes de l'art. 1585, C. Nap., « lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur, jusqu'à ce qu'elles soient comptées, pesées ou mesurées », cependant les bœufs furent mis à la disposition des acquéreurs. L'un d'eux fut conduit à l'abattoir et abattu. Les acheteurs enlevèrent furtivement une partie de la viande et de la graisse. Sur la plainte du vendeur, le tribunal de Remiremont renvoya les prévenus de la prévention, « attendu qu'il ne s'agissait que d'intérêts civils ». En appel, le tribunal d'Épinal considéra que le fait constituait une véritable soustraction frauduleuse, puisque, aux termes de l'art. 1585, C. civ., la propriété résidait encore, au moment du détournement, entre les mains du vendeur, et appliqua à Marchal et à Matthieu les peines de l'art. 401, C. pén. Les condamnés se pourvurent en cassation. La Cour reconnut que si, effectivement, la propriété n'avait pas cessé d'appartenir au vendeur au moment de la consommation du fait incriminé, il n'en était pas moins

constant que les acquéreurs avaient été mis en possession, et, qu'ainsi, le fait présentait, non point les caractères du vol, mais ceux de la violation de dépôt. En conséquence, elle annula le jugement du tribunal d'Épinal, « attendu qu'aux termes de l'art. 1585, C. civ., la vente n'est parfaite qu'après le pesage de la chose vendue; que, dans l'espèce, le pesage n'avait pas eu lieu avant les faits imputés aux demandeurs, d'où il résulte que l'objet vendu n'avait pas cessé, alors, d'être la propriété du vendeur; mais, attendu que le vendeur avait confié, comme dépôt, l'objet vendu aux acquéreurs; qu'il suit, de là, que le détournement de l'objet vendu ne pouvait constituer la soustraction frauduleuse prévue et punie par l'art. 401, C. pén., mais l'abus de dépôt spécifié en l'art. 408 du même Code; attendu que le tribunal correctionnel d'Épinal, en appliquant au fait incriminé les dispositions de l'art. 401, C. pén., a fait une fausse application de cet article, violé l'art. 408 du même Code, et commis un excès de pouvoir ». 22 juin 1832, nº 224.

L'art. 1915 n'exige pas que la tradition de la chose d'autrui ait été manuelle. Il suffit que la chose, se trouvant, dans le principe, à un autre titre entre les mains de l'inculpé, y ait été laissée plus tard, par une convention nouvelle, tacite ou expresse, à titre de dépôt.

La Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Un billet avait été laissé dans les mains de Pierre Gargam, au moment de son paiement, par Antoine Gobin, sous la condition que ce billet serait remis à celui-ci, pour devenir l'élément d'un compte qu'il avait à faire avec Céleste Gobin, son frère. Gargam avait donné le billet en paiement à Céleste Gobin. Poursuivi

pour abus de confiance, Gargam fut renvoyé des poursuites, sous le prétexte qu'il n'avait pas reçu d'autrui le billet, dont il avait abusé. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que le jugement attaqué constate, en fait, que Gargam a donné en paiement à Céleste Gobin, sachant qu'il ne lui était pas dû, un billet de 115 fr., souscrit par ledit Gobin, alors mineur, renouvelé plusieurs fois, et acquitté par Antoine Gobin, endosseur et plaignant de cet abus, entre les mains dudit Gargam; attendu que ce billet n'avait été laissé dans les mains de Gargam, au moment de son paiement par Antoine Gobin, que sous la condition expresse ou tacite que ce billet lui serait remis pour entrer dans les comptes entre Céleste et Antoine Gobin frères; que la dation de ce billet en paiement à Céleste Gobin, quoique le titre fût éteint au profit d'Antoine Gobin, constitue évidemment le détournement frauduleux, au préjudice du propriétaire du billet acquitté, de la part de celui qui n'en était resté que dépositaire; que la tradition manuelle n'est pas une condition essentielle de la *remise à titre de dépôt*, prévue par cet art. 408; que ces expressions de l'art. 408 ne sont pas sacramentelles, et admettent des équivalents; que le défaut de restitution d'un billet, qui ne lui appartenait plus, et la dation de ce billet en paiement à Céleste Gobin, qui se trouvait autorisé à en réclamer la valeur d'Antoine Gobin, qui s'était prévalu de l'acquit qu'il en avait, constituent l'abus de confiance prévu et réprimé par ledit art. 408; que c'est restreindre les termes et l'esprit de cet article, que d'exiger, pour son application, qu'il y ait eu remise de confiance de la part du propriétaire du billet, et acceptation volontaire de la part de celui qui le reçoit, et qu'il soit intervenu un contrat de dépôt; d'où il suit qu'en ren-

voyant, dans l'espèce, le nommé Gargam de la plainte dirigée contre lui, le tribunal de Troyes, jugeant sur appel de police correctionnelle, a violé l'art. 408 précité ». 4 août 1836, n° 257. — *Conf.*, 14 septembre 1855, n° 321.

Le nommé Ponceau, marchand de vin, était dans l'usage de retirer des tonneaux, qu'il avait vendus, et dont il restait en possession, une certaine quantité de vin qu'il remplaçait par de l'eau. Il fut, à raison de ces faits, reconnu coupable de vol. Sur son pourvoi, la Cour de cassation décida qu'il n'avait pas commis ce délit, puisqu'il était détenteur des vins qu'il détournait. Mais elle jugea que le fait présentait les caractères d'un abus de confiance, puisque l'inculpé se trouvait avoir reçu par une convention tacite la chose d'autrui. Elle rejeta donc le pourvoi du condamné, « attendu, en fait, qu'il est constaté, par l'arrêt, que, tant qu'a duré la vente des vins de la faillite, Ponceau était dans l'usage de retirer des tonneaux vendus et prêts à être expédiés, une certaine quantité de vin qu'il remplaçait par de l'eau ; que ces manœuvres s'opéraient, soit lorsque le vin avait été dégusté, et acheté avec le fût, soit lorsqu'il était devenu la propriété de l'acheteur, en entrant dans ses vases, soit, enfin, lors du chargement ; attendu qu'il résulte, des faits ci-dessus énoncés, que Ponceau se livrait à ces coupables manœuvres lorsque les vins achetés étaient encore en sa possession ; d'où il suit que, s'ils ne constituaient pas une soustraction frauduleuse aux termes des art. 379 et 401, C. pén., ils constituaient cependant un véritable abus de confiance prévu et puni par l'art. 406 du même Code, et entraînant une peine de deux mois à deux ans d'emprisonnement ; attendu, dès lors, que Ponceau n'ayant été condamné qu'à la peine de neuf mois de prison, il n'y a pas lieu, aux termes

de l'art. 411, C. instr. crim., de casser l'arrêt sur ce point ». 24 juin 1859, n° 151.

De ce qu'une chose a été laissée au domicile de l'inculpé, doit-on en conclure nécessairement qu'elle y a été laissée à titre de dépôt?

Cette question doit se résoudre par une distinction. Si la chose a été remise à la foi de celui chez lequel elle est placée, il en devient dépositaire; si, au contraire, elle est enfermée dans un meuble, dont il n'a pas la clef, elle est chez lui, il est vrai, mais elle ne lui est pas confiée. S'il la détourne, il est coupable, dans le premier cas, d'abus de confiance, et dans le second, de soustraction frauduleuse.

Ce sont ces considérations qui concilieront entre eux certains arrêts de la Cour de cassation, qui, étudiés superficiellement, paraîtront contradictoires. 16 février 1838, n° 43; 19 avril 1838, n° 104; 25 septembre 1856, n° 323.

245. La réception de l'objet détourné n'en sera pas moins l'un des éléments du délit, dans le cas où la chose ne devait être retenue que pendant quelques instants par celui à qui elle était confiée, mais sous la condition essentielle que la convention, intervenue entre les parties, présentera les caractères du contrat de dépôt. Autrement, le fait ne sera pas l'un de ceux que l'art. 408 prévoit et réprime, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le sieur Robert venait de recevoir une grande quantité de montres. La fille de ses domestiques en prit une et la porta chez la femme Jandet pour la lui faire voir. Cette femme, ayant exprimé le désir d'en voir d'autres, la même fille crut pouvoir satisfaire sa curiosité. Elle en alla chercher sept autres. Après les avoir examinées, la femme Jandet refusa de les rendre. Elle fut pour-

suivie et condamnée pour abus de dépôt. Sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'il ne suffit pas, pour l'application de l'art. 408, que les objets détournés aient été remis à la charge de les rendre ; qu'il faut encore que cette remise ait été faite en exécution de l'un des contrats qui y sont spécifiés ; qu'ainsi, lorsqu'il est allégué qu'ils ont été remis à titre de dépôt, il est nécessaire, suivant les termes de l'art. 1915, C. Nap., que la garde et la conservation des ces objets aient été le but principal et déterminant de la tradition ; que le jugement du tribunal correctionnel de Lons-le-Saulnier, dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, constate, en fait, que le sieur Robert, venant de recevoir une grande quantité de montres, la fille de ses domestiques, qui demeure avec eux, chez lui, « en avait, à son insu, porté une en or chez la femme Jandet, pour la lui faire voir; que, celle-ci ayant exprimé le désir d'en voir d'autres, elle avait cru pouvoir, sans inconvénient, satisfaire sa curiosité, en allant en chercher six autres en or et une autre en argent ; mais qu'après les avoir examinées, la prévenue avait refusé de les lui rendre » ; que la remise d'un objet, pour le faire voir, à la condition, expresse ou tacite, d'une restitution immédiate, ne présente pas les caractères constitutifs du contrat de dépôt, puisque, d'une part, le propriétaire ou détenteur n'a pas l'intention d'en conférer la garde à celui à qui il le remet momentanément, et que, d'un autre côté, celui-ci contracte, par là même, l'obligation de le restituer immédiatement ; qu'il suit, de là, qu'en qualifiant le fait ainsi établi de violation de dépôt, et en déclarant la prévenue coupable d'avoir frauduleusement détourné les montres qui ne lui avaient été remises qu'à titre de dépôt, l'arrêt attaqué a fait une fausse application de l'art. 408 ». 21 avril 1866, n° 116.

Cet arrêt consacre les véritables principes ; c'est en l'invoquant que je repousse la thèse, admise par la Cour de cassation dans l'espèce suivante.

Marie-Hélène Lailhacar avait demandé qu'on lui confiât des voiles pendant quelque temps, pour qu'elle pût les montrer à une amie, dont elle voulait consulter le goût. Elle promit de les rendre immédiatement. Les voiles lui furent confiés, mais, au lieu de les restituer, elle les détourna. La Cour de Pau refusa de lui appliquer les peines de l'abus de confiance. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que, d'après l'arrêt attaqué, ce n'est pas par suite d'une vente, même conditionnelle, que les voiles, détournés ensuite par Marie-Hélène Lailhacar, au préjudice de la dame Heurta, à qui ils appartenaient, lui ont été remis par le mandataire de celle-ci, puisqu'il n'y a eu entre les parties aucune convention, ni sur la chose ni sur le prix ; que, la prévenue ayant demandé qu'on lui confiât les voiles pendant quelque temps, pour qu'elle pût les montrer à une amie, dont elle voulait consulter le goût, avec promesse de les rendre après le temps fixé, et le mandataire de la dame Heurta ayant consenti à les lui confier à ces conditions, c'est par suite de cette convention particulière que les voiles ont été remis à la prévenue ; qu'une telle convention participe essentiellement au contrat de dépôt dont elle présente le caractère principal, indiqué dans l'art. 1915, C. civ., l'obligation de garder et de restituer en nature ; que, si la garde des voiles n'a pas été son but principal, ce n'est pas un motif suffisant pour lui refuser ce caractère ; que, de la combinaison des art. 1915 et 1928, C. civ., il résulte qu'on reconnaît, en droit, des contrats de dépôt de plusieurs sortes, les uns faits dans l'intérêt unique du déposant ; les autres, dans l'intérêt

du dépositaire ; que la convention, dont il s'agit, doit être considérée comme un dépôt de cette dernière espèce ; attendu que l'art. 408, C. pén., punit toute violation de dépôt, et qu'en refusant d'en faire l'application aux faits, dont Marie-Hélène Lailhacar était reconnue coupable, l'arrêt attaqué a formellement violé ledit article ». 18 juin 1835, n° 243.

246. La deuxième condition du dépôt, c'est, comme l'indique l'art. 1915, C. civ., qu'on ait reçu la chose à la charge, non-seulement de la garder, mais encore de la restituer en nature.

Il en résulte que, quand la restitution peut être faite autrement, d'après la convention, il n'y a pas contrat de dépôt, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

François Rabel avait souscrit, au profit de Bettencourt, un billet, par lequel il reconnaissait avoir reçu, à titre de dépôt, une somme de 4,000 livres, en pièces de 6 livres et de 3 livres, qu'il s'obligeait de rendre en mêmes espèces, dans le terme d'un an. Quelques années plus tard, Rabel n'avait encore payé que 1,800 livres à compte sur ladite somme, lorsque l'héritier de Bettencourt, après l'avoir inutilement sommé de payer la totalité de sa dette, le cita en police correctionnelle, comme prévenu du délit de violation de dépôt, prévu par l'art. 12 de la loi du 25 frimaire an VIII. Rabel fut condamné, mais sur son pourvoi l'arrêt fut annulé, « considérant que le caractère d'un contrat ne se détermine point par la qualification que lui donnent les parties contractantes, mais par les clauses que le contrat renferme ; que, dans l'espèce, la convention, contenue au billet du 1er ventôse an VI, souscrit par le demandeur au profit du sieur Philippe Bettencourt, quoique qualifiée de dépôt, ne constitue point ce contrat ; at-

tendu que, d'après les clauses dudit billet, le prétendu dépositaire n'est pas tenu de rendre les mêmes et identiques pièces de monnaie, qu'il a reçues, mais seulement une pareille somme, et qu'il n'est d'ailleurs tenu de rendre cette somme que dans le terme d'un an », 26 avril 1810, n° 59.

Dans une autre espèce, il était établi qu'Achille Pène avait détourné, au préjudice de la dame Guindet, des objets de bijouterie, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de dépôt, et sous condition, à la charge de les remettre ou d'en restituer le prix. Pène se pourvut contre l'arrêt qui l'avait condamné aux peines de l'art. 408. L'arrêt fut annulé, « attendu que le demandeur ne pouvait être passible des peines, prononcées par les art. 406 et 408, C. pén., qu'autant que l'arrêt attaqué eût reconnu à sa charge qu'il y avait eu, de sa part, violation du contrat de dépôt ou de mandat; attendu qu'on lit dans l'arrêt, « qu'il est établi que Pène, en 1858, a détourné, au préjudice de la dame Guindet, des marchandises de bijouterie, qui ne lui avaient été remises qu'à titre de dépôt, et sous condition, à la charge de les rendre ou d'en restituer le prix » ; attendu que, suivant l'art. 1915, C. Nap., le dépôt est l'acte par lequel on reçoit la chose d'autrui à la charge de la garder et de la restituer en nature; attendu que l'arrêt attaqué, en disant qu'il y avait eu remise des marchandises à la charge de les rendre ou d'en restituer le prix, implique, par cette dernière alternative, une véritable vente à condition; qu'une telle clause est exclusive du contrat de dépôt; que l'un des éléments essentiels du délit d'abus de confiance manque ainsi complétement, et qu'il y a eu, dès lors, fausse application et, par suite, violation desdits art. 406 et 408 précités; attendu que de l'état des faits, résultant, quant à présent, de l'arrêt

et du jugement, on ne peut induire, non plus, aucune violation, de la part du demandeur, d'un contrat de mandat ». 22 juin 1860, n° 142.

247. La Cour de cassation a considéré, dans son arrêt du 29 avril 1825, n° 85, que l'art. 408 était applicable au syndic de faillite, convaincu d'avoir détourné, au préjudice de la masse des créanciers, une partie des marchandises et effets appartenant au failli; dans ses arrêts des 27 novembre 1817, n° 113, 26 février 1818, n° 23, 24 mars 1832, n° 112, au militaire, coupable d'avoir détourné des cartouches, des effets d'équipement, de l'avoine; dans son arrêt du 20 avril 1833, n° 148, aux gardes nationaux, coupables d'avoir, contrairement à l'ordre qu'ils avaient reçu, conservé les armes que l'État leur avait confiées.

Aujourd'hui, l'art. 408 n'est applicable à aucun de ces faits. Le premier est puni, comme malversation, par l'art. 596, C. comm.; le second, par les art. 244 et suivants, C. just. milit., du 9 juin 1857; le troisième par l'art. 81 de la loi des 13-26 juin 1851.

Le notaire qui détourne l'acte sous seing privé, qui lui a été confié, se rend-il coupable du délit réprimé par notre article? Oui. Les notaires, n'étant pas chargés, par la loi de leur institution, de recevoir en dépôt de semblables actes, il en résulte que le fait, que j'examine, est réprimé, non par l'art. 254, C. pén., mais par l'art. 408. J'ai cité, dans mon IV^e^ volume, n° 218, les arrêts de la Cour de cassation, relatifs à cette question.

248. Le mandat est l'acte, par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour elle et en son nom (art. 1984).

Ce contrat ne figurait pas dans le Code pénal de 1810. Ce Code ne punissait que le détournement ou la

dissipation des choses remises à titre de dépôt, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou emploi déterminé. Sous cette législation, la Cour de cassation jugeait que les fraudes des mandataires gratuits devaient rester impunies. 12 mai 1814, n° 22; 20 mai 1814, *J. Pal.*, à sa date. Elle ne permettait que la répression des infidélités commises par les mandataires rétribués. Elle assimilait ces mandataires à ceux qui avaient reçu la chose pour un travail salarié. 13 novembre 1813, n° 251. C'était peut-être donner à cette disposition de l'art. 408 une portée exagérée.

La loi du 28 avril 1832 combla la lacune, et mit le mandat au nombre des contrats, dont l'exécution frauduleuse est punie. Elle ne distingua pas entre le mandat gratuit et le mandat salarié. Les peines de l'art. 408 sont donc, aujourd'hui, encourues, toutes les fois qu'il y a détournement ou dissipation de choses remises à titre de mandat, gratuit ou salarié.

249. L'article est applicable, soit que la chose détournée ait été confiée par le mandant au mandataire, soit qu'elle ait été remise à celui-ci par un tiers, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Michel Jaliot était poursuivi, pour avoir détourné des prix de vente, que les vendeurs l'avaient chargé de recevoir. Il fut renvoyé des poursuites, sous le prétexte « qu'il n'en est pas des sommes, reçues en vertu d'un mandat comme de celles, qui ont été remises à titre de mandat ». Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu qu'en admettant les faits constatés par le jugement de première instance, savoir : que, par le ministère de Jaliot, notaire aujourd'hui en fuite, il avait été procédé à différentes ventes de biens, soit meubles, soit immeubles; que le notaire aurait été

chargé par les vendeurs de recevoir le prix provenant de ces ventes et de leur en tenir compte; qu'en exécution de ces mandats, il aurait touché des sommes plus ou moins considérables, s'élevant pour 16 des parties intéressées à 31,574 francs, dont il aurait disposé, et qu'il serait dans l'impossibilité de rendre, le tribunal de Charleville a refusé de reconnaître que ces faits fussent de nature à constituer le délit d'abus de confiance prévu et puni par l'art. 408, C. pén.; qu'il a donné pour motif principal de sa décision, qu'il n'en est pas des sommes, reçues en vertu d'un mandat comme de celles, qui ont été remises à titre de mandat, que cette dernière condition est la seule qui soit admise par le Code pénal, qu'il faut, pour son accomplissement, que la remise des fonds ait été faite au mandataire par le mandant, que, dans l'espèce, ces rapports de mandant et de mandataire n'existent point entre les acquéreurs qui ont payé et le notaire qui a reçu, que celui-ci était seulement soumis à l'action qui naît du contrat de mandat, obligé de rendre compte de sa gestion, et débiteur des intérêts des sommes qu'il aurait employées à son usage; mais attendu que rien dans l'art. 408, C. pén., ne justifie la distinction admise par le jugement attaqué; que ce que la loi a voulu punir, c'est l'abus de confiance, dont le mandataire se serait rendu coupable envers son commettant; qu'il importe peu que les sommes reçues lui aient été remises par le mandant lui-même ou par ses débiteurs; que c'est toujours en exécution du mandat, par suite et conséquemment à titre de mandat, qu'il les a reçues ». 7 septembre 1844, n° 315. — *Conf.*, 23 décembre 1869, n° 272.

250. Si la responsabilité civile du mandat portait sur plusieurs personnes, il n'en résulterait pas que celle qui se serait rendue, individuellement, coupable

de détournement, ne pût pas être poursuivie à raison du délit qu'elle aurait commis.

La *Caisse hypothécaire* cita le nommé Rambaud devant le tribunal correctionnel, sous la prévention d'avoir, comme membre de la Chambre de Garantie de Périgueux, détourné une partie des fonds qu'il avait eus entre les mains pour le compte de la Caisse. Le prévenu prétendit que le recours en garantie de la Caisse hypothécaire devait s'exercer indivisément contre tous les membres de la chambre de Périgueux, et ne pouvait donner lieu à une action civile isolée contre lui. Il fut néanmoins condamné aux peines de l'art. 408 et à des dommages-intérêts. Rambaud reproduisit le moyen devant la Cour de cassation, qui le rejeta, « attendu que l'indivisibilité de la garantie, imposée aux membres de la Chambre de Garantie, ne s'opposait nullement à l'exercice d'une poursuite personnelle contre l'un de ses membres à raison d'un délit commis par celui-ci ; que cette poursuite, étrangère à l'action en responsabilité, ne dérivait pas du mandat même, mais du fait d'abus de ce mandat ou du délit ». 6 août 1852, n° 267.

251. La Cour de cassation a rendu de très-nombreux arrêts sur le détournement ou la dissipation des choses remises à titre de mandat. Je ne reproduirai que ceux qui me paraissent les plus intéressants.

Dans une première espèce, Pierre Sagot avait été chargé, par la fille Trolard, d'écrire, en son nom, une lettre par laquelle elle demandait à son frère une somme de 150 francs. La réponse devait être adressée à Sagot pour être remise à la fille Trolard. Un mandat de 150 fr. sur la poste fut envoyé par les parents de celle-ci à l'adresse convenue. Sagot en toucha le montant et le dissipa. Il fut inculpé de soustraction frauduleuse par la chambre des mises en accusation. L'arrêt

fut annulé, « attendu que l'acte, par lequel Sagot a pu se mettre en possession de la lettre qui renfermait le mandat, était un acte de confiance, puisque la demoiselle Trolard le chargeait de recevoir, pour la lui remettre, la réponse à la lettre écrite par Sagot; que, si Sagot au lieu de remettre la lettre et le mandat, les a retenus frauduleusement, il aurait ainsi abusé de la confiance qu'on avait placée en lui, et commis le délit prévu par l'art. 408, C. pén., mais n'aurait pas commis un vol proprement dit, puisque ce n'était point par une soustraction frauduleuse, proprement dite, qu'il aurait été mis en possession de la lettre renfermant le mandat ». 22 mai 1841, n° 151.

Dans une deuxième espèce il était constaté « que François Réal avait l'habitude de faire, tous les mois, renouveler les billets souscrits par ses débiteurs et de ne pas leur rendre les billets renouvelés; que, dans les derniers mois de 1863, Réal avait négocié non-seulement les billets, qui reproduisaient le chiffre réel de ses créances, mais encore les billets renouvelés, ce qui doublait, triplait et quadruplait même les sommes dues par ses débiteurs ». Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt, qui lui avait appliqué l'art. 408 du Code, fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué (après avoir rappelé les faits que je viens d'indiquer) constate spécialement que Réal a, au préjudice de Gauthier, Bébin et Méline, en les mettant indûment en circulation, détourné, de leur destination naturelle et nécessairement convenue, des billets renouvelés et remplacés, qu'il n'avait pu conserver qu'à titre de mandat pour les détruire ou pour les rendre : faits constitutifs du délit d'abus de confiance, prévu par l'art. 408, C. pén. ». 7 janvier 1865, n° 4.

Dans une troisième espèce, le nommé Epinette, bou-

langer à Paris, n'avait pas versé à la caisse de la boulangerie les sommes qu'il avait reçues des consommateurs pour *différences en plus* ; il avait fait des achats de farine et opéré des ventes de pain dont il avait dissimulé les mentions, dans ses états de situation, pour ne pas faire ces versements. La Cour de Paris avait déclaré que ces faits ne constituaient ni délit ni contravention. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « vu les art. 5 du décret impérial du 27 décembre 1853; 14 de celui du 7 janvier 1854 et 408, C. pén., § 1, attendu que, si les décrets impériaux des 27 décembre 1853 et 7 janvier 1854, constitutifs de la caisse de la boulangerie de la ville de Paris et de la banlieue, en ont fait, pour la réalisation du but principal, qu'ils se proposaient, un établissement de banque et de crédit, qui fonde, entre les boulangers et la caisse ,des relations purement civiles de créanciers et de débiteurs, il n'en faut pas moins reconnaître que le système de la compensation des prix extrêmes du pain, qui en a déterminé la création, se détache d'une manière distincte, et comme une substitution de haute prévoyance, de l'ensemble des services qui lui sont confiés ; que les boulangers, dans cette partie des opérations de la caisse, sont, entre la ville et le consommateur, des intermédiaires chargés, en temps de cherté des farines, de vendre le pain à un prix inférieur ; en temps de bon marché, à un prix légèrement supérieur aux taux des mercuriales ; attendu que, dans le premier cas, avance est faite au consommateur de la différence, fixée par le conseil municipal entre le prix réel du pain et le prix de la taxe ; que les boulangers en sont, conformément à l'art. 14, § 1, du décret réglementaire du 7 janvier 1854, immédiatement et intégralement remboursés ; que, dans le second cas, ils opèrent au moyen de la sur-

taxe, la rentrée des avances, dont le consommateur a profité, à la charge par eux de verser, de cinq en cinq jours, dans la caisse spéciale de la compensation, le montant des différences perçues en plus ; attendu qu'il ressort de là que le prix du pain, pendant la période d'abondance, se divise naturellement, dans la main des boulangers, en deux portions inégales, l'une, qui rémunère leur industrie, l'autre, destinée à couvrir la caisse des avances faites au consommateur ; attendu qu'entièrement indemnes, en temps de cherté des farines, des différences en moins, les boulangers sont, dans l'hypothèse contraire, sans droit, pour retenir les différences perçues en plus, et qu'étant ainsi établi qu'ils n'ont rien à prétendre de ces différences en plus, rien qui leur en appartienne à aucun titre que ce soit, ils ne peuvent être pris que comme des percepteurs obligés, des mandataires légaux, préposés à recevoir pour la caisse le montant de la surtaxe ; attendu que vainement objecte-t-on qu'aux termes du dernier paragraphe de l'art. 14 précité, le boulanger, en retard d'effectuer le versement des différences en plus, est simplement débiteur des intérêts et reliquataire ; qu'en conséquence, les voies ordinaires sont seules ouvertes contre lui pour le contraindre au paiement ; attendu, en effet, que l'art. 1996, C. Nap., déclare expressément le mandataire reliquataire des sommes, qui résultent du compte, et tenu des intérêts, sans que pour cela évidemment il puisse échapper, en cas de détournement frauduleux, à la répression édictée par l'art. 408, C. pén. ; et attendu que l'arrêt attaqué reconnaît, en fait, que non-seulement Epinette n'a pas versé à la caisse de la boulangerie les sommes qu'il a perçues des consommateurs pour différences en plus, mais qu'il a fait des achats de farines et opéré des ventes de pain, dont il a dissimulé les mentions dans

ses états de situation pour ne pas faire ces versements; qu'en déclarant que de pareils faits ne constituent ni délit ni contravention, qu'ils ne peuvent donner lieu qu'à une action civile, la Cour impériale de Paris, par son arrêt du 4 mai 1860, a faussement interprété, et, par suite, expressément violé, en ne les appliquant pas, les art. 5 du décret du 27 décembre 1853, 14 du décret du 7 janvier 1854, et 408, § 1, C. pén. ». 20 juillet 1860, n° 169.

Dans une quatrième espèce, Abdéraman-ben-Soliman Krodja, percepteur, avait exigé de Reboul, adjudicataire, un cautionnement de 100 fr. en numéraire, qu'il n'avait pas le droit de lui imposer, mais qu'il se chargea de déposer en son nom à la Caisse des dépôts et consignations. L'inculpé, condamné pour abus de mandat, se pourvut en cassation, et prétendit qu'il ne pouvait pas être considéré comme le mandataire de Reboul. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il suit, des faits constatés, que la somme de 100 fr., reçue par Krodja, l'avait été à titre de mandat, et pour faire un emploi déterminé ». 20 décembre 1867, n° 263.

Dans une cinquième espèce, Laurent Pourtoborde, négociant à Alger, était chargé d'acheter, en son nom personnel, des huiles pour le compte de la maison Serpette, de Nantes. Il en recevait des espèces qu'il devait employer à payer comptant les acquisitions qu'il faisait. Il détourna une partie de ces deniers, et fut, à raison de ce détournement, condamné aux peines de l'art. 408. Il se pourvut en cassation, et prétendit qu'on lui avait faussement appliqué cet article, en ce que, négociant à Alger, chargé d'acheter en son nom personnel des huiles pour le compte de la maison Serpette, il avait agi non en qualité de mandataire, mais en celle de commissionnaire ; d'où il suivait que les fonds détournés ne lui

avaient pas été confiés à titre de mandat, et étaient devenus sa propriété. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué constate qu'il existait entre le prévenu et la maison de Nantes, non pas un compte courant, transférant au demandeur la propriété des fonds qui lui étaient remis, mais un mandat à l'effet d'acheter des huiles en son nom personnel pour le compte de cette maison, et qu'il déclare que ces fonds n'étaient confiés au prévenu qu'à ce titre, pour payer comptant les acquisitions qu'il devait faire ; attendu que, s'il résulte, des faits ainsi constatés, que le demandeur était un commissionnaire dans le sens de l'art. 91, C. comm., il est de principe que le commissionnaire, agissant pour le compte d'autrui, quoique en son nom personnel, est, dans ses rapports envers son commettant, un véritable mandataire ; d'où il suit que, lorsqu'il détourne au préjudice de son commettant les fonds, qui lui étaient confiés en sa qualité, pour en faire un emploi déterminé, il se rend coupable du délit prévu et puni par l'art. 408, C. pén. 17 novembre 1866, n° 237.

Dans une sixième espèce, les frères Revert étaient chargés de filer à façon des cotons appartenant au sieur Prevel. Ils furent inculpés d'avoir détourné une partie de ces cotons. L'art. 408 leur fut appliqué. Ils soutinrent, devant la Cour de cassation, qu'ils ne pouvaient pas être considérés comme les mandataires de Prevel, puisqu'ils étaient ses associés en participation. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que le contrat de société, et, à plus forte raison, une simple association en participation n'excluent pas la stipulation d'un mandat ; que les demandeurs, quoique intéressés dans le résultat de l'opération, étaient chargés de filer à façon les cotons, qui ont été reconnus appartenir au sieur Prevel ; qu'ils avaient donc contracté envers lui toutes les obli-

gations, découlant de cette convention, mandat ou louage d'industrie ; que ces obligations sont sanctionnées, en cas d'abus de confiance, par les dispositions pénales de l'art. 408 ». 6 juillet 1849, nº 150.

Dans une septième espèce, Philippe Colombier était prévenu de n'avoir pas versé, dans la caisse sociale, les fonds de la société, dont il était détenteur. A raison de ce fait, il avait été déclaré coupable d'abus de mandat. Il prétendit, devant la Cour de cassation, que la qualité de mandataire n'était pas conciliable avec celle d'associé qui lui appartenait. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que le tribunal correctionnel de Lavaur, par son jugement du 16 décembre 1852, a déclaré le demandeur atteint et convaincu « d'avoir détourné à son profit des effets qui lui avaient été remis à titre de mandat, et à la charge d'en faire un emploi déterminé » ; que ce fait constitue le délit d'abus de confiance prévu et puni par les art. 408 et 406, C. pén.; qu'en adoptant les motifs des premiers juges, et en ordonnant que la condamnation, par eux prononcée contre le demandeur, sortira son plein et entier effet, le jugement attaqué, régulier d'ailleurs en la forme, a sainement interprété et appliqué ces dispositions pénales ». 9 juin 1853, nº 205.

252. Le directeur d'une société anonyme, l'associé gérant d'une société en commandite, peuvent-ils être considérés comme les mandataires des actionnaires de la société, dont ils ont la direction, et, par suite, s'ils détournent des sommes appartenant à la société, peuvent-ils être déclarés coupables d'abus de confiance?

La première fois que la question se présenta devant la Cour de cassation, elle y fut résolue négativement.

Louis-Etienne Touaillon, associé-gérant de la société en commandite des *Moulins de Saint-Maur*, avait été

condamné, comme mandataire infidèle, aux peines de l'art. 408. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu que les dispositions pénales ne peuvent jamais être, sous un prétexte d'analogie, étendues d'un cas à un autre; que, par suite de ce principe, l'art. 408, C. pén., ne peut être appliqué qu'aux détournements, commis par violation des contrats qui y sont spécifiés; que l'associé-gérant d'une société en commandite ne peut être considéré légalement comme un mandataire; qu'en effet ses pouvoirs, établis par l'acte même de société, font partie des conventions réciproques, sous la foi desquelles l'association s'est formée; qu'ils ne peuvent être révoqués que pour cause légitime; qu'ils ne sont pas exercés au nom d'un mandant et dans un intérêt étranger à celui qui les exerce; que, sous tous ces rapports, ils diffèrent essentiellement des pouvoirs qui résultent d'un contrat de mandat; que, dès lors, si ce gérant détourne les fonds, appartenant à la société, pour les appliquer à ses besoins personnels, cet abus de ses fonctions ne rentre pas dans les termes de l'art. 408, puisque ce n'est pas à titre de mandat que ces fonds lui ont été remis; et attendu, en fait, que la Cour royale a reconnu que le demandeur avait reçu, en sa qualité de gérant de la société en commandite des *Moulins de Saint-Maur*, les sommes qu'il a détournées; qu'elle l'a cependant condamné pour ce fait, aux peines de l'art. 408, C. pén., en quoi il y a eu fausse application dudit article, et violation de l'art. 191, C. instr. crim. ». 15 janvier 1842, n° 11.

La Cour ne tarda pas à abandonner cette doctrine, qui était, selon moi, en contradiction avec le droit et le fait.

Chaudron-Junot avait détourné, au préjudice de la société de la *Savonnerie de l'Ourcq*, diverses sommes, qui

ne lui avaient été remises qu'à raison de sa qualité. Condamné à raison de ces faits, il prétendit, en se fondant sur les moyens de l'arrêt du 15 janvier 1842, précité, qu'il ne pouvait pas être considéré comme mandataire de ses coassociés. Son pourvoi fut rejeté, « attendu, en droit, que le contrat de société n'exclut pas la stipulation d'un mandat; que le même acte, qui établit une société et détermine les droits des associés, peut aussi contenir les pouvoirs conférés à l'un des contractants pour la gestion et l'administration de la chose mise en société et pour la direction des intérêts communs; que, spécialement, dans la société en commandite, les associés responsables et solidaires sont investis, par leurs coïntéressés, du pouvoir de gérer, administrer et signer pour la société; que ceux des associés, auxquels ce pouvoir est attribué, doivent être désignés dans l'extrait de l'acte de société, qui est remis au greffe du tribunal de commerce et publié conformément aux art. 42 et 43, C. comm.; qu'ils sont constitués, par là, mandataires de leurs coassociés et que les valeurs appartenant à la société leur sont remises à titre de mandat; attendu que si le mandat, ainsi contracté, est modifié, sous divers rapports, à raison de son concours avec le contrat de société, notamment, s'il ne peut pas être révoqué sans cause légitime, il n'entraîne pas moins, comme l'une de ses conséquences, l'obligation, pour le mandataire, de se renfermer dans les limites de son mandat, d'en rendre compte, et d'être passible, *en cas de fraude*, des poursuites autorisées et des peines prononcées par la loi contre le mandataire infidèle; et attendu, en fait, que l'arrêt attaqué, en réformant le jugement de première instance, a reconnu et déclaré « qu'il résulte, de l'instruction et des débats, la preuve que Chaudron-Junot a, dans le cours des années 1838 et 1839, dé-

tourné, au préjudice de la société dite *Savonnerie de l'Ourcq*, dont il était le gérant salarié, diverses sommes, qui ne lui avaient été remises qu'à la charge de les représenter ou d'en faire un emploi déterminé;... que ces diverses sommes, montant ensemble à 58,000 fr., ont été *détournées frauduleusement* par Chaudron-Junot, et appliquées à ses affaires personnelles et au paiement de ses dettes »; que ces faits, dont la constatation rentrait dans les attributions souveraines de la Cour royale, présentent tous les caractères du délit d'abus de confiance, tels qu'ils sont déterminés par l'art. 408, C. pén.; et qu'en condamnant, par suite, Chaudron-Junot aux peines prononcées par les art. 406 et 408, la Cour royale a fait une application régulière desdits articles ». 8 août 1845, n° 256. — *Conf.*, 31 juillet 1851, n° 316; 10 décembre 1858, n° 299.

Jean-Alexis Moreau, co-directeur de l'établissement tontinier, dit *l'Association*, autorisé par ordonnance royale du 29 juillet 1841, avait été condamné, pour avoir détourné le produit de la négociation de différents effets appartenant à des souscripteurs de *l'Association*. Il prétendit, devant la Cour de cassation, que la qualité de mandataire était incompatible avec celle de co-directeur de la tontine. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, qu'à la date du 21 décembre 1842, et par un acte public, antérieur, de plusieurs mois, aux faits imputés au demandeur, il a été investi de la qualité de co-directeur de l'établissement tontinier, dit *l'Association*, autorisé par ordonnance royale du 29 juillet 1841; attendu qu'à partir dudit acte, qui avait établi une société en commandite, pour la gestion et l'administration de l'établissement susdit, quelque illégal que fût cet acte, Moreau a rempli les fonctions de co-directeur, chargé de la comptabilité,

lesquelles fonctions le constituaient mandataire des souscripteurs à l'association tontinière, dite *l'Association*; qu'il a géré et administré les affaires de l'association, et qu'il avait à sa disposition les mandats, en plus ou moins grand nombre, remis par les souscripteurs; attendu que, dans cet état des faits reconnus constants par l'arrêt attaqué, en décidant : 1° que le fait d'avoir remis à la maison Bonnier un certain nombre de ces mandats et d'avoir détourné, à son profit et au préjudice de divers souscripteurs, le produit de la négociation qui en a été opérée ; 2° que le fait d'avoir détourné, pareillement à son profit, le montant de deux mandats s'élevant ensemble à la somme de 1,065 francs, envoyés en avril 1843 par Harel-Bardaroux et Costau, pour annuités, et touchés par Moreau, constituaient le délit prévu par l'art. 408, C. pén., l'arrêt attaqué a fait une légale application dudit article ». 13 juin 1845, n° 197.

253. Le tuteur est-il le mandataire de son pupille, et, par suite, s'il détourne et dissipe frauduleusement les fonds, qui appartiennent à celui-ci, commet-il un abus de confiance ?

La question a été résolue affirmativement par la Cour de cassation dans l'arrêt suivant, en rejetant le pourvoi de Joseph Poupart, « attendu qu'aux termes de l'art. 408, quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets deniers, marchandises, billets, quittances ou autres écrits, contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui avaient été remis qu'*à titre de mandat*, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, doit être puni des peines portées en l'art. 406 du même Code ; attendu, d'autre part, qu'il résulte, de l'ensemble des dispositions du Code civil concernant la tutelle, que le tuteur administre les

biens du mineur *à titre de mandat*, puisqu'il est responsable du préjudice que ces actes peuvent lui causer, et tenu non-seulement de faire un emploi utile de l'excédant des revenus sur la dépense, mais de rendre compte, à la fin de sa gestion, de tous les fonds, dont il a eu le maniement pendant la durée de celle-ci ; et attendu que l'arrêt déclare que le demandeur en cassation, exerçant la profession de négociant, « sachant, ainsi qu'il l'a avoué devant la Cour, qu'il était dans la nécessité imminente de liquider son commerce, a cependant accepté, comme tuteur, le double mandat de protéger la personne de Marie Marmillon, sa nièce, par alliance, et de gérer la fortune de cette enfant, mineure à peine âgée de 11 ans ; que le premier acte de son administration, en sa qualité de tuteur, a été d'exiger le remboursement non-seulement des créances placées sur billets, chez des propriétaires tous très-solvables, mais encore de toutes les sommes garanties, même par des hypothèques ; que, nanti de ces valeurs, il a fait à la Bourse une série d'opérations et de virements de fonds, qui, par leur nature, constituent un véritable jeu de bourse, et qu'en agissant ainsi, il a compromis et absorbé toute la fortune mobilière de sa pupille, s'élevant à 50,000 francs » ; que le même arrêt déclare également « que la mauvaise foi évidente dudit Poupart ressort de tous les actes de ce négociant en déconfiture, lequel, sachant qu'il était insolvable, a dissipé et détourné des deniers au préjudice du véritable propriétaire, et absorbé les valeurs, qui lui avaient été confiées, pour les gérer de bonne foi, à la charge de les rendre à la fin de la tutelle » ; qu'en voyant dans ces faits l'un des délits prévus par l'art. 408, C. pén., et en condamnant le prévenu à deux années d'emprisonnement, en vertu de l'art. 406 de ce Code, l'arrêt précité, lequel est, d'ailleurs, régulier dans sa

forme, n'a point violé ces dispositions, et a fait, au contraire, une application légale à la cause dudit art. 408». 10 août 1850, n° 255. — *Conf.*, 28 avril 1866, n° 125.

254. Je rechercherai, dans mon commentaire sur la dernière partie de l'art. 408, si, malgré les additions que la loi du 13 mai 1863 a faites à cette disposition, certains abus de mandat, commis par les officiers publics ou ministériels, peuvent encore n'être considérés que comme délits, et n'être punis que de la peine correctionnelle, portée par la première partie de l'article.

255. Le nantissement est le contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier, pour sûreté de la dette (Code civil, art. 2071). Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*; celui d'une chose immobilière s'appelle *antichrèse* (Code civil, art. 2072). C'est de la première espèce de nantissement qu'il s'agit dans l'art. 408, C. pén., puisque, aux termes de cet article, le nantissement, qu'il protége, est celui qui peut avoir pour objet des effets, marchandises, ou autres valeurs mobilières.

La violation du nantissement n'était prévue ni par le Code pénal de 1810, ni par la loi du 28 avril 1832, modificative de ce Code. Le nantissement n'a été mis au nombre des contrats, dont l'art. 408 punit la violation, que par la loi du 13 mai 1863.

La Cour de cassation avait, il est vrai, considéré, d'abord, que la chose mobilière, donnée en nantissement au créancier « prenait dans ses mains, pour sa conservation, la nature du dépôt »; et que, par suite, en la détournant, le créancier se rendait coupable d'abus de confiance. 3 déc. 1818, J. Pal., à sa date.

Mais plus tard, elle reconnut, avec raison, « qu'il ne suffit pas, pour l'application de l'art. 408, C. pén., que les objets détournés aient été remis à la charge de

les rendre ; qu'il faut encore que cette remise ait eu lieu en exécution d'un des contrats spécifiés audit article ; que l'énumération de ces contrats, complétée en 1832, par l'addition du mandat non salarié et du louage, est essentiellement limitative ; que l'on ne peut, en conséquence, y faire rentrer, par voie d'analogie et d'interprétation, un contrat non prévu par ledit article, notamment celui du gage ou nantissement ». 12 janvier 1853, n° 15. — *Conf.*, 23 mai 1850, n° 169.

La nouvelle rédaction de l'art. 400 avait donné une garantie au prêteur contre les détournements de l'emprunteur. La nouvelle rédaction de l'art. 408 donne une garantie à l'emprunteur contre les détournements du créancier gagiste.

256. La Cour de cassation a eu l'occasion d'appliquer, à des espèces remarquables, cette nouvelle disposition de l'art. 408.

Alfred Massu, directeur du grand théâtre Parisien, exigeait des ouvreuses de loges, pour être nommées, une somme de 130 fr., comme garantie de leur gestion. Il était convenu, entre les parties, que le directeur ne pouvait se servir de ces fonds, et qu'il devait les restituer, huit jours après la cessation de la fonction. Massu retint et dissipa plusieurs des sommes, qui lui avaient été remises par les ouvreuses de loges. Il fut condamné aux peines de l'art. 408 pour violation de dépôt. Sur son pourvoi, la Cour de cassation reconnut qu'il ne pouvait être question de ce contrat, mais elle rechercha, « si, la remise de fonds, faite au demandeur, n'étant pas un dépôt, elle ne serait pas un des autres contrats caractéristiques du délit prévu par l'art. 408, C. pén. ». Elle jugea que la remise avait eu lieu à titre de nantissement, «attendu que l'art. 2071, C. Nap., définit le nantissement : « un contrat par lequel un débiteur remet une

chose à son créancier pour sûreté de la dette » ; attendu qu'il résulte, des faits constatés par l'arrêt attaqué, que la somme de 130 fr., remise au directeur de théâtre par chacune des ouvreuses de loges, lui avait été donnée pour garantie de leur gestion, et qu'il lui était interdit de s'en servir; attendu que dans ces faits se trouvent tous les caractères essentiels du contrat de nantissement défini par l'art. 2071 précité : une chose qui en fait l'objet, la remise de cette chose au créancier, et la détention de cette chose par celui-ci, pour sûreté de la dette, but principal de ce genre de contrat; qu'il suit de là qu'il y a eu nantissement ; que, par conséquent, l'art. 408, C. pén., était applicable, puisqu'il désigne le nantissement comme l'un des contrats, dont la violation est caractéristique de l'abus de confiance, et qu'il est déclaré, par l'arrêt attaqué, que le demandeur a frauduleusement détourné, au préjudice des propriétaires, les fonds qui lui avaient été remis, à la charge de les rendre à la cessation de la fonction; attendu qu'on ne saurait confondre, comme prétend le faire le demandeur, le nantissement avec le cautionnement ; que ces deux contrats diffèrent entre eux, en ce que le gage fait porter la sûreté sur la chose, tandis que le cautionnement la place dans la foi du fidéjusseur ; que, s'il est vrai que les lois de finances désignent sous le nom de *cautionnement*, à l'égard des fonctionnaires et officiers publics ou ministériels, les conventions de la nature de celle intervenue entre les parties, il n'en résulte pas moins que ces conventions renferment un nantissement; qu'on objecte en vain que la dette des ouvreuses n'était pas actuelle, mais éventuelle ; qu'elle pouvait ne jamais exister, et que l'éventualité de la dette est le caractère essentiel, qui distingue du nantissement le cautionnement, dont il s'agit

au procès ; que l'art. 2071, précité, n'admet pas, en effet, de distinction entre les différentes espèces de dettes ; qu'il importe peu que la dette soit pure et simple, conditionnelle ou à terme ; que l'expression *dette*, employée dans cet article, est générale ; qu'elle les embrasse toutes, et comprend l'obligation de faire aussi bien que celle de donner ; que la dette des ouvreuses consistait en une obligation de faire, qui devait, en cas d'inexécution, se résoudre en dommages-intérêts, dont la chose donnée en nantissement faisait la sûreté ; qu'on ne comprendrait pas que l'art. 408, C. pén. protégeât le nantissement, quand la dette est actuelle, et n'en punît pas la violation, quand la dette serait éventuelle ». 29 novembre 1866, n° 248.

Le nommé Cabournot, en entrant comme employé dans les bureaux de Joseph Vilet, avait remis à celui-ci une somme de 1,200 fr., à titre de garantie des obligations, qu'il pourrait contracter dans l'exercice de ses fonctions. Cette somme devait être remboursée dans un délai déterminé. Elle ne l'a pas été, et Vilet l'a frauduleusement détournée et employée à ses besoins personnels. Vilet se pourvut contre l'arrêt, qui l'avait condamné pour abus de confiance. Il prétendit que c'était, non comme nantissement, mais comme cautionnement, que les 1,200 fr. lui avaient été versés par Cabournot. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, dans l'état des faits, le contrat, intervenu entre Vilet et Cabournot, loin de pouvoir être considéré comme un *cautionnement* (lequel contrat suppose le concours de trois personnes, ce qui n'existe pas dans l'espèce), constitue, aux termes des art. 2041 et 2071, C. Nap., un véritable contrat de nantissement, dont la violation est caractéristique du délit prévu par l'art. 408, C. pén., et qu'ainsi, en punissant l'auteur de ce délit des peines, portées en

l'art. 406 du même Code, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application des articles précités ». 26 septembre 1867, n° 214.

257. Le prêt est de deux sortes : celui des choses dont on peut user sans les détruire, et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait. La première espèce s'appelle prêt à usage ou commodat, la deuxième s'appelle prêt de consommation, ou seulement prêt (C. civ., art. 1874).

L'art. 408 n'a en vue que le prêt à usage ou commodat.

Ce prêt est le contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre, pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre, après s'en être servi (C. civ., art. 1875).

Le prêt à usage ne se trouvait pas plus que le nantissement, soit dans le Code pénal de 1810, soit dans les additions de la loi du 28 avril 1832. Il n'a été introduit dans l'art. 408 que par la loi du 13 mai 1863.

Jusque-là, la Cour de cassation avait été fort hésitante sur la question de savoir si cet article était ou n'était pas applicable au prêt à usage. Dans le principe, elle avait jugé que ce contrat n'était pas compris dans les cas prévus par l'art. 408. 28 janvier 1832, n° 33. — *Conf.*, 26 avril 1810, n° 59. Plus tard, elle modifia sa manière de voir, et crut pouvoir assimiler le prêt à usage au dépôt. 22 juin 1839, n° 201; 24 juillet 1840, n° 215. Enfin, elle était revenue à la vérité, c'est-à-dire à la doctrine de 1832. 26 avril 1845, n° 153.

258. Cette Cour semble considérer que, pour l'application de l'art. 408, il est permis de donner l'interprétation la plus large à l'art. 1875, C. civ.

Plusieurs montres avaient été remises à la femme

Jandet : la première, pour qu'elle la vît et l'examinât; les autres, parce qu'elle avait exprimé le désir d'en acheter pour ses enfants. Il semble qu'elle en avait fait usage, puisqu'il était déclaré par l'arrêt attaqué qu'elle les avait fait raccommoder. Condamnée aux peines de l'art. 408, comme coupable d'avoir détourné des objets, qui lui avaient été remis à titre de prêt à usage, elle se pourvut en cassation, et soutint que la convention, intervenue entre elle et le plaignant, ne présentait pas les caractères de ce contrat. Néanmoins, son pourvoi fut rejeté, « attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1875, C. Nap., le contrat de prêt à usage réside essentiellement dans la circonstance que la chose soit remise à l'emprunteur pour s'en servir, et, en fait, qu'il ressort manifestement des constatations de l'arrêt attaqué que les montres, objet du prêt fait à la prévenue, lui ont été confiées en vue d'un usage ou d'un service quelconque; attendu, en effet, que la remise de la première de ces montres à la femme Jandet, pour la voir et l'examiner, et la remise des sept autres à sa sollicitation, et sur le désir, exprimé par elle, d'en acheter d'autres pour ses enfants, constituent des faits d'usage, qui rentrent nécessairement dans les conditions du prêt de cette nature, faits qui, dans la cause, sont d'autant plus caractérisés qu'il est, en outre, établi, par l'arrêt, que la demanderesse aurait, postérieurement, fait raccommoder ces montres, ce qui implique qu'elle s'en serait réellement servie; attendu qu'en cet état, il demeure justifié que l'arrêt ne saurait avoir encouru le reproche d'avoir négligé de considérer, au point de vue du service ou de l'usage, la remise desdites montres à la prévenue, et que, dès lors, en appliquant, à défaut de restitution par celle-ci, les peines édictées par les art. 406 et 408, C. pén., ledit arrêt en a fait une saine interpré-

tation, ainsi que de l'art. 1875, C. Nap. ». 8 novembre 1866, n° 227.

Il m'est, en vérité, difficile de croire, d'après les circonstances, constatées par l'arrêt que je viens de transcrire, que la femme Jandet eût fait, avec le propriétaire des montres, un contrat de prêt à usage. Les montres ne lui étaient pas livrées pour qu'elle s'en servît. On les lui confiait, pour qu'elle les vît et les examinât, pour qu'elle vérifiât si ces montres pouvaient convenir à ses enfants : ce n'est pas là le but du prêt à usage. Je croirais assez volontiers que la femme Jandet s'était rendue coupable d'abus de confiance; mais, à mon sens, le contrat, qu'elle avait violé, était, non pas celui de prêt à usage, mais celui de dépôt. Qu'on ne m'objecte pas que la remise avait eu lieu dans son intérêt exclusif. En droit, je répondrais que le dépôt peut avoir lieu dans l'intérêt unique du dépositaire. En fait, j'ajouterais que le dépôt avait eu lieu, dans l'intérêt des deux parties, de celle qui désirait vendre, et de celle qui annonçait l'intention d'acheter.

259. Le sixième cas de détournement prévu par l'art. 408 est celui où les objets ont été remis pour un travail salarié, ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Le Code pénal de 1810 ne prévoyait que l'hypothèse où les objets ayaient été remis pour un travail salarié. C'est la loi du 28 avril 1832, qui a cru devoir étendre la disposition, même au cas où le détournement a eu lieu à l'occasion d'un travail non salarié.

Lorsque la loi ne prévoyait que les détournements des choses, remises à titre de dépôt ou pour un travail salarié, la jurisprudence donnait à ces dernières expressions la signification la plus étendue. Elle les appli-

quait, non-seulement au travail des choses corporelles, susceptibles d'être ouvragées ou perfectionnées, mais aussi, aux mandats et gestions d'affaires rémunérés. 18 novembre 1813, n° 251, déjà cité.

Depuis que la loi comprend le mandat parmi les contrats, dont elle réprime les infidélités, les mots : *travail salarié ou non salarié* ont évidemment une signification plus restreinte. Ils ne doivent guère s'entendre que du louage d'ouvrage ou d'industrie, dans lequel l'ouvrier ne fournit que son travail ou seulement une partie de la matière (C. civ., art. 1789).

Ainsi la marchandise est remise pour un travail salarié à la charge d'en faire un usage déterminé, par exemple, lorsque des blés sont remis au meunier pour être convertis en farine : 11 avril 1817, déjà cité; ou que des cotons en laine sont remis à un filateur pour être convertis en cotons filés. 6 juillet 1849, déjà cité.

260. Les peines, prononcées contre l'abus de confiance par l'art. 408, dans sa première partie, sont celles que l'art. 406 porte contre l'abus des faiblesses ou des passions du mineur.

J'ai indiqué, sous ce dernier article, à quelles conditions le juge peut appliquer une amende supérieure à 25 francs. Je n'ai pas à l'expliquer de nouveau. Aux arrêts cités sous l'art. 406, on peut ajouter ceux des 13 juin 1845, n° 197; 30 août 1849, n° 229; 28 avril 1862, n° 61 ; 4 novembre 1864, n° 248; 13 janvier 1866, n° 16.

261. Le C. pén. de 1810 punissait d'une peine uniforme tous les auteurs des abus de confiance, quelle que fût leur qualité.

Cette imprévoyance de la loi avait poussé la Cour de cassation à donner à certains faits, qui n'étaient que des abus de confiance, le caractère de soustraction frau-

duleuse, pour en faire des vols domestiques, passibles de la peine de la réclusion, aux termes de l'art. 386, C. pén.

La loi du 28 avril 1832 combla la lacune, et dès lors on put maintenir, aux infidélités commises par les domestiques et hommes de service à gages, leur véritable caractère.

L'addition faite par la loi de 1832 laissait encore à désirer. Lorsque l'abus de confiance était commis par un officier public ou ministériel, le fait n'était puni que d'une peine correctionnelle, tout comme s'il n'avait été accompli que par une personne privée. La loi du 13 mai 1863 comprit ces officiers parmi ceux dont la qualité aggrave l'infraction.

Aujourd'hui, le délit devient crime et la peine correctionnelle se transforme en la peine afflictive de la réclusion, si l'abus de confiance, prévu par la première partie de l'art. 408, a été exécuté par un officier public ou ministériel, ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti au préjudice de son maître.

Il faut donc, pour que cette deuxième disposition de l'art. 408 devienne applicable,

1° Que le fait poursuivi soit un abus de confiance, prévu par la première partie de l'article, c'est-à-dire, qu'il présente les conditions constitutives de ce délit;

2° Que ce fait ait été accompli par un officier public ou ministériel ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti au préjudice de son maître.

262. Les officiers publics ou ministériels, dont l'art. 408 entend plus spécialement parler, sont : les notaires, les avoués, les huissiers, les commissaires-priseurs, les agents de change.

Faut-il distinguer entre les différents abus de confiance commis par les officiers ministériels ou publics ? Certains d'entre eux ne sont-ils que des délits punis de peines correctionnelles ?

La question mérite, assurément, d'être examinée avec soin.

A ne considérer que la discussion de la loi du 13 mai 1863, il semble que l'on devrait admettre sans difficulté que la plupart des abus de confiance, commis par les officiers publics ou ministériels, ne présenteront que le caractère de délits. En effet, un membre du Corps législatif, M. Milet, qui trouvait mauvais qu'on aggravât la peine contre ces agents, demanda que, du moins, il fût entendu qu'on n'appliquait cette aggravation qu'aux abus de confiance accomplis *à raison des fonctions*. Le commissaire du Gouvernement, M. Cordoën, répondit que les abus de confiance ne prendraient le caractère de crime que lorsque les officiers publics ou ministériels les auraient commis à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Il ajouta qu'il n'y avait pas besoin d'expliquer ce qui ressortait, incontestablement, de l'esprit et des termes de la loi.

Quoi qu'il en soit de ces observations, je ne crois pas qu'elles suffisent pour résoudre la question.

J'ai rappelé, dans mon troisième volume, nº 349, que, antérieurement à la loi du 13 mai 1863, les détournements, commis par les officiers publics ou ministériels, étaient punis, suivant les cas, ou par les art. 169 et suivants, C. pén., ou par l'art. 408. Si le commettant avait déposé ses deniers ou valeurs, volontairement, sans y être contraint ou incité par la loi, l'infidélité de l'officier public ou ministériel n'était réprimée que par les peines de l'art. 408. Si, au contraire, les deniers ou valeurs se trouvaient dans les mains de l'un ou de l'autre

de ces officiers, à titre de dépôt, en quelque sorte nécessaire, la soustraction était réputée commise par un dépositaire public, et était passible de la peine des art. 169 et suivants. J'ai ajouté que, dans ma pensée, depuis la loi de 1863, cette distinction importait peu, parce que cette loi avait compris, sans distinction, dans la deuxième partie de l'art. 408, tous les abus de confiance commis par les officiers publics ou ministériels. Me suis-je trompé? Assurément oui, si on prend à la lettre l'observation de M. Milet, et la réponse de M. Cordoën, que je reproduisais tout à l'heure. Mais la commission du Corps législatif, qui a pris l'initiative de la disposition que j'examine, a-t-elle voulu proposer, et le Corps législatif a-t-il entendu voter une règle aussi restreinte? Il est permis d'en douter. La Commission donnait évidemment une signification plus étendue à son amendement. Elle disait, dans son rapport : « L'abus de confiance n'est qu'un délit. L'art. 408 ne le punit que d'une peine correctionnelle. On en fit un crime en 1832, et on le punit de la réclusion, lorsqu'il était commis par un homme de service à gages. Il a paru à votre Commission qu'il y avait des motifs plus déterminants encore d'aggraver la qualification et la peine due à cette infraction, lorsqu'elle était commise par des officiers publics ou ministériels, c'est-à-dire, par des hommes investis d'un mandat légal, et commandant la confiance, par la situation qu'ils occupent, et par le caractère dont ils sont revêtus. Ainsi, qu'un agent de change, qu'un notaire, qu'un avoué, dans les mains duquel les parties ont déposé les sommes, destinées à payer un prix de vente, un achat de fonds publics ou des droits d'enregistrement, abuse de ce dépôt, et emporte ou s'approprie les valeurs, qui lui ont été confiées, nous n'avons pas cru nous montrer trop sévères, en voyant un véri-

table crime dans ce détournement, et nous l'avons puni de la réclusion ».

Ce rapport n'est-il pas une meilleure interprétation de la loi que les quelques mots, échangés entre M. Milet et le commissaire du Gouvernement? Pour moi, je crois qu'il convient de suivre la règle qu'il indique. Sans doute, il ne faut pas, assimilant l'art. 408 à l'art. 333, estimer que l'infraction sera aggravée par cela seul qu'elle sera imputable à un officier public ou ministériel; mais il faut, ce me semble, s'arrêter à la distinction, que j'ai faite dans mon Ve volume, nº 585, à l'occasion des vols commis par les aubergistes, en me fondant sur la jurisprudence de la Cour de cassation. Si la chose a été remise à l'officier public ou ministériel, à cause des relations de famille, d'amitié, de voisinage, qu'on a avec lui, l'abus de confiance, malgré la qualité de l'inculpé, ne sera qu'un délit et n'encourra que les peines correctionnelles. Si, au contraire, la chose a été remise à l'officier public ou ministériel, à raison du mandat légal, dont il est investi, de la confiance, que sa situation inspire, et du caractère, dont il est revêtu, l'infraction prendra le caractère de crime, et deviendra passible de la peine afflictive de la réclusion. Ainsi, pour que l'abus de confiance soit un crime, il ne sera pas nécessaire que la chose ait été remise à l'officier ministériel *à raison de sa fonction;* il suffira que la remise en ait été déterminée par la confiance particulière que sa position privilégiée inspire; ce qui est bien différent.

En résumé, il y aura crime, non-seulement lorsque les deniers ou valeurs se trouvaient dans les mains de l'officier public ou ministériel, à titre de dépôt, en quelque sorte nécessaire, par exemple, à la suite d'une vente publique, à laquelle il n'avait pu être procédé que par son ministère, 18 décembre 1812, J. Pal.,

à sa date ; 28 mars 1856, n° 126 ; 13 juin 1856, n° 216; mais, encore dans le cas où la remise avait eu lieu, comme le dit le rapport de la Commission du Corps législatif, à raison du mandat légal dont l'inculpé est investi, de la confiance commandée par la situation qu'il occupe, et par le caractère dont il est revêtu ; par exemple, lorsque le notaire aura détourné une somme, laissée chez lui pour être placée en rentes sur l'Etat. 14 janvier 1859, n° 20 ; lorsque l'avoué aura conservé et dissipé la somme, reçue à la suite d'une transaction intervenue entre son client et la partie adverse. 21 avril 1855, n° 138 ; lorsque l'huissier aura détourné le montant d'une créance qu'il a été chargé de recevoir. 28 avril 1859, n° 105 ; 15 décembre 1860, n° 291. (Ces espèces, je ne les cite que pour expliquer ma pensée: antérieures à la loi de 1863, elles n'ont donné et n'ont dû donner lieu qu'à l'application d'une peine correctionnelle).

Le détournement ne conservera le caractère de délit que dans le cas où la confiance du mandant ou déposant aura été déterminée par des faits indépendants de la qualité et du caractère de l'officier public ou ministériel, par exemple, par des relations d'amitié, de parenté ou de voisinage.

263. J'ai indiqué, sous l'art. 386, n° 565, les personnes, réputées domestiques ou hommes de service à gages.

Le domestique, qui détourne les sommes, que son maître lui remet pour les achats journaliers de la maison, commet-il un abus de confiance? Cette question est examinée dans mon V^e^ volume, n° 564.

264. L'élève est celui qui apprend une science, un art, une industrie, comme l'élève en pharmacie, l'élève en architecture, l'élève en peinture.

265. Le clerc est celui que les notaires, les avoués,

les huissiers ont auprès d'eux pour les travaux de leurs études.

266. Le commis est l'employé des négociants, des industriels, des marchands; mais il n'a cette qualité que s'il existe des rapports journaliers, entre lui et le maître qui l'emploie, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du ministère public contre un arrêt de la Cour de Bordeaux, « attendu que pour connaître la véritable acception du mot *commis*, employé dans le n° 2 de l'art. 408, C. pén., il faut le rapprocher des autres indications du même article, lesquelles supposent des rapports journaliers entre ces individus et le maître qui les emploie; que celui qui est chargé de recevoir et de placer les marchandises, qu'on lui envoie, qui peut avoir la même commission de plusieurs maisons différentes, et qui fait des affaires pour son propre compte, n'est pas un commis dans le sens de l'article précité; et, qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué n'en a pas violé les dispositions ». 3 juin 1841, n° 164.

267. L'ouvrier, compagnon ou apprenti est plus particulièrement celui qui se livre avec plus ou moins d'expérience à un état manuel.

Doit-on comprendre, parmi les ouvriers, mentionnés dans l'art. 408, ceux qui reçoivent des matières premières pour les travailler à leur domicile, et qui sont payés, non à la journée, au mois ou à l'année, mais à la tâche?

La Cour de cassation ne le pense pas.

Dans une première espèce, Nicolas Legendre, qui était payé à la tâche, avait été cité en police correctionnelle, sous la prévention d'avoir détourné, au préjudice d'un industriel, les matières premières, que celui-ci lui avait remises, pour être travaillées à son domicile.

L'inculpé prétendit que le fait, qui lui était imputé, constituait un crime, et que, par conséquent, la juridiction correctionnelle était incompétente. Le pourvoi, qu'il forma contre le jugement, qui n'avait pas accueilli son exception, fut rejeté, « attendu qu'il résulte, de la combinaison des paragraphes 1 et 2 de l'art. 408 et de l'art. 386, C. pén., que l'individu, qui reçoit des matières premières pour les travailler à son domicile, et être payé, non à la journée, au mois ou à l'année, mais suivant la quantité des matières qu'il a façonnées, commet, en dérobant tout ou partie des matières à lui remises, un abus de confiance, prévu et puni par le premier paragraphe de l'art. 408 précité, et non pas le fait puni par le paragraphe 2 dudit article; attendu qu'en effet cet individu ne peut être qualifié ni *domestique*, ni *homme de service à gages*, ni *ouvrier*, ni *compagnon*, ni *apprenti* de celui auquel il loue, non pas son temps, mais seulement l'emploi libre de son industrie, pour l'exercer dans son propre domicile; attendu que, dès lors, la juridiction correctionnelle a été compétente pour statuer sur la prévention portée contre le demandeur ». 16 mars 1837, n° 82.

Dans une deuxième espèce, Favre, Lorraine et Delille étaient prévenus d'abus de confiance, présentant les mêmes caractères que celui qui était imputé à Legendre. Comme lui, ils conclurent à l'incompétence du tribunal correctionnel. Leur exception ne fut pas accueillie et leur pourvoi fut rejeté, « attendu que, si les prévenus ont, en appel, conclu à l'incompétence, en énonçant que les rapports de maîtres à ouvriers avaient existé entre les auteurs des détournements et les propriétaires des soies, d'une part, il n'appert d'aucune charge nouvelle sur laquelle ait été appelée l'attention de la Cour; d'autre part, il ne suffit pas que le coupable soit un

ouvrier chargé de travailler la soie détournée, pour que celui qui l'emploie doive être réputé son maître, dans le sens du deuxième paragraphe de l'art. 408 ; que l'ouvrier, qui exerce librement son industrie dans son domicile, et qui reçoit une rémunération, proportionnée à la quantité de matière qu'il a façonnée, n'est pas sous cette autorité d'un maître, qu'exige le paragraphe 2, comme l'est celui qui loue sa personne et son temps ; attendu que, dans cet état des faits et du droit, la Cour impériale, en admettant la présomption favorable de la non-existence de la circonstance aggravante invoquée, et en conservant la connaissance du procès, n'a commis aucune violation des règles de compétence ». 12 décembre 1863, n° 292.

Les ouvriers, qui ne travaillent que de loin en loin, qu'accidentellement, pour un industriel, ne commettent pas, je le reconnais volontiers, l'abus de confiance, qualifié crime par l'art. 408. Dans ce cas, cet industriel n'est pas leur maître : ils ne sont pas ses ouvriers. Mais il devrait, ce me semble, en être autrement, si l'ouvrier travaillait journellement pour le même chef d'industrie. Les rapports, qui s'établissent entre eux, sont ceux de maître à ouvrier, la confiance devient, en quelque sorte, nécessaire ; si elle est méconnue, l'abus, qui en est fait, doit encourir l'aggravation de peine, prononcée par la deuxième disposition de l'art. 408. Je n'adopte que sous cette réserve la doctrine des deux arrêts que je viens de citer.

268. Il importe d'ailleurs, de remarquer que, pour être qualifié crime, le détournement doit avoir lieu au préjudice du maître.

Il en résulte :

1° Qu'il ne prendrait pas ce caractère, comme nous venons de le voir dans les arrêts des 16 mars 1837,

nº 82, et 12 décembre 1863, nº 292, s'il n'était pas commis au préjudice d'un maître ;

2º Que, dans les questions soumises au jury, cette circonstance doit être indiquée ; sans quoi, le fait, reconnu vrai, manquerait de l'un des éléments constitutifs du crime. 13 juillet 1854, nº 225.

269. La question peut être présentée aux jurés dans les termes suivants :

Le nommé.... est-il coupable d'avoir.... (la date).... détourné, *ou* dissipé, au préjudice du propriétaire, *ou* possesseur, *ou* détenteur, des effets, *ou* deniers, *ou* marchandises, *ou* billets, *ou* quittances, *ou* écrits contenant *ou* opérant obligation *ou* décharge, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de louage, *ou* de dépôt, *ou* de mandat, *ou* de nantissement, *ou* de prêt à usage, *ou* pour un travail salarié *ou* non salarié, à la charge de les rendre *ou* représenter, *ou* d'en faire un usage *ou* un emploi déterminé ?

Au moment du détournement, le susnommé était-il officier public *ou* ministériel ?

Ledit détournement a-t-il été commis par le susnommé, domestique *ou* homme de service à gages, *ou* élève, *ou* clerc, *ou* commis, *ou* ouvrier, *ou* compagnon, *ou* apprenti, au préjudice de son maître ?

Si l'accusation embrassait de nombreux détournement, elle pourrait ne pas les préciser individuellement, et les comprendre tous dans la même question, sans s'exposer à la cassation pour vice de complexité. 8 novembre 1860, nº 227.

270. On s'est demandé si l'abus de confiance est un crime ou un délit successif ? Cette question est intéressante, parce qu'elle a pour objet de fixer le point de départ de la prescription.

Les uns ont prétendu que le détournement se con-

tinue, tant que la chose est retenue par celui à qui elle a été remise, et que, par conséquent, la prescription ne doit commencer à courir que du jour où la restitution a eu lieu.

Les autres ont répondu que le crime ou le délit est consommé par le détournement, et que la rétention ultérieure de la chose n'est pas plus nécessaire à la constitution de l'abus de confiance qu'à la constitution du vol. Ils en ont conclu que la prescription courait, non pas, il est vrai, du jour où la chose avait été remise, mais du jour où l'inculpé devait être réputé l'avoir détournée. C'est cette dernière opinion que la Cour de cassation a consacrée.

Dans une première espèce, le nommé Lyon avait été condamné pour des détournements opérés, il y avait plus de trois ans. Sur son pourvoi, la décision fut annulée, « attendu que, pour déclarer le demandeur en cassation coupable du délit d'abus de confiance, à raison des détournements, auxquels les juges du fond paraissent attacher la date de 1853, et pour écarter l'exception péremptoire de prescription, l'arrêt attaqué s'est fondé, non sur ce que le délit n'aurait été consommé que moins de trois ans avant les poursuites introduites en 1857, ou sur ce que quelques-uns des éléments constitutifs du délit se seraient reproduits dans le même intervalle, mais sur la fausse théorie de droit que l'abus de confiance est un délit successif, qui se continue tant que le prévenu fait des actes de jouissance portant sur la somme, obtenue à l'aide du délit ; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt a donné à sa décision une base illégale ». 12 novembre 1858, n° 267.

Dans une seconde espèce, le nommé Houel était inculpé de différents abus de confiance. La Cour de Paris, considérant que le fait même du détournement remon-

tait à plus de trois ans, le renvoya des poursuites. Le pourvoi, que la partie civile forma contre la décision, fut rejeté, « sur le moyen du pourvoi tiré de la fausse application des art. 408, C. pén., et 638, C. instr. crim., en ce que la Cour impériale a considéré comme prescrite, partie des abus de confiance reprochés au prévenu ; attendu que l'arrêt attaqué, en déclarant que ces détournements remontaient à une époque antérieure au 18 janvier 1860, et que plus de trois ans s'étaient écoulés entre cette date et celle de la citation du 10 avril 1863, s'est livré à une appréciation souveraine de faits, qui échappe à la censure de la Cour ; attendu que le délit d'abus de confiance n'a, de sa nature, rien de complexe ni de successif ; que, dissimuler, en tout ou partie, la recette opérée, en accuser frauduleusement le montant dans sa correspondance, et des lettres d'avis, le masquer par des écritures inexactes, porter en compte, au crédit du mandant, des sommes moindres que celles reçues, et s'en approprier la différence, c'est se rendre coupable du fait, que prévoit et punit l'art. 408, C. pén. ; que si, en cas de simple retard à restituer, une mise en demeure peut être quelquefois nécessaire pour préciser le caractère de la rétention, il n'en saurait être de même quand l'acte incriminé s'induit forcément, soit dans sa matérialité, soit dans l'intention qui y a présidé, de certaines circonstances reconnues constantes et desquelles il résulte que l'abus de confiance est pleinement consommé ; qu'il suit de là que la Cour impériale a pris, avec raison, comme point de départ de la prescription, la date particulière de chacun des faits de la prévention ». 30 juin 1864, n° 167.

271. Mais le tribunal correctionnel peut admettre que le délit n'a été consommé qu'à partir, soit de la mise

en demeure, soit de la reddition de compte, soit même du jour où l'inculpé a manifesté l'intention de conserver la chose, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Le nommé Thévenin avait prétendu que les détournements, qui lui étaient imputés, étaient prescrits, parce qu'il y avait plus de trois ans qu'il détenait les sommes qu'il avait reçues à titre de mandat. Le tribunal correctionnel avait écarté l'exception, parce que Thévenin n'avait été mis en demeure de restituer que peu de temps avant les poursuites. Le pourvoi de Thévenin fut rejeté, « sur le moyen tiré de la prescription, en ce que les faits incriminés se seraient accomplis plus de trois ans avant le commencement des poursuites correctionnelles, attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un délit d'abus de confiance, commis par détournement de sommes reçues à titre de mandat ; attendu, en droit, que la rétention, plus ou moins prolongée, des sommes reçues par un mandataire ne suffit pas pour constituer l'abus de confiance, et que ce délit ne se trouve consommé qu'à l'époque où le mandataire s'est mis dans l'impossibilité de restituer ; attendu, en fait, que, si les derniers versements, opérés entre les mains du mandataire, ont eu lieu en 1854, il est constaté par l'arrêt attaqué que ce mandataire n'a été mis en demeure de restituer que le 7 novembre 1860 ; attendu que ce n'est qu'à partir du 7 novembre 1860 qu'a pu commencer à courir le délai de la prescription triennale ; attendu que la partie civile a porté plainte le 14 novembre 1860, et que l'information, immédiatement commencée, a été close le 9 mars 1861, par une ordonnance du juge d'instruction ». 4 janvier 1864, nº 12. — *Conf.*, 16 mars 1867, nº 69 ; 4 novembre 1869, nº 222.

Le nommé Cassin avait également soutenu que l'abus

de confiance, qu'on lui reprochait, était prescrit. Le tribunal correctionnel lui avait répondu que le délit n'avait été consommé qu'à la reddition du compte qu'il avait fourni à son mandant. Le pourvoi de Cassin fut rejeté, « sur le second moyen, fondé sur la violation de l'art. 368, C. instr. crim., en ce que l'arrêt attaqué n'aurait pas tenu compte de la prescription en ce qui concerne les abus de confiance ; attendu que la Cour, usant du droit, qui lui appartient, de fixer l'époque précise du délit, l'a placé à la date de la reddition du compte, fourni par Cassin à Castillon, c'est-à-dire à celle de juin 1863; que, dans un de ses motifs, l'arrêt énonce, il est vrai, que l'intention du détournement existait déjà, de la part de Cassin, lors des dissimulations, par lui opérées, dans ses livres, mais qu'il résulte néanmoins formellement de son dispositif, que le délit, malgré la constatation, dès cette époque, de l'un de ses éléments, n'a été consommé que par l'acte même de la reddition de compte ; d'où suit que la Cour, en prenant pour point de départ de la prescription, l'époque de la reddition du compte susénoncé, loin de violer ledit article, en fait une saine application ». 2 décembre 1865, n° 216.

Pierre Virgile prétendait aussi avoir prescrit les abus de confiance, dont on l'inculpait. Le tribunal avait rejeté son exception, par la raison que c'était, depuis moins de trois ans, qu'il avait manifesté, pour la première fois, l'intention frauduleuse de garder la somme, qui lui avait été remise à titre de mandat. Le pourvoi de Virgile fut rejeté, « sur l'unique moyen tiré d'une violation prétendue de l'art. 638, C. instr. crim. colonial, en ce que l'exception de prescription, proposée par le demandeur, aurait été rejetée à tort par l'arrêt attaqué ; attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt

attaqué que Virgile aurait manifesté, pour la première fois l'intention frauduleuse de garder la somme de 1,800 fr. à lui remise à titre de mandat, à la charge d'en faire un emploi déterminé, à l'époque où il a été mis en cause dans l'instance civile, engagée à l'occasion de ladite somme, c'est-à-dire le 14 décembre 1866 ; attendu qu'aux termes de cette constatation, qui est souveraine, et échappe à tout contrôle, le point de départ de la prescription ne peut remonter au delà de ladite époque ; d'où il suit qu'en décidant, en cet état, qu'il n'y avait pas lieu, dans la cause, à l'application de l'art. 638 ci-dessus visé, l'arrêt attaqué, loin de violer ledit article, en a fait une juste appréciation ». 10 janvier 1868, n° 12.

272. Deux questions sont à résoudre dans les incriminations d'abus de confiance : 1° le contrat, en vertu duquel la chose aurait été remise, a-t-il eu lieu ? 2° la chose, remise à raison de ce contrat, a-t-elle été détournée ou dissipée ?

Les tribunaux criminels ont-ils compétence pour statuer sur l'existence du contrat ?

A mon avis, la question est sans difficulté. Elle est résolue par des principes incontestables, que j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de rappeler dans mes explications sur l'art. 408 ; c'est que, le juge de l'action étant juge de l'exception, les tribunaux criminels ont compétence pour statuer sur les exceptions relatives au crime ou au délit dont ils sont saisis, à moins qu'une disposition spéciale (ce qui n'a pas lieu dans le cas actuel) ne leur enlève ce pouvoir.

Cette doctrine a été suivie par la Cour de cassation dans les très-nombreux arrêts, qu'elle a rendus sur la question.

Cette Cour en a posé le principe dans son arrêt du 2

décembre 1813, n° 255, en jugeant que « le délit de violation de dépôt supposait nécessairement la préexistence d'un dépôt ; que la poursuite n'en pouvait donc être admise qu'autant que ce dépôt eût été convenu et prouvé ; que, dans l'espèce, le dépôt était méconnu ; que la preuve de ce dépôt devait donc être établie avant qu'il fût instruit sur sa violation ; que cette preuve constituait une question préjudicielle à laquelle étaient subordonnées l'action publique et l'action civile ; que, la preuve du délit et la violation du dépôt ne pouvant être séparées de celle de l'acte de dépôt, la compétence sur le délit, qui formait l'action principale, entraînait nécessairement la compétence sur le contrat, dont la dénégation n'était qu'une exception contre cette action ; que la juridiction correctionnelle, compétente pour connaître de la violation du dépôt, avait donc aussi caractère pour prononcer sur la préexistence du dépôt» .— *Conf.*, 26 septembre 1823, n° 135 ; 11 février 1832, n° 57 ; 13 mars 1840, n° 81 ; 12 avril 1844, n° 137 ; 30 mai 1851, n° 203.

273. Les tribunaux criminels ne peuvent se fonder, pour reconnaître l'existence du contrat qui a été violé, que sur les preuves admises par la loi civile. En effet, en statuant sur ce point, ils statuent sur une question de droit civil. Ils ne peuvent donc, pour la résoudre, accueillir que les preuves applicables aux matières de cette nature.

Cette vérité, indiscutable en elle-même, a pour elle l'autorité de la Cour de cassation.

Cette Cour l'a proclamée dans son arrêt du 2 décembre 1813, n° 255. Elle a reconnu « que, pour juger si le dépôt, qui était dénié, avait été fait, tout comme pour juger s'il y avait commencement de preuve par écrit, et si la preuve testimoniale en était admissible, la juridic-

tion correctionnelle était assujettie, comme l'eût été la juridiction civile, aux règles fixées par les art. 1341 et 1347, C. civ. ; que, si les délits sont susceptibles de toute espèce de preuves, il n'en est pas ainsi des actes civils autorisés par la loi ; que, dans l'espèce, il ne pouvait y avoir de délit que dans la violation du dépôt, mais que le dépôt, en lui-même, eût été un acte licite, autorisé et réglé par les lois civiles ; qu'il n'eût donc pu être prouvé que d'après les règles communes à tous les contrats ; que ces règles, qui ne peuvent être attributives de juridiction aux tribunaux civils, sont générales et s'appliquent à toutes les juridictions ». —*Conf.*, 5 mai 1815, n° 30 ; 10 avril 1819, n° 45 ; 25 janvier 1838, n° 24; 20 avril 1840, n° 147 ; 17 juillet 1841, n° 213 ; 12 avril 1844, n° 137 ; 18 décembre 1849, n° 339 ; 3 juin 1853, n° 200.

274. En matière civile, il doit être passé acte, devant notaire ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 fr. (C. civ., art. 1341). La preuve orale des contrats, mentionnés en l'art. 408, ne sera donc recevable que si ces contrats concernent des sommes ou valeurs inférieures à ce chiffre. Autrement, ils ne pourront être prouvés que par écrit.

Cependant si, même dans le cas où il s'agit d'une valeur supérieure à 150 fr., l'existence du contrat n'est pas contredite par le prévenu, les tribunaux criminels n'auront pas plus à rechercher, que les tribunaux civils ne l'auraient dans la même hypothèse, la preuve écrite du contrat, à la suite duquel le détournement a eu lieu, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du nommé Bajard, « attendu que les juges du fait n'auraient pu violer les principes sur la preuve des contrats, et, par suite, l'art. 408, C. pén., qu'autant que l'existence de ces contrats eût été mise en question

devant eux, et que l'exception, tirée des prescriptions de l'art. 1341, C. civ., sur la preuve des contrats d'une valeur supérieure à 150 fr., eût été proposée, soit en première instance, soit en appel ; attendu qu'à défaut de contestations et de conclusions à cet égard devant les juges du fait, ceux-ci ont pu considérer comme certains les contrats, intervenus entre les maîtres et les ouvriers, à raison de la remise des soies, confiées à ces derniers pour un travail salarié, et les prenant pour base de leurs appréciations, rechercher, suivant le mode de preuve autorisé par le Code d'instruction criminelle, si Bajard ne s'était pas rendu coupable du détournement de ces soies, en les recélant sciemment ». 26 avril 1851, n° 157. — *Conf.*, 10 janvier 1861, n° 11.

De même, si le prévenu « n'avait pas opposé devant le correctionnel, en première instance ou en appel, que l'existence du contrat ne pouvait être prouvée que par écrit, et que, faute par le plaignant de rapporter cette preuve, il y avait lieu de le renvoyer des fins de la poursuite, le moyen, proposé pour la première fois devant la Cour de cassation, ne serait pas recevable ». 8 juillet 1853, n° 350. — *Conf.*, 4 février 1860, n° 29. 21 juillet 1860, n° 172.

Au principe général que je viens de rappeler la loi civile ajoute que, « il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de 150 fr.

Cette disposition est applicable, sans aucun doute, à la matière qui m'occupe, puisque cette matière est régie par les règles de la loi civile.

Le nommé Estèle avait souscrit un billet à ordre, causé valeur reçue complant, en faveur de Porre. Celui-

ci endossa le billet au profit d'Armand et le causa également valeur reçue comptant. Estèle prétendit que la valeur du billet avait été détournée à son préjudice, parce qu'il avait été convenu entre lui, Porre et Armand, que ce dernier, moyennant salaire, négocierait le billet et lui en remettrait le montant. La Cour d'Aix admit Estèle à faire, par témoins, la preuve de cette convention. Sur le pourvoi d'Armand, l'arrêt fut annulé, « vu les art. 136, 137, 187, C. comm., 1341, C. civ. ; attendu qu'il était constant qu'Estèle avait souscrit, en faveur de Porre, un billet à ordre de 2,000 fr., causé valeur reçue comptant ; que Porre endossa ce billet en faveur d'Armand, pour valeur également reçue comptant ; qu'aux termes des art. 136, 137 et 187, C. comm., cet endossement avait transporté à Armand la propriété du billet à ordre ; qu'aux termes de l'art. 1341, C. civ., aucune preuve testimoniale, contre la stipulation écrite de ce transport de propriété, ne pouvait être reçue ; que, néanmoins, la Cour royale d'Aix, chambre des appels de police correctionnelle, statuant sur la plainte en escroquerie et abus de confiance, portée par Estèle contre Armand et Porre, l'a admis à prouver, par témoins, qu'il avait été convenu qu'Armand s'était chargé, moyennant un salaire de 300 fr., outre l'escompte, de négocier le billet de 2,000 fr., souscrit envers Porre, qui n'en avait pas fait les fonds, en faveur de lui, Estèle, et de lui en compter le montant, mais qu'au lieu de négocier ce billet, Armand s'en était retenu le montant, sous le prétexte de le prendre en paiement de ce dont il se prétendait créancier de Porre ; que de ces faits la Cour royale a conclu qu'Armand était coupable d'abus de confiance envers Estèle, en s'appropriant, au préjudice de celui-ci, le billet remis à lui, Armand, pour le négocier moyennant salaire ; en quoi cette Cour a violé

les art. 136, 137 et 187, C. comm., en transformant en un mandat, pour un travail salarié, un billet à ordre, dont la propriété était transmise par un endossement régulier ; qu'elle a également violé l'art. 1341, C. civ., en autorisant la preuve testimoniale contre le contenu du billet à ordre et de l'endossement ». 16 mai 1829, n° 103.

275. La loi civile admet plusieurs exceptions à la règle, prescrivant qu'il soit passé acte de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 fr. Ces exceptions sont applicables à la matière des abus de confiance.

La règle reçoit exception, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. 1er septembre 1832, n° 340; 10 janvier 1861, n° 11; 13 août 1868, n° 91.

On appelle commencement de preuve par écrit « tout acte par écrit, qui est émané de celui contre lequel la demande est formée ou de celui qui le représente et qui rend vraisemblable le fait allégué ». (C. civ. art. 1347).

La Cour de cassation n'a pas hésité à reconnaître qu'en droit on doit admettre, comme constituant un commencement de preuve par écrit, les interrogatoires subis par l'inculpé au cours de l'information, même dans le cas où ils ne sont pas signés par celui-ci. 30 août 1851, n° 364; 22 avril 1854, n° 116; 18 août 1854, n° 260; 9 juillet 1857, n° 260; 24 septembre 1857, n° 347; 8 février 1862, n° 43; 26 juillet 1868, n° 168.

Les interrogatoires, prêtés à l'audience, auraient-ils également ce caractère ? Je ne le crois pas. Ils ne présentent pas la même garantie que ceux qui ont lieu dans l'instruction : ils sont recueillis à la hâte, pendant les déclarations de l'inculpé, et ne sont soumis à aucun contrôle légal.

Cette manière de voir a été adoptée par la Cour de

cassation, en annulant, sur le pourvoi de Jean-Pierre Rumeau, un jugement du tribunal supérieur de Carcassonne, « attendu que ce jugement a admis, comme commencement de preuve par écrit, les notes d'audience, tenues par le greffier du tribunal correctionnel de Carcassonne, le 20 mars 1840, et paraissant contenir des aveux, présentés comme faits à l'audience par Rumeau ; attendu que, si l'art. 155, reproduit par l'art. 189, C. instr. crim., prescrit au greffier de tenir note des principales dépositions des témoins en matière correctionnelle et de simple police, cette prescription ne s'étend point aux explications, que le prévenu donne pour sa défense, soit spontanément, soit sur l'interpellation du magistrat, et qu'ainsi, la pièce invoquée, comme commencement de preuve par écrit, n'a, sous ce rapport, aucun caractère légal ; attendu que cette pièce, n'étant ni lue ni signée par le magistrat, ni relue au prévenu, ni signée par lui, n'étant soumise à aucune sorte de contrôle, et n'offrant d'autre garantie de sa véracité et de son exactitude que la mémoire et le discernement du greffier qui la rédige seul, ne saurait être assimilée, ni aux interrogatoires devant le juge d'instruction, rédigés d'après l'art. 76, C. instr. crim., ni aux interrogatoires sur faits et articles subis en matière civile ; attendu que, d'après l'art. 1347, C. civ., on appelle commencement de preuve par écrit tout acte par écrit, qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, et qui rend vraisemblable le fait allégué ; attendu qu'on ne peut attribuer ce caractère à un écrit, qui n'est pas émané du prévenu, dont il n'a pu contrôler la teneur, qu'il n'a ni vu ni signé, et qui est l'ouvrage d'un officier à qui la loi n'a pas donné de mission spéciale à cet effet ; attendu que dès lors, et sans qu'il soit besoin d'examiner le moyen tiré de la violation de l'art. 1356, C. civ.,

et de la règle de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, il a été fait, par le jugement définitif, violation de l'art. 1347, et, par suite, de l'art. 1341, C. civ. ». 17 juillet 1841, n° 213.

Cependant un interrogatoire, prêté à l'audience, dans une instance civile qui a précédé la poursuite correctionnelle, pourrait être, comme celui qui a lieu dans le cours de l'information criminelle, un commencement de preuve par écrit, s'il avait reçu un certain caractère d'authenticité des circonstances, qui l'ont accompagné.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Philippe Colombier était en instance devant le tribunal civil de Lavaur. Il avait été interrogé par le tribunal sur la demande de l'avoué des défendeurs. Le tribunal avait donné acte des déclarations qu'il avait faites à l'audience. Plus tard, Colombier fut poursuivi pour abus de confiance, à raison des faits, dont il était question dans l'instance civile. Le tribunal correctionnel admit, comme commencement de preuve par écrit, l'interrogatoire, qu'il avait prêté dans cette instance. Il prétendit, devant la Cour de cassation, que les juges avaient fait une fausse application de l'art. 1347, C. civ. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il conste effectivement des qualités de l'avant faire droit, prononcé par ce dernier tribunal, le 28 avril 1852, que Colombier, présent à l'audience en personne et interrogé par le tribunal, « d'après *la demande de l'avoué des défendeurs*, sur le point de savoir s'il n'avait pas eu en sa possession des effets ou blancs seings, souscrits par Calas et Banquels, autres que ceux qu'il avait négociés », répondit *qu'il en avait d'autres*, et en remit huit à M. le président, consentant qu'ils demeurassent déposés au greffe ; que le jugement d'avant faire droit sus rappelé « a *donné acte* à toutes les parties du dépôt et de la dé-

claration faite par Colombier, à l'audience, qu'il tient lesdits effets, tant ceux négociés que ceux qui ne l'ont point été, en garantie du paiement de ce qui lui reviendra pour sa part dans ladite société » ; que les juges d'appel ont pu légalement, usant du droit souverain d'appréciation qui leur appartient, décider, d'après la réponse précitée, et surtout d'après l'acte qui en a été concédé « que la circonstance qu'il constate rendait très-vraisemblable le fait allégué par Calas et Banquels, à savoir que tous les effets avaient été remis à Colombier avec la même destination » ; et faire résulter de là le commencement de preuve par écrit qu'exigent les art. 1341 et 1347 du même Code, lorsqu'il s'agit de l'admission de la preuve testimoniale pour prouver toute convention au sujet d'une somme excédant 150 fr. ». 9 juin 1853, n° 205.

La règle générale reçoit encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui. Cette exception s'applique, notamment « 1° aux obligations, qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits; 2° aux dépôts nécessaires, faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans les hôtelleries; le tout, suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ; 3° aux obligations, contractées en cas d'accidents imprévus, où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit ; 4° au cas où le créancier a perdu le titre, qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure ». C. civ., 1348.

La preuve testimoniale serait-elle recevable dans le cas où le plaignant soutiendrait qu'il n'a été entraîné que par le dol ou la fraude à faire le contrat en vertu

duquel le prévenu se serait rendu coupable de détournement?

La Cour de cassation a varié sur cette question.

Elle a d'abord admis que, si la remise des valeurs détournées avait été provoquée et déterminée par des moyens frauduleux, le fait générateur du contrat pouvait être établi par la preuve testimoniale.

Antoine Delpech était prévenu d'avoir détourné des valeurs au préjudice de Catherine Vianès. Il soutint que la poursuite était non recevable, parce qu'il n'avait pas été passé acte des valeurs, qu'on l'inculpait d'avoir détournées. Il fut néanmoins condamné aux peines de l'art. 408. Son pourvoi, fondé sur la violation de l'art. 1341, C. civ., fut rejeté, « attendu qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de la violation d'un dépôt volontaire; que le fait, signalé par la citation, et déclaré constant par l'arrêt attaqué, constitue uniquement un détournement de valeurs, dont la remise a été provoquée et déterminée par des moyens de fraude; qu'en s'appropriant ces valeurs par suite de ladite remise, le demandeur n'a fait que réaliser le bénéfice des manœuvres frauduleuses qui l'ont précédée; d'où il suit que c'est au moment où elles ont eu lieu que remonte le délit, dont il s'est rendu coupable; attendu que l'art. 1341, C. civ., reçoit exception, aux termes de l'art. 1348, même Code, toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer la preuve littérale de l'obligation contractée envers lui; exception que ce dernier article étend aux obligations naissant des délits ou quasi-délits; attendu, en fait, que l'impossibilité, pour la demoiselle Vianès de se procurer la preuve écrite de la tradition, par elle opérée, dans les mains de Delpech, des valeurs en litige, se justifie par la circonstance mentionnée dans l'arrêt attaqué, que cette tradition n'a pas été effectuée

spontanément ni librement consentie ; qu'ainsi le détournement, qui en est résulté, était un fait en dehors de toute prévoyance; attendu qu'en cet état, le délit, mis à la charge de Delpech, rentrait dans l'application de l'art. 408, C. pén., et qu'en condamnant le sieur Delpech aux peines portées dans cet article, l'arrêt attaqué n'a ni violé l'art. 1341 précité, ni aucune autre disposition de la loi ». 23 mai 1837, n° 164.

Plus tard, la même Cour a jugé, au contraire, qu'il n'était pas permis d'établir, par la preuve orale, l'existence du contrat, sous le prétexte que la convention n'avait été déterminée que par l'emploi de manœuvres frauduleuses.

Jean Rumau était inculpé d'abus de dépôt. Le contrat n'était pas prouvé par écrit. La Cour avait admis, malgré les protestations du prévenu, la preuve testimoniale, par la raison que le dépôt avait été provoqué par le dol et la fraude. Sur le pourvoi de Rumau, l'arrêt fut annulé, « attendu que, lorsqu'il s'agit d'un délit, qui suppose la préexistence d'un contrat civil, antérieur au délit, la preuve testimoniale de ce délit n'est admise qu'autant que ce contrat civil peut être, lui-même, prouvé par témoins, d'après la loi civile, c'est-à-dire qu'autant qu'il existe, à cet égard, un commencement de preuve par écrit, conformément à l'art. 1347, C. civ.; attendu que l'arrêt attaqué allègue que ce principe doit recevoir exception, quand il s'agit du dol ou de la fraude, au moyen desquels on aurait provoqué ledit dépôt, pour abuser ensuite d'une confiance excitée par de pareils moyens; attendu que, si l'exception était fondée, dans le sens qu'y attache l'arrêt attaqué, elle équivaudrait à l'abrogation absolue de l'art. 1341, en matière de délit, car le dol et la fraude se retrouvent dans tous les délits, et que, pour se procurer la preuve d'un

contrat, que refuseraient les tribunaux civils, il suffirait de prendre la voie détournée de la plainte et de la procédure correctionnelle; attendu qu'on ne peut faire indirectement ce que la loi interdit de faire directement; attendu que l'art. 1353, C. civ., n'a aucune application à l'espèce actuelle, puisque cet article, en admettant de simples présomptions pour faire annuler un acte pour cause de dol ou de fraude, suppose évidemment la préexistence de cet acte, non contesté dans sa forme et dans son caractère; ce qui n'a rien de commun avec le cas où c'est l'existence même de cet acte, qui est en question, qui est niée par l'une des parties, et que l'autre demande à prouver par témoins, contrairement à l'art. 1341, C. civ.; attendu que les exceptions, portées par l'art. 1348, C. civ., ne se rencontrent pas dans l'espèce, puisque l'arrêt attaqué n'établit pas qu'il s'agisse de quasi-contrat ni de quasi-délit, ni de dépôt nécessaire, ni d'accident imprévu où l'on n'ait pu se procurer des actes par écrit, ni que le déposant ait perdu le titre, qui servirait de preuve du dépôt; attendu que l'exception, portée par l'art. 1348, C. civ., relative à la preuve d'un délit, se rapporte à la preuve du délit lui-même, et non à la preuve du contrat préexistant au délit, et que la preuve de ce contrat reste toujours soumise à la règle de l'art. 1341; d'où il suit qu'il a été fait, par l'arrêt attaqué, fausse interprétation et violation des art. 1341, 1923, 1347, 1348, 1353, C. civ. ». 20 avril 1844, n° 147.

Enfin, dans les derniers arrêts qu'elle a rendus sur la question, la Cour de cassation est revenue à sa première doctrine, qu'elle a plus nettement indiquée.

Dans une première espèce, la veuve Pergeaux, directrice de poste aux lettres, avait reçu, de l'abbé Fleury, 319 fr., que celui-ci voulait faire passer à l'abbé Sé-

guin. Fleury les déposa à la veuve Pergeaux, sans retirer un récépissé, parce que cette femme fit semblant de mentionner l'encaissement sur son registre, de le constater par la délivrance d'un mandat écrit sur un papier de la couleur affectée à ce genre de titre, et de mettre ce mandat dans la lettre, que l'expéditeur se proposait d'adresser au destinataire. La veuve Pergeaux fut poursuivie à raison de ce détournement. Elle soutint que la plainte n'était pas recevable, puisque le dépôt n'était pas prouvé par écrit. Elle fut néanmoins condamnée, et son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué constate qu'il ressort, des déclarations constantes de l'abbé Fleury, que les 319 fr., que celui-ci voulait faire passer à l'abbé Séguin par l'entremise de la veuve Pergeaux, directrice du bureau de poste de Périers, et qu'on impute à ladite veuve Pergeaux d'avoir détournés, ne lui auraient été abandonnés, sans que l'abbé Fleury retirât d'elle une déclaration de leur versement, que parce qu'elle aurait fait semblant d'en mentionner l'encaissement sur son registre, de le constater par la délivrance d'un mandat écrit sur un papier de la couleur affectée à ce genre de titre, enfin de mettre ce mandat dans la lettre, que l'abbé Fleury soutient avoir préparée et qu'elle lui rendit pour qu'il la jetât à la boîte du bureau, lettre qui, n'étant pas parvenue au destinataire, aurait été supprimée; que de ces faits articulés et de la constatation, faite par l'inspecteur des postes du département de la Manche, qu'aucune écriture s'appliquant au dépôt de l'abbé Fleury n'existe sur les registres de la veuve Pergeaux, l'arrêt attaqué conclut avec raison que, si l'abbé Fleury n'a pas exigé de reçu de la somme par lui versée, sa confiance a été déterminée par la persuasion que son versement était régulièrement inscrit sur le registre, et que, de plus, il en

tenait une autre preuve, résultant du mandat qu'il croyait avoir été mis dans sa lettre, faits qui n'avaient pas été réellement accomplis, et dont la simulation est, à bon droit, qualifiée de manœuvres frauduleuses éminement dolosives; qu'une telle appréciation porte avec elle les motifs qui la justifient, et qu'elle n'a rien, d'ailleurs, qui contredise l'ensemble des constatations du jugement confirmé; attendu que l'emploi des manœuvres frauduleuses signalées constituerait, si elles étaient établies, un délit à la charge de la veuve Pergeaux, et que l'art. 1348, C. Nap., fait exception aux dispositions de l'art. 1341 du même Code, toutes les fois que la privation de la preuve littérale est, pour le créancier, la conséquence d'un délit ou d'un quasi-délit; qu'on objecte en vain que les faits, allégués par la plainte, n'ont dû exercer aucune influence sur la confiance de l'abbé Fleury, qui avait toujours intérêt à exiger un reçu de la somme versée, même en présence d'une inscription régulière sur le registre et d'un mandat réellement délivré, formalités prescrites par les lois, règlements et instructions, qui régissent l'administration des postes, et qui ne doivent pas empêcher l'expéditeur de réclamer un bulletin de dépôt; attendu, en effet, que, si l'abbé Fleury avait le droit d'exiger un récépissé, nonobstant l'inscription du versement et la délivrance du mandat, il n'en est pas moins vrai qu'il a pu et dû croire son intérêt suffisamment garanti et assuré par cette inscription et ce mandat, et, sur la foi du loyal accomplissement de cette double formalité, s'abstenir d'exiger le récépissé auquel il avait droit; que cette omission ne peut être considérée comme un fait volontaire et spontané du déposant; qu'elle est la conséquence des manœuvres frauduleuses, signalées par le plaignant, et qu'elle a été, avec raison, ainsi appréciée par l'arrêt

attaqué ; qu'en statuant ainsi et en admettant la preuve testimoniale, l'arrêt n'a violé aucune des dispositions législatives et réglementaires susvisées, et qu'il a fait une saine application de l'art. 1348, C. Nap. ». 12 novembre 1863, n° 265.

Dans une deuxième espèce, Laverdet avait remis au nommé Humbert un testament, fait par la femme Laverdet au profit de la demoiselle Cruzel. Humbert abusa de ce dépôt, et la demoiselle Cruzel porta plainte contre lui. Il objecta qu'il n'existait aucune preuve écrite du dépôt qui lui avait été fait. Cependant il fut condamné, et son pourvoi rejeté, « en ce qui touche le premier moyen, fondé sur la violation des art. 1341, 1923, 1924, C. Nap., et 408, C. pén., en ce que l'arrêt attaqué aurait admis la demoiselle Cruzel à faire preuve, par témoins, du détournement que le demandeur aurait commis d'un testament, fait en sa faveur par la femme Laverdet; attendu, en droit, 1° que toute convention, exprimant une valeur au-dessus de 150 fr., doit être prouvée par écrit; 2° qu'on ne saurait se procurer, par la voie criminelle, un genre de preuve, prohibé par la loi civile; mais attendu que l'art. 1348, C. Nap., a apporté au premier de ces principes une exception, pour le cas où le créancier s'est trouvé dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui; attendu que cette exception s'applique au cas où, soit le mandat, soit le dépôt, n'ont pas été volontaires, où ce mandat et ce dépôt n'ont été déterminés que par des moyens de fraude, qui peuvent toujours être prouvés par témoins; attendu que, si l'arrêt attaqué n'indique pas, d'une manière suffisamment précise, l'emploi des manœuvres frauduleuses, qui ont déterminé la remise du testament, fait par Laverdet, à Humbert, on trouve néanmoins, dans les motifs en droit, donnés à

l'appui de l'arrêt, d'une part, que le mandat a été donné abusivement et à l'insu de la légataire, et, d'autre part, que ce n'est pas la confiance de la légataire, mais celle du tiers déposant qui a été trompée..... que de ces constatations de faits, mêlées aux motifs de droit, il résulte que ce n'est pas volontairement que Laverdet a remis à Humbert fils le testament, fait par la mère de celui-ci au profit de la demoiselle Cruzel; que c'est par un premier abus de confiance que Humbert a obtenu la remise de ce testament; que, dès lors, il ne s'agit pas, dans l'espèce, de la violation d'un dépôt volontaire; que le fait, déclaré constant par l'arrêt attaqué, constitue un détournement de titre, dont la remise a été provoquée et déterminée par des moyens de fraude; attendu que, dans ces circonstances, la preuve testimoniale était admissible, et que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a décidé que la partie civile serait admise à produire et à faire entendre des témoins ». 29 avril 1864, n° 120. — *Conf.*, 16 avril 1868, n° 102.

La question est fort délicate. On peut dire, avec une sorte de raison, que dans le cas même où le plaignant n'a été amené à faire la remise, conséquence du contrat, que par des artifices coupables, il n'en est pas moins vrai qu'il demeurait libre d'exiger une preuve écrite de la convention et de la remise qui en était la suite. Cependant je reconnais, d'une part, que la jurisprudence admet que la fraude fait exception aux règles ordinaires du droit, et, d'autre part, que l'on peut dire que, le contrat n'ayant pas été volontaire, le créancier a été, jusqu'à un certain point, dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui.

J'ajoute que les derniers arrêts de la Cour de cassation sont en concordance avec ceux que cette Cour a

rendus sur la recevabilité de la preuve testimoniale, en ce qui concerne le faux serment en matière civile. 20 janvier 1843, n° 7 (cité, cinquième volume, n° 403), les vols des titres, opérant obligation ou décharge; 2 avril 1835, n° 121; 20 janvier 1846, n° 33; 31 mars 1855, n° 115; 10 novembre 1855, n° 377 (cités même volume, n° 473), et les abus de blanc seing, 5 mai 1831, n° 106.

S'il était articulé que l'écrit, prouvant le contrat, a été supprimé par l'inculpé, les tribunaux correctionnels devraient-ils admettre la preuve testimoniale? Oui, assurément. Le fait rentrerait alors dans la dernière exception de l'art. 1348, C. civ., comme la Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi du ministère public, la décision rendue au profit des nommés Gounier et Sansé, « attendu que l'arrêt attaqué a reconnu avec raison : 1° que toute convention, exprimant une valeur au-dessus de 150 fr., doit être prouvée par écrit; 2° qu'on ne saurait se procurer, par la voie criminelle, un genre de preuve, prohibé par la loi civile; 3° que la violation d'un dépôt ne peut être établie par témoins qu'autant que l'existence du dépôt lui-même est constatée par une preuve écrite ou par un commencement de preuve de cette nature; mais attendu, d'une part, que la loi civile a apporté au premier de ces principes deux exceptions, l'une, quand il existe un commencement de preuve par écrit, l'autre quand le créancier s'est trouvé dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale de l'obligation, qui a été contractée envers lui; attendu qu'aux termes de l'art. 1348, cette seconde exception s'applique formellement, soit aux obligations, qui naissent des délits ou des quasi-délits, soit aux quasi-délits, soit au cas où le créancier a perdu le titre, qui lui servait de preuve littérale, par

suite d'un événement fortuit, imprévu, et résultant d'une force majeure ; attendu, d'autre part, que la communication d'un titre, faite à celui que ce titre oblige, sur sa demande, et à la condition expresse ou tacite d'une restitution immédiate, ne présente pas les caractères constitutifs du contrat de dépôt ; attendu que le fait, articulé par Tiberge, partie civile au procès, consisterait, s'il était prouvé, dans la suppression par surprise ou par violence, d'un acte obligatoire, communiqué par lui à Gounier, qui aurait demandé à en prendre lecture ; attendu que la suppression de cet acte, résultant d'un fait criminel, imprévu, de force majeure, rentrerait dans les dispositions générales de l'art. 1348; que la preuve testimoniale de ce fait, admissible devant les juges civils, ne pouvait être repoussée par la juridiction criminelle sur le fondement d'une prohibition, qui doit être renfermée dans ses limites ; attendu que dès lors, la Cour royale de la Martinique, chambre des mises en accusation, étendant au fait de la prévention les principes particuliers à la violation du dépôt, et en restreignant au cas d'un commencement de preuve par écrit les dispositions exceptionnelles de la loi civile sur la preuve des conventions, a fait une fausse application de l'art. 1341, C. civ. ». 15 mai 1834, n° 141.

Les règles relatives à la preuve en matière civile ne sont pas applicables aux matières commerciales (C. civ., art. 1341). En ces dernières matières, la preuve orale est toujours permise (C. comm., art. 109), ainsi que la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Louis Latapie, « attendu qu'il résulte, des motifs de l'arrêt attaqué, que les opérations, intervenues entre le demandeur et les parties plaignantes, sont intervenues en matière de commerce, et que, dès lors, l'existence du mandat, aux termes des art. 1341, C. Nap., et 109,

C. comm., pouvait être établie par témoins, et que, dès que cette preuve était régulièrement admise, l'audition, à titre de témoins, des parties plaignantes, ne pouvait éprouver aucun obstacle devant la juridiction correctionnelle, surtout lorsque ces parties n'avaient pas pris la qualité de parties civiles, ou s'étaient désistées de cette qualité ». 12 janvier 1855, n° 10. — *Conf.*, 28 mai 1864, n° 135 ; 23 janvier 1868, n° 20 ; 16 avril 1868, n° 102.

La jurisprudence a admis une exception aux règles du droit civil sur la preuve, pour le cas où il s'agit de confiance générale et nécessaire. C'est, ce me semble, avec raison. On peut dire, d'une part, que, dans ce cas, la preuve du contrat résulte nécessairement de la preuve du fait qui l'engendre, et, d'autre part, qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de chacune des obligations contractées envers lui.

Le nommé Chevalier, clerc d'huissier, avait été renvoyé aux assises comme accusé d'avoir détourné ou dissipé des deniers, au préjudice du sieur Duval, dont il était le clerc-caissier. Il se pourvut contre l'arrêt de la chambre d'accusation et prétendit que cet arrêt violait les art. 1985, C. civ., et 408, C. pén., puisqu'on n'avait pas la preuve écrite du mandat, qui lui aurait été donné. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que la qualité de clerc-caissier, admise en fait, et les actes, qui en sont la suite, n'ont pas besoin d'être prouvés par écrit ; que la confiance générale et nécessaire, qui s'établit entre le patron et son employé, rend inapplicables les règles du mandat ordinaire ; attendu que l'arrêt attaqué n'a pas violé, dès lors, les dispositions de loi invoquées, et n'a fait que se conformer aux principes de la matière ». 4 novembre 1858, n° 261.

En matière civile, aux termes des art. 1354 et 1356, C. civ., l'aveu fait pleine foi contre celui qui l'a fait. L'aveu aura la même valeur dans la matière, qui m'occupe.

En matière civile, l'aveu ne peut pas être divisé (art. 1356, précité) ; il est également indivisible, au point de vue que j'étudie. 26 septembre 1823, n° 135 ; 28 juillet 1854, n° 244. Cependant, il pourra être divisé, comme dans les matières ordinaires, si la division est autorisée par les différentes réponses du prévenu. 12 avril 1844, n° 137 ; 18 août 1854, n° 260 ; 24 septembre 1857, n° 347 ; 22 juillet 1865, n° 156 ; 12 avril 1866, n° 103 ; 16 juillet 1868, n° 168.

La comparution du prévenu à l'audience peut être ordonnée comme en matière civile, puisque son aveu fait pleine foi contre lui. 13 mai 1851, n° 203.

276. La violation du contrat, au contraire, peut, comme tous les faits constitutifs de crimes, délits ou contraventions, être établie par toutes espèces de preuve.

277. Le dernier paragraphe de l'art. 408 a pour objet d'indiquer que les dispositions, qui le précèdent, ne préjudicient pas à ce qui a été dit aux art. 254, 255, 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics. Cette disposition est assurément inutile. Elle n'aurait pas été ajoutée à l'art. 408, que personne n'aurait été tenté de confondre les choses, remises à titre de louage de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié, avec les choses, placées dans les dépôts publics.

ARTICLE 409.

Quiconque, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait, de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs.—Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.

278. Singularité de cette disposition.
279. Pénalité.
280. Caractère de l'infraction.

278. Cet article renferme une disposition étrange. La commission civile et criminelle du Corps législatif en demandait la suppression. Elle pensait que cette disposition était plutôt du ressort du Code de procédure civile que du Code pénal. Il semble que sa demande était fondée. Cependant, elle ne fut pas accueillie, et l'article fut maintenu dans le Code pénal (Locré, tome XXXI, pages 123 et 133).

279. Cet article punit d'une amende de 25 fr. à 300 fr. celui qui, après avoir produit dans une contestation judiciaire quelque titre, pièce ou mémoire, l'a soustrait de quelque manière que ce soit.

280. La soustraction, dont il est question ici, n'est pas celle qui est définie par l'art. 379 du Code. Il y a soustraction, dans le sens de notre article, toutes les fois que la partie se refuse à reproduire un titre, une pièce, ou un mémoire qu'elle a déjà produit. Si le défaut de cette seconde production devait être attribué à un cas de force majeure, il est clair que le délit n'exis-

terait pas. Il faut qu'on puisse l'attribuer à la mauvaise foi de la partie.

C'est le tribunal, saisi de la contestation, qui a exclusivement compétence pour reconnaître l'existence du fait et prononcer la peine.

§ 3. — *Contraventions aux règlements sur les maisons de jeu, les loteries, et les maisons de prêt sur gage.*

ARTICLE 410.

Ceux qui auront tenu une maison de jeu de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à six mille francs. — Les coupables pourront être, de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code. — Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets, qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers, dont les lieux seront garnis et décorés.

281. Objet de l'article.

282. Les deux infractions de l'article constituent des contraventions. Arrêt.

283. Maisons de jeux. Législation.
284. Suite. Définition.
285. Suite. Absence d'administrateur.
286. Suite. Cercle. Arrêt.
287. Suite. Café. Cabaret. Arrêts.
288. Suite. Ouverture de la maison permanente ou temporaire. Arrêt.
289. Suite. Ouverte aux jeux de hasard.
290. Ce qu'on doit entendre par jeux de hasard. Arrêts.
291. Suite. Contrôle de la Cour de cassation. Arrêts.
292. Suite. Enjeux peu considérables. Arrêts.
293. Suite. Personnes auxquelles l'article est applicable.
294. Suite. Banquier de la maison de jeux. Arrêt.
295. Suite. Administrateurs. Préposés. Agents. Arrêt.
296. Confiscation des fonds. Arrêt.
297. Confiscation des effets mobiliers.
298. Loteries. Législation. Complément de la pénalité.
299. Suite. Loteries auxquelles l'art. 410 est applicable. Arrêt.
300. Suite. Vente de marchandises avec remise de billets d'une loterie autorisée. Arrêt.

281. Cet article punit d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 100 fr. à 6,000 fr., ceux qui tiennent une maison de jeux de hasard, et y admettent le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, et les banquiers de cette maison ; ceux qui établissent ou tiennent des loteries non autorisées par la loi ; les administrateurs, préposés ou agents de ces établissements. Les coupables peuvent, de plus, être interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du Code. En outre, sont confisqués tous les fonds et effets, qui sont trouvés exposés au jeu, ou mis en loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils, employés ou destinés au service des jeux ou des loteries ; les meubles ou les effets mobiliers, dont les lieux sont garnis ou décorés.

282. Les deux infractions, comprises dans cette disposition, constituent des contraventions matérielles: elles sont punissables, dès qu'elles existent. Leur criminalité n'est pas subordonnée à l'intention plus ou moins frauduleuse de celui qui les commet. 15 novembre 1839, n° 347.

Étudions-les séparément. Elles présentent, en effet, des caractères différents.

283. Occupons-nous d'abord des maisons de jeu.

La loi des 19-22 juillet 1791 (titre II, art. 36), renouvelant d'anciennes prohibitions, défendit les maisons de jeux de hasard où le public serait admis soit librement, soit sur la présentation des affiliés.

Le décret du 24 juin 1806, en rappelant cette défense, autorisa néanmoins, dans son art. 4, le ministre de la police à faire des règlements particuliers sur cette matière, pour la ville de Paris, et pour les lieux où il existe des eaux minérales.

L'ordonnance du 5 août 1818 concéda à la ville de Paris le privilége d'établir des maisons de jeu et d'en percevoir les produits.

La loi du 19 juillet 1820 (art. 8) confirma ce privilége. Ce ne fut que la loi du 14 juillet 1836 (art. 10), qui disposa que, à partir du 1er janvier 1838, les jeux publics seraient prohibés.

Le Gouvernement n'eut donc plus le droit d'autoriser de pareils établissements ; et la disposition de l'art. 410, C. pén., devint d'une vérité et d'une application absolues.

284. Une maison de jeu suppose un établissement où le public est admis pour jouer. Si la maison n'est pas ouverte au public, soit librement, soit sur présentation des intéressés ou affiliés, elle ne prend pas le caractère de maison de jeu, quoiqu'on y joue habituel-

lement. L'admission du public est donc la condition essentielle de la contravention. Mais, dès qu'elle a lieu, d'une façon ou d'une autre, la maison doit être considérée comme maison de jeu.

285. Il importe peu qu'elle n'ait ni administrateurs, ni préposés, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les deux espèces suivantes.

Jacques Renoy avait été condamné aux peines de l'art. 410, pour avoir reçu, dans sa maison de campagne, à des jours déterminés, un assez grand nombre de personnes qui, après un repas dont elles lui payaient le prix, y jouaient à des jeux de hasard. Il se pourvut devant la Cour de cassation et soutint que l'article précité ne lui était pas applicable, d'une part, parce qu'il n'était pas aidé, dans la tenue de sa maison, par des banquiers, agents ou préposés, et d'autre part, parce qu'il n'était pas établi que le jeu eût lieu à son profit personnel. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il est reconnu, dans l'arrêt attaqué, que le demandeur, pendant l'été de 1842, a reçu dans sa maison de campagne, à des jours déterminés, un assez grand nombre de personnes, qui, après un repas dont elles lui payaient le prix, y jouaient à des jeux de hasard; qu'il est également reconnu que des personnes, étrangères à la réunion, y ont été admises sur la présentation d'affiliés; qu'en considérant ces faits comme constituant le délit prévu par l'art. 410, C. pén., encore bien qu'il ne fût pas établi que le demandeur fût aidé, pour tenir sa maison, par des banquiers, agents ou préposés, ni même que le jeu eût lieu à son profit personnel, la Cour de Bordeaux n'a point faussement appliqué ledit article; qu'en effet, ces dernières circonstances ne sont point exigées par la loi, comme conditions de l'existence du délit ». 3 mai 1844, nº 159.

Dans une autre espèce, la Cour de Bastia avait refusé d'appliquer notre article à Paul Michelini, sous le prétexte qu'il ne réprimait que la tenue de maisons de jeux de hasard, ayant des administrateurs, préposés ou agents. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que, dans le but manifeste d'atteindre, tout à la fois, les auteurs du délit et ceux qui y auraient participé, par une coopération plus ou moins directe, cet article soumet à la même pénalité, et ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés et les banquiers de cette maison ; ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, et les administrateurs ou agents, préposés de ces établissements ; que, l'emploi des banquiers, administrateurs, agents ou préposés dans ces établissements étant déterminé par l'étendue de leur coopération, cette circonstance ne saurait être considérée comme une condition de l'existence du délit, lequel se constitue par le seul fait d'avoir tenu une maison de jeux de hasard, ouverte au public, et d'avoir établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi ; que cela résulte, évidemment, de l'esprit et du texte de l'article précité ; attendu que l'arrêt attaqué a constaté, en fait, que Paul-Martin Michelini avait tenu une maison de jeux de hasard où le public était librement admis ; que cependant, et par le motif que l'art. 410, C. pén., n'était applicable qu'à la tenue de la maison de jeux de hasard proprement dite, et ayant des administrateurs, préposés ou agents, ce qui ne se rencontrait pas dans l'espèce, la Cour royale de Bastia a refusé d'en faire l'application aux faits, imputés à Michelini, et n'a voulu y reconnaître que la contravention de police, prévue et punie par l'art. 475, n° 5,

concernant ceux qui auront établi ou tenu, dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loteries ou d'autres jeux de hasard ». 19 février 1846, nº 52.

Il ne faut pas s'autoriser de quelques mots, échappés au rédacteur de l'arrêt du 14 novembre 1840, nº 327, pour soutenir que la jurisprudence de la Cour de cassation a varié sur cette question. Il est vrai que cet arrêt déclare « que l'art. 410, C. pén., concerne exclusivement l'établissement de la maison de jeux de hasard ou de loterie non autorisée, et ayant des administrateurs, préposés ou agents »; mais, à mon sens, ces derniers termes se sont glissés dans l'arrêt, sans que la Cour voulût résoudre la question que j'examine.

286. Il résulte des principes, que je viens de poser, qu'un cercle peut, suivant les circonstances, être réputé une maison de jeu.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

La chambre des mises en accusation de la Cour de Bordeaux avait refusé de mettre en prévention le sieur Boisseau, président du cercle de la *Philologie*, sous le prétexte que l'autorité administrative en avait permis l'ouverture, et avait approuvé son règlement. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que l'arrêt attaqué constate que, dans le cercle de la *Philologie*, on jouait le jeu de baccarat, et que le baccarat est un jeu de hasard; attendu que l'autorité administrative, en donnant son approbation au règlement de ce cercle, n'a pu ni voulu restreindre les dispositions de la loi pénale, et autoriser les affiliés du cercle à en éluder les dispositions, par l'introduction des étrangers ou du public; attendu que les agrégés du cercle, dont l'admission est autorisée à un nombre illimité, peuvent être considérés comme y formant le pu-

blic, défini par l'art. 410, C. pén., puisqu'ils ne sont pas, comme les sociétaires, admis au scrutin et n'y ont pas voix délibérative ; attendu que l'introduction subite qui a eu lieu d'un certain nombre d'agrégés, dans les jours qui ont précédé le procès-verbal du commissaire de police, et la circonstance constatée audit arrêt, que trois de ces agrégés ont pris part au jeu de hasard, joué dans le cercle, ont le caractère de criminalité, prévu par la disposition précitée du Code pénal ; et qu'en déclarant n'y avoir lieu à suivre sur la poursuite, la chambre d'accusation de la Cour impériale de Bordeaux a commis un excès de pouvoir et violé l'art. 410, C. pén. ». 24 novembre 1855, n° 371.

287. Un café, un cabaret peut-il être considéré comme une maison de jeu? Pourquoi non, si l'on y joue habituellement?

On oppose, il est vrai, l'art. 475, n° 5, C. pén., qui ne punit que d'une peine de simple police ceux qui établissent ou tiennent dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loteries ou d'autres jeux de hasard ; on prétend que, par lieux publics, la loi a entendu indiquer, dans cette disposition, les cafés et les cabarets, puisqu'elle venait de mentionner les rues, les chemins et les places.

Je crois que les partisans de cette opinion abusent de l'art. 475. Cette disposition, selon moi, n'empêche pas que les cafés et les cabarets ne puissent être considérés, dans certaines circonstances, comme des maisons de jeu. Elle recevra son application, lorsque le jeu n'aura été qu'accidentel ; mais s'il est une des habitudes du café ou du cabaret, l'établissement prendra le caractère de maison de jeu, et sera compris dans l'art. 410.

Cette distinction est confirmée par la jurisprudence de la Cour de cassation.

Benoist Tallet, aubergiste et cafetier, avait été condamné aux peines de l'art. 410, par le tribunal correctionnel d'Avignon, pour avoir donné habituellement à jouer dans son cabaret. Sur son appel, le tribunal supérieur de Carpentras jugea que le fait ne pouvait constituer que la contravention de police, prévue par l'art. 475, n° 5, C. pén. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé, « attendu que l'art. 410, C. pén., prononce des peines correctionnelles contre tous ceux qui tiennent des maisons de jeux de hasard où ils admettent le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés; que la disposition est générale et absolue, et qu'on n'y trouve rien, dont on puisse inférer qu'elle est inapplicable aux aubergistes, cabaretiers ou cafetiers, qui tiendraient une maison de jeux de hasard; attendu que l'art. 475, n° 5, C. pén., en prononçant des peines de simple police contre ceux qui auront établi ou tenu, dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de hasard, n'a point dérogé à la généralité des dispositions de l'art. 410, à l'égard des maisons de jeu, établies dans des auberges, cafés et cabarets; qu'il a pour objet d'atteindre tout jeu de hasard, qui, tenu d'une manière passagère et accidentelle, ne pourrait, par ce motif, être considéré comme constituant l'établissement d'une maison de jeux, lorsque, d'ailleurs, il est tenu dans un lieu public; attendu que Tallet, aubergiste et cafetier, avait été condamné, par le tribunal correctionnel d'Avignon, comme s'étant rendu coupable du délit, prévu par l'art. 410, C. pén.; qu'appelé à statuer sur son appel, le tribunal supérieur de Carpentras devait examiner si les circonstances, qui motivaient la décision des premiers juges, étaient prouvées, et si elles étaient de nature à constituer l'établissement d'une maison de jeux de hasard; qu'au lieu

de se livrer à cette appréciation, ce tribunal a décidé, en droit, que le fait ne pourrait constituer que la contravention de police, prévue par l'art. 475, n° 5, C. pén. ; qu'en jugeant ainsi, il a fait une fausse application dudit article ». 12 mai 1843, n° 106. — *Conf.*, 3 juillet 1852, n° 226 ; 1er août 1861, n° 169.

288. Il importe peu, d'ailleurs, que l'ouverture de la maison de jeu ait été temporaire ou permanente.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Prévenus d'avoir été banquiers dans une maison de jeux de hasard, Gorde et Trabuc furent renvoyés des poursuites, sous le prétexte qu'ils n'avaient été que banquiers transitoires et non permanents. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que la disposition de l'art. 410 est générale contre ceux qui ont tenu une maison de jeux de hasard, ouverte au public et contre les banquiers de cette maison ; qu'elle ne fixe, pour son application aux uns et aux autres, aucune durée de temps, aucun renouvellement de faits ; que cette application doit donc leur être également faite pour le seul fait, aux uns d'avoir tenu ladite maison, aux autres, d'en avoir été les banquiers ; qu'ainsi, les premiers ne pourraient être soustraits à cette application, parce qu'ils n'auraient pas tenu ladite maison d'une manière permanente, de même les seconds ne pourraient pas non plus y être soustraits, parce qu'ils n'en auraient été les banquiers que transitoirement, ou pendant le temps qu'a duré son ouverture au public ; et attendu que, d'après l'arrêt attaqué, il est déclaré, en fait, que, le 11 septembre dernier, jour de foire à Oraison, il fut donné à jouer par les nommés Bouffier et Banou, au jeu de hasard de *la Vendôme*, et que le public fut admis dans leur maison pour ce jeu ; que, pendant le temps que le jeu fut donné dans cette

maison, Gorde et Trabuc en furent banquiers; que, dès lors, la disposition pénale, portée par l'art. 410 était applicable à ces derniers comme à ceux qui avaient tenu la maison de jeu ; que néanmoins, la Cour royale d'Aix, réformant le jugement du tribunal correctionnel de Digne, a refusé de leur appliquer la peine, portée par l'art. 410, sous prétexte qu'ils étaient des banquiers non permanents, et seulement transitoires ; en quoi elle a violé ledit art. 410 ». 2 avril 1819, n° 41.

289. La maison de jeu n'est prohibée que si elle est ouverte aux jeux de hasard.

290. La loi n'a pas défini cette espèce de jeu, et il est difficile d'en donner une définition précise et exacte.

Si l'on consulte les arrêts, rendus sur cette matière, on est autorisé à considérer comme jeux de hasard, ceux où la chance prédomine sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence.

La jurisprudence a classé parmi les jeux de hasard :

1° L'écarté. Paris, 8 novembre 1839, J. Pal., année 1839, tome II, page 516 ; Rennes, 30 mai 1839, J. Pal., *ibidem*, page 574; Nîmes, 16 février 1843, J. Pal., 1843, tome I, page 302; Paris, 10 mai 1844, J. Pal., 1844, tome II, page 357;

2° La bouillotte. 30 mai 1839, 8 novembre 1839, 10 mai 1844, cités ci-dessus;

3° Les douze points. 10 mai 1844, cité ci-dessus.

Elle a refusé de comprendre parmi eux :

1° Le jeu de quilles; « qui ne peut être considéré que comme un jeu d'adresse ». 26 mai 1855, n° 182;

2° Le jeu de billard, dans lequel « l'adresse se combine avec le hasard ». 9 novembre 1861, n° 226;

3° Le piquet, « qui ne peut être assimilé à un jeu de hasard ». 28 mai 1841, n° 163; 8 janvier 1857, n° 10;

4° Le bésigue. 2 avril 1853, n° 122;

5° La mouche, « qui exige de la part des joueurs de l'habileté et certaines combinaisons ». 18 février 1858, n° 54.

291. La Cour de cassation a-t-elle compétence pour réviser les appréciations faites par les tribunaux correctionnels? J'incline à le croire. C'est ce qui résulte notamment des arrêts des 28 mai 1841, n° 163; 8 janvier 1857, n° 10; 18 février 1858, que je viens de citer. Ces arrêts ne se bornent pas à déclarer que le juge du fait a reconnu que le piquet et la mouche n'étaient pas des jeux de hasard; ils jugent que la décision attaquée a sainement apprécié les jeux dont il s'agit.

292. Le délit existe, quoique les enjeux soient peu considérables. 5 octobre 1810, n° 118; quoiqu'ils soient destinés à « alléger les peines d'un malheureux qui, faute d'ouvrage, est sur le pavé ». 26 mars 1813, n° 56; quoique le joueur reçoive « en retour de sa mise, des objets de sucrerie ou de bonbonnerie ». 2 août 1855, n° 270.

293. Une des questions les plus importantes de la matière, dont je m'occupe, est celle de savoir quelles personnes l'art. 410 entend punir?

Il est d'abord applicable à ceux qui tiennent une maison de jeux de hasard. C'est le texte même de l'article.

Mais que faut-il penser de ceux qui auraient établi et qui ne tiendraient pas la maison? Le projet du Code inculpait ceux qui avaient établi ou tenu une maison de jeux de hasard. La seconde rédaction substitua la conjonctive *et* à la disjonctive *ou*. La commission de législation fit alors observer que, « puisque l'établissement d'une maison de jeu n'était pas suffisant pour constituer un délit, et qu'il fallait, en même temps, que cette maison eût été établie et tenue, il suffisait de dire : *ceux qui auront tenu une maison de jeu* ». L'amen-

dement fut accepté par le Conseil d'État, et l'article fut rédigé comme il l'est aujourd'hui. Locré, tome XXXI, pages 123 et 133.

Il résulte de ces travaux préparatoires que celui, à qui on ne peut reprocher que d'avoir établi une maison de jeu, ne peut pas être poursuivi comme auteur du délit réprimé par l'art. 410 du Code. C'est assez bizarre puisque, aux termes du nº 5 de l'art. 475, celui qui n'aura fait qu'établir un jeu de hasard se sera, au contraire, rendu coupable de contravention. Au reste, je n'hésite pas à croire que celui qui aura établi une maison de jeu pourra être poursuivi comme complice de celui qui la tient, si on peut lui imputer l'un des faits spécifiés dans l'art. 60 du Code.

294. L'art. 410 est applicable au banquier de la maison.

Il ne l'est pas au joueur, qui n'a été appelé qu'à diriger et tenir le jeu, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jean Balan était poursuivi, comme banquier de la maison de jeux de hasard, tenue par l'aubergiste Dubot. Il fut renvoyé de la plainte, parce que, si le titre de banquier lui avait été donné, c'était simplement pour diriger et tenir le jeu. Le pourvoi, que le ministère public forma contre l'arrêt d'absolution, fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué a reconnu, en fait, que le nommé Balan, poursuivi comme banquier de la maison de jeux de hasard, tenue par l'aubergiste Dubot, n'était ni agent, ni associé, ni intéressé dans une part quelconque avec celui-ci, qui tenait la maison de jeu, ou avec qui que ce soit ; que, si le titre de banquier lui a été donné, c'est qu'au jeu de hasard, dont il s'agit, celui du baccarat, les joueurs sont alternativement appelés à diriger et tenir le jeu, selon que le hasard de

la fortune les a plus ou moins favorisés en pontant; qu'ainsi, Balan n'était pas banquier d'une maison de jeu, dans le sens de l'art. 410, C. pén., mais simplement joueur ; attendu qu'à l'égard des joueurs, la loi se borne à prononcer la confiscation de leurs mises, et que cette disposition ne peut pas être étendue ; attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 410, C. pén., n'en a fait, dans l'état des faits, qu'une juste application. » 2 juin 1838, n° 154.

Mais la peine de notre article est encourue par le banquier de la maison, quoiqu'il ne l'ait été que transitoirement. 2 avril 1819, n° 41, cité ci-dessus.

295. L'art. 410, après s'être occupé des maisons de jeu et des loteries, ajoute que tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements seront punis. Il s'agit de savoir si cette disposition concerne les administrateurs, préposés et agents des maisons de jeu, comme ceux des loteries. On a soutenu qu'elle n'était relative qu'à ces derniers, parce qu'elle venait à la suite de la partie de l'article, qui les concerne plus particulièrement. Cette manière de voir est-elle juste? Je ne le crois pas ; car l'article 410 s'applique, par sa lettre, non pas d'une manière restreinte aux administrateurs, préposés et agents des loteries, mais d'une façon générale aux administrateurs, préposés et agents *de ces établissements* ; c'est-à-dire des établissements qui précèdent, lesquels sont, non-seulement les loteries, mais aussi les maisons de jeu. C'est cette interprétation que la Cour de cassation a donnée à cette partie de l'art. 410, en rejetant le pourvoi des nommés Audibert, « attendu que l'art. 410, C. pén., après avoir énuméré, comme devant être punis des peines qu'il détermine, ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, les banquiers de cette maison, ceux qui auront établi ou

tenu des loteries non autorisées par la loi, y soumet encore tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements ; qu'il n'y a aucune raison de considérer ces dernières expressions comme se référant seulement aux loteries ; que les maisons de jeux de hasard et les loteries, non autorisées, sont des établissements de même nature ; qu'ils sont compris dans la même disposition pénale, et qu'on ne pourrait faire quelque distinction entre eux, relativement aux individus, qui doivent être punis pour y avoir pris part, qu'autant que le texte de la loi le déciderait expressément, ce qui ne résulte nullement de la rédaction dudit article ». 25 mai 1838, n° 139.

296. La loi ordonne de prononcer la confiscation des fonds, qui sont exposés au jeu. Comprend-elle parmi ces fonds, je ne dis pas ceux dont les joueurs sont porteurs, mais ceux dont les agents de la maison sont trouvés nantis ? La Cour de cassation l'a pensé, en rejetant, sur le second moyen, le pourvoi des nommés Audibert, dont je viens de parler, « attendu que la confiscation des fonds, trouvés exposés au jeu, que prononce le même article, ne doit pas être restreinte aux sommes d'argent, trouvées et saisies sur la table de jeu ; qu'une telle interprétation rendrait presque toujours impossible l'application de cette peine ; que, si le joueur, trouvé dans une maison de jeu, peut soutenir qu'il n'y a d'exposé au jeu, de sa part, que l'enjeu actuel, parce que rien ne prouve qu'il veuille courir de nouvelles chances, il n'en est pas de même de ceux qui tiennent cette maison, dont la spéculation illicite consiste précisément à tenir les diverses sommes, que les joueurs voudront exposer successivement au hasard de la partie ; que la Cour royale a déclaré, en fait, que les valeurs, saisies sur les demandeurs, reconnus agents

d'une maison de jeu, dans le lieu même, et à l'instant où l'on donnait à jouer, appartenaient à la société, qui exploitait cette maison ; et qu'elles étaient, soit exposées au jeu, lors de l'entrée du commissaire de police dans l'appartement, soit destinées à répondre des enjeux ultérieurs des joueurs ; que, dans cet état des faits, la confiscation, qu'elle a prononcée de ces valeurs, loin d'être une violation de l'art. 410, C. pén., n'en a été qu'une juste application ».

297. Il résulte des termes généraux de notre article que la confiscation s'étend aux meubles et effets mobiliers, garnissant ou décorant les lieux, alors même qu'ils ne seraient pas la propriété de celui qui tient la maison de jeu.

298. Le décret du 25 brumaire an II avait supprimé toutes les loteries, de quelque nature qu'elles fussent, et sous quelque dénomination qu'elles existassent.

La loi du 9 vendémiaire an VI avait, dans son art. 90, rétabli la ci-devant loterie de France sur les bases et combinaisons qu'elle avait à l'époque de sa suppression. Mais l'art. 91 avait prohibé tout établissement de loterie particulière et étrangère et l'art. 92 avait déclaré punissables ceux qui se permettraient de recevoir des mises pour des loteries étrangères. La loi du 3 frimaire an VI prohiba les agences, destinées à vendre, par forme de loterie, avec mélange ou sans mélange de lots ou primes en argent, des effets mobiliers ou immobiliers. La loi du 9 germinal an VI compléta cet ensemble de législation, en prescrivant, dans son art. 4, de poursuivre « quiconque sera convaincu d'avoir reçu ou tenu la banque pour les loteries étrangères ou particulières, prêté ou loué un local pour le tirage desdites loteries ».

L'art. 410 c. pén., comprit dans ses probitions, tous ceux qui établissent ou tiennent des loteries non autorisées par

la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces loteries. Cet article se complète dans sa pénalité, par le décret du 25 septembre 1813, qui dispose, dans son art. 2, que « tout jugement, qui sera rendu en exécution de l'art. 410, C. pén., concernant les loteries clandestines, sera affiché aux frais des auteurs du délit ». La loi du 22 février 1829 a supprimé la loterie royale dans 28 départements, et élevé le taux des mises dans les autres. La loi du 1er avril 1832 prescrivit au gouvernement de procéder graduellement à l'abolition de la loterie de l'Etat, de manière qu'elle eût complétement cessé d'exister au 1er janvier 1836.

Pour donner plus d'autorité aux anciennes dispositions prohibitives des loteries particulières, que le gouvernement ne pouvait certes pas tolérer, après avoir aboli celle qu'il administrait, et qui rapportait à l'Etat de notables revenus, on crut opportun de réviser la matière, et de faire, de ce travail, l'objet d'une loi nouvelle.

Cette loi est à la date du 21 mai 1836. En voici les dispositions: Art. 1er. Les loteries de toute espèce sont prohibées. Art. 2. Sont réputées loteries et interdites comme telles, les ventes d'immeubles, de meubles et de marchandises, effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunis des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et également toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain, qui serait acquis par la voie du sort. Art. 3. La contravention à ces prohibitions sera punie des peines portées à l'art. 410, C. pén. S'il s'agit de loteries d'immeubles, la confiscation, prononcée par ledit article, sera remplacée, à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis en loterie, par une amende, qui pourra s'élever jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble. En cas de seconde ou ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende, portés en

l'art. 410, pourront être élevés au double du maximum. Il pourra, dans tous les cas, être fait application de l'art. 463, C. pén. Art. 4. Ces peines seront encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents de loteries, françaises ou étrangères, ou des opérations, qui leur sont assimilées. Ceux qui auront colporté ou distribué les billets, ceux qui, par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries, ou facilité l'émission des billets, seront punis des peines portées en l'art. 411, C. pén. : il sera fait application, s'il y a lieu, des deux dernières dispositions de l'article précédent. Art. 5. Sont exceptées des dispositions des art. 1 et 2 ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes, qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

Ces dispositions forment le complément de l'art. 410, dont elles élargissent l'incrimination. Elles règlent aujourd'hui la matière qui m'occupe. Il faut en rapprocher l'ordonnance du 29 mai 1844. Elle est rédigée en ces termes : Art. 1er. Les autorisations pour l'établissement des loteries, désignées en l'art. 5 de la loi du 21 mai 1836, seront délivrées, savoir : par le préfet de police pour Paris et le département de la Seine, et, dans les autres départements, par les préfets sur la proposition des maires. Ces autorisations ne seront accordées que pour un seul tirage ; elles énonceront les conditions, auxquelles elles auront été accordées, dans l'intérêt du bon ordre et celui des bénéficiaires. Art. 2. Lesdits tirages se feront sous l'inspection de l'autorité municipale, aux jours et heures qu'elle aura déterminés. L'autorité municipale pourra, lorsqu'elle le jugera convenable,

faire intervenir dans cette opération la présence de ses délégués, ou de commissaires agréés par elle. Art. 3. Le produit net des loteries, dont il s'agit, sera entièrement et exclusivement appliqué à la destination, pour laquelle elles auront été établies et autorisées, et il devra en être valablement justifié.

299. L'art. 410 est applicable, non-seulement aux loteries, qui forment un établissement permanent, mais encore à celles qui consistent dans une seule opération.

La Cour de Paris avait reconnu que Charlotte Degrobert avait mis en loterie des objets de son commerce. Elle avait refusé de prononcer contre elle les peines de l'art. 410, sous le prétexte que cette loterie ne consistait que dans une seule opération. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que les termes de l'art. 410 sont généraux et absolus, et ne comportent aucune distinction ; qu'ainsi, il doit être appliqué également aux loteries, qui forment un établissement permanent, et à celles qui consistent dans une seule opération, sauf aux tribunaux à proportionner, pour chaque cas, la peine à la gravité du délit ; que la disposition particulière, qui y a été insérée, relativement aux administrateurs, préposés ou agents des loteries, n'a point pour objet de restreindre l'application de l'article aux loteries, dont l'importance a rendu nécessaire l'emploi de tels agents, mais seulement de faire considérer ces agents, lorsqu'il en existe, comme complices du délit de celui qui tient la loterie ; qu'aucune disposition de la loi n'autorise non plus à restreindre la prohibition de cet article aux loteries, qui pourraient faire concurrence à la loterie royale ». 5 mai 1836, n° 139.

300. L'art. 410 et la loi du 21 mai 1836 ne sont pas applicables au cas où un marchand joint à la vente des objets de son commerce, la remise de billets d'une

loterie autorisée. En effet, on ne trouve alors que deux faits licites : celui d'une vente libre de marchandise, et celui du placement de billets d'une loterie autorisée.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Pagnerre, Furne et plusieurs autres libraires avaient acheté des billets de la loterie, dite des artistes, dûment autorisée. Ils remettaient un ou plusieurs de ces billets aux personnes qui leur achetaient des livres. Poursuivis à raison de ces faits, ils furent condamnés par la Cour de Paris. Mais, sur leur pourvoi, l'arrêt fut annulé, « vu les art. 1, 2 et 5 de la loi du 21 mai 1836; attendu qu'après avoir prohibé, dans son art. 1, toutes espèces de loteries, la loi, dans son art. 2, prévoit et réprime les ventes d'immeubles, meubles ou marchandises, auxquelles auraient été réunies des primes dues au hasard; attendu que la protection, due au commerce, ne permettait au législateur d'en entraver la liberté qu'autant qu'un fait pénal venait se réunir et se confondre avec l'opération commerciale, dont il corrompait la nature; que l'acte commercial n'est, par conséquent, frappé par l'art. 2 précité que parce qu'il sert à masquer une entreprise de loterie prohibée; attendu qu'aux termes de l'art. 5, le fait défendu de l'entreprise d'une loterie devient légal par suite de l'autorisation du gouvernement, dans les formes et sous les conditions ordonnées par ladite loi; attendu qu'il est constaté, en fait, que les demandeurs ont joint à une vente de livres la remise de billets de loterie, achetés par eux, ce qui constituait, il est vrai, une chance de bénéfices, dus au hasard, mais que cette loterie, dite des artistes, était dûment autorisée; que les demandeurs n'en étaient ni les auteurs, ni les directeurs, ni les agents; qu'elle a toujours conservé son administration indépendante, et n'a jamais été

confondue avec leur entreprise commerciale ; attendu qu'ils avaient usé du droit commun, en achetant et en plaçant des billets, qui sont toujours restés en circulation pour tout le monde ; qu'on ne trouve pas, dans les faits retenus, cette espèce de violence morale, réprimée par la loi, et qui pousse un individu à consommer un acte commercial uniquement pour satisfaire sa passion du jeu, puisque chacun pouvait participer aux chances de la loterie sans devenir acquéreur de livres ; attendu, dès lors, qu'il ne reste dans la cause que deux faits licites : celui d'une vente libre de livres, et celui du placement d'un certain nombre de billets d'une loterie autorisée ; que ces deux faits, même réunis, ne peuvent tomber sous le coup d'une loi pénale, et qu'en faisant rentrer dans l'application de l'art. 2 précité, les faits retenus, sans avoir égard aux dispositions de l'art. 5, l'arrêt attaqué a faussement interprété et par suite, violé ces deux articles ». 9 août 1850, n° 250.

ARTICLE 411.

Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs à deux mille francs.

301. Objet de l'article.

302. Caractère de l'infraction : elle constitue une contravention. Conséquence.
303. Législation antérieure au Code pénal.
304. Deux contraventions sont prévues par l'art. 411.
305. Etablissement ou tenue d'une maison de prêt sur gage ou nantissement, sans autorisation légale.
306. Suite. Etablissement permanent. Arrêt.
307. Suite. Prêt sur gage ou nantissement. Arrêts.
308. Suite. A qui l'article est applicable. Arrêt.
309. Suite. Partie civile. Arrêt.
310. Irrégularité des registres.
311. Les monts-de-piété sont les seules maisons de gage autorisées.

301. L'art. 411 punit d'un emprisonnement de six jours à trois mois, et d'une amende de cent fr. à deux mille fr., ceux qui établissent ou tiennent des maisons de prêt sur gage ou nantissement, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, ne tiennent pas un registre conforme aux règlements, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile ou profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement.

302. Les infractions, prévues par cet article, présentent, comme celles de l'article précédent, le caractère de contravention. Elles sont donc punissables, quoiqu'elles aient été commises sans intention criminelle.

303. La loi du 16 pluviôse an XII avait interdit l'ouverture des maisons de prêt sur gage sans autorisation du gouvernement. Elle prononçait une amende contre les contrevenants.

Le décret du 24 messidor an XII organisa les monts-de-piété, et celui du 8 thermidor an XIII ferma toutes les autres maisons de prêt sur gage.

L'art. 411, C. pén., prononce une sanction plus efficace que celle de la loi du 16 pluviôse an XII.

304. Cet article mentionne deux contraventions.

305. La première consiste dans l'établissement ou la tenue d'une maison de prêt sur gage ou nantissement, sans autorisation légale.

Ce délit n'existe que s'il réunit les diverses conditions énoncées dans la loi.

306. Il faut d'abord qu'il y ait une maison de prêt sur gage ou nantissement, c'est-à-dire un établissement qui ait une sorte de permanence. Quelques faits isolés seraient insuffisants pour autoriser l'application de notre article. 25 novembre 1837, nº 410.

307. Il faut ensuite que le prêt ait eu lieu sur gage ou sur nantissement. C'est pourquoi la Cour de cassation a annulé l'arrêt, qui condamnait Marie Chapsal, en se bornant à déclarer qu'elle était « convaincue d'avoir tenu une maison de prêt sans autorisation ». 9 mars 1819, nº 35. Mais les tribunaux correctionnels peuvent reconnaître que les ventes à retrait, alléguées par l'inculpé, ne sont « qu'une tournure imaginée pour déguiser le prêt sur gage ». 15 juin 1821, J. Pal., à sa date.

308. Il est évident que cette disposition de l'art. 411 est applicable à quiconque établit une maison de prêt sur gage ou sur nantissement, sans autorisation légale, voire même à un répétiteur de l'Université. 15 juin 1821, cité ci-dessus.

309. Les faits particuliers de prêt sur gage, ne formant qu'une partie des éléments, constitutifs du délit d'ouverture d'une maison de prêt sur gage sans autorisation légale, ne pourraient pas autoriser la partie lésée à intervenir dans la poursuite, dirigée par le ministère public, et à y conclure à des dommages-intérêts,

comme je l'ai expliqué dans mon premier volume, nº 263.

310. La deuxième contravention, qui est réprimée par l'art. 411, concerne l'irrégularité des registres destinés à constater les prêts.

311. En terminant, je ferai remarquer qu'à l'heure où j'écris, les seules maisons de gages autorisées sont les monts-de-piété.

§ 4. — *Entraves apportées à la liberté des enchères.*

ARTICLE **412.**

Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs au moins et de cinq mille francs au plus.

La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs.

312. Objet de l'article.
313. Intention frauduleuse.
314. Contrôle de la Cour de cassation. Arrêt.
315. Première disposition de l'article. Observations, qui la concernent.
316. Deuxième disposition de l'article. Difficultés.

317. Suite. Surenchères. Arrêts.
318. Suite. Concert pour porter l'enchère en commun. Arrêts.
319. Suite. Cas où un seul enchérisseur a été écarté. Arrêts.
320. Suite. Absence de préjudice. Arrêt.
321. Complicité de celui qui, par dons ou promesses, se laisse écarter de l'adjudication. Arrêt.

312. Cet article punit d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, et d'une amende de 100 fr. à 5,000 fr., ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit, ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, entravent ou troublent la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions.

Il prononce la même peine contre ceux qui, par dons ou promesses, écartent les enchérisseurs.

313. Pour que l'une ou l'autre de ces dispositions soit applicable, il faut que le fait ait été accompagné d'intention frauduleuse; car l'art. 412 prévoit un délit, et non une contravention.

314. L'appréciation de cette intention appartient aux juges du fait et échappe à la censure de la Cour de cassation. 24 juillet 1851, n° 307.

315. La première des dispositions de l'article 412 est conçue en termes si clairs et si précis qu'elle n'a pas donné lieu à des difficultés sérieuses dans la pratique. Je ne m'y arrêterai que pour faire remarquer :

1° Qu'elle comprend toutes les espèces d'adjudications;

2° Qu'elle est applicable, toutes les fois que la liberté des enchères ou des soumissions a été entravée par voies de fait, violences ou menaces, exercées soit avant, soit pendant les enchères et les soumissions.

316. Quant à la seconde disposition, on a cherché, plus d'une fois, à la discuter, et à en méconnaître la signification et l'étendue.

317. On a soutenu qu'elle ne concernait pas les surenchères.

La Cour de cassation a constamment repoussé cette prétention, qui était inconciliable, soit avec l'esprit, soit même avec la lettre de la loi. Il y a des enchérisseurs dans les surenchères, comme dans les enchères ordinaires, et les surenchérisseurs ne sont, en réalité, que des enchérisseurs.

Joseph Rollin avait été condamné pour avoir, par promesses, entravé la liberté d'une surenchère. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que la surenchère, par suite d'une saisie immobilière, n'est que la continuation de la première enchère; que le but de l'art. 412, C. pén., est de protéger les droits du débiteur saisi et de ses créanciers, en punissant ceux qui empêchent, par les moyens, dont il parle, que les immeubles saisis arrivent à leur véritable valeur; que ce but n'est atteint que par l'effet des enchères et des surenchères librement faites; d'où il suit que les dispositions de cet article sont applicables aux surenchères aussi bien qu'aux enchères; attendu que le demandeur a été déclaré coupable, par l'arrêt attaqué, d'avoir, par promesses, entravé la liberté d'une surenchère; qu'en cet état, ledit arrêt lui a fait une juste application de l'art. 412, C. pén. ». 12 mars 1835, n° 90.

Dans une deuxième espèce, Lebreton s'était rendu adjudicataire d'un immeuble, saisi sur le nommé Taupin. Le sieur Étienne, créancier hypothécaire de ce dernier, s'était rendu, dans le délai légal, chez l'avoué Lecourt, dans l'intention de former une surenchère. Lebreton l'écarta, en lui promettant une somme de 400 fr.

Lebreton, poursuivi à raison de ces faits, fut renvoyé de la plainte, sous le prétexte que l'art. 412 n'était pas applicable aux surenchères. Sur le pourvoi des époux Taupin, qui s'étaient portés partie civile, la décision fut annulée, « attendu qu'il a été retenu, dans les qualités de l'arrêt attaqué, qu'en suite de l'adjudication sur expropriation, poursuivie contre Taupin, Lebreton s'étant rendu adjudicataire du deuxième lot, moyennant 6,000 fr., le 23 novembre 1846, le sieur Étienne, créancier hypothécaire dudit Taupin, se rendit, dès le 27 dudit mois, chez son avoué Lecourt, dans l'intention de former une surenchère; qu'après divers entretiens, le 30 du même mois, la proposition, ayant été faite par un tiers à Lebreton, d'indemniser ledit Étienne, afin d'éviter une surenchère, et ledit Lebreton, étant tombé d'accord pour 400 fr., compta ladite somme à Étienne, qui lui en fournit quittance, dans laquelle on a eu soin de stipuler que les 400 fr., dont il s'agit, serviraient d'autant à libérer Taupin de sa dette envers Étienne; attendu que les surenchères, admises par la loi à la suite d'une adjudication sur saisie immobilière, ne sont que la suite de la première enchère; que le but de l'art 412, C. pén., est de protéger les droits du débiteur saisi et de ses créanciers, en punissant ceux qui empêchent, par les moyens dont parle cet article, que les immeubles atteignent leur valeur véritable, au moyen de dons ou de promesses, sans lesquels les surenchères auraient été formées; attendu qu'il n'existait aucune obligation légale, de la part de Lebreton, qui ait pu le soumettre au paiement de la dette du saisi Taupin envers Étienne; qu'il suit, de là, que la remise de la somme de 400 fr., dont il s'agit, n'avait d'autre but que d'arrêter la surenchère, que le créancier hypothécaire Étienne était, avant de recevoir cette somme, dans l'intention

de former, ce qui constituait le délit défini par l'art. 412, C. pén. ». 18 mars 1848, n° 72.

Dans une troisième espèce, les nommés Guillot, Mouchet et Raymond avaient fait, dans l'étude de Contamin, avoué près le tribunal de première instance de Vienne, un acte de surenchère. Cet acte, rédigé par Contamin, avait été revêtu de la signature des trois surenchérisseurs et de cet officier ministériel, qui s'était obligé à en faire le dépôt au greffe, dans la journée. Ce dépôt avait eu lieu. L'adjudicataire en fut prévenu. Il se rendit chez Contamin, qui consentit, moyennant 400 fr., à retirer la surenchère. Contamin se rendit au greffe du tribunal et la retira. Dans les jours suivants, Guillot, Mouchet et Raymond reçurent, des mains de Contamin, leur part dans les 400 fr., versés par l'adjudicataire, et l'avoué en retint une fraction destinée, suivant lui, à le couvrir de certains déboursés. Contamin fut poursuivi et condamné, comme coauteur du délit d'entraves à la liberté des enchères. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué a reconnu et déclaré, en fait, que, le 29 juillet 1843, les nommés Guillot, Mouchet et Raymond ont fait, dans l'étude de Me Contamin, avoué près le tribunal de première instance de Vienne, un acte de surenchère, applicable aux biens expropriés contre le sieur Pion-Roux, dont le sieur Eymin s'était rendu adjudicataire, par le ministère de Me Bresse, avoué au même tribunal, le 22 juillet 1844; que cet acte, rédigé par Contamin, a été revêtu des signatures des trois surenchérisseurs ainsi que de la sienne, et qu'il s'est obligé à en faire le dépôt au greffe dans la journée; que ses clients susnommés ont quitté Vienne pour retourner dans leurs domiciles respectifs; que, peu d'instants après leur départ, Contamin a effectué, au greffe du tribunal, le dépôt de l'acte de

surenchère; qu'ayant rencontré Me Bresse, avoué de l'adjudicataire, il l'a informé de ce dépôt; qu'Eymin, averti par son avoué de l'existence de la surenchère, se rendit, accompagné de celui-ci, chez Contamin; que, dans l'entretien qui eut lieu entre ces deux avoués et Eymin, une discussion s'établit sur la quotité de la somme à payer par ce dernier, pour qu'il ne fût pas donné suite à la surenchère; que Contamin finit par accepter la proposition d'Eymin, de traiter moyennant 400 fr.; qu'un billet de cette somme, payable à huit jours de date, fut rédigé par Bresse et signé par Eymin; que, ces accords ainsi conclus, ce billet de 400 fr. fut mis en dépôt entre les mains de Bresse; que Contamin se rendit immédiatement auprès du greffier du tribunal, et se fit remettre, sous un prétexte quelconque, l'acte de surenchère, et que, bientôt, cet acte fut lacéré et anéanti dans l'étude de Contamin, en présence de Bresse, avoué, et d'Eymin; que, dès le lendemain, Eymin annonça publiquement qu'il était propriétaire définitif et incommutable des biens expropriés sur Pion-Roux; que, dans les jours qui suivirent, Guillot, Mouchet et Raymond reçurent des mains de Me Contamin, chacun leur part des 400 fr., représentés par la promesse d'Eymin; et que Contamin retint une somme quelconque sur les fonds de ce billet, destinée, selon lui, à le couvrir des frais, à lui dus par deux des surenchérisseurs, ainsi que de ses déboursés et honoraires, applicables à l'acte de surenchère, par lui déposé; attendu que tous ces faits ont été considérés, par l'arrêt attaqué, comme établissant contre Contamin, avoué, la complicité par aide et assistance, avec connaissance, dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé la perpétration du délit, prévu par le deuxième alinéa de l'art. 412, C. pén., consistant à avoir, par dons et

promesses, écarté les enchérisseurs; attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 710, C. proc. civ., toute personne peut, dans la huitaine du jour où une adjudication a été prononcée, faire, au greffe du tribunal, une surenchère, pourvu qu'elle soit du quart au moins du prix principal de la vente, mais que, lorsque cette faculté a été exercée, il en résulte, au profit de la partie saisie et de ses créanciers, des droits irrévocables par l'effet de la plus-value, que l'immeuble acquiert, non-seulement par la surenchère du quart en sus du prix principal de la vente, mais encore par l'éventualité des enchères, qui peuvent avoir lieu entre l'adjudicataire primitif et le surenchérisseur; d'où il suit que celui qui a fait une surenchère ne peut s'en désister qu'avec le consentement de la partie saisie et des créanciers de cette dernière; attendu qu'il résulte, de ces principes, que l'avoué Contamin, ayant déposé au greffe du tribunal de première instance de Vienne un acte de surenchère, signé des nommés Guillot, Mouchet et Raymond, ses clients, et revêtu de sa propre signature comme leur avoué, n'avait pas le droit, soit en sa qualité d'avoué desdits surenchérisseurs, soit comme agissant en vertu d'une autorisation expresse ou tacite, qu'ils lui auraient donnée, de retirer du greffe, sous un prétexte quelconque, et de lacérer et détruire ensuite, dans son étude, ainsi qu'il l'a fait, l'acte de surenchère, par lui déposé au greffe, parce que cet article constituait, au profit de la partie saisie, et des créanciers, des droits auxquels on ne pouvait porter atteinte sans se rendre coupable d'un délit; attendu que la ratification formelle ou tacite, que Contamin prétend faire résulter de ce que ses clients, qui avaient signé l'acte de surenchère, dont il s'agit, ont reçu, sans réclamation ni désaveu, chacun leur part de la somme de 400 fr., payée par Eymin pour

prix du désistement et de la destruction de l'acte de surenchère, serait impuissante pour le mettre à couvert de l'action correctionnelle dirigée contre lui, et pour effacer le délit à lui imputé, puisque ses clients ne pouvaient lui conférer un droit qu'ils n'avaient pas eux-mêmes ; attendu qu'il résulte, des motifs ci-dessus exprimés, qu'en déclarant Contamin coupable d'avoir coopéré avec Eymin pour écarter les surenchérisseurs, en distribuant à ceux-ci les deniers, fournis par ce dernier, et de s'être rendu complice dudit Eymin, en lui prêtant son concours, par aide et assistance, avec connaissance, dans les faits qui ont préparé, facilité et consommé le fait, à l'aide duquel les enchérisseurs ont été écartés, l'arrêt attaqué, loin de violer les art. 59, 60 et 412, C. pén., en les appliquant à Contamin, n'a fait qu'une juste application de la loi ». 16 octobre 1844, nº 352. — *Conf.*, 26 mai 1848, nº 163.

318. On a prétendu que la disposition, que j'examine, n'était pas applicable à ceux qui s'étaient concertés pour porter l'enchère en commun.

Il faut, sur ce point, faire une distinction.

Si deux personnes s'associent de bonne foi, pour se rendre en commun adjudicataires, elles n'auront pas encouru les peines de l'art. 412, comme les trois chambres de la Cour de cassation l'ont reconnu : la chambre criminelle, dans l'arrêt du 15 mai 1857, nº 193 rapporté ci-dessous ; la chambre des requêtes, dans l'arrêt du 23 avril 1834, J. Pal., à sa date, et la chambre civile dans celui du 26 décembre 1837, J. Pal., 1838, tome I, page 9.

Si, au contraire, le rapprochement n'a eu lieu que dans le but frauduleux d'entraver les enchères, et d'obtenir l'objet, mis en adjudication, au-dessous de sa valeur réelle, le délit existe.

La Cour de cassation n'a jamais hésité à le reconnaître.

Dans une première espèce, il avait été reconnu par le jugement attaqué : 1° qu'avant l'adjudication de la ferme du droit de bac, dont il s'agissait, les six défendeurs au pourvoi et les nommés Rey et Soullier s'étaient réunis et étaient convenus entre eux que le prix de ferme ne serait pas porté au-dessus de 300 fr., et que, si l'adjudication avait lieu à un prix inférieur, l'adjudicataire paierait la différence à ses associés ; 2° que l'adjudication avait été prononcée en faveur de Rey et de Soullier, moyennant la somme de 105 fr. ; 3° qu'immédiatement après l'adjudication Rey et Soullier avaient consenti des effets aux défendeurs à la cassation, pour leur assurer l'exécution des conventions précédemment arrêtées. Malgré ces constatations, le tribunal supérieur de Tulle avait absous les inculpés. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé, « attendu que, d'après ces faits, l'entrave, qui a été apportée, dans l'espèce, à la liberté des enchères, est l'œuvre commune de tous ceux qui ont pris part auxdites conventions ; que, si Rey et Soullier restés titulaires de la ferme, par l'effet de l'adjudication, et ayant eu, dès lors, à payer les sommes convenues, doivent être considérés, aux termes de l'art. 412, C. pén., comme les auteurs principaux du délit, les défendeurs doivent être punis, en conformité des art. 59 et 60 du même Code, comme s'en étant rendus les complices par aide et assistance, puisqu'ils ont volontairement donné à la fraude une coopération, sans laquelle le délit n'aurait pû être consommé ». 12 mars 1841, n° 62.

Dans une deuxième espèce, il était constaté qu'au jour indiqué par l'adjudication les trois prévenus s'y étaient rendus avec l'intention d'agir isolément et con-

curremment ; que, dans ce but, ils avaient choisi, chacun, un avoué ; qu'ils s'étaient soudainement concertés, qu'ils avaient arrêté d'acquérir les biens à vil prix, et qu'ils s'étaient réciproquement promis de partager entre eux les biens mis en adjudication. Condamnés à raison de ces faits, ils se pourvurent devant la Cour de cassation, et soutinrent que leur association ne tombait pas sous l'art. 412. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu qu'en principe général, l'association entre plusieurs personnes pour acquérir, dans les ventes publiques, n'est point prohibée par la loi ; que, lorsqu'elle est loyale, s'annonce hautement et tend seulement à réunir des capitaux qui, pris isolément, resteraient inefficaces pour agir, elle peut seconder, bien loin de l'entraver, la liberté des enchères ; mais qu'il est vrai de dire aussi qu'en concentrant, dans une seule main, des intérêts distincts et divisés, elle peut, à l'aide de certaines conditions ou promesses, diminuer ou écarter les enchérisseurs, et revêtir ainsi un caractère, réprouvé par la loi ; attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, qu'au jour indiqué par l'adjudication les trois prévenus s'y étaient rendus, avec l'intention d'agir isolément et concurremment, et déterminés à se porter enchérisseurs et acquéreurs pour le tout ; que, dans ce but, ils avaient choisi, chacun individuellement, un avoué spécial ; qu'ils se sont soudainement concertés ; qu'ils ont arrêté d'acquérir les biens à vil prix ; qu'une promesse réciproque a été faite de partager entre eux, également, les biens ainsi obtenus ; que, devant la Cour impériale, lorsqu'ils soutenaient n'avoir voulu, dès l'origine, qu'acheter partiellement, ils ont été dans l'impossibilité d'indiquer la portion individuelle à la convenance de chacun ; attendu qu'il résulte encore, de l'arrêt attaqué, que, conformément au pacte indiqué plus haut, un seul avoué

agissant pour tous, s'est présenté à la vente et a suivi les enchères avec un autre avoué, étranger aux prévenus ; qu'au surlendemain de l'adjudication, une déclation de command a été faite au nom de ceux-ci, après que le partage, égal entre eux, des biens adjugés, avait déjà été opéré ; que, dans de telles circonstances, l'arrêt attaqué, en déclarant l'association *frauduleuse*, en décidant que, par l'effet de promesses *coupables*, passées entre les prévenus, des enchérisseurs avaient été écartés, et en leur appliquant l'art. 412, C. pén., second paragraphe, cet arrêt, loin d'avoir violé cet article, en a fait une juste et saine interprétation ». 15 mai 1857, n° 193. — *Conf.*, 19 novembre 1841, n° 331.

319. Il suffit, pour que le délit existe, qu'un seul enchérisseur ait été écarté, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de François Toutain, qui prétendait qu'on lui avait fait une fausse application de l'art. 412 du Code, en ce que la disposition de cet article ne concernait que ceux qui avaient écarté des enchères plusieurs enchérisseurs. 20 août 1837, n° 250. — *Conf.*, 26 mai 1848, n° 163.

320. On a soutenu que l'art. 412 n'était applicable que si les dons et promesses, en écartant les enchérisseurs, avaient eu pour résultat final de nuire à l'adjudication. La Cour de cassation a répondu que cet article ne subordonnait pas l'existence du délit à ce résultat, et que la peine en était encourue, toutes les fois que, par dons ou promesses, un enchérisseur avait été écarté de l'adjudication. 19 novembre 1841, n° 331.

321. Enfin on a cherché à soustraire, à l'application de l'art. 412, ceux qui, par dons ou promesses, s'étaient laissé écarter de l'adjudication. Mais la Cour de cassation a énergiquement repoussé cette idée. Elle a déclaré que ceux qui avaient consenti à se retirer, à raison de

ces dons et promesses, « devaient être punis en conformité des art. 59 et 60, C. pén., comme s'étant rendus complices par aide et assistance, puisqu'ils avaient volontairement donné à la fraude une coopération, sans laquelle le délit n'aurait pu être consommé ». 12 mars 1841, n° 62 cité ci-dessus.

§ 5.—*Violation des règlements, relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.*

322. Objet de ce paragraphe.

322. Ce paragraphe s'occupe de faits, qui sont, entre eux, sans rapport direct, et même sans analogie. Il comprend : 1° la violation des règlements, garantissant la qualité et les dimensions des produits des manufactures françaises, destinés à l'exportation (art. 413) ; 2° les coalitions de patrons et d'ouvriers (art. 414, 415, 416) ; 3° le concours, donné à l'expatriation des directeurs, commis ou ouvriers d'un établissement industriel, dans la vue de nuire à l'industrie française, (art. 417) ; 4° les communications, faites par les directeurs, commis et ouvriers, des secrets de la fabrique où ils sont employés (art. 418) ; 5° les coalitions entre les principaux détenteurs d'une marchandise, (art. 419 et 420) ; 6° les paris sur la hausse ou la baisse des effets publics, (art. 421 et 422) ; 7° la tromperie sur la nature et la quantité des marchandises vendues. (art. 423 et 424). 8° les contrefaçons d'écrits, de compositions musicales, de dessin, de peinture ou de toute autre production imprimée ou gravée (art. 425, 426, 427, 428 et 429).

ARTICLE 413.

Toute violation des règlements d'administration publique, relatifs aux produits des manufactures françaises, qui s'exporteront à l'étranger, et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions, et la nature de la fabrication, sera punie d'une amende de deux cents francs au moins, de trois mille francs au plus, et de la confiscation des marchandises. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

323. But de la disposition. Son objet.

323. La commission de législation avait proposé d'appliquer cet article, non-seulement aux produits destinés à l'exportation, mais aussi à ceux qui seraient mis en vente ou en dépôt dans l'intérieur de l'empire. Cet amendement ayant été rejeté (Locré, tome XXXI, page 124 et 133), il en résulte que l'art. 413 ne peut être appliqué qu'au cas qu'il a formellement prévu. Faure a expliqué, dans les termes suivants, le but de cette disposition. « Plus les gouvernements ont senti combien la prospérité de l'État était intimement liée à celle du commerce, plus ils ont pris de précautions pour prévenir les fraudes qui pouvaient y porter atteinte. Sans doute, ces fraudes rejaillissent tôt ou tard sur leurs auteurs, parce qu'elles leur font perdre le crédit nécessaire au succès de leurs opérations. Mais lorsqu'elles ont pour but de tromper sur la qualité, les dimensions ou la nature de la fabrication, à l'égard des produits de nos manufactures, qui s'exportent à l'étran-

ger, un si grand mal ne doit point rester impuni ». Locré, *ibid.*, page 151.

ARTICLE 414.

Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer, injustement et abusivement, l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs.

ARTICLE 415.

Toute coalition, de la part des ouvriers, pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, et de trois mois au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

ARTICLE 416.

Seront aussi punis de la peine, portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers, qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toutes proscriptions sous le nom de *damnations* et sous quelque qualifi-

cation que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres.

Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

324. Législation. Historique. Code pénal. Loi du 27 novembre 1849. Loi du 25 mai 1864. Texte actuel.
325. Il est permis de se concerter pour amener ou maintenir la cessation du travail.
326. Suite. Emploi de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses. Pénalité.
327. Suite. Intérêt commun des coalisés. Arrêt.
328. Suite. Nature des menaces. Arrêt.
329. Suite. Association. Arrêts.
330. Plan concerté. Pénalité.
331. Proscriptions. Interdictions. Pénalité.
332. Patrons et ouvriers des campagnes.

324. Ces articles ont été deux fois retouchés pendant ces vingt dernières années.

Ils ont été modifiés une première fois par la loi du 27 novembre 1849.

Le Code pénal de 1810 ne punissait la coalition des patrons que dans le cas où elle tendait à forcer, injustement et abusivement, l'abaissement des salaires. Il ne prononçait contre eux qu'un emprisonnement de six jours à un mois; il n'aggravait pas la peine contre ceux qui auraient été les chefs ou moteurs de la coalition; il n'autorisait, dans aucun cas, leur mise en surveillance, et ne les punissait pas à raison des amendes, des défenses, des interdictions, des damnations qu'ils auraient prononcées.

En 1849, on crut qu'il était à propos de donner, à la coalition des patrons, le même caractère qu'à la coalition des ouvriers, et de traiter les uns et les autres avec une sévérité égale.

On fit la loi du 27 novembre, dont voici le texte : « Art. 414. Sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de seize francs à trois mille francs, 1° toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer l'abaissement des salaires, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution ; 2° toute coalition, de la part des ouvriers, pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après certaines heures, et, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans. Art. 415. Seront aussi punis des peines portées dans l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs d'ouvrages, et les ouvriers qui, de concert, auront prononcé des amendes autres que celles qui ont pour objet la discipline intérieure de l'atelier, des défenses, des interdictions, ou toutes proscriptions sous le nom de damnations, ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit de la part des directeurs d'ateliers ou entrepreneurs contre les ouvriers, soit de la part de ceux-ci contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs, soit les uns contre les autres. Art. 416. Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les chefs ou moteurs pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Quelques années plus tard, on pensa qu'on n'avait pas encore fait assez pour la classe ouvrière; et la loi de 1849 fut remplacée par celle du 25 mai 1864, qui a permis ce que la législation antérieure prohibait.

Les dispositions de cette dernière loi forment aujourd'hui les art. 414, 415 et 416, C. pén. Elles sont ainsi conçues :

« Art. 1er. Les art. 414, 415 et 416, C. pén., sont abrogés. Ils sont remplacés par les articles suivants: Art. 414. Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de seize à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres fraudu'euses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Art. 415. Lorsque les faits prévus par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. Art. 416. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions, prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Art. 2. Les art. 414, 415 et 416 ci-dessus sont applicables aux propriétaires et fermiers, ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne. Les art. 19 et 20 du titre II de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 sont abrogés. »

325. L'art. 414 permet de se concerter, pour amener ou maintenir la cessation de travail, lorsqu'il n'est pas recouru aux violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses.

326. Mais, s'il est fait usage de l'un de ces moyens, l'article punit d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque y a recouru, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

327. On s'est demandé, sous la législation ancienne, qui distinguait entre la coalition des patrons et celle des ouvriers, si le délit n'existait qu'à la condition que les coalisés eussent un intérêt commun. Les uns prétendaient qu'il résultait, de l'esprit de la loi, que la communauté d'intérêt était l'un des éléments de l'infraction. Les autres répondaient que cette communauté n'était exigée par aucune disposition. Cette dernière opinion avait élé consacrée par la Cour de cassation.

Le nommé Delmas s'était concerté avec ses ouvriers pour faire cesser le travail dans les ateliers des autres marchands de bois de Quiellan, et pour faire enchérir le prix du bois de Quiellan à Carcassonne et à Trèves. Le tribunal supérieur de Carcassonne avait refusé de lui appliquer les peines de la coalition, sous le prétexte qu'il n'y avait pas communauté d'intérêts entre lui et ses ouvriers. Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation reconnut que la condition de la communauté d'intérêts n'élait pas exigée par la loi, et que d'ailleurs Delmas avait été le complice de ses ouvriers. Par suite, elle annula la décision, « attendu que le jugement attaqué se fonde sur ce que, si l'on recherche l'esprit du législateur, il ressortira, de cet examen, que,

pour qu'il y ait coalition punissable, il faut qu'il y ait intérêt commun, et que, dans l'espèce, il ne saurait y avoir communauté d'intérêts entre les ouvriers et le maître, mais qu'il existerait, au contraire, une évidente opposition; attendu qu'il y a, dans ce motif, la décision d'un point de droit, dont il appartient à la Cour d'apprécier le mérite; attendu que le tribunal correctionnel de Limoux avait déclaré les ouvriers radeliers coupables d'avoir, en janvier dernier, formé une coalition pour faire cesser en mème temps de travailler, interdire le travail dans les ateliers des marchands de bois de Quiellan, autres que Delmas, et pour enchérir le prix du transport des bois de Quiellan à Carcassonne et à Trèves, laquelle coalition a eu son exécution, ou, du moins, un commencement d'exécution; que le même jugement avait déclaré Delmas complice de cette action qualifiée délit, pour avoir, par dons, promesses, menaces, provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre; attendu que le jugement attaqué ne méconnaît ni les faits de la coalition entre les ouvriers radeliers, ni ceux de complicité à la charge du défendeur, avec les caractères légaux, déterminés par le jugement du tribunal correctionnel de Limoux; qu'il se borne à considérer l'intérêt commun, comme un élément nécessaire du délit de coalition, sans faire aucune distinction à cet égard entre les auteurs principaux et les complices; attendu que la condition de la communauté d'intérêts n'est exigée ni par l'art. 415, C. pén., ni par aucune disposition de loi; que, dans tous les cas, l'absence de cette condition ne pourrait avoir pour effet de rendre inapplicables au complice de la coalition entre ouvriers les art. 59 et 60, C. pén.; attendu, dès lors, que le jugement attaqué, en se fondant, pour renvoyer le défendeur des fins

de la plainte sur une prétendue opposition d'intérêts avec les ouvriers radeliers, a faussement interprété, et, par suite, violé les dispositions précitées ». 2 juin 1853, n° 340.

Cette question présente encore moins de difficulté sous la loi actuelle, puisqu'elle ne distingue plus entre les coalitions de patrons et les coalitions d'ouvriers, et qu'elle punit, par la même disposition, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces, ou manœuvres frauduleuses, a amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

328. Quelles sont les menaces, qui deviennent un des éléments du délit que j'examine? Est-il nécessaire qu'elles aient le caractère de celles qui sont spécifiées par les art. 305 et suivants, C. pén.? Ne sont-elles pas, au contraire, toutes celles qui peuvent inspirer la crainte ou l'intimidation? L'art. 414 ne les a pas définies. Il ne fait aucun renvoi aux art. 305 et suivants du Code. Il faut en conclure que la loi entend, par menaces, toutes celles qui ont pour but d'opérer la contrainte, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du nommé Meaule, « attendu que la loi du 25 mai 1864, en abrogeant les anciens art. 414, 415 et 416, C. pén., a substitué au délit de coalition un délit nouveau, celui d'atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie ; qu'en protégeant également les ouvriers et les patrons, cette loi accorde aux uns et aux autres le droit de se réunir volontairement, à l'effet d'arrêter des résolutions communes sur le prix et les conditions du travail, sous l'obligation de respecter la liberté d'autrui, et la paix publique ; qu'elle punit quiconque, à l'aide de menaces,

notamment, aura amené ou maintenu, ou tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail; attendu que l'art. 414 susénoncé, n'ayant pas défini les menaces qu'il punit, a laissé nécessairement à ce mot sa signification naturelle; que la généralité de ses termes, aussi bien que son esprit, révélé par les documents législatifs, ne permettent pas de l'interpréter, à l'aide de dispositions destinées à punir des délits d'un caractère spécial; que les art. 305 et suivants, C. pén., ne sauraient, dès lors, régir d'autres faits que ceux qu'ils ont prévus; que le pourvoi objecte en vain que les menaces ne sont punissables que lorsqu'elles sont accompagnées de voies de fait ou d'une interdiction de travail; que les menaces, comme les voies de fait, sont des moyens, à l'aide desquels on se rend coupable de l'atteinte grave à la liberté du travail et de l'industrie punie par l'art. 414, et que chacun de ces moyens, employé séparément, constitue le délit puni par cet article; que l'interdiction du travail est l'une des circonstances élémentaires de l'atteinte moins grave, portée à la liberté du travail et de l'industrie, punie par l'art. 416, et que la loi du 25 mai 1864 n'exige pas qu'elle soit accompagnée de menaces pour tomber sous l'application de cette disposition pénale; attendu qu'il n'est pas exact de dire que la menace d'interdiction du travail soit inhérente à toute coalition, puisque toute menace est punissable, dès qu'elle a eu ou qu'elle a pu avoir pour résultat d'agir violemment ou frauduleusement sur la volonté de l'ouvrier ou sur celle du patron, et que, par suite, elle ne peut se rencontrer dans la coalition simple, autorisée par cette loi ». 5 avril 1867, n° 79.

329. On a prétendu que le droit de se coaliser emportait le droit de former des associations de plus de vingt personnes, en contravention des art. 291, C. pén., et 1 de la loi du 10 avril 1834. Cette prétention n'avait rien de sérieux. Il est clair que le concert peut se former et se produire entre coalisés, sans qu'il y ait association organisée et permanente, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Pierre Dupin et autres, « sur le premier moyen, pris d'une violation des art. 291, 292, C. pén., 1 de la loi du 10 avril 1834, et 1 de la loi du 25 mai 1864, en ce que le droit de se coaliser, accordé par cette dernière loi, devait être considéré comme emportant la faculté de s'associer, qui en serait inséparable; que ce serait donc à tort que les prévenus seraient punis comme ayant formé une association non autorisée; attendu qu'aux termes des art. 291, C. pén., et 1 de la loi du 10 avril 1834, nulle association de plus de vingt personnes, dont le but est de se réunir pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, lors même qu'elle serait fractionnée en sections d'un nombre moindre et qu'elle ne se réunirait, ni tous les jours, ni à des jours marqués, ne peut se former qu'avec l'agrément du gouvernement; qu'on ne peut, toutefois, faire rentrer dans la prohibition de ces articles et considérer comme des associations véritables que celles qui ont un caractère de permanence dans leur but et dans leur action; que les dispositions de ces articles sont générales, et qu'elles s'appliquent, sans distinction, à toute association ainsi caractérisée, quel qu'en soit l'objet; attendu que la loi du 25 mai 1864 elle-même ne dispense, ni implicitement, ni explicitement, de l'autorisation administrative les associations, qui se rattacheraient à des coalitions; que, si le concert entre les

coalisés est de l'essence de la coalition, il n'en est pas de même de l'association, organisée dans les conditions des art. 291, C. pén., et 1 de la loi du 10 avril 1834; que celle-ci peut ajouter, sans doute, à la force de la coalition et aider à en étendre les effets, mais qu'elle n'est pas l'un de ses éléments essentiels ni son accompagnement obligé; que le concert peut se former et se produire, sans se constituer à l'état d'association organisée et permanente; qu'aussi la loi du 25 mai 1864 se borne-t-elle à effacer de nos Codes le délit de coalition et à réprimer certaines atteintes à la liberté du travail; qu'aucun des termes de cette loi ou des nouveaux art. 414, 415 et 416, C. pén., n'implique que le droit d'association soit ajouté à la liberté de se coaliser; qu'il résulte, au contraire, de l'élaboration de la loi et de la discussion qui a précédé son vote, que le législateur a voulu ne pas établir de privilége au profit des coalisés, et ne les point soustraire à l'empire des lois générales de police et de sûreté, qui s'imposent à tous les autres citoyens, et qui règlent et limitent l'usage de leurs droits, et maintenir, notamment en cette matière, l'application de l'art. 291, C. pén., et de la loi du 10 avril 1834 sur les associations, comme celle du décret du 25 mars 1852 sur les réunions publiques; et attendu, en fait, qu'il est reconnu, par l'arrêt dénoncé, que les ouvriers veloutiers des fabriques de Saint-Étienne, qui s'étaient coalisés, dès le mois de mai 1865, dans le but d'obtenir le rétablissement du tarif de 1849, modifié depuis par les patrons, se réunirent en assemblée générale le 22 septembre suivant; qu'ils votèrent la continuation de la grève; qu'ils établirent un comité central permanent, composé de seize membres, chargé de diriger la marche de la coalition et d'agir pour elle; que ce comité a fonctionné pendant

plusieurs mois; qu'il délibérait, se concertait, établissait des statuts, faisait des règlements et arrêtait des résolutions; qu'il avait divisé la ville en sections et les sections en groupes de coalisés, et qu'il transmettait ses décisions aux individus, faisant partie de l'association générale, par l'intermédiaire de délégués des sections et des groupes; que cette association embrassait un grand nombre d'ouvriers veloutiers, lesquels reconnaissaient le comité central comme autorité dirigeante; attendu qu'en déclarant, dans cet état de faits, qu'il avait été formé, sans l'autorisation du Gouvernement, une association de plus de vingt personnes permanente, dans les conditions de l'art. 291, C. pén., et de la loi du 10 avril 1834, et en appliquant aux prévenus, membres du comité, les peines de cette dernière loi, l'arrêt n'a fait qu'une saine appréciation de ses dispositions et n'a commis aucune violation de la loi du 25 mai 1864 ». 23 février 1866, n° 47.—*Conf.*, 7 février 1868, n° 36.

330. L'art. 415 aggrave la peine de l'article précédent, lorsque c'est par suite d'un plan concerté que les inculpés ont, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir, la cessation du travail.

331. L'art. 416 punit d'un emprisonnement de six jours à trois mois, et d'une amende de seize fr. à trois cents fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, les ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage, qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions, prononcées par suite d'un plan concerté, ont porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Je citerai, comme exemples des défenses mentionnées dans cet article, les espèces suivantes.

Dans l'une, divers ouvriers coalisés avaient demandé au comité central de la coalition l'autorisation de rentrer dans leurs ateliers. Le comité s'était arrogé le droit d'accorder cette permission ou de la refuser à son gré. Il l'avait tantôt accordée et tantôt refusée. Ces refus avaient amené des bris de carreaux, des menaces ou des violences, contre les ouvriers qui recommençaient à travailler. Saisie de ces faits, la Cour de cassation jugea que, « ce refus d'autorisation, émané du comité central de la coalition, et prononcé contre des ouvriers qui commençaient à sortir de la grève, emportait défense de continuer le travail », et était passible des peines portées en l'art. 416. 23 février 1866, n° 47.

Dans l'autre, le nommé Berg, « organe d'un plan, concerté entre lui et plusieurs ouvriers, imprimeurs sur étoffe, avait écrit au chef de l'établissement : vous avez chez vous trois individus qui ne sont pas en droit de travailler ; nous sommes forcés de les empêcher de travailler par ordre de Saint-Denis », la Cour de cassation a reconnu « que Berg a prononcé des défenses punies par la loi, alors qu'il a notifié à trois ouvriers, employés chez Joly, les résolutions, par lesquelles l'association de Saint-Denis leur déniait le droit de travailler, et qu'il leur a intimé les ordres de cette association, qui devaient avoir pour effet d'empêcher le travail dans l'usine de ce fabricant ». 5 avril 1867, n° 79.

332. Les articles, que je viens d'examiner, sont applicables aux maîtres et aux ouvriers des campagnes. L'art. 2 de la loi du 25 mai 1864 le déclare expressément et prononce l'abrogation des art. 19 et 20 du titre II de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791.

ARTICLE 417.

Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger, des directeurs, commis, ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs.

333. Généralité de la disposition.
334. But de l'article.

333. La rédaction primitive du Code n'inculpait que celui qui, dans la vue de nuire à un établissement français, avait fait passer en pays étranger des directeurs, commis ou ouvriers de cet établissement. A ces mots : *à un établissement français*, le Conseil d'État substitua, sur la demande de Fermont, ces mots : *à l'industrie française*. Locré, tome XXXI, page 105.

L'article a pris ainsi un caractère de généralité qu'il n'avait pas dans le principe.

334. Faure en explique ainsi le but dans l'exposé des motifs : « La loi regarde comme coupable de délit celui qui, dans la vue de nuire à l'industrie française, fait passer en pays étranger des directeurs, des ouvriers ou commis d'un établissement. Si chacun doit être libre de faire valoir son industrie et ses talents, partout où il croit pouvoir en retirer le plus d'avantage, il convient de punir celui qui débauche des hommes nécessaires à un établissement, non pour procurer à ces hommes un plus grand bien, souvent incertain, mais pour causer la ruine de l'établissement même. Ces actes

de méchanceté sont punis de peines de police correctionnelle. » Locré, tome XXXI, page 153.

ARTICLE 418.

Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers, ou à des Français, résidant en pays étrangers, des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni de la réclusion, et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs. — Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

335. Modification de la loi du 13 mai 1863. Texte actuel.
336. Conditions du délit.
337. Complicité. Arrêt.

335. Cet article a reçu deux modifications de la loi du 13 mai 1863.

Il a été modifié dans l'une de ses pénalités ; et, en outre, il a été déclaré applicable à la communication des secrets de fabrique d'armes et de munitions de guerre, appartenant à l'État.

Aujourd'hui, il est ainsi conçu : Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué ou tenté de communiquer à des étrangers ou à des Français, résidant en pays étrangers, des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs. — Il pourra, en outre, être privé des droits, mentionnés en l'art. 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus,

à compter du jour où il aura subi sa peine. Il pourra aussi être mis sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs. Le maximum de la peine, prononcée par les paragraphes 1 et 3 du présent article, sera nécessairement appliqué, s'il s'agit de secrets de fabriques d'armes et munitions de guerre appartenant à l'État.

336. La première condition du délit, c'est que les moyens de fabrication, qui ont été communiqués, soient secrets.

La seconde, c'est qu'ils aient été communiqués frauduleusement.

La troisième, c'est que la communication ait été faite par un directeur, commis ou ouvrier de la fabrique.

337. Celui qui reçoit la communication deviendra-t-il complice du délit? Il faut distinguer. S'il ne reçoit que passivement la communication, il ne le deviendra pas. Il ne le sera que s'il s'est livré à quelque acte direct de provocation ou d'assistance, dans les termes de l'art. 60, C. pén. Il ne suffirait pas que, postérieurement à la communication, qu'il aurait reçue passivement, il eût cherché à l'exploiter et à en tirer parti, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du ministère public, formé contre l'arrêt de la Cour de Paris qui avait renvoyé le sieur Dangles des poursuites, « attendu que le seul fait de recevoir d'un commis ou ouvrier communication d'un secret de la fabrique, dans laquelle il est employé, fait, en lui-même, purement passif, ne suffit pas pour constituer la complicité du délit prévu par l'art. 418, C. pén.; qu'il faut, de la part du prévenu de complicité, quelque acte

direct de provocation ou d'assistance dans les termes de l'art. 60, même Code ; que cet acte doit précéder ou accompagner la communication, par laquelle se consomme le délit, et que la complicité ne peut résulter d'un acte postérieur; que le seul fait, reconnu par l'arrêt attaqué à la charge de Dangles, c'est d'avoir, sachant que le secret, à lui communiqué par Philippe, ouvrier de Peltier, était la propriété de ce dernier, cherché à l'exploiter et à en tirer parti, à l'aide d'un brevet d'invention pris à cet effet; que, ce fait étant postérieur à la consommation du délit, c'est avec raison que la Cour royale de Paris a refusé de punir Dangles comme complice du délit commis par Philippe, et qu'en jugeant ainsi elle n'a point violé les art. 59, 60 et 418, C. pén. ». 14 mai 1842, n° 122.

ARTICLE 419.

Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des sur-offres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne la pas vendre, ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, au-dessus ou au-dessous des prix, qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les coupables pourront,

de plus, être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

ARTICLE 420.

La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de mille francs à vingt mille francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson.

La mise en surveillance qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

338. Première condition du délit : hausse ou baisse du prix des denrées, marchandises ou effets publics. Tentative. Arrêts.
339. Suite. Hausse ou baisse à l'égard d'un seul établissement. Arrêt.
340. Seconde condition du délit : faits faux ou calomnieux. Sur-offres. Coalition entre les principaux détenteurs de la marchandise.
341. Suite. Coalition entre tous les détenteurs. Arrêt.
342. Suite. Détenteurs membres de la même société. Arrêt.
343. Troisième condition du délit : denrées, marchandises ou effets publics.
344. Suite. Denrées. Arrêt.
345. Suite. Marchandises.
346. Suite. Entreprises de transport. Arrêts.
347. Suite. Assurances. Arrêt.
348. A qui l'art. 419 est applicable. Arrêts.
349. Pénalité.
350. Compagnies de chemin de fer. Règles spéciales. Arrêts.

338. La première condition du délit, prévu par les art. 419 et 420, c'est qu'il y ait eu hausse ou baisse du prix des denrées ou marchandises, des papiers ou effets publics, au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. Autrement, il y aurait tout au plus une tentative qui resterait impunie, puisque, aux termes de l'art. 3, C. pén., les tentatives de délit ne sont punies que dans les cas déterminés par la loi, et qu'aucune disposition de cette nature ne se trouve dans les articles que j'examine.

Thomas Desmortreux était poursuivi pour avoir, par des bruits faux, semés à dessein, occasionné une augmentation dans le prix des grains, à la halle de la ville de Falaise. La Cour de Caen l'avait condamné, sans déclarer que la fausse allégation de Desmortreux avait eu pour résultat une hausse effective dans le prix du blé. La décision fut annulée, « attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'en alléguant avoir vendu 75 fr. le sac de blé, qu'il n'avait vendu que 70, Desmortreux n'avait pu avoir d'autre dessein que de tendre à élever la cherté du grain, en faisant fixer le cours du prix du blé au moins à ce prix, et à empêcher qu'il ne descendit au-dessous; mais que cet arrêt ne dit pas qu'il y ait eu hausse effective dans le prix du blé, par suite de la fausse allégation dudit Desmortreux; que c'est donc uniquement, pour avoir fait une fausse déclaration dans le dessein de tendre à élever la cherté du prix du grain, que le réclamant a été jugé coupable du délit mentionné aux art. 419 et 420, C. pén., mais que le premier de ces articles déclare punissables ceux qui, par des faits faux, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées, etc., et qu'il ne parle pas de ceux qui auront

tenté d'opérer cette hausse ou cette baisse; que Desmortreux qui, par sa fausse déclaration, a eu dessein de tendre à opérer, mais qui n'a point été reconnu coupable d'avoir opéré réellement une augmentation dans le prix du blé au marché de Falaise, du 25 juin, n'a donc pas commis le délit des art. 419 et 420, C. pén.; que, quand sa blâmable intention de faire augmenter le prix du grain aurait été accompagnée des circonstances, énoncées dans l'art. 2 de ce Code, il n'aurait donc toujours été coupable que d'une tentative de ce délit; que, l'art. 3, C. pén., disant que les tentatives de délit ne sont considérées comme délit que dans les cas déterminés par une loi spéciale, et ni ce Code ni aucune autre loi n'ayant mis le délit de l'art. 419 au rang de ceux dont la tentative est considérée comme le délit consommé, il en résulte, par une conséquence nécessaire, que, même en supposant au fait, déclaré constant par la Cour, le caractère d'une tentative du délit de l'art. 419, le réclamant ne pouvait, à raison de ce fait, être soumis aux peines desdits art. 419 et 420; que l'arrêt attaqué n'a donc pu prononcer la condamnation qu'en violant formellement l'art. 3, C. pén., et en faisant une fausse application manifeste desdits art. 419 et 420, même Code ». 17 janvier 1818, n° 8. *Conf.*, 24 décembre 1812, *J. Pal.*, à sa date. 29 mai 1840, n° 151.

339. Mais il suffit que la hausse ou la baisse ait eu lieu, à l'égard d'un seul établissement, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi d'Antoine de Clairvaux, « attendu, en droit, que l'art. 419, C. pén., ne protége pas seulement les intérêts généraux ou des masses, qui ont eu à souffrir d'une coalition, mais aussi les intérêts privés qu'une coalition a eu pour objet de léser, lorsqu'elle a produit la hausse ou la baisse des

denrées ou marchandises au-dessus ou au-dessous des prix, qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, et lorsque cette hausse ou cette baisse a été provoquée soit par des faits, faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, soit par des moyens frauduleux; attendu, en fait, qu'il est reconnu par le jugement que la hausse du prix de la sardine, au préjudice des sieurs Baratoux et de l'établissement qu'ils avaient fondé, et la baisse de cette denrée, au préjudice de ceux qui en étaient détenteurs, ont été le résultat de la coalition, formée par l'acte des 9 et 16 juin 1835, et que cette coalition a été provoquée par les quatre demandeurs en cassation, à l'aide de bruits calomnieux, semés par eux, contre les sieurs Baratoux, et des menaces et violences, par eux employées ou suscitées contre un grand nombre de pêcheurs pour les faire entrer dans la coalition; qu'ainsi l'art. 419 était applicable aux faits du procès ». 16 janvier 1837, n° 8.

340. La seconde condition du délit est que la hausse ou la baisse ait été opérée soit par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, soit par des sur-offres aux prix, que les vendeurs eux-mêmes demandaient, soit par la réunion ou la coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la vendre, ou à ne la vendre qu'à un certain prix, soit enfin par l'emploi de toute autre voie ou moyen frauduleux.

341. Cette disposition est applicable, non-seulement lorsque la coalition ou plutôt la réunion a lieu entre les détenteurs principaux de la marchandise et de la denrée, mais encore, et à plus forte raison, lorsqu'elle s'opère entre tous les détenteurs de la même marchandise ou denrée, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi des fabricants de soude

de Marseille, « attendu qu'il est reconnu et déclaré, par l'arrêt attaqué : 1° que les marchands de soude, approvisionnant le marché de Marseille, se sont interdit de vendre leurs produits autrement que par l'intermédiaire d'un consignataire unique et exclusif, qui, par là, est devenu, pour leur compte, maître des prix sur le marché; 2° qu'ils l'ont autorisé à vendre leurs produits à 13 fr. 25 cent. les 100 kilogrammes; 3° que l'existence et l'action de la coalition se sont manifestées par des manœuvres, ayant pour objet d'assurer aux fabricants de soude l'écoulement de leurs produits aux prix par eux déterminés; 4° qu'elle a eu pour résultat de produire une hausse soudaine et énorme, qui ne se serait certainement pas produite, si l'on fût resté dans les conditions de la libre et naturelle concurrence du commerce; que, de l'ensemble de ces faits, il résulte que la coalition, dont il s'agit, réunit tous les caractères exigés par l'art. 419, C. pén.; attendu que cet art. 419 est applicable à la coalition de l'universalité des détenteurs d'une marchandise, comme à celle de ses principaux détenteurs, puisque le même préjudice, pour le public, peut résulter de l'une comme de l'autre; qu'il l'est à celle des fabricants comme à celle des marchands proprement dits, puisque le fabricant est le premier détenteur de la marchandise, qu'il a créée pour la revendre; attendu, enfin, que la nécessité où se seraient trouvés les demandeurs de défendre leur industrie de la ruine, dont elle était menacée, n'a pu les autoriser à recourir à des moyens qualifiés délits par la loi, et que, d'ailleurs, l'arrêt attaqué déclare qu'ils ont dépassé les bornes d'une association purement défensive ». 31 août 1838, J. Pal., 1838, t. II, p. 393.

342. Il a été décidé avec raison « qu'une coalition ne pouvant se former qu'entre plusieurs personnes, et

qu'une société commerciale ne formant légalement, quel que soit le nombre des membres qui la composent, qu'une seule personne morale, les peines de l'art. 419 n'étaient pas applicables, lorsqu'il était reconnu que les personnes, qui avaient réuni leurs capitaux et leur industrie, ne l'avaient fait que comme membres de la même société commerciale ». 25 janvier 1838, n° 27.

343. La troisième condition du délit est que la hausse ou la baisse ait été opérée sur des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics.

344. Les denrées sont toutes « les choses, qui servent à la nourriture et à l'entretien des hommes et des animaux, et spécialement les grains, grenailles, farines et substances farineuses ». 19 avril 1834, n° 116.

345. Que faut-il entendre par marchandises? Ce terme ne comprend-il que des choses corporelles? S'étend-il, au contraire, aux choses incorporelles?

Pour moi, je crois qu'il faut entendre par *marchandises* tout ce qui peut être l'objet d'une spéculation; tout ce qui peut entrer, en un mot, dans le mouvement commercial.

C'est cette interprétation que la Cour de cassation a donnée à l'art. 419.

346. Cette Cour a déclaré que cet article est applicable aux entreprises de transport par terre et par eau. Elle a rejeté le pourvoi des administrateurs des messageries royales, « attendu que l'art. 419, C. pén., a pour objet d'assurer la libre et naturelle concurrence des opérations commerciales, et de réprimer toutes coalitions, réunions, et toutes manœuvres, ayant pour but d'opérer, par des voies frauduleuses, la hausse ou la baisse du prix d'une même marchandise ou denrée, des papiers ou effets publics, au-dessus ou au-dessous du prix qu'aurait déterminé cette concurrence naturelle et

libre; que les dispositions de cet article s'appliquent évidemment à tout ce qui, étant l'objet des spéculations du commerce, a un prix courant habituellement déterminé par la libre et naturelle concurrence du trafic dont il s'agit; attendu que toute entreprise de transport par terre ou par eau est un acte de commerce, aux termes de l'art. 632, C. comm.; que ces entreprises, en établissant certains moyens de transport, pour conduire les personnes et les marchandises d'un lieu dans un autre, louent ou vendent à temps, moyennant des prix déterminés, l'usage des moyens de transport, et trafiquent ainsi des places et de leurs voitures, qui, dès lors, constituent une véritable *marchandise;* que les entrepreneurs de messageries, qui desservent une même route, non-seulement se livrent eux-mêmes au trafic, mais spéculent sur la même matière, à savoir, le transport des personnes et des marchandises d'un lieu déterminé dans un autre lieu déterminé; que, si quelques-uns de ces entrepreneurs se coalisent ou se réunissent, ou pratiquent des manœuvres frauduleuses, pour opérer la hausse ou la baisse du prix des places des personnes ou du transport des marchandises sur une route déterminée, au-dessus ou au-dessous des prix, qui seraient résultés de la libre et naturelle concurrence, ils commettent une infraction, qui rentre dans les cas prévus par l'art. 419, C. pén.; d'où il suit qu'en décidant, dans l'espèce, que la juridiction correctionnelle était compétente pour statuer sur l'action, intentée par le sieur Guérin à l'entreprise des messageries dites royales, la Cour royale d'Amiens n'a commis aucune violation de la loi ». 9 décembre 1836, n° 383. — *Conf.*, 1er février 1834, J. Pal., à sa date; 26 janvier 1838, n° 27; 9 août 1839, n° 255.

347. L'art. 419 a été déclaré également applicable

aux assurances, « attendu que les dispositions de l'art. 419, C. pén., s'appliquent à tout ce qui, étant l'objet des spéculations du commerce, a un prix habituellement déterminé par la libre et naturelle concurrence du trafic dont il s'agit; attendu que les dispositions dudit article ne sont pas limitées aux marchandises corporelles; attendu que l'art. 633, C. comm., range, parmi les actes de commerce les assurances et autres contrats concernant le commerce de mer; que les obligations et polices d'assurances constituent la marchandise, objet du commerce des assureurs; que ledit art. 419, C. pén., s'applique, dès lors, aux personnes, qui exploitent les entreprises d'assurances, lorsque la hausse ou la baisse du taux des assurances est opérée par les moyens et de la manière qu'il prévoit et spécifie ». 16 mai 1845, n° 173.

348. L'art. 419 est applicable à tous ceux qui recourent à un moyen frauduleux pour opérer la hausse ou la baisse des choses qu'il mentionne.

Il est donc applicable :

1° « Aux fabricants, comme aux marchands proprement dits, puisque le fabricant est le premier détenteur de la marchandise qu'il a créée pour la revendre ». 31 août 1838, cité ci-dessus;

2° Aux boulangers d'une ville, « qui se sont respectivement engagés, moyennant des dommages-intérêts, à ne fournir qu'une quantité déterminée de pain par chaque décalitre de blé qui leur sera livré par leurs pratiques ». 29 mai 1840, n° 151;

3° Aux bouchers d'une ville, qui, par suite d'une coalition formée entre eux, ont cessé d'abattre des bestiaux et de garnir leurs étaux et ont ainsi contraint l'autorité municipale à élever la taxe de la viande de boucherie. 3 juillet 1841, n° 202.

349. Le délit est puni, dans les cas ordinaires, d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr. Les coupables pourront, de plus, être mis sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

La peine s'aggrave, si le délit a eu pour objet des grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson. L'emprisonnement est de deux mois à deux ans, et l'amende de 1,000 fr. à 20,000 fr. La mise en surveillance peut être de cinq ans à dix ans.

350. Des règles spéciales concernent les compagnies de chemin de fer, comme la Cour de cassation l'a reconnu dans ses arrêts des 30 juillet 1853, n° 377, et 3 février 1855, n° 30.

ARTICLE 421.

Les paris, qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics, seront punis des peines portées par l'art. 419.

ARTICLE 422.

Sera réputée pari de ce genre, toute convention de vendre ou de livrer des effets publics, qui ne seront pas prouvés, par le vendeur, avoir existé à sa disposition, au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.

351. Objet des articles. Pénalité.
352. Deux espèces de marchés.
353. Marchés au comptant.
354. Marchés à terme.

355. Suite. Genre d'opérations prévu par la disposition. Arrêt.
356. L'art. 422 ne restreint pas la généralité des termes de l'art. 421.

351. L'art. 421 punit des peines, portées en l'art. 419, les paris, faits sur la hausse ou la baisse des effets publics ; et l'art. 422 répute pari de ce genre, toute convention de vendre ou de livrer des effets publics, qui ne seront pas prouvés par le vendeur avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.

Dans le projet du Code, on punissait tous les paris, faits sur la hausse ou sur la baisse des effets négociables, de quelque nature qu'ils fussent. Bégouin pensa que l'on ne devait interdire que les paris sur les effets publics. Son amendement fut adopté, et la disposition fut rédigée telle qu'elle est aujourd'hui (Locré, tome XXXI, pages 42 et 65). Dans l'exposé des motifs, Faure expliqua ainsi l'objet de l'art. 421 : « Le but de la loi, dit-il, est de réprimer une foule de spéculateurs, qui, sans avoir aucune espèce de solvabilité, se livrent à ces jeux et ne craignent point de tromper ceux avec lesquels ils traitent. La loi soumet le vendeur seul à la preuve qu'elle exige, parce que c'est lui qui promet de livrer la chose ; mais si la promesse de livrer existe, de la part des deux contractants, la preuve est nécessaire pour l'un et pour l'autre ; car tous deux sont respectivement vendeurs et acheteurs. » Locré, *ibid*..., p. 154.

352. La Bourse admet deux espèces de marchés : les marchés au comptant et les marchés à terme.

353. Les premiers ne peuvent pas être l'objet des paris, dont s'occupent les art. 421 et 422, puisque, l'opération se commençant et se concluant dans le même trait de temps, il ne peut y avoir ni hausse ni baisse

entre le moment de la convention et celui de sa réalisation.

354. Quant aux marchés à terme, il en est autrement. La chose vendue peut, au terme où l'opération se réalise, avoir une valeur supérieure ou inférieure à celle qu'elle avait au moment de la convention.

Ce sont ces conventions, quand elles ont pour objet des effets publics, qui rentrent dans les prévisions des art. 421 et 422.

355. Mais la loi punit-elle indistinctement toutes ces opérations ? Je ne le crois pas.

Il faut distinguer entre celles qui sont sérieuses et celles qui ne le sont pas.

Les opérations sérieuses, c'est-à-dire celles qui peuvent être réalisées, n'excèdent pas les limites d'une opération licite, comme le reconnaît la jurisprudence des chambres civiles de la Cour de cassation, et, par conséquent, ne sont pas passibles des peines mentionnées en l'art. 421. Cette disposition n'est applicable qu'aux opérations, qu'on ne songe pas à réaliser, en d'autres termes, qu'à celles pour lesquelles la loi civile ne donne pas d'action (C. Nap., art. 1965). Il n'y a donc, à mon sens, que ces opérations qui puissent être considérées comme un pari sur la hausse ou sur la baisse des effets publics.

Ces propositions ont été consacrées par la Cour de cassation, dans l'espèce suivante.

L'arrêt attaqué avait constaté que jamais les prévenus n'avaient pris livraison des actions, achetées pour eux. Il reconnaissait qu'ils n'avaient pas eu l'intention de se mettre en possession des titres, se proposant de payer, à chaque échéance, l'écart que présenterait le cours des valeurs. Le pourvoi des condamnés fut rejeté, « attendu que, si les marchés à terme sur les effets pu-

blics, lorsqu'ils sont sérieux et qu'ils tendent à la délivrance et au paiement réel des titres, que le vendeur ait possédé ou non ces titres au temps de l'engagement, ou qu'il n'en soit devenu possesseur qu'au temps de la livraison, sont licites, consacrés par la pratique et protégés par la loi, cette protection ne peut s'étendre à des opérations de bourse, qui, empruntant mensongèrement la forme des marchés à terme, cacheraient, en réalité, le jeu et ses spéculations hasardeuses ; attendu que l'art. 421, C. pén., érige en délit et punit les paris, qui auraient été faits sur la hausse et la baisse des effets publics ; que la disposition de cet article est générale, qu'elle embrasse, sous le mot *pari*, tout ce qui est jeu touchant les effets publics ; qu'elle s'étend à l'acheteur comme au vendeur sans distinction ». 9 mai 1857, nº 186.

356. Il ne faudrait pas croire que l'art. 422 a eu pour but de restreindre la généralité des termes de l'art. 421. Il n'a eu pour objet que d'indiquer un cas spécial, compris, par voie d'assimilation, dans la disposition générale de l'article qui le précède. J'ai pris cette remarque dans l'arrêt du 9 mai 1857 que je viens de citer. Cet arrêt juge « que l'art. 422 n'est pas venu restreindre la portée de la disposition qui le précède ; que, statuant par voie d'assimilation, il signale, parmi les cas que signale la règle générale, un cas spécial, dans lequel le caractère du pari et du jeu se révèle d'une manière irrécusable : celui où le vendeur d'effets publics ne peut prouver avoir été en possession des titres, ni au temps de la convention, ni au temps de la livraison ».

ARTICLE 423.

Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre

des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises ; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs.

Les objets du délit, ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et, de plus, seront brisés.

ARTICLE 424.

Si le vendeur et l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés, d'autres poids et d'autres mesures que ceux qui ont été établis par les lois de l'Etat, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur, qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés, sans préjudice de l'action publique pour la punition tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et des mesures prohibés.

La peine, en cas de fraude, sera celle portée par l'article précédent.

La peine pour l'emploi des mesures et poids prohibés sera déterminée par le livre IV du présent Code, contenant les peines de simple police.

357. Modification de la loi du 13 mai 1863. Texte actuel de l'art. 429. Art. 424.
358. Loi du 27 mai 1851. Loi du 5 mai 1855.
359. Etude de l'art. 423 et de ces deux lois.
360. Art. 423. Tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent.

361. Tromperie sur la qualité des pierres fines.
362. Tromperie sur la nature de toutes marchandises.
363. Suite. Tromperie, qui ne porte que sur la qualité de la marchandise. Arrêts.
364. Suite. L'altération substantielle de la qualité peut devenir la tromperie sur la nature de la marchandise. Arrêts.
365. Suite. Généralité de l'article. Remèdes secrets. Ouvrages d'éducation. Arrêts.
366. La disposition ne s'applique pas seulement à la vente. Echange. Apport en société. Arrêts.
367. La falsification, qui ne dénature pas la marchandise, est réprimée par la loi du 27 mars 1851. Arrêt.
368. Cas où le délit devient une escroquerie. Arrêts.
369. Tentative de tromperie sur la nature de la marchandise. Arrêts.
370. Tentative de tromperie sur la quantité. Arrêts.
371. Tromperie sur la quantité des choses vendues, par usage de faux poids ou de fausses mesures.
372. Amende. Arrêts.
373. Confiscation. Arrêts.
374. Intention frauduleuse. Arrêts.
375. Préjudice inappréciable. Arrêt.
376. Examen de la loi du 27 mars 1851. Art. 1, nº 1. Falsification de substances alimentaires ou médicamenteuses.
377. Suite. Falsifications par addition ou par retranchement.
378. Suite. Falsification non punissable. Arrêt.
379. Suite. Avoine. Arrêt.
380. Suite. Denrées destinées exclusivement à l'alimentation du bétail.
381. Suite. Substances liquides. Arrêts.
382. Suite. Falsification de substances médicamenteuses. Sirop. Arrêt.
383. Suite. Substances vivantes. Sangsues. Arrêt.
384. Destination de la substance falsifiée.
385. A qui la disposition est applicable. Arrêt.
386. Art. 1, nº 2. Vente ou mise en vente de substances falsifiées ou corrompues.
387. Suite. Faits qui constituent la vente et la mise en vente. Arrêts.
388. Suite. Annonce par la voie de la presse. Arrêts.

389. Substance falsifiée. Définition. Renvoi.
390. Substance corrompue. Arrêts.
391. Suite. Animal vivant. Arrêt.
292. Intention frauduleuse. Arrêt.
393. La bonne foi du vendeur n'assure pas toujours l'impunité. Règlements de police. Arrêt.
394. Il n'est pas nécessaire, pour l'existence du délit, que la substance soit nuisible. Arrêt.
395. Arrêtés municipaux, autorisant la vente de substances corrompues ou falsifiées. Arrêt.
396. Cas où le fait devient une escroquerie.
397. Art. 1er, nº 3. Tromperie ou tentative de tromperie par l'emploi d'instruments inexacts, par des procédés frauduleux, ou par des indications fausses.
398. Suite. Difficultés de la législation antérieure. Arrêts.
399. Assimilation de la tentative au délit.
400. Quand la tentative est légalement constituée.
401. Suite. Cas remarquable de tentative. Arrêt.
402. Quand il y aura tromperie sur la quantité de la chose livrée.
403. La disposition est applicable à l'acheteur comme au vendeur.
404. Par quels moyens la tromperie est opérée. Arrêts.
405. Observations communes aux différentes dispositions de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851.
406. Suite. Intention frauduleuse.
407. Suite. Quotité du préjudice. Arrêt.
408. Suite. Constatations à faire dans les jugements. Arrêts.
409. Suite. Cumul des peines. Arrêt.
410. Art. 2. Mixtion nuisible à la santé. Pénalité. Amende. Arrêts.
411. Cas où l'acheteur a connaissance de la mixtion nuisible.
412. Art. 3. Détention de mesures fausses et de substances falsifiées ou corrompues.
413. Cet article est, en partie, expliqué par les observations qui précèdent.
414. Faux poids et fausses mesures.
415. Le fait prévu par cet article est une contravention. Conséquence.
416. Art. 4. Récidive.

417. Art. 5. Confiscation.
418. Suite. Bonne foi du délinquant. Arrêts.
419. Suite. Destruction des substances, saisies antérieurement à la poursuite. Effet. Arrêts.
420. Art. 6, 7, 8 et 9 de la loi de 1851.
421. Loi du 5 mai 1855.
422. Objet de cette loi.
423. Préparation des vins.
424. Espèces de falsifications de boissons. Arrêts.
425. Cas où les mélanges, ordinairement permis, constituent des falsifications.
426. Cas où des mélanges, ordinairement punissables, ne présenteront pas le caractère de délits.
427. Décret du 15 décembre 1813. Est-il abrogé ?

357. L'art. 423 a été modifié par la loi du 18 avril 1863. Aujourd'hui, il est ainsi conçu :

« Art. 423. Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, et un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs.

Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et de plus seront brisés.

Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera, et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. »

357. L'art. 423 punit d'un emprisonnement de trois

mois à un an, et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions ou des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, celui qui trompe l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toute marchandise.

Il punit de la même peine celui qui, par usage de faux poids ou de fausses mesures, trompe sur la quantité des choses vendues. Cette disposition, comme nous le verrons tout à l'heure, a été étendue à des cas, qu'elle ne prévoyait pas, par la loi du 27 mars 1851.

En outre, l'art. 423 prononce la confiscation des objets du délit, ou de leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, la confiscation ou la destruction des faux poids ou des fausses mesures; et il autorise le tribunal à ordonner l'affiche du jugement et son insertion dans les journaux.

L'art. 424 ajoute que si le vendeur et l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés, d'autres poids ou d'autres mesures que ceux qui ont été établis par les lois de l'État, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur, qui l'aura trompé par l'usage de poids et de mesures prohibés; sans préjudice de l'action publique pour la punition tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et des mesures prohibés.

358. Les infractions, prévues par les lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855, ont trop d'analogie avec celles de l'art. 423, pour que je ne complète pas le commentaire de cet article par l'étude des lois, dont je viens de donner la date.

La loi du 27 mars 1851 punit, dans son article premier, des peines portées en l'art. 423 : 1° ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues; 2° ceux qui

vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues; 3° ceux qui auront trompé ou tenté de tromper, sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts, servant au pesage ou mesurage, soit par des manœuvres ou procédés, tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération, soit enfin, par des indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

Cette disposition, comme je l'ai déjà indiqué, est une extension très-notable de la deuxième disposition de l'art. 423.

La même loi ajoute, dans l'art. 2, que si, dans les cas prévus par son article premier et par l'art. 423 du Code, il s'agit d'une marchandise, contenant des mixtions nuisibles à la santé, l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs, à moins que le quart des restitutions et des dommages-intérêts n'excède cette dernière somme. L'art. 2 ajoute que cette aggravation de peine aura lieu, même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur au consommateur.

L'art. 3 punit d'un emprisonnement de six à dix jours, et d'une amende de seize fr. à vingt-cinq fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, sans motifs légitimes, auront, dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des poids ou mesures faux, ou autres appareils inexacts, servant au pesage ou au mesurage, soit des substances alimentaires ou médi-

camenteuses, qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues. Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à cinquante fr., et l'emprisonnement à quinze jours.

Cet article a, comme l'indique l'art. 9 de la loi, pris la place des art. 475, n° 14, et 479, n° 5, C. pén.

La loi du 27 mars 1851 a, de plus, dans son art. 4, organisé un genre particulier de récidive pour les infractions qu'elle prévoit, et pour celles qui sont réprimées par l'art. 423 du Code. Lorsque le prévenu, convaincu de l'une ou de l'autre de ces infractions, aura, dans les cinq années qui auront précédé le fait poursuivi, été condamné pour l'une d'elles, la peine pourra être élevée jusqu'au double du maximum; l'amende prononcée par l'art. 423 et par les art. 1 et 2 de la loi pourra être portée jusqu'à mille fr., si la moitié des restitutions et des dommages-intérêts n'excède pas cette somme, le tout sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des art. 57 et 58, C. pén.

L'art. 5 de la loi ordonne la confiscation des objets, dont la vente, usage ou possession constitue le délit. S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration, pour être attribués aux établissements de bienfaisance. S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, ils seront détruits ou répandus aux frais du condamné.

L'art. 6 autorise le tribunal à ordonner l'affiche du jugement, et son insertion dans les journaux.

Enfin, l'art. 7 déclare l'art. 463, C. pén., applicable aux délits prévus dans les articles qui le précèdent.

La loi du 5 mai 1855 a étendu aux boissons la loi du 27 mars 1851, qui ne concernait que les substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses.

359. Reprenons chacune de ces dispositions, et cherchons à en déterminer la signification et la valeur.

360. Le premier fait, prévu par l'art. 423, est la tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent.

Les titres de ces matières sont déterminés par les art. 1 à 6 de la loi du 19 brumaire an VI, relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie des matières d'or et d'argent.

Aux termes de l'art. 65 de cette loi, si le fabricant est convaincu d'avoir fourré de fer, de cuivre, ou de toute autre matière étrangère, un ouvrage d'or, de vermeil ou d'argent, il est condamné à une amende de vingt fois la valeur de l'objet.

Le fait s'aggrave si la fraude a eu pour résultat de tromper l'acheteur sur le titre de l'objet vendu. Il devient le délit réprimé par l'art. 423.

361. La seconde infraction, mentionnée par cet article, c'est la tromperie sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine.

Cette disposition est tirée de l'art. 39, du titre II, de la loi des 19-22 juillet 1791. Elle était bien placée dans cet article, qui ne punissait que des tromperies d'une nature spéciale, et qui, par conséquent, devait énumérer toutes celles qu'il voulait réprimer. Mais elle est au moins inutile dans l'art. 423, car le fait qu'elle prévoit était, à son défaut, assurément compris dans la troisième disposition de cet article, dans celle qui punit la tromperie sur la nature de toutes marchandises. Il est clair, en effet, que le joaillier, qui vend pour fine une pierre fausse, trompe l'acheteur sur la nature de la marchandise, qu'il lui livre. Mais cette disposition n'est pas seulement inutile, elle est regrettable; elle peut jeter quelque obscurité sur une question voisine de celle qu'elle a résolue. Je suppose que la pierre

vendue n'est pas fausse, mais qu'elle n'est pas de la nature de celle qui était demandée par l'acheteur. L'art. 423 sera-t-il applicable? Je n'en fais aucun doute. Ce ne sera pas dans la disposition, que j'étudie, mais ce sera dans celle qui punit la tromperie sur la nature de toutes marchandises. On m'objectera, peut-être, que les pierres ne doivent pas être comprises dans les marchandises, pour lesquelles l'art. 423 renferme une disposition générale, puisqu'elles sont l'objet d'une disposition spéciale du même article. On ajoutera que la tromperie sur la nature de la pierre n'est punie que dans le cas où la pierre, malgré sa fausseté, est vendue pour fine. Ces raisonnements ne me toucheront pas. D'une part, je me rappellerai l'origine de la disposition spéciale, et, d'autre part, je remarquerai que la loi réprime la tromperie sur la nature de toutes marchandises, et qu'elle n'a pas exclu les pierres des autres marchandises. J'aime à croire qu'aucun juge ne s'arrêtera aux objections que je viens de repousser, mais elles n'auraient pas eu l'occasion de naître si le législateur n'avait pas mis inutilement, dans l'art. 423, la disposition, qui se trouvait utilement dans la loi de 1791.

362. Le troisième fait réprimé par l'art. 423 est la tromperie sur la nature de toutes marchandises.

363. Il ne faut pas confondre la qualité et la nature de la marchandise. Ce sont deux choses essentiellement distinctes. L'article 423, ne punissant que la tromperie sur la nature de la marchandise, est inapplicable à celle qui ne porte que sur la qualité, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

La Cour d'Orléans, considérant qu'Henri Delarche n'avait trompé l'acheteur que sur la qualité du méteil qu'il lui avait livré, l'avait renvoyé des poursuites. Le

pourvoi, formé par le ministère public contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu que la Cour royale d'Orléans, en appréciant les faits établis par l'instruction, a reconnu et déclaré qu'il en résultait que l'acheteur aurait été trompé sur la qualité du méteil à lui livré, et non sur la nature même de la marchandise vendue et livrée; attendu que, dans l'état des faits ainsi constatés, l'arrêt attaqué, en renvoyant Henri Delarche de la poursuite dirigée contre lui, loin de violer l'art. 423, C. pén., n'en a fait, au contraire, qu'une juste application ». 22 juin 1844, n° 240.

Dans une autre espèce, il était constaté par l'arrêt attaqué, d'une part, que les coupons d'étoffe, livrés par Meyer-Lévy, n'avaient pas été vendus par mètres, et, d'autre part, que l'acheteur avait reçu une pièce de toile brûlée, et, par conséquent, de nulle valeur. Néanmoins, la Cour de Colmar avait appliqué à Lévy l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851, et l'art. 423, C. pén. Sur le pourvoi du condamné, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'il résulte des dispositions combinées de l'art. 423, C. pén., et de l'art. 1er, § 3, de la loi du 27 mars 1851, que la tromperie dans la vente de toute marchandise n'est punissable qu'autant qu'elle porte sur la nature des choses livrées, ou sur leur quantité, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts, servant au pesage, au mesurage, soit par des manœuvres ou procédés, tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération, soit enfin par des indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact; attendu que la tromperie sur la qualité de la chose vendue est restreinte, par ledit art. 423, aux pierres fausses vendues pour fines, et

qu'on ne saurait l'étendre à toutes les autres marchandises ; que la fraude, pratiquée dans ces cas, ne peut donner lieu qu'à une action civile en rescision de la vente ou en réduction du prix ; attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que les coupons d'étoffe, livrés aux plaignants, ne leur ont pas été vendus par mètres, mais par pièces devant produire à chacun les objets, dont il avait besoin, et qui étaient indiqués au prévenu ; que c'est sur la foi de leur suffisance, et séduits par un marché, bon en apparence, qu'ils ont contracté individuellement avec lui, et ont ainsi été trompés sur la quantité de la marchandise vendue ; attendu qu'il est, en outre, établi, en fait, par ledit arrêt, que l'un des plaignants aurait reçu une pièce de toile, qui n'était d'aucune valeur, étant brûlée, et que le demandeur se serait, dans cette circonstance, rendu coupable d'une tromperie sur la qualité de la marchandise ; attendu qu'il ne résulte pas, de ces constatations, que les tromperies, imputées au demandeur, aient eu lieu sur la nature de la marchandise, ou sur la quantité, à l'aide d'un des moyens ci-dessus spécifiés ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en déclarant le demandeur coupable des délits prévus par l'art. 1^er^ de la loi du 27 mars 1851, et par l'art. 423, C. pén., a faussement appliqué, et, par suite, formellement violé les dispositions précitées ». 3 décembre 1863, n° 369.

Dans une troisième espèce, l'arrêt avait déclaré que Kargès avait mêlé de 15 à 25 pour cent de sulfate de chaux à l'amidon surfin qu'il avait vendu, et par conséquent, l'avait condamné aux peines de l'art. 423 du Code. Sur le pourvoi de Kargès, l'arrêt fut annulé, « attendu que le caractère essentiel du délit, prévu par ledit article, c'est que la tromperie porte sur la nature même de la marchandise, sur son essence et non sur sa

qualité, soit que la fraude provienne de ce que la chose vendue a été donnée pour ce qu'elle n'a jamais été, soit que, par un mélange étranger, elle ait été tellement altérée que sa nature première ait disparu, ou qu'elle ait été rendue impropre à l'usage auquel elle était destinée; attendu que, si, dans l'espèce, l'arrêt attaqué déclare que Kargès a mêlé de 15 à 25 pour cent de sulfate de chaux à l'amidon surfin qu'il avait vendu, et qu'il a ainsi trompé les acheteurs, il n'en résulte pas que la marchandise ait été dénaturée par cette mixtion frauduleuse, et qu'elle soit devenue impropre à sa destination ordinaire; que l'arrêt, ne s'attachant qu'au seul fait du mélange, déclare n'avoir point à en apprécier les conséquences; d'où il suit que, l'élément constitutif du délit n'étant pas établi, l'application de la peine n'est pas justifiée ». 27 août 1858, n° 244. — *Conf.*, 3 février 1859, n° 41. 11 mars 1859, n° 78.

364. Cependant, le principe consacré par ces arrêts ne doit pas être exagéré. Si la marchandise manquait des qualités mêmes qu'elle devait avoir, d'après les affirmations du vendeur, et dans la pensée de l'acheteur, pour atteindre le but auquel elle était destinée, il serait légitime de reconnaître que, dans ce cas, la tromperie porte sur la nature même de la marchandise, et non plus sur la qualité.

La Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Dans une première espèce, il était constaté que Chatillon et Manchion avaient vendu, le premier comme gluten, le second comme gluten granulé, une pâte, dans laquelle ils ne faisaient point entrer ce produit industriel. La Cour de Paris les avait renvoyés des poursuites. Sur le pourvoi de la partie civile, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'en décidant, dans cet état des faits, que

Chatillon et Manchion n'ont pas commis le délit de tromperie sur la nature de la marchandise vendue, la Cour de Paris a violé l'art. 423 du Code ». 15 février 1851, n° 68. — *Conf.*, 13 novembre 1856, n° 348.

Dans une seconde espèce, concernant le nommé Kargès, dont j'ai déjà parlé, non-seulement la Cour avait constaté que le prévenu avait vendu de l'amidon mélangé de sulfate de chaux comme amidon superfin, mais elle avait ajouté que ce mélange avait profondément altéré la marchandise et l'avait dénaturée. Condamné sur ces déclarations, Kargès se pourvut de nouveau en cassation, mais, cette fois, son recours fut rejeté, « attendu que, si le délit de tromperie sur la nature de la marchandise, prévu par l'art. 423, C. pén., est autre que le délit de falsification puni, relativement aux substances alimentaires ou médicamenteuses, par l'art. 1^er^ de la loi du 27 mars 1851, et si l'on ne peut conséquemment condamner pour le premier de ces délits, par cela seul que la marchandise vendue a été falsifiée, il est certain aussi que la falsification peut dégénérer en tromperie sur la nature de l'objet vendu, si elle va jusqu'à dénaturer la marchandise ; et attendu que l'arrêt attaqué reconnaît, en fait, que le prévenu Kargès a frauduleusement mêlé de 15 à 25 pour cent de sulfate de chaux à la marchandise, par lui vendue pour de l'amidon surfin ; que le mélange d'une substance minérale étrangère à l'amidon, d'un poids spécifique plus fort, et d'un prix de beaucoup inférieur, effectué dans une proportion aussi énorme, a eu pour résultat une altération profonde de cette marchandise, et qu'il l'a dénaturée ; attendu qu'en décidant que les faits, ainsi précisés, tombaient sous le coup de l'art. 423, C. pén., et constituaient le délit de tromperie sur la nature de la marchandise, et en condamnant Kargès aux peines dudit

article, l'arrêt dénoncé n'a fait qu'une juste application de cette disposition pénale ». 10 février 1859, n° 51.

Dans une troisième espèce, il était constaté que les engrais, vendus par Dugué, loin de féconder les champs, semblaient les avoir frappés de stérilité. Le pourvoi, que Dugué forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté sur ce point, « attendu que, si l'art. 423, C. pén., ne s'applique, sauf l'exception qu'il exprime, qu'à la tromperie sur la qualité des marchandises vendues, on ne saurait considérer comme une simple tromperie sur la qualité, celle qui a tellement altéré la chose que sa nature première a disparu ou qu'elle a été rendue impropre à l'usage auquel elle était destinée ; qu'il y a tromperie sur la nature même de cette chose, quand elle a été dénaturée par une mixtion frauduleuse et que les éléments étrangers, qui y ont été mélangés, lui ont enlevé son caractère propre et ses effets ». 22 février 1861, n° 42.

Dans une quatrième espèce, il était reconnu que certains cartons de graines de vers à soie avaient été plongés dans l'eau bouillante, pour éviter une éclosion prématurée ; que, sur d'autres, la graine étant éclose pendant le cours du voyage, il ne restait plus que des coques vides ; que, pour tous, la graine, vendue par Paulin Jourdan comme excellente et féconde, n'était qu'une matière inerte, une graine improductive, des coques vides et infertiles. Le pourvoi, que forma Jourdan contre l'arrêt, qui l'avait condamné, à raison de ces faits, aux peines de l'art. 423 du Code, fut rejeté, « attendu qu'il résulte de ces constatations que, la graine vendue n'étant plus propre à l'usage auquel elle était destinée, Jourdan a trompé, non sur la qualité, mais sur la nature de la marchandise vendue ». 15 février 1866, n° 43.

365. L'art. 423 s'étend à toutes choses, et, par conséquent, au commerce des boissons, comme à celui des substances alimentaires ou médicamenteuses.

La Cour de cassation n'a pas hésité à l'appliquer même aux remèdes secrets, et aux ouvrages d'éducation.

Le nommé Moulin avait été condamné aux peines de l'art. 423, C. pén., à raison de la vente d'un remède secret. Il se pourvut en cassation et prétendit « que la vente des remèdes secrets, portant sur une marchandise, qui n'est pas dans le commerce, ne saurait, par là même, servir de base légale à la poursuite du délit de tromperie sur la nature de la marchandise ». Son pourvoi fut rejeté, « attendu que la vente des remèdes secrets n'implique pas, de la part de l'acheteur, un concours frauduleux ou illicite, non plus qu'elle ne constitue, à son profit, un bénéfice quelconque appréciable ; qu'il en résulte, au contraire, à son préjudice, un dommage présumé ; que cette présomption découle de l'objet même des dispositions des art. 36 de la loi du 21 germinal an XI et 1er de celle du 28 pluviôse an XIII, qui répriment et qui punissent, mais à l'égard des vendeurs seulement, la vente des remèdes secrets ; qu'il suit, de là, que le fait d'avoir acheté ces remèdes ne peut seul, et par lui-même, détruire ou modifier le droit de l'acheteur, de poursuivre par les voies légales la réparation des dommages divers éprouvés par suite de cette vente ; que ce fait peut bien moins encore faire obstacle à la poursuite des crimes ou délits, dont il aurait été le prétexte ou l'occasion ; que cette impunité constituerait, en effet, un trouble violent à l'ordre public, impunité d'ailleurs d'autant moins justifiable qu'elle ne trouverait sa raison d'être que dans un acte illicite, punissable lui-même, lequel néanmoins aurait ainsi toute la force et produirait tous les effets d'une excuse légale ; attendu

au surplus, que les termes généraux de l'art. 423, C. pén., ne comportent pas d'exception ». 8 juin 1855, n° 201. — *Conf.*, 7 décembre 1855, n° 390.

Dans une autre espèce, le jugement de première instance avait reconnu Peigné coupable d'avoir mis ou fait mettre en vente l'ouvrage intitulé : *Nouveau dictionnaire de poche de la langue française*, revêtu de cette fausse mention : *Approuvé par le conseil royal de l'instruction publique*, et l'avait condamné aux peines de l'art. 423. La Cour d'appel l'avait renvoyé des poursuites, en se fondant sur ce que « le fait ne saurait constituer le délit de tromperie sur la nature de la marchandise, par le motif que l'approbation universitaire pouvait bien donner de la valeur au dictionnaire en question, mais n'en changeait pas la nature ». Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que, d'après l'art. 80 du décret du 17 mars 1808, le Conseil de l'Université est chargé d'admettre ou de rejeter les ouvrages, qui auront été ou devront être mis entre les mains des élèves, ou placés dans les bibliothèques des lycées ou des colléges, et d'examiner les ouvrages nouveaux, qui seront proposés pour l'enseignement des mêmes écoles ; que cette disposition a pour effet de donner aux ouvrages d'éducation, approuvés par l'autorité compétente, un caractère officiel, qui les rend propres à être employés dans les maisons d'éducation publiques et privées ; attendu que celui qui, après avoir fait imprimer une fausse mention d'approbation sur un ouvrage, auquel elle a été refusée, en débite les exemplaires, commet le délit prévu par l'art. 423, C. pén., qui consiste à tromper l'acheteur sur la nature de la marchandise ; qu'en effet, d'une part, les livres, objets de commerce d'imprimerie et de librairie, sont une véritable marchandise ; que, d'autre

part, les ouvrages d'éducation non approuvés, sont, comme marchandises, d'une autre nature que les ouvrages approuvés, parce qu'ils ne peuvent servir légalement à l'usage auquel ceux-ci sont destinés ». 19 mai 1848, n° 153.

366. L'art. 423, qui, si l'on s'arrêtait à son texte, ne prévoirait que le cas où la marchandise a été vendue, est évidemment applicable même au cas où elle a été l'objet d'un échange ou d'un apport en société. La tromperie n'est pas moins immorale dans ces contrats que dans la vente. Si l'art. 423 ne mentionne que ce contrat, c'est qu'il a cru pouvoir n'énoncer que le fait qui se présente le plus fréquemment, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Dans une première espèce, le nommé Moutet avait livré à Bouvard des bijoux, dont la valeur était portée à la somme de 4,000 fr., contre des papiers peints que celui-ci lui avait livrés, et dont la valeur était portée à la même somme. Condamné pour ce fait aux peines de l'art. 423, il prétendit devant la Cour de cassation que la Cour d'Aix avait étendu illégalement, au contrat d'échange, des dispositions qui ne s'appliquaient qu'au contrat de vente. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'échange n'est qu'un mode de vente, dont le législateur doit protéger la sincérité aussi bien que celle de la vente proprement dite ». 18 novembre 1858, n° 273.

Dans une deuxième espèce, l'arrêt attaqué avait constaté que, « lors de la formation de leur société, Laguerenne surprit la bonne foi de Bussy, et le trompa sur l'importance de son apport social, en l'induisant à croire que les vins, classés dans l'inventaire annexé au contrat, provenaient en majeure partie des communes renommées de Saint-Julien, Pouillac et Saint-Estèphe, circonstance qui détermina le consentement de Bussy ;

que cependant, ils avaient une tout autre origine, et qu'effectivement il n'était pas contesté que ces vins, composés par un mélange des environs de Blaye et de Livourne, étaient absolument étrangers aux crus du Médoc ». L'arrêt avait, en outre, constaté que la société en participation, dans laquelle ces vins étaient apportés, était formée en vue de leur écoulement. Néanmoins, il avait refusé d'appliquer à Laguerenne soit l'art. 423 du Code, soit l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que, si les mélanges et coupages de boissons, usités dans le commerce, peuvent ne pas constituer, par eux-mêmes, une falsification illicite, il en est autrement, lorsque le mélange a été fait en vue de tromper un tiers ; attendu qu'en l'état des faits il n'y a pas eu, de la part de Laguerenne, un simple mélange de vins, autorisé par les usages du commerce, mais la falsification prévue et punie par les nos 1 et 2 de l'article 1 de la loi du 27 mars 1851 ; que, d'une part, en effet, les vins, frauduleusement mélangés par Laguerenne, étaient destinés à être vendus aux tiers, et que, d'autre part, l'apport de ces vins falsifiés dans la société en participation, avec estimation de leur valeur, ayant eu pour conséquence d'en transférer la propriété à l'être moral de la société, constituait, sous ce rapport, au profit de ladite société, une aliénation et une vente, qui, aux termes des art. 18, C. comm., et 1845, C. Nap., soumettait Laguerenne aux obligations imposées par la loi au vendeur envers son acheteur ; que dès lors, l'arrêt a violé, en ne les appliquant pas, les art. 423, C. pén., et 1 de la loi du 27 mars 1851 ». 14 mai 1858, n° 152. — *Conf.*, 5 janvier 1855. Dall., 1855, 1, 85.

367. Certaines falsifications pourraient ne pas

prendre le caractère du délit réprimé par l'art. 423 ; et cependant, elles ne resteraient pas impunies. On comprend, en effet, qu'elles ne soient pas assez complètes pour dénaturer la marchandise et que, néanmoins, elles soient réprimées par le n° 1 de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851, qui prévoit toute falsification de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, destinées à être vendues.

La Cour de cassation l'a plusieurs fois jugé. Je me bornerai à citer comme exemple un de ses arrêts.

Le nommé Gaspard avait mêlé cent parties de café avec vingt-quatre parties de caramel. La Cour de Paris lui avait appliqué la loi du 27 mars 1851. Il prétendit, dans son pourvoi, que cette loi lui avait été illégalement appliquée, sous le prétexte que le mélange, qui lui était imputé, n'avait pu avoir pour résultat de dénaturer la marchandise, et de la rendre impropre à l'usage auquel elle était destinée. Son pourvoi fut rejeté « en ce qui touche le délit de tromperie sur la nature de la marchandise vendue ; attendu que l'arrêt attaqué se borne à constater, en fait, que Gaspard a falsifié des substances ou denrées alimentaires, en mêlant cent parties de café avec vingt-quatre parties de caramel ; attendu qu'un pareil mélange n'a pu avoir pour résultat de dénaturer la marchandise vendue, ni de la rendre impropre à l'usage auquel elle était destinée ; que, dès lors, le délit de tromperie sur la nature de la marchandise, prévu par l'art. 423, C. pén., n'est pas suffisamment justifié ; mais, en ce qui touche les délits prévus par les §§ 1 et 2 de la loi du 27 mars 1851, attendu qu'il résulte du même arrêt que Gaspard a annoncé qu'il mettait en vente un café concentré, torréfié au sucre caramélisé ; attendu qu'une pareille annonce indiquait un procédé spécial de torréfaction, et non un

mélange de sucre et de café; attendu qu'en déclarant que le mélange, opéré dans les proportions susénoncées, et dont le public n'était pas averti, constituait une falsification de substances alimentaires, et que Gaspard, en mettant en vente les substances ainsi falsifiées, avait commis les délits prévus par l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851, l'arrêt attaqué, loin de violer ledit article, en a fait une juste application ». 3 février 1859, n° 41.

368. Si la tromperie sur la nature de la marchandise était occasionnée par l'emploi de l'un des moyens frauduleux, spécifiés dans l'art. 405 du Code, le fait cesserait d'être réprimé par l'art. 423; il encourrait les peines plus graves de l'escroquerie, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Le nommé Jean-Baptiste Lorano avait été condamné aux peines de l'art. 405, pour avoir, à l'aide des manœuvres frauduleuses spécifiées dans cet article, trompé un acheteur sur le titre d'une poudre d'or. Il se pourvut en cassation, et prétendit que le fait, dont il s'était rendu coupable, était un délit spécial, qui ne pouvait être réprimé que par l'art. 423 du Code. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'art. 423, C. pén., dans ses premières dispositions, est applicable à ceux qui trompent l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises, par l'effet de la présentation desdits objets ou marchandises, mais sans l'emploi de manœuvres frauduleuses, qui concourent à tromper cet acheteur, et au moyen desdites manœuvres, à lui escroquer ou tenter d'escroquer tout ou partie de sa fortune; et attendu qu'il résulte, des faits déclarés constants par l'arrêt attaqué, qu'indépendamment de ce qu'il n'y avait pas, dans le fait objet des

poursuites, tromperie seulement dans le titre des matières (poudre d'or), présentées et offertes en vente, mais substitution de limaille de cuivre, pour la livraison, à la poudre d'or soumise à l'essai ; et que, pour consommer cette déception, il y a, d'après les motifs de l'arrêt, emploi de manœuvres frauduleuses, caractérisées par l'art. 405, C. pén., et, qu'ainsi, cet article était seul applicable au délit ». 20 août 1825, n° 162.

Dans une autre espèce, Antoine Duthion avait été condamné aux peines de l'escroquerie pour avoir, à l'aide des manœuvres frauduleuses énoncées en l'art. 405, persuadé à des acheteurs que les vins, qu'il leur vendait, étaient d'Espagne, tandis qu'ils étaient fabriqués à Cette. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que ce fait constitue, non le délit de simple tromperie sur la nature de la marchandise vendue, mais le délit d'escroquerie prévu et puni par l'art. 405, C. pén. ». 11 février 1853, n° 60. — *Conf.*, 10 décembre 1858, n° 300.

369. Les dispositions de l'art. 423, que je viens d'examiner, ne prévoient que le délit même et ne s'étendent pas à la tentative du délit. Il faut se garder de croire qu'elles ont été modifiées sur ce point par la loi du 27 mars 1851. Cette loi assimile, il est vrai, dans un cas, la tentative au délit, mais ce cas est celui de la tromperie sur la quantité de la chose livrée. Les trois premières dispositions de l'art. 423 sont donc restées ce qu'elles étaient. Elles laissent impunies les tentatives des délits qu'elles répriment. La Cour de cassation a eu occasion de le reconnaître.

Le nommé Leduc avait été condamné pour avoir, « en mettant en vente des paquets de chicorée torréfiée, sous le nom de *Moka des dames*, sans aucune autre indication de nature à faire connaître le produit offert au

public, tenté de tromper l'acheteur sur la nature de la marchandise, et commis le délit prévu par l'art. 423, C. pén., combiné avec la loi du 27 mars 1851 ». Sur le pourvoi de Leduc, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'aux termes de l'art. 3, C. pén., les tentatives de délit ne sont considérées, comme délit, que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi; que l'art. 423 punit la tromperie, et non la simple tentative de tromperie, sur la nature de toutes marchandises; attendu que la loi du 27 mars 1851 ne prononce de peines en matière de tromperie ou de tentative de tromperie, que lorsqu'il s'agit de la qualité des choses livrées, ou de leur quantité, et à l'aide des moyens qu'elle précise; que les faits, déclarés constants par la Cour impériale de Paris à la charge de Leduc, ne rentrent dans aucun des cas qu'elle prévoit; qu'ainsi la condamnation prononcée manque de base légale; qu'elle constitue une violation de l'art. 423, C. pén., et une fausse application de la loi du 27 mars 1851 ». 1er juill. 1859, nº 160. — *Conf.*, 25 juillet 1851. J. Pal. 1852, 1, 321; 6 août 1857, nº 295; 1er octobre 1857. Dall. 1858, 1, 189.

370. Si la tromperie sur la nature peut constituer une tromperie sur la quantité, la tentative devient alors punissable, comme nous le verrons sous le nº 3 de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851; 4 avril 1857, nº 142; 6 août 1857, nº 295.

371. Le quatrième fait, réprimé par l'art. 423, est d'avoir trompé sur la quantité des choses vendues, par usage de faux poids ou de fausses mesures. Cette disposition est aujourd'hui complétée par le nº 3 de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851, qui punit, non-seulement le fait consommé, mais aussi la tentative; qui s'applique, non-seulement aux vendeurs, mais aussi aux

acheteurs; qui prévoit, non-seulement l'usage des faux poids et des fausses mesures, mais encore l'emploi de tout instrument inexact servant au pesage et au mesurage, de manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant l'opération; et enfin l'indication frauduleuse tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

Je me réserve d'examiner cette disposition dans le commentaire de la loi du 27 mars 1851.

372. Je n'ai rien à dire de particulier sur l'amende prononcée par l'art. 423. J'ai expliqué, sous l'art. 406, quand et comment le juge était autorisé à l'élever au-dessus de son minimum.

Les principes, que j'ai exposés précédemment, ont été appliqués à la matière, qui m'occupe, par les arrêts de la Cour de cassation des 4 février 1854, n° 308; 14 avril 1855, n° 128; 28 février 1857, n°s 89 et 90; 27 mars 1857, n° 128; 24 juillet 1857, n° 287; 12 juillet 1860, n° 156; 7 décembre 1860, n° 278; 29 janvier 1864, n° 27.

373. La confiscation doit toujours être prononcée. 11 juin 1830, n° 166; 12 septembre 1846, n° 242; 14 novembre 1850, n° 382.

374. En terminant mes observations sur l'art. 423, je ferai remarquer que les infractions, qu'il réprime, étant des délits, ne sont pas punissables s'il est établi que l'inculpé a agi sans intention frauduleuse. 15 mai 1857, n° 191; 5 février 1858, n° 35; 22 novembre 1860, n° 246.

375. Mais les tribunaux de police correctionnelle ne pourraient pas absoudre l'inculpé sous le prétexte

que la tromperie n'aurait produit qu'un préjudice inappréciable. 27 avril 1854, n° 122.

376. La loi du 27 mars 1851 punit des peines portées en l'art. 423 du Code : 1° ceux qui falsifieront des substances alimentaires ou médicamenteuses, destinées à être vendues.

377. La falsification peut avoir lieu par addition ou par retranchement.

Elle a lieu par addition, lorsqu'elle résulte d'un « mélange frauduleux, tendant à détériorer la substance annoncée, au préjudice de l'acheteur, ou de l'introduction, faite frauduleusement, de denrées alimentaires d'une qualité inférieure dans des marchandises de même nature, présentant extérieurement les apparences d'une qualité supérieure ». 11 mars 1859, n° 78.

Elle a lieu par retranchement, lorsque l'inculpé a retiré de la substance les éléments essentiels qui en font la qualité.

Les exemples, que je vais emprunter à la jurisprudence, indiqueront, mieux que je ne viens de le faire, les deux procédés de falsification.

Jean-Marie Retaud et plusieurs autres boulangers de Saint-Omer avaient employé le vitriol dans la fabrication du PAIN. La Cour de cassation reconnut que ce fait constituait une falsification, qui pouvait être nuisible à la santé des consommateurs. 21 mai 1829, n° 106.

Rosalie Brabant avait introduit dans la ville de Douai, afin de l'y vendre, du LAIT contenant un tiers d'eau. Elle avait été renvoyée des poursuites, sous le prétexte que le galactomètre, dont le commissaire de police s'était servi pour constater la falsification, n'était pas un instrument infaillible. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé. 11 septembre 1847, n° 224. — *Conf.*, 9 octobre 1852, n° 346; 5

janvier 1855 ; Dall. 1855, 1, 85 ; 2 mars 1855, n° 79.

Jacques-André Gaultier avait vendu, à l'administration des subsistances de la marine, des VINAIGRES sophistiqués d'acide sulfurique. Il fut renvoyé des poursuites, sous le prétexte que ces vinaigres n'avaient pas été agréés par les agents de la marine. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé. 11 février 1840, n° 56. — *Conf.*, 15 décembre 1855, n° 402.

Les frères Duprat avaient exposé en vente du CHOCOLAT, dans lequel ils avaient fait entrer du minium comme matière colorante. Ils furent renvoyés des poursuites, sous le prétexte qu'ils ne l'avaient employé que *dans une quantité infiniment minime*. Sur le pourvoi du ministère public, le jugement fut annulé. 4 avril 1835, n° 132.

Le nommé Tessier avait falsifié du POIVRE, en ajoutant à cette substance de la farine de chènevis. Le jugement, qui le renvoyait des poursuites, fut annulé sur les conclusions du procureur général Merlin. 27 novembre 1810, Merlin *Rép.*, v° *Vol*, section I, § XIII.

Jean-Baptiste Delinne avait exposé en vente et livré trois sacs de BLÉ, dont la partie supérieure composée de BLÉ nouveau, était d'une meilleure qualité que la partie inférieure des sacs, composée de blé ancien ; et ce mélange, fait avec une pensée de fraude, avait pu porter préjudice aux intérêts de l'acheteur. Le jugement, qui avait refusé de donner à ce fait le caractère de la falsification, réprimée par l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851, fut annulé, « attendu qu'il suffit, pour l'application de cette loi, que la substance alimentaire, destinée à être vendue, ait été falsifiée, soit que la falsification porte sur la nature ou sur la qualité de la substance ; que cette falsification résulte de tout mélange frauduleux, tendant à détériorer la substance annoncée, au

préjudice de l'acheteur ». 27 avril 1854, n° 122. — *Conf.*, 8 juin 1854, n° 184.

Louis Marti avait vendu des FARINES DE BLÉ, mêlées de farines de seigle, de maïs et de haricots, NE CONTENANT PAS LA QUANTITÉ DE GLUTEN qui devait s'y rencontrer. Il fut condamné en vertu de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les faits, reconnus constants par la Cour de Montpellier, constituent les délits de tromperie sur la nature de la marchandise, et de falsification de cette marchandise, prévus par l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851 et l'art. 423, C. pén. ». 13 novembre 1856, 348. — *Conf.*, 15 mai 1857, n° 191 ; 11 mars 1859, n° 78.

378. La présence d'une substance étrangère, dans la farine de blé, pourrait, en certains cas, ne pas être considérée comme une falsification punissable. Ainsi, l'addition de 4 pour cent de farine de féverolles à la farine de froment, dans une localité où la farine de féverolles est employée habituellement comme une sorte de levûre, et comme un élément nécessaire à la bonne confection du pain pendant les années humides, peut être considérée comme ne présentant pas les caractères d'une falsification punissable, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé en rejetant le pourvoi, formé par le ministère public contre un arrêt de la Cour de Nancy, qui avait renvoyé des poursuites Louis Morel, meunier, et quatre boulangers d'Épinal, « attendu que, s'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué, qu'il a été saisi, chez les susnommés, des échantillons de farine de froment, contenant une addition de farine de féverolles dans la proportion de 1 à 4 pour cent, ledit arrêt les a renvoyés de la poursuite, en se fondant sur ce que la loi du 27 mars 1851 n'avait eu pour but de punir que la fraude et rien que la fraude, non la simple mixtion,

mais la falsification ; sur ce qu'il fallait entendre par cette dernière expression le mélange frauduleux, fait dans une intention coupable ; et sur ce que, dans l'espèce, le mélange, en doses très-minimes, de la farine de féverolles dans les années humides étant nécessaire pour la bonne confection du pain, est habituellement employé comme une sorte de levûre, il y avait eu défaut d'intérêt pour les prévenus et absence de fraude ; attendu que les faits, imputés aux demandeurs, constituaient, non une simple contravention, mais un délit correctionnel, qui ne peut exister sans une intention coupable ; attendu, dès lors, que, dans l'état des faits, l'arrêt attaqué, non-seulement n'a violé aucune loi, mais a sainement interprété les dispositions de celle du 27 mars 1851 ». 22 avril 1854 ; Dall., 1854, 1, 214.

379. La disposition de la loi du 27 mars 1851, que j'examine, ne concerne que la falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses. Pourra-t-on comprendre l'avoine parmi ces substances ou denrées ?

Cette question doit être résolue affirmativement. En effet, l'avoine peut servir, et sert parfois à l'alimentation de l'homme. Cette considération suffit pour démontrer que la falsification de l'avoine rentre dans les prévisions de la loi du 27 mars 1851, comme la Cour de Rouen l'a jugé dans l'espèce suivante.

La femme Viornay avait vendu, sous la halle d'Évreux, à Porqueril, marchand grainetier, cinq sacs d'avoine ; un seul de ces sacs était ouvert, et présentait un échantillon de l'avoine de la meilleure qualité. La venderesse avait affirmé que l'avoine, contenue dans les quatre autres sacs, était de même espèce, tandis qu'elle renfermait une marchandise de qualité bien inférieure. Le tribunal de première instance avait renvoyé la femme

Viornay des poursuites, sous le prétexte que l'avoine n'est pas une substance alimentaire et médicamenteuse, dans le sens de la loi du 27 mars 1851, et que, par conséquent, la falsification de cette marchandise ne tombe pas sous le coup des dispositions pénales de cette loi. Sur l'appel interjeté par le ministère public, la Cour réforma le jugement, « attendu qu'il est vrai que, dans la plus grande partie de la France, l'avoine est principalement employée à la nourriture des animaux, mais qu'il est également constant que, dans un certain nombre de départements, elle est convertie en pain, et est l'aliment habituel de la population ; qu'il est également certain que ce grain, dans toute la France, est employé, quoiqu'en petite quantité, par la pharmacie, à certains médicaments ; que la loi de 1851 a voulu donner, dans l'intérêt de la santé publique, une garantie spéciale au commerce des denrées alimentaires et médicamenteuses ; qu'il suffit qu'une denrée puisse, par sa nature même, avoir cette destination, pour qu'elle rentre sous la protection de la loi ; que les termes de la loi sont généraux et absolus, qu'ils comprennent toutes denrées alimentaires et médicamenteuses, sans exceptions ni restrictions ; que ce serait évidemment en fausser le sens que d'admettre que l'avoine, livrée au commerce sur les marchés, ne serait réputée substance alimentaire et médicamenteuse que dans une certaine partie de la France, et suivant la destination que devrait lui donner l'acheteur ». 9 juin 1855. Jurisp. de la Cour de Rouen. 1855, page 219.

380. Que faut-il penser des denrées exclusivement destinées à l'alimentation du bétail ?

La question n'est pas sans difficulté. Il semble en effet résulter du rapport de M. Riché, fait au nom de la commission d'initiative parlementaire, que la loi du

27 mars 1851 n'a pour objet que d'améliorer le sort des classes laborieuses : « Il est un moyen, disait-il, qui ne coûterait rien à la liberté, si ce n'est à la liberté de la fraude, qui, loin d'attaquer les principes de la propriété, leur rendrait hommage, en poursuivant une espèce de vol, qui n'aurait pas pour effet d'ébranler les bases de la morale publique, mais pourrait contribuer à les raffermir ; c'est la réforme d'abus, qu'a introduits, dans le débit des marchandises destinées aux usages domestiques, la cupidité de quelques vendeurs. »

Malgré les termes de ce rapport, je crois que la loi du 27 mars 1851 est applicable à la falsification des denrées, dont je m'occupe.

En effet, cette loi ne distingue pas entre celles qui sont destinées à l'homme et celles qui ne servent qu'aux animaux. D'un autre côté, dans les textes de la législation pénale, notamment dans les articles 419 et 420 du Code, le mot *denrées* désigne les unes et les autres. La Cour de cassation a reconnu « qu'aux termes de ces deux articles, le mot *denrée* signifie, dans son acception légale, les choses qui servent à la nourriture et à l'entretien des hommes et des animaux ». 19 avril 1834, n° 116. Ce mot, ayant cette valeur dans les articles 419 et 420, C. pén., me paraît devoir être entendu de même dans la loi de 1851.

381. Cette loi ne réprime les falsifications des denrées ou substances alimentaires, liquides, qu'autant que ces denrées ou substances ne sont pas des boissons. Si elles ont ce caractère, leur falsification est régie par la loi du 5 mai 1855. C'est, parce que le vinaigre ne peut pas être classé parmi les boissons, que la Cour de cassation a admis que la sophistication de ce liquide est réprimée par la loi du 27 mars 1851. 15 décembre 1855, n° 402.

382. La falsification des substances médicamenteuses, au contraire, est punie par la disposition que j'étudie, de quelque nature qu'elles soient, solides ou liquides, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le nommé Lemoine était inculpé d'avoir falsifié un sirop. Il fut condamné, à raison de ce fait, en vertu de la loi du 27 mars 1851. Entre autres moyens, il soutint devant la Cour de cassation que cette loi ne s'appliquait qu'aux substances solides de leur nature, et non aux matières liquides Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, si, en effet, la loi du 27 mars 1851 ne réprime la falsification des denrées ou substances alimentaires qu'autant que ces denrées ou substances ne sont pas des boissons, lesquelles continuent à être régies par les lois antérieures, conformément à l'art. 9 de cette même loi, il en est différemment des substances médicamenteuses, pour lesquelles cette loi ne fait aucune distinction, et dont l'usage et la composition ne permettent pas de les diviser comme les denrées alimentaires ». 14 avril 1855, n° 128.

383. Peut-on comprendre les sangsues parmi les substances ou denrées médicamenteuses? La Cour de cassation l'a décidé dans l'espèce suivante.

Le nommé Laurens avait gorgé des sangsues de sang de mammifère, à un degré de plus de quinze pour cent de leur poids, et les avait ainsi rendues impropres à l'usage, auquel elles étaient destinées. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt, qui l'avait condamné, fut rejeté, « attendu que les sangsues, adoptées par l'art de guérir comme agent nécessaire, doivent être assimilées aux substances médicamenteuses, et sont comprises, à ce titre, dans les dispositions de l'art. 1 de la loi de 1851; attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que les

sangsues, qui ont donné lieu à la poursuite, étaient gorgées de sang de mammifère, à un degré de quinze pour cent de leur poids, et qu'elles avaient ainsi été rendues impropres à l'usage auquel elles étaient destinées ; attendu que, si des règlements administratifs autorisent la nutrition des sangsues par le sang des mammifères, ils exigent aussi le dégorgement, qui les ramène à l'état normal ; qu'il appartient toujours au juge du fait d'apprécier cet état et qu'à cet égard sa déclaration, quelle qu'en soit la base, est souveraine ; attendu que le gorgement de la sangsue, qui la rend impuissante à la succion et empêche son action médicale, présente le caractère légal de la falsification ; qu'en effet le remède ainsi dénaturé, peut tromper la prescription de la médecine et entraîner un résultat funeste, précisément parce qu'il n'agit pas ; attendu qu'en interprétant la loi en ce sens, l'arrêt attaqué (de la Cour d'Orléans du 23 mars 1858), n'en a fait qu'une saine et juste application ». 9 juillet 1858, n° 195. — *Conf.* 5 février 1858, n° 35.

Ces arrêts font, selon moi, une saine application de la loi. Les mots « *substances et denrées* » doivent être pris ici dans leur acception la plus large. Ils s'appliquent aussi bien aux substances vivantes qu'à celles qui ont cessé de vivre. La falsification des unes n'est pas moins nuisible et moins frauduleuse que celle des autres. Mais, si cela est vrai, comment la Cour de cassation a-t-elle pu juger, ainsi que nous le verrons plus loin, que la loi du 27 mars 1851 ne punit pas la mise en vente d'un animal vivant, atteint d'une maladie, qui le rend non-seulement impropre à l'alimentation de l'homme, mais en fait une substance nuisible et dangereuse ?

384. Pour que la falsification des substances ou denrées, alimentaires ou médicamenteuses, soit punis-

sable, aux termes de la loi du 27 mars 1851, il faut, ainsi que l'indique cette loi, que ces substances ou denrées soient destinées à être vendues, comme denrées alimentaires ou médicamenteuses. Cette circonstance est essentielle à la constitution du délit. La Cour de cassation l'a jugé, en annulant sur le pourvoi de Maiffredy, une décision de la Cour de Nîmes, « attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que Maiffredy fabriquait des farines, complétement dépourvues de gluten, et impropres à l'alimentation; que le même arrêt ne constate pas que ces farines, ayant une destination particulière, dussent être vendues comme denrées alimentaires; qu'enfin il ne résulte d'aucun des motifs que ces farines, ainsi fabriquées, ne pouvaient servir qu'à l'alimentation et étaient impropres à tout autre usage industriel ou commercial ». 15 mai 1857, n° 191.

385. La disposition, que je viens d'étudier, concerne les détaillants aussi bien que les fabricants, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du nommé Durand, « attendu que la loi a entendu comprendre tous les vendeurs ou acheteurs de marchandises, que la vente fût faite en gros ou en détail, et que les marchandises fussent exposées en vente dans le magasin d'un fabricant ou d'un détaillant ». 14 avril 1855, n° 127.

386. La loi du 27 mars 1851 punit, dans le n° 2 de son art. 1, ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues.

387. L'exposition de la marchandise, « dans un établissement de commerce », 18 août 1853, n° 408; dans un lieu, ouvert au commerce et destiné à offrir aux acheteurs les marchandises propres à la consomma-

tion », 10 août 1844, n° 287; 26 janvier 1838, n° 26; 12 septembre 1846, n° 244, constitue la mise en vente.

La Cour de cassation l'a reconnu dans les espèces suivantes.

Il était constaté, par un procès-verbal régulier, que François Delmas, boulanger, avait, dans la maison qu'il occupait, et où il exerçait son commerce, des farines avariées. Cité, pour ce fait, devant le tribunal de simple police, il fut renvoyé des poursuites, sous le prétexte qu'il ne les avait pas exposées en vente. Le jugement fut annulé, « attendu que ces farines étaient ainsi entreposées dans un lieu, assujetti aux visites de la police, et destiné à offrir aux acheteurs les denrées propres à leur consommation, faits qui constituaient l'exposition en vente ». 29 avril 1847, n° 91.

Il était constaté que Palmyre Descamps, marchande foraine, avait introduit, dans la ville de Lille, du lait falsifié. Elle fut renvoyée des poursuites par le motif qu'elle ne l'avait, ni vendu, ni mis en vente. Le jugement fut annulé, « attendu que l'introduction de lait ainsi falsifié dans la ville, pour y être débité, constituait l'exposition et la mise en vente de cette denrée ». 15 juin 1844, n° 214.

388. Mais cet élément du délit ne résulterait pas de ce que l'inculpé aurait fait insérer dans un journal une annonce, portant qu'il y aurait vente, à l'entrepôt, par le ministère d'un commissaire-priseur. C'est ce que la Cour de cassation a décidé, en annulant la condamnation prononcée contre Pamphile Germain, « vu l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 et l'art. 423, C. pén.; attendu que le délit, prévu par la loi susvisée, a pour éléments nécessaires l'intention et le fait; attendu que, de l'ensemble des constatations de l'arrêt attaqué, il résulte que Pamphile Germain a, dans le numéro du journal *la*

France d'outre-mer, qui a paru le 11 mai 1855, fait insérer une annonce, portant que cent barils de farine américaine seraient vendus à l'entrepôt, le 14 du même mois, par le ministère d'un commissaire-priseur; attendu qu'il est reconnu que la vente n'a pas eu lieu, et qu'il n'est aucunement constaté par l'arrêt attaqué que, dans l'intervalle de l'annonce aux poursuites dirigées contre le demandeur, les farines entreposées aient été réellement soumises au public en vue de la vente annoncée, ou que le vendeur ou son mandataire se soit mis en rapport avec des acheteurs; attendu que, en cet état, il n'est pas suffisamment constaté que l'intention de mettre en vente lesdites farines, que Pamphile Germain savait être corrompues, se soit réalisée par des actes, sans lesquels le délit de mise en vente manque d'un de ses éléments; d'où il suit que la condamnation, prononcée contre ledit Pamphile Germain, manque de base légale, et repose sur une fausse application et sur la violation de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 », 31 décembre 1858, n° 329.

389. J'ai expliqué précédemment, n° 377, ce qu'on doit considérer comme substance ou denrée alimentaire ou médicamenteuse falsifiée.

390. Les substances ou denrées corrompues seront celles qui auront atteint un degré de fermentation, de décomposition ou d'altération, qui les rendra impropres à l'alimentation ou à la médication. On ne devra donc comprendre, parmi les substances corrompues, ni celles qui ne seraient que d'une qualité inférieure, « attendu que les denrées d'une qualité inférieure ne sont pas nécessairement des denrées gâtées, corrompues ou nuisibles. 8 pluviôse an XI, Dall., v° *Vente de subst. fals.*, n° 95 »; ni les grains mal vannés, « attendu que le seul fait d'exposition en vente de grains mal

vannés, lorsque, d'ailleurs, le corps de ces grains n'offre ni qualité malfaisante, ni mélange prohibé, ne donne lieu à l'application d'aucune peine ». 31 juillet 1812. Dall., *ibid.* Il en serait de même des fruits qui, au moment de la vente, n'auraient pas atteint leur maturité. Autrefois ce fait était puni. L'art. 475, n° 14, prononçait une peine de simple police contre ceux qui exposaient en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. Sous l'empire de cette disposition, la Cour de cassation jugeait que l'exposition en vente de cerises, qui n'avaient pas atteint leur maturité, constituait une contravention à la disposition que je viens de rappeler. 18 août 1849, n° 212. Mais l'art. 475, n° 14, ayant été abrogé par l'art. 9 de la loi du 27 mars 1851, il est clair que ce fait a cessé d'être puni par le Code pénal et qu'il n'est pas réprimé par la loi du 27 mars, qui ne prévoit que la vente des substances ou denrées falsifiées ou corrompues. Cette lacune est assurément fort regrettable; cependant, elle peut être facilement remplie. Il appartient, en effet, au pouvoir réglementaire, d'après la loi des 16-24 août 1790, d'interdire la vente et la mise en vente des denrées qui n'auraient pas atteint leur maturité ou qui n'auraient reçu qu'une préparation défectueuse. S'il y a infraction au règlement, elle sera punie des peines de simple police, conformément à l'art. 471, n° 15, C. pén.

391. La disposition, que j'examine, a donné lieu à une question assez étrange. Il s'est agi de savoir si elle concernait la vente ou la mise en vente d'un animal vivant. La Cour de cassation, ne donnant au mot substance ou denrée qu'une interprétation restreinte, a décidé que la loi de 1851 n'était pas applicable à ce cas.

Pierre Bénard avait vendu, sur le champ de foire de

Rambouillet, une vache vivante, sachant qu'elle était atteinte d'une maladie charbonneuse. Il fut renvoyé des poursuites par le tribunal supérieur de Versailles. Le pourvoi du ministère public fut rejeté, « attendu que le jugement attaqué, en adoptant les motifs de la décision des premiers juges, déclare et constate, en fait, que le nommé Bénard a vendu, sur le champ de foire de Rambouillet, une vache vivante, sachant qu'elle était atteinte d'une maladie, qui devait amener promptement sa mort; qu'en admettant même, comme il est articulé, que la vente ait été faite à un marchand boucher, et que la vache fût atteinte d'une maladie charbonneuse, ce fait ne constituait pas le délit de mise en vente d'une substance ou denrée alimentaire, que le vendeur sait être corrompue, fait prévu et réprimé par l'art. 1er, n° 2, de la loi du 27 mars 1851 ». 8 février 1856, n° 53.

Cette décision doit-elle être suivie? Il est permis d'en douter. L'animal vivant, destiné à la boucherie, constitue, comme s'il était mort et dépecé, une denrée alimentaire. La vente de cet animal n'est pas moins dangereuse et frauduleuse dans un cas que dans l'autre. La loi est conçue en termes généraux, et quand on en étudie l'esprit, on reconnaît qu'elle a voulu garantir d'une façon absolue l'alimentation. Cet arrêt peut paraître d'autant plus singulier que la Cour de cassation a reconnu que la sangsue vivante, comme nous l'avons vu n° 383, constitue une substance médicamenteuse, dont la falsification est réprimée par la loi que nous étudions.

392. L'inculpé ne sera passible des peines de la loi du 27 mars 1851 que s'il sait que la substance ou la denrée, qu'il vend ou expose en vente, est falsifiée ou corrompue. Il ne suffirait donc pas que le tribunal cor-

rectionnel déclarât l'inculpé coupable d'avoir mis en vente une substance de cette nature. Il faut qu'il énonce formellement que le vendeur a su que la denrée était corrompue ou falsifiée, comme la Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi du nommé Vauchel, un arrêt de la Cour de Paris, « attendu que l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 n'a étendu les peines de l'art. 423, C. pén., qu'à ceux qui vendent ou mettent en vente des substances ou denrées, alimentaires ou médicamenteuses, qu'ils savent être falsifiées ou corrompues; que le délit, prévu par cette loi, se compose donc de deux éléments distincts : la vente ou mise en vente de substances, alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, et la connaissance, de la part du vendeur, que ces substances étaient falsifiées ou corrompues; que ni l'arrêt attaqué ni le jugement, dont il a adopté les motifs, ne constatent que le demandeur savait que les sangsues, saisies dans ses magasins, étaient corrompues par un gorgement illicite de sang étranger; que, s'ils déclarent qu'il est coupable du délit, cette déclaration, qui ne se réfère qu'à l'intention, ne saurait suppléer la constatation de la connaissance, antérieure à la vente ou à la mise en vente, de l'état de la substance; qu'il ne suffit pas, pour l'existence du délit, que le prévenu soit reconnu coupable de la mise en vente d'une substance corrompue, qu'il faut encore qu'il soit reconnu qu'il connaissait cet état de corruption; que la loi pénale ne peut être légalement appliquée qu'autant que ces deux éléments de l'incrimination sont l'un et l'autre constatés; que, par conséquent, l'arrêt attaqué, ayant omis d'énoncer l'une des conditions, qui sont nécessaires pour l'existence du délit, la peine appliquée manque de base légale ». 5 février 1858, n° 35.

393. Est-ce à dire que la vente d'une marchandise

corrompue restera toujours impunie si le vendeur n'en connaît pas la corruption ? Non. Cette vente sera passible de la peine de l'art. 471 du Code, si elle a été interdite par un règlement de police.

La femme Gicquel était prévenue d'avoir, en contravention au règlement municipal, exposé en vente cinq œufs pourris, sur la place du marché. Le ministère public n'alléguait pas qu'elle eût connaissance de cet état de corruption. Le tribunal de police s'était déclaré incompétent, en se fondant sur ce que l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851 punit des peines, portées en l'art. 423, C. pén., l'exposition en vente des denrées alimentaires, que le vendeur sait être corrompues, et sur ce que l'art. 9 de cette loi abroge l'art. 475, n° 14, du même Code, qui punissait ceux qui exposent en vente, même sans qu'ils en aient connaissance, des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu qu'il ne résulte d'aucun des motifs du jugement qu'il existât dans la cause des indices que la prévenue avait connu l'état de la denrée qu'elle avait exposée en vente ; que dès lors, et à défaut de constatation de ces indices, le fait rentrait dans les termes du règlement de police ; que par ce règlement, en effet, le maire avait défendu l'exposition en vente, et la vente, des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles ; que cette disposition réglementaire avait été prise en vertu de l'art. 3, titre II, de la loi des 16-24 août 1790, et de l'art. 15 de la loi du 18 juillet 1837 ; qu'elle rentrait dans les attributions de l'autorité municipale et était obligatoire ; que si le règlement se réfère, à cet égard, à l'art. 475, n° 14, C. pén., qui a été ultérieurement abrogé, tout ce qu'il faut induire de cette abrogation, c'est que la contravention, qui rentrait dans les termes de cet article, et qui était passible des

peines qui y sont spécifiées, est devenue maintenant passible des seules peines que l'art. 471, n° 15, du même Code, a attachées à l'infraction des arrêtés municipaux; que la loi du 27 mars 1851 n'a point limité le pouvoir réglementaire, en ce qui concerne la surveillance de la vente des comestibles dans les marchés; que, si cette loi a érigé au rang des délits la vente ou l'exposition en vente d'une denrée alimentaire, que le vendeur savait être corrompue, il ne s'ensuit nullement qu'elle ait interdit à l'autorité municipale le droit, qu'elle tient des lois constitutives de son pouvoir réglementaire, de prohiber et de punir la mise en vente de denrées corrompues, même lorsque le vendeur n'a pas connaissance de leur état de corruption; que, par conséquent, le jugement attaqué, dès qu'il ne déclarait pas qu'il y avait présomption que la femme Gicquel avait agi avec connaissance, aurait dû statuer sur la contravention à l'art. 41 du règlement de police, qui lui était déférée ». 18 avril 1856, n° 156.

394. Il faut que la marchandise, vendue ou mise en vente, ait été falsifiée ou corrompue, mais il importe de remarquer que la loi n'exige pas, en outre, pour l'application de la disposition que j'examine, qu'elle ait été nuisible.

La Cour de cassation l'a jugé, dans l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi du nommé Toussaint, contre un arrêt de la Cour de Rouen, « attendu que l'art. 475, n° 14, C. pén., dont l'art. 1, § 2, de la loi du 27 mars n'a voulu qu'aggraver la peine, punissait la mise en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles, ce qui indiquait que la corruption de la marchandise suffisait, sans qu'il fût besoin qu'elle réunît la condition de nocuité; que c'est d'ailleurs dans le même sens qu'est rédigé l'article invoqué de la nouvelle loi, lequel punit

des peines de l'art. 423, C. pén., ceux qui vendent ou mettent en vente des substances alimentaires ou médicamenteuses, qu'ils savent être falsifiées ou corrompues; que, si la simple corruption n'eût pas paru suffisante au législateur, et s'il eût voulu y ajouter la condition que cette altération fût de nature à nuire à la santé du consommateur, il n'eût pas manqué de le dire textuellement; qu'en employant le mot *corrompues* seul, il a suffisamment exprimé qu'il y aurait délit dès que le vendeur tromperait l'acheteur, en vendant ou mettant en vente des substances alimentaires, qu'il saurait être corrompues, quel que soit, d'ailleurs, le plus ou moins d'inconvénient que pourrait avoir l'emploi de ces substances ». 29 août 1857, n° 327.

395. Il importerait peu que l'autorité municipale eût autorisé la vente des denrées falsifiées ou corrompues. La Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du nommé Pinel contre un arrêt de la Cour de Caen, « sur le premier moyen, relatif à la fausse qualification des faits, dont le caractère aurait été apprécié par le maire du Havre, qui, conformément à la loi du 21 avril 1818, avait autorisé la vente des blés, comme n'étant pas impropres à la consommation; attendu que la Cour de Caen, saisie de la connaissance du délit imputé à Pinel, a eu le droit et le devoir d'apprécier les faits résultant de l'instruction et des débats; attendu que l'arrêt attaqué constate que les blés, vendus à Dubreuil et à Bunout par Pinel, étaient arrivés à un état de corruption tel, qu'il y avait danger pour la santé publique à les employer à un usage alimentaire, usage auquel le vendeur et les acheteurs les avaient cependant destinés; attendu que l'arrêt ajoute qu'à l'époque de la vente, Pinel savait que le blé vendu et livré par lui était gâté et impropre à la consommation; que, dès lors, par cette

appréciation souveraine, qui échappe à toute censure, le délit imputé à Pinel a été justement qualifié ». 15 mai 1856, n° 177.

396. Comme je l'ai déjà remarqué plus haut, n° 368, si la vente avait été déterminée par l'une des manœuvres frauduleuses spécifiées par l'art. 405, le fait cesserait d'être réprimé par la loi du 27 mars 1851.

397. Cette loi punit, dans le n° 3 de son article 1, ceux qui trompent ou tentent de tromper, sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts, servant au pesage ou au mesurage, soit par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération, soit enfin par des indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

Cette disposition, comme je l'ai dit, se substitue à la disposition analogue de l'art. 423, C. pén.

398. Elle a mis un terme à de nombreuses difficultés, occasionnées par la rédaction trop brève de ce dernier article.

L'emploi de balances fausses était-il assimilable à l'usage des faux poids et des fausses mesures ? Certains tribunaux de simple police, et même de police correctionnelle se refusaient à admettre cette assimilation. Ils résistaient à la jurisprudence de la Cour de cassation qui l'avait admise, notamment dans ses arrêts des 11 novembre 1826, n° 226; 29 avril 1831, n° 100; 8 février 1839, n° 37; 16 février 1839, n° 52; 16 octobre 1841, n° 305.

L'article 423 était-il applicable au meunier, qui ven-

dait sa farine au sac, et qui frauduleusement ne mettait dans le sac qu'une quantité de farine, inférieure à celle qui était réglée par l'usage du pays ? Non, disait la Cour de cassation dans son arrêt du 19 mai 1837, n° 157, « la vente faite d'un ou de plusieurs sacs de farine, sans qu'il ait été fait usage de faux poids ou de fausses mesures, ne constituant pas le délit prévu par cet article. »

L'article s'appliquait-il à l'acheteur comme au vendeur ? Oui, répondait la Cour de cassation, dans son arrêt du 13 février 1845, n° 49, en rejetant le pourvoi du procureur général près la Cour d'Orléans, qui, dans l'intérêt du condamné, soutenait le contraire.

Ces difficultés ne peuvent plus se reproduire.

Les balances fausses sont des instruments inexacts servant au pesage et au mesurage.

L'emploi du sac, consacré par l'usage, est une indication tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

Les vendeurs sont, comme les acheteurs, protégés par le texte même de la loi.

Après avoir reconnu les améliorations, introduites par la loi du 27 mars 1851 dans l'art. 423, C. pén., revenons à sa disposition.

399. Assimilant la tentative au délit, elle punit ceux qui trompent ou tentent de tromper sur la quantité des choses livrées.

400. Le délit est consommé lorsque la chose est livrée, mais quelles sont les conditions de la tentative ? Il semble qu'elle existe, dès que la chose a été exposée ou mise en vente, avec l'intention de tromper sur sa quantité. Le paragraphe 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 n'exige pas, en effet, que les tribunaux correctionnels reconnaissent, et mentionnent, dans leur

jugement, que la tentative du délit de tromperie est caractérisée conformément aux art. 2 et 3, C. pén.

Cette doctrine a été plusieurs fois consacrée par la Cour de cassation.

Simon Colin avait été déclaré coupable d'une tentative de tromperie sur la quantité des choses livrées, en employant des manœuvres frauduleuses, pour faire croire à un pesage, antérieur et exact, d'un certain nombre de bottes de foin, qu'il avait exposées en vente sur le marché de Nancy, et qui, au lieu d'être du poids de 10 kilogrammes, suivant un arrêté du maire de cette ville, et suivant l'usage, n'avait qu'un poids inférieur. Le tribunal de police correctionnelle lui avait appliqué les peines de la disposition que j'examine. Sur son appel, le jugement avait été réformé. La Cour ne lui avait appliqué que l'art. 471, n° 15, C. pén. Elle s'était fondée sur ce que les caractères de la tentative ne se rencontraient pas dans l'exposition en vente. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que les dispositions de l'art. 2, C. pén., ne sont relatives qu'aux tentatives de crime ; que les tentatives de délit sont régies par des dispositions spéciales, ainsi que le porte l'art. 3 du même Code ; attendu que le paragraphe 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 n'exige pas que les tribunaux correctionnels reconnaissent et mentionnent, dans leurs jugements, que la tentative du délit de tromperie est caractérisée conformément à l'art. 2, C. pén. ; attendu que, si le paragraphe 2 de l'art. 1er de la loi précitée n'est pas conçu dans les mêmes termes que le paragraphe 3, cette différence provient uniquement de ce que chacun de ces paragraphes a été destiné à développer des dispositions déjà existantes et distinctes entre elles ; qu'en effet, le paragraphe 2 complète les art. 318 et 475, n° 14, C. pén.,

tandis que le paragraphe 3 complète l'art. 423 du même Code; mais qu'on ne peut induire, du rapprochement et de la comparaison des textes, aucune dérogation aux règles applicables à la tentative en matière de délit; attendu que, par jugement du tribunal de police correctionnelle de Nancy, Simon Colin avait été reconnu coupable d'une tentative de tromperie sur la quantité des choses vendues, en employant des manœuvres frauduleuses pour faire croire à un pesage, antérieur et exact, d'un certain nombre de bottes de foin, qu'il avait exposées en vente sur le marché de Nancy, et qui, au lieu d'être du poids de 10 kilogrammes, suivant un arrêté du maire de Nancy, visé audit jugement, et suivant l'usage, n'avaient qu'un poids inférieur et varié, même au-dessous de 7 kilogrammes; que, par suite, le tribunal avait fait application au prévenu du paragraphe 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 et de l'art. 463, C. pén.; attendu que le jugement constatait ainsi un fait matériel et une intention frauduleuse; attendu que, pour réformer le jugement et ne condamner le prévenu sur son appel, qu'à des peines de simple police, par application de l'art. 471, n° 15, C. pén., pour contravention à l'arrêté du maire de Nancy sur le poids des bottes de foin, la Cour impériale de Nancy s'est fondée, en droit, sur ce que les caractères de la tentative, tels qu'ils sont spécifiés en l'art. 2, C. pén., étaient un élément constitutif et nécessaire de la tentative de délit, qui faisait l'objet de la poursuite; et que, ces caractères ne se rencontrant pas dans l'exposition en vente, le fait poursuivi ne rentrait pas dans les dispositions pénales appliquées par les premiers juges; attendu qu'en décidant ainsi, l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'art. 2, C. pén., et expressément violé l'art. 3 du même Code, et le paragraphe 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars

1851.» 6 octobre 1854, n° 296.—*Conf.*, 14 avril 1855, n° 127.

Dans une autre espèce, Joseph Pelletier avait été condamné, comme coupable de tentative de tromperie sur la quantité de la chose livrée, pour avoir exposé en vente, dans sa boutique de boulanger, des pains présentant un poids inférieur à celui que leur forme et leur volume indiquaient, d'après l'usage établi dans la ville de Rochefort. Son pourvoi fut rejeté, « sur le premier moyen, tiré de la prétendue violation de l'art. 2, C. pén., et du § 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 ; attendu que le jugement attaqué déclare que le demandeur a exposé en vente, dans sa boutique de boulanger, des pains présentant un poids inférieur à celui que leur forme et leur volume indiquaient, d'après l'usage établi dans la ville de Rochefort ; qu'il suit, de là, que ce jugement, en considérant le fait ainsi spécifié comme constitutif de la tentative de tromperie, prévue et réprimée par les dispositions précitées, les a sainement interprétées et justement appliquées à la cause ». 30 juin 1854, n° 211.—*Conf.*, 10 février 1854, n° 34; 12 décembre 1856, n° 395 ; 14 juillet 1860, n° 133.

401. La Cour de cassation a même reconnu qu'il y avait tentative de tromperie sur la quantité de la chose livrée dans les faits suivants.

Le nommé Dossat avait reçu de Merly l'ordre de lui expédier à Toulouse une certaine quantité de graine de trèfle. Pour se mettre en mesure d'exécuter cette commande, il s'était procuré la marchandise, et la falsification en avait été opérée, sous ses yeux et par ses soins. Condamné à raison de ces faits, Dossat se pourvut en cassation. Son pourvoi fut rejeté, « en ce qui touche le moyen fondé sur ce que les faits, constatés par l'arrêt attaqué, ne constituaient pas le délit de tentative de

tromperie sur la quantité de la marchandise, tel qu'il est prévu par le § 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851; attendu qu'il résulte, des faits constatés par l'arrêt attaqué, que Dossat avait reçu de Merly l'ordre de lui expédier à Toulouse une certaine quantité de graines de trèfle ; que c'était pour se mettre en mesure d'exécuter cette commande qu'il s'était procuré la marchandise, dont la falsification a été opérée dans son domicile par ses ordres et sous ses yeux ; que l'arrêt déclare que toutes les circonstances établissent qu'il y avait une transaction commerciale en cours d'exécution, et caractérisée par la demande de l'acheteur, le consentement du marchand, les démarches faites par ce dernier pour se procurer la marchandise, le transport qu'il en a fait faire au siége de son commerce, et la manipulation frauduleuse qu'il a fait opérer sur ladite marchandise, dont l'expédition n'a été suspendue qu'à cause de l'obstacle apporté par l'action de la police; attendu que, dans cet état des faits, l'arrêt a pu, sans violer le § 3 de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851, décider que le délit de tentative de tromperie sur la quantité de la marchandise était établi à la charge de Dossat ». 4 avril 1857, n° 142.

Dans une autre espèce, le nommé Delvat avait ajouté un tiers d'eau aux vidanges, dont il faisait le commerce, et avait vendu une partie de cette marchandise à des cultivateurs. Poursuivi à raison de ces faits, il fut déclaré coupable d'avoir trompé sur la nature de la chose vendue et condamné aux peines de l'art. 423, C. pén. Sur son pourvoi, la Cour de cassation reconnut que cet article lui avait été faussement appliqué, puisque le mélange d'eau n'avait pas fait perdre à la marchandise vendue sa nature d'engrais et n'en avait qu'abaissé la qualité. Mais la Cour considéra que Delvat, en ajoutant

un tiers d'eau à la vidange, en avait augmenté le volume, et s'était donné le moyen de ne livrer à ses acheteurs que les deux tiers de la marchandise achetée et avait ainsi tenté de tromper sur la quantité des choses livrées. Par suite, le pourvoi de Delvat fut rejeté, « attendu que l'arrêt attaqué a déclaré, en fait, que, dans la nuit du 15 au 16 mars dernier, Delvat a ajouté un tiers d'eau aux vidanges, dont il fait le commerce, et que, dans les derniers jours du même mois, il a vendu une partie de cette marchandise à trois cultivateurs, dont l'un a constaté que l'engrais, par lui acheté, marquait un nombre de degrés, inférieur du tiers à celui que Delvat avait annoncé au public par des placards imprimés; que, tirant de ces faits la conséquence légale, l'arrêt a cru y voir une tromperie sur la nature de la chose vendue, punie par l'art. 423, C. pén., en quoi il a faussement appliqué ledit article; qu'en effet, au point de vue où s'est placée la Cour de Douai, il ne pouvait y avoir tromperie que sur la qualité de la chose, puisque l'arrêt déclare que, par le mélange d'eau frauduleux, l'engrais vendu par Delvat avait perdu le tiers au moins de sa vertu fertilisante; d'où il suit que le mélange ne lui avait pas fait perdre sa nature d'engrais, mais l'avait réduit seulement à un engrais de qualité inférieure; attendu que les faits, retenus par l'arrêt attaqué, constituaient au contraire le délit, prévu par l'art. 1, n° 3 de la loi du 27 mars 1851, relatif aux manœuvres et procédés tendant à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise; que, en effet, en ajoutant un tiers d'eau à la vidange, Delvat n'avait pas d'autre intention que d'en augmenter le volume, et de se donner le moyen de livrer à ses acheteurs les deux tiers seulement de la marchandise, par eux achetée, tout en paraissant leur en fournir la totalité; mais attendu que

la peine, prononcée par la loi pour le délit qui vient d'être spécifié, est la même que celle qui a été appliquée par l'arrêt attaqué, d'où il suit que, aux termes de l'art. 411, C. instr. crim., il n'y a pas lieu de prononcer la cassation dudit arrêt ». 6 août 1857, n° 295.

402. Il y aura tromperie sur la quantité de la chose livrée non-seulement lorsque le poids indiqué n'aura pas été remis, mais encore lorsqu'on aura mêlé à la chose demandée une matière sans valeur, par exemple, lorsqu'on aura mêlé du sable à de la graine de trèfle. Dans ce cas, on aura trompé par une manœuvre, tendant à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, comme l'arrêt, que je viens de citer, le reconnaît, et que je l'expliquerai un peu plus loin.

403. La tromperie est réprimée, soit qu'elle lèse l'acheteur, soit qu'elle préjudicie au vendeur.

404. Elle est punissable, lorsqu'elle a lieu :

1° Soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts servant au pesage et au mesurage.

Les faux poids ou fausses mesures sont les poids faux ou les mesures fausses, quels qu'ils soient, anciens ou nouveaux, ayant une pesanteur ou capacité, inférieure ou supérieure à celle qui est déclarée par l'acheteur ou le vendeur.

Les instruments inexacts, servant au pesage et au mesurage, sont, par exemple, les balances, rendues fausses par un moyen quelconque, permanent ou temporaire. 11 novembre 1826, n° 226; 29 avril 1831, n° 100; 8 février 1839, n° 37; 16 février 1839, n° 37; 16 février 1839, n° 52; 16 octobre 1841, n° 305; les mesures, dont la capacité aurait été diminuée ou augmentée par toute espèce de procédés;

2° Soit par des manœuvres ou procédés, tendant à

fausser l'opération du pesage ou du mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération.

Tous les actes, qui auront pour résultat d'altérer la sincérité du pesage ou du mesurage, prendront ce caractère. Par exemple, le marchand, qui mêle frauduleusement du sable à la graine de trèfle, qu'il va livrer, se rend coupable de « manœuvres ou procédés, tendant à augmenter le poids de la marchandise, avant l'opération du pesage ou mesurage ». 4 avril 1857, n° 142. — *Conf.*, 4 juin 1869, n° 528.

3° Par des indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

Ces indications peuvent-elles n'être que verbales, ou, au contraire, doivent-elles être accompagnées de signes extérieurs et de circonstances matérielles ?

La jurisprudence de la Cour de cassation paraît hésitante sur cette question.

Dans une première espèce, il était constaté « que, lors des fournitures faites successivement dans les magasins de Nicolau, par lui ou ses préposés, aux commissionnaires de l'aubergiste Roussin, il ne leur avait été remis que quatre doubles décalitres d'avoine, en leur annonçant que cette quantité formait l'hectolitre, que ces commissionnaires avaient expressément demandé et payé ». C'était, sur cet élément de fait, que le tribunal avait appliqué à Nicolau la loi du 27 mars 1851. Le condamné se pourvut en cassation, et prétendit que cette indication n'était pas celle que cette loi punissait. Son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'en décidant que ces indications frauduleuses, qui tendaient à faire croire à un mesurage exact antérieur, constituaient le délit de tromperie sur la quantité de la chose vendue, réprimé par l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851, ledit

jugement, loin de violer les dispositions de cette loi, ainsi que celles de l'art. 423, C. pén., n'en a fait, au contraire, qu'une exacte application ». 14 octobre 1853, n° 512.

Voilà donc un premier arrêt, qui considère que l'indication verbale peut suffire pour autoriser l'application de la loi du 27 mars 1851.

Dans une deuxième espèce, le jugement s'était borné à constater « que Rose Miallay avait faussement déclaré un poids, qui n'existait pas, pour obtenir un prix hors de proportion avec le véritable poids du pain, livré à l'acheteur » et, par suite, n'avait appliqué à cette femme que les peines de simple police. Le ministère public prétendit, devant la Cour de cassation, que la déclaration verbale de Rose Miallay était une indication frauduleuse, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que ce mensonge, quelque répréhensible qu'il soit, n'est point accompagné d'indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage antérieur et exact, d'où il suit que le fait, imputé à Rose Miallay, n'entrait dans aucun des paragraphes de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851 ». 27 avril 1855, n° 144.

Dans une autre espèce, il résultait de l'arrêt attaqué « que la femme Fouger, après avoir traité avec une compagnie de chasseurs à pied, pour fournir à ces militaires une quantité de neuf kilogrammes de riz par jour, ne leur envoyait qu'un sac, renfermant une moins grande quantité, que ceux-ci acceptaient de confiance, sur l'affirmation, que leur faisait la venderesse, que, par suite d'un pesage antérieur, le sac renfermait réellement les neuf kilogrammes, qu'elle aurait dû livrer ».

L'arrêt, qui avait condamné la femme Fouger, fut casse, « attendu qu'il ne résulte pas des constatations de l'ar-

rêt, que les mensonges de la femme Fouger fussent accompagnés de l'emploi d'indications frauduleuses telles que celles qui ressortiraient de la forme, de la contenance habituelle du sac, employé pour contenir le riz livré, ou d'autres circonstances spéciales, faisant supposer un pesage antérieur et exact ; attendu dès lors que la tromperie est ainsi dépourvue des éléments énumérés par le § 3 de l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851 et nécessaires pour constituer le délit prévu et puni ». 28 avril 1855, n° 147. L'affaire fut renvoyée devant la Cour de Nancy. Cette Cour, après avoir constaté les mensonges, imputés à la femme Fouger, mentionna, dans son arrêt, des signes extérieurs et des circonstances matérielles, caractéristiques des indications frauduleuses. Le pourvoi de la femme Fouger fut, cette fois, rejeté, « attendu qu'indépendamment des mensonges, imputés à la demanderesse, *insuffisants pour constituer le délit de tromperie* sur la quantité des choses livrées, prévu et puni par la loi du 27 mars 1851, l'arrêt attaqué relève, en outre, des signes extérieurs, et des circonstances matérielles, caractéristiques des indications frauduleuses, tendant à faire croire à un pesage antérieur et exact, telles qu'elles sont définies par le § 4 de l'art. précité ». 21 juillet 1855, n° 261.

La Cour de cassation exige, c'est manifeste, dans ces trois derniers arrêts, que le mensonge soit accompagné de signes extérieurs ou de circonstances matérielles.

Dans les arrêts, qui me restent à citer, cette Cour paraît avoir renoncé à cette doctrine.

Dans une première espèce, il était constaté, en fait, que la fille Colomp, cuisinière, avait acheté, pour le compte de son maître, une certaine quantité de viande, chez la femme Reynaud, bouchère ; que celle-ci, après le pesage, avait porté, sur le carnet de la cuisinière, la

quantité de 3 kilogr. 500 gr. de viande, tandis qu'elle n'en avait livré que 3 kilogr. 100 gr. Condamnée à raison de ce fait, la femme Reynaud se pourvut en cassation et prétendit que l'inscription, qu'elle avait faite sur le carnet de la fille Colomp, ne présentait pas les caractères de l'indication, spécifiée dans la loi du 27 mars 1851. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, dans ces circonstances, la mention, inscrite par la femme Reynaud sur le carnet de la fille Colomp, ne peut être considérée que comme une indication frauduleuse, tendant à faire croire à l'exactitude d'un pesage antérieurement opéré ». 19 novembre 1858, n° 276.

Dans une autre espèce, Louis Clochard « avait présenté aux époux Picot, pour en recevoir d'eux le paiement, un état récapitulatif ou bordereau, contenant, à leur préjudice, des indications inexactes et frauduleuses quant au nombre des pesées, et au résultat du pesage du foin, qu'il leur avait vendu et livré ». Sur la constatation de ces faits, la Cour de Poitiers avait appliqué à Clochard la loi du 27 mars 1851. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que ces faits rentrent littéralement dans les termes de la loi du 27 mars 1851 ». 17 novembre 1860, n° 240.

Quelle doctrine faut-il suivre? Je reconnais que la disposition, que j'étudie, est assez vague et assez indéterminée, pour qu'on songe à en faire l'application à tous les cas où l'on rencontre une indication frauduleuse, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact. Il y a cependant, dans cette disposition, un mot qui me semble résister à cette interprétation. Si la loi avait voulu que le mensonge fût suffisant pour constituer l'un des éléments du délit, réprimé par la loi du 27 mars 1851, il me paraît qu'au lieu d'employer le mot *indication*, elle se serait servie du

mot *déclaration*. Ce terme aurait compris le mensonge comme les autres indications ; mais le mot *indication* a évidemment une signification plus restreinte. Le mensonge ne peut devenir, à mon avis, l'un des éléments du fait réprimé par la loi du 27 mars 1851, que s'il est accompagné, comme le dit la Cour de cassation dans son arrêt du 21 juillet 1855, de signes extérieurs, et de circonstances matérielles, caractéristiques des indications frauduleuses.

Il n'est pas nécessaire, assurément, que ces indications prennent une forme très-saillante, mais il faut qu'ils en aient une ; par exemple, le boulanger, qui met en vente des pains présentant un poids inférieur à celui que leur forme et leur volume annoncent, d'après l'usage, recourt à une indication frauduleuse, tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact. Par suite, je considère comme indiscutables, les arrêts de la Cour de cassation, qui ont appliqué, à ce cas, la loi du 27 mars 1851. 30 juin 1854, n° 211 ; 4 février 1854, n° 29 ; 11 février 1854, n° 35 ; 30 novembre 1855, n° 380 ; 12 décembre 1856, n° 395 ; 14 juillet 1860, n° 163 ; 25 avril 1867, n° 99.

405. Les observations, qui me restent à faire sur l'art. 1 de la loi du 27 mars 1851, s'appliquent à toutes les hypothèses prévues par cette disposition.

406. Pour que l'un ou l'autre de ces faits soit punissable, il faut qu'il ait été commis avec une intention de fraude. C'est en effet de délits, et non de contraventions, qu'il s'agit, et, comme l'a dit le ministre de la justice dans la discussion de la loi, « il faut bien retenir que, par cela seul qu'il s'agit d'un délit, il faudra toujours, au moment où la condamnation devra être prononcée, rechercher l'intention de l'agent. Le délit se compose de deux éléments : le préjudice matériel

et l'intention frauduleuse. Ces principes généraux suffisent pour déterminer parfaitement le sens de l'article ».

407. Il importe peu que le préjudice ait été, pour ainsi dire, insignifiant. 27 avril 1854, n° 122.

408. Les tribunaux ne sont pas obligés « à spécifier les substances, qui ont été employées pour la falsification. Ils ne sont tenus que de constater, d'après leur conviction, comme jurés, l'existence de la fraude. Leur déclaration à cet égard est souveraine et irréfragable ». 24 février 1854, n° 54. — *Conf.*, 13 novembre 1856, n° 348. Mais ils doivent mentionner, avec soin, dans la qualification, tous les éléments constitutifs du délit.

409. La règle de l'art. 365, C. instr. crim., est applicable au délit que je viens d'étudier comme à tous les autres. En cas de conviction de plusieurs délits, le juge ne peut prononcer qu'une seule peine. Il peut en appliquer le maximum, mais il ne peut pas le dépasser. 13 juin 1857, n° 229.

410. L'art. 2 de la loi du 27 mars 1851 a pour objet d'aggraver la pénalité de l'art. 423, C. pén., et de l'art. 1er que je viens d'expliquer, dans le cas où la dénaturation de la marchandise ou la falsification de la substance, ou denrée alimentaire ou médicamenteuse résulte d'une mixtion nuisible à la santé, comme, par exemple, de la mixtion du minium au chocolat; 4 avril 1835, n° 132; de l'acide sulfurique au vinaigre; 14 février 1840, n° 56; du vitriol au pain, 21 mai 1829, n° 166. Le maximum de l'emprisonnement est porté à deux ans et celui de l'amende fixe à cinq cents francs. Ce chiffre peut être excédé, comme dans l'art. 423, si le quart des restitutions et dommages-intérêts est supérieur à cette somme. Lorsque le tribunal voudra prononcer une amende supérieure à cinq cents francs, il

devra, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, notamment sous les art. 406 et 423 du Code, évaluer dans son jugement les restitutions et les dommages-intérêts auxquels le délit pourrait donner lieu.

411. L'article, dont je m'occupe, énonce, dans sa dernière partie, qu'il est applicable même au cas où la falsification nuisible est connue de l'acheteur ou du consommateur. Cette disposition a pour effet d'autoriser, selon moi, non-seulement la mise en mouvement de l'action publique, mais même la plainte de la partie lésée. Elle ne croit pas, comme l'art. 424, C. pén., devoir rendre l'acheteur et le consommateur responsables de leur connivence avec l'agent de la fraude. Cette conséquence se déduit, ce me semble, nécessairement, de la dernière, et, surtout, de la première partie de notre article. En permettant au juge d'élever l'amende au quart des restitutions et des dommages-intérêts, cette disposition admet virtuellement que la partie lésée pourra se porter partie civile ; car si les restitutions peuvent être ordonnées en l'absence de cette partie, les dommages-intérêts ne peuvent être accordés qu'en sa présence et sur ses réquisitions, comme je l'ai démontré dans mon premier volume, n° 246.

412. L'art. 3 de la loi du 27 mars 1851, qui a pris la place du n° 14 de l'art. 475 et du n° 5 de l'art. 479, C. pén., concerne deux faits de nature différente.

Il punit d'un emprisonnement de six à dix jours et d'une amende de seize francs à vingt-cinq francs ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, sans motifs légitimes, ont, dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés : 1° soit des poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage et au mesurage ; 2° soit des substances alimentaires ou médi-

camenteuses qu'ils savent être falsifiées ou corrompues. Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'emprisonnement peut être porté à quinze jours et l'amende à cinquante francs.

413. Le commentaire de la plupart des dispositions de cet article se trouve dans celui des art. 1 et 2 qui précède. J'y ai expliqué ce qu'on doit entendre par appareils inexacts servant au pesage et au mesurage, et par substances alimentaires et médicamenteuses, falsifiées, corrompues ou nuisibles. Il ne me reste à exposer que ce qu'on doit entendre par poids ou mesures faux.

414. Deux proclamations du Directoire exécutif aux citoyens du département de la Seine, sur les nouveaux poids et les nouvelles mesures, l'une du 19 germinal an VII, l'autre du 11 thermidor de la même année, avaient disposé qu'à l'avenir, les anciens poids et les anciennes mesures seraient considérés comme faux et illégaux. En s'appuyant sur ces arrêtés, et sur la loi du 1er vendémiaire an IV, relative aux poids et mesures, la Cour de cassation a jugé que « d'après ces lois, proclamations et arrêtés, tous les poids et mesures, anciens et illégaux, sont considérés comme faux poids et fausses mesures, lorsqu'ils se trouvent dans les boutiques, magasins, ateliers, maisons de commerce, halles, foires et marchés ». 21 mai 1824, n° 71. — *Conf.*, 23 juillet 1824, n° 98; 19 février 1825, n° 31; 20 janvier 1826, n° 13; 9 août 1827, n° 239; 10 septembre 1831, n° 217; 6 mai 1837, n° 147; 9 juin 1837, n° 177.

Doit-on comprendre ces poids et mesures parmi les poids et mesures dont se préoccupe la loi du 27 mars 1851? Je ne le crois pas.

En premier lieu, la loi, que j'examine, n'a qu'un but,

c'est d'assurer la sincérité du marché; et, par conséquent, elle ne peut punir que ceux qui ont trompé ou tenté de tromper sur la quantité des choses livrées. A ce point de vue, il importe donc peu, pourvu que la livraison soit exacte, qu'elle ait été faite avec des poids anciens ou des poids nouveaux, vérifiés ou non vérifiés.

En second lieu, la législation actuelle distingue les faux poids et les fausses mesures des poids et des mesures, qui ne sont que différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur.

Dans la discussion de la loi, relative aux poids et mesures, du 4 juillet 1837, sur la proposition d'Isambert, l'un de mes anciens collègues à la Cour de cassation, la Chambre des députés avait adopté un article ainsi conçu : « Les poids et mesures, autres que ceux établis par les lois des 18 germinal an III et 19 frimaire an VIII seront considérés comme faux, et interdits sous les peines portées par l'art. 479, C. pén. »

En adoptant cet amendement, la Chambre avait consacré l'assimilation, faite par la Cour de cassation, entre les faux poids et les fausses mesures et les poids et mesures anciens.

Cette assimilation n'était pas juste. Le fait d'avoir de faux poids dans sa boutique suppose une intention criminelle, que n'indique pas la détention d'anciens poids. Dans un cas, le marchand peut être soupçonné d'avoir voulu tromper les acheteurs; dans l'autre, il n'a obéi qu'à une vieille habitude.

Sur la proposition de Mounier, la Chambre des pairs rejeta l'article. Mais si la loi de 1837 eût été laissée en cet état, elle eût, même en la complétant par le Code pénal, présenté une lacune. Ces deux lois n'auraient contenu aucune disposition contre ceux qui se seraient

bornés à avoir dans leurs boutiques et magasins des poids et mesures anciens, sans qu'on pût leur reprocher d'en avoir fait usage. Il aurait fallu, pour leur appliquer une peine, recourir à la jurisprudence de la Cour de cassation, qui, comme je viens de le dire, assimilait la détention des poids anciens à celle des faux poids. La Chambre des pairs ne le voulut pas. Elle introduisit dans la loi de 1837, l'art. 4, lequel est ainsi conçu : « Ceux qui auront des poids et mesures autres que les poids et mesures, ci-dessus reconnus, dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, seront punis, comme ceux qui les emploieront, conformément à l'art. 479, C. pén. »

La loi du 27 mars 1851 a consacré, de nouveau, la distinction entre les poids anciens et les poids faux. Son art. 9 abroge le nº 5 de l'art. 479, relatif à ceux qui ont de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, et le remplace par une disposition nouvelle aggravant la peine ; mais elle ne touche pas au nº 6 du même article, concernant ceux qui emploient des poids et des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur.

Cette vérité devient incontestable, si l'on consulte les travaux préparatoires, dont la loi du 27 mars 1851 a été l'objet. « Si l'on a, a dit M. Riché dans son deuxième rapport, des poids et mesures faux, c'est-à-dire trompeurs, à portée du siége de la vente, cette possession, punie aujourd'hui des peines de simple police, a paru à votre commission devoir être réprimée un peu plus sévèrement. Elle n'est pas, sans doute, mise sur la même ligne que l'usage du faux poids, mais elle est le dangereux véhicule de cet usage et ne s'applique guère que comme préliminaire de cet usage. En la frappant, on

préviendra souvent cet usage, difficile à saisir. » M. Riché ajoutait : « La possession de signes de pesage ou de mesurage, irréguliers et non faux, exacts et non conformes au système décimal, rentrera dans le domaine de la loi du 4 juillet 1837, qui renvoie aux peines de simple police. »

En résumé, telle est, aujourd'hui, l'économie de la législation.

L'usage des faux poids et des fausses mesures est puni, par la loi du 27 mars 1851, art. 1er, n° 3, des peines portées dans l'art. 423, C. pén.

La détention de ces faux poids et de ces fausses mesures est punie des peines énoncées en l'art. 3 de la même loi.

L'emploi des poids et des mesures, différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur, est puni par l'art. 479, C. pén.

La détention de ces poids et mesures est punie des peines du même article, d'après l'art. 4 de la loi du 4 juillet 1837.

Il faut donc conclure de tout ceci que l'art. 3 de la loi du 27 mars 1851 n'est applicable qu'à la possession des poids et mesures faux, *trompeurs*, comme l'a dit M. Riché.

415. En terminant l'examen de cet art. 3, je ferai remarquer que le fait, qu'il prévoit, quoiqu'il encourt des peines supérieures aux peines de simple police, ne constitue cependant qu'une contravention. Il est punissable, bien qu'il soit dégagé de toute intention criminelle. La possession qu'il réprouve ne peut être justifiée que si elle a un motif légitime. « Parmi ces motifs, a dit M. Riché dans son rapport, figureraient l'existence d'un recours, justifié contre un précédent vendeur, ou l'habitude reconnue de vendre de tels mélanges sous

une dénomination et à un prix indiquant leur composition réelle, ou la transformation de ces objets telle qu'ils fussent devenus évidemment impropres à toute espèce de vente pour l'alimentation de l'homme ou pour les préparations curatives. »

416. L'art. 4 de la loi du 27 mars 1851 prévoit le cas où le prévenu, convaincu de contravention à cette loi, ou à l'art. 423, C. pén., aura, dans les cinq années qui ont précédé le délit, été condamné pour infraction à la même loi ou au même article. Le juge pourra alors élever la peine jusqu'au double du maximum ; l'amende, prononcée par l'art. 423 et par les art. 1 et 2 de la loi du 27 mars 1851, pourra même être portée jusqu'à mille francs, si la moitié des restitutions et dommages-intérêts n'excède pas cette somme. L'article ajoute : « Le tout sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des art. 57 et 58, C. pén. » Faut-il conclure de cette dernière disposition que les deux récidives peuvent se cumuler? Je le crois très-fermement. En effet, l'art. 4 de la loi du 27 mars 1851 organise une peine particulière pour le fait spécial qu'il prévoit. Cette peine, qui s'accroît à raison de la réitération du fait, reste subordonnée aux règles générales de la récidive auxquelles l'article, que j'étudie, est bien loin de déroger ; car il prend soin d'indiquer lui-même que les peines, qu'il vient de prononcer, sont gouvernées, s'il y a lieu, par l'application des art. 57 et 58, C. pén.

417. L'art. 5 ordonne la confiscation des objets, dont la vente, l'usage ou la possession constitue le délit ; s'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration, pour être attribués aux établissements de bienfaisance ; s'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais

du condamné. Pour éviter certaines difficultés qui s'étaient présentées dans la pratique, 29 avril 1854, n° 130, l'article a pris soin d'ajouter que le tribunal pourra ordonner que la destruction ou l'effusion aura lieu devant le domicile ou l'établissement du condamné.

418. La jurisprudence a reconnu que, même dans le cas où le prévenu est renvoyé de la poursuite, à raison de sa bonne foi, il y a lieu d'ordonner la destruction et l'effusion des substances nuisibles à la santé. 3 janvier 1857, n° 5; 12 juillet 1860, n° 156. J'ai déjà eu l'occasion de m'expliquer sur cette question dans mon premier volume, n° 82.

419. Elle a également reconnu que la destruction ou l'effusion des substances saisies, opérée antérieurement aux poursuites, ne forme pas obstacle à la mise en mouvement de l'action publique. 18 octobre 1827, n° 270; 14 décembre 1832, n° 499; 3 septembre 1842, n° 232; 12 novembre 1842, n° 302.

420. Je n'ai aucune observation à faire sur les art. 6, 7, 8 et 9 de la loi du 27 mars 1851.

421. Cette loi ne concernait pas les boissons. La Cour de cassation n'avait pas hésité à le reconnaître. Elle avait déclaré « qu'il résultait, de l'ensemble des dispositions de cette loi, qu'elle ne s'appliquait qu'aux aliments solides, et que la vente et le débit des boissons falsifiés continuaient à être régis par le Code pénal; que cette interprétation était confirmée par l'art. 9 de ladite loi, qui abrogeait expressément les art. 475, n° 14, et 479, n° 5, C. pén., et ne comprenait (ni l'art. 318 ni) le n° 6 dudit art. 475 ». 18 août 1853, n° 408. — *Conf.*, 18 février 1854, n° 46.

On ne tarda pas à comprendre qu'il était désirable que la loi du 27 mars 1851 fût généralisée. En conséquence, le Gouvernement proposa, et le Corps législatif

vota la loi du 5 mai 1855, qui abrogea l'art. 318 et le n° 6 de l'art. 475, C. pén., et déclara les dispositions de la loi du 27 mars 1851 applicables aux boissons.

422. La loi du 5 mai 1855 punit donc : 1° ceux qui falsifient les boissons destinées à être vendues ; 2° ceux qui vendent ou mettent en vente des boissons qu'ils savent être falsifiées, corrompues ou nuisibles à la santé; 3° ceux qui, par l'un des moyens énumérés par la loi du 27 mars 1851, trompent ou tentent de tromper, sur la quantité des boissons livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent; 4° ceux qui, sans motifs légitimes ont, dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des mesures fausses, ou autres appareils inexacts servant au mesurage, soit des boissons qu'ils sauront être falsifiées, corrompues ou nuisibles à la santé. Elle leur rend applicables, selon les circonstances, les différentes peines prononcées par la loi du 27 mars 1851.

423. Les vins subissent, dans certains pays, diverses préparations, qui ne doivent pas être considérées comme des falsifications. « On pourrait craindre, disait l'exposé des motifs de la loi du 5 mai 1855, que, sous prétexte de falsification, et, à défaut d'une définition précise donnée à ce mot, la loi vînt entraver certaines opérations licites de mélanges et de fabrication, qui sont usitées dans le commerce des vins. Il est bon, par conséquent, de déclarer qu'il n'est point entré, dans la pensée du Gouvernement qui propose la loi, ni du Conseil d'État qui l'a adoptée, d'entraver en rien et de réprimer les diverses opérations, loyalement faites et usitées dans le commerce, qui consistent soit à couper les vins de diverses provenances et de diverses qualités pour les améliorer, pour les conserver, ou même pour donner

satisfaction au goût du public ou au besoin du bon marché, soit, selon l'expression usitée dans ce genre de commerce, à *travailler* les vins, suivant des procédés fort divers, soit à imiter, par diverses combinaisons, les vins étrangers. En un mot, la loi n'entend atteindre et frapper que les altérations frauduleuses, faites en vue de tromper l'acheteur sur la qualité ou sur le prix de la boisson, qui lui est vendue ». « Il est des mélanges, a répété le rapport fait au Corps législatif, qui, par leur but, leur notoriété, repoussent d'abord toute suspicion : ce sont les mélanges ou coupages, que réclament la conservation, la guérison, la clarification de la boisson, son appropriation au commerce, ceux que justifient les habitudes locales reconnues ou que la science peut enseigner dans un but légitime. »

Les mélanges utiles et tolérés se distinguent donc des sophistications opérées dans une intention criminelle. Ces dernières sont les seules falsifications que la loi entend réprimer.

424. Parmi les falsifications punissables, on doit comprendre : 1° l'addition de l'eau, soit au vin, 19 février 1818, n° 22; 1er mai 1828, n° 133; 12 septembre 1846, n° 244; 12 juillet 1855, n° 253; 24 juin 1859, n° 151; soit à l'eau-de-vie, 12 juillet 1855, n° 253; 24 novembre 1855, n° 372. 2° et, à plus forte raison, la boisson, livrée pour du vin rouge et composée « d'une partie de vin blanc, d'une matière colorante, et d'une grande quantité de cidre ». 11 mai 1855, n° 161.

425. Les mélanges, faits conformément aux usages du commerce, deviennent des falsifications punissables, dans le cas où ils sont pratiqués contre le gré de l'acheteur, qui a demandé du vin ou de l'eau-de-vie purs, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce sui-

vante, en rejetant le pourvoi du nommé Valentin, « attendu que, si les mélanges et coupages de boissons, usités dans le commerce, peuvent ne pas constituer, par eux-mêmes, une falsification illicite, et si l'emploi habituel de certaines désignations commerciales, appliquées à ces boissons mélangées, ne comporte pas, nécessairement, et par lui-même, une tromperie sur la nature ou la qualité de la marchandise; attendu que, si quelques-uns des motifs de l'arrêt attaqué donnent, par suite, aux lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855, un sens qu'elles ne présentent pas, il est constaté, par ledit arrêt, qu'après avoir mélangé, soit un tiers d'eau-de-vie venant de la Rochelle, et deux tiers de trois-six dédoublés avec de l'eau, soit une moitié d'eau-de-vie, venant de la Rochelle ou de Jarnac, ou bien une moitié d'eau-de-vie, déjà opérée et une moitié de trois-six étendue d'eau, Valentin a mis ces mélanges en vente, sous le nom, soit d'eau-de-vie d'Aigrefeuille, soit sous le nom d'eau-de-vie de Cognac, ou celui de Cognac fine Champagne; attendu que l'arrêt constate, en outre, que les acheteurs ont pu et dû être trompés par ces dénominations frauduleuses; que plusieurs d'entre eux n'auraient pas acheté s'ils avaient connu les mélanges opérés; qu'ils ont, en réalité, reçu autre chose que ce qu'ils croyaient avoir acheté; et que Valentin a livré autre chose que ce qu'il avait vendu; attendu qu'à la suite de ces diverses constatations, l'arrêt déclare Valentin coupable de tromperie sur la nature des marchandises, en vendant des eaux-de-vie, sous la désignation d'eau-de-vie d'Aigrefeuille ou de Cognac, et en livrant des eaux-de-vie, qu'il savait être dénaturées et falsifiées; attendu que cette appréciation rentre dans le domaine du juge du fait, et échappe à toute censure de la Cour de cassation ». 21 mars 1857, n° 119. — *Conf.*, 26 février

1857; Dall., 1857, 1, 410; 14 mai 1858, n° 152; 22 juillet 1869, n° 178.

426. De même, certains mélanges, qui pourraient être considérés comme des falsifications punissables, ne prendront pas ce caractère, s'il est établi qu'ils ont été agréés par le consommateur, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante, en rejetant le pourvoi du ministère public, contre un arrêt de la Cour de Rouen, « en ce qui touche le premier moyen, fondé sur la violation de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851, de la loi du 5 mai 1855, et de l'art. 423, C. pén., relatifs à la tromperie sur la nature des liquides vendus : attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué : 1° que les prévenus n'ont point vendu, pour eau-de vie de vin, de l'alcool provenant de la distillation de grains ou autres substances végétales; 2° que rien n'indique que les débitants aient eu l'intention d'accréditer une semblable fraude; 3° qu'aucun des consommateurs, fréquentant leur établissement, n'a pu y être trompé; attendu qu'en décidant, à la suite de faits ainsi déclarés d'une manière souveraine, que les prévenus n'avaient, ni matériellement, ni intentionnellement, commis le délit de tromperie à eux imputé, l'arrêt attaqué n'a point violé les articles ci-dessus visés; en ce qui touche le deuxième et le troisième moyen, fondés sur les dispositions de ces lois, qui concernent la falsification des denrées ou des liquides : attendu qu'il est, à cet égard, constaté, par l'arrêt, que les prévenus ont affaibli, par l'addition d'une certaine quantité d'eau, l'alcool qu'ils livraient à la consommation, non pour falsifier cet alcool, mais uniquement pour satisfaire aux exigences des consommateurs, par la transformation de cet alcool en eau-de-vie plus ou moins forte, afin de la ramener à un état, qui permît de la livrer, soit au litre, soit au verre, à un

prix très-modique, en rapport avec les habitudes de leur clientèle; qu'il est constaté également, que, si les prévenus ont coloré l'eau-de-vie, qu'ils avaient ainsi obtenue, par une addition, extrêmement minime d'ailleurs, de caramel, ils n'ont fait cette addition que pour suivre un usage, attesté par tout le commerce comme ayant existé, depuis un très-grand nombre d'années, dans la ville de Rouen; attendu que, dans cet état des faits, ainsi souverainement déclarés, l'arrêt attaqué a pu, sans violer les lois, base de la prévention, refuser de reconnaître, dans lesdits faits, les conditions matérielles et d'intention, dont la réunion est nécessaire pour constituer le délit poursuivi ». 22 novembre 1860, n° 246.

427. Le décret du 15 décembre 1813, sur le commerce des vins à Paris, porte, dans son art. 2 : « Il est défendu à toutes personnes, faisant à Paris le commerce des vins, de fabriquer, altérer ou falsifier les vins, d'avoir, dans leurs caves, celliers ou autres parties de leurs domiciles ou magasins, des cidres, bières, poirés, sirops, mélasses, bois de teinture, vins de la pressée, eau colorée et préparée, et aucunes matières quelconques propres à fabriquer, falsifier ou mixtionner les vins; et ce, sous les peines portées aux art. 318, 475 et 476, C. pén., et, en outre, sous peine de fermeture de leurs établissements par ordonnance du préfet de police ».

Ce décret, dont la Cour de cassation a fait plus d'une fois l'application, 7 juillet 1827, n° 176; 20 mars 1828, n° 86, a-t-il été abrogé par la loi du 5 mai 1855? Je ne le crois pas. Cette loi, en effet, ne l'abroge pas formellement, et elle n'a rien d'inconciliable avec ses dispositions.

ARTICLE 425.

Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon; et toute contrefaçon est un délit.

428. Propriété industrielle, étrangère au Code pénal.
429. Propriété littéraire et artistique.
430. Contrefaçon. Définition.
431. Ce qu'il faut entendre par édition.
432. Suite. Œuvres originales. Traductions. Compilations. Arrêts.
433. Suite. Reproduction totale.
434. Suite. Reproduction partielle.
435. Ecrit.
436. Suite. Plagiat. Arrêts.
437. Suite. Additions Arrêts.
438. Suite. Titre d'ouvrage. Arrêts.
439. Suite. Abrégés, citations.
440. Suite. Protection accordée aux œuvres originales contre les traductions. Arrêt.
441. Suite. Discours prononcés dans les Chambres législatives. Plaidoyers. Sermons. Leçons.
442. Suite. Articles de journaux. Arrêt.
443. Suite. Ouvrages tombés dans le domaine public. Notes nouvelles. Arrêt.
444. Suite. Livres d'église, d'heures et de prières. Droit des évêques. Arrêts.
445. Composition musicale. Contrefaçon par la voie de l'impression. Arrêt.
446. Dessin.
447. Suite. Dessin appliqué à l'industrie. Arrêts.
448. Peinture. Droit de reproduction fait partie de la vente. Arrêts.

449. Autres productions de l'esprit.
450. Suite. Sculpture. Arrêts.
451. Suite. Y a-t-il deux espèces de sculpture?
452. Mode d'exécution de la contrefaçon.
453. Législation.
454. Peut-on être son propre contrefacteur?
455. Intention frauduleuse. Preuve. Arrêt.
456. Suite. Pouvoir d'appréciation des juges du fait. Contrôle de la Cour de cassation. Arrêts.
457. Décret du 28 mars 1852.
458. A quel moment le délit est consommé. Arrêt.

428. L'art. 425 et les articles suivants ne sont applicables qu'à la propriété littéraire et artistique. Ils sont étrangers à la propriété industrielle.

Je ne dirai absolument rien de cette dernière propriété, qui trouve sa protection, notamment dans le décret des 31 décembre 1790–7 janvier 1791, et la loi du 5 juillet 1844.

429. Quant à la propriété littéraire et artistique, je supposerai, comme le Code pénal le fait lui-même, que la législation, qui la concerne, est connue. Je ne chercherai qu'à préciser les faits, que ce Code considère comme constitutifs des infractions qu'il prévoit, et à expliquer les peines qu'il prononce.

430. L'art. 425 qualifie contrefaçon, et, par suite, délit, toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, ou de toute autre production, imprimée ou gravée, en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements, relatifs à la propriété des auteurs.

Reprenons chacun des termes employés par cet article, et cherchons à nous en rendre un compte exact.

431. L'*édition* est la reproduction totale ou partielle

de toute œuvre littéraire ou artistique, appartenant à autrui.

432. La loi protége non-seulement les œuvres originales, mais même les traductions et les compilations, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Dans une première, le libraire Ladvocat, dans sa collection des Chefs-d'œuvre des Théâtres Étrangers, publia un drame de Gœthe intitulé : *Gœtz de Berlichingen*. Bobée, qui avait, de son côté, édité les œuvres dramatiques de Gœthe, prétendit que le traducteur de Ladvocat avait fait de trop nombreux emprunts à la traduction qu'il avait publiée. Ladvocat fut condamné comme contrefacteur, en première instance et en appel. Il se pourvut en cassation et prétendit qu'on lui avait faussement appliqué la loi du 19 juillet 1793, en ce que cette loi n'avait eu en vue que ceux qui composent un livre, qui font quelque ouvrage d'esprit. Etendre ces dispositions au traducteur, c'était évidemment, selon lui, donner à la loi de 1793 une valeur qu'elle n'avait pas dans l'esprit du législateur. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, d'après les faits déclarés dans le jugement, confirmé par l'arrêt attaqué, cet arrêt, en jugeant que l'ouvrage, dont il s'agit, était au nombre des propriétés littéraires, auxquelles le fait et le délit de contrefaçon pouvaient être appliqués, n'a pas fait une fausse interprétation de la loi du 19 juillet 1793 ». 23 juillet 1824. J. Pal. à sa date.

Dans une seconde espèce, Leclerc, imprimeur-libraire à Paris, avait acquis, en 1810, de Cardon, un manuscrit intitulé : *Lectures chrétiennes, en forme d'instructions familières sur les Épîtres et Évangiles des dimanches et des principales fêtes de l'année*. Il avait imprimé ce manuscrit et avait fait le dépôt prescrit par

la loi. En 1811, Villeprent et Brunet entreprirent la publication du même ouvrage. Cités en police correctionnelle comme contrefacteurs, ils prétendirent qu'ils avaient pu réimprimer les lectures chrétiennes, cet ouvrage n'étant qu'une copie des prônes de Cochin, et d'autres ouvrages tombés depuis longtemps dans le domaine public. Ce moyen de défense réussit. Mais, sur le pourvoi de Leclerc, la décision fut annulée, « attendu que la loi du 19 juillet 1793 s'applique, d'après ses expressions littérales, aux auteurs d'écrits en tous genres ; que, si elle énonce particulièrement les ouvrages qui sont le fruit du génie, elle énonce aussi expressément les productions de l'esprit ; qu'elle s'étend donc aux recueils, aux compilations, et autres ouvrages de cette nature, lorsque ces ouvrages ont exigé, dans leur exécution, le discernement du goût, le choix de la science, le travail de l'esprit, lorsqu'en un mot, loin d'être la simple copie d'un ou de plusieurs autres ouvrages, ils ont été, tout à la fois, le produit de conceptions étrangères à l'auteur, et de conceptions qui lui ont été propres, et d'après lesquelles l'ouvrage a pris une forme nouvelle et un caractère nouveau ; attendu qu'il a été déclaré par la Cour royale de Lyon que l'ouvrage intitulé : *Lectures chrétiennes*, n'était que la copie des prônes de Cochin, et d'autres ouvrages anciens, et que ce qui y avait été ajouté par Cardon ne formait pas le quart de l'ouvrage, mais qu'il n'a pas été jugé par cette Cour que cette copie fût purement matérielle, que les parties copiées eussent été rassemblées et enchaînées les unes aux autres, sans que cette réunion eût exigé, ni science, ni discernement, ni intelligence, qu'en un mot, la Cour n'a pas jugé que les *Lectures chrétiennes*, telles qu'elles avaient été mises au jour par Cardon, ne constituassent pas une production de l'es-

prit dudit Cardon ; que, sur les faits, tels qu'ils ont été déclarés par la Cour de Lyon, cette Cour n'a donc pas pu juger que l'impression, par les sieurs Villeprent et Brunet, de l'ouvrage de Cardon, intitulé : *Lectures chrétiennes*, sans la permission du sieur Leclerc, cessionnaire dudit sieur Cardon, ne présentait pas le délit de contrefaçon ; qu'elle a donc contrevenu aux articles cités de la loi du 19 juillet 1793 ». 2 décembre 1814, n° 142.

Dans une troisième espèce, Michaud et Thoisnier-Desplaces inculpaient Didot d'avoir emprunté à la *Biographie universelle*, qu'ils avaient éditée, cinquante-neuf articles ou notices, et de les avoir reproduits textuellement dans la *Nouvelle Biographie* qu'il publiait. La Cour de Paris avait refusé de voir, dans ce fait, le délit de contrefaçon, sous le prétexte, d'une part, que, les auteurs de ces cinquante-neuf articles étant décédés depuis plus de vingt ans, leurs œuvres étaient tombées dans le domaine public, et, d'autre part, que Michaud n'avait édité qu'une compilation, qui n'était pas protégée par la loi du 17 juillet 1793. Sur le pourvoi de ce dernier, la décision fut annulée, « attendu qu'il résulte, des motifs de l'arrêt attaqué, que le titre de *Biographie universelle*, donné à l'un et à l'autre ouvrage, est une désignation générique usitée depuis longtemps ; qu'en outre, le titre de l'ouvrage, publié par les frères Didot, présente des énonciations spéciales, qui le distinguent de celui des frères Michaud, et qui suffisent pour prévenir toute confusion de la part des acheteurs ; attendu que la décision de la Cour impériale de Paris, sur ce premier chef de prévention, est fondée sur des constatations et appréciations de faits qui échappent à toute censure ; mais, sur le deuxième et le troisième moyen, relatifs à la contrefaçon, par la reproduction

textuelle, dans la même biographie des frères Didot, de cinquante-neuf articles ou notices empruntés à la *Biographie universelle* des frères Michaud : attendu qu'il résulte, des motifs de l'arrêt attaqué, que les frères Michaud ont conçu le projet d'un *Nouveau Dictionnaire biographique ;* qu'ils ont rassemblé des matériaux et traité avec des savants et des gens de lettres ; qu'ils ont contrôlé ou fait contrôler les articles ou notices composés pour cet ouvrage ; attendu que l'arrêt attaqué a ainsi reconnu et constaté la part, prise par les frères Michaud, à la création de la *Biographie universelle,* ouvrage collectif, destiné à présenter un vaste assemblage de faits historiques et littéraires, comprenant, tout à la fois, la conception première de l'œuvre et son organisation, le choix des matériaux, la distribution des sujets aux savants et aux gens de lettres, enfin le contrôle sur tous les travaux partiels, pour les combiner dans l'ensemble, et les adapter au but commun ; attendu que ces faits, qui ont été constatés par l'arrêt attaqué, et qui ne sont pas détruits par ses appréciations, doivent faire attribuer aux frères Michaud une part essentielle à la création de la *Biographie universelle ;* que le travail de l'esprit s'y trouve joint à l'entreprise de cette œuvre collective ; que cette participation dépasse le rôle d'un simple éditeur, et qu'elle emporte nécessairement avec elle, en faveur des frères Michaud, la qualité d'auteurs de l'ensemble, et de coauteurs des différentes parties de la *Biographie universelle,* dans leur rapport avec l'ensemble ; attendu que les droits, acquis en cette qualité aux frères Michaud, et qui continuent d'exister dans la personne de Michaud jeune, et au profit de son cessionnaire, sont garantis par l'art. 1er de la loi du 19 juillet 1793, qui protége indistinctement les droits des auteurs d'écrits en tous genres, et par les lois postérieures,

qui se rattachent aux mêmes principes; attendu que les frères Didot n'ont pu, sans porter atteinte à ces droits de Michaud, emprunter à sa *Biographie* cinquante-neuf articles ou notices, pour les reproduire textuellement dans la *Nouvelle Biographie* qu'ils ont publiée; attendu que, si les auteurs, qui ont signé ces cinquante-neuf articles, sont décédés depuis plus de vingt ans, et si leurs œuvres sont tombées dans le domaine public, aux termes des lois de la matière, il ne s'ensuit pas que les articles, par eux composés pour la *Biographie universelle* de Michaud, puissent, au préjudice des droits de ce dernier, être reproduits dans un ouvrage du même genre que le sien, et destiné à lui faire concurrence; attendu qu'en refusant de voir, dans ce fait, judiciairement reconnu et constaté, à la charge des frères Didot, une atteinte au privilége toujours subsistant de Michaud jeune, et, par conséquent, un délit de contrefaçon, l'arrêt attaqué a formellement violé les art. 1 et 2 de la loi du 19 juillet 1793, 39 et 40 du décret du 10 février 1810, et 429, C. pén. ». 16 juillet 1853, n° 360. — *Conf.*, 27 novembre 1869, n° 244.

433. Si la reproduction est totale, la solution est sans difficulté. Il y a délit de contrefaçon.

434. Si la reproduction n'est que partielle, la solution dépendra des circonstances. Il y aura ou il n'y aura pas contrefaçon, suivant l'étendue plus ou moins considérable de la reproduction, et, surtout, suivant que la reproduction sera ou ne sera pas préjudiciable à l'auteur de l'œuvre contrefaite. Cette dernière considération est celle qui doit dominer toutes les autres dans l'appréciation des faits, puisque le but de la loi est d'assurer à l'auteur le bénéfice de sa création.

435. L'*écrit* est la première des œuvres, dont l'art. 425 interdit toute édition.

Si la reproduction est totale, le corps du délit existe incontestablement, comme je viens de le dire.

Si elle est partielle, il existe ou n'existe pas, suivant qu'elle est plus ou moins une réédition de l'œuvre primitive, et surtout, je ne saurais trop le répéter, suivant qu'elle porte ou ne porte pas préjudice à l'auteur de cette œuvre.

436. Le *plagiat*, que l'on peut considérer comme le vol littéraire, constitue le délit de contrefaçon, au premier chef, s'il est assez considérable pour porter préjudice à l'auteur de l'écrit contrefait ; autrement, il n'y aura pas contrefaçon.

Cette distinction, je la trouve dans les conclusions que Daniels, avocat général, a présentées à la chambre criminelle de la Cour de cassation, dans une affaire que je vais rappeler. « La conservation de la propriété littéraire, a dit cet éminent magistrat, est le principal objet de la loi. Il n'entrait pas dans le plan du législateur de s'occuper également de la célébrité de l'auteur. Lorsqu'on a payé son ouvrage et que cette entreprise fait réellement préjudice à la propriété, c'est à raison de ce préjudice que le plagiat prend les caractères de la contrefaçon, prévue par la loi, et punie d'une peine correctionnelle. Au contraire, toutes les fois que le plagiat ne fait aucun tort à la propriété de l'auteur, que le second ouvrage ne peut, sous ce rapport, faire aucun préjudice au débit du premier, la question du simple plagiat n'est plus du ressort des tribunaux. »

En 1803, Dentu avait acheté de Walcknaër la traduction de la Géographie moderne de Pinkerton. En tête de cette traduction, publiée en 1804, il plaça un traité de géographie mathématique de Lacroix. En

1810, Malte-Brun publia un précis de géographie universelle. Dentu prétendit avoir découvert des plagiats dans cet ouvrage. Il porta plainte en contrefaçon contre Malte-Brun. Celui ci fut renvoyé des poursuites, sous le prétexte que les plagiats, qu'il avait faits, quelque nombreux qu'ils fussent, ne constituaient pas le délit de contrefaçon. Le pourvoi de Dentu fut rejeté, sur les conclusions conformes de Daniels que je viens de reproduire, « attendu qu'en jugeant que les passages, littéralement transcrits par les auteurs de la géographie universelle, de la traduction de la Géographie de Pinkerton, non plus que ceux littéralement copiés par l'auteur du précis de la Géographie universelle, d'après l'introduction à la Géographie de Pinkerton par Lacroix, ne constituaient pas le délit de contrefaçon, prévu par la loi, la Cour de Paris n'a pas violé la loi du 19 juillet 1793 ni l'art. 425, C. pén. ». 3 juillet 1812. J. Pal. à sa date. — *Conf.*, 3 juillet 1812; *ibid.*, 25 février 1820; *ibid.*, 24 mars 1845, n° 108.

437. On ne peut pas davantage reproduire l'écrit d'autrui, sous le prétexte qu'on l'a accompagné de notes, d'additions ou de changements, si la reproduction doit être dommageable à la propriété de l'auteur contrefait.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante.

Leclerc et Moutardier avaient imprimé un ouvrage en deux volumes, intitulé : Dictionnaire de l'Académie française, nouvelle édition, augmentée. Cet ouvrage reproduisait souvent le même texte que le Dictionnaire de l'Académie française, cinquième édition, publié par Smith et Maradan. Il portait le même titre. Le tribunal criminel de Seine-et-Oise avait reconnu que ces faits étaient constants, que Bossange et consorts, représen-

tants de Smith et Maradan, étaient fondés à regarder cette impression comme dommageable à leur entreprise, et néanmoins avait renvoyé Leclerc et Moutardier des poursuites. Sur le pourvoi des parties civiles, la décision fut annulée, « considérant que, par le jugement dénoncé, il est déclaré constant, en fait, que Leclerc et Moutardier ont imprimé, mis en vente et distribué, en l'an x, deux volumes in-4° intitulés : Dictionnaire de l'Académie française, nouvelle édition, augmentée de plus de vingt mille articles, etc.; que cet ouvrage reproduit souvent le même texte que le Dictionnaire de l'Académie française, imprimé par Smith et compagnie; qu'il porte le même titre principal, et que Bossange et consorts sont fondés à regarder cette usurpation de titre comme dommageable à leur entreprise; considérant que ces faits constituent un délit prévu par la loi du 19 juillet 1793, et qu'avoir refusé de prononcer contre Moutardier et Leclerc les peines portées par cette loi, c'est en avoir expressément violé les dispositions; que cette violation n'est pas justifiée par l'idée que les juges d'appel se sont faite de la contrefaçon, qu'ils ne voient ni dans l'usurpation du titre principal, ni dans la conformité du texte des deux ouvrages, parce que, suivant eux, ce texte a été surchargé de définitions, retranchements, additions, corrections et remarques, qui en font un ouvrage nouveau, et autre que celui imprimé par Smith et compagnie; qu'en effet cette distinction entre la contrefaçon, résultante de la réimpression totale ou de l'imitation parfaite d'un ouvrage, et la contrefaçon, qui résulte, comme dans l'espèce, du texte et du titre de l'ouvrage, mais avec des additions, corrections ou changements, n'a jamais eu lieu dans la librairie, où, suivant que le prouvent les anciens règlements, et notamment le

préambule de l'arrêt du conseil du 31 août 1777, il était également défendu de faire imprimer, sans la permission de l'auteur, le texte littéral de son ouvrage, et de faire imprimer ce même texte avec des additions, corrections, changements et commentaires; que cette distinction ne se trouve pas davantage dans la loi du 19 juillet 1793, au silence de laquelle les juges du tribunal criminel de Seine-et-Oise n'ont pas pu suppléer; qu'elle n'a pas même pu entrer dans la pensée du législateur, parce que l'objet de la loi du 19 juillet 1793, littéralement exprimé dans ses deux premiers articles, est de faire jouir les auteurs, leurs héritiers et cessionnaires, du droit exclusif d'imprimer, vendre, et distribuer leurs ouvrages, et, par conséquent, de prohiber l'impression et la distribution de tout ouvrage, qui, en offrant une contrefaçon plus ou moins parfaite, nuirait à l'exercice de ce droit exclusif qu'elle leur garantit; qu'ainsi, dès l'instant où il a été reconnu, que, sans permission de l'Académie française, ou des éditeurs de son Dictionnaire, étant à ses droits, Leclerc et Moutardier se sont permis d'usurper le nom de l'auteur du Dictionnaire, et, sous ce titre principal, qui devait faire naître la confiance du public, d'imprimer, avec plus ou moins de fidélité, le texte de son ouvrage, dès qu'il a été reconnu que cette usurpation et cette distribution avaient causé un dommage réel à l'entreprise de Bossange et consorts, c'est-à-dire au droit exclusif, dont la loi du 19 juillet 1793 voulait qu'ils eussent la jouissance pour l'impression, vente et distribution du Dictionnaire de l'Académie française, aucun motif ne devait empêcher les juges de la Cour criminelle du département de Seine-et-Oise d'appliquer la loi du 19 juillet 1793, et qu'ils ont contrevenu à ses dispositions, en refusant de prononcer contre Leclerc et Mou-

tardier les peines portées dans l'art. 4 de cette même loi ». 28 floréal an XII, n° 133.

438. Les mêmes principes serviront à résoudre la question de savoir si l'on peut donner au nouvel ouvrage, qu'on édite, le titre d'un écrit précédemment publié par un autre.

Michaud et Thoisnier-Desplaces avaient porté plainte en contrefaçon contre les frères Firmin-Didot. Ils leur reprochaient notamment d'avoir usurpé le titre d'un ouvrage qu'ils avaient précédemment publié. Les frères Firmin-Didot furent renvoyés des poursuites. Michaud et Thoisnier-Desplaces se pourvurent en cassation. Leur pourvoi fut, il est vrai, rejeté, mais ce ne fut point parce que l'usurpation de titre ne constituait pas, en droit, une contrefaçon, ce fut parce qu'il « résultait, des motifs de l'arrêt attaqué, que le titre de *Biographie universelle*, donné à l'un et à l'autre ouvrage, était une désignation générique, usitée depuis longtemps; et qu'en outre, le titre de l'ouvrage, publié par les frères Didot, présentait des énonciations spéciales, qui le distinguaient de celui des frères Michaud et qui suffisaient pour prévenir toute confusion de la part des acheteurs ». 16 juillet 1853, n° 360. — *Conf.*, 26 novembre 1853, n° 562; 16 juin 1855, n° 213.

439. Les mêmes règles sont applicables aux abrégés et aux citations. 3 juillet 1812, 25 février 1820, cités ci-dessus.

440. L'art. 425 protége-t-il les œuvres originales contre les traductions? C'est une question très-controversée. Pour moi, je suis tenté de croire que traduire, c'est contrefaire; on édite, il est vrai, dans une autre langue, mais on édite l'œuvre d'autrui, et cette nouvelle édition peut être une cause de préjudice.

Cette opinion peut s'appuyer sur l'arrêt, rendu par la chambre des requêtes dans l'espèce suivante.

Lumley avait fait représenter, sur le Théâtre-Italien, l'opéra intitulé *la Figlia del Reggimento*, qui n'était autre que *la Fille du Régiment*, composé par Bayard et Donizetti. Les auteurs de l'opéra français le citèrent devant les tribunaux civils en dommages-intérêts. Il y fut reconnu coupable de contrefaçon. Le pourvoi, qu'il forma contre la décision, fut rejeté par la chambre des requêtes, « attendu qu'aux termes de la loi du 18 février 1791, les ouvrages des auteurs vivants ne peuvent être représentés sur aucun théâtre public, sans le consentement formel et par écrit des auteurs; attendu qu'il est établi, en fait, par l'arrêt attaqué, que l'opéra intitulé *la Figlia del Reggimento*, représenté par Lumley sur le Théâtre-Italien, est le même que celui qui a été écrit et composé, pour le théâtre de l'Opéra-Comique, par Bayard pour les paroles et par Donizetti pour la musique, sous le titre de *la Fille du Régiment ;* qu'il est de plus constaté que la musique de Donizetti a été transportée au Théâtre-Italien, telle qu'elle est sortie des mains du compositeur; que, quant aux paroles, la traduction du français en italien ne met entre les deux pièces qu'une différence insignifiante; qu'il suit de là que la reproduction matérielle, faite par Lumley, de l'œuvre des sieurs Bayard et Donizetti, sans le consentement de ceux-ci, constitue une atteinte formelle à la propriété des auteurs, et une infraction à la loi précitée; qu'en condamnant, dans ces circonstances, Lumley à réparer le préjudice qu'il a causé, l'arrêt s'est conformé à la loi ». 12 janvier 1853, J. Pal., 1853, 1, p. 177.

441. La protection de l'art. 425 s'étend-elle aux discours prononcés dans les Chambres législatives, aux plaidoyers, aux sermons, aux leçons orales; faites publi-

quement par les professeurs que l'État salarie ? La question avait été résolue, en 1841, dans un projet de loi qui n'a pas abouti. L'art. 7 de ce projet portait : « Les droits, spécifiés dans les art. 1er, 2, 3 et 4, sont garantis pour la publication des cours publics, sermons et autres discours prononcés publiquement, lesquels ne pourront être publiés isolément ni en corps d'ouvrage, sans le consentement des auteurs et de leur ayant cause. A l'égard des plaidoyers et des discours, prononcés dans les deux Chambres, ce consentement ne sera nécessaire que pour leur publication en recueil d'auteur. »

Je crois qu'il convient d'adopter ces différentes solutions. Elles sont, ce me semble, conformes à la raison et aux principes.

442. Les articles de journaux sont-ils compris parmi les écrits, dont la loi du 19 juillet 1793 et l'art. 425, C. pén., garantissent la propriété? La Cour de cassation a admis que les termes généraux de la loi de 1793 autorisaient les tribunaux à faire, suivant les circonstances, l'application de l'art. 425 aux journaux et feuilles périodiques. Elle a rejeté le pourvoi, formé par Anselme Petetin contre l'arrêt de la Cour de Paris, qui l'avait ainsi jugé, « attendu que, d'après les termes généraux de la loi du 19 juillet 1793, les tribunaux peuvent, selon les circonstances, en faire l'application aux journaux et feuilles périodiques; attendu qu'en décidant que, par l'insertion de plusieurs des articles de la *Gazette littéraire*, faite, sans le consentement de son éditeur, dans le journal intitulé le *Pirate*, l'éditeur-gérant de ce dernier journal avait commis un délit de contrefaçon préjudiciable à celui de la *Gazette littéraire*, et qu'en appliquant à ce fait, ainsi déclaré, les dispositions prohibitives et pénales de la loi du 19 juillet 1793 et de l'art. 425, C. pén., la Cour royale de Paris n'a

pas fait une fausse application de ces dispositions ». 29 octobre 1830, n° 241.

443. Pourrait-on, sans contrevenir à l'art. 425, réditer un ouvrage, tombé dans le domaine public, avec des additions, qui seraient encore la propriété d'un tiers? La Cour de cassation ne l'a pas cru, et elle a eu certainement raison. Pour être réunies à un ouvrage tombé dans le domaine public, les additions ne sont pas moins dans le domaine privé de celui qui les a faites. « La loi du 19 juillet 1793, les art. 425 et suiv., C. pén., protégent toutes les productions de l'esprit et du génie, sans distinguer entre les œuvres, qui sont entièrement nouvelles et celles qui consistent dans l'augmentation et le remaniement d'un ancien ouvrage, déjà tombé dans le domaine public. A l'égard de ces dernières, aucune loi n'oblige l'auteur à séparer du texte ancien ses additions ou changements, sous peine de les voir, par une sorte d'accession, devenir propriété publique ». 27 février 1845, n° 72.

444. Les livres d'église, les Heures et Prières sont placés sous un régime particulier. Le décret du 7 germinal an XIII, qui en règle l'impression, dispose : « Art. 1er. Les livres d'église, les heures et prières ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission, donnée par les évêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire. Art. 2. Les imprimeurs-libraires, qui feraient imprimer et réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793 ».

Une première question peut naître à l'occasion des livres d'église, c'est celle de savoir si les évêques sont,

comme tous autres, propriétaires des livres de ce genre, dont ils sont les auteurs. Cette question doit être résolue affirmativement. La loi des 19-24 juillet 1793 assure à tous les auteurs d'écrits, quels qu'ils soient, le droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages et d'en céder la propriété. Ni cette loi, ni aucune autre loi postérieure n'enlève ce droit aux évêques.

La Cour de cassation l'a reconnu dans les espèces suivantes.

Un évêque avait composé une lettre pastorale, adressée à son diocèse. Un libraire l'avait éditée sans son consentement. La Cour de justice criminelle du département de la Loire-Inférieure l'avait renvoyé des poursuites, sous le prétexte que l'ouvrage, dont il s'agissait, avait été composé, pour l'instruction d'un diocèse, par un évêque qui n'avait pu en réserver la propriété, les fonctions ecclésiastiques étant gratuites, et, par conséquent, la céder à autrui. Sur le pourvoi de la partie civile, l'arrêt fut annulé, « attendu que la loi du 19 juillet 1793, assurant aux auteurs d'écrits en tous genres le droit exclusif de disposer de leurs ouvrages, et d'en céder la propriété, et prohibant toute édition imprimée sans la permission des auteurs, on n'a pas pu, sans violer cette loi, contester à l'évêque de Nantes le droit de disposer de son ouvrage, et maintenir une édition, qui avait été faite sans son consentement; que c'est à tort qu'on voudrait trouver, dans l'art. 5 des articles organiques de la convention du 26 messidor an IX, une exception à cette règle générale; que cet article, en déclarant que toutes les fonctions ecclésiastiques sont gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées par les règlements, n'a fait qu'énoncer un principe, qui a toujours été reconnu et exécuté en France; mais que cette règle n'impose pas aux ecclésiastiques l'obligation

de faire imprimer, à leurs frais, leurs ouvrages, et ne leur défend pas de choisir un imprimeur, et de lui conférer le droit exclusif de les vendre; que, les évêques étant, ainsi que tous les autres auteurs, responsables des ouvrages imprimés et distribués sous leur nom, il est impossible de leur ôter le droit d'en surveiller l'édition, et de donner leur confiance à un imprimeur; que, plus ces ouvrages sont d'une utilité générale et ont de rapport à l'instruction publique, plus il est essentiel d'écarter les éditions contrefaites, et qui ne sont pas avouées par les auteurs ». 26 thermidor an XII, n° 199.

Voisin, imprimeur à Coutances, avait été traduit, à la requête de Tanquerey, autre imprimeur de la même ville, devant le tribunal correctionnel, comme prévenu du délit de contrefaçon, pour s'être permis d'imprimer et de vendre le nouveau catéchisme à l'usage du diocèse de Coutances, dont la propriété exclusive lui avait été cédée par l'évêque de ce diocèse. Voisin fut renvoyé des poursuites par la Cour de Caen, sous le prétexte que l'évêque de Coutances n'était pas propriétaire du catéchisme, qu'il avait rédigé, et que, par suite, il n'avait pu céder à Tanquerey le droit exclusif de l'imprimer. Sur le pourvoi de la partie civile, la décision fut annulée, « attendu que l'enseignement religieux est la fonction la plus essentielle de l'épiscopat; que les évêques sont les ministres de la parole divine, et qu'il leur appartient exclusivement de l'enseigner ou d'en déléguer, d'en diriger et d'en surveiller l'enseignement; que le catéchisme d'un diocèse est le livre qui sert de base à cet enseignement dans ce diocèse; que, si un catéchisme contient l'abrégé de la doctrine catholique, il ne s'ensuit pas que tout livre, qui contient un tel abrégé, quelque exact et quelque orthodoxe qu'il soit, soit pour cela un catéchisme, puisqu'il ne

peut être enseigné que lorsqu'il émane de la chaire épiscopale; que, dès lors, un catéchisme ne peut être rédigé et publié que par l'évêque diocésain, comme il ne peut être enseigné que par ses ordres et sous sa surveillance; qu'il en est, dès lors, l'auteur exclusif et nécessaire; attendu qu'un catéchisme, étant journellement enseigné dans les églises d'un diocèse par les curés et leurs collaborateurs et servant habituellement à l'exercice et à la pratique des devoirs de la religion, constitue un véritable livre d'Église; attendu que la loi garantit, en général, aux auteurs, quels qu'ils soient, ou à leurs ayants cause, le droit exclusif d'autoriser l'impression ou la réimpression de leurs écrits en tous genres; qu'elle assure spécialement ce droit aux évêques dans leurs diocèses, pour les livres d'église, d'heures et de prières; que ce droit leur appartient doublement, quant au catéchisme de leur diocèse, puisque, à raison de leurs fonctions épiscopales, et de la nature de cet écrit, ils exercent, à cet égard, les droits d'*auteur*, et ceux de *surveillant* et *censeur*, qui leur sont attribués par la loi; attendu qu'en jugeant, dans l'espèce, que l'évêque de Coutances n'avait pas la propriété du catéchisme, qu'il avait rédigé, et qu'il avait publié, pour servir, dans son diocèse, à l'enseignement religieux, et qu'il n'avait pu concéder à Tanquerey le droit exclusif de l'imprimer, la Cour royale de Caen a expressément violé les dispositions des art. 1er de la loi du 19 juillet 1793, 425 et 427, C. pén., des décrets des 28 mars 1805 et 5 février 1810 ». 30 avril 1825, n° 82.

Une seconde question peut naître à l'occasion des mêmes livres : elle est beaucoup plus sérieuse et plus difficile que la précédente.

Les évêques sont-ils réputés auteurs, même des livres d'église, qu'ils n'ont pas composés, et, par suite, peu-

vent-ils céder à un tiers le droit exclusif de les imprimer et débiter?

La Cour de cassation a varié sur cette question.

Dans le principe, cette Cour a jugé que les évêques devaient être considérés virtuellement comme auteurs des livres d'église, à l'usage de leurs diocèses, qu'ils avaient un véritable droit de propriété sur ces sortes d'ouvrages, qu'ils pouvaient en investir l'imprimeur de leur choix ; et que, par suite, l'impression et la réimpression, qui en étaient faites sans leur permission écrite, donnaient lieu aux poursuites, autorisées par la loi de 1793. C'est ce qui résulte de l'arrêt suivant, qui a rejeté le pourvoi, formé par les frères Gauthier contre un arrêt de la Cour de Paris, « attendu, sur les deux moyens présentés par les demandeurs, que, d'après les art. 1er et 2 du décret du 7 germinal an XIII, les imprimeurs-libraires, qui feraient imprimer, réimprimer des livres d'église, heures ou prières, sans en avoir obtenu la permission écrite de l'évêque diocésain, doivent être poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793; que les individus, contre lesquels les art. 3 et suivants de cette loi autorisent des poursuites et prononcent des peines, sont ceux qui impriment des ouvrages, sans la permission formelle et par écrit des auteurs; que, par conséquent, c'est dans cette même catégorie que le décret du 7 germinal an XIII place, sous le rapport de la poursuite et de la pénalité, l'impression et la réimpression des livres d'église, sans la permission des évêques, auxquels ce décret donne véritablement un droit de propriété sur cette sorte d'ouvrages; que l'art. 8 de la charte constitutionnelle n'a nullement dérogé à cette législation spéciale; attendu qu'un bréviaire renferme les offices et les prières que, chaque jour de l'année, les ecclésiastiques d'un diocèse doivent

réciter; que c'est à l'évèque qu'il appartient essentiellement de désigner les offices et les prières, dont le bréviaire de son diocèse doit être composé; que, par conséquent, il a nécessairement le droit de faire imprimer et publier ce bréviaire, de surveiller l'exactitude et la fidélité de son impression et de sa distribution, et de choisir les personnes auxquelles il lui paraît le plus convenable de les confier; qu'ainsi le bréviaire, publié par un évêque dans son diocèse, est évidemment par sa nature, par l'objet de sa publication, et le caractère épiscopal de son auteur, au nombre des livres d'église, dont l'impression et la réimpression, faites sans la permission écrite de l'évêque, donnent lieu aux poursuites autorisées par la loi du 19 juillet 1793; et attendu que, dans l'espèce, le *Breviarium parisiense* avait été publié, en 1822, par l'archevêque de Paris pour l'usage de son diocèse; que cependant les demandeurs l'ont réimprimé et vendu, sans en avoir obtenu de l'archevêque la permission écrite; que, dès lors, en confirmant le jugement qui déclarait ce fait susceptible d'être poursuivi, conformément à la loi du 19 juillet 1793, et prononçait la peine actuellement portée par les art. 425, 426 et 427, C. pén., la Cour royale de Paris, loin d'avoir contrevenu à ces lois, non plus qu'au décret du 7 germinal an XIII, en a fait une juste application ». 23 juillet 1830, n° 194.

Quelques années après cet arrêt, la Cour de cassation a très-notablement modifié sa manière de voir. Elle a jugé : 1° que les évêques n'étaient pas propriétaires des livres d'église, dont ils n'étaient pas les auteurs; 2° qu'ils n'avaient qu'un droit de haute censure sur la publication de ces livres; 3° qu'ils ne pouvaient que dénoncer au ministère public les impressions faites sans leur autorisation; 4° que, par suite, ils ne pouvaient céder à un imprimeur le droit exclusif de publier

ces livres ; 5° que, s'ils en ont fait la cession, le cessionnaire est sans qualité pour poursuivre l'application du décret du 7 germinal an XIII, de la loi des 19-24 juillet 1793 et de l'art. 425, C. pén.

En effet, elle a rejeté le pourvoi, formé par l'imprimeur Caron-Vitet contre un arrêt de la Cour d'Amiens, « attendu que le décret du 7 germinal an XIII, en disposant que les livres d'église, les heures et prières ne pouvaient être imprimés ou réimprimés, sans la permission de l'évêque diocésain, n'a pas conféré aux évêques la propriété de ces livres ; qu'il n'a fait qu'établir, dans l'intérêt des doctrines religieuses et de leur unité, un droit de haute censure épiscopale, duquel il résulte, pour les évêques, celui de porter plainte, et, pour le ministère public, le droit et le devoir de poursuivre, même d'office, les imprimeurs qui contreviendraient à sa disposition ; qu'il suit, de là, que les évêques, ou les imprimeurs, auxquels ils ont accordé la permission d'imprimer ou de réimprimer les livres de cette nature, sont sans qualité pour intenter l'action résultant de la loi du 19 juillet 1793 et des art. 425, 427 et 429, C. pén.; qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué, loin de violer le décret du 7 germinal an XIII, s'y est, au contraire, exactement conformé ». 28 mai 1836. J. Pal., à sa date.

Dans les arrêts suivants, la Cour de cassation n'a pas modifié absolument les principes, consacrés par la décision qui précède. Mais, revenant, en partie, à la doctrine de son arrêt du 23 juillet 1830, elle a reconnu aux libraires et imprimeurs, choisis par l'évêque, le droit d'intervenir dans la poursuite, pour obtenir la réparation du tort que la publication illicite des livres d'église leur a fait éprouver.

Elle a rejeté le pourvoi, formé par l'imprimeur Du-

faure contre un arrêt de la Cour de Paris, « attendu que le décret du 7 germinal an XIII a son principe et sa source dans les art. 14 et 39 de la loi du 18 germinal an X, sur l'organisation des cultes, portant que les évêques veilleront au maintien de la foi et de la discipline, qu'il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France ; que ce décret défend, dans les termes les plus absolus, d'imprimer ou de réimprimer des livres d'église, heures et prières, sans la permission des évêques diocésains, cette permission devant être textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire ; qu'il veut que les imprimeurs et libraires qui, sans l'avoir obtenue, feraient imprimer ou réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, soient poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793 ; attendu que, pour la solution de la question soumise à la décision de la Cour, il n'est pas nécessaire de déterminer la nature des droits, que le décret du 7 germinal an XIII confère aux évêques diocésains; qu'il suffit de considérer ce qu'il ne permet pas d'entreprendre contre l'autorité et l'inspection qu'il leur a données sur la publication des livres d'église ; attendu que ce décret est impératif et formel ; qu'il subordonne l'impression et la réimpression des livres d'église à l'accomplissement d'une condition toujours nécessaire, savoir la permission de l'évêque diocésain ; que celui-ci est donc le maître de l'accorder ou de la refuser ; qu'il est hors de doute que cette permission est personnelle et spéciale pour l'imprimeur qui l'obtient, puisque, d'une part, il est tenu d'en justifier et de la rapporter en tête de chaque exemplaire ; et que, de l'autre, l'imprimeur ou le libraire, qui ne l'aurait pas obtenue, avant toute publication, encourrait la pénalité de la loi du 19 juillet 1793 ; que, l'évêque donnant, sous sa respons-

bilité, les livres de liturgie nécessaires à son diocèse, il faut bien qu'il ait le choix de l'imprimeur ou des imprimeurs, qui seront chargés de les publier sous sa direction ; que, s'il suffisait d'une permission une fois donnée pour que tout imprimeur ou libraire se crût autorisé à faire de ces livres une édition nouvelle, ces spéculations intéressées rendraient vaines les mesures, prises par l'évêque lui-même pour les publications qu'il aurait ordonnées ; que l'exercice du droit de haute censure, qui lui appartient incontestablement, serait impossible, ou qu'il donnerait lieu à des discussions dangereuses, soit sur les retranchements ou les additions, qui auraient été faits aux textes sacrés, soit même sur leur altération ; que, cependant, il y aurait péril pour la pureté du dogme ; que l'unité de la liturgie et de la discipline serait compromise ; que ce serait méconnaître, tout à la fois, le but du décret du 7 germinal an XIII, et enfreindre ses prohibitions les plus expresses ; et attendu que l'arrêt attaqué a constaté, en fait, que Dufaure avait, sans la permission de l'évêque de Versailles, imprimé et publié les livres d'église intitulés : la Sainte Quarantaine, l'Eucologe, et le Petit Parossien ; qu'en décidant que, par là, il avait contrevenu au décret du 7 germinal an XIII, combiné avec la loi du 19 juillet 1793, et en prononçant contre lui les peines portées par le Code pénal, ledit arrêt, loin de violer le décret précité, en a fait une juste application ». 9 juin 1843, n° 139.— *Conf.*, 5 juin 1847, n° 123.

En résumé, les évêques sont, comme tous autres, propriétaires des livres d'église, dont ils sont les auteurs, et peuvent en céder la propriété. Quant à ceux qu'ils n'ont pas composés, ils n'en ont que la surveillance ; mais, à raison du droit de haute censure qu'ils ont, ils peuvent refuser à un imprimeur le droit de les

publier, et si celui-ci les imprime, malgré ce refus, ou sans en avoir obtenu l'autorisation, il encourt les peines, portées par l'art. 425 et peut être condamné à des dommages-intérêts, sur l'intervention de l'imprimeur, choisi par l'évêque.

445. La propriété des compositions musicales est garantie par la loi.

Il peut y être porté atteinte par la voie de l'impression ou par celle de la représentation.

L'art. 425 réprime la première de ces atteintes. Quant à la seconde, elle est prévue et réprimée, comme nous le verrons, par l'art. 428.

Les règles, applicables à la contrefaçon des écrits, régissent la contrefaçon des compositions musicales, par la voie de l'impression. Je ne les rappellerai pas. Je me bornerai à faire remarquer qu'arranger, pour un instrument, un morceau écrit pour un autre, que composer un quadrille avec des motifs empruntés à un opéra, c'est se rendre contrefacteur, à moins que les changements, qui ont été opérés, ne soient tels qu'aucune atteinte ne soit portée à la propriété du compositeur. Je dois dire cependant qu'un arrêt de la Cour de cassation, du 19 nivôse an XIII, J. Pal. à sa date, a jugé « que Sieber a pu pareillement faire faire ce qu'il appelle des traductions de ces sortes d'ouvrages pour les rendre propres à d'autres instruments que ceux pour lesquels ils avaient été faits pour leur auteur. » Mais la doctrine de cet arrêt ne me paraît pas devoir être suivie, à moins que la *traduction* n'ait causé aucun préjudice au compositeur.

446. En punissant la reproduction du dessin, la loi entend punir, non-seulement celle qui s'opère par le dessin même, mais aussi celle qui a lieu par la peinture, la gravure, la lithographie, la photographie, en un mot, de quelque façon que ce soit, pourvu qu'elle porte at-

teinte aux droits de propriété de l'artiste et qu'elle lui soit préjudiciable.

447. La protection de l'art. 425 s'étend-elle au dessin appliqué à l'industrie? Cet article ne distingue pas les créations des arts, proprement dits, des créations des arts, appliqués à l'industrie. Il punit toute édition de dessin, faite au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs. Ces lois se résument dans celle des 19-24 juillet 1793, qui, comme le Code pénal, assure, sans distinction, aux dessinateurs, quels qu'ils soient, le droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages, et d'en céder la propriété. Il faut conclure, ce me semble, de ces dispositions, que la question, que j'examine, doit être résolue affirmativement.

La chambre civile de la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Vivaux était propriétaire du dessin d'un modèle de poêle de forme nouvelle. Morel ayant imité ce modèle, Vivaux, en s'appuyant sur la loi du 18 mars 1806, et celle des 19-24 juillet 1793, le fit citer devant le tribunal de commerce de la Seine. Morel fut déclaré contrefacteur et condamné à des dommages-intérêts. La Cour de Paris, par arrêt du 11 août 1852, réforma la décision, « considérant qu'il ne s'agit pas d'une invention, puisque les poêles de Vivaux frères n'ont pas été brevetés; qu'il ne s'agit pas de dessins artistiques, ni même de dessins de fabrique, puisque, en fait, les poêles de Vivaux frères n'offrent rien de semblable, étant, d'une part, dénués de toute espèce d'ornement, et, dans tous les cas, ne pouvant se prêter à l'application de la loi de 1806 sur les dessins de fabrique; considérant que les produits de Vivaux frères ne sont protégés par aucune loi, par aucun principe qui puisse les soustraire à la libre concurrence, qui est le principe en matière

commerciale, le monopole, comme tous les priviléges, étant l'exception ». 11 août 1852. J. Pal. 1853, 2, p. 43.

Mais, sur le pourvoi de Vivaux, l'arrêt fut annulé, « Vu les art. 1er et 7 de la loi du 19 juillet 1793, attendu que les dispositions de cette loi ont pour objet de protéger contre la contrefaçon la propriété de toute création, soit des arts proprement dits, soit des arts appliqués à l'industrie ; que cette protection s'étend donc à la propriété des dessins destinés à être reproduits en relief ; attendu que la nature usuelle d'un produit, non plus que la simplicité du dessin et l'absence même d'ornementation, ne sauraient suffire pour le mettre en dehors de la protection légale, lorsqu'il est constant : 1° que ce produit porte en lui un caractère propre et spécial, qui permet d'en apprécier l'origine et d'en reconnaître l'individualité ; 2° que son auteur a entendu s'en réserver la propriété, et qu'il a fait, dans ce but, en conformité des indications de la loi, tout ce que lui permettait la nature des choses ; 3° et quand la servilité de l'imitation démontre que le reproducteur n'a fait autre chose que s'emparer des résultats du travail d'autrui ; et attendu que, du jugement du tribunal de commerce de la Seine, sur lequel a statué l'arrêt attaqué, il résultait : 1° que Vivaux frères avaient déposé, au secrétariat du conseil des prud'hommes de Bar-sur-Ornain, les dessins de poêles ovales à four, dont il s'agit au procès, à l'effet de s'assurer la propriété exclusive du dessin de ces poêles, dont ils étaient les auteurs ; 2° que ces poêles étaient d'une forme nouvelle, qu'ils avaient un *cachet spécial* constituant une individualité ; 3° que Morel frères les ont copiés, en les contrefaisant par la forme, par la dimension et par le poids ; attendu que l'arrêt attaqué, sans méconnaître ni contester ces faits, déboute les demandeurs de leur action

en dommages-intérêts, par le motif de droit « que les produits de Vivaux frères, étant dénués de toute espèce d'ornements, ne sont protégés par aucune loi, par aucun principe, qui puisse les soustraire à la libre concurrence qui est le principe en matière commerciale ; » attendu que le principe de la libre concurrence commerciale, invoqué par l'arrêt attaqué, ne saurait recevoir d'application, lorsqu'il s'agit de la contrefaçon d'un dessin ou d'un modèle déterminé appartenant à autrui ; attendu que, de ce qui précède, il résulte que l'arrêt attaqué de la Cour impériale de Paris a faussement appliqué la règle de la libre concurrence en matière commerciale, et, par suite, violé formellement, soit les principes de la matière ci-dessus posés, soit les art. 1er et 7 de la loi du 19 juillet 1793 ». 2 août 1854. J. Pal. 1855, tome I, p. 85. — *Conf.*, 21 juillet 1855, n° 260.

448. Les observations, que je viens de présenter à l'occasion du dessin, sont également applicables à la reproduction de la peinture.

Ici se présente une question fort intéressante et fort délicate.

La vente d'un tableau emporte-t-elle le droit de le graver ?

Le baron Gros avait cédé à Philippe Vallot le droit de graver le tableau de la bataille des Pyramides, vendu au Gouvernement français pour la décoration des galeries du palais de Versailles. Pendant que Vallot travaillait à sa gravure, Dominique Gavard, qui avait obtenu du Gouvernement l'autorisation de graver tous les tableaux des galeries de Versailles, s'occupait de la sienne. La première, qui ne reproduisit que le tableau primitif, parut en 1838. La seconde, qui reproduisit le tableau avec les *ajoutés*, fut publiée en 1841. La baronne Gros, en sa qualité de femme commune en biens, et d'usu-

fruitière des biens de son mari, et Vallot comme cessionnaire du droit de graver la bataille des Pyramides, portèrent plainte contre Gavard, et celui-ci fut traduit devant le tribunal correctionnel, comme coupable de contrefaçon. Gavard fut renvoyé des poursuites par le tribunal de la Seine et par la Cour de Paris. Sur le pourvoi de Vallot et de la baronne Gros, l'arrêt fut annulé, « attendu que la loi spéciale, celle du 19 juillet 1793, règle les droits des auteurs et des peintres; qu'il est dit, dans l'art. 1er de cette loi, que les peintres et dessinateurs, qui feront graver des tableaux ou dessins, jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République, et d'en céder la propriété en tout ou en partie; que cette loi établit donc, en principe, que la vente d'un tableau n'emporte le droit de le reproduire, par un art distinct, celui de la gravure, qu'autant que le peintre a cédé ce droit par une stipulation particulière; attendu qu'il est constant, en fait, par l'arrêt attaqué, que le baron Gros avait cédé au sieur Vallot le droit de graver le tableau de la bataille des Pyramides; que, dès lors, nul autre que le sieur Vallot ne pouvait, sans son autorisation, graver ce même tableau; qu'il en était de même, quant aux *ajoutés* exécutés plus tard, à l'égard desquels la dame Dufresne, à qui on n'a pas contesté la qualité de femme commune en biens et d'usufruitière des biens de son mari, le sieur Gros, avait les mêmes droits qu'aurait eus le baron Gros lui-même, notamment celui de gravure non aliéné par aucun d'eux; que, néanmoins, le sieur Gavard a publié une gravure, comprenant le tableau primitif et les *ajoutés*, sans en avoir obtenu l'autorisation, soit du sieur Vallot, soit de la dame baronne Gros; qu'il avait donc encouru les peines applicables au contrefacteur,

tandis que l'arrêt attaqué l'a renvoyé de cette plainte, sur le motif que la vente d'un tableau emporte nécessairement la cession du droit de le graver ; que, par là, ledit arrêt a violé l'art. 1er de la loi du 19 juillet 1793, et l'art. 425, C. pén. » 23 juillet 1841, n° 217.

L'affaire fut renvoyée devant la Cour d'Orléans, qui, comme la Cour de Paris, confirma le jugement de première instance. La baronne Gros et Vallot formèrent un nouveau pourvoi, qui fut porté devant les chambres réunies de la Cour de cassation. Le pourvoi fut rejeté, sur les conclusions conformes de M. le procureur général Dupin, « attendu en droit, que, conformément aux dispositions du Code civil, la vente, faite sans aucune réserve, transmet à l'acquéreur la pleine et absolue propriété de la chose vendue avec tous les accessoires, avec tous les droits et avantages, qui s'y rattachent et en dépendent ; attendu que la vente d'un tableau et les effets, qu'elle est appelée à produire, ne sauraient échapper à l'application de ces principes qu'autant qu'une loi spéciale et exceptionnelle en aurait, d'une manière formelle, autrement disposé, puisque, par sa nature, un tableau, et les avantages, qui peuvent se rattacher à sa possession, sont susceptibles de l'appropriation la plus complète ; attendu que le droit de reproduire le tableau par la gravure doit être compris au nombre des droits et facultés que transmet à l'acquéreur une vente faite sans réserve ; attendu que la loi du 19 juillet 1793, invoquée par les demandeurs en cassation, se borne, en ce qui concerne les peintres, à assurer à ceux qui font graver des tableaux ou dessins, à leurs héritiers et cessionnaires, la propriété de leurs ouvrages et le droit de les reproduire, en plaçant ce droit de reproduction sous la protection d'un privilége temporairement exclusif; mais que cette même

loi, applicable seulement au cas où le peintre, resté propriétaire de son tableau, a entrepris de le reproduire par le procédé de la gravure, n'a eu aucunement en vue de créer à son profit, quant à ce droit de reproduction, une propriété distincte, indépendante de celle du tableau, et qui lui serait toujours conservée, malgré l'aliénation, par lui faite sans aucune restriction, du tableau, auquel se rattache l'exercice de ce droit ». 27 mai 1842, n° 129.

Cette dernière décision me paraît reposer sur des principes incontestables.

Mais si l'acquéreur de l'œuvre d'art, du tableau, de la statue ou du buste, s'abstenait d'user, par lui-même, du droit de reproduction ou d'en faire la cession, des tiers ne pourraient pas, sous le prétexte que la vente a enlevé au vendeur la propriété de la chose vendue avec tous ses accessoires, et en excipant du droit de l'acquéreur, reproduire l'œuvre d'art, sans se rendre coupables du délit de contrefaçon, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le sculpteur Carpeaux avait fait, sur la commande de Napoléon III, une statuette et un buste du Prince impérial. Les sieurs Mathias et Sauveler crurent pouvoir les reproduire. Ils furent condamnés comme contrefacteurs. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué et reconnu par les demandeurs que Carpeaux est l'auteur d'une statuette de Son Altesse le Prince impérial, commandée par Sa Majesté et exécutée d'après nature au palais des Tuileries, et qu'en outre cet artiste a fait également, sur le même ordre, d'après cette statuette, un buste qui est la reproduction exacte de la tête du prince ; attendu que l'art. 1^er^ de la loi du 19 juillet 1793 reconnaît à l'auteur d'une œuvre d'art le droit exclusif d'en jouir, de la vendre, de

la faire vendre ou d'en céder la propriété en tout ou en partie ; d'où il suit que, si l'auteur l'a vendue sans aucune réserve, l'acquéreur peut revendiquer contre lui le droit exclusif de reproduction, implicitement compris dans l'abandon, qui a été fait d'une manière absolue, de l'œuvre elle-même ; mais que ce qui est vrai dans les relations de l'auteur avec un cessionnaire, à qui il a transmis plus ou moins complétement sa propriété dans des conditions que la convention détermine, cesse de l'être, lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'un contrefacteur; que celui-ci n'est qu'un tiers étranger à la cession, et qui, n'étant ni le représentant de l'auteur, ni celui de l'acquéreur, ne peut exciper des droits de ce dernier, alors surtout qu'il garde le silence et qu'il fait par là présumer que, tout en s'assurant la propriété de l'œuvre primitive, il a entendu laisser, dans le domaine de l'auteur, le droit exclusif de reproduction ; attendu que telle est, en effet, dans l'espèce, la situation des parties ; qu'il est constaté par l'arrêt que Carpeaux, sans aucune réclamation de la part de Sa Majesté, a tiré, en bronze, diverses éditions de différentes grandeurs de la statuette et du buste de Son Altesse le Prince impérial ; que c'est vainement que les demandeurs voudraient se substituer à Sa Majesté pour dénier à l'auteur de ces œuvres un droit qu'il n'a, suivant l'arrêt, cédé à qui que ce soit, et que, par suite, c'est avec raison que la Cour impériale de Paris a déclaré, dans de telles circonstances, Mathias et Sauvelet sans qualité pour contester la propriété de Carpeaux ». 12 juin 1868, n° 145.

449. Les autres productions, que l'art. 425 a en vue, sont, notamment, la gravure, la sculpture, la lithographie, et voire même la photographie, dans le cas où elle prend une valeur artistique.

450. On avait contesté que la contrefaçon d'un ou-

vrage de sculpture fût un délit, comme la contrefaçon d'un écrit, d'une composition musicale, d'un dessin ou d'une peinture. La Cour de Paris, saisie de la question, décida « que, si l'art. 425, C. pén., ne porte pas nominativement le mot *sculpture*, elle est comprise, comme fruit du génie, d'une manière générale dans ces mots, *ou de toute autre production;* qu'il est évident que l'intention du législateur a été de comprendre la contrefaçon des ouvrages de sculpture au nombre des délits, spécifiés dans l'art. 425, puisque, par l'art. 427, il prononce la confiscation des moules, qui concernent particulièrement les objets de sculpture ». Le pourvoi, que la demoiselle Robin forma contre cette décision, fut rejeté, « attendu que, en déclarant que le contre-moulage des ouvrages de sculpture rentrait dans la disposition générale des art. 425 et 427, C. pén., et qu'il était susceptible de l'application des peines portées par l'art. 425 de cette loi, l'arrêt de la Cour de Paris n'a violé aucune loi; que la loi du 19 juillet 1793 n'a imposé qu'aux auteurs des ouvrages, imprimés ou gravés, l'obligation de déposer deux exemplaires de leurs ouvrages à la Bibliothèque royale, et au cabinet des estampes, et que les sculpteurs n'y ont jamais été soumis; que, dès lors, on ne pouvait pas exciper de cette loi pour opposer une fin de non-recevoir à la demande du sieur Romagnesi ». 17 novembre 1814, J. Pal., à sa date. — *Conf.*, 21 juillet 1855, n° 260.

451. Y a-t-il deux sculptures, la sculpture artistique, la sculpture industrielle, protégées l'une par la loi des 19-24 juillet 1793 et le Code pénal, l'autre par les lois relatives à la propriété industrielle?

Le projet de loi, sur les modèles de dessin de fabrique, présenté, en 1846, à la Chambre des pairs, faisait la distinction. Il déclarait sculpture industrielle celle

qui était appliquée à la composition des objets destinés à l'industrie. Cette disposition fut critiquée par Cousin : « Est-ce que, par hasard, dit-il, la nature des objets d'art est déterminée par la destination arbitraire qu'on leur donne, ou par le traité, que fait nécessairement l'artiste avec l'industriel, qu'on nomme un fabricant d'orfévrerie, de bronze ou de tapisserie? » Le projet de 1846 n'a pas abouti, et la question, que j'examine, est restée dans le domaine de la jurisprudence. J'estime qu'on ne doit pas faire une distinction, que la nature des choses réprouve, et que la loi n'ordonne pas. Il me semble que la sculpture est, comme le dessin, protégée, quelle que soit sa nature, par la loi des 19-24 juillet 1793, et les art. 425 et suiv., C. pén.

452. Si l'on prenait à la lettre l'art. 425, on ne considérerait, comme contrefaçon, que la reproduction *imprimée* ou *gravée*. Mais il est évident que ces expressions ne sont que démonstratives, et que la reproduction est un délit, de quelque façon qu'elle ait lieu, toutes les fois qu'elle porte atteinte à la propriété de l'auteur contrefait et qu'elle lui cause préjudice, comme l'ont admis sans difficulté plusieurs des arrêts, que je viens de citer. Cette conséquence se déduit nécessairement de l'art. 7 de la loi des 19-24 juillet 1793 et de l'art. 425, qui accordent leur protection à toutes les productions de l'esprit, c'est-à-dire même à celles qui se traduisent autrement que par l'impression et la gravure. Elle se déduit aussi de l'art. 427 du Code, qui autorise la confiscation, non-seulement des planches, mais aussi des moules ou matrices des choses contrefaites, en d'autres termes, d'objets qui servent à la reproduction par un procédé, qui n'est ni celui de l'impression, ni celui de la gravure.

453. Les lois et règlements, relatifs à la propriété

des auteurs, sont, notamment, la loi des 19-24 juillet 1793, la loi du 10 fructidor an IV, le décret du 1er germinal an XIII, le décret du 7 germinal an XIII, le décret du 20 février 1809, le décret du 5 février 1810 (art. 39, 41 à 48); l'ordonnance du 24 octobre 1814, l'ordonnance du 9 janvier 1828, la loi du 3 août 1844, la loi du 8 avril 1854, la loi du 14 juillet 1866, modificative de plusieurs de celles qui précèdent.

454. Peut-on être son propre contrefacteur? La question est singulière. Elle s'est cependant présentée devant le tribunal correctionnel de la Seine dans les circonstances suivantes. Un auteur avait cédé son ouvrage à un tiers, puis il l'avait édité et l'avait vendu. A raison de ce fait, le tribunal le déclara contrefacteur, « attendu que les termes de la loi de 1793 n'admettent aucune exception, et, qu'aux termes de l'art. 41 du décret de 1810, le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et actions de l'auteur. » Je ne peux pas approuver cette décision. Sans doute, l'inculpé avait méconnu la convention, par laquelle il avait cédé son œuvre à un tiers, et il était civilement responsable de l'inobservation du contrat. Mais s'était-il rendu coupable de contrefaçon? C'est là qu'est la difficulté. La loi des 19-24 juillet 1793 défend les productions de l'esprit et du génie contre les usurpations totales ou partielles ; l'art. 425, C. pén., n'a pour objet que de sanctionner par une peine la prohibition de cette loi. Est-ce qu'il est permis d'admettre que la loi de 1793 est enfreinte par celui qui se borne à éditer, malgré la cession qu'il en a faite, l'œuvre de son esprit ou de son génie? Je ne le crois pas. Encore une fois, je ne vois là qu'une ouverture à une action civile en dommages-intérêts.

455. La contrefaçon, prévue par l'art. 425, est un

délit. Elle ne prend donc ce caractère que si elle a eu lieu avec une intention criminelle. Mais, à raison du caractère particulier de l'infraction, c'est à l'inculpé à prouver qu'il a agi de bonne foi, comme la Cour de cassation l'a jugé en statuant, sur le pourvoi de Thoinier-Desplaces, « attendu que le délit de contrefaçon est soumis, comme tous les autres délits, à la double condition des faits matériels et du préjudice causé, et d'une pensée coupable ; que si, dans ce délit d'une nature spéciale, à raison des mesures prises par le législateur pour assurer la propriété littéraire et industrielle, et pour mettre les tiers à même d'en vérifier facilement l'existence et l'étendue, la bonne foi ne se présume pas, et, si la preuve de cette bonne foi, exclusive de toute intention frauduleuse, reste à la charge du prévenu, l'arrêt attaqué prend soin d'en établir l'existence par des motifs de fait, à l'abri de toute censure, et de constater, en même temps, l'absence du préjudice; qu'il résulte donc encore, sous ce double rapport, des termes dudit arrêt, une appréciation, qui affranchit de tout caractère délictueux les actes et la conduite de Duckett ». 24 mai 1855, n° 171. — *Conf.*, 18 juin 1847, n° 133; 13 janvier 1866, n° 17.

456. La Cour de cassation juge, en principe, « que la loi, n'ayant pas défini les caractères, qui font d'un produit artistique une création de l'esprit ou du génie, il appartient aux juges du fait de déclarer, par une constatation, nécessairement souveraine, si le produit, déféré à leur application, rentre par sa nature dans les œuvres d'art, protégées par la loi du 19 juillet 1793 ». 16 mai 1862, n° 132. — *Conf.*, 2 août 1850, n° 244; 21 juin 1855, n° 260; 8 juin 1860, n° 133; 22 novembre 1867, n° 234.

Cependant l'appréciation des juges du fait pourrait

être revisée par la Cour de cassation, si elle reposait sur une déduction juridique, comme il a été reconnu dans l'espèce suivante, « attendu que l'arrêt attaqué ne méconnaît pas que les statuettes saisies sont la reproduction exacte de celles, dont Fontana est reconnu propriétaire, et que ledit arrêt qualifie de modèles; que cette ressemblance ressortait également du jugement correctionnel, qui a relaxé les prévenus; attendu que, pour confirmer ledit jugement, l'arrêt se fonde uniquement sur ce que les statuettes saisies ne sont que la reproduction d'un type religieux et immuable, d'où l'arrêt tire la conséquence que les statuettes, appartenant à la partie civile, n'offrent aucun caractère de création; attendu que, quelque connus que soient les traits d'un type commun, et quoique la tradition impose à toute copie la nécessité de les respecter, cette fidélité indispensable n'en laisse pas moins place au talent de l'artiste, lui permet de créer une œuvre, marquée d'un caractère spécial, et qui devient, à ce titre, une propriété, que la loi protége; que, dès lors, la reproduction illicite de cette œuvre peut constituer le délit de contrefaçon; attendu que, pour écarter le délit dans l'espèce, il ne suffisait pas de constater que les statuettes Fontana étaient prises sur un type commun, ce qui n'excluait aucune des modifications qu'a pu apporter le génie de l'artiste, mais que, pour déclarer les modèles non susceptibles d'être contrefaits, il devait être expressément reconnu que, dans leur exécution, ils n'offraient rien qui fût propre à leur auteur, et pût lui assurer un droit exclusif; attendu qu'en gardant le silence sur ce point, et, de plus, en ne contestant pas l'identité parfaite entre les statuettes Fontana et celles qui ont été saisies, l'arrêt dénoncé n'exclut pas le délit de contrefaçon, et que, dès lors, le relaxe des prévenus ne se

trouve pas justifié, en quoi il y a eu violation de la loi précitée ». 13 février 1857, n° 61.

457. Le décret du 28 mars 1852 a étendu la disposition de l'art. 425 à la contrefaçon, sur le territoire français, d'ouvrages, publiés à l'étranger et mentionnés en cet article.

458. Je terminerai mes observations sur l'art. 425, en recherchant à quel moment la contrefaçon doit être réputée consommée.

Pour que le délit existe, il n'est pas nécessaire que l'ouvrage contrefait soit édité, et que la vente en soit commencée.

S'il s'agit d'une contrefaçon par la voie de l'impression, il suffit que des feuilles aient été imprimées, ainsi que la Cour de cassation l'a reconnu, en rejetant le pourvoi formé par Clémandot contre un arrêt de la Cour de Paris, « attendu qu'il n'y a pas simple tentative dans le fait dont il s'agit, mais contrefaçon réelle, puisque des feuilles imprimées et contrefaites ont été saisies ». 2 juillet 1807.

Ces principes sont applicables à tous les genres de reproduction.

ARTICLE 426.

Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction, sur le territoire français, d'ouvrages, qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

459. Objet de l'article.
460. Faits constitutifs du débit. Arrêt.
461. Suite. Annonce dans un catalogue. Arrê
462. Généralité de la disposition.
463. Décret du 28 mars 1852.

459. Cet article assimile au délit de contrefaçon 1° le débit des ouvrages contrefaits et 2° l'introduction, sur le territoire français, des ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits à l'étranger.

460. Le débit existe, dès qu'il y a eu mise en vente, comme la Cour de cassation l'a reconnu, en rejetant le pourvoi de Wahlen, « considérant qu'en admettant que les ouvrages, en question, aient été contrefaits, avant la réunion de la Belgique à la France, au moins est-il certain que l'exposition en vente de ces ouvrages a eu lieu depuis cette réunion, puisqu'elle a eu lieu en fructidor dernier, ce qui suffit pour rendre applicable la loi du 19 juillet 1793; considérant que, la loi n'indiquant point, par son art. 5, le prix qui doit servir de base à l'indemnité qu'elle adjuge contre tout débitant d'ouvrages contrefaits, l'arrêt attaqué n'a pu violer la loi, en condamnant Wahlen pour raison de l'exposition en vente de ces ouvrages contrefaits, à payer plutôt le prix de vente *au public*, que le prix *marchand* ». 29 frimaire an XIV, J. Pal., à sa date.

461. Le débit ne résulterait pas de l'indication de l'ouvrage dans un catalogue de librairie.

La Cour de cassation l'a jugé, sur les conclusions conformes de Merlin, « attendu que, si l'annonce d'un ouvrage, dans un catalogue, doit nécessairement faire présumer l'intention de le vendre, cette intention n'en constate pas néanmoins le débit; et que le débit seul constitue la contravention, aux termes de la loi du 19 juillet 1793 ». 2 décembre 1808, J. Pal., à sa date.

462. L'art. 426 ne semble concerner, dans sa deuxième disposition, que les ouvrages imprimés. Malgré la spécialité de ses termes, je le crois applicable à

toutes les œuvres de l'esprit et du génie, dont il est question dans l'article qui le précède.

463. Le décret du 28 mars 1852 a assimilé au débit et à l'introduction sur le territoire français, mentionnés dans cet article, le débit, l'exportation et l'expédition des ouvrages, publiés à l'étranger et contrefaits en France.

ARTICLE 427.

La peine contre le contrefacteur, ou contre l'introducteur, sera une amende de cent francs au moins, et de deux mille francs au plus ; et, contre le débitant, une amende de vingt-cinq francs au moins, et de cinq cents francs au plus.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant.

Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits, seront aussi confisqués.

464. Action en contrefaçon. Partie lésée. Ministère public. Arrêts.
465. Suite. Dépôt préalable.
466. Suite. Distinction entre les œuvres. Arrêts.
467. Suite. Distinction entre l'action civile et l'action publique.
468. Suite. Saisie. Arrêt.
469. Pénalité.
470. La contrefaçon et le débit de l'édition constituent deux délits distincts. Conséquence. Prescription. Arrêt.

464. L'action en contrefaçon peut être intentée non-seulement par la partie lésée, mais aussi par le minis-

tère public, comme la Cour de cassation l'a jugé en annulant un jugement du tribunal criminel du département de la Seine, « attendu que la poursuite des délits appartient essentiellement et exclusivement au ministère public; que, dans l'espèce, s'agissant d'une plainte en contrefaçon, c'est-à-dire d'un délit, le commissaire du Gouvernement près le tribunal criminel du département de la Seine était partie essentielle par la nature du fait, soit pour la poursuite, soit pour la réquisition des peines, prononcées par la loi du 19 juillet 1793; qu'en admettant, ainsi qu'on l'a prétendu, que la nation étant seule intéressée, la poursuite devait être exercée en son nom par l'agent du Trésor public, ou par tout autre agent du Gouvernement, cette circonstance, en la supposant vraie, n'était pas un motif pour paralyser et éteindre même l'action publique, qui, pour être mise en mouvement, en matière de délit, n'a pas besoin de l'intervention ou du concours de la partie privée ou civile; que la Cour criminelle du département de la Seine, en déclarant le ministère public non recevable, non-seulement dans ses demandes et consentements, sans aucune réserve, et même sans excepter celles par lui prises et fixées par écrit, tendantes à l'application des peines prononcées par la loi du 19 juillet 1793, a commis un excès de pouvoir, et violé les art. 4 et 5 du Code des délits et des peines ». 7 prairial an XI, n° 146. — *Conf.*, 27 mars 1835, n° 113.

465. Les poursuites ne peuvent-elles avoir lieu, qu'après que le dépôt de l'œuvre contrefaite, prescrit successivement par la loi des 19-24 juillet 1793 (art. 6), le décret du 5 février 1810 (art. 48), la loi du 21 octobre 1814 (art. 14), l'ordonnance du 9 janvier 1828, a été opéré?

Il faut faire ici plusieurs distinctions.

466. Il faut d'abord en faire une entre les œuvres susceptibles de contrefaçon.

L'art. 6 de la loi des 19-24 juillet 1793, qui n'a pas été modifié sur ce point, n'impose pas indistinctement à tous les auteurs l'obligation de déposer leurs œuvres. « Il n'oblige à ce dépôt, dit Merlin, sous peine d'être non recevables à poursuivre en justice les contrefacteurs, que les auteurs d'ouvrages de littérature ou de gravure, dans quelque genre que ce soit, et encore, ne les y oblige-t-il que dans le cas où ils mettent ces ouvrages au jour. Il n'y oblige donc pas les auteurs des ouvrages de littérature, qui ne les font pas imprimer; il n'y oblige donc pas les auteurs d'ouvrages dramatiques, qui, sans les livrer à l'impression, les font représenter sur un ou plusieurs théâtres. Il n'y oblige donc pas les auteurs d'ouvrages de sculpture, soit que ces auteurs s'en tiennent aux originaux de leurs ouvrages, soit que, par le moyen du moulage, ils en tirent des épreuves ou exemplaires qu'ils livrent au public ».

La Cour de cassation a eu l'occasion de confirmer cette opinion, en ce qui concerne les sculptures et les œuvres dramatiques.

Dans la première espèce, elle a rejeté le pourvoi, formé contre l'arrêt de la Cour de Paris, « sur le moyen pris d'une violation prétendue des art. 1er et 6 de la loi du 19 juillet 1793, 15 du décret du 18 mars 1806, 425, 427 et 429, C. pén., en ce que l'arrêt attaqué admet, au profit de Jouvensel, comme auteur ou cessionnaire de l'auteur, le droit de propriété exclusive d'objets de sculpture, employés dans l'industrie, sous forme de poignées, et pieds de cafetière, théières et réchauds, sans qu'il en ait effectué le dépôt, prescrit, soit par l'art. 6 de la loi précitée, soit par l'art. 15 du décret; attendu que l'arrêt attaqué déclare, en fait, par une apprécia-

tion souveraine, que les sculptures, dont les modèles ou moules ont été saisis sur les demandeurs, rentrent, par leur nature, dans la catégorie des productions de l'esprit, appartenant aux beaux-arts, dont parle l'art. 7 de la loi de 1793, et qu'il en conclut justement qu'elles sont régies par les dispositions de cette loi, sans que la condition de son art. 6 leur soit applicable ». 21 juillet 1855, n° 260. — *Conf.*, 17 novembre 1814, J. Pal. à sa date.

Dans une autre espèce, elle a rejeté également le pourvoi, formé contre un arrêt de la Cour de Lyon, « sur le moyen pris de ce que les auteurs et compositeurs, qui se sont constitués parties civiles au procès, n'auraient pas effectué préalablement le dépôt des ouvrages, signalés par leurs plaintes comme ayant été représentés sans leur consentement; attendu que les lois combinées des 19 janvier et 6 août 1791, 19 juillet et 1er septembre 1793, ont garanti aux auteurs d'ouvrages dramatiques la propriété de ces ouvrages et le droit d'en disposer pendant leur vie, soit simultanément par la voie de l'impression et celle de la représentation, soit séparément par l'une de ces deux voies; attendu que la formalité du dépôt préalable ne se rattache qu'au premier de ces modes divers d'exploitation qui, bien que dérivant de la même source, sont soumis à des conditions distinctes, et régis par des dispositions différentes ». 24 juin 1852, n° 206.

Ces décisions me paraissent incontestables.

D'une part, l'obligation du dépôt préalable ne peut être imposée qu'aux auteurs d'ouvrages de nature à prendre place dans une bibliothèque, puisque, aux termes de la loi des 19-24 juillet 1793, et de l'ordonnance du 9 janvier 1828, c'est dans une bibliothèque que le dépôt doit avoir lieu. D'autre part, cette obligation ne

peut pas peser sur ceux qui se plaignent d'une contrefaçon commise par la voie de la représentation théâtrale; car la loi de 1793, et les règlements, qui l'ont suivie, ne l'imposent qu'aux auteurs ou compositeurs lésés par la publication d'une édition contrefaite de leurs œuvres.

467. Y a-t-il lieu, dans le cas où le dépôt prescrit n'a pas été effectué, à faire une sous-distinction entre l'action civile et l'action publique?

L'auteur, qui doit déposer son œuvre et qui ne la dépose pas, ne peut pas être admis à poursuivre les contrefacteurs; c'est la disposition formelle de l'art. 6 de la loi de 1793.

L'exercice de l'action publique est-il également subordonné au dépôt de l'œuvre contrefaite?

La question me paraît difficile.

D'un côté, on fait remarquer que l'auteur, qui n'a pas déposé son œuvre, n'est pas déchu de son droit de propriété et que, par conséquent, éditer son œuvre, c'est, malgré l'absence du dépôt, commettre une contrefaçon. On ajoute que, d'après les principes généraux, l'action publique appartient aux fonctionnaires, auxquels elle est confiée et qu'elle est indépendante de l'action civile (C. instr. crim., art. 1er et 3), à moins qu'une disposition spéciale et formelle ne la subordonne aux actes ou à la volonté de la partie lésée. On en conclut que, le délit existant, le ministère public a le droit de le poursuivre, quoique la partie civile, faute d'avoir opéré le dépôt, ne soit pas recevable à le faire.

D'un autre côté, on reconnaît, ce qui, du reste, est indiscutable, que l'auteur n'est pas déchu de son droit de propriété, pour n'avoir pas fait le dépôt, que l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1793 lui prescrivait; mais on

soutient qu'en ne faisant pas ce dépôt, il paraît, sans renoncer précisément à sa propriété, mettre son œuvre, au moins momentanément, dans le domaine public, à la disposition de tous et autoriser chacun à la reproduire; on se demande comment le ministère public pourrait avoir la prétention de défendre un droit, qui ne veut pas être défendu, et de s'opposer à une reproduction, à une vulgarisation de l'œuvre, qui semble être dans les désirs de l'auteur.

La première opinion repose sur des principes certains; j'ai été bien près de l'adopter; cependant j'ai fini par trouver la seconde préférable.

468. La poursuite en contrefaçon peut-elle être déclarée non recevable, sous le prétexte qu'elle n'a pas été précédée d'une saisie, ou que la saisie, à laquelle il a été procédé, est nulle? Aucune disposition de loi ne subordonnant la recevabilité de l'action à la régularité de cette opération préalable, il faut en conclure que l'absence ou la nullité de la saisie n'est pas un obstacle à la poursuite du délit de contrefaçon.

La Cour de cassation l'a décidé dans l'espèce suivante.

Hacquart s'était rendu cessionnaire d'une œuvre littéraire par acte sous seing privé. Il en fit saisir l'édition contrefaite chez Pistole. Puis, il soumit l'acte de cession à la formalité de l'enregistrement, et intenta son action en contrefaçon. Pistole lui opposa, comme fin de non-recevoir, la nullité de la saisie. Il soutint qu'elle était irrégulière, puisqu'elle avait eu lieu en vertu d'un acte, qui, n'ayant pas de date certaine, était inexistant pour les tiers. Ce moyen fut accueilli par la Cour de Bourges; mais, sur le pourvoi d'Hacquart, l'arrêt fut annulé, « attendu que l'art. 427, C. pén., met au nombre des délits le débit d'ouvrages contrefaits; qu'au-

cune loi ne déroge, à l'égard de ce délit, aux règles, établies par le Code d'instruction criminelle pour l'exercice de l'action publique et de l'action civile, et, spécialement, aux art. 3 et 67 de ce Code ; que l'art. 3 de la loi du 19 juillet 1793, qui donne aux auteurs ou à leurs cessionnaires le droit de faire saisir les exemplaires contrefaits des ouvrages, dont ils sont propriétaires, ne fait point de cette saisie une condition nécessaire de l'exercice de leur action ; qu'ainsi le défaut de saisie ou la nullité de celle qui a été pratiquée, ne les rend pas non recevables à poursuivre leurs droits dans la forme ordinaire ; que cela résulte implicitement des dispositions de l'art. 429, C. pén., qui détermine comment l'indemnité, due au propriétaire, doit être réglée, lorsqu'il n'y a point eu d'objets saisis et confisqués ; qu'en supposant que la saisie, faite à la demande d'un cessionnaire, dont le titre de propriété n'a pas alors de date certaine, doive être, d'après les dispositions de l'art. 1328, C. civ., considérée comme entachée de nullité, cette nullité ne peut empêcher ce cessionnaire, ultérieurement et après qu'il a fait enregistrer son titre, d'intenter valablement son action, soit par voie de citation directe, soit par voie d'intervention ». 27 mars 1835, n° 113.

469. La peine est, contre le contrefacteur et l'introducteur, une amende de 100 francs à 2,000 francs, et, contre le débitant, une amende de 25 francs à 500 francs.

La confiscation de l'édition contrefaisant doit être prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. En outre, les planches, les moules ou matières des objets contrefaisant sont confisqués.

470. La contrefaçon et le débit de l'édition contre-

faisant constituent deux délits parfaitement distincts. Il en résulte que le premier peut être prescrit et le deuxième ne l'être pas.

La demoiselle Brossard de Beaulieu avait publié en 1806 une gravure représentant Malesherbes. En 1820, Bosc-Saint-Hilaire fit paraître une estampe reproduisant le même portrait. Plus de trois ans après la publication, la demoiselle Brossard l'assigna en contrefaçon devant le tribunal correctionnel de la Seine. Bosc opposa la prescription. Le tribunal l'admit pour la contrefaçon et la repoussa pour le débit. La Cour confirma la décision des premiers juges. Bosc prétendit, devant la Cour de cassation, que la décision renfermait un excès de pouvoir, en ce que le délit de débit d'une œuvre contrefaite ne pouvait exister qu'autant que la contrefaçon avait été déclarée constante, ce qui ne pouvait avoir lieu, puisque la Cour elle-même avait déclaré prescrit le délit de contrefaçon. Le pourvoi fut rejeté, « attendu que la prescription du délit de contrefaçon n'exclut pas l'exercice de l'action publique, relativement au délit distinct de la vente de la gravure prétendue contrefaite, pas plus qu'elle ne pourrait exclure l'exercice de cette action pour une contrefaçon nouvelle ». 26 septembre 1828. J. Pal., à sa date.

ARTICLE 428.

Tout directeur, tout entrepreneur de spectacles, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cinquante

francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

471. Objet de la disposition.
472. Cafés chantants. Arrêt.
473. Association d'artistes. Concerts. Publicité. Arrêt.
474. Ce qu'il faut entendre par ouvrages dramatiques.
475. Législation.
476. Pénalité.

471. Les auteurs dramatiques peuvent profiter de leurs œuvres de deux manières, par l'impression et par la représentation. En conséquence, la loi a dû protéger ces deux modes de jouissance. Le premier est garanti par l'art. 425 et la législation que j'ai rappelée sous cet article ; le second, par l'art. 428, et par les lois et règlements, que je vais citer tout à l'heure, comme la Cour de cassation l'a reconnu, en rejetant le pourvoi de Jules Connerot, « attendu que les lois combinées des 13-19 janvier, 19 juillet, 6 août 1791, 19-24 juillet et 1er septembre 1793, ont garanti aux auteurs d'ouvrages dramatiques la propriété de ces ouvrages, soit simultanément par la voie de l'impression et de la représentation, soit séparément par l'une de ces deux voies ». 24 juin 1852, n° 206.

472. Les prohibitions de l'article, que j'examine, concernent les directeurs et entrepreneurs, non-seulement des spectacles, proprement dits, mais aussi des lieux publics, assimilables aux spectacles, comme les cafés qu'on appelle *chantants*, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Jules Connerot, « sur le second moyen, pris de ce que les représentations, reconnues constantes par le juge, n'auraient pas présenté, dans l'espèce, les caractères déterminés par l'art. 428, C. pén., à raison, en premier lieu, de ce que

les morceaux de musique, qu'elles ont eus pour objet, n'auraient été accompagnés ni de paroles ni de jeu scénique ; en second lieu, de ce qu'un café, où le public est admis sans rétribution, ne saurait être considéré comme un théâtre, attendu qu'aux termes du jugement du tribunal correctionnel de Lyon, dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, le demandeur a, dans l'établissement de limonadier, qu'il exploite dans ladite ville, donné plusieurs représentations, dans lesquelles il aurait joué et fait jouer, chanté et fait chanter des morceaux, appartenant aux auteurs et compositeurs, parties civiles en la cause ; attendu qu'il ressort, de ces énonciations, que, sous l'inspiration d'une pensée de gain illicite, le demandeur a dirigé une entreprise de spectacle, à laquelle il a pris part, à un double titre, comme chef et comme acteur, et qu'il a, dans un lieu ouvert au public, reproduit partiellement, par la voie de la représentation théâtrale, des compositions musicales et des œuvres dramatiques, dont le caractère est déterminé par la plainte de ceux, que l'arrêt attaqué déclare avoir été lésés dans leur droit de propriété; qu'il y a, dans cet ensemble de circonstances, la réunion des conditions constitutives du délit, prévu et puni par l'art. 428 précité ». 24 juin 1852, n° 206.—*Conf.*, 22 janvier 1869, n° 23.

473. Les mêmes prohibitions s'étendent, même aux associations d'artistes, dont les représentations ou concerts, quoiqu'ils ne soient pas accessibles à tout le monde, ont néanmoins un caractère public, à raison du nombre illimité de leurs sociétaires et de la faculté, donnée à tout amateur, de se procurer des billets pour chaque représentation ou concert, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante, « attendu que les lois des 19 janvier et 6 août 1791, 19 juillet et

1er septembre 1793, assurent aux auteurs dramatiques la propriété de leurs ouvrages, et le droit d'en disposer par la voie de la représentation comme par celle de l'impression ; que ces dispositions trouvent leur sanction dans l'art. 428, C. pén.; attendu que l'arrêt attaqué vise le règlement imprimé de l'Institut musical, en discute les conditions et reconnaît implicitement, mais nécessairement, que ces conditions sont la règle de l'établissement, dont il s'agit; attendu qu'il résulte, de l'arrêt attaqué, et des faits constatés par l'acte précité, qu'il s'est formé à Orléans une association d'artistes ou autres, dans le but de faire exécuter, dans des concerts, les meilleures compositions musicales, anciennes et modernes, et, notamment, des morceaux extraits d'œuvres dramatiques ; que le nombre des sociétaires est illimité ; que toute personne peut être admise à faire partie de la société, sur la présentation d'un de ses membres, en s'engageant à payer la cotisation fixée par le règlement ; que cinq concerts au moins sont donnés par année ; qu'au moyen de sa souscription, chaque membre de l'association reçoit un billet pour chacun de ces concerts ; qu'en dehors des abonnements ordinaires, les officiers de la garnison sont admis, par ces statuts, à s'abonner pour le nombre de concerts, donnés pendant leur séjour, au prix de 2 francs par chaque billet ; que les personnes, étrangères aux cantons d'Orléans, peuvent également, par l'intermédiaire d'un abonné, se procurer des billets, pour chaque concert, au prix de 3 francs, au moins, par billet ; que, dans ces circonstances, il est impossible de ne pas reconnaître, dans ces concerts, le caractère de publicité, qui les fait rentrer dans la classe des représentations auxquelles s'applique l'art. 428, C. pén. ; attendu, au surplus, qu'il est également constaté que ces concerts sont

donnés à prix d'argent, soit à raison de la souscription payée par les abonnés, soit à raison de la distribution des billets, dont le coût est de 2 francs ou de 3 francs; que le produit des abonnements et des billets fournit aux frais des concerts, et sert, en outre, à payer des cours publics de musique, que la société a institués; attendu qu'en décidant qu'en cet état des faits, l'art. 428, C. pén., ne pouvait être appliqué aux concerts, donnés par l'Institut musical d'Orléans, l'arrêt attaqué a violé les dispositions de cet article ». 16 décembre 1854, n° 348.— *Conf.*, 11 mai 1860, n° 124.

474. Les *ouvrages dramatiques* désignent non-seulement les œuvres en prose ou en vers, mais aussi les compositions purement musicales, quelle que soit, d'ailleurs, l'étendue de ces œuvres. Longues ou brèves, elles sont la propriété de l'auteur, et cette propriété doit être respectée. L'art. 428 en interdit la représentation totale ou partielle, comme l'art. 425 interdit la reproduction totale ou partielle de l'écrit.

475. Les lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs dramatiques sont : le décret des 13-19 janvier 1791, le décret des 19 juillet, 6 août 1791, le décret des 30-31 avril 1792, le décret du 1er septembre 1793, le décret du 8 juin 1806, l'avis du Conseil d'Etat du 23 août 1811, le décret du 15 octobre 1812, la loi du 3 août 1844, la loi du 8 avril 1854, la loi du 16 juillet 1866.

476. L'art. 428 prononce, contre celui qui méconnaît ses prescriptions, une amende de 50 francs à 500 francs. Il ordonne, en outre, la confiscation des recettes.

ARTICLE 429.

Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le produit des confiscations, ou les recettes confisquées, seront remis au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert ; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

477. Objet de l'article.

477. Cet article est applicable à toutes les hypothèses prévues dans les quatre articles qui le précèdent.

Il dispose que « le produit des confiscations ou les recettes confisquées seront remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert, et que le surplus de l'indemnité ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

§ 6. — *Délits des fournisseurs.*

478. Inexactitude du titre du paragraphe. Il comprend des crimes.

478. L'intitulé de ce paragraphe manque d'exactitude.

En effet, les infractions, dont il s'occupe, constituent, sauf celle qui est mentionnée dans l'art. 433, des crimes et non des délits.

ARTICLE 430.

Tous individus chargés, comme membres de compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre et de mer, qui, sans y avoir été contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la réclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinq cents francs ; le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

479. Personnes auxquelles l'article est applicable. Temps de paix. Arrêt.
480. Pénalité. Amende.
481. Question au jury.

479. Cet article ne concerne que les individus, chargés de fournitures, d'entreprises ou régies, pour le compte des armées de terre et de mer; mais, conçu d'une manière générale, il est applicable, lors même que le manquement a eu lieu en temps de paix, comme la Cour de cassation l'a reconnu, en jugeant que « le texte des art. 430 et 433 n'a point spécifié le cas de guerre et qu'il a statué, au contraire, d'une manière générale, sur les fournitures faites pour le compte des armées de terre et de mer; que les rassemblements de troupes et la mise en mer des bâtiments de l'État peuvent avoir lieu, en temps de paix comme en temps de guerre, et que la loi a eu pour but de pourvoir, par des mesures de répression, à ce que ces troupes fussent approvisionnées en tout temps », 17 février 1848, Jour. Dr. crim.

480. Le fait, prévu par cet article, est puni de la réclusion et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinq cents francs.

Les observations, que j'ai faites dans le commentaire de l'art. 406, sur le maximum de l'amende, sont applicables à l'amende de l'art. 430.

481. La question, relative au crime de cet article, peut être présentée au jury dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date), étant chargé, comme membre d'une compagnie *ou* individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies, pour le compte de l'armée française de terre *ou* de mer, fait manquer le service dont il était chargé?

ARTICLE 431.

Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agents des fournisseurs, les agents seront condamnés aux peines portées par le précédent article.

Les fournisseurs et leurs agents seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime.

482. Question au jury.

482. Les questions, relatives aux faits mentionnés dans cet article, peuvent être présentées au jury dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date), étant l'agent d'un entrepreneur de fournitures pour le compte de l'armée française de terre *ou* de mer, fait manquer le service dont ledit entrepreneur était chargé?

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir, étant chargé comme membre d'une compagnie *ou* individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte de l'armée française de terre *ou* de mer, participé au crime susénoncé?

ARTICLE 432.

Si des fonctionnaires publics, ou des agents préposés ou salariés du Gouvernement, ont aidé les coupables à faire manquer le service, ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps; sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

483. Objet de l'article.
484. Question au jury.

483. Cet article prévoit le cas où les coupables des crimes, ci-dessus spécifiés, ont été aidés par des fonctionnaires publics ou des agents préposés ou salariés du Gouvernement. Il n'aggrave pas la peine pour les fournisseurs ou leurs agents, mais il l'élève aux travaux forcés à temps pour les fonctionnaires publics.

484. La question, en ce qui concerne ces derniers, peut être présentée au jury dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir, étant fonctionnaire public *ou* agent préposé *ou* salarié du Gouvernement, aidé le susdit à faire manquer le service?

ARTICLE 433.

Quoique le service n'ait pas manqué, si, par négligence, les livraisons et les travaux ont été re-

tardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou mains-d'œuvre ou des choses fournies, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de cent francs.

Dans les divers cas prévus par les articles composant le présent paragraphe, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du Gouvernement.

485. Objet de l'article. Pénalité.
486. Confiscation.
487. Dénonciation du Gouvernement.
488. Suite. Ce qu'il faut entendre par Gouvernement. Arrêts.
489. Autorisation préalable du Conseil d'Etat. Arrêt.

485. Si le service n'a pas manqué et que les livraisons et les travaux n'aient été que retardés par négligence, les coupables ne subiront qu'un emprisonnement de six mois à cinq ans et une amende, qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts ni être moindre de cent francs.

La même peine est applicable, s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou mains-d'œuvre, ou des choses fournies.

J'ai dit, dans mon commentaire sur l'art. 406, quand et comment le juge peut prononcer une amende supérieure au minimum, fixé par la loi.

486. Le juge excéderait ses pouvoirs, s'il prononçait la confiscation des choses frauduleusement fournies, comme je l'ai expliqué dans mon premier volume, n° 76.

487. Il est à remarquer que l'art. 433 renferme une disposition applicable à tous les articles du paragraphe, celle qui porte que la poursuite ne peut avoir lieu que sur la dénonciation du Gouvernement.

488. Par Gouvernement, il faut entendre les ministres de la guerre ou de la marine, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi d'Alphonse Hirvoix, « attendu qu'il est constaté que, par une lettre du 26 mars 1845, le ministre secrétaire d'État au département de la guerre a expressément dénoncé les fraudes et requis la poursuite, à raison des faits, imputés au demandeur, qui ont donné lieu à l'instruction et que l'arrêt attaqué a réprimés; qu'ainsi, il existait une dénonciation du Gouvernement, et que les prescriptions de l'art. 433 ont été remplies ». 29 août 1846, n° 226.

La dénonciation serait insuffisante, si elle émanait d'un préfet maritime. Rousseau, boucher et fournisseur de la marine, avait fait, en cette qualité, à la canonnière *la Comète*, une livraison de viande, sur laquelle un déficit fut reconnu. Le commis aux vivres de l'équipage, ayant été poursuivi devant la justice maritime, sous l'inculpation de détournement de la quantité, qui manquait, et des indices de complicité s'étant élevés contre le fournisseur, qui n'était justiciable que des tribunaux ordinaires, le préfet maritime de Rochefort, par lettre du 7 février 1860, dessaisit le capitaine rapporteur, renvoya l'affaire et transmit le dossier au procureur impérial de la même ville. Rousseau fut condamné, par la Cour de Poitiers, aux peines de l'art. 433. Sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « attendu, en droit que le renvoi (ordonné par le préfet maritime), autorisé comme mesure judiciaire par l'art. 136, § 2, C. just. marit., ne remplissait pas la condition du dernier paragraphe

de l'art. 433; que cette condition ne peut, sans doute, être confondue avec l'autorisation de poursuite, imposée par l'art. 75 de la constitution de l'an VIII, comme garantie accordée aux agents du Gouvernement; qu'en effet, les fournisseurs des armées, n'étant dépositaires d'aucune portion de l'autorité publique, ne sont pas des agents du Gouvernement, dans le sens qu'attache à cette qualification l'art. 75; qu'elle ne consiste que dans une simple dénonciation du Gouvernement; mais attendu que ce préalable, établi dans le but d'empêcher que l'exercice intempestif de l'action publique contre des fournisseurs n'entrave importunément un service, dont l'exact et régulier accomplissement peut être d'un intérêt majeur pour l'État, rentre dans les attributions du ministre, chef suprême de son administration, en qui se personnifie le Gouvernement pour les actes dépendants de son ministère, et qui seul est en position d'apprécier, à tous les points de vue, les besoins du service de son département, et de reconnaître si la poursuite peut être introduite sans danger; qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'a fait participer les préfets maritimes à l'exercice du pouvoir ministériel en ce point, et que, dans l'espèce, le préfet maritime de Rochefort agissait, sans y avoir été spécialement provoqué par le ministre de la marine; qu'en supposant donc qu'il eût entendu satisfaire, par sa lettre du 7 février, à la condition de l'art. 433, il aurait agi incompétemment; qu'il suit, de tout ce qui précède, que la poursuite contre le fournisseur Rousseau a été irrégulièrement introduite ». 13 juillet 1860, n° 157.

489. Les poursuites ont lieu contre les fournisseurs sans autorisation préalable du Conseil d'Etat, comme la Cour de cassation l'a jugé en rejetant le pourvoi d'Alphonse Hyrvoix, dont j'ai déjà parlé, « attendu que les

entrepreneurs de fournitures pour le compte des armées ne sont dépositaires d'aucune partie de l'autorité publique; qu'ils ne peuvent être assimilés aux agents du Gouvernement; qu'il n'y avait pas lieu, dès lors, de subordonner les poursuites à diriger contre eux, dans les cas prévus par les art. 430, 431, 432, C. pén., à une autorisation spéciale et nominative, émanée du Conseil d'Etat, après appréciation des faits par le comité du contentieux; que, les dispositions précitées du Code pénal ayant pour objet la réparation des fraudes commises par ces entrepreneurs dans l'exécution de leurs marchés, le législateur a dû prévoir le cas où, par des poursuites intempestives, le service du fournisseur se trouverait interrompu; attendu que c'est évidemment par ce motif que la poursuite contre les entrepreneurs a été subordonnée, non à une autorisation, mais seulement à une dénonciation, en ayant égard aux circonstances d'après lesquelles la mise en mouvement de l'action publique pourrait être opportune ou nuisible dans l'intérêt de l'État ». 28 août 1846, n° 226.

Au contraire, les fonctionnaires publics ne pourraient être poursuivis que sur l'autorisation du Conseil d'Etat, conformément à l'art. 75 de la constitution de l'an VIII.

Depuis que j'ai écrit ces lignes, le Gouvernement de la défense nationale a, le 19 septembre 1870, rendu un décret portant : « L'art. 75 de la constitution de l'an VIII est abrogé. Sont également abrogées toutes autres dispositions des lois générales ou spéciales, ayant pour objet d'entraver les poursuites contre les fonctionnaires publics de tout ordre. »

SECTION III.

Destruction.—Dégradation.—Dommages.

ARTICLE 434[1].

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, sera puni de mort.

Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu à tout édifice servant à des réunions de citoyens.

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation, ou à des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui, en mettant le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni des travaux forcés à temps.

---

[1] *Ancien article* 434. Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort.

Quiconque aura volontairement mis le feu à des bois ou récoltes abattus, soit que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à temps.

Celui qui, en mettant le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni de la réclusion.

Celui qui aura communiqué, l'incendie à l'un des objets, énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques, appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un desdits objets.

Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort.

490. Disposition du Code pénal de 1810.
491. Suite. Concernait-elle celui qui avait incendié sa propre chose ? Jurisprudence. Variations.
492. Suite. Révision de la loi du 28 avril 1832.
493. Suite. Nouvelles modifications de la loi du 13 mai 1863. Texte actuel.
494. Trois genres d'incendie : Volontaire. Involontaire. Casuel. L'art. 434 ne concerne que l'incendie volontaire.
495. Incendie d'un édifice habité ou servant à l'habitation.
496. Suite. Édifices servant à l'habitation. Arrêts.
497. Suite. Dépendances de maison habitée. Arrêts.
498. Suite. Lieux appartenant ou n'appartenant pas à l'accusé. Circonstance indifférente pour la constitution du crime.

499. Suite. Espèces dans lesquelles on peut être indécis sur le point de savoir qui est propriétaire. Renvoi.
500. Suite. Importance de cette circonstance pour la rédaction de la question au jury. Arrêts.
501. Suite. Elle doit être soumise à l'examen du jury.
502. Suite. Autres règles sur la qualification du crime. Arrêts.
503. Question au jury.
504. Édifice servant à des réunions de citoyens. Loi du 13 mai 1863.
505. Voitures et wagons contenant des personnes. Arrêt.
506. Suite. Propriété des choses incendiées.
507. Question au jury.
508. Édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers inhabités. Forêts, bois taillis, récoltes.
509. Suite. Ce qu'il faut entendre par édifice. Arrêts.
510. Suite. Mur. Arrêt.
511. Suite. A quels bois et récoltes le paragraphe est applicable.
512. Suite. Ce qu'on doit entendre par forêts et récoltes.
513. Suite. Ces choses ne doivent pas appartenir à l'incendiaire. Arrêts.
514. Suite. Cas où la question de propriété a paru indécise. Arrêts.
515. Suite. Le jury doit être interrogé sur cette circonstance. Arrêts.
516. Formule de la question.
517. Incendie des mêmes choses par le propriétaire, avec préjudice à autrui.
518. Suite. Cas où le propriétaire met le feu par la main d'un tiers. Arrêt.
519. Suite. Nature du préjudice. Arrêts.
520. Suite. Le jury doit être interrogé sur le préjudice. Arrêts.
521. Suite. Équipollents. Arrêts.
522. Formule de la question.
523. Pailles, récoltes, bois, voitures, wagons, incendiés par celui qui n'en est pas propriétaire.
524. Suite. Le paragraphe concerne-t-il l'incendie des récoltes et des bois abattus, confiés à la foi publique, restant épars sur le terrain, qui les a produits, avant qu'on ait pu les mettre en meules ou en tas ?

525. Suite. Concerne-t-il l'incendie de toutes les récoltes en meules et de tous les bois disposés en tas ou en stères? Arrêts.
526. Suite. Le grain doit être à l'état de récolte. Nécessité d'interroger le jury sur ce point. Arrêts.
527. Suite. Le bois est protégé par le paragraphe, lorsqu'il est en tas ou en stère; il n'est pas nécessaire qu'il soit encore à l'état de récolte.
528. Suite. Résumé.
529. Formule de la question.
530. Incendie des mêmes choses par le propriétaire, avec préjudice à autrui.
531. Incendie par communication. Arrêts.
532. Suite. Tentative. Arrêts.
533. Suite. Autre crime d'incendie.
534. Suite. Règles sur la qualification du crime. Arrêts.
535. Question.
536. Incendie causant mort d'homme.
537. Suite. Formule de la question.
538. Incendie des propriétés de l'État.
539. Tentative. Espèce curieuse. Arrêt.

490. Le Code pénal de 1810 punissait indistinctement de la peine de mort celui qui avait volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois fussent en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles, placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles.

491. Cette disposition concernait-elle ceux qui avaient incendié leur chose propre, comme ceux qui avaient brûlé celle d'autrui?

Cette question était difficile à résoudre.

Les uns disaient que la disposition, punissant quiconque avait mis volontairement le feu aux choses

qu'elle énumérait, devait, à raison de la généralité de ses termes, s'appliquer à tout le monde.

Les autres objectaient que l'article devait s'interpréter par les autres dispositions de l'ensemble de législation, dont il faisait partie. Compris, comme les vols, les escroqueries, les abus de confiance, dans le chapitre relatif aux crimes et délits contre les propriétés, l'incendie ne pouvait devenir une infraction punissable, que si, comme les soustractions, les escroqueries et les abus de confiance, il était préjudiciable à autrui. Ils rappelaient ce passage de l'exposé des motifs qui commandait en quelque sorte cette conclusion : « Le Code, disait Faure, dans la séance du Corps législatif, du 9 février 1810, après s'être occupé des attentats à la propriété, qui ont pour objet de s'enrichir aux dépens d'autrui, soit par fraude, soit par violence, s'occupe de ceux qui n'ont pour but que de satisfaire la vengeance ou la haine, et qui, dès lors, dérivent uniquement de la méchanceté. Dans cette dernière espèce de crimes ou délits, le coupable ne prend point une chose qui appartient à autrui, afin d'en jouir lui-même, mais il détruit cette chose pour qu'un autre n'en jouisse pas. Au premier rang de ces attentats, est le crime d'incendie ». Locré, t. xxxi, p. 157. Ils prétendaient, en conséquence, que le Code pénal ne punissait que l'incendie des choses appartenant à autrui.

La Cour de cassation elle-même avait hésité sur la solution, que la question devait recevoir.

Dans une première espèce, Jean Martinet était accusé d'avoir volontairement mis le feu à du foin en meule, appartenant à sa femme, séparée de corps et de biens. Il avait été condamné à mort, quoique le jury eût répondu qu'il n'était pas démontré qu'à l'époque de l'incendie l'accusé connût légalement l'arrêt de

séparation de corps qui l'avait dépouillé de l'administration des biens de sa femme. Sur le pourvoi du condamné, l'arrêt fut annulé, « attendu que l'incendie, que l'art. 434 qualifie crime et qu'il punit de mort, est celui qui se commet volontairement sur la propriété d'autrui, ou dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, la propriété d'autrui ; que Martinet a été mis en accusation comme prévenu d'avoir volontairement mis le feu à une récolte de foin, mis en meule, appartenant à sa femme, séparée de lui de corps et de biens; que le fait de cette séparation, qui aurait dépouillé Martinet de l'administration des biens de sa femme et de la disposition des récoltes, qui en seraient provenues, formait une circonstance constitutive, dans l'espèce, du crime dont ledit Martinet était accusé ; qu'il est établi par l'arrêt de la Cour d'assises de la Charente-Inférieure, contre lequel le pourvoi a été formé, qu'il n'avait été produit, dans le procès, aucune pièce tendant à prouver le fait de séparation ; que n'étant pas ainsi constaté devant la Cour d'assises par des pièces, produites devant elle, qu'il y eût eu entre Martinet et sa femme arrêt ou jugement, passé en force de chose jugée, qui eût ordonné cette séparation et qui eût été légalement signifié, le fait en devait être soumis à la décision du jury, et par lui déclaré d'après le résultat des débats ; que le jury a donc été régulièrement interrogé sur ce fait; mais qu'il a été répondu par lui, à cet égard, qu'il n'était *pas démontré qu'à l'époque de l'incendie*, déclaré contre Martinet, *il connût légalement l'arrêt de séparation de corps, qui l'avait dépouillé de l'administration des biens de sa femme* ; que cette circonstance, nécessaire pour donner à l'incendie, dont Martinet était reconnu coupable, le caractère du crime prévu et puni par l'art. 434, n'étant pas déclarée constante, il ne pouvait y avoir lieu contre

lui à l'application de cet article ; que la condamnation à la peine de mort, qui a été prononcée d'après ses dispositions, a donc été une violation de la loi pénale »; et, de plus, « vu l'art. 429, C. instr. crim., attendu que le fait, déclaré par le jury contre l'accusé, ne se trouve pas être un délit qualifié par la loi et qu'il n'y a pas de partie civile, la Cour déclara qu'il n'y avait lieu de prononcer aucun renvoi ». 2 mars 1820, n° 38.

Quelques années plus tard, la même Cour appliqua une doctrine moins absolue ; elle continua à reconnaître que, si l'accusé, en mettant le feu à sa propriété, ne pouvait nuire à personne, il y avait lieu à prononcer son absolution. Mais elle ajouta que, si l'incendie pouvait être préjudiciable à autrui, il était réprimé par l'art. 434.

Jean Muller avait été déclaré coupable d'avoir volontairement mis le feu à un bâtiment qui lui appartenait. Le jury n'avait pas été interrogé et, par suite, n'avait pas eu à s'expliquer sur le point de savoir si, comme l'information paraissait l'indiquer, le feu avait été mis par Muller avec l'intention de nuire à autrui. La Cour d'assises prononça l'absolution de l'accusé. Le pourvoi, que le ministère public forma contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu que le jury n'a pas été interrogé, et par conséquent n'a point répondu, sur le fait de savoir si l'accusé avait mis le feu à sa maison, dans l'intention de porter préjudice à autrui par son incendie, ni sur le fait de savoir si la maison, incendiée volontairement, et nécessairement composée de matières combustibles, était placée de manière à pouvoir communiquer le feu à des dépendances, magasins et autres objets spécifiés dans l'art. 434, C. pén., et appartenant à autrui ; que, dès lors, un incendie, qui ne pouvait nuire à personne, et qui n'était que la simple destruction d'un édifice

appartenant à l'auteur de cet incendie, n'a pu constituer le crime prévu par ledit art. 434; que l'arrêt d'absolution, prononcé dans cet état des faits, a donc été une juste application de l'art. 364, C. instr. crim. » 21 novembre 1822, nº 167.

La Cour de cassation ne tarda guère à faire l'application de la réserve qu'elle avait cru devoir admettre dans cet arrêt.

La Cour de Paris avait déclaré Edmes Michel suffisamment prévenu d'avoir volontairement mis le feu à sa propre maison assurée, dans l'intention de toucher le montant de l'assurance, et néanmoins, avait refusé de le mettre en accusation. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que l'arrêt attaqué reconnaît que Michel était prévenu d'avoir mis le feu à sa propre maison, dans le dessein de toucher le prix de cette maison, et, par conséquent, dans le dessein de nuire à autrui; attendu qu'aux termes de l'art. 434, C. pén., le crime d'incendie ne consiste pas seulement à mettre le feu à un édifice ou à des choses appartenant à autrui, mais à mettre le feu à des édifices ou à des choses, qui peuvent, en brûlant, incendier les propriétés d'autrui, ou nuire à autrui; que la loi a eu évidemment pour objet de réprimer, avec une juste sévérité, le moyen de nuire le plus facile, le plus nuisible et le plus effrayant pour la société; que mettre le feu à sa propre maison, assurée, dans l'intention de toucher le prix de l'estimation, que les assureurs se sont engagés de payer en cas de sinistre, c'est commettre le crime d'incendie; car c'est mettre le feu à un édifice dans l'intention de nuire à autrui ». 11 novembre 1825, nº 219.—*Conf.*, 16 décembre 1825, année 1826, nº 1, 7 janvier 1826, nº 5, 23 avril 1829, nº 83.

Enfin, après partage, et sur les conclusions confor-

mes de son procureur général, la chambre criminelle est revenue à la doctrine de son arrêt du 2 mars 1820; elle a jugé, dans l'arrêt du 19 mars 1831, n° 55, que « l'art. 434, C. pén., suppose que le feu aura été mis volontairement à des édifices appartenant à autrui, ou à des matières combustibles, placées de manière à communiquer le feu à ces sortes de propriétés; d'où il suit qu'il faut avoir incendié ou tenté d'incendier les édifices d'autrui, pour être passible de la peine portée audit article; que cet article ne prévoit pas le cas où l'on aurait mis le feu à ses propres édifices, lorsqu'ils sont isolés, en sorte que le feu ne puisse s'étendre à des édifices ou autres objets spécifiés audit article, et appartenant à autrui; qu'il ne prévoit pas davantage celui où l'on aurait mis le feu à ses propres édifices assurés, et que, si, dans ce cas, on nuit aux droits incorporels d'un tiers, ce n'est pas là l'espèce de dommage, causé à autrui, que la loi punit de mort, puisque l'action du feu n'a pas atteint ou détruit la maison ou édifice d'autrui; qu'un édifice assuré n'est pas, en effet, la propriété de l'assureur, et qu'on ne peut, par voie d'interprétation ou d'analogie, atteindre et punir un fait, qui n'est pas qualifié crime ou délit par la loi; que la demanderesse, déclarée coupable d'avoir incendié volontairement sa maison assurée, mais qu'aucune pièce de la procédure, pas même la question soumise au jury, ne présentait comme située de manière que le feu pût s'étendre à une propriété d'autrui, a néanmoins été condamnée à la peine de mort, d'où il suit qu'il a été fait une fausse application de l'art. 434 précité. »

492. Cet article était tout à la fois trop rigoureux et trop indulgent.

Il était trop rigoureux, en punissant de la peine uniforme de la mort l'incendie volontaire des bâtiments

habités et celui des bâtiments inhabités, des forêts, bois taillis et récoltes.

Il était trop indulgent en ne punissant pas le propriétaire qui, dans l'intention de nuire à autrui, incendiait son propre bien.

Il fut l'objet d'une révision importante dans la loi du 28 avril 1832.

Cette loi établit six divisions dans lesquelles vinrent se classer tous les crimes d'incendie : 1° l'incendie des lieux habités ou servant à l'habitation, appartenant ou n'appartenant pas à l'auteur du crime, est puni de mort; 2° l'incendie de tout édifice, servant à des réunions de citoyens, encourt la même peine; 3° l'incendie des lieux non habités, des récoltes et des forêts sur pied, appartenant à autrui, est puni de la peine des travaux forcés à perpétuité. Si le feu est mis à l'un de ces objets par le propriétaire lui-même, dans l'intention de causer préjudice à autrui, la peine s'abaisse à celle des travaux forcés à temps; 4° lorsque l'incendie n'atteint que des récoltes et des bois abattus, appartenant à autrui, il est réprimé par les travaux forcés à temps; la peine est réduite à la réclusion dans le cas où le feu a été mis à l'un de ces objets par le propriétaire, avec la volonté de nuire à autrui; 5° l'incendie d'objets, placés de manière à communiquer le feu à l'un des objets classés dans l'une de ces catégories, que je viens d'indiquer, est puni comme si le feu avait été mis directement à l'un de ces objets; 6° si l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes, se trouvant dans les lieux incendiés au moment où le feu y a été volontairement mis, la peine est la mort.

493. L'art. 434 a reçu de nouvelles modifications de la loi du 13 mai 1863. Cette loi a assimilé à l'incendie des lieux habités ou servant à l'habitation celui des voi-

tures ou wagons contenant des personnes, et celui des voitures ou wagons, ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient; elle a assimilé à l'incendie des bois et récoltes abattus, celui des pailles, des voitures ou wagons, chargés ou non chargés de marchandises ou autres objets mobiliers, et ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes; enfin, elle a appliqué les dispositions concernant le propriétaire, qui met le feu à sa propre chose, dans l'intention de nuire à autrui, au propriétaire qui le fait mettre dans le même but.

Aujourd'hui, l'art. 434 est ainsi conçu :

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servant à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, sera puni de mort.

Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation, ou à des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni des travaux forcés à temps; sera puni de la même peine celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

Quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des pailles ou récoltes en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises, ou autres objets mobiliers et ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à temps.

Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni de la réclusion ; sera puni de la même peine celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

Celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques appartenant, soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un desdits objets.

Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes, se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort.

494. Reprenons chacune de ces dispositions.

Il y a trois espèces d'incendie : l'incendie volontaire, l'incendie résultant de l'imprudence ou de la négligence, l'incendie casuel ou purement accidentel.

L'art. 434, je n'ai pas à le démontrer, n'est relatif qu'à l'incendie volontaire.

L'incendie par imprudence ou négligence n'est qu'un délit, il est réprimé par l'art. 458 du Code.

L'incendie casuel ne constitue ni crime ni délit, ni même contravention, à moins qu'il n'ait été occasionné par l'inobservation d'un *règlement* de police.

495. Pour que l'incendie volontaire entraîne la peine de mort, aux termes du 1er paragraphe de l'art. 434, il faut nécessairement qu'il ait eu pour objet des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, habités ou servant à l'habitation, en un mot, un lieu habité ou servant à l'habitation. 8 janvier 1835, n° 5; 22 septembre 1836, n° 308.

496. Les édifices ou lieux, servant à l'habitation, sont ceux qui, inhabités au moment du crime, sont destinés à l'habitation, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi d'Annet Rifat, « sur le moyen tiré de la prétendue fausse application des art. 434, § 1er, et 390, C. pén., en ce que l'arrêt attaqué aurait assimilé, en matière de crime d'incendie, une maison non habitée au moment du crime, mais destinée à l'habitation, aux lieux habités ou servant à l'habitation, auxquels s'applique seulement le paragraphe 1er de l'art. 434, C. pén.; vu les art. 434, § 1er, et 390, C. pén.; attendu que l'art. 390, C. pén., a défini, d'une manière générale, ce qu'il faut entendre par maison habitée, et qu'il répute maison habitée tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habitée, est destinée à l'habitation, et tout ce qui en dépend; attendu que ledit article n'a pas limité aux seuls cas de vol le sens et l'étendue de la définition, qu'il a donnée de la maison habitée; attendu que le paragraphe 1er de l'art. 434, C. pén., en se servant de l'expression *lieux habités ou servant à l'habitation*, ne leur a pas attribué un sens moins étendu qu'à celle *maison habitée*, définie dans l'art. 390 du même Code; attendu que, d'après ces principes, l'arrêt attaqué, en accusant Annet Rifat d'avoir volontairement mis le feu à des bâtiments, dépendant d'une maison habitée appartenant à Périgaud, et, d'avoir, par ce

moyen, communiqué le feu à ladite maison, laquelle, quoique *non habitée au moment du crime*, était cependant *destinée à l'habitation*, crime prévu par les art. 434, § 1er, et 390, C. pén., n'a point fait une fausse application de ces articles ». 13 janvier 1840, nº 54. — *Conf.*, 18 février 1843, nº 37.

497. Parmi les édifices ou lieux servant à l'habitation, il faut comprendre les bâtiments, qui dépendent de la maison habitée, qui en font partie, la constituent et la complètent.

La Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi du ministère public, un arrêt de la Cour d'assises du département de l'Eure, « attendu qu'il résulte, de la déclaration du jury et de sa réponse sur la troisième question, que les époux Boutigny ont volontairement mis le feu à un cellier dépendant de leur maison habitée; attendu que ce fait était prévu par le paragraphe 1er de l'art. 434; qu'en effet, la généralité des expressions : *lieux habités ou servant à l'habitation*, comprend les bâtiments, qui dépendent de l'habitation, qui en font partie, la constituent et la complètent; que l'art. 390, placé comme l'art. 434 dans le chapitre des crimes et délits contre la propriété, répute maison habitée, non-seulement les bâtiments actuellement habités ou destinés à l'être, mais aussi tous les édifices, qui en dépendent et qui y sont renfermés, quel qu'en soit l'usage; que cette définition est générale et s'applique à tous les cas où la loi a fait de l'habitation une circonstance aggravante; que la loi, en prononçant la peine la plus forte contre l'incendie des lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, a eu principalement pour objet de protéger la vie des personnes, et que l'incendie des bâtiments, dépendant d'une maison habitée,

menace la vie des habitants de cette maison comme l'incendie de la maison elle-même; d'où il suit que la Cour d'assises de l'Eure, en prononçant l'absolution des époux Boutigny, a violé les deux art. 390 et 434, C. pén., et fait une fausse application de l'art. 364, C. instr. crim. » 2 mai 1839, n° 143. — *Conf.*, chambres réunies, 14 août 1839, n° 259; 14 février 1840, n° 54, cité ci-dessus; 20 janvier 1843, n° 6; 8 août 1844, n° 284; 18 janvier 1847, n° 10; 15 juin 1849, n° 138; 18 mai 1854, n° 160; 14 août 1856, n° 286; 11 mars 1858, n° 85.

Mais la disposition, que j'examine, ne serait pas applicable à l'accusé déclaré coupable d'avoir volontairement mis le feu, non à une dépendance de la maison habitée, mais à un bâtiment y attenant. En effet, « *être attenant* à une maison habitée n'est pas la même chose que *en dépendre*. Au premier cas, les deux bâtiments se touchent, mais sans corrélation nécessaire, et peut-être même sans communication entre eux; tandis que, au second cas, les édifices, renfermés dans la même enceinte, constituent en réalité deux parties de la même habitation ». 25 mai 1848, n° 159.

498. Le crime, réprimé par le 1er paragraphe de l'art. 434, existe, soit que les lieux incendiés appartiennent à celui qui y met le feu, soit qu'ils ne lui appartiennent pas.

499. Je me réserve d'examiner plus loin, n° 514, certaines espèces, dans lesquelles on s'est demandé si l'incendiaire était ou n'était pas propriétaire des choses auxquelles il avait mis le feu.

500. Cette circonstance, indifférente pour la constitution du crime, réprimé par la première disposition de l'art. 434, ne l'est pas pour la rédaction de la question, qui doit être soumise au jury à l'occasion de ce crime.

Lorsque le lieu incendié appartient à l'accusé, la circonstance que ce lieu est habité ou sert à l'habitation, est constitutive, et non pas seulement aggravante, du crime. En effet, si, dans ce cas, le lieu n'est ni habité ni servant à l'habitation, le fait ne constitue ni crime ni délit, comme nous le verrons plus loin, à moins qu'en y mettant le feu, l'incendiaire n'ait volontairement causé préjudice à autrui. La circonstance étant donc alors constitutive du crime, il n'y a pas lieu de la soumettre au jury par une question séparée, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi d'Antoine Fontaine, « attendu que le fait par un individu d'avoir mis volontairement le feu à sa propre maison, ou à tout autre édifice à lui appartenant, ne constitue le crime prévu et puni par le paragraphe 1er de l'art. 434, C. pén., qu'autant que la maison ou l'édifice est habité ou sert à l'habitation ; que, dans ce cas, la circonstance que l'édifice est habité ou sert à l'habitation, est constitutive et non aggravante ; qu'en effet, si elle était écartée, il n'y aurait plus ni crime ni délit ; que, dès lors, il n'y a pas lieu de diviser la question posée au jury ; et attendu, en fait, que la première question soumise au jury, à l'égard de Fontaine en ces termes : « Antoine Fontaine est-il coupable d'avoir, en 1845, mis volontairement le feu à une maison servant à l'habitation à lui-même appartenant? » ne présente qu'un fait pénal, simple, non divisible ». 24 avril 1845, n° 148. — *Conf.*, 14 janvier 1847, n° 8 ; 3 février 1848, n° 27 ; 13 septembre 1850, n° 305 ; 28 mai 1852, n° 173 ; 26 février 1857, n° 78 ; 7 janvier 1860, n° 7.

Au contraire, lorsque le lieu incendié n'appartient pas à l'accusé, la même circonstance n'est qu'aggravante, puisque, en supposant qu'elle n'existe pas, il n'en reste pas moins un crime, puni des travaux forcés à

perpétuité par l'un des paragraphes subséquents de l'art. 434. Dans ce cas, la circonstance doit donc être présentée distinctement au jury, sans quoi la question serait complexe et nulle, et, par suite, la réponse affirmative, dont elle serait l'objet, ne pourrait pas servir de base légale à la condamnation, ainsi que la Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi d'Albert Guillaume, un arrêt de la Cour d'assises du département de la Vienne, « attendu, en fait, que la question, sur laquelle est intervenue la déclaration du jury, et, par suite, l'arrêt attaqué, est celle de savoir si *Albert Guillaume est coupable d'avoir, le* 8 *mars* 1840, *au village de Lezes, volontairement mis le feu à des bâtiments* SERVANT A L'HABITATION, *et appartenant au sieur Pascaud?* Que cette circonstance, que les bâtiments incendiés servaient à l'habitation du sieur Pascaud, constitue, d'après l'art. 434, C. pén., une circonstance aggravante, qui rend le coupable passible de la peine de mort, au lieu de la peine des travaux forcés à perpétuité, qui serait applicable, si les bâtiments incendiés n'étaient ni habités, ni servant à l'habitation; attendu, en droit, que cette circonstance aggravante devait, d'après la loi du 9 septembre 1835, et les art. 1er et 3 de la loi du 13 mai 1836, être l'objet d'une question distincte et séparée de la question relative au fait principal d'incendie, et que chacune de ces deux questions devait être, de la part du jury, la matière d'une délibération spéciale et d'un vote séparé; d'où il suit qu'en réunissant, dans une seule question, le fait principal et la circonstance aggravante, il a été fait violation des deux lois précitées du 9 septembre 1835 et 13 mai 1836 ». 25 septembre 1840, n° 285. — *Conf.*, 27 mars 1840, n° 89; 29 mai 1840, n° 149; 19 juin 1840, n° 180; 22 mai 1841, n° 152; 15 avril 1843, n° 81; 9 mai 1844,

n° 164; 16 janvier 1845, n° 14; 11 avril 1845, n° 132; 19 juin 1845, n° 198; 3 septembre 1847, n° 206; 17 septembre 1847, n° 228; 13 janvier 1848, n° 9; 7 juillet 1849, n° 152; 3 décembre 1852, n° 385; 9 mars 1855, n° 89; 13 janvier 1859, n° 14; 7 juin 1860, n° 129; 21 juin 1860, n° 140; 13 avril 1866, n° 111.

501. La question de savoir si le bâtiment incendié appartient ou n'appartient pas à l'accusé doit être, à cause de son importance juridique, soumise, à peine de nullité, à l'appréciation du jury, comme la Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi de la femme Devergie, un arrêt de la Cour d'assises du département de l'Oise, « attendu que, dans une accusation d'incendie, la question de savoir si le bâtiment, auquel a été mis le feu, était habité ou dépendait d'une maison habitée, n'est constitutive du crime et ne doit, par conséquent, entrer dans la question principale, que dans le cas où ce bâtiment est la propriété de l'accusé; que, dans l'espèce, la question, relative à l'auteur du crime, se borne à demander si l'accusé est coupable d'avoir volontairement mis le feu à un bâtiment dépendant d'une maison habitée; qu'elle ne fait aucune mention de la propriété de ce bâtiment, et du préjudice que l'incendie a pu causer; que l'arrêt de renvoi est également muet sur cette circonstance; que cette omission met la Cour de cassation dans l'impossibilité de constater que les questions ont été posées conformément à la loi, puisqu'il en résulte qu'elle n'a aucun élément pour déterminer si la circonstance de l'habitation était constitutive ou aggravante, si elle devait ou non faire l'objet d'une question distincte, et, par conséquent, si la question principale se trouve entachée du vice de complexité ». 13 janvier 1860, n° 12. — *Conf.*, 23 août 1849, n° 216.

502. La jurisprudence fournit encore d'autres règles sur la qualification du crime que j'étudie. Je vais reproduire celles qui me paraissent présenter le plus d'intérêt.

Si plusieurs individus sont accusés du même crime d'incendie de maison habitée, appartenant à autrui, le président des assises peut, après avoir posé, pour chacun d'eux, une question distincte sur le fait principal, n'en présenter qu'une seule et unique sur la circonstance aggravante de maison habitée, « attendu que cette circonstance est, par elle-même, un fait unique et matériel, qui existe, indépendamment de tout élément intentionnel de la part des accusés ; d'où il suit qu'une seule question peut être posée pour les différents accusés ». 23 novembre 1854, n° 321.

Si le feu a été mis à une maison habitée par un tiers, dont le propriétaire est le complice, il n'est pas nécessaire que le jury soit interrogé, à l'égard de ce dernier, par une question spéciale sur la circonstance de maison habitée, « attendu, quant à l'application de la peine, que Louis Cessac a été déclaré coupable de s'être rendu complice du crime d'incendie de sa propre maison, laquelle était habitée, soit en donnant des instructions pour le commettre, soit en procurant les moyens qui ont servi à l'exécuter, sachant qu'ils devaient y servir, soit en aidant ou assistant, avec connaissance, l'auteur dudit crime dans les faits qui l'ont préparé, facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé ; que les faits, ainsi déclarés constants, constituent le crime prévu par les art. 434 et 60, C. pén. » 16 juillet 1857, n° 266.

Si le feu a été mis dans une dépendance de maison habitée, il importe que la question reproduise tous les éléments de cette circonstance. Par exemple, Pierre Gilet avait été renvoyé devant les assises du département de la Meuse, pour avoir volontairement mis le

feu à la grange dépendant d'une maison, appartenant à Richard, avec la circonstance que cette maison était habitée. Cette accusation comprenait donc un fait principal, celui d'avoir mis volontairement le feu à une grange appartenant à autrui, et une circonstance aggravante, résultant de ce que cette grange dépendait d'une maison habitée. Après avoir régulièrement interrogé le jury sur le fait principal, en lui soumettant la question de savoir si l'accusé avait volontairement mis le feu à la grange d'une maison appartenant à Richard, le président des assises lui posa la question relative à la circonstance aggravante dans les termes suivants: « Avec la circonstance que ladite maison était habitée par ledit Richard? » Il est à remarquer qu'il ne résultait pas de cette dernière question que la grange incendiée était une dépendance de la maison habitée. En effet, de ce que la grange incendiée était celle de la maison de Richard, on ne pouvait pas « nécessairement induire que la grange était une dépendance de cette maison, et s'y trouvait renfermée, avec les conditions énoncées en l'art. 390, puisque la grange, tout en étant celle de la maison, pouvait n'être pas comprise dans la clôture ou enceinte générale de cette maison, et être située à une distance plus ou moins éloignée avec une clôture particulière. Cependant l'arrêt attaqué avait pris, pour base de l'application qu'il avait faite du premier paragraphe de l'art. 434, cette déclaration, qui ne constatait ni que la grange incendiée servait à l'habitation, ni qu'elle était la dépendance d'une maison habitée; d'où il suivait que la condamnation avait été prononcée sans base légale », 17 décembre 1846, n° 319; et, par conséquent, elle fut annulée.

En cette matière, comme en toutes les autres, il faut, à peine de nullité, éviter les questions complexes.

Le jury ne doit pas être interrogé, par une seule et même question, sur le point de savoir si l'accusé a mis volontairement le feu à sa maison d'habitation assurée. Il y a là, en effet, deux crimes, l'un, d'avoir mis volontairement le feu à la maison assurée, entraînant la peine des travaux forcés à temps ; l'autre, d'avoir mis volontairement le feu à la maison habitée, entraînant la peine de mort. Par ce procédé, « il y a violation de l'art. 345 du Code d'instruction criminelle, et des art. 1er et 3 de la loi du 13 mai 1836 ». 27 août 1847, n° 197. — *Conf.*, 29 septembre 1854, n° 292; 15 mars 1866, n° 69.

Si l'habitation incendiée est la propriété indivise de l'accusé et de sa femme, il est, je crois, à propos de poser deux questions : l'une, qui interrogera le jury sur le point de savoir si l'accusé a mis volontairement le feu à une maison appartenant à autrui, avec la circonstance aggravante que cette maison était habitée; l'autre, qui interrogera le jury sur le point de savoir si l'accusé a mis volontairement le feu à sa propre maison habitée. Cependant il n'y aurait pas nullité à comprendre les deux incendies dans la même question, à la condition de faire de la circonstance aggravante, résultant de la nature de la maison, une interrogation distincte et séparée. D'une part, la question ne serait pas complexe, en ce qui concerne l'incendie de la maison d'autrui, puisque le fait principal et la circonstance, qui l'aggrave, seraient présentés au jury distinctement et séparément. D'autre part, si, en ce qui concerne l'incendie du bâtiment appartenant à l'accusé, la question principale ne présente qu'un acte dépourvu de criminalité, et si la circonstance, qui lui donne le caractère de crime, en est irrégulièrement séparée, comme ne constituant qu'une aggravation du fait principal, « il

faut néanmoins reconnaître que la séparation de ces deux questions n'a pu porter aucun préjudice à l'accusé, puisque les jurés n'en ont pas moins délibéré sur tous les éléments constitutifs du crime reproché à l'accusé, et que la majorité, voulue par la loi, est la même quand il s'agit du fait principal, et quand il s'agit des circonstances de ce fait ». 12 août 1858, n° 228. En effet, cette division des faits élémentaires de l'incrimination a cessé d'être illégale depuis la loi du 9 juin 1853, comme je l'ai déjà expliqué plusieurs fois, notamment dans mon quatrième volume, n° 180, et dans mon cinquième volume, n° 90.

Au contraire, la question serait nulle, dans le cas où, en même temps qu'elle interrogerait le jury sur le point de savoir si la maison appartenait tant à l'accusé qu'à sa femme, elle lui demanderait, en outre, si la maison était habitée. Effectivement, elle serait alors complexe, puisqu'elle comprendrait l'incendie de la propriété d'autrui, et la circonstance aggravante de cet incendie résultant de ce que la propriété était habitée. 9 juillet 1868, n° 155.

Il y aurait également nullité de la question, pour vice de complexité, si le jury était interrogé, à la fois et sans division, sur le point de savoir si l'accusé a mis directement l'incendie à un bâtiment, qui ne lui appartenait pas, et s'il a communiqué l'incendie à ce bâtiment, en mettant le feu à des objets placés de manière à le propager. Il y a là deux crimes, qui exigent deux questions et deux réponses distinctes. 30 novembre 1848, n° 296.

Enfin, si l'accusé est poursuivi comme complice de plusieurs incendies, pour les avoir provoqués par promesses, la question de provocation doit être reproduite, autant de fois qu'il y a d'incendies, sans quoi, elle est

complexe, et, par suite, nulle « puisqu'elle appelle, en même temps, l'attention du jury sur plusieurs faits principaux ». 30 mai 1856, n° 196.

503. Les questions peuvent être présentées au jury dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à un édifice habité *ou* servant à l'habitation et à lui appartenant ?

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) mis volontairement le feu à un bâtiment qui ne lui appartenait pas?

Ce bâtiment était-il habité *ou* servait-il à l'habitation?

504. Après ce premier paragraphe, on trouvait, dans l'édition officielle de 1832, la disposition suivante : « Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu à tout édifice servant à des réunions de citoyens. »

Cette disposition a disparu dans les révisions de la loi du 13 mai 1863. Elle figurait dans le projet du Gouvernement, qui complétait ainsi le paragraphe de l'art. 434 auquel elle appartenait : « Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des voitures ou wagons, soit à des convois de voitures ou wagons, contenant des personnes, soit à tout édifice servant à des réunions de citoyens. »

Le rapport de la commission n'indique pas qu'on ait songé à la supprimer. On peut donc considérer que c'est par inadvertance qu'elle n'a pas été reproduite dans le nouvel art. 434. Mais enfin, elle n'y est pas, et, assurément, on ne peut pas songer à appliquer la peine de mort, en vertu d'une disposition qui n'existe plus.

Quelle peine encourra désormais l'incendie des bâtiments servant à des réunions de citoyens ?

Il faudra d'abord, selon moi, distinguer entre le cas

où le bâtiment appartiendra et celui où il n'appartiendra pas à l'incendiaire. Dans le premier cas, si aucun préjudice n'a été causé à autrui, le fait restera impuni; dans le second, la peine ne sera que celle des travaux forcés à perpétuité. Comme je l'ai dit sous l'art. 390, n° 6, je ne reconnais pas aux édifices de cette nature le caractère de maison habitée ou servant à l'habitation. L'incendie de ces édifices est, à mon avis, prévu et réprimé, aujourd'hui, par le 3e paragraphe de l'art. 434.

Si, au contraire, on considère, comme la Cour de cassation, que des édifices, servant à des réunions de citoyens, sont assimilables aux maisons habitées, le fait sera placé sous l'application du paragraphe précédent, et, par suite, puni de mort, que le bâtiment appartienne ou n'appartienne pas à l'incendiaire.

505. Le deuxième paragraphe de l'art. 434, tel qu'il est rédigé aujourd'hui, punit de la mort quiconque a volontairement mis le feu, soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

Il résulte du rapprochement de cette disposition et du paragraphe 5 de l'article, qu'elle n'est applicable qu'aux voitures ou wagons faisant partie d'un convoi de voyageurs. L'incendie des voitures ou wagons, faisant partie d'un train de marchandises, n'est passible, malgré la présence des mécaniciens, des chauffeurs et des conducteurs, que de la peine énoncée dans le 5e paragraphe. Ce dernier fait n'encourrait la peine de mort, que si, comme le porte la dernière disposition de notre article, l'incendie avait occasionné la mort de l'une ou de plusieurs de ces personnes, se trouvant

dans les lieux incendiés, au moment où le feu y a été mis.

Ce paragraphe de l'art. 434 est-il applicable aux voitures ordinaires circulant ou stationnant sur la voie publique?

Jean-Baptiste Bourgerie avait été renvoyé, par ordonnance du juge d'instruction de Sedan, devant la chambre des mises en accusation de la Cour de Metz, comme prévenu d'avoir volontairement mis le feu à une voiture chargée de paniers, qui stationnait dans une rue du village de Remilly, appartenant au nommé Dogna, et d'avoir ainsi commis le crime prévu par l'art. 434. La chambre d'accusation déclara que le fait, imputé à Bourgerie, ne constituait que la contravention prévue par le n° 1er de l'art. 479 du Code, en conséquence, le renvoya devant le tribunal de simple police. Le pourvoi, que le ministère public forma contre la décision, fut rejeté, « attendu que la qualification donnée, par l'arrêt attaqué, au fait incriminé, se justifie par le texte de la loi, par l'exposé de ses motifs, et par le rapport de la commission au sein du Corps législatif; qu'aux termes, en effet, des §§ 2 et 5 de l'art. 434, prérappelé, l'incendie volontaire des voitures ou wagons contenant des personnes, ou ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient, est puni de mort; que l'incendie volontaire des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises ou autres objets mobiliers, et ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets n'appartiennent pas à l'auteur du crime, est puni des travaux forcés à temps; qu'il résulte, de l'économie de ces dispositions, et des inflictions rigoureuses qu'elles ont créées, qu'ayant eu pour objet spécial de protéger la sécurité des personnes voyageant sur les chemins de

fer, elles ne sauraient être étendues aux voitures circulant constamment en dehors de ces voies; que la raison de cette distinction ressort évidemment de la gravité des dangers, que l'incendie des voitures en gare, ou faisant partie d'un convoi en marche, fait courir à la vie humaine, et des dommages matériels qu'il peut occasionner; qu'en vain a-t-on prétendu que les termes de la loi étaient généraux et qu'ils devaient s'appliquer à toute voiture quelconque; que cette interprétation résiste même à la construction grammaticale du § 5 de l'art. 434, puisque les voitures ou wagons, protégés par cette disposition, sont les voitures ou les wagons ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, mais placés en gare, et destinés à parcourir la voie ferrée; que l'exposé des motifs de la loi du 13 mai 1863 en a clairement indiqué le sens et la portée, dans les termes suivants : « On s'est proposé de remplir des lacunes..... il y en a qui ne furent pas, à vrai dire, des manquements du législateur de 1810, le sujet ou l'intérêt de l'incrimination n'existait pas encore à cette époque. De cet ordre est l'incendie des voitures ou convois d'un chemin de fer, considéré comme un attentat à la vie des citoyens;..... assurément, il n'était donné à personne de prévoir..... qu'un temps viendrait où des voitures, mues par la vapeur, seraient comme des lieux habités, et, formés, en convois, réuniraient des milliers de personnes; » que le rapport de la commission affirme, avec la même précision, que le projet avait pour but de faire cesser toute difficulté d'interprétation, « en désignant nominativement les voitures et les wagons,..... spécialité d'objets inflammables, qui ne pouvait se présenter à l'esprit du législateur de 1832, et, en observant, dans l'incrimination qui les concerne, les classifications déjà établies par le Code pénal »;

attendu que de ce qui précède, il résulte, d'ailleurs, que les innovations, apportées à l'art. 434 précité par la loi du 13 mai 1863, n'ont été qu'un complément de la loi pénale sur les chemins de fer du 15 juillet 1845, et qu'elles doivent, par suite, être appliquées dans le sens restrictif que comportent l'esprit et le texte de cette loi; que c'est donc à bon droit que la Cour impériale de Metz a refusé de reconnaître au fait imputé à Bourgerie le caractère du crime d'incendie, et l'a renvoyé devant un tribunal de simple police, à raison de la contravention prévue par l'art. 479, § 1er, C. pén. » 9 juin 1864, n° 145.

Cet arrêt me paraît avoir fait une saine interprétation des §§ 2 et 5 de l'article que j'étudie.

506. Dans ce paragraphe, comme dans le premier, il n'importe pas, pour la constitution du crime, que les objets brûlés appartiennent ou n'appartiennent pas à l'incendiaire; mais, comme dans le premier paragraphe, il faut tenir compte de cette circonstance pour la rédaction de la question. Car, si les objets incendiés appartiennent à celui qui y met le feu, il n'y a crime que dans le cas où les voitures ou wagons contenaient des personnes, ou, ne contenant pas des personnes, faisaient partie d'un convoi qui en contenait. Si, au contraire, ce qui, vraisemblablement, aura toujours lieu, les voitures ou wagons n'appartiennent pas à l'accusé, il y aura, par cela même que le feu aura été mis à ces voitures ou wagons, un crime, lequel s'aggravera si les voitures ou wagons contenaient des personnes, ou, n'en contenant pas, faisaient partie d'un convoi qui en contenait. Il résulte de ceci que, dans le premier cas, la question ne doit pas être divisée, et qu'elle doit l'être dans le second. Il faut compléter ces observa-

tions par celles que j'ai présentées, sur le premier paragraphe, à l'occasion de la même question.

507. Le jury peut être interrogé dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à des voitures ou wagons, contenant des personnes, *ou* à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contenait, et à lui appartenant?

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à des voitures ou wagons qui ne lui appartenaient pas?

Ces voitures ou wagons contenaient-ils des personnes, ou, ne contenant pas des personnes, faisaient-ils partie d'un convoi, qui en contenait?

508. Le Code, dans le troisième paragraphe de l'art. 434, prévoit l'incendie des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, qui ne sont pas habités ou ne servent pas à l'habitation, et celui des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces différents objets n'appartiennent pas à l'incendiaire. Il punit ce crime des travaux forcés à perpétuité.

509. L'art. 434 entend ici, par édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, les lieux pouvant être habités par les hommes ou servir à leur habitation et ceux qui peuvent abriter les animaux, les provisions, les marchandises de toute nature.

« Un hangar rentre nécessairement dans cette expression générique d'*édifices*, employée, par ce paragraphe, dans son sens le plus absolu ». 29 décembre 1854, n° 360.

Le mot *case*, « tel qu'il est admis dans la langage de nos colonies, a une signification notoire, qui comprend virtuellement les constructions destinées, soit à l'habi-

tation de l'homme, soit à servir d'abri aux troupeaux, provisions, récoltes et marchandises de toute nature. Une semblable construction rentre, dès lors, dans l'énumération contenue, sous les mots édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, dans le paragraphe troisième de l'art. 434 ». 23 janvier 1868, n° 21.

510. Mais on ne pourrait pas considérer comme un édifice le mur pris isolément.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

La veuve Lecomte avait été condamnée à la peine du paragraphe que j'examine, pour avoir volontairement mis le feu à la couverture en chaume d'un mur, qui ne lui appartenait pas. Sur son pourvoi, la condamnation a été annulée, « attendu que les peines, dont la loi punit le crime d'incendie, ne peuvent être appliquées que dans les cas prévus par l'art. 434, C. pén., selon les distinctions établies, et lorsque le moyen de destruction a été employé contre les choses qu'il désigne; que l'énumération, contenue dans cet article, des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, comprend généralement les lieux habités par les hommes, ou pouvant servir à l'habitation, ceux aussi qui servent d'abri aux troupeaux, provisions et marchandises de toute nature; mais qu'un mur, ouvrage de maçonnerie, pris isolément, ne rentre pas dans ces catégories, et ne peut être considéré comme un édifice, dans le sens que l'art. 434 attache à cette expression; que le fait, dont la veuve Lecomte a été déclarée coupable, tombait naturellement sous l'application de l'art. 437 du même Code, qui punit celui qui aura volontairement détruit, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions, qu'il savait appartenir à autrui; qu'en prononçant contre la

veuve Lecomte les peines établies par le § 3 de l'art. 434, C. pén., et modifié par l'art. 463 du même Code, l'arrêt attaqué a donc faussement appliqué, et, par suite, violé ledit art. 434, C. pén. » 20 septembre 1839, nº 303.

511. Ce paragraphe ne concerne que l'incendie des forêts, bois taillis et récoltes sur pied, c'est-à-dire celui qui peut se propager facilement et causer de grands désastres. L'incendie des récoltes et des bois abattus est réglé par une autre disposition et puni d'une peine moins sévère.

512. Par forêts, on doit entendre tous les bois, quel qu'en soit le propriétaire : l'État, les communes, les établissements publics, les particuliers. Mais la disposition est limitée aux bois et forêts. On ne peut pas l'étendre à un groupe d'arbres qui ne serait ni une forêt, ni un bois taillis.

Les récoltes sont les fruits et productions utiles de la terre, suivant la définition, qui en est donnée par l'arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1812, nº 96, que j'ai rappelé dans mon cinquième volume, nº 615.

513. L'une des conditions essentielles du crime, prévu par ce paragraphe, est que les choses incendiées n'appartiennent pas à celui qui y met le feu. Effectivement, si ces choses sont à lui, il peut impunément les brûler; il ne devient criminel que dans le cas où, en y mettant ou faisant mettre le feu, il a volontairement causé préjudice à autrui, comme nous le verrons dans un des paragraphes suivants. 8 janvier 1835, nº 5; 11 novembre 1846, nº 312; 2 juin 1848, nº 167; 13 septembre 1850, nº 305; 28 mai 1852, nº 173; 30 juillet 1857, nº 289.

514. Il importe donc de rechercher, pour l'appli-

cation de la disposition, si les choses incendiées appartiennent ou n'appartiennent pas au prévenu.

Les choses incendiées ne lui appartiendront que s'il en a la propriété entière et définitive : autrement, elles devront être considérées comme appartenant à autrui.

Ce principe me servira à résoudre les différentes questions que je vais examiner.

Dans une première espèce, Jourdan, copropriétaire de plusieurs édifices assurés, fut déclaré coupable de les avoir incendiés. La Cour d'assises reconnut qu'il avait encouru, d'une part, la peine applicable à celui qui incendie la propriété d'autrui, et, d'autre part, la peine applicable à celui qui incendie sa propre chose, avec la volonté de causer préjudice à autrui. Le condamné prétendit, devant la Cour de cassation, que l'on aurait dû se borner à lui appliquer cette dernière peine. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les questions posées au jury l'ont été conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi, et au résumé de l'acte d'accusation ; qu'en effet, la circonstance que l'immeuble incendié était assuré, et que l'un des copropriétaires de cet immeuble, avait, en y mettant le feu, porté préjudice à autrui, n'excluait pas le fait, également articulé, soit par l'arrêt de renvoi, soit par l'acte d'accusation, d'une atteinte directe à la propriété des autres communistes ; que ce fait résultait de l'emploi du mot copropriétaire, qui impliquait, par lui seul, la destruction partielle de la chose d'autrui, dès lors que les autres communistes n'étaient pas poursuivis comme complices du crime d'incendie ; attendu, au surplus, la régularité de la procédure et l'application légale de la peine ». 20 avril 1839, Dall., *Jur. gén.*, v° *Dommage*, n° 89.

Dans une deuxième espèce, Louis-François Leduc avait été condamné à la peine, encourue par celui qui

incendie la propriété d'autrui. Il prétendit devant la Cour de cassation que cette peine lui avait été illégalement appliquée, par la raison qu'il avait l'usufruit du bien incendié. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'usufruit, allégué par le demandeur, n'empêcherait pas la propriété incendiée d'être la propriété d'autrui ». 4 février 1843, n° 28.

Le mari, qui mettrait volontairement le feu aux édifices ou bâtiments appartenant à la communauté, se rendrait, à mon avis, coupable de l'incendie de la propriété d'autrui. Sans doute, il administre les biens de la communauté, il peut les vendre, aliéner, hypothéquer sans le concours de la femme (C. civ., art. 1421). Mais il n'a pas la propriété absolue des immeubles qui en dépendent. Il n'a pas à leur égard le *jus abutendi*. Il ne peut, par exemple, en disposer entre-vifs à titre gratuit, que pour l'établissement des enfants communs (Même Code, art. 1422). Il n'a pas, davantage, un droit de propriété définitif sur ces biens, puisque, à la dissolution de la communauté, ils pourront être, en partie, attribués à la femme ou à ceux qui la représenteront (Même Code, art. 1474). En y mettant le feu, il n'incendie donc pas un bien qui lui soit exclusivement et définitivement propre. Il incendie la chose d'autrui, la chose de la communauté.

Celui qui incendierait l'édifice, dont il serait propriétaire, pourrait-il être réputé avoir mis le feu à une chose qui ne lui appartient pas exclusivement, s'il avait donné cet édifice à ferme ou à bail ? Sans doute, le locataire pourra éprouver un préjudice considérable de l'incendie, et, si le feu a été mis par le propriétaire dans l'intention de lui causer ce préjudice, il y aura un fait punissable. Mais ce fait sera le crime réprimé par le paragraphe 4, et non celui que punit la disposition que

j'examine. Le bail ne fait pas participer le preneur à la propriété, qui demeure pleine et entière entre les mains du bailleur. L'auteur du crime ne met donc pas, dans ce cas, le feu à une propriété appartenant à autrui.

En serait-il de même du nu propriétaire qui mettrait le feu à un édifice dont un autre aurait l'usufruit? Je ne le crois pas. L'usufruit est un démembrement de la propriété. Par conséquent, celui qui incendie un édifice, dont il n'a que la nue propriété, met le feu à une chose, qui ne lui appartient pas exclusivement, et qui, pour partie, est le bien d'autrui.

514 *bis*. L'immunité de l'art. 380 s'étend-elle au crime d'incendie? La question est examinée dans mon cinquième volume, n° 494.

515. La question de savoir si l'objet incendié n'appartient pas à l'accusé, formant l'un des éléments du crime, il est clair qu'elle doit être soumise à l'examen du jury. 20 avril 1838, n° 106; 24 juillet 1840, n° 214; 28 janvier 1841, n° 26; 4 février 1843, n° 28.

516. Le jury peut être interrogé dans les termes suivants.

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à un navire, un bateau, un magasin, un chantier non habité *ou* non servant à l'habitation *ou* à une forêt, un bois taillis, une récolte sur pied, ledit objet ne lui appartenant pas?

517. Aux termes du quatrième paragraphe de l'art. 434, celui qui, en mettant ou faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, et à lui-même appartenant, a volontairement causé préjudice à autrui, est puni de la peine des travaux forcés à temps; et celui qui a mis le feu, sur son ordre, est puni de la même peine.

518. Ce paragraphe, avec la rédaction qu'il avait reçue de la loi du 28 avril 1832, pouvait présenter une difficulté sérieuse. Il semblait, dans cette loi, ne prévoir que le cas où c'était le propriétaire, lui-même, qui avait mis le feu aux choses incendiées. On était alors autorisé à se demander quelle peine était applicable au tiers qui, sur l'ordre du propriétaire, avait mis le feu aux objets spécifiés dans le paragraphe; et, par suite, quelle peine le propriétaire lui-même encourait dans cette hypothèse. Ne pouvait-on pas considérer, d'une part, que l'incendiaire était passible de la peine des travaux forcés à perpétuité, puisqu'il avait mis le feu à des choses qui ne lui appartenaient pas; et, d'autre part, que le propriétaire, étant le complice de l'incendiaire, par les instructions qu'il lui avait données, encourait la même peine que l'auteur principal, aux termes de l'art. 59, C. pénal ?

Le procureur général près la Cour de Nîmes avait eu cette pensée.

Raymond Raynaud était propriétaire de tas de bois et de fagots, qu'il avait fait assurer. Pendant son absence, son frère Louis mit, sur ses instructions, le feu à ces fagots. Lorsque l'affaire se présenta devant la chambre des mises en accusation, le ministère public estima que le fait était réprimé, non par le quatrième, mais par le troisième paragraphe de l'art. 434. La Cour refusa d'admettre ses réquisitions. Elle considéra, au contraire, que le fait était prévu par la disposition que j'examine. Le ministère public dénonça la décision à la Cour de cassation; mais son pourvoi fut rejeté, « sur le moyen fondé sur ce que l'arrêt aurait faussement appliqué aux faits ci-dessus la qualification portée dans le paragraphe 6 de l'art. 434, alors que, Louis Raynaud étant l'auteur du crime, la qualification rentrerait

dans le paragraphe 5 dudit article, qui prévoit l'incendie d'objets appartenant à autrui ; attendu qu'en matière de crime, l'intention est, ainsi qu'il vient d'être dit, un des éléments substantiels ; qu'il faut donc apprécier ici, quelle que soit la main qui a mis le feu, la volonté sous l'impulsion de laquelle cette action a été commise ; qu'il est manifeste que cette volonté appartient, en premier lieu, à Raymond Raynaud, qui, en incendiant, par lui ou par un tiers, des objets lui appartenant, n'avait pas à répondre du préjudice apporté à sa propriété propre, mais uniquement du préjudice volontaire que l'incendie devait causer à autrui ; qu'en provoquant Louis Raynaud à se rendre coupable de ce fait, et en obtenant son concours, il l'a, par son consentement exprès et par l'adhésion de ce dernier, substitué à lui-même, relativement au droit de propriété dont il s'agit ; d'où il suit que le crime, qu'ils ont ainsi concerté ensemble, et que Louis Raynaud a exécuté, a été dégagé, pour l'un comme pour l'autre, de la circonstance qui aurait pu seule motiver l'application à la cause du paragraphe 5 de l'art. 434 ; attendu, dès lors, que le fait, mis à la charge des deux inculpés, même alors que Louis Raynaud en est l'auteur principal, réside tout entier dans le préjudice, causé à la compagnie d'assurances, et rentre dans les termes, non du paragraphe ci-dessus visé, mais du paragraphe 6 du même article, et doit, conséquemment, déterminer la mise en accusation : 1° de Louis Raynaud, pour avoir, en mettant le feu, sur la provocation et le consentement de Raymond Raynaud, à des tas de bois et fagots appartenant à ce dernier, causé volontairement un préjudice à ladite compagnie ; 2° de Raymond Raynaud, pour s'être rendu complice de ce crime, par l'emploi des trois modes de complicité, prévus et définis par les pa-

ragraphes 1er et 3 de l'art. 60, C. pén. » 15 novembre 1862, n° 248.

Cette difficulté ne pourrait plus se produire aujourd'hui. Il y a été pourvu par la loi du 13 mai 1863, qui a rendu la disposition, indistinctement applicable au propriétaire qui a mis lui-même le feu, au propriétaire qui l'a fait mettre, et à celui qui l'a mis sur l'ordre du propriétaire.

519. Le paragraphe, que j'examine, est applicable toutes les fois que le feu a été mis à l'un des objets qu'il énumère, avec la volonté de causer à autrui un préjudice quelconque, quel qu'il soit.

Ainsi, le crime existe, non-seulement lorsque le feu a été mis avec la volonté de toucher le montant d'une assurance, 23 avril 1829, n° 83, mais encore, lorsqu'il a été mis avec la volonté de priver le vendeur de son privilége ou de brûler la récolte d'autrui, enfermée dans l'édifice, 7 janvier 1826, n° 5, de priver un créancier de son gage hypothécaire ou de l'antichrèse qui lui a été conférée.

520. Le crime, prévu par ce paragraphe, résultant de ce que le feu a été mis avec la volonté de causer préjudice à autrui, il est évident que le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur cette circonstance. 8 janvier 1835, n° 5; 11 novembre 1846, n° 312; 2 juin 1848, n° 167; 13 septembre 1850, n° 305; 28 mai 1852, n° 173; 30 juillet 1857, n° 289 cités ci-dessus; 3 septembre 1863, n° 242.

Comme cette circonstance est « élémentaire et constitutive du crime, puisque, sans cette condition, le fait principal serait dépourvu du caractère, qui le constitue crime, à savoir le préjudice causé à autrui », il en résulte qu'il n'y a pas lieu d'en faire une question distincte.

521. Selon moi, la meilleure manière de constater la circonstance, c'est d'employer les termes mêmes de la loi, c'est-à-dire de demander au jury s'il y a eu volonté de causer préjudice à autrui. Cependant, je ne dois pas le laisser ignorer, la Cour de cassation permet l'emploi des équipollents. Elle a jugé que, dans le cas où le jury déclare que les bâtiments incendiés étaient assurés, il résulte virtuellement de cette déclaration que l'auteur du crime « n'a pu les incendier, sans avoir la pensée d'en faire payer la valeur à la compagnie, par laquelle ils étaient assurés, et, par conséquent, de lui porter un véritable préjudice ». 6 juillet 1854, n° 217.

522. Les jurés peuvent être interrogés dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date), en mettant *ou* en faisant mettre le feu à un édifice, un navire, etc..... à lui appartenant, volontairement causé préjudice à autrui?

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) mis volontairement le feu, sur l'ordre du propriétaire, à l'édifice, navire, etc....., ci-dessus désigné?

523. Le cinquième paragraphe de l'art. 434 punit des travaux forcés à temps celui qui a volontairement mis le feu, soit à des pailles ou récoltes, en tas ou en meules, soit à des bois, disposés en tas ou en stères, soit à des voitures ou wagons, chargés ou non chargés de marchandises ou autres objets mobiliers, et ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas.

524. La grande difficulté de cette disposition est de déterminer les récoltes et les bois qu'elle concerne.

Elle est inapplicable aux bois et récoltes sur pied, nous le savons : l'incendie de ces bois et récoltes est prévu par le troisième paragraphe de l'article.

Protége-t-elle les récoltes et les bois abattus, confiés à la foi publique, restant épars sur le terrain, qui les a produits, jusqu'à ce qu'il ait été permis de les mettre en tas ou en meule, en tas ou en stère?

Il me semble que l'incendie des bois et récoltes en cet état était réprimé par le Code pénal de 1810 et par la loi de 1832, qui n'avait fait qu'en reproduire les termes. Le Code et cette loi punissaient, en effet, en termes absolus, quiconque avait mis volontairement le feu à des récoltes ou bois abattus; et, ce n'était qu'après cette disposition générale qu'ils ajoutaient : *soit que les bois soient en tas ou en corde et les récoltes en tas ou en meule*, comme s'ils voulaient indiquer qu'ils maintenaient leur protection même aux récoltes et aux bois, qui avaient reçu cette espèce de transformation. Cette interprétation est celle que la Cour de cassation me paraît donner à la disposition, dans son arrêt du 15 septembre 1826, n° 187. Cet arrêt, après avoir déclaré « qu'en rangeant les forêts et les bois taillis parmi (les choses, énumérées dans l'article), le législateur a voulu protéger, contre le plus facile et le plus menaçant des moyens de destruction, une nature de propriété, dont la conservation importe à l'intérêt public et à l'intérêt privé », ajoute « qu'il résulte, des propres expressions de l'article, que l'incendie volontaire de bois abattus, ni en tas ou en corde, ne constitue un crime qu'autant que ces bois sont encore en nature de récoltes et placés, par l'effet d'une confiance nécessaire, sous la protection de la foi publique ».

Si je comprends cet arrêt, il reconnaît que le crime existe, non-seulement lorsque les bois abattus sont en tas ou en corde, mais aussi, lorsque, n'étant ni en tas ni en corde, ils sont encore en nature de récoltes.

La loi du 13 mai 1863 n'a pas, il est vrai, conservé

la rédaction du Code pénal et de la loi du 28 avril 1832. Le texte actuel ne punit que l'incendie des récoltes en tas ou en meules et celui des bois disposés en tas ou en stère. Il paraît avoir négligé les récoltes, qui viennent de tomber sous la faux du moissonneur, et les arbres, que le bûcheron vient d'abattre sur le parterre de la vente. Est-ce que l'incendie de ces récoltes et de ces bois, qui peut se propager avec non moins de facilité que l'incendie des bois et récoltes sur pied, ne sera réprimé que par le n° 1er de l'art. 479 du Code, comme un simple dommage causé aux propriétés mobilières d'autrui, c'est-à-dire avec moins de sévérité que les incendies, qui ne sont dus qu'à la négligence ou à l'imprudence? Il m'est bien difficile de le croire, et, malgré les modifications, apportées à la lettre de la disposition par la loi du 13 mai 1863, je me demande si elle ne continue pas à punir l'incendie volontaire de ces bois et de ces récoltes. Il faut, en effet, remarquer que le texte actuel ne se borne pas à protéger les récoltes en meules et les bois en stère, et qu'il étend, au contraire, sa protection aux récoltes en tas et aux bois en tas. En employant ces expressions différentes, il a voulu, assurément, exprimer des idées différentes. Ne doit-on pas, dès lors, considérer que les récoltes et les bois sont en tas, lorsqu'ils sont pêle-mêle, en vrac, les uns sur les autres, sur le terrain où viennent de les abattre le moissonneur et le bûcheron? Donner une autre interprétation à la loi, c'est lui imputer une bien singulière imprévoyance.

525. La disposition, dont je recherche le sens, comprend-elle, dans ses prévisions, toutes les récoltes en meule et tous les bois disposés en tas ou en stère?

Occupons-nous d'abord des récoltes.

Pierre Blanchard était accusé d'avoir volontairement mis le feu à une meule de paille, placée de manière à

communiquer le feu à des bâtiments appartenant à autrui. Le jury répondit sur cette accusation : « Oui, l'accusé est coupable d'avoir volontairement mis le feu à une meule de paille, mais il n'est pas constant que cette meule fût placée de manière à communiquer le feu aux bâtiments appartenant à autrui. » Le ministère public requit l'application de la peine de mort. La Cour d'assises, « attendu que la meule de paille incendiée n'était pas, par l'effet d'une confiance nécessaire, confiée à la foi publique ; attendu que l'incendie volontaire de cette meule ne constitue un crime, ni aux termes de l'art. 434, ni aux termes d'aucune autre disposition de la loi pénale; attendu, néanmoins, que, si l'art. 458 punit d'une amende l'incendie des propriétés mobilières et immobilières, commis par imprudence, à plus forte raison, cette disposition doit-elle être appliquée lorsque l'incendie a été produit par l'effet d'une volonté coupable », déclara Blanchard absous de l'accusation de crime d'incendie, et, en vertu de l'art. 458, le condamna à deux cents francs d'amende. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « considérant que l'art. 434 punit de la peine de mort l'incendie volontaire de toutes espèces de récoltes; qu'il n'exige point, pour l'application de cette peine, que les récoltes soient exposées dans les champs à la foi publique, ni qu'elles soient placées de manière à communiquer le feu à d'autres objets, dont l'incendie volontaire emporterait, aux termes du même article, également la peine de mort; que cette dernière circonstance n'est exigée, par ledit article, qu'à l'égard des matières combustibles, qui ne forment pas récolte; considérant que la paille est une production de la terre, qui forme récolte; qu'il suffit donc, pour appliquer la peine de mort à celui qui a incendié une meule de paille, qu'il y ait

mis le feu volontairement; et attendu que Pierre Blanchard a été déclaré coupable par le jury d'avoir mis volontairement le feu à une meule de paille, et qu'ainsi il avait encouru la peine, portée par l'art. 434, C. pén.; qu'à la vérité, le jury a déclaré, en même temps, que ladite meule n'était point placée de manière à communiquer le feu à des bâtiments appartenant à autrui; mais que cette circonstance, non plus que celle que la meule n'était point exposée à la foi publique, ne pouvaient changer ni modifier le caractère criminel de l'incendie, ni conséquemment soustraire le coupable à la peine portée par ledit article 434; que c'est néanmoins, d'après l'existence de ces circonstances, que la Cour d'assises de la Charente a refusé d'appliquer à Pierre Blanchard la peine de mort, et qu'elle s'est bornée à le condamner à l'amende portée par l'art. 458, C. pén., qui n'est relatif qu'à des incendies causés par négligence ou imprudence; que ladite Cour a ainsi faussement appliqué cet article et violé l'art. 434 du même Code ». 27 septembre 1827, n° 246.

Dans cet arrêt, la Cour de cassation a considéré qu'il suffisait, pour l'application de l'art. 434, qu'il y eût incendie volontaire de toutes espèces de récoltes et qu'il n'était pas, en outre, exigé qu'elles fussent exposées dans les champs à la foi publique.

Pierre Blanchard fut renvoyé devant la Cour d'assises du département de la Charente-Inférieure. Cette Cour prononça son absolution pleine et entière. Les sections réunies de la Cour de cassation furent saisies par un nouveau pourvoi du ministère public. Elles réprouvèrent la doctrine de la chambre criminelle, et jugèrent que l'art. 434 n'était applicable qu'aux pailles et grains en état de récoltes. 8 août 1828, Dall., *Jour. gén.*, v° *Dommage*, n° 106.

Cet arrêt ne porta pas la conviction dans tous les esprits. La Cour de Lyon, par arrêt du 11 janvier 1853, mit en accusation Louis Dessert, pour avoir mis volontairement le feu à une meule de paille appartenant à autrui, sans expliquer si cette paille avait conservé son caractère de récolte. Sur le pourvoi de Dessert, la chambre criminelle, appliquant les principes de l'arrêt du 8 août 1828, annula la décision, « attendu qu'il résulte de la combinaison des paragraphes 3, 5 et 7 de l'art. 434, qu'il ne punit des peines, qu'il édicte, l'incendie des bois, taillis ou *récoltes* sur pied ou abattus, en tas, cordes ou *meules*, qu'autant qu'ils conservent leur caractère de récoltes, ou sont placés de manière à communiquer le feu à l'un des objets énumérés audit article; attendu que ces caractères de récolte ou de communication possible avec d'autres objets, sont des circonstances de fait, dont l'appréciation doit être soumise au jury, puisqu'elles seules donnent à l'incendie des bois, taillis et récoltes, le caractère de crime, prévu par l'art. 434, C. pén.; attendu, dès lors, que les arrêts de renvoi des chambres des mises en accusation devant les Cours d'assises sont tenus, dans leur dispositif, de qualifier les faits d'incendie, de manière à y comprendre toutes les circonstances constitutives du crime pour lequel ce renvoi est prononcé; et attendu, en fait, que dans l'espèce, l'arrêt attaqué a seulement renvoyé Dessert (Louis) devant la Cour d'assises de l'Ain, pour avoir mis volontairement *le feu à une meule de paille* appartenant à autrui, sans expliquer si cette paille avait conservé son caractère de récoltes ou si elle était placée de manière à communiquer le feu à un des objets énumérés en l'art. 434, C. pén.; d'où il suit que cet arrêt a insuffisamment qualifié le fait, pour lequel il renvoyait Louis Dessert devant la Cour d'assises de l'Ain ». 3 mars 1853, n° 71.

— *Conf.*, 7 avril 1853, n° 125; 30 juin 1853, n° 230.

Le législateur de 1863 a mis un terme à ces dissentiments. Il a considéré qu'en donnant à la disposition sa nouvelle rédaction, il consacrait définitivement la doctrine des derniers arrêts de la Cour de cassation. Il a introduit dans l'article le mot *pailles*, pour étendre aux pailles, en tas ou en meules, la protection qui n'est accordée qu'aux récoltes. « Quand les pailles sont engrangées, dit l'exposé des motifs, la protection ne leur fait pas défaut : celle qui couvre l'édifice les couvre aussi. Mais les lieux ne suffisent pas toujours pour les engranger : on peut être contraint de les laisser, plus ou moins longtemps, en tas ou en meules, livrées à la foi publique et facilement accessibles à toutes les tentatives d'incendie. Elles sont d'une valeur trop grande, et l'incendie est un moyen de destruction trop redoutable pour trouver suffisante une protection qui ne consisterait que dans des peines de simple police (art. 479, n° 1) et des réparations civiles éventuelles ». Le rapport de la commission ajoute : « le projet apporte encore deux modifications au cinquième paragraphe. Il y introduit le mot *pailles* pour accorder à cette denrée la même protection qu'aux récoltes, lorsque les pailles sont en tas ou en meules dans les champs ».

Il faut donc tenir pour certain que la disposition ne protége que les grains, pailles et fourrages, en tas ou en meule, à l'état de récoltes, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas encore entrés dans le commerce comme marchandises; mais il importe peu que les meules soient dans les champs ou ailleurs.

526. Comme il est essentiel, pour l'application de l'art. 434, que les pailles et autres grains soient à l'état de récoltes, il importe que cette circonstance soit énoncée dans la question présentée au jury. Le mieux sera

d'employer les termes mêmes de la loi; cependant, il faut qu'on sache que la Cour de cassation admet les équivalents. Elle a décidé qu'interroger le jury « sur la question de savoir si l'accusé a volontairement mis le feu à une meule de blé », c'est lui demander si le feu a été mis à des récoltes, « une meule de blé constituant nécessairement du blé en gerbe; et, par conséquent, à l'état de récoltes ». 30 juin 1853, n° 230.

527. La disposition ne doit-elle être également appliquée qu'au bois en tas ou en stère, à l'état de récolte?

La jurisprudence de la Cour de cassation a varié sur cette question, comme sur la précédente.

Cette Cour a d'abord jugé « qu'un tas de fagots, soit qu'il se trouvât dans une forêt, soit qu'il fût exposé dans un champ, soit qu'il provînt d'une coupe de taillis ou de toute autre espèce de bois, devait nécessairement être considéré comme une récolte », et, par conséquent, elle a rejeté le pourvoi de François Lacalme, déclaré coupable d'avoir mis volontairement le feu à un tas de fagots appartenant à autrui, sans que le jury eût d'ailleurs reconnu que ces fagots étaient encore à l'état de récoltes. 6 août 1813, Dall., *Jur. gén.*, v° *Dommage*, n° 70.

Plus tard, la même Cour a modifié sa jurisprudence. Elle a décidé que l'art. 434 n'était applicable « qu'autant que les bois ou fagots sont encore à l'état de récoltes ». 27 mars 1863, n° 99. — *Conf.*, 15 septembre 1826, n° 187; 3 mars 1853, n° 71; 7 avril 1853, n° 125; 30 juin 1853, n° 130, cités ci-dessus.

La loi du 13 mai 1863 a pensé que, si l'ancien art. 434 devait recevoir cette interprétation restreinte, il pouvait laisser en souffrance des intérêts considérables. C'est, pour lui donner une signification plus étendue, que cette loi a séparé les bois des récoltes, et en a fait

l'objet d'une disposition spéciale. « Une autre modification, dit l'exposé des motifs, consiste à isoler la disposition relative aux bois de celle relative aux récoltes. La rédaction actuelle porte : « quiconque aura volontairement mis le feu *à des bois ou récoltes abattus* ». On a tiré de ce rapprochement, ou plutôt de cette disposition collective, la conséquence que la loi suppose ici les bois en nature de récoltes, dans les ventes où ils furent coupés, sur le terrain même du propriétaire et sous la protection de la foi publique. Cette interprétation, autorisée par la jurisprudence, laisse, sans protection suffisante, les bois abattus, qui ne sont plus à l'état de récoltes, sans être encore à l'état de marchandises emmagasinées; ceux, par exemple, que l'on dépose en quantités considérables quelquefois dans les lieux d'embarquement ou formation des trains ».

Le rapport de la commission a ajouté : « Le projet modifie l'incrimination, relative aux tas de bois, de manière que l'incendie soit aussi bien punissable au cas où les bois sont entassés dans un lieu quelconque où ils attendent d'être emmagasinés, qu'au cas où ils sont encore rangés en tas sur les lieux mêmes où ils ont été coupés. La Cour de cassation avait décidé que, pour que l'art. 434 fût applicable, il fallait que les bois coupés et mis en tas ou en corde fussent encore à l'état de récolte, c'est-à-dire qu'ils n'eussent pas été transportés dans un lieu autre que celui où ils avaient été coupés; il en résultait que, s'ils avaient été déplacés, et s'ils n'étaient point encore enfermés dans des magasins ou des chantiers, le fait de l'incendie ne pouvait plus être puni que comme un délit de destruction de marchandises ou de propriétés mobilières. Il est évident que, dans tous les cas, les tas de bois sont également placés sous la protection de la foi publique, et il était

prudent de trancher dans ce sens les doutes que le texte de la loi avait fait naître ».

La loi du 13 mai 1863 a donc entendu rompre, sur ce point, avec la dernière jurisprudence de la Cour de cassation. La disposition nouvelle étend sa protection même aux bois abattus, qui ne sont plus à l'état de récoltes, sans être encore à l'état de marchandises emmagasinées, par exemple, comme le dit l'exposé des motifs, à ceux que l'on dépose, en quantités souvent considérables, dans les lieux d'embarquement ou de formation des trains.

528. Ainsi, le nouveau paragraphe n'est applicable qu'à l'incendie des pailles et grains à l'état de récoltes, tandis qu'il réprime l'incendie des bois, qui auront cessé d'être en cet état.

529. Les questions peuvent être présentées au jury dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à des pailles, à du blé, etc....., en tas *ou* en meule, à l'état de récoltes, et ne lui appartenant pas?

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à des bois disposés en tas *ou* en stère, et ne lui appartenant pas?

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement mis le feu à des voitures *ou* wagons chargés *ou* non chargés de marchandises, *ou* autres objets mobiliers, et ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, et ne lui appartenant pas?

530. Si, en mettant ou faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui appartenant, l'auteur du crime a volontairement causé un préjudice à autrui, il est, aux termes du sixième paragraphe de l'art. 434, puni de la peine de la réclu-

sion, et celui qui a mis le feu, sur son ordre, encourt la même peine.

Toutes les explications, que cette disposition comporte, se trouvent dans le commentaire des quatrième et cinquième paragraphes.

Les questions, qui devront être soumises au jury, à l'occasion de ce crime, peuvent être conçues dans les mêmes termes que celles que j'ai proposées sous le quatrième paragraphe, en tenant compte, bien entendu, de la nature particulière des objets incendiés.

531. Le septième paragraphe de l'art. 434 concerne celui qui a communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les paragraphes précédents, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques, appartenant, soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie. L'auteur du crime est puni de la même peine que s'il avait mis directement le feu à l'objet auquel l'incendie a été communiqué.

Trois conditions sont essentielles à la constitution de ce crime.

La première est que le feu ait été mis volontairement à des objets quelconques, appartenant, soit à l'auteur du crime, soit à autrui.

A prendre l'article à la lettre, il semble que, si la loi exige que l'inculpé ait eu la volonté de mettre le feu aux objets, placés de manière à communiquer l'incendie, elle n'exige pas qu'il ait eu, en même temps, la volonté de le communiquer. Cependant, il me paraît difficile d'admettre, sans réserve, la réponse faite par le ministre de la justice, à une observation de Cuvier dans la discussion de la loi du 28 avril 1832. L'illustre savant disait, en critiquant la disposition, que j'examine : « D'après le projet de loi, c'est uniquement des

vents que dépendra la gravité de la peine. Celui, qui aura mis le feu par un temps calme, encourra une peine moindre pour la même action que celui qui l'aura commise par un temps moins favorable ». Le ministre lui répondit : « Il est vrai que, malgré toutes les précautions, quoique l'incendiaire n'ait voulu atteindre que sa propre chose, il peut arriver que le vent communique l'incendie. Il en subira la responsabilité. Il y a déjà une peine très-grave, si l'incendie s'arrête à sa propriété. Si un accident porte le ravage un peu plus loin, quoique la volonté n'ait pas concouru à cette communication, comme déjà il y avait crime, perversité dans la volonté, il supportera la responsabilité nouvelle des dommages qu'il pourra avoir occasionnés. » Les raisons, données par le ministre, ne sont que spécieuses, elles ne sont pas juridiques. Il n'est pas vrai que celui qui met le feu aux objets, placés de manière à communiquer l'incendie, ait, dans tous les cas, commis un crime et fait acte de perversité ; car ces objets peuvent lui appartenir, et, en les brûlant, il a pu ne causer préjudice à personne; il a pu, par conséquent, n'exécuter qu'un fait que la loi ne défend pas. L'opinion du ministre ne me paraît pas plus acceptable que les raisons sur lesquelles il la fonde. Je ne peux pas croire qu'un homme encourra, par exemple, la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité, parce qu'il aura, en mettant volontairement le feu à des objets qu'il était, en quelque sorte, autorisé à brûler, communiqué le feu, sans le vouloir, à une maison habitée ou inhabitée. J'aime mieux l'interprétation, donnée à la disposition que j'étudie, par le rapporteur de la loi devant la Chambre des députés. « Par une présomption légale, que votre commission a jugée indispensable, la possibilité de la communication d'incendie, suivie d'une

communication effective, est considérée comme une preuve de l'intention ». A mon avis, c'est ainsi que la loi doit être entendue. Celui, qui met le feu à des objets, placés de manière à communiquer l'incendie, est présumé, jusqu'à preuve contraire, avoir eu l'intention de le communiquer à l'objet qui en a été atteint. Si cette preuve n'est pas faite, il suffit qu'il soit établi que le prévenu a mis volontairement le feu aux objets, placés de manière à communiquer l'incendie, pour qu'il soit mis en accusation.

Cette interprétation a été sanctionnée par la Cour de cassation dans l'espèce suivante.

La Cour de Rennes avait refusé de mettre en accusation Marie Steffant, sous le prétexte qu'il n'était pas établi qu'elle avait eu la volonté de communiquer l'incendie, en mettant volontairement le feu à l'objet qui devait le communiquer. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu qu'en exigeant qu'il y eût, non-seulement, volonté de mettre le feu, mais volonté de le communiquer, l'arrêt attaqué a ajouté aux caractères constitutifs du crime prévu par le n° 7 de l'art. 434, C. pén., et en a ainsi violé les dispositions ». 1er juillet 1852, n° 215.

Cette interprétation est loin de produire les conséquences rigoureuses, redoutées par Cuvier et admises par le ministre de la justice. La culpabilité du prévenu ne dépendra pas de la direction des vents. S'il parvient à établir qu'il n'a pas eu l'intention de communiquer l'incendie, il sera renvoyé absous. La preuve, qu'il aura faite, détruira la présomption légale. Ainsi entendue, la loi est sage, et conforme aux règles de la justice distributive.

La seconde condition du crime, dont je recherche les éléments, est que les objets, auxquels le feu a été mis,

aient été placés de manière à communiquer l'incendie. Il importe peu que ces objets soient mobiliers ou immobiliers; qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime; qu'ils aient été placés où ils sont par celui-ci ou par un tiers.

La troisième condition est que l'incendie ait été communiqué. En effet, « le caractère du crime d'incendie par communication n'est pas seulement d'avoir mis volontairement le feu à des objets quelconques, placés de manière à communiquer l'incendie, mais principalement et surtout d'avoir communiqué ledit incendie ». 3 janvier 1846, n° 3. — *Conf.*, 5 avril 1855, n° 119.

532. De ce que le crime d'incendie par communication n'existe que dans le cas où l'incendie a été communiqué, faut-il conclure que la tentative de ce crime restera impunie? Non, assurément. La disposition spéciale, qui le concerne, ne déroge pas à l'art. 2 du Code. Par conséquent, la règle générale conserve toute son autorité, et, par suite, la tentative du crime sera considérée comme le crime même.

Il pourra y avoir tentative, non-seulement lorsque le feu aura été communiqué aux objets, placés de manière à propager l'incendie, mais même lorsqu'on n'aura encore que cherché à mettre le feu à ces objets.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante.

Chichin, déclaré coupable d'avoir tenté de mettre volontairement le feu à des fagots, entassés sous un hangar dépendant d'une maison habitée, avait été condamné aux peines de l'art. 434. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que tenter de mettre volontairement le feu à des fagots, entassés sous le hangar d'une maison habitée, constitue le même crime que celui de mettre le

feu à des matières combustibles, placées de manière à le communiquer à la maison elle-même ». 28 mai 1830, Dall., *Jur. gén.*, v° *Dommage*, n° 101.

533. Les faits constitutifs du crime d'incendie par communication pourront, dans certains cas, présenter les éléments d'un autre crime d'incendie. Il peut arriver, en effet, qu'en mettant volontairement le feu à un objet, placé de manière à communiquer l'incendie, l'inculpé ait commis un premier crime. S'il en est ainsi, les deux faits devront être cumulativement poursuivis. Mais, comme l'art. 365, C. instr. crim., le prescrit, la peine la plus forte sera seule applicable.

534. Avant d'indiquer comment la question soumise au jury doit être rédigée, je présenterai quelques observations, qui aideront à la formuler.

La communication de l'incendie étant une circonstance constitutive du crime, il est clair qu'elle doit être reconnue par le jury. 3 janvier 1846, n° 3; 5 avril 1855, n° 119; il était même indispensable, avant la loi du 9 juin 1853, comme je l'ai indiqué un peu plus haut, qu'elle fût mentionnée dans la question principale. 3 janvier 1846, n° 3, cité ci-dessus.

La peine de l'incendie par communication étant graduée, suivant la nature de l'objet auquel le feu a été communiqué, il en résulte que, si la nature de cet objet est, non constitutive, mais aggravante du crime, par exemple, lorsqu'il s'agit d'une maison habitée n'appartenant pas à l'incendiaire, le jury doit être interrogé sur cette circonstance par une question distincte. Sans quoi, l'interrogation serait complexe, et la réponse, qui y serait faite, ne pourrait pas devenir la base légale d'une condamnation. 16 janvier 1845, n° 14; 13 avril 1848, n° 115; 16 août 1849, n° 201; 23 août 1849, n° 216.

Enfin, si les faits poursuivis constituent l'incendie par communication et un autre incendie, les deux faits doivent être présentés séparement au jury : autrement, la question et la réponse seraient complexes et nulles. 30 novembre 1848, nº 296.

535. Les jurés peuvent être interrogés dans les termes suivants.

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) communiqué l'incendie à ....., en mettant volontairement le feu à des objets, placés de manière à communiquer ledit incendie?

Il y aura lieu d'ajouter une question secondaire, si la nature de l'objet, auquel le feu a été communiqué, constitue une circonstance aggravante.

536. Le huitième et dernier paragraphe de l'art. 434 dispose que, « dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes, se trouvant dans les lieux incendiés, au moment où il a éclaté, la peine sera la mort.

C'est, comme on le voit, une circonstance aggravante des incendies, dont il est question dans les paragraphes précédents.

Deux éléments la constituent : le premier est la mort d'une ou de plusieurs personnes, la mort accidentelle, c'est évident. Car si l'incendiaire avait eu la volonté, en mettant le feu à l'édifice, d'homicider les personnes, qui s'y trouvaient, il serait coupable, non d'un incendie accompagné de mort, mais d'un incendie et d'un meurtre prémédité.

Le second élément de cette circonstance aggravante est que les personnes homicidées se soient trouvées dans les lieux incendiés, non pas, comme le dit la loi, au moment où l'incendie a éclaté, mais, ce qui est plus exact, au moment où le feu y a été mis. Effectivement,

le crime est consommé, non à l'instant où le feu éclate, mais à l'instant où il est mis.

La disposition ne serait pas applicable, si les personnes homicidées, au lieu de s'être trouvées dans l'endroit incendié, au moment où le feu y a été mis, y étaient survenues plus tard, par exemple, pour porter secours.

537. La question relative à cette circonstance aggravante peut être présentée au jury, dans les termes suivants.

Ledit incendie a-t-il occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, se trouvant dans les lieux incendiés, au moment où le feu y a été mis?

538. L'incendie des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux, ou autres propriétés du même genre, appartenant à l'État, est réprimé par l'art. 95 du Code. Comme je l'ai expliqué sous cet article, la disposition, que je viens d'examiner, ne deviendrait applicable à l'incendie de ces propriétés que si elles étaient habitées ou servaient à l'habitation.

L'incendie des autres propriétés de l'État, par exemple, de ses bois et forêts, est, ainsi que je l'ai indiqué plus haut, réprimé par l'art. 434. Ces propriétés font partie de ce qu'on peut appeler le domaine privé de l'État; et, par conséquent, elles sont, comme celles des particuliers, protégées par cet article, quoiqu'il soit compris dans le titre II du livre III du Code, qui, d'après son intitulé, ne concerne que les crimes et les délits contre les particuliers.

539. Je terminerai l'étude de l'art. 434, par la citation d'un arrêt fort intéressant sur la tentative d'incendie.

La Cour de Dijon avait constaté, en fait, que la femme Villemenot, dans l'intention de brûler une maison, à elle

appartenant, et louée aux époux Ponsot, avait pratiqué, dans la cheminée du four de cette maison, une ouverture à 1 mètre 30 centimètres au-dessus du foyer et à 30 centimètres au-dessous de la toiture en chaume; et qu'elle y avait introduit un fagot de paille, dont l'une des extrémités plongeait dans la cheminée, tandis que l'autre venait se réunir au chaume de la couverture, de manière que le feu y prît, dès que la femme Ponsot chaufferait son four. La Cour avait renvoyé la femme Villemenot des poursuites, en se fondant, en droit, sur ce que, « d'une part, l'élément matériel du crime d'incendie consiste à mettre le feu à l'un des objets énumérés en l'art. 434 du Code; ou à disposer le feu de telle sorte qu'il puisse produire son effet naturel, en communiquant avec les objets, que l'on se propose de brûler; et sur ce que, d'un autre côté, les faits incriminés étaient seulement des actes préparatoires du crime d'incendie, ne constituant pas le commencement d'exécution, sans lequel il ne peut y avoir de tentative légalement punissable ». Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation annula, avec raison, cet arrêt, « attendu que l'individu, qui a tout préparé et disposé pour qu'au moment donné le feu prenne nécessairement, soit de lui-même, soit par le concours innocent d'une main étrangère, n'est pas moins coupable que celui qui allume personnellement et directement le feu; attendu que, des faits reconnus au procès, il résulte que l'action criminelle, préméditée par la femme Villemenot, avait reçu toute la suite, dont elle était susceptible, de son fait; qu'elle n'avait plus, pour assurer la consommation du crime, rien à ajouter aux dispositions prises pour produire, d'une manière fatale et presque inévitable, l'incendie de sa maison; que ce qui pouvait rester d'éventuel et d'incertain dans l'événement ne dépendait plus d'elle;

qu'en conséquence, loin qu'un tel ensemble de circonstances ne présente pas les éléments constitutifs de la tentative, soit le commencement d'exécution, il constitue l'exécution elle-même dans tout ce qui pouvait relever de la résolution et du fait de la prévenue ; attendu que, cette résolution s'étant montrée persévérante jusqu'à la fin, la tentative ci-dessus n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur; d'où il suit que toutes les conditions du crime de tentative d'incendie, telles qu'elles sont caractérisées par les art. 434 et 2, C. pén., se trouvaient réunies à la charge d'Anne Roblot, femme Villemenot, et, qu'en la relaxant de la poursuite, l'arrêt attaqué a faussement interprété et expressément violé lesdits articles ». 20 juillet 1861, n° 160.

ARTICLE 435[1].

La peine sera la même, d'après les distinctions, faites en l'article précédent, contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires, bateaux, magasins ou chantiers.

540. Objets protégés par cet article.
541. Ce qu'on doit entendre par mine.
542. Questions au jury.

540. Cet article, renfermé dans le titre II du livre III du Code, relatif aux crimes et délits contre les particuliers, ne concerne évidemment que les propriétés privées ; la destruction par l'explosion d'une mine, des

[1] *Ancien article* 435. La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.

édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux ou autres propriétés du même genre, appartenant à l'État, est réprimé par l'art. 95. Celui, que j'examine, ne deviendrait applicable à la destruction des propriétés de l'État que dans le cas où la propriété détruite serait habitée ou servirait à l'habitation. A côté du crime contre la chose publique, il y aurait, alors, un crime contre les particuliers.

541. On doit entendre par *mine*, non-seulement les mines, proprement dites, mais encore toutes les matières explosibles, dues aux nouvelles découvertes de la chimie.

542. Les questions peuvent être présentées au jury dans les mêmes termes que celles de l'article précédent, en substituant la destruction par l'effet d'une mine à l'incendie.

ARTICLE 436.

La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété sera punie de la peine, portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les art. 305, 306 et 307.

543. Rapprochement de l'art. 436 et des art. 305, 306 et 307.
544. L'art. 436 n'entend-il punir que la menace d'incendier l'une des propriétés énumérées en l'art. 434?
545. Annoncer mensongèrement des incendies, ce n'est pas commettre le délit puni par l'art. 436. Arrêt.

543. La menace d'incendie est punie de la peine, portée contre la menace d'assassinat, suivant les distinctions établies par les art. 305, 306 et 307 du Code. Ce qui veut dire que la menace d'incendie est punie:

par le premier de ces articles, dans le cas où elle est faite par écrit anonyme ou signé, avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu désigné ou de remplir toute autre condition ; par le second, si la menace, par écrit anonyme ou signé, n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition ; par le troisième, lorsque la menace, étant verbale, a été faite avec ordre ou sous condition. Quant à la menace verbale, faite sans ordre ou condition, elle reste impunie, comme la menace d'assassinat du même genre, « le législateur ne lui ayant attribué aucun caractère criminel ou correctionnel, et ne l'ayant soumise à aucune peine ». 9 janvier 1818. Dall., *Jur. gén.*, v° *Dommage*, n° 127.

544. Le fait, réprimé par l'art. 436, n'est-il que la menace d'incendier l'une ou l'autre des propriétés énumérées dans l'art. 434? Au contraire, l'infraction résulte-t-elle de la menace d'incendier une propriété, quelle qu'elle soit ?

L'art. 436 est conçu en termes généraux. Il punit la menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété. Si le législateur avait voulu en restreindre la portée, il l'aurait indiqué, ce semble, en mentionnant, par exemple, que l'article n'était applicable qu'aux menaces d'incendier les habitations et autres propriétés énumérées dans l'art. 434. En ne le faisant pas, il paraît avoir entendu que la disposition serait générale et réprimerait toutes les menaces d'incendier une propriété, quelle qu'elle fût. On fait à cette opinion, je ne dois pas le dissimuler, une objection, qui n'est pas sans valeur. On la tire de l'art. 479 du Code, qui ne punit que d'une amende de 11 à 15 francs ceux qui, hors les cas prévus depuis l'art. 434 jusques et y compris l'art. 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui. Si, dit-on, l'incendie

d'une propriété, qui n'est pas comprise dans les différentes énumérations de l'art. 434, n'est puni que d'une peine de simple police, on ne peut pas admettre que la menace d'incendier une propriété de cette nature sera punie d'une peine correctionnelle. L'objection, je le répète, est sérieuse : cependant, je ne crois pas qu'elle soit assez grave pour autoriser à limiter une disposition aussi générale que celle de l'art. 436.

545. Donner mensongèrement l'avis que des incendies nombreux doivent avoir lieu n'est pas se rendre coupable du délit, réprimé par l'art. 436, comme la Cour de cassation l'a jugé, avec raison, dans l'espèce suivante.

Charles Josse avait, par écrit pseudonyme, informé mensongèrement les maires d'Ault et de Pont-Saint-Remy que le feu devait être mis dans leurs communes. Le ministère public demanda qu'il fût renvoyé en police correctionnelle sous la prévention du délit réprimé par l'art. 436. Les réquisitions furent repoussées par la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation. Le pourvoi, formé contre l'arrêt, fut rejeté, « attendu que, par deux lettres écrites sous un nom supposé, mais dont Charles Josse s'est reconnu l'auteur, et qui avaient été adressées par lui aux maires des communes d'Ault et de Pont-Saint-Remy, il avait donné à ces fonctionnaires des avis mensongers et alarmants sur un prétendu complot d'incendie, qui devait embrasser plusieurs communes aux environs d'Abbeville ; que l'ordonnance de la chambre du conseil de ce siége, du 10 octobre dernier, et l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Amiens, du 18 du même mois, qui l'a confirmée, en reconnaissant que ces lettres, quelque répréhensible que fût le sentiment de malveillance, qui les avait dictées, ne présentaient pas le caractère de criminalité, spécifié par l'art. 436, C. pén., non plus

que par aucune autre disposition de ce Code, en a fait une juste appréciation ». 17 novembre 1848, nº 284.

ARTICLE 437.

Quiconque aura volontairement détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions, qu'il savait appartenir à autrui, sera puni de la réclusion, et d'une amende, qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de cent francs.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.

546. Addition de la loi du 13 mai 1863,
547. La loi ayant mis, dans cet article, la volonté au nombre des éléments caractéristiques de l'infraction, cet élément doit être formellement rappelé dans la question au jury. Arrêts.
548. Méchanceté. Haine. Vengeance. Arrêt.
549. Dégradation. Arrêt.
550. La destruction ou le renversement doit avoir eu pour objet l'une des constructions désignées dans l'article.
551. Suite. Toit d'une maison. Toiture en chaume d'un mur. Mécanisme d'une usine. Arrêts.
552. Suite. Monuments, statues.
553. Suite. Mur.
554. Suite. Machine à vapeur.
555. Il faut que l'inculpé sache que la chose appartenait à autrui.
556. Pénalité.
557. Suite. Amende.
558. Suite. Peine corporelle.
559. Question au jury.

546. Aux destructions prévues par cet article, la

loi du 13 mai 1863 a ajouté l'explosion des machines à vapeur. Aujourd'hui, l'art. 437 est ainsi conçu :

« Quiconque, volontairement, aura détruit ou renversé par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées ou autres constructions, qu'il savait appartenir à autrui, ou causé l'explosion d'une machine à vapeur, sera puni de la réclusion et d'une amende, qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités ni être au-dessous de cent francs. — S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps. »

547. La loi ayant mis, dans cet article, la volonté au nombre des éléments caractéristiques de l'incrimination, il en résulte que cette circonstance doit, à peine de nullité, être mentionnée dans les questions présentées au jury. Elle ne serait pas suppléée par la déclaration de culpabilité, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jean Maurel, déclaré coupable d'avoir détruit ou renversé, en tout ou en partie, une maison, qu'il savait appartenir à Marty, avait été condamné aux peines de l'art. 437. Il se pourvut en cassation et soutint que cet article lui avait été illégalement appliqué, puisque le jury n'avait pas reconnu qu'il eût agi volontairement. L'arrêt fut annulé, « vu l'art. 437, C. pén., et attendu que, dans l'économie de cet article, la volonté est un élément caractéristique du crime qu'il prévoit ; que la simple dégradation ou destruction, sans le concours de la volonté, ne rentre pas dans les dispositions répressives de l'art. 437 ; que le mot *coupable*, dont le jury s'est servi, dans la réponse à la question posée, n'implique pas, à lui seul, l'existence de la volonté de com-

mettre le crime, et a pu, dans l'intention du jury, ne signifier que la déclaration du fait de destruction à la charge de l'accusé ; que la réponse du jury, sur une question irrégulièrement et incomplétement posée, n'a donc pu servir de base légale à l'application de la peine de la réclusion, prononcée par la Cour d'assises ». 19 janvier 1838, n° 19.— *Conf.*, 27 octobre 1815, n° 60.

548. Mais il n'est pas nécessaire qu'il soit établi que le prévenu a agi par haine, méchanceté ou vengeance.

La Cour de cassation l'a décidé dans l'espèce suivante.

Benjamin Secoude était prévenu d'avoir volontairement détruit partie du toit d'une maison, qu'il savait appartenir à autrui. La Cour de Bruxelles l'avait renvoyé des poursuites, sous le prétexte qu'il ne résultait pas de l'information qu'il eût agi par méchanceté, haine ou vengeance. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que Benjamin Secoude est prévenu spécialement d'avoir détruit volontairement partie du toit de la maison de Liéven de Noose, sachant qu'elle appartenait à autrui; et que ce fait est mis au rang des crimes par l'art. 437 ; que, néanmoins, la Cour impériale de Bruxelles, chambre d'accusation, a ordonné la mise en liberté du prévenu, par le motif que l'ouverture, pratiquée au toit de la maison, au moyen de laquelle le prévenu s'y serait introduit, ne pouvait, d'après les pièces du procès, être rangée, en aucune manière, dans la classe des attentats à la propriété, qui, dérivant uniquement de la méchanceté, n'ont pour but que de satisfaire la haine ou la vengeance; que, par ce motif, la Cour impériale a mis à cet art. 437 une restriction que cette disposition ne comporte pas, et qu'elle en a méconnu les propres termes et le vé-

ritable sens; que, d'après cet article, tout individu, qui a détruit un édifice ou une autre construction, en tout ou en partie, a commis un crime, s'il l'a fait volontairement, et s'il savait que l'édifice appartenait à autrui; que la loi reconnaît un crime à ces deux caractères, qui sont tels, en effet, qu'il serait inutile de rechercher encore si le coupable a été poussé par la méchanceté, la haine ou la vengeance ». 23 décembre 1813, nº 260.

549. Pour que l'art. 437 soit applicable, il faut qu'il y ait eu destruction ou renversement, par quelque moyen que ce soit, de l'un des objets qu'il spécifie; la destruction ou le renversement peut, comme la loi l'indique, n'être que partiel; mais il faut qu'il y ait eu destruction ou renversement, une simple dégradation ne suffirait pas, « elle n'est pas comprise dans l'art. 437 ». 27 octobre 1815, nº 60, cité ci-dessus.

550. La destruction ou le renversement doit avoir eu pour objet un édifice, un pont, une digue, une chaussée ou une autre construction. Le texte est précis à cet égard, il ne pourrait pas être étendu à toute espèce de chose immobilière. Cette proposition est confirmée par les travaux préparatoires du Code. La rédaction primitive de l'article ajoutait aux édifices, ponts, digues, chaussées, les *autres choses immobilières*, sans aucune distinction (Locré, tome XXXI, page 95). La commission du Corps législatif fit observer que cette expression générale pourrait donner lieu à des discussions sur la nature des objets immobiliers. Elle estima, en conséquence, qu'il serait à propos de substituer au mot *autres choses immobilières*, ceux-ci, *ou autres constructions*, ces termes renfermant tout ce dont il n'est pas parlé dans l'article, c'est-à-dire les écluses, aqueducs, murailles, etc.... (*Ibid.*, page 126). L'amendement fut adopté par le

Conseil d'État, dans sa séance du 18 janvier 1810 (*Ibid.*, page 134).

551. L'art. 437 met donc « au rang des crimes qu'il punit, le fait d'avoir détruit volontairement partie du toit d'une maison ». 23 décembre 1813, n° 260, cité ci-dessus.

Il en est de même du fait d'avoir volontairement mis le feu à la couverture en chaume d'un mur, ce fait tombant « sous l'application de l'art. 437, qui punit celui qui a volontairement détruit, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des ponts, digues, chaussées, ou autres constructions, qu'il savait appartenir à autrui ». 20 septembre 1839, n° 303, déjà cité.

L'art. 437 serait-il également applicable au cas où il s'agirait de la destruction partielle du mécanisme, qui met une usine en mouvement?

La question s'est présentée devant la Cour de cassation dans l'espèce suivante.

Jean Herbelot avait été renvoyé, par ordonnance de la chambre du conseil, devant le tribunal de simple police, comme prévenu d'avoir brisé les rouages de l'usine de Fayet, son maître, contravention prévue par le n° 1^er^ de l'art. 479 du Code. Ce tribunal considéra que « l'art. 443, C. pén., punit d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, sans préjudice de l'amende, l'ouvrier d'une fabrique qui, par quelque moyen que ce soit, gâterait volontairement des marchandises ou matières servant à la fabrication ; que, d'après ce texte, on ne peut penser que l'ouvrier de la fabrique, qui briserait ou détruirait volontairement la machine même, qui constitue cette fabrique, ne serait punissable que de la peine portée en l'art. 479, C. pén., c'est-à-dire d'une amende de onze à quinze francs; qu'en général, les

machines ou mécaniques, constituant les usines, sont immeubles par destination; que, dans le cas particulier, la machine à carder et filer la laine, appartenant au sieur Fayet, établie dans un bâtiment au faubourg de Brévoine, aurait été substituée, depuis peu d'années, à un moulin à eau; qu'elle serait mise en mouvement, au moyen d'un cours d'eau, sur lequel donnent les roues, comme l'était le moulin lui-même; qu'elle serait établie pour l'exploitation de l'usine, dont elle est la partie constituante; qu'en un mot, elle semblerait réunir tous les caractères, indiqués par les art. 519 et 524, C. civ., pour déterminer un immeuble par destination, qui, alors, suit la nature de l'immeuble lui-même; qu'il résulte, de là, qu'en brisant la machine du sieur Fayet, dont il était l'ouvrier, ledit Herbelot n'aurait plus porté atteinte à une propriété mobilière, mais aurait détruit une partie des constructions appartenant à autrui; que ce fait est prévu par l'art. 437, C. pén., et emporte la peine de la réclusion ». En conséquence, le tribunal se déclara incompétent. La Cour de cassation fut saisie par la voie du règlement de juges. Elle estima « que, pour fixer, en droit, le caractère légal du fait, imputé à Jean-Baptiste Herbelot, il est nécessaire de vérifier et de constater, en fait, si la machine à carder et à filer la laine, appartenant au sieur Fayet, établie dans un bâtiment au faubourg de Brévoine, et dont Herbelot, ouvrier dudit sieur Fayet, est prévenu d'avoir, le 5 août 1842, volontairement, et par esprit de vengeance, détérioré les rouages, a été substituée à un moulin à eau; si elle est mise en mouvement, au moyen d'un cours d'eau, sur lequel donnent les roues, comme l'était le moulin lui-même; si enfin elle est fixe sur piliers et fait partie du bâtiment, puisque, si elle est ainsi construite, elle aurait, par sa nature même, le caractère

d'immeuble, suivant l'art. 519, C. civ., et que, par conséquent, la destruction partielle, qui en aurait été effectuée par le prévenu, caractériserait l'un des crimes prévus par l'art. 437, C. pén., et non une simple contravention prévue par l'art. 479, § 1er, dudit Code ».

Mais comme « la vérification et la constatation desdits faits ne rentrent pas dans les attributions de la Cour de cassation et qu'elles appartiennent, au contraire, exclusivement aux juges du fait », la Cour renvoya l'affaire devant la chambre des mises en accusation de la Cour de Dijon, pour être statué tant sur la prévention que sur la compétence. 3 février 1843, n° 23.

Il semble ressortir de cet arrêt que si, dans la pensée de la Cour de cassation, l'art. 437 est applicable à la destruction du mécanisme d'une usine, qui, aux termes de l'art. 519, C. civ., doit être considéré comme immeuble par sa nature, le même article cesserait d'être applicable à la destruction d'un mécanisme, qui ne serait qu'un immeuble par destination, aux termes de l'art. 524.

Cet arrêt, ainsi entendu, et c'est évidemment la signification qu'on doit lui donner, est conforme aux enseignements, fournis par les travaux préliminaires du Code pénal que j'ai rappelés.

552. L'art. 437 ne concerne la destruction ni des monuments, statues, ou autres objets, destinés à l'utilité ou à la décoration publique, ni des cabanes mobiles des gardiens. Les uns sont protégés par l'art. 257, les autres par l'art. 451.

553. La destruction des murs est-elle punie par l'art. 437? J'ai lu, dans un ouvrage très-justement estimé, qu'on ne doit pas ranger, parmi les construc-

tions protégées par cet article, « les clôtures, quels que soient les matériaux, qui les composent, puisque l'art. 456 s'en occupe spécialement ». Cette opinion me paraît beaucoup trop absolue. S'il est vrai que l'art. 456 s'occupe des clôtures, il est non moins vrai que l'art. 437 s'occupe des constructions. Il faut donc concilier ces deux dispositions, et, en vérité, la conciliation me paraît facile. Si la clôture présente le caractère d'une construction, la destruction en sera punie par l'art. 437, comme la commission du Corps législatif l'a remarqué elle-même dans les observations, que j'ai rappelées plus haut, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'arrêt du 20 septembre 1839, n° 303, que j'ai déjà cité deux fois. Si la clôture n'a pas ce caractère, le fait étant moins grave, la destruction sera réprimée par la peine moins rigoureuse de l'art. 456.

554. Aux édifices, ponts, digues, chaussées ou autres constructions, la loi du 13 mai 1863 a ajouté, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, les machines à vapeur.

555. Il faut, enfin, pour que l'infraction existe, que l'inculpé ait su que la construction, qu'il détruisait ou renversait, appartenait à autrui.

556. Ce crime est puni de la réclusion et d'une amende, qui ne peut excéder le quart des restitutions en indemnités, ni être au-dessous de cent francs.

557. J'ai expliqué, sous l'art. 406, ce que le juge doit faire lorsqu'il croit convenable de dépasser le minimum de l'amende.

J'ajoute qu'il ne pourrait pas s'abstenir de prononcer cette peine, sous le prétexte que le jury a admis des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. En effet, il n'est pas autorisé à le faire par l'art. 463 du Code, comme je l'ai démontré dans mon 3e volume, n° 330,

sous l'art. 164, et que la Cour de cassation l'a jugé, dans l'intérêt de la loi, « attendu que la déclaration de circonstances atténuantes, prononcée par le jury en faveur des accusés, avait pour effet légal, aux termes de l'art. 463, alinéa 6, C. pén., de remplacer la peine de réclusion par l'application des dispositions de l'art. 401 du même Code, sans toutefois pouvoir réduire la durée de *l'emprisonnement* au-dessous d'un an ; que, ainsi, et par cette disposition, ledit art. 463, alinéa 6, n'autorise pas la Cour d'assises, en cas de déclaration de culpabilité d'un crime puni de la réclusion et d'une amende, à réduire cette amende au-dessous du minimum fixé spécialement par l'art. 437, et encore moins à la supprimer, comme aux cas prévus par le dernier alinéa de l'art. 463 précité, où il s'agit de peines *correctionnelles*, et où l'amende peut être substituée à l'emprisonnement et abaissée au-dessous de 16 francs ; qu'une interprétation contraire aurait pour résultat de supprimer, pour des délits spéciaux, des peines spéciales, prescrites impérativement par la loi. » 22 janvier 1848, n° 22. *Conf.*, 3 novembre 1848, n° 259.

558. La peine corporelle s'aggrave, si la destruction ou le renversement a occasionné un homicide ou des blessures. Elle est celle de la mort, dans le premier cas, et dans le second, celle des travaux forcés à temps, quoique l'homicide et les blessures ne soient qu'accidentels. « S'il est résulté du crime, disait Faure, dans l'exposé des motifs, Locré, tome XXXI, page 159, un homicide ou des blessures, celui, par le fait duquel cet homicide ou ces blessures ont eu lieu, est considéré par la loi comme les ayant faits avec préméditation ; car, en détruisant ou renversant un édifice, il savait que ces accidents pouvaient arriver, et l'acte de méchanceté, dont il s'est rendu coupable, ayant, en effet, produit ces accidents,

ils doivent lui être imputés, comme s'il les avait occasionnés à dessein. »

559. Les questions peuvent être présentées au jury dans les termes suivants :

Le nommé..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement détruit ou renversé, en tout ou en partie, un édifice, un pont, une digue, une chaussée, etc., qu'il savait appartenir à autrui ?

Ladite destruction a-t-elle occasionné un homicide?

Ladite destruction a-t-elle occasionné des blessures?

ARTICLE 438.

Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende, qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs. — Les moteurs subiront le maximum de la peine.

560. Objet de l'article. Mesures conservatoires. Oppositions violentes.
561. Caractère des travaux protégés par l'article. Arrêts.
562. Suite. Protection des mesures préparatoires. Arrêt.
563. Suite. Démolitions.
564. Peut-on, à raison de son droit de propriétaire, s'opposer violemment aux travaux protégés par l'article? Arrêts.
565. Travaux seulement autorisés. Arrêt.

560. Lorsqu'on discuta l'article précédent, dans le Conseil d'État, à la séance du 27 décembre 1808 (Locré, tome XXXI, page 74), Regnault de Saint-Jean-d'Angely fit remarquer qu'il ne suffisait pas de prévenir la destruction des édifices, des ponts, des digues ou au-

tres constructions de cette nature, mais qu'il était à propos de punir aussi les oppositions violentes, qui seraient tentées contre la confection des travaux ordonnés ou autorisés par le Gouvernement. Treilhard fit observer qu'on ne devrait pas, du moins, comprendre dans la disposition celui qui ne s'opposerait à ces travaux que par la raison qu'ils seraient faits sur sa propriété. Mais le Conseil d'État ne s'arrêta pas à cette observation. L'amendement de Regnault fut adopté et l'article reçut la rédaction, qu'il a conservée.

Il n'incrimine pas les mesures conservatoires que les parties intéressées peuvent prendre pour la défense de leurs droits. Il les respecte, comme il doit le faire, tant qu'elles restent dans les limites de la légalité. Il ne punit que les oppositions, qui recourent à la violence ou aux voies de fait; mais il les réprime, de quelque façon qu'elles se produisent, soit qu'elles soient dirigées contre les travaux eux-mêmes, soit qu'elles aient pour but d'empêcher l'extraction des matériaux, leur transport ou celui des ouvriers.

561. Les oppositions, même violentes, ne sont punies par l'art. 438 que dans le cas où elles ont lieu contre la confection de travaux autorisés par le Gouvernement.

Les travaux, qui ont ce caractère, sont ceux qui, dans l'intérêt général, sont exécutés soit par le Gouvernement lui-même, soit par les départements et les communes, avec l'autorisation des agents du Gouvernement.

La Cour de cassation a reconnu que l'art. 438 devait recevoir cette interprétation.

Le maire d'une commune du département de la Gironde avait pris un arrêté, ayant pour objet de reculer le mur du cimetière, qui avançait sur la voie publique.

L'arrêté, approuvé par le préfet, fut mis à exécution. Les habitants de la commune, s'apercevant que quelques tombes se trouvaient rejetées, par la construction du nouveau mur, hors du cimetière, reprirent, une à une, les pierres de la nouvelle construction et les replacèrent sur l'ancien alignement. Poursuivis à raison de ce fait, ils prétendirent qu'il n'y avait pas délit à résister à la confection d'un travail, qui était approuvé, non par le Gouvernement, mais par un de ses agents, dans un intérêt communal. La Cour de Bordeaux accueillit ce système de défense. Mais, sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que le fait, qui a donné lieu à la poursuite des prévenus, consistait en ce qu'ils s'étaient opposés, par voies de fait, à la confection de travaux, autorisés par le préfet du département de la Gironde; que ce fait rentrait dans le cas prévu et puni par l'art. 438 précité; qu'en effet, on doit comprendre dans ces mots : *travaux autorisés par le Gouvernement*, dont se sert cet article, les travaux légalement autorisés par les agents du Gouvernement, dont le pouvoir émane du Gouvernement lui-même. » 3 mai 1834, n° 131. — *Conf.*, 21 novembre 1862, n° 251; 4 avril 1867, n° 78.

562. En outre, l'art. 438 protége non-seulement les travaux eux-mêmes en cours d'exécution, dans l'intérêt de l'État, des départements et des communes, mais aussi les mesures préparatoires, autorisées par l'administration, et destinées à l'éclairer sur la convenance des travaux, qu'elle se propose d'entreprendre, par exemple, les levées de plans, prescrites autrefois par l'art. 5 de la loi du 8 mars 1810, et, aujourd'hui, par l'art. 4 de la loi du 3 mai 1841.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante. Le Gouvernement, ayant le projet de faire redresser

la route royale, n° 51, entre les villages de Morrès et Morbier, l'ingénieur des ponts et chaussées de l'arrondissement fut chargé de faire les travaux préparatoires à cet effet. En conséquence, il plaça des jalons, dans le but d'indiquer la nouvelle direction, que la route devait prendre. Joseph Mayre et Simon Paget se permirent de les arracher. Ils furent, à raison de ce fait, poursuivis comme prévenus de s'être opposés violemment à la confection des travaux que l'ingénieur était chargé d'exécuter pour parvenir à opérer le redressement de la route. Ils furent renvoyés de la plainte, sous le prétexte que les travaux, auxquels ils s'étaient opposés, n'avaient pas le caractère de ceux que l'art. 438 spécifie. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut réprouvée, « attendu qu'il faut distinguer entre la déclaration d'utilité publique, exigée par la loi du 8 mars 1810, qui ne peut émaner que du Gouvernement, et la confection de travaux préparatoires, autorisés par l'administration et destinés à l'éclairer sur la nécessité de cette déclaration ; que, si la déclaration d'utilité publique doit toujours intervenir dans la forme d'une ordonnance royale, il ne s'ensuit pas que les travaux préparatoires et d'étude doivent être autorisés avec la même solennité ; que le contraire résulte même de la différence, qui existe entre les résultats de ces travaux et ceux de la déclaration d'utilité publique ; qu'en effet, la déclaration d'utilité publique entraîne nécessairement l'expropriation des terrains, auxquels elle s'applique, tandis que les travaux, dont il s'agit, ne portent aucune atteinte aux droits de propriété ; qu'il suit, de là, que les agents de la direction générale des ponts et chaussées sont suffisamment autorisés à s'y livrer, lorsqu'ils sont munis des ordres de leurs supérieurs et de l'autorité administrative compétente, sauf la réparation et l'in-

demnité des torts et dommages, que ces travaux pourraient causer, et à la charge, par lesdits agents de la direction générale, de justifier de leur qualité et de leur mission aux propriétaires des terrains, sur lesquels ils s'exécutent; que toute opposition, par voie de fait, à des opérations de cette nature, entreprises par des ingénieurs des ponts et chaussées, dûment autorisés par le préfet du département, serait passible des peines déterminées dans l'art. 438, C. pén. » 4 mars 1825, n° 40.

563. Enfin, l'art. 438 concerne, non-seulement les constructions, mais aussi les démolitions, qui seraient autorisées par le Gouvernement.

564. Je rencontre ici trois questions fort intéressantes. Je les réunis, parce qu'elles doivent être résolues par les mêmes principes.

Pourrait-on, sans encourir la peine de l'art. 438, s'opposer, par voie de fait, à la confection des travaux, à raison soit de ce qu'on serait propriétaire du terrain sur lequel ils s'exécutent, soit de ce qu'on n'aurait pas reçu l'indemnité due à cause de l'expropriation et payable avant la dépossession, soit de ce que les travaux exécutés seraient autres que ceux qui auraient été autorisés?

La Cour de cassation s'est prononcée sur ces trois questions. Elle a considéré qu'aucune de ces circonstances n'autorisait à recourir aux voies de fait.

Dans une première espèce, des plantations d'arbres avaient été faites par l'administration des ponts et chaussées sur un terrain, que cette administration prétendait être une dépendance du lit de l'une des branches de la Garonne; ces plantations avaient été ordonnées par le Gouvernement. Cependant, Amédée Ballias et autres riverains s'opposèrent, par des voies de fait, à ce tra-

vail. Ils furent poursuivis ; devant le tribunal correctionnel, ils élevèrent l'exception préjudicielle de propriété. Le tribunal l'accueillit et sursit à statuer. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu, en droit, que l'art. 438, C. pén., punit de trois mois à deux ans d'emprisonnement quiconque s'oppose, par des voies de fait, à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement ; que cette disposition est générale et absolue ; qu'elle n'admet pas, comme faisant disparaître le délit, la circonstance que l'auteur des voies de fait se prétendait propriétaire du terrain, sur lequel auraient lieu les travaux, et qu'ainsi les travaux auraient pu avoir été ordonnés sans expropriation préalable légalement consommée ; qu'une pareille distinction dans l'application de l'art. 438 pourrait entraîner des inconvénients graves pour l'ordre public et pour l'intérêt national ; que des travaux urgents pour la navigation, pour la viabilité, ou pour tout autre objet d'utilité publique du ressort du Gouvernement, seraient suspendus ou empêchés au gré de ceux qui prétendraient avoir à exercer un droit en opposition aux actes du Gouvernement ; attendu que celui qui se croit lésé par des travaux ainsi ordonnés peut invoquer les lois protectrices de la propriété, en recourant aux voies légales, soit pour arrêter le cours ultérieur de ces travaux, soit pour obtenir la réparation du préjudice, qui lui aurait été causé ; attendu, dans l'espèce, que, sans contester, en point de fait, que les plantations d'arbres, faites par l'administration des ponts et chaussées sur un gravier sec, que cette administration prétendait être une dépendance du lit de l'une des branches de la Garonne et qui comprenait le bras de l'Ile-la-Gouzère à Marmande, *eussent été ordonnées par le Gouvernement*, l'arrêt attaqué a sursis à statuer

sur la prévention, naissant des voies de fait constatées par les procès-verbaux des 18 et 19 octobre 1843, jusqu'à ce qu'il eût été statué par l'autorité compétente, c'est-à-dire par l'autorité judiciaire sur la propriété du sol ; qu'en ordonnant ce sursis, l'arrêt attaqué a violé les principes, consacrés par l'art. 182 du Code forestier, d'après lesquels l'exception préjudicielle n'est admissible qu'autant qu'elle serait de nature à faire disparaître le délit; que, par suite, il a violé en même temps, en ne l'appliquant pas, l'art. 438 précité, C. pén. » 6 juillet 1844, n° 256.—*Conf.*, 26 janvier 1860, n° 21.

Dans une deuxième espèce, Louvrier, Aubé et plusieurs autres, propriétaires de terrains, compris dans l'alignement d'un chemin vicinal, se fondant sur ce que l'indemnité, à laquelle ils avaient droit, ne leur avait pas été payée, s'opposèrent avec violence à la continuation des travaux et détruisirent ceux qui avaient été commencés. Ils furent traduits devant le tribunal de simple police, qui les renvoya des poursuites, par le motif « qu'il résultait, du procès-verbal, qu'ils avaient déclaré qu'ils ne s'opposaient à ce que les travaux fussent exécutés sur leur terrain qu'en raison de ce que l'indemnité, qui pouvait leur revenir, n'avait pas été fixée ; qu'ainsi, les défendeurs n'avaient fait qu'user de leurs droits, en réclamant du maire de la commune la fixation de l'indemnité, qui pouvait leur revenir ; que, de cette manière, il n'y avait ni délit, ni contravention, susceptible d'entraîner une condamnation ». Ce jugement fut dénoncé à la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi. Il avait d'abord violé les règles de la compétence, en statuant sur un délit. En outre, il avait faussement interprété l'art. 438 : il l'avait faussement interprété, d'une part, parce que, dans l'espèce particulière, il n'y avait pas lieu à l'indemnité préalable (Loi

21 mai 1836, art. 15); d'autre part, parce que, comme le disait le procureur général dans le réquisitoire qu'il adressait à la chambre criminelle : « l'art. 438 ne distingue pas. Il suffit que les travaux soient autorisés pour qu'on ne puisse les arrêter par des voies de fait. Ce n'est pas aux particuliers à se faire justice à eux-mêmes. Il ne leur est pas permis de détruire des travaux exécutés sur un chemin public, sous prétexte qu'ils ne devaient pas être ordonnés. Il ne leur est pas permis de s'opposer avec violence à l'exécution de ces travaux sous le même prétexte. Si l'on a porté atteinte à leurs droits de propriété, ils doivent s'adresser à la justice, qui, au moyen de formes sommaires et rapides, introduites en faveur de la propriété, ordonnera la suspension de toute entreprise illégale, qui blessera le grand principe de l'inviolabilité des propriétés. C'est là l'unique voie ouverte aux citoyens dans de telles circonstances ». Le jugement fut annulé « sur le premier moyen, tiré de la violation des règles de la compétence : vu les art. 408 et 413, C. instr. crim.; attendu qu'il résulte du procès-verbal, dressé à la charge des sus-nommés, que ces individus se sont opposés, *avec violence*, à la continuation des travaux, légalement entrepris pour l'élargissement du chemin vicinal, qui conduit de Mont-et-Maré au canal du Nivernais, et qu'ils ont détruit ceux qui avaient été commencés sur leurs propriétés respectives ; que ces faits constituent, tout à la fois, le délit prévu par l'art. 438, C. pén., et la contravention que le nº 11 de l'art. 479 du même Code punit ; qu'ils rentrent exclusivement, dès lors, dans la juridiction de la police correctionnelle; qu'en statuant donc sur la prévention de ce double fait, le tribunal de simple police de Châtillon a commis une violation expresse des règles de la compétence ; sur le deuxième moyen, tiré de la

fausse application des principes généraux sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et de la violation de l'art. 15 de la loi du 21 mai 1836 : vu l'art. 9 de la charte constitutionnelle, la loi du 7 juillet 1833 et l'art. 15 de celle du 21 mai 1836, lequel est conçu en ces termes : « les arrêtés du préfet portant reconnaissance et fixation de la largeur d'un chemin vicinal, *attribuent définitivement au chemin le sol compris dans les limites qu'ils déterminent* ; le droit des propriétaires riverains *se résout en une indemnité* qui sera réglée à l'amiable ou par le juge de paix du canton, sur le rapport d'experts nommés conformément à l'art. 17 ; » attendu que cette dernière disposition a virtuellement, pour tous les cas où il ne s'agit, comme dans l'espèce, que de l'*élargissement* des chemins vicinaux, dérogé aux formes déterminées par la loi du 7 juillet 1833, concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ; qu'en décidant donc que les prévenus n'ont commis ni délit ni contravention, sur le motif que l'indemnité préalable, à laquelle ils ont droit, n'avait pas encore été fixée, lorsqu'ils s'opposèrent à la confection des travaux exécutés sur leur propriété, le même jugement a faussement appliqué tant l'art. 9 de la charte constitutionnelle que la loi du 7 juillet 1833, et violé expressément l'art. 15 ci-dessus transcrit ». 2 février 1844, n° 30.

Il est permis de croire que la décision aurait été la même, s'il se fût agi d'une expropriation donnant lieu à indemnité préalable. La Cour eût, vraisemblablement, adopté, sur ce point, comme elle l'a fait, sur les autres, l'opinion de son procureur général.

Dans la troisième espèce, les inculpés soutinrent que les architectes, ayant dépassé l'alignement, tracé par l'arrêté du maire pour l'élévation d'un mur, l'opposition à l'exécution du travail échappait à toute pénalité,

puisque la construction n'était pas, à vrai dire, celle qui avait été autorisée. Ce système de défense fut admis par les juges correctionnels ; mais, sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que la circonstance que, dans l'exécution des travaux, on aurait dépassé la limite, tracée par l'arrêté du préfet, ne pouvait, alors même qu'elle serait établie, légitimer les voies de fait, dont les prévenus se seraient rendus coupables ». 3 mai 1834, n° 131, déjà cité. — *Conf.*, 26 janvier 1860, n° 21.

Je sais tout ce que l'on peut dire et l'on dit contre cette jurisprudence. Je sais qu'on l'accuse de méconnaître l'un des droits les plus respectables des sociétés humaines, celui de la propriété. Mais faut-il, même pour la défense la plus légitime de ce droit, autoriser les résistances violentes aux ordres de l'autorité publique? Le faut-il, lorsqu'on peut, en s'adressant aux tribunaux, et, s'il y a urgence, au juge de référé (C. proc., art. 806), arrêter les usurpations, dont on souffre? Le faut-il, lorsque, porteur d'une décision de justice, on pourra recourir, cette fois, régulièrement à la force, et empêcher, par une voie de fait, qui ne sera plus une illégalité, l'exécution de travaux contre lesquels on croit pouvoir protester?

Au reste, l'opinion de la Cour de cassation est évidemment conforme à la lettre et à l'esprit de la loi. D'une part, l'art. 438 est conçu en termes généraux : il atteint quiconque recourt aux voies de fait pour s'opposer aux travaux qu'il spécifie. D'autre part, en exposant les motifs de cette disposition devant le Corps législatif, Faure disait : « Si le Gouvernement a été induit en erreur, il faut recourir aux autorités compétentes. Les retards, occasionnés par les voies de fait, doivent d'autant moins rester impunis qu'ils peuvent

causer un grand préjudice à l'intérêt public ». Locré, t. XXXI, p. 159.

565. L'art. 438 n'a pour objet que de protéger les travaux exécutés par l'autorité publique dans l'intérêt général. Il n'est pas applicable aux travaux autorisés, par les agents du Gouvernement, dans un intérêt privé, par exemple, à ceux qui concernent les prises d'eau, la construction des usines ou des ateliers insalubres, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le marquis d'Eyragues avait été autorisé, par le préfet du département du Calvados, à faire sur le ruisseau de Traînefeuille une prise d'eau, destinée à l'irrigation des propriétés riveraines, à la condition de ne donner à ses vannes qu'une hauteur déterminée, et d'opérer sous la surveillance des ingénieurs des ponts et chaussées. Charles Glace s'opposa, par voies de fait, à l'exécution de ce travail. Poursuivi, comme prévenu du délit de l'art. 438, il fut renvoyé de la plainte. Le pourvoi, que le ministère public forma contre la décision, fut rejeté, « attendu que le but de cet article, en prononçant la peine d'emprisonnement contre ceux qui s'opposent, par voies de fait, à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, a été de protéger énergiquement les travaux, qui ont un caractère d'utilité publique, au moins locale, et qu'il importe à l'intérêt général, dans une certaine mesure, de voir mettre à fin, et non ceux que l'autorité compétente, usant d'un pouvoir de police, permet à un particulier d'entreprendre dans son intérêt personnel, et qui, bien que soumis à des conditions d'exécution, imposées pour sauvegarder les droits des tiers, n'en restent pas moins des travaux purement privés; qu'il est reconnu, en fait, par l'arrêt attaqué, que le préfet du Calvados, par son arrêté du 1er décembre

1857, a permis au marquis d'Eyragues de faire sur le ruisseau de Traînefeuilles, dans le délai d'une année, sous peine de déchéance, une prise d'eau, destinée à l'irrigation de ses propriétés riveraines, à charge de ne pas donner à ses vannes au delà d'une hauteur, qu'il détermine dans l'intérêt des tiers, dont il réserve expressément les droits, et d'opérer sous la surveillance des ingénieurs des ponts et chaussées; qu'en jugeant que l'exécution de pareils travaux, purement facultatifs et autorisés par le préfet dans l'intérêt privé du concessionnaire, n'était point garantie par la pénalité de l'art. 438, et en prononçant l'acquittement du prévenu, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une saine interprétation de cet article ». 29 décembre 1859, n° 293.

ARTICLE 439.

Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit : — si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de banque, la peine sera la réclusion ; — S'il s'agit de toute autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.

566. Faits spécifiés dans l'article.
567. Tentative.
568. La volonté est un des éléments caractéristiques de l'infraction. Arrêts.

569. Mode de destruction. Arrêts.
570. Constatation de la destruction. Disparition du titre. Arrêt.
571. Inutilité de spécifier le mode de destruction. Arrêt.
572. Choses, dont la destruction est punie par l'article. Pénalité. Arrêts.
573. Suite. Actes de l'autorité publique.
574. Suite. Minutes, registres ou actes originaux. Arrêts.
575. Suite. Effets de commerce.
576. Suite. Autres pièces.
577. Circonstance aggravante résultant du caractère de la pièce. Conséquence. Arrêt.
578. Est-il toujours nécessaire que la pièce contienne ou opère obligation, disposition ou décharge? Arrêts.
579. Suite. Destruction d'un blanc seing.
580. Suite. Nécessité de déclarer cette circonstance dans la décision. Arrêts.
581. Suite. Irrégularité ou nullité de l'acte.
582. Mode de preuve.
583. Formule de la question.

566. Les faits, prévus par cette disposition, se distinguent des incriminations, spécifiées soit dans l'art. 173, soit dans l'art. 255, soit dans l'art. 400.

L'art. 439 prévoit le cas où des registres, minutes, ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, ont été volontairement brûlés ou détruits.

La peine est celle de la réclusion, si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de banque; et celle de l'emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cent francs à trois cents francs, s'il s'agit de toute autre pièce.

567. C'est donc un crime ou un délit suivant la nature des pièces détruites; c'est donc une infraction,

dont la tentative sera punie dans certains cas et ne le sera pas dans certains autres. Elle le sera, quand le fait aura le caractère de crime, puisque, d'après l'art. 2 du Code, toute tentative de crime est considérée comme le crime même. Elle ne le sera pas, quand le fait ne constituera qu'un délit, puisque l'art. 3 du Code ne considère les tentatives de délits comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi, et qu'aucune disposition de cette nature n'incrimine la tentative du délit réprimé par l'art. 439.

568. La volonté est, dans cet article, comme dans l'art. 437, un élément caractéristique de l'incrimination. Elle doit, en conséquence, être expressément déclarée par le jury, ou le juge correctionnel; sans quoi le fait manquerait de l'une de ses conditions essentielles. 28 novembre 1833, n° 479; 20 janvier 1853, n° 21.

569. La destruction, que prévoit l'art. 439, peut avoir lieu par le feu ou de toute autre manière.

Cette destruction, si on remarque que la même disposition inculpe celui qui brûle et celui qui détruit d'une manière quelconque, ne peut être que matérielle dans un cas, comme dans l'autre.

Serait-il vrai que la Cour de cassation eût varié sur cette question?

Le Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 disposait (deuxième partie, titre II, section II, art. 37) : « quiconque, volontairement, par malice ou par vengeance, et à dessein de nuire à autrui, aura brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, des titres de propriété, billets, lettres de change, quittances, écrits ou actes, opérant obligation ou décharge, sera puni de la peine de quatre années de fers. »

La destruction, prévue par cet article, était évidemment celle que l'art. 439 prévoit.

Sous cette législation, la Cour de cassation a jugé que Bosset, s'étant borné à bâtonner les acceptations, qu'il avait mises sur des lettres de change, « n'avait pas détruit ces lettres, qui étaient restées matériellement existantes ». 7 thermidor an XIII. J. Pal., à sa date.

La Cour aurait-elle interprété autrement la disposition que j'étudie?

La femme Renault, inculpée d'avoir lacéré un billet, avait été renvoyée des poursuites par le tribunal supérieur de Versailles, sous le prétexte que le billet n'avait pas été détruit. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu, au fond, que ce jugement reconnaît, en fait, que la femme Renault a volontairement *et de mauvaise foi* lacéré un billet à ordre, au moment où le porteur le lui présentait pour en obtenir le paiement; qu'elle est même parvenue à en avaler un morceau; que cependant elle a été déchargée des condamnations, prononcées contre elle en première instance, sous prétexte que la *lacération* d'un titre n'en opérait point la *destruction*, et que, dans l'espèce, les fragments, qui restaient du billet à ordre, avaient suffi pour obtenir le paiement de la somme, qui y était portée; que l'art. 439, C. pén., établit des peines contre ceux qui détruisent volontairement, *d'une manière quelconque*, des titres, billets, etc.....; que la destruction, dont parle cet article, ne doit pas s'entendre uniquement d'une destruction purement matérielle, qui anéantit le titre et le fait disparaître, qu'elle doit s'entendre également de toute action, qui consisterait à mettre un titre dans un état tel qu'il ne puisse plus conserver les effets qu'il était destiné à produire; que tel était, sous ce rapport, le résultat de la voie de fait, commise par la

femme Renault, puisque le billet, dont il s'agit, étant lacéré, ne formait plus un titre entre les mains du créancier; que cette lacération était une preuve du paiement, et que les fragments du billet ne servaient plus au créancier que de commencement de preuve par écrit, pour être admis à prouver que le titre n'avait été mis en cet état que par la violence et la mauvaise foi de la femme du débiteur, et que l'obligation continuait à subsister; que, sous ce premier rapport, le jugement attaqué a méconnu le véritable sens de l'art. 439, C. pén., et violé ses dispositions; qu'il ne l'a pas moins violé, sous le rapport de la destruction *matérielle* du billet, dont il s'agit, parce qu'il n'est pas permis de méconnaître qu'un titre est matériellement détruit par le fait de sa lacération, ce qui était d'autant plus évident, dans l'espèce, qu'une partie essentielle de ce billet avait disparu par le seul fait de la prévenue, qui était parvenue à l'avaler ». 3 novembre 1827, n° 280.

Sans doute, dans cet arrêt, la Cour distingue entre la destruction matérielle et celle qui peut s'opérer d'une autre manière, d'une façon quelconque. Sans doute, elle juge que la destruction doit s'entendre, non-seulement de la destruction matérielle, mais également de toute action, qui consisterait à mettre un titre dans un état tel qu'il ne pourrait plus conserver les effets qu'il était destiné à produire. Mais elle ne décide pas expressément que les bâtonnements ou les biffures, opérés sur un titre, constituent, s'ils lui enlèvent sa valeur juridique, la destruction prévue par l'art. 439. Elle juge bien plutôt, et elle a raison de le juger, que la destruction partielle est punissable, comme la destruction totale, toutes les fois qu'elle enlève au titre lacéré sa valeur.

Il est donc permis de croire que, dans ce dernier ar-

rêt, elle n'a pas entendu contredire celui du 7 thermidor an XIII. Il est d'autant plus permis de le croire, que, dans l'arrêt du 20 juin 1844, n° 220, elle a décidé que le fait d'avoir biffé un acquit, apposé au dos d'un effet de commerce, dans le but d'en obtenir une seconde fois le paiement, « ne constitue ni ce brûlement, ni cette destruction de titre, prévus et punis par l'art. 439, et ne comporte, en aucune sorte, l'application de cette disposition »; et qu'elle a répété, dans l'arrêt du 21 janvier 1865, n° 16, « qu'il résulte du texte de l'art. 439, C. pén., qu'il n'y a délit de destruction de titre qu'autant que la destruction matérielle du titre est consommée. »

En modifiant la valeur du titre par des bâtonnements ou des biffures, on peut se rendre coupable de faux en écriture, comme je l'ai expliqué dans mon troisième volume, n°s 83 et 130, et que la Cour de cassation l'a jugé dans l'arrêt du 20 juin 1844, que je viens de citer. Mais, encore une fois, on ne commettra pas le fait réprimé par l'art. 439.

570. La destruction étant une des conditions constitutives du crime ou du délit, il faut, à peine de nullité de la condamnation, qu'elle ait été formellement déclarée par le jury ou le juge correctionnel.

Il ne suffirait pas qu'il eût été reconnu que le titre avait disparu, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le nommé Humbert avait été condamné pour avoir fait disparaître le testament de sa mère, contenant un legs en faveur d'une tierce personne, et avoir, par cela même, détruit un titre contenant une obligation contre lui. Sur son pourvoi, l'arrêt fut annulé, « attendu qu'il résulte du texte de l'art. 439, C. pén., qu'il n'y a de délit de destruction de titres qu'autant que la destruc-

tion matérielle du titre est consommée; qu'il est donc nécessaire que l'arrêt, qui applique la peine édictée par cet article, constate le fait de cette destruction; que l'arrêt attaqué déclare que Humbert, auquel aurait été remis un testament olographe de sa mère, contenant un legs en faveur de la demoiselle Cruzel, a fait disparaître ce testament, et, par cela même, détruit un titre, contenant obligation contre lui et disposition en faveur de la demoiselle Cruzel; que cette déclaration, qui confond le détournement d'un titre avec la destruction de ce titre, ne donne pour base à la peine prononcée que la présomption d'une destruction, fondée sur la disparition du testament, au lieu de lui donner pour base le fait même de la destruction, que l'arrêt suppose et ne constate pas; qu'il suit, de là, que l'arrêt attaqué a fait une fausse application de l'art. 439, et, par suite, en a violé la disposition. » 21 janvier 1865, n° 16.

571. Il n'est pas nécessaire que le jury ou le juge correctionnel s'explique sur le mode de destruction, employé par l'accusé ou le prévenu. « Hors le cas de destruction par le feu, qui est purement démonstratif, et n'est cité, dans l'article, que comme exemple, cet article emploie, pour exprimer cette destruction, les expressions les plus générales; il suffit, pour réaliser le cas qu'il prévoit, que la destruction, d'une manière quelconque, soit constatée. » 23 décembre 1825, J. Pal., à sa date.

572. Parmi les destructions, prévues par l'art. 439, les unes sont, comme nous l'avons vu, punies de la réclusion, les autres, d'une peine correctionnelle.

Les premières concernent les actes de l'autorité publique et les effets de commerce ou de banque.

Les secondes, les pièces de toute autre nature.

573. Les actes de l'autorité publique, dont il est ici

question, sont : les registres, les minutes ou actes originaux, au nombre desquels on doit placer, je crois, les grosses et copies, qui, aux termes de l'art. 1335, C. civ., font la même foi que l'original. Quant à la destruction des grosses, expéditions ou copies, qui, d'après l'art. 1334 du même Code, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, elle ne sera punie que de la peine correctionnelle.

574. Parmi les registres, minutes et actes originaux, dont la destruction est punie de la réclusion, la jurisprudence a classé :

1° Les registres, minutes ou actes originaux de la perception des contributions ou de tous autres droits établis par les lois, « attendu qu'ils sont incontestablement des actes de l'autorité publique. » 29 avril 1831, n° 104;

2° Les procès-verbaux, constatant les votes pour l'élection des représentants du peuple, « attendu qu'en décidant que ces procès-verbaux étaient des actes originaux de l'autorité publique, et en appliquant, par suite, l'art. 439, C. pén., la Cour d'assises a fait une saine application dudit article et des lois de la matière, puisque les procès-verbaux, dont il s'agit, se dressent en doubles, sans que la loi suppose qu'il en soit jamais délivré d'expédition, et qu'on ne saurait refuser la dénomination et les droits de l'autorité publique au bureau, constitué pour les recensements et la constatation des votes pour l'élection des représentants. » 13 juillet 1849. J. Pal., 1850, 2, page 304 ;

3° Les empreintes forestières, appliquées sur les arbres, réservés par l'État ou les communes dans les adjudications, « attendu que les empreintes du marteau de l'État, apposées par les agents de l'administration forestière sur des arbres réservés, sont des actes origi-

naux de l'autorité publique, et qu'elles opèrent un titre de propriété en faveur du domaine de l'État ou des communes. » 8 février 1850, n° 46. *Conf.*, 14 août 1812, n° 186. 12 août 1865, n° 173.

Au contraire, l'art. 439 ne serait pas applicable au cas où les adjudicataires enlèveraient les marques forestières des arbres, qui leur ont été délivrés, pour les incruster dans ceux que l'administration s'est réservés, et s'approprier, par cette fraude, des baliveaux d'une valeur supérieure à ceux qui leur ont été adjugés. Le fait serait réprimé par l'art. 141 du Code. Je l'ai démontré dans mon troisième volume, n° 101.

575. Les effets de commerce et de banque sont, avec les actes de l'autorité publique, les seules pièces, dont la destruction encourt la peine de la réclusion. Cette peine ne s'étendrait pas à la destruction des autres écritures de commerce ou de banque, qui n'auraient pas ce caractère.

J'ai expliqué, dans mon troisième volume, aux numéros 179, 180, 181, 184, 185 et 188, ce qu'on doit entendre par effet de commerce ou de banque.

576. La destruction des autres pièces n'entraîne que l'emprisonnement et l'amende.

577. La destruction n'étant qu'un délit dans le cas où il ne s'agit que de ces autres pièces, il en résulte que le caractère particulier de celles qui sont ou des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de banque, constitue une circonstance aggravante de l'incrimination. Par suite, cette circonstance doit, comme toutes celles de même nature, être soumise au jury par une question distincte de l'interrogation principale, et, en outre, avec ses éléments de fait, et non avec sa qualification légale; « la déclaration du jury devant renfermer, non cette quali-

fication, mais les circonstances élémentaires, dont cette qualification se compose, pour mettre la Cour d'assises en situation de décider, en point de droit, si leur réunion caractérise l'écriture de commerce.» 20 août 1846, nº 216. *Conf.*, 11 mars 1830, nº 63.

578. L'art. 439 semble exiger que toutes les pièces, dont il réprime la destruction, contiennent ou opèrent obligation, disposition ou décharge.

Cette disposition est-elle donc aussi générale qu'elle le paraît? Est-elle applicable, indistinctement, à tous les actes de l'autorité publique? Ne faut-il pas distinguer entre ceux qui concernent une mesure générale ou la constatation d'un fait politique, et ceux qui n'ont pour objet que de régler la situation respective de l'État et des administrés, ou de l'État et des parties qui ont traité avec lui? Cette distinction, que je crois vraie, paraît avoir été admise par la Cour de cassation. Si cette Cour prend soin de constater, dans ses arrêts des 12 août 1812, nº 186, 8 février 1850, nº 46, 12 août 1865, nº 173, cités ci-dessus, que les empreintes forestières opéraient un titre de propriété, en faveur de l'État ou des communes, elle ne se préoccupe pas de cette circonstance, dans son arrêt du 13 juillet 1849, cité plus haut, relatif à la destruction des procès-verbaux d'élection.

579. La destruction des titres privés ne devenant un délit que dans le cas où ces titres contiennent ou opèrent obligation, disposition ou décharge, on s'est demandé si l'art. 439 pourrait être applicable à la destruction d'un blanc-seing. La question doit, ce me semble, être résolue négativement, puisque le blanc-seing n'a, par lui-même, aucune espèce de valeur. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'on pût établir

que le blanc-seing, qui a été détruit, avait pour objet d'opérer obligation, disposition ou décharge.

580. Dans tous les cas où cette circonstance sera constitutive du crime ou du délit, elle devra être reconnue par le jury ou le tribunal correctionnel, « attendu que, aux termes de l'art. 439, C. pén., la destruction d'un effet n'entraîne l'application des peines, spécifiées dans cet article, que lorsque l'effet contient obligation, disposition ou décharge. » 11 mars 1830, n° 63.

Cependant, la Cour de cassation admet que cette conséquence juridique peut découler virtuellement de la nature de l'acte qui a été détruit.

La veuve Brochet avait été condamnée pour avoir lacéré ou détruit une procuration. Elle soutint, devant la Cour de cassation, que cette constatation était insuffisante pour justifier l'application de l'art. 439, puisqu'il n'était pas déclaré que l'acte, qu'elle avait détruit, contenait ou opérait obligation, disposition ou décharge. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que l'écrit, dont la destruction était constatée, étant déclaré être une procuration, le caractère obligatoire de l'écrit détruit était ainsi complétement constaté, suivant le vœu de l'art. 439. » 23 septembre 1837, n° 293.

581. L'incrimination cesserait-elle d'exister si l'écrit, qui a été détruit, se trouvait nul par irrégularité de forme ou par incapacité de la personne dont il émane, et si, par conséquent, il ne contenait ou opérait ni obligation, ni disposition ou décharge ? Cette question doit être, à mon avis, résolue avec les distinctions, que j'ai admises sous l'art. 407. Dans le cas où l'acte détruit est si radicalement nul qu'il doive être considéré comme inexistant, l'infraction n'aura pas lieu. Il

en sera autrement s'il n'est entaché que d'une nullité qui puisse être couverte ou suppléée.

582. Le crime et le délit de destruction de titres peuvent être établis par toute espèce de preuves. Il ne s'agit pas, en effet, comme dans l'abus de confiance, de démontrer d'abord qu'un contrat a été formé, et ensuite que ce contrat a été violé. Il n'y a qu'un fait à prouver, la destruction du titre, un fait dont la partie lésée n'a pu obtenir la preuve littérale, et qui, par conséquent, peut, aux termes de l'art. 1348, C. civ., être établi par la preuve testimoniale.

Ces principes ont été constamment appliqués par la Cour de cassation.

Le nommé Darraqué avait fait un testament, qu'il avait déposé chez le curé de Calviac ; le lendemain de la mort du testateur, le nommé Vic, mari de l'héritière naturelle de Darraqué, vint en demander communication. Il obtint que la pièce lui fût remise. Il l'emporta et la lacéra. Poursuivi à raison de ce fait, il opposa qu'on ne pouvait pas recourir contre lui à la preuve testimoniale. Son exception ayant été rejetée, il prétendit, devant la Cour de cassation, que le jugement, en autorisant cette preuve, avait violé l'art. 1341, C. civ. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que les principes, d'après lesquels la preuve testimoniale est interdite pour toutes choses excédant la valeur de 150 fr., reçoivent exception toutes les fois qu'il s'agit de délits ou quasi-délits, et lorsqu'il a été impossible de se procurer une preuve écrite de l'obligation ; attendu que le jugement attaqué déclare qu'il résulte des faits de la plainte que, le lendemain de la mort du testateur, Darraqué, le demandeur, se serait présenté chez le curé de Calviac, qu'il savait être dépositaire du testament ; qu'en sa qualité de mari de la nièce du testateur, son unique hé-

ritière naturelle, il aurait demandé à connaître le testament de son oncle, et qu'il lui en fut délivré copie, et qu'après avoir obtenu que cette pièce fût remise en ses mains, il aurait disparu en l'emportant, et que, poursuivi à l'instant même par la clameur publique, il aurait mis en pièce le testament, en en laissant sur son passage un grand nombre de débris; attendu que le fait, imputé au demandeur, constituait le délit prévu par l'art. 439, C. pén., de la compétence des tribunaux correctionnels; attendu que la remise instantanée, faite au demandeur, du testament de son oncle, ne constituait pas un dépôt proprement dit, et dont le détenteur dudit testament eût pu réclamer une preuve écrite; qu'il lui avait été légalement impossible de se procurer la preuve littérale de l'existence du testament, et que c'est, par le résultat de la voie de fait et du délit imputé au demandeur, que cette preuve littérale, résultant de la représentation du testament même, ne peut être rapportée; que, dans ces circonstances, le jugement attaqué n'a violé aucune loi, en décidant qu'il serait donné suite à l'affaire au fond. » 28 juin 1834, J. pal., à sa date. *Conf.*, 4 octobre 1816, J. pal., à sa date; 23 décembre 1825, J. pal., à sa date; 15 mai 1834, n° 141.

La solution devrait-elle être différente, si la pièce se trouvait, à titre de dépôt, dans les mains de celui qui l'a détruite? La Cour de cassation l'a pensé dans l'espèce suivante.

Les époux Terrier étaient poursuivis sous la prévention du délit de l'art. 439, pour avoir détruit une contre-lettre, dont ils auraient été les dépositaires. Ils prétendirent que l'action, dont ils étaient l'objet, était non-recevable, parce qu'ils étaient, en réalité, inculpés du détournement d'une valeur indéterminée et que le ministère public ne produisait contre eux ni preuve

écrite ni commencement de preuve par écrit. Le tribunal de première instance accueillit leur système de défense. Le tribunal d'appel, au contraire, autorisa la preuve testimoniale, par le motif « que, pour établir la culpabilité des prévenus, il n'était pas indispensable de démontrer, préalablement, comment la contre-lettre était arrivée en leur possession ; qu'il suffisait de démontrer que ce titre avait existé, et que les prévenus l'avaient supprimé, avec l'intention de porter préjudice à autrui ; que, dans ce cas, la preuve par témoins de l'existence d'un titre, qu'on suppose avoir été volontairement détruit, peut toujours être faite ». Sur le pourvoi des inculpés, la décision fut annulée, « attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 1341, C. Nap., il doit être passé acte, devant notaire ou sous seing-privé, de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 fr., et que la preuve testimoniale est interdite contre et outre le contenu aux actes ; attendu que cette prohibition, applicable en matière civile comme en matière criminelle, ne reçoit exception que lorsque le créancier n'a pu se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui, ou qu'il existe un commencement de preuve par écrit, qui rend vraisemblable le fait allégué ; que Gibert et Bediez pouvaient se procurer une reconnaissance écrite de la remise de la contre-lettre, remise qu'ils articulent avoir été faite volontairement par eux à Varlet ; qu'ils ne peuvent invoquer aucune des exceptions puisées dans l'art. 1348, C. Nap. ; attendu, dès lors, qu'en autorisant la preuve de la destruction de ce titre, par le motif que cette destruction étant supposée frauduleuse, la preuve pouvait en être faite par témoins, le tribunal de Laon a violé les art. 1341 et 1348, C. Nap. » 23 septembre 1853, n° 481.

La théorie de cet arrêt, appliquée à un abus de con-

fiance, est incontestable ; mais les époux Terrier n'étaient pas inculpés d'un délit de cette espèce. Ils étaient, ce qui est bien différent, prévenus d'avoir détruit une pièce, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge. On ne se bornait pas à leur reprocher la violation d'un contrat ; on leur imputait un fait plus grave, un fait d'une tout autre nature, puni de peines plus rigoureuses, un fait complétement indépendant de celui qui avait pu amener la pièce détruite dans leurs mains. Avaient-ils ou n'avaient-ils pas détruit la contre-lettre ? C'était la seule et unique question à résoudre. Il ne s'agissait pas de savoir s'ils avaient reçu la pièce à titre de dépôt : ce n'était pas l'un des éléments de l'incrimination, dont ils étaient l'objet. Je crois très-fermement qu'en le supposant la Cour de cassation a méconnu la loi, ou ne s'est pas rendu suffisamment compte des faits de l'espèce, soumise à son contrôle.

En résumé, j'estime que, dans tous les cas, la destruction du titre peut être établie par la preuve testimoniale.

583. La question, relative au crime prévu par l'art. 439, peut être présentée au jury dans les termes suivants :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement brûlé *ou* détruit une pièce, contenant *ou* opérant obligation, *ou* disposition, *ou* décharge.

Ladite pièce était-elle, par exemple, un registre, ou un autre acte original relatif à la perception des contributions publiques ; ladite pièce était-elle une lettre de change, tirée de ....., sur ....., portant la date du ...., de la somme de ....., payable par ....., le ....., à ....., à l'ordre de ....., causée valeur en espèces, *ou* en marchandises, *ou* en compte ?

Il ne faudrait pas, comme je l'ai fait remarquer plus

haut, soumettre au jury, au lieu de ces circonstances de fait, la qualification légale de l'acte.

S'il s'agissait d'un de ces actes de l'autorité publique, dont la destruction est punie, lors même qu'il ne contient ou n'opère ni obligation, ni disposition, ni décharge, la question ne serait plus divisée ; elle pourrait être ainsi conçue :

Le nommé ..... est-il coupable d'avoir (la date) volontairement brûlé *ou* détruit, par exemple, les procès-verbaux des votes de l'armée, pour l'élection des représentants du peuple à l'Assemblée nationale ?

ARTICLE 440.

Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps ; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

ARTICLE 441.

Néanmoins, ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de la réclusion.

ARTICLE 442.

Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain,

vin ou autre boisson, la peine que subiront les chefs, instigateurs ou provocateurs seulement, sera le *maximum* des travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcée par l'art. 440.

584. Objet de ces trois articles. Pénalité.
585. Pillage et dégât. Faits distincts. Définition.
586. L'article protége les propriétés mobilières. Spécification. Arrêt.
587. Réunion. Bande. Définition. Arrêt.
588. Force ouverte. Définition.
589. Ces circonstances sont constitutives et non aggravantes. Arrêts.
590. Espèces remarquables auxquelles l'art. 440 a été appliqué. Arrêts.
591. A qui l'art. 441 est applicable.
592. L'art. 441 concerne-t-il une excuse légale ? Arrêt.
593. La Cour d'assises peut refuser d'appliquer la peine mitigée de l'art. 441.
594. Suite. Remise de la peine de l'amende.
595. Ce que l'art. 442 entend par grains et grenailles.
596. Le fait prévu par l'art. 442 est-il une infraction spéciale ? Arrêts.

584. Ces trois articles concernent la même infraction : c'est le pillage, le dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande, et à force ouverte.

Le premier de ces articles prévoit le fait simple ; il le punit des travaux forcés à temps, et d'une amende de 200 francs à 5,000 francs, que la Cour d'assises ne peut pas se dispenser de prononcer. 22 mai 1847, n° 109. Le second considère que le fait peut être excusé, à raison de certains entraînements, et autorise, dans ce cas, le juge à ne prononcer que la réclusion. Le troisième aggrave la peine à l'égard des chefs, instigateurs ou provocateurs, dans le cas où les denrées pillées ou

détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, vin, ou autre boisson. Il l'élève au maximum des travaux forcés à temps et de l'amende prononcée par l'art. 440.

585. Le pillage et le dégât sont deux faits différents. Le pillage, c'est la dévastation, accompagnée du vol. Le dégât, c'est la destruction, sans profit pour qui que ce soit.

586. Ce sont les propriétés mobilières que ces articles protégent. Ils ne protégent qu'elles, mais il n'est pas nécessaire de les spécifier, pour l'application de l'art. 440. La spécification de ces objets ne serait utile que s'il s'agissait du crime, prévu par l'art. 442, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Baptiste Guignard, « attendu que l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour royale de Poitiers, en déclarant qu'il y avait lieu d'accuser ledit Guignard d'avoir volé et pillé à main armée, en réunion de malfaiteurs armés, dans des maisons habitées, comprenait évidemment le fait d'avoir pillé des objets mobiliers en réunion ou bande et à force ouverte; que la spécification des objets de ce pillage n'eût été indispensable qu'autant qu'il se serait agi du crime prévu par l'art. 442, C. pén. » 12 avril 1833, n° 132.

587. La réunion, c'est le rassemblement accidentel; la bande, c'est la troupe organisée.

La loi ne dit pas quel nombre formera la réunion ou la bande. Je crois qu'on doit adopter, comme règle, l'art. 211 du Code, c'est-à-dire qu'il y aura réunion ou bande dès qu'il y aura concours de trois personnes.

La Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Joseph Saint-Béranger, « Vu les art. 440, 211 et 212, C. pén.; attendu que le premier de ces articles, qui punit des travaux forcés à temps tout pillage, tout

dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande, et à force ouverte, n'a point déterminé le nombre d'individus, dont le rassemblement doit avoir été composé pour constituer la *réunion* ou *bande* dont il parle; mais que, ce crime rentrant par sa nature et son objet dans la classe de ceux qui compromettent la sûreté publique, il faut entendre et interpréter ledit article suivant les principes établis dans les art. 211 et 212; que, d'après la combinaison de ces derniers, la rébellion est qualifiée crime lorsqu'elle a été commise par une réunion armée de trois personnes au plus; qu'il suffit donc que le pillage ou dégât ait été commis à force ouverte, par une réunion ou bande composée de trois personnes, pour que les accusés, qui en sont déclarés coupables, soient passibles des peines prononcées par ledit art. 440; d'où il suit que l'arrêt attaqué en a fait une juste application. » 5 avril 1832, nº 127.

588. La force ouverte est celle qui procède par la violence.

589. Toutes ces circonstances étant constitutives du crime, 1er mars 1832, nº 81, doivent être reconnues par le jury, 27 octobre 1815, nº 60; 8 mars 1816, nº 12; 8 janvier 1818, nº 4.

La Cour de cassation a décidé, avec raison, selon moi, que ces circonstances, étant constitutives d'un fait spécial, et non aggravantes d'un autre fait, pouvaient et devaient être comprises dans une seule et même question, « attendu que, s'il est vrai, en thèse générale, que le jury doit être interrogé, par des questions distinctes et séparées, sur le fait principal d'abord, et ensuite sur chacune des circonstances aggravantes, cette règle, qui doit être exactement suivie toutes les fois qu'un délit, essentiellement punissable par lui-même,

est accompagné de circonstances aggravantes, qui augmenteraient l'intensité de la peine, ne saurait s'appliquer aux crimes et aux délits spéciaux de leur nature, entourés de circonstances, qui leur sont essentielles, qui les constituent, et sans lesquelles ils ne sauraient subsister; attendu que l'art. 440, C. pén., rangé dans la section troisième du chapitre deuxième, titre deuxième, C. pén., intitulé : *Destructions, dégradations, dommages*, punit des travaux forcés à temps et d'une amende de 200 francs à 2,000 francs, tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte; que c'est là un crime particulier et spécial de sa nature, qui n'intéresse pas seulement les particuliers, mais qui compromet la tranquillité et la sûreté publique; que, dans le pillage, il se joint, à un fait de dommage causé à autrui, une sorte de rébellion employée pour l'exécuter; que ce crime, qui ne saurait exister sans bandes ou réunions et sans violence, ne peut être assimilé dans aucun cas à un vol simple ou à un vol qualifié; qu'aussi le Code pénal a rangé le crime de pillage ou dégât de denrées dans une section autre que celle du vol; que, dès lors, l'article premier de la loi du 13 mai 1836 ne devait pas recevoir son application dans l'espèce, et que la Cour d'assises de l'Indre, en ne séparant pas, dans les questions posées au jury, le fait isolé du pillage ou du dégât des denrées ou marchandises, etc., des circonstances de bandes ou réunions agissant à force ouverte, loin d'avoir violé les dispositions de cette loi, en a fait, au contraire, dans le procès actuel, une juste et légale application. » 1er avril 1847, nº 70.

590. La Cour de cassation a reconnu que l'art. 440 était applicable aux faits, que je vais rappeler.

Dans une première espèce, la veuve Monnier et autres

femmes s'étaient attroupées dans un marché, emparées à force ouverte du blé vendu à un particulier et se l'étaient fait distribuer au prix qu'elles avaient jugé à propos de fixer. Déclarées coupables de pillage de grains, elles se pourvurent en cassation, et prétendirent que le fait, qui leur était imputé, n'était pas prévu par l'article que j'étudie. Leur pourvoi fut rejeté, « attendu que le crime, commis par les condamnées, a été déclaré pillage de grains par le jury, et qu'il en porte le caractère ». 17 janvier 1812, J. Pal., à sa date.

Dans une deuxième espèce, le nommé Gand avait été déclaré coupable d'avoir fait partie d'une réunion ou bande, qui, après avoir arbitrairement fixé à 4 fr. le double décalitre de blé de froment valant sur le marché 3 fr., avait, à force ouverte, contraint les meuniers et autres marchands de blé, à le leur livrer au-dessous de sa valeur. Il prétendit, devant la Cour de cassation, que ce fait ne constituait pas le crime de pillage. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que la Cour d'assises lui avait justement appliqué les dispositions de l'art. 440, C. pén. » 24 juin 1830, J. Pal., à sa date.

591. L'art. 441 autorise à ne punir que de la peine de la réclusion ceux qui prouveraient avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations, à prendre part aux violences. Il ne serait pas applicable à ceux qui auraient reçu des dons, des promesses ou de l'argent, et qui, par suite, ne seraient pas excusés par le mobile qui les aurait fait agir.

592. L'art. 441 renferme-t-il un de ces faits d'excuse légale, qui, aux termes de l'art. 339, C. instr. crim., doivent être, à peine de nullité, soumis à la décision du jury, lorsque l'accusé le requiert?

On sera disposé à résoudre cette question affirmativement, si on ne se rend pas un compte exact de l'art.

441. En effet, cet article abaisse la peine habituelle du crime, en faveur de celui qui n'a cédé qu'à des sollicitations. C'est bien, semble-t-il, reconnaître une excuse légale à son profit. Mais on renoncera à cette idée, si on étudie avec plus de soin la disposition, et si on la rapproche des articles, qui prévoient de véritables excuses, par exemple, des art. 321 et 326 du Code. L'art. 441 ne déclare pas excusables ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations. Il ne dit pas que la peine, qu'ils ont encourue, sera réduite à la réclusion. Il se borne à déclarer qu'ils pourront n'être punis que de cette dernière peine. Ce n'est pas ainsi que procèdent les art. 321 et 326. Le premier déclare le meurtre, les blessures et les coups excusables; l'autre ne se borne pas à permettre au juge de réduire la peine; mais lui-même, il la réduit, lorsque l'excuse est prouvée.

L'art. 441 ne prescrit donc pas au président des assises de poser la question, qui pourrait ultérieurement amener la Cour à abaisser la peine. C'est une faculté qui lui est donnée; ce n'est pas une injonction à laquelle il est tenu d'obéir. La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Lucien, Claudie et autres étaient traduits devant la Cour d'assises extraordinaire de la Basse-Terre, sous l'accusation de plusieurs crimes, notamment du crime réprimé par l'art. 440. Leur avocat demanda que l'on posât la question de savoir s'ils avaient été entraînés par des provocations ou sollicitations. La Cour refusa de le faire. Le pourvoi des condamnés fut rejeté, « attendu que la question de savoir si les accusés se trouvaient dans le cas prévu par l'art. 441, C. pén. colon., dont la défense avait demandé la position à la Cour d'assises, n'est pas une question d'excuse légale, que la

Cour d'assises soit obligée de poser, aux termes de l'art. 339, C. instr. crim., dès l'instant où la position en est requise; attendu, en effet, qu'on ne peut considérer, comme questions d'excuse, dans le sens des art. 65 et 339, C. instr. crim., combinés, que celles dont la solution favorable a pour conséquence forcée, soit la dispense, soit une modification de la peine, et qui, ainsi résolues, constituent une déclaration *de fait*, irréfragablement acquise à l'accusé, obligeant le juge *du droit* dans l'application qu'il doit faire de la loi pénale; attendu que l'art. 441, C. pén., autorise seulement la Cour d'assises, dans le cas qu'il prévoit, à diminuer la peine d'un degré, lui donnant également la faculté, suivant les circonstances, de ne tenir aucun compte de la solution favorable donnée à cette question; attendu, dès lors, que le cas, prévu par l'art. 441, ne réunit pas les caractères constitutifs de l'excuse légale et ne peut lui être assimilé; que, par suite, la Cour d'assises a pu, d'après les dispositions de l'art. 338, C. instr. crim., et de l'art. 2 de la loi du 22 juin 1835, déclarer que ces questions ne seraient pas posées parce qu'elles ne résultaient pas des débats ». 14 décembre 1850, n° 421.

593. Comme cet arrêt l'indique, et comme celui du 15 mai 1847, n° 104, l'a jugé formellement, la Cour d'assises peut, dans le cas même où le jury a résolu affirmativement la question de savoir si l'accusé a été entraîné par des provocations ou sollicitations, se refuser à n'appliquer que la peine de la réclusion.

594. Il est à remarquer que l'art. 441, en permettant, dans les cas qu'il prévoit, de ne punir les coupables que de la peine de la réclusion, autorise, par là même, la Cour d'assises, si elle le juge convenable, à ne pas prononcer la peine de l'amende.

595. L'art. 442 entend, par grains et grenailles, ce qu'on appelle ordinairement, en agriculture, gros et menus grains.

596. Le fait, que cet article prévoit, est-il un crime distinct et spécial, ou n'est-il qu'une circonstance aggravante de celui que prévoit l'art. 440? La question ne présente pas un très-sérieux intérêt. En effet, que la peine soit encourue, à raison d'un fait et d'une circonstance aggravante, ou à raison d'un fait spécial, la situation est exactement la même pour le condamné. La solution n'a d'effet que sur la rédaction de la question, qui doit être présentée au jury. Si l'incrimination se compose du crime principal, spécifié dans l'art. 440, et d'une circonstance aggravante, résultant de l'art. 442, les jurés devront être interrogés par deux questions distinctes. Si, au contraire, le fait constitue un crime spécial, ils le seront par une seule et même question, qui en comprendra tous les éléments. C'est dans ce dernier sens que la Cour de cassation a interprété et appliqué l'art. 442. Elle a, en conséquence, jugé qu'il n'y avait lieu de poser au jury qu'une seule question, à raison du fait, qui en est l'objet. 1er avril 1847, nº 70; 6 mai 1847, nº 94; 15 mai 1847, nºs 104 et 105.

ARTICLE 443.

Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende, qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de

seize francs. Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

597. Addition de la loi du 13 mai 1863.
598. La volonté est l'un des éléments caractéristiques du délit. Conséquence.
599. Ce que comprend le mot *marchandises*.
600. Pénalité.

597. Cet article ne comprenait que la détérioration des marchandises ou matières servant à la fabrication. Il n'étendait pas sa protection aux instruments servant à la fabrication. C'était une omission qu'on avait eu, plus d'une fois, l'occasion de regretter dans la pratique.

La loi du 13 mai 1863 a eu soin de la réparer.

L'art. 443 est, aujourd'hui, ainsi conçu :

Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement détérioré des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts ni être moindre de seize francs. Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

598. La volonté est, dans l'art. 443, comme dans les art. 437 et 439, caractéristique du délit; par conséquent, elle doit être reconnue expressément dans le jugement de condamnation.

599. Le mot *marchandise* doit être pris dans son acception la plus large. La Cour de cassation a reconnu qu'il comprenait les pierres de taille, « attendu que les pierres de taille, préparées par Queyrat et vendues par lui à l'entrepreneur des travaux à faire à la cathédrale de Limoges, étaient une marchandise, dont la mutilation constituait le délit, dont il s'agit ». 27 septembre 1850, n° 333.

Le même mot comprend également les objets d'art, par exemple, les tableaux, tant qu'ils sont à l'état de marchandises, c'est-à-dire dans l'atelier du peintre ou dans la boutique du marchand, qui en fait commerce. Autrement, les objets d'art seraient moins protégés que les marchandises, proprement dites, puisque les détériorations, que la méchanceté leur ferait subir, ne seraient passibles que de la peine de simple police, déterminée par l'art. 479 du Code.

600. La peine est d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende, qui ne peut excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de seize francs.

J'ai expliqué, sous l'art. 406, comment le juge doit procéder, quand il juge convenable d'excéder le minimum de l'amende.

La peine s'aggrave, si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce. L'emprisonnement est de deux à cinq ans, l'amende restant la même.

ARTICLE 444.

Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied, ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux

ans au moins, de cinq ans au plus. — Les coupables pourront, de plus, être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins, et dix ans au plus.

601. Pénalité. Aggravation dans le cas où le fait a été commis pendant la nuit ou en haine d'un fonctionnaire.
602. L'art. 444 est la reproduction d'une disposition de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791.
603. La dévastation est le premier élément du délit. Quand il y a dévastation. Arrêt.
604. Le deuxième élément du délit est que la dévastation ait eu pour objet des récoltes sur pied ou des plants.
605. Suite. Ce que sont ces récoltes. Arrêt.
606. Suite. Ce que sont ces plants. Arrêt.

601. Cet article punit d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans celui qui dévaste soit des récoltes sur pied, soit des plants venus naturellement ou faits de main d'homme. Les coupables peuvent, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. Comme on le verra à l'art. 450, la peine est aggravée, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, ou pendant la nuit. En tout cas, aux termes de l'art. 455, une amende doit être prononcée.

602. L'art. 444 est la reproduction, à peu près textuelle, de l'art. 29 (titre II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, que l'on désigne assez habituellement sous le titre de Code rural.

603. Le premier élément de l'infraction est la dévastation.

La peine sévère, que l'art. 444 inflige, indique que le fait doit avoir une certaine gravité, et qu'il ne peut résulter ni d'une dévastation accidentelle, qui n'est ré-

primée que par les peines de simple police, soit dans les cas prévus par les numéros 13 et 14 de l'art. 471, soit dans le cas prévu par le n° 10 de l'art. 475, ni d'un dégât dépourvu d'importance. 13 janvier 1815, n° 3. Il faut qu'il y ait destruction, en tout ou en partie, comme le disait Regnault de Saint-Jean-d'Angely, à la séance du Conseil d'État, du 27 décembre 1808, « dans l'intention formelle de dévaster ». Locré, tome XXXI, page 74.

Si la dévastation est suivie de vol, le fait physique comprend deux faits légaux qui peuvent, l'un comme l'autre, être poursuivis.

604. Le second élément de l'infraction est que la dévastation ait pour objet soit des récoltes sur pied, soit des plants venus naturellement ou faits de main d'homme.

605. Les récoltes sur pied sont celles, qui ne sont encore qu'ensemencées, comme celles qui sont déjà sorties du sol.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Joseph Poutre avait été déclaré coupable d'avoir, du 22 au 23 novembre, semé méchamment une grande quantité de graine d'ivraie et d'autres mauvaises herbes sur les terres, que le nommé Gras avait labourées, mises en état de culture et ensemencées de blé et de seigle, le 18 du même mois. Néanmoins, la Cour de Douai l'avait absous, sous le prétexte que la récolte dévastée n'était pas sur pied. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu, en fait, qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que, dans la nuit du 22 au 23 novembre 1855, Casimir-Joseph Poutre sema méchamment une grande quantité de graines d'ivraie et d'autres mauvaises herbes sur des terres, louées par Henri Baligand à Hippolyte Gras, terres que ce dernier

avait labourées, mises en état de culture et ensemencées de blé et de seigle, le 18 du même mois de novembre; attendu qu'il ressort encore de l'arrêt que la quantité de mauvaises graines était telle que, le lendemain du jour où ce fait avait été méchamment commis, on a pu voir la surface de la terre toute couverte de ces graines, et qu'au dire de quelques témoins, la récolte est en danger certain d'être étouffée, et que le fonds même en est infecté pour plusieurs années; attendu que, nonobstant la précision de ce fait, la certitude du désastre qu'il devait amener, la conviction que Poutre en était l'auteur, la méchanceté de l'intention qui y avait présidé, l'arrêt attaqué a renvoyé ledit Poutre des fins de la poursuite, dirigée contre lui, comme prévenu du délit prévu et puni par l'art. 444 précité; attendu, en droit, que la conservation des biens de la terre a été, de tout temps, en France, et spécialement depuis le Code rural de 1791, l'objet des sollicitudes incessantes du législateur; attendu que cette sollicitude, qui a sa raison d'être, au point de vue de l'intérêt public et du bien-être général, dans l'importance qu'il y a à assurer au sol toute sa puissance de production, se retrouve tout entière dans les nombreuses dispositions, que le Code pénal a consacrées à cet objet, et dans le soin avec lequel il a érigé en contraventions, en délits ou en crimes, les atteintes si diverses, auxquelles la fertilité du sol peut être en butte; attendu que, si, par son art. 434, §§ 3 et 5, le Code pénal punit, de peines de grand criminel très-sévères, la dévastation *par l'incendie* de récoltes abattues et surtout de récoltes sur pied, à raison, d'une part, du dommage local qu'il cause, d'autre part, du danger de communication, qu'il traîne avec lui, et si l'on comprend que l'art. 444 ne punisse que d'une simple peine correctionnelle tout autre mode de

dévastation, parce qu'elle atteste une perversité moindre et qu'elle expose à un moindre danger, il ne s'ensuit pas que la loi ait considéré la répression comme peu importante en ce cas, et qu'elle ait fait dépendre l'existence de ce délit de conditions strictes et rigoureusement définies; attendu que, bien loin qu'il en soit ainsi, l'art. 444 n'a rien de restrictif, ni dans son esprit, ni dans son texte; qu'en effet, il ne limite pas les caractères de l'acte, qu'il qualifie de *dévastation;* qu'il lui importe peu, dès lors (si la cause d'où ce désastre doit naître est actuelle, si le fait qui constitue cette cause est commis méchamment), que les effets, devant en résulter fatalement, soient actuels ou futurs; attendu, d'un autre côté, qu'en parlant de *récolte,* et spécialement de *récolte sur pied,* l'art. 444 n'a pas été plus restrictif et n'a pas entendu limiter le délit au cas unique où la récolte semée serait déjà sortie du sol et se trouverait dans un état plus ou moins voisin de la maturité; qu'une telle interprétation, qui, du reste, donnerait lieu, dans l'application, à un grand nombre de distinctions arbitraires, est condamnée par l'ensemble et l'économie de la législation en cette matière; qu'en effet, il ressort, de la combinaison de nos lois civiles et de nos lois pénales, que les expressions *récoltes sur pied* sont employées d'ordinaire en opposition avec les expressions *récoltes détachées du sol,* et constituent les deux catégories principales, dans lesquelles sont rangés les fruits nés ou à naître de la terre; que c'est dans ce cas qu'a évidemment disposé l'art. 444, puisque, s'il en était autrement, et s'il était vrai qu'il eût distingué entre la récolte ensemencée et la récolte sortie du sol, on arriverait à cette conséquence déraisonnable que, sur deux faits empreints du même caractère intentionnel et moral et entraînant les mêmes conséquences matérielles,

l'un serait réprimé par la peine correctionnelle la plus rigoureuse, et l'autre demeurerait entièrement impuni; attendu, dès lors, qu'en décidant que Poutre, en commettant l'acte ci-dessus caractérisé, ne s'était pas rendu coupable du délit prévu et puni par l'art. 444, C. pén., l'arrêt attaqué a formellement violé les dispositions dudit article. » 18 juillet 1856, n° 253.

606. Les plants, venus naturellement ou faits de main d'homme, comprennent non-seulement les plants d'arbres, mais aussi les plants d'arbustes. L'article ne fait aucune distinction.

Mais il ne s'applique qu'aux « plants venus ou faits en champ ouvert ou dans les pépinières, et non à des plans excrus dans les bois et forêts. » 22 février 1821, n° 23. L'enlèvement de ces derniers plants est régi par l'art. 195 du Code forestier.

ARTICLE 445.

Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres, qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans.

ARTICLE 446.

Les peines seront les mêmes, à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr.

ARTICLE 447.

S'il y a eu destruction d'une ou plusieurs greffes,

l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans.

ARTICLE 448.

Le *minimum* de la peine sera de vingt jours dans les cas prévus par les art. 445 et 446, et de dix jours dans le cas prévu par l'art. 447, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales ou de traverse.

607. Objet de ces articles. Pénalité. Aggravation dans le cas où le délit est commis la nuit ou en haine d'un fonctionnaire.
608. A quels abatis ces articles sont applicables? Arrêt.
609. Intention criminelle. Arrêt.
610. Suite. Fermier. Interprétation du bail. Arrêts.
611. L'abatage et le vol peuvent-ils coexister? Arrêt.
612. Les arbustes sont-ils protégés comme les arbres?
613. L'art. 446 n'est applicable qu'au cas où l'arbre a été mutilé de manière à le faire périr. Arrêt.
614. Suite. Lorsque la mutilation n'est pas de cette nature, le fait n'est-il pas prévu par la loi des 28 septembre-6 octobre 1791?

607. Ces articles concernent l'abatage ou la mutilation des arbres.

L'art. 445 punit d'un emprisonnement, qui ne sera ni au-dessous de six jours ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans, celui qui abat un ou plusieurs arbres, qu'il sait appartenir à autrui.

Suivant l'art. 446, la peine est la même, à raison de chaque arbre mutilé, coupé et écorcé de manière à le faire périr.

L'art. 447 prévoit le cas où il s'agit de la destruction, non de l'arbre lui-même, mais d'une ou de plusieurs greffes. La peine est un emprisonnement de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe, la totalité ne pouvant pas excéder deux ans.

L'art. 448 aggrave les peines des articles, que je viens d'analyser, si les arbres, objets du délit, étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales ou de traverse, c'est-à-dire communales. Le minimum de la peine est de vingt jours dans les cas prévus par les art. 445 et 446, et de dix jours dans le cas prévu par l'art. 447.

En outre, aux termes de l'art. 450, la peine sera le maximum de celle qui est établie pour le cas auquel l'article se référera, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, ou pendant la nuit.

Dans tous les cas, une amende est encourue par le délinquant, aux termes de l'art. 455.

608. Les art. 445 et suivants « ne sont applicables qu'aux abatis d'arbres épars ailleurs que dans les bois et forêts; les dispositions de ces articles sont étrangères aux abatis d'arbres, enlevés d'un bois, dont ils faisaient partie ». 22 février 1821, n° 23. — *Conf.*, 9 mai 1812; J. Pal., à sa date, 14 mai 1813, n° 104.

609. Le fait, que j'étudie, étant un délit, ne devient punissable que s'il a été accompli avec intention criminelle, c'est-à-dire, comme l'article l'indique, que si le délinquant savait que l'arbre appartenait à autrui. Les tribunaux devront mentionner cette circonstance dans leur décision. Cependant, s'ils omettaient de le faire, leur jugement ne serait pas annulé, « attendu que, s'il résulte de l'art. 445, C. pén., que la peine, portée par cet article, ne doit être appliquée qu'à celui qui a abattu

des arbres qu'il savait appartenir à autrui, il ne s'ensuit pas que les tribunaux, qui l'appliquent, soient tenus de déclarer explicitement, et par une disposition spéciale et formelle de leur jugement, que les délinquants, auxquels ils en font l'application, savaient positivement que les arbres, qu'ils ont abattus, appartenaient à autrui, puisque leur culpabilité dépend, dans l'espèce, de cette seule circonstance, et qu'en certifiant les faits, qui constituaient cette culpabilité, et en appliquant la peine, les juges déclarent suffisamment l'existence de cette circonstance essentielle. » 6 mai 1826, n° 94.

610. Le fermier ne peut pas être renvoyé des poursuites, sous le prétexte qu'il y a lieu de rechercher si, en abattant les arbres ou en les coupant, il a ou n'a pas excédé la faculté que le bail lui donnait.

Lorsque l'exception est soulevée, le tribunal correctionnel a compétence pour la résoudre; et, s'il la résout contre le fermier, il doit prononcer la condamnation, comme la Cour de cassation l'a reconnu, dans l'espèce suivante.

Jean-Baptiste Seigle, fermier du sieur Selves, avait, par son bail, la jouissance de deux bois taillis et de la « tonture » des saules épars sur la ferme. Selves s'était réservé tous les autres arbres. Ce dernier cita son fermier devant le tribunal correctionnel, comme prévenu d'avoir tondu et coupé un nombre considérable d'arbres fruitiers, et même d'arbres d'avenue et de décoration. Après expertise, le tribunal déclara Seigle coupable de mutilations d'arbres, et le condamna aux peines des art. 446 et 455. La Cour de Paris, sous le prétexte que « il s'agissait, entre les parties, de l'exercice d'un droit, qui résulterait de l'interprétation et de l'exécution des clauses du bail, intervenu entre elles », prononça l'absolution de Seigle. Sur le pourvoi de Selves, la décision

fut annulée, « attendu que, sur la plainte du sieur Selves contre le sieur Seigle, son fermier de la terre de Passy, le tribunal de police correctionnelle de Melun avait, par son jugement du 30 janvier 1818, reconnu et déclaré en fait, notamment 1° qu'il résultait, du bail fait par Selves à Seigle, que ce dernier n'avait que la tonture des saules, et que le droit d'élaguer les arbres fruitiers et autres ne lui appartenait pas; 2° qu'il résultait, des procès-verbaux de l'expert, qu'il avait été coupé aux arbres fruitiers du sieur Selves une grande quantité de branches de dix à quinze pouces de circonférence, et que la coupe des plus fortes branches pourrait occasionner une carie dans l'intérieur des arbres; 3° que l'expert avait ajouté, dans son second rapport, que l'élagage avait été fait d'une manière contraire aux élagages ordinaires, que plusieurs branches coupées avaient fait des plaies de trois à six pouces de diamètre, notamment sur trente-huit pieds d'arbres, qu'il ne pensait pas que les caries, que l'élagage occasionnerait, feraient mourir les arbres, ou du moins qu'il croyait que cela serait long; attendu que le tribunal de Melun, après avoir qualifié les faits de mutilation d'arbres et après avoir déclaré que cela constituait le délit prévu par les art. 445 et 446, C. pén., avait condamné Seigle à quinze mois de prison, soixante francs d'amende, quinze cents francs de dommages et intérêts envers le sieur Selves et aux frais; que, sur les appels à la Cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, cette Cour n'a méconnu aucun de ces faits dans son arrêt du 1er mai dernier, et, néanmoins, a déclaré qu'il n'y avait ni crime ni délit, en conséquence, a mis les appellations et ce dont était appel au néant, émendant, a déchargé Seigle des condamnations, prononcées contre lui, au principal, a renvoyé les parties

se pourvoir par-devant les juges, qui devaient, selon elle, en connaître, et a condamné Selves et par corps aux dépens des causes principales et d'appel; que la Cour royale de Paris a donné pour unique fondement à cet arrêt que, s'agissant, entre les parties, de l'exercice d'un droit, qui résulterait de l'interprétation et de l'exécution des clauses du bail, intervenu entre elles, la question, soumise à la Cour, ne constituait ni crime ni délit; attendu que, sans doute, une question, n'étant point un fait, ne peut constituer ni crime ni délit; mais, d'abord, que l'exception du prévenu Seigle, présentant une question soit d'interprétation, soit d'exécution des clauses de son bail, la Cour de Paris, saisie et juge d'une affaire de police correctionnelle, était, par cela même et de droit, compétente pour juger l'exception et pour décider si, dans l'hypothèse où le bail aurait donné à Seigle le droit d'élaguer les arbres fruitiers, ce droit emportait celui de les mutiler et de les exposer à périr après un temps plus ou moins long; d'où il suit qu'en se dispensant de prononcer sur le fond de l'exception, la Cour royale a méconnu sa compétence légale et qu'en le renvoyant à d'autres juges, elle a commis un excès de pouvoir, qui ne doit pas être toléré; attendu, en second lieu, que n'ayant nullement méconnu ni révoqué en doute, et, par conséquent, ayant laissé intacts les faits reconnus par les premiers juges et leur déclaration que, par ces faits, le sieur Seigle avait mutilé des arbres, il devenait indispensable, pour la Cour royale de Paris, d'appliquer au fermier les peines établies notamment par les art. 445 et 446, C. pén., ce qu'elle n'a pas fait ». 13 juin 1818, n° 78.

La Cour de cassation a eu, une seconde fois, l'occasion de se prononcer sur la question de compétence. Elle a reconnu, comme dans l'arrêt précédent, que

« la Cour royale, chambre correctionnelle, était pleinement compétente pour apprécier si le bail, dont le demandeur excipait devant elle, rendait licite le fait de la poursuite ». 11 octobre 1845, n° 325.

611. Celui qui abat des arbres, qu'il sait appartenir à autrui, et qui, après les avoir abattus, les soustrait frauduleusement, ne se rend-il pas coupable de deux délits?

La Cour de cassation ne l'a pas admis dans l'espèce suivante.

François-Auguste Pinel était fermier de la veuve Berrubé. Il avait abattu plusieurs arbres, épars sur la ferme, et se les était indûment appropriés. A raison de ce fait, la Cour de Rouen lui avait appliqué la peine de l'art. 445. Sur le pourvoi du condamné, la décision n'a pas été annulée, mais la Cour de cassation a jugé que la peine se justifiait, non par cet article, mais par l'art. 388, « attendu, en droit, que l'art. 445, C. pén., qui se trouve placé à la section troisième du chapitre deuxième, titre deuxième, du livre troisième de ce Code, intitulée *destructions*, *dégradations*, *dommages*, concerne exclusivement, selon la disposition précise de l'art. 450, le cas où c'est par esprit de malveillance, et dans l'unique but de détruire et de dégrader, qu'on abat un ou plusieurs arbres, qu'on savait appartenir à autrui; qu'il est donc inapplicable dans l'espèce, puisque l'arrêt attaqué déclare que l'abatage des arbres, dont il s'agit, n'a été qu'un moyen d'arriver à s'approprier le bois, qui pouvait en provenir..... Mais attendu qu'il résulte, des faits constatés par l'arrêt attaqué, que l'abatage et l'enlèvement d'arbres, dont il déclare Pinel coupable, ont été accompagnés de circonstances aggravantes, que spécifie le paragraphe cinquième de l'art. 388, C. pén.; que, dès lors, la peine de trois mois

d'emprisonnement infligée au demandeur, n'excédant pas celle, dont il était passible d'après cette disposition, l'erreur dans la citation de la loi pénale ne peut, suivant les art. 411 et 414, C. instr. crim., entraîner, sur ce chef, l'annulation dudit arrêt ». 11 octobre 1845, n° 325, cité ci-dessus.

Il est, ce me semble, permis de ne pas approuver cet arrêt. Il est admis, en droit criminel, que le même fait physique peut engendrer plusieurs faits légaux. La Cour de cassation l'a mainte et mainte fois reconnu. Ne résulte-t-il pas de ce principe que celui qui, d'abord, abat l'arbre, qu'il sait appartenir à autrui, et qui, ensuite, l'appréhende frauduleusement, se rend coupable du délit de l'art. 445 et du délit de l'art. 388? Sans doute, en pratique, la question présente peu d'intérêt; car, en supposant que le délinquant puisse être déclaré simultanément coupable de ces deux délits, une seule peine l'atteindra, et je le reconnais, l'ordre public n'est pas essentiellement intéressé à ce que ce soit plutôt l'une que l'autre. Si je critique l'arrêt du 11 octobre 1845, c'est donc uniquement par respect des principes que cet arrêt me paraît méconnaître.

612. Les art. 445 et suiv. protégent-ils les arbustes comme les arbres? La question n'est pas sans difficulté. Dans l'art. 444, la loi punit indistinctement la dévastation de tous les plants, venus naturellement ou faits de main d'homme; mais ici, elle est plus précise : elle limite sa pénalité à l'abatage ou à la mutilation des arbres. Comprend-elle donc, parmi les arbres, non-seulement les arbres proprement dits, mais aussi les arbustes? La loi n'a pas fait de distinction, dans l'art. 671, C. civ. Je suis disposé à croire qu'elle n'a pas songé davantage à en faire dans les articles, que j'examine, et qu'elle a voulu désigner par

l'emploi du mot *arbre* tous les végétaux, que le vulgaire appelle ainsi.

La Cour de cassation n'a pas hésité à reconnaître que les ceps de vigne étaient des arbres.

La femme Dubès, déclarée coupable d'avoir méchamment arraché un cep de vigne, sachant qu'il appartenait à autrui, avait été condamnée à la peine de l'art. 445. Le pourvoi, qu'elle forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que la femme Dubès a arraché un cep de vigne, sachant qu'il appartenait à autrui, sur le terrain duquel il était planté, et que ce fait avait été commis méchamment et dans l'intention de nuire; que l'arrêt, en décidant que le mot *arbre*, dont se sert l'art. 445 précité, comprend les ceps de vigne, a fait une juste et saine interprétation de cet article ». 14 décembre 1867, nº 59.

613. L'art. 446 n'est applicable que si l'arbre a été mutilé, coupé ou écorcé, de manière à le faire périr. La Cour de cassation l'a rappelé, en rejetant le pourvoi, formé par le ministère public, contre le jugement du tribunal supérieur de Nantes, qui avait absous le nommé Lepinay, « attendu que les faits ne rentrent pas dans les dispositions des art. 445 et 446, C. pén., puisqu'il n'a été déclaré, ni même allégué que les ceps de vigne, dont il s'agit, aient été mutilés de manière à périr ». 24 avril 1847, J. Pal., année 1847, t. II, p. 705.

614. Le fait demeurera-t-il donc complétement impuni, si la mutilation de l'arbre ne doit pas le faire périr? Dépourvu de cette gravité, le fait est néanmoins réprimé par l'art. 14 (titre II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, lequel dispose, « ceux qui détruiront les greffes des arbres fruitiers ou autres, et ceux qui écorceront, ou couperont, en tout ou en partie, des

arbres sur pied, qui ne leur appartiendront pas, seront condamnés à une amende double du dédommagement, dû au propriétaire, et à une détention de police correctionnelle, qui ne pourra excéder six mois ». Cet article est-il encore applicable dans la partie où il n'a pas été expressément abrogé, c'est-à-dire dans celle qui concerne la question que j'examine? Je suis fort disposé à le croire. En effet, ainsi que la Cour de cassation le reconnaît dans l'arrêt du 13 janvier 1815, n° 3, « le Code pénal ne contient pas un système complet de législation sur les délits ruraux ». Il en résulte, comme le même arrêt l'ajoute, « que le Code rural du 6 octobre 1791 est maintenu, pour tous les délits ruraux sur lesquels le Code pénal n'a pas établi des dispositions particulières ». Sans doute, l'art. 14 de la loi de 1791, que je viens de citer, prévoit un fait, qui a beaucoup d'analogie avec celui dont l'art. 446, C. pén., s'occupe; cependant les deux faits ne sont pas exactement les mêmes. L'un a lieu, par cela seul qu'on a écorcé ou coupé un arbre; l'autre n'existe qu'à la condition que la mutilation soit de nature à le faire périr. En prévoyant et en punissant le second, la loi nouvelle a-t-elle donc abrogé l'ancienne, qui prévoit et punit l'autre? Les deux lois sont parfaitement conciliables, et, comme la plus récente ne renferme pas un ensemble de législation sur la matière, la plus ancienne devra continuer à être appliquée dans les cas que l'autre n'aura pas réglés. Je puis invoquer, à l'appui de mon opinion, les arrêts de la Cour de cassation des 5 février 1818, n° 11, et 7 octobre 1847, n° 253, que je citerai un peu plus loin, et dans lesquels cette Cour a reconnu, à l'occasion d'un autre délit, que l'un des articles de la loi de 1791 avait pu être abrogé par le Code pénal dans une de ses parties et ne l'être pas dans une autre de ses dispositions.

ARTICLE 449.

Quiconque aura coupé des grains ou des fourrages, qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours ni au-dessus de deux mois.

ARTICLE 450.

L'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus, s'il a été coupé du grain en vert.

Dans les cas prévus par le présent article et les six précédents, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du *maximum* de la peine, établie par l'article auquel le cas se référera.— Il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit.

615. Objet de ces articles. Pénalité.

615. L'art. 449 punit d'un emprisonnement de six jours à deux mois celui qui coupe des grains ou des fourrages, qu'il sait appartenir à autrui. Si le grain est en vert, l'emprisonnement devient, aux termes de l'art. 450, de vingt jours à quatre mois. En outre, d'après ce dernier article, le coupable doit être condamné au maximum de la peine, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, ou pendant la nuit. Dans tous les cas, il doit être prononcé une amende dont la quotité est déterminée par l'art. 455.

Le délit, prévu par les art. 449 et 450, n'est ni le vol, ni le maraudage, ni la dévastation de récoltes, prévus par les art. 388, 471, n° 9, et 444; il consiste dans le fait de couper des grains et des fourrages, c'est-à-dire, sinon de les moissonner, du moins, de les faucher.

Le fait, étant un délit, ne devient punissable que s'il est commis avec intention criminelle, en d'autres termes, que si le délinquant sait que les grains et fourrages ne sont pas à lui.

ARTICLE 451.

Toute rupture, toute destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus.

616. Lieux et objets auxquels l'article s'applique. Pénalité complétée par l'art. 455.

616. Cet article punit d'un emprisonnement d'un mois à un an, auquel l'art. 455 enjoint d'ajouter une amende, toute rupture, toute destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux et de cabanes de gardiens.

Le délit existe en quelque endroit qu'il ait été commis. L'art. 451 n'exige pas, comme l'art. 31 (titre II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 l'exigeait, que la rupture et la destruction aient été commises dans les champs.

J'ai recherché, dans mon cinquième volume, n° 606, si une brouette était un instrument d'agriculture.

Il est clair qu'il s'agit, dans l'art. 451, de parcs et

de cabanes mobiles. S'il était question de constructions immobilières, leur destruction serait réprimée par l'art. 437.

ARTICLE 452.

Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de seize francs à trois cents francs. Les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

617. Objet de l'article. Pénalité.
618. Première condition du délit. Empoisonnement.
619. Deuxième condition. Intention de donner la mort.
620. Troisième condition. L'empoisonnement doit avoir eu pour objet les animaux désignés dans l'article.
621. Suite. Volailles. Arrêt.
622. Suite. Poisson des cours d'eau.

617. Cet article punit d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de seize francs à trois cents francs celui qui empoisonne des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture, ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons, dans des étangs, viviers ou réservoirs. Le coupable peut être mis sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins, et cinq ans au plus. Cet article, prononçant une amende spéciale, il est clair qu'il n'est pas à compléter par l'art. 455, quoi-

qu'il soit compris parmi ceux auxquels cette disposition est déclarée applicable.

618. L'empoisonnement est qualifié par l'art. 301 du Code, « tout attentat à la vie par l'effet de substances, qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement. »

La première condition du délit, réprimé par l'art. 452, est, donc, que l'inculpé ait administré une substance, qui puisse, tôt ou tard, donner la mort. Il n'est pas nécessaire que la mort ait été causée. Dès que le poison a été administré, le délit est accompli. Mais il ne suffirait pas que la substance vénéneuse eût été placée auprès des animaux, auxquels elle est destinée. Il n'y aurait qu'une tentative du délit, si les animaux s'abstenaient d'y toucher, et la loi ne punit pas cette tentative, elle ne réprime que le fait consommé.

619. La deuxième condition est que le poison ait été administré avec l'intention de donner la mort.

620. La troisième est que l'empoisonnement ait eu pour objet les animaux désignés en l'article.

621. Cette disposition est limitative, et ne pourrait pas être étendue, sous prétexte d'analogie. « Cet article, ne parlant que de quadrupèdes, qu'il désigne d'une manière spéciale, est nécessairement limitatif, et non pas simplement démonstratif. Il ne saurait être étendu au cas d'empoisonnement de ces espèces d'oiseaux qu'on élève dans les basses-cours. » 17 août 1822, n° 111.

Mais il est certain qu'il s'étend à tous les individus des espèces, qu'il désigne, comme la Cour de cassation l'a jugé, à l'occasion d'un délit forestier, en annulant un arrêt de la Cour de justice criminelle du département de la Drôme, « attendu que le mot *chèvre* s'étend évidemment à tous les individus, soit mâles, soit femelles, de cette classe d'animaux ». 1er août 1811, n° 108.

622. L'article n'est applicable qu'à l'empoisonnement des poissons dans les étangs, viviers et réservoirs. L'empoisonnement du poisson dans les fleuves ou rivières navigables ou flottables, les canaux, ruisseaux, ou cours d'eau quelconques, est puni par l'art. 25 de la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale.

ARTICLE 453.

Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés au précédent article, seront punis ainsi qu'il suit : si le délit a été commis dans les bâtiments, enclos et dépendances ou sur les terres, dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois ; — s'il a été commis dans les lieux, dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de six jours à un mois ; — s'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines. — Le *maximum* de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture.

623. Objet de l'article.
624. Première condition du délit. Le fait doit avoir eu lieu sans nécessité. Quand il y a nécessité.
625. Deuxième condition. Il faut que l'animal ait été tué. Le fait restera-t-il impuni, si l'animal n'a été que blessé ? Arrêts.
626. Suite. Modes de destruction.
627. Troisième condition du délit. La mort doit avoir été donnée à l'un des animaux, désignés dans l'article précédent.
628. Quatrième condition. Volonté de donner la mort.

629. Pénalité, variable suivant le lieu où le délit a été commis.

623. Cet article punit d'un emprisonnement, plus ou moins élevé, suivant la nature du lieu où le délit a été commis, ceux qui, sans nécessité, ont tué l'un des animaux spécifiés par l'article précédent. Dans tous les cas, une amende doit être prononcée contre le délinquant, aux termes de l'art. 455.

624. La première condition du délit réprimé par l'art. 453 est que le fait ait eu lieu sans nécessité.

La loi ne définit pas la nécessité. Elle s'en rapporte, à cet égard, à l'appréciation du juge. Celui-ci pourra considérer que la destruction de l'animal était nécessaire, non-seulement lorsqu'il mettait une personne en péril de mort ou de blessures, mais encore lorsqu'il pouvait être d'un danger sérieux et actuel pour d'autres animaux, comme nous le verrons sous le nº 1 de l'art. 479.

625. La deuxième condition du délit est que l'animal ait été tué.

Le fait restera-t-il sans répression, s'il n'a été que blessé?

L'art. 30 (titre II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, dispose : « Toute personne, convaincue d'avoir, de dessein prémédité, méchamment, sur le territoire d'autrui, blessé ou tué des bestiaux ou chiens de garde, sera condamné à une amende double de la somme du dédommagement. Le délinquant pourra être détenu un mois, si l'animal n'a été que blessé, et six mois, si l'animal est mort de sa blessure, ou est resté estropié. La détention pourra être du double, si le délit a été commis la nuit, ou dans une étable, ou dans un enclos rural ». Cet article, abrogé, sans aucun doute,

par le Code pénal, dans la disposition qui concerne la mort de l'animal, conserve-t-il son autorité pour le cas où l'animal n'a été que blessé ?

Cette question est, à vrai dire, celle que j'ai étudiée plus haut sous l'art. 446. Je ne répéterai pas les raisons qui m'ont décidé à la résoudre affirmativement. Je me bornerai à citer les arrêts de la Cour de cassation, qui confirment mon opinion.

Dans une première espèce, Jean Drieu était poursuivi pour avoir blessé méchamment, et sur un terrain, dont il n'était pas propriétaire, un cheval appartenant à autrui. Les juges de première instance lui avaient appliqué l'art. 30 de la loi de 1791, que je viens de transcrire. Devant le tribunal d'appel, l'inculpé avait prétendu que le fait, qui lui était imputé, ne pouvait donner lieu qu'à une action civile en dommages-intérêts, parce qu'il n'était placé, dans le Code pénal, ni dans la classe des délits, ni dans celle des contraventions ; de son côté, le ministère public avait soutenu que le fait ne constituait que la contravention prévue par l'art. 479, n° 2, du Code, et avait, en conséquence, conclu à l'incompétence de la juridiction correctionnelle. Le tribunal supérieur d'Albi avait maintenu la décision des premiers juges. Le pourvoi, formé par le ministère public, fut rejeté, « attendu que la mort causée *volontairement* à des chevaux, bestiaux, etc...., appartenant à autrui, est un délit prévu par l'art. 453, C. pén., et dont la moindre peine est un emprisonnement de quinze jours à six semaines ; que les blessures, faites *involontairement* à ces animaux et par l'effet de quelqu'une des circonstances, mentionnées dans les paragraphes 2, 3 et 4 de l'art. 479 du même Code, sont mises, par cet article, dans la classe des contraventions qu'il punit d'une amende de onze à quinze francs inclusivement, et

même d'un emprisonnement de cinq jours au plus, dans les cas particuliers, déterminés par le paragraphe 3 dudit article ; que les *simples blessures*, faites aux animaux d'autrui, mais *volontairement*, ne sont mentionnées dans aucun des articles du Code pénal de 1810; que, néanmoins, ce Code ayant puni les *blessures* faites à des animaux domestiques, *involontairement* et seulement par imprudence, il s'ensuit qu'il n'a pas voulu que les mêmes blessures restassent impunies lorsqu'elles ont été faites avec volonté et *méchamment* ; qu'il les a donc laissées sous l'empire de l'art. 30, titre II, de la loi du 28 septembre 1791, qui porte, à leur égard, une disposition expresse ; et que, relativement à cesdites blessures, les dispositions de cette loi de 1791 sont maintenues par le dernier article du Code pénal de 1810; que les peines, qu'elle prononce, sont une amende double du dédommagement et un emprisonnement, dont la durée peut être d'un mois, lors même que l'animal n'est ni mort ni resté estropié de ses blessures ; que le prévenu, dans l'espèce, est déclaré coupable d'avoir *blessé méchamment* un cheval, appartenant à Antoine Andrieu ; que ce fait, susceptible d'une peine d'un mois d'emprisonnement, ayant ainsi le caractère du délit, la plainte, dont il était l'objet, ne pouvait être valablement portée que devant la juridiction correctionnelle ; qu'en en retenant la connaissance, malgré le déclinatoire proposé à Lavaur et à Alby, les tribunaux correctionnels de ces deux villes se sont donc conformés aux règles de compétence établies par la loi ; que la condamnation du prévenu, à un mois d'emprisonnement et à une amende double du dédommagement accordé au plaignant, est une juste et légale application des dispositions de l'art. 30, titre II, de la loi de 1791, sur la police rurale ». 5 février 1818, nº 16.

Dans une seconde espèce, Auxili Grillet était prévenu d'avoir fait méchamment, et de dessein prémédité, des blessures à un bœuf, appartenant à autrui. Le tribunal supérieur de Lons-le-Saulnier ne l'avait condamné qu'à la peine de l'art. 479 du Code. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « vu l'art. 30 (titre II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, attendu qu'à la vérité, l'art. 453, C. pén., a abrogé cette disposition, en statuant sur tous les cas où les chevaux et bêtes de voiture, de monture ou de charge, bestiaux à cornes, moutons, chèvres ou porcs et poissons renfermés dans des étangs, viviers ou réservoirs, ont été *tués* sans nécessité, mais avec intention de nuire, en qualifiant ce fait de délit correctionnel, et en graduant la peine selon les circonstances du fait; mais que ledit art. 30 n'a pas été abrogé, quant aux blessures faites de dessein prémédité et méchamment, à l'égard des bestiaux et chiens de garde, puisque l'art. 453 ne parle que des cas de mort, et que le cas de blessure était réprimé distinctement par une peine moins forte dans la législation antérieure; attendu que les cas de mort ou de *blessure* des animaux ou bestiaux, appartenant à autrui, sont prévus par les numéros 2 et 3 de l'art. 479 du même Code; mais qu'il ne s'agit, dans ces numéros, que de faits *involontaires*, résultant de maladresse, ou imprudence, ou défaut d'intention, puisque déjà, à l'égard des cas de mort, l'intention de tuer les animaux était prévue et réprimée correctionnellement par l'art. 453, et qu'il eût été superflu de s'en occuper encore dans ledit art. 479, si l'action n'avait été envisagée sous un autre aspect, c'est-à-dire dégagée de toute intention de nuire; que telle est, d'ailleurs, la nature des contraventions de police, qui se consomment sans qu'il y ait dessein prémédité ni intention méchante; qu'il

suit, de là, que les *blessures*, portées aux animaux, prévues et réprimées par ledit art. 479, ne sont pas celles qu'avait prévues et réprimées le Code rural de 1791, par une disposition séparée du cas de mort; attendu que, vainement, le jugement attaqué s'est prévalu des dispositions de l'art. 453, C. pén., pour prétendre que l'art. 30 précité du Code de 1791 avait été entièrement abrogé, parce que le Code pénal avait réglé, à nouveau, la matière, puisqu'il vient d'être démontré que le Code ne s'était pas occupé des *blessures* faites *méchamment* et de dessein prémédité; qu'ainsi ce délit resterait aujourd'hui impuni, si l'art. 30 était abrogé, et, comme l'a dit le jugement attaqué, il ne resterait plus à la partie lésée qu'une action en réparation devant la juridiction civile; que l'art. 480, C. pén., autorise, il est vrai, les tribunaux de police à prononcer, *selon les circonstances*, la peine d'emprisonnement, pendant cinq jours au plus, contre ceux qui ont occasionné la mort des animaux ou bestiaux appartenant à autrui; mais que cet article se réfère au n° 3 de l'art. 479, et que le mot *occasionné*, dont il se sert, suffit pour prouver encore qu'il ne s'agit pas de mort ou blessure, résultant d'une intention méchante ou de dessein prémédité; et attendu que, dans l'espèce, le ministère public poursuivait le délit de blessures, faites méchamment et de dessein prémédité par le prévenu à un bœuf appartenant à autrui; que les premiers juges avaient reconnu dans le demandeur cette intention coupable; que le tribunal de Lons-le-Saulnier, sur appel, n'a point expressément réformé le premier jugement sur ce chef; qu'il ne l'a écarté que parce qu'il a cru l'art. 30 de la loi de 1791 remplacé par les art. 453, 479 et 480, C. pén., et, par conséquent, abrogé aux termes de l'art. 484 du même Code; que si, par la deuxième disposition de son jugement, ce tri-

bunal, d'après les aveux du prévenu, l'a déclaré passible de la contravention, prévue au paragraphe 3 de l'art. 479, pour avoir, en faisant usage, *sans précaution*, d'une arme tranchante, blessé un bœuf appartenant à autrui, et l'a condamné à 15 francs d'amende, il a, par une erreur de droit, évité de s'expliquer sur l'existence du délit, prévu par l'art. 30 de la loi de 1791 ; il a, par suite, commis un excès de pouvoir, faussement appliqué l'art. 484, C. pén., et formellement violé la disposition restée en vigueur de l'art. 30, titre deuxième, de la loi du 6 octobre 1791. » 7 octobre 1847, n° 253. — *Conf.*, 4 avril 1863, n° 107.

La mort de l'animal sera donc punie par l'art. 453, si elle a eu lieu dans les conditions spécifiées par cet article, et sa blessure, par l'art. 30, titre II, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, si elle a eu lieu dans les conditions déterminées par cette disposition.

626. L'art. 453 comprend tous les modes de destruction, si ce n'est l'empoisonnement, réglé par l'article précédent.

627. La troisième condition du délit est que la mort ait été donnée à l'un des animaux, spécifiés dans l'article précédent.

628. La quatrième est que la mort ait été donnée volontairement. Si la destruction de l'animal est purement casuelle, elle ne constitue même pas une contravention. Elle ne prend ce caractère que dans le cas où elle a été occasionnée par l'un des modes mentionnés dans les numéros 2, 3 et 4 de l'art. 479, C. pén.

629. La peine varie, comme je l'ai dit, suivant la nature de l'endroit où le délit a été commis. S'il a eu lieu dans les bâtiments, enclos et dépendances, ou sur des terres dont le maître de l'animal était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement est de

deux mois à six mois. S'il a eu lieu dans un endroit, dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement est de six jours à un mois. S'il a lieu dans tout autre endroit, l'emprisonnement est de quinze jours à six semaines.

Le maximum de la peine est toujours prononcé s'il y a violation de clôture.

ARTICLE 454.

Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique, dans un lieu, dont celui, à qui cet animal appartient, est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus. S'il y a eu violation de clôture, le maximum de la peine sera prononcé.

630. Objet de l'article. Pénalité.
631. Première condition du délit. Le fait doit avoir eu lieu sans nécessité.
632. Deuxième condition. Mort de l'animal. Blessures.
633. Troisième condition. Caractère de l'animal. Domesticité. Arrêts.
634. Quatrième condition. Lieu où le fait a été exécuté.
635. Cinquième condition. Volonté de donner la mort.

630. Cet article punit d'un emprisonnement de six jours à six mois quiconque a, sans nécessité, tué un animal domestique, dans un lieu, dont celui, à qui cet animal appartient, est propriétaire, locataire, colon ou fermier. Le maximum de la peine est prononcé s'il y a eu violation de clôture. En tout cas, l'amende, déterminée par l'art. 455, doit être prononcée contre le délinquant.

631. La première condition du délit, réprimé par l'art. 454, est que la mort ait été donnée sans nécessité. Je me suis expliqué sur cette circonstance dans l'article précédent.

632. La seconde est qu'il y ait eu mort. Dans le cas où il n'y aurait eu que blessure, il y aurait lieu de rechercher si, à raison de la nature de l'animal, dont il s'agirait, le fait ne serait pas réprimé, comme je l'ai indiqué à l'article précédent, par l'art. 30, titre II, de la loi des 28 septembre–6 octobre 1791.

633. La troisième condition est que ce soit à un animal domestique que la mort ait été donnée.

Il faut entendre, par animal domestique, les chiens, les chats, les pigeons de volière, « les oiseaux de basse-cour, coqs, poules, etc... ». 17 août 1822, n° 111, en un mot, tous les animaux, qui vivent autour de l'homme, dans son habitation.

La Cour de cassation a même cru pouvoir classer, parmi les animaux domestiques, les vers à soie, « attendu que, sous la dénomination générale d'animaux domestiques, l'art. 454, C. pén., comprend les êtres animés, qui vivent, s'élèvent, sont nourris, se reproduisent sous le toit de l'homme et par ses soins; que les vers à soie, qui remplissent ces conditions, doivent être considérés comme des animaux domestiques ». 14 mars 1861, n° 53.

634. La quatrième condition du délit est que le fait ait été exécuté dans un lieu, dont celui, à qui l'animal appartient, est propriétaire, locataire, colon ou fermier. Autrement, le délit n'existerait pas, « attendu que la disposition de cet article n'est pas générale et absolue; qu'il ne suffit pas, pour que la peine, qu'il prononce, soit applicable, que l'animal domestique ait été tué sans nécessité; qu'il faut encore qu'il l'ait été dans un lieu

dont celui, à qui cet animal appartient, est propriétaire, locataire, colon ou fermier ». 17 août 1822, n° 111.

Si le fait a été commis ailleurs, « il ne peut se rattacher qu'à l'art. 479, n° 1 du Code, relatif aux dommages, causés volontairement aux propriétés mobilières d'autrui ». Même arrêt.

635. Enfin, la dernière condition du délit est que la mort ait été donnée volontairement à l'animal ; sans quoi le fait ne constituerait aucune infraction punissable ou ne prendrait que le caractère de la contravention punie par l'art. 479 du Code, comme je l'ai expliqué sous l'article précédent.

ARTICLE 455.

Dans les cas prévus par les art. 444 et suivants jusqu'au précédent article inclusivement, il sera prononcé une amende, qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs.

636. Maximum de l'amende. Comment il peut être déterminé.

636. J'ai dit, sous l'art. 406, à quel procédé le juge devait recourir, s'il voulait dépasser le minimum de l'amende.

ARTICLE 456.

Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches ; quiconque aura déplacé ou sup-

primé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages, sera puni d'un emprisonnement, qui ne pourra être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui, dans aucun cas, ne pourra être au-dessous de cinquante francs.

637. Objet de l'article. Pénalité.
638. Généralité de la disposition.
639. Destruction de clôtures ou de fossés. Mobile qui a fait agir l'inculpé. Nature de la clôture. Destruction partielle. Destruction de l'intérieur à l'extérieur. Maison de justice.
640. Suite. Est-elle permise à celui qui voudrait reprendre possession de la maison, dont il a été expulsé judiciairement? Arrêt.
641. Suite. Est-elle permise au mari sur l'immeuble de sa femme? Arrêt.
642. Suite. Est-elle permise à celui qui exerce une servitude, en possession de laquelle il a été maintenu judiciairement? Arrêt.
643. Exception de propriété.
644. Suppression, déplacement de bornes.
645. Suite. Suppression partielle.
646. Suite. Est-il nécessaire que l'inculpé ait su qu'il déplaçait une borne?
647. Suite. Est-il nécessaire que le juge déclare que la borne était légalement plantée? Arrêt.
648. Suite. Le délit n'est pas effacé, parce que la borne a été replacée.

637. Cet article prévoit deux faits distincts: celui d'avoir, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures ou coupé des haies vives ou sèches; celui d'avoir déplacé ou supprimé des bornes ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages. Il les punit

d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, sans qu'elle puisse, en aucun cas, être au-dessous de cinquante francs.

J'ai dit, sous l'art. 406, les évaluations que le juge doit faire lorsqu'il veut dépasser ce minimum.

638. Les termes de l'art. 456 sont généraux et absolus dans la première comme dans la seconde partie.

639. Dans la première, il s'applique à quiconque a, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches.

Plusieurs conséquences découlent de la généralité de ces termes.

La première, c'est que le fait est punissable, quel que soit le mobile qui ait fait agir le délinquant. Si le malfaiteur a détruit la clôture ou arraché la haie dans l'intention de se l'approprier, il n'en a pas moins commis le délit de l'art. 456; mais, en outre, il s'est rendu coupable de soustraction frauduleuse.

La deuxième conséquence, c'est que l'infraction résulte de la destruction de toute espèce de clôture, totale et même partielle, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les espèces suivantes.

Dans une première, Denis Valigny avait été convaincu d'avoir forcé, avec un instrument en fer, la porte du cellier de Pierre Marchand. Néanmoins, il avait été renvoyé des poursuites, sous le prétexte que l'art. 456 ne concernait que la destruction des clôtures rurales. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que Denis Valigny était prévenu et avait été convaincu d'avoir forcé, à l'aide d'un instrument de fer, la porte du cellier de Pierre Marchand, gardien-dépositaire, établi à la saisie-exécution de ses

blés; que ce fait était la destruction, en partie, de l'une des clôtures de Pierre Marchand, délit prévu par l'art. 456, C. pén., que cet article est compris au chapitre *des crimes et délits contre les propriétés*, et dans la section intitulée, en termes généraux : *Destructions*, *dégradations*, *dommages*; que cet art. 456 est précédé et suivi de dispositions, qui ont pour objet de réprimer les atteintes portées aux propriétés mobilières ou immobilières, urbaines ou rurales; que l'application de cet article doit donc être faite à toutes destructions de clôture, la loi n'ayant spécifié aucune exception. » 29 octobre 1813, n° 234.

Dans une deuxième espèce, Claude Gondot avait, à l'aide d'un levier en bois, forcé les barreaux de fer, qui garnissaient une fenêtre de la maison du sieur Pidancier, percepteur de contributions. La chambre du conseil décerna contre lui ordonnance de prise de corps, en le prévenant de tentative de vol, accompagnée d'effraction intérieure. Après un supplément d'information, fait devant la chambre des mises en accusation, le ministère public estima que, si la tentative de vol ne résultait pas de l'instruction, il était du moins établi que Gondot avait détruit, en partie, une clôture, et, en conséquence, il requit que Gondot fût renvoyé en police correctionnelle sous l'inculpation de ce délit. La chambre d'accusation considéra « que l'art. 456 ne s'appliquait qu'aux ouvrages, faits pour défendre l'entrée des propriétés rurales, éparses, ou attenantes à des maisons d'habitation, et non pas aux ouvrages, destinés à défendre l'entrée de ces maisons ». En conséquence, elle déclara qu'il n'y avait lieu à suivre contre Gondot. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que la Cour royale de Besançon, chambre des mises en accusation, a reconnu et déclaré, par son ar-

rêt du 19 décembre, que Claude-Étienne Gondot était suffisamment prévenu, par le résultat des informations, d'avoir forcé les barreaux, garnissant une croisée de la maison, habitée par le sieur Pidancier, percepteur à Champ-d'Hiver ; que ce fait était la destruction, en partie, de l'une des clôtures du sieur Pidancier, délit prévu par l'art. 456, C. pén. ; que cet article est compris au chapitre des crimes et délits contre les propriétés, et dans la section intitulée, en termes généraux : *Destructions, dégradations, dommages ;* que cet art. 456 est précédé et suivi de dispositions, qui ont pour objet de réprimer les atteintes, portées aux propriétés mobilières ou immobilières, urbaines ou rurales ; que l'application de cet article doit donc être faite à toutes destructions de clôtures, la loi n'ayant spécifié aucune exception ; attendu que, dans son acception légale, le mot *clôture* s'applique à ce qui empêche l'introduction dans tout ou partie des maisons habitées, ainsi que cela résulte de l'art. 396, C. pén., qui regarde comme effractions intérieures toutes celles qui sont faites aux portes et *clôtures* du dedans ; d'où il résulte que la chambre des mises en accusation de la Cour royale de Besançon, en refusant de statuer sur le réquisitoire du procureur général, tendant à renvoyer Claude-Étienne Gondot pardevant le tribunal correctionnel, a évidemment violé l'art. 456, C. pén. » 31 janvier 1822, n° 14. — *Conf.* 23 septembre 1825, n° 188.

Dans une troisième espèce, la femme Roussel était inculpée d'avoir brisé une palissade en planches, destinée à clore la propriété du sieur Grizolles, sur la route de Nevers à Fourchambault. Elle fut renvoyée des poursuites, sous le prétexte que ce fait ne constituait ni délit, ni contravention. La décision fut annulée, « attendu que le bris de clôture, imputé à la femme Roussel, con-

stitue le délit prévu par l'art. 456, C. pén. » 6 juin 1856, n° 208.

Dans une quatrième espèce, le nommé Celabcheyty avait été condamné, par le tribunal de Saint-Palais, à la peine de l'art. 456, pour avoir jeté des pierres contre la maison du sieur Cazau, et en avoir, ainsi, brisé une fenêtre. La Cour de Pau réforma le jugement et décida que le fait, imputé au prévenu, ne constituait que le jet de pierres contre les maisons, réprimé par l'art. 475, n° 8, du Code. L'arrêt fut dénoncé à la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi. Il fut annulé, sur les conclusions conformes du procureur général Dupin, « attendu, en droit, qu'il résulte, de la combinaison des art. 456 et 396, C. pén., que le mot *clôtures* comprend, dans son acception légale, aussi bien les ouvrages, qui ont été faits pour empêcher qu'on ne s'introduise dans tout ou partie des édifices ou maisons, et conséquemment *les portes et fenêtres*, que les ouvrages délimitatifs des héritages ruraux; que le premier de ces articles ne distingue point, quant aux moyens, par lesquels les destructions, dont il parle, auront été opérées; qu'elles sont donc un délit, de quelque manière qu'elles aient été produites, et quelles que soient les clôtures; que cet article se trouve, d'ailleurs, dans une section, dont la rubrique *est générale*, et que cette section fait elle-même partie du chapitre, qui concerne les crimes et délits contre les propriétés, que les mots *de quelques matériaux qu'elles* (*ces clôtures*) *soient faites*, ne font que démontrer davantage la généralité de la disposition, et ne sauraient être entendues dans un sens restrictif; qu'on ne peut admettre, en effet, que le législateur ait seulement voulu, par cette disposition, protéger les *propriétés rurales*, d'autant qu'elle est précédée et suivie d'articles, qui ont, la plupart, pour objet de punir également les atteintes

portées aux *propriétés urbaines*, mobilières et immobilières; qu'il n'est point permis, dès lors, aux corps judiciaires d'introduire dans l'application dudit article des distinctions aussi contraires à ses termes qu'à son véritable sens, et de la limiter à une espèce particulière de propriété, lorsque, évidemment, il les embrasse toutes; attendu, en second lieu, que les peines doivent être proportionnées à la gravité des infractions, qu'il s'agit de réprimer; que, d'après ce principe, l'art. 475, nº 8, précité, s'applique au fait même d'avoir jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, bien qu'il n'en soit résulté qu'une simple atteinte au bon ordre et au respect des propriétés; que, si, au contraire, le jet de pierres ou d'autres corps durs a détruit, dégradé, endommagé lesdites maisons ou clôtures, ou opéré le bris de celles-ci, il cesse d'être alors une contravention de police et rentre exclusivement dans la classe des délits; que, s'il pouvait exister quelque doute sur cette interprétation, il serait dissipé par l'art. 479, nº 1er, qui déclare expressément que le dommage, causé volontairement aux propriétés mobilières d'autrui, n'est lui-même une contravention que lorsqu'il a été commis hors les cas prévus depuis l'art. 434, jusques et y compris l'art. 462, C. pén.; d'où la conséquence nécessaire que l'art. 475, nº 8, de ce Code, ne s'applique pas non plus aux mêmes circonstances; qu'il faut donc ne pas confondre le fait d'avoir simplement jeté des pierres ou autres corps durs contre des maisons, édifices et clôtures rurales et urbaines, avec celui d'avoir ainsi volontairement détruit, dégradé, endommagé ou brisé les maisons, édifices ou clôtures, puisque, si le premier n'est qu'une contravention, le second constitue essentiellement un délit; et attendu, dans l'espèce, que le prévenu avait

été condamné par le tribunal de police correctionnelle de Saint-Palais, en vertu de l'art. 456 en question, comme coupable d'avoir, dans la nuit du 5 au 6 avril 1829, et par esprit de vengeance, jeté une quantité de pierres contre la maison de P. Cosseaux, près de laquelle il les avait apportées dans cette intention, et d'en avoir, par ce moyen, brisé notamment une fenêtre ; qu'en infirmant ce jugement, sans méconnaître les faits, sous le prétexte que ces faits ne constituent que la contravention, spécifiée par l'art. 475, n° 8, C. pén., et en n'infligeant audit Celabcheyty que les peines, qu'il prononce, l'arrêt attaqué a faussement appliqué cet article, et violé l'art. 456 du même Code. » 7 avril 1831, n° 77.

Dans une cinquième espèce, Marie Eonnet était convaincue d'avoir brisé à coups de pierre les vitres d'une fenêtre de la caserne de la gendarmerie. Le tribunal ne lui avait appliqué que les peines de simple police, sous le prétexte que le fait ne constituait que la contravention, spécifiée par l'art. 475, n° 8, du Code. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée par les considérations admises dans l'arrêt précédent, et qu'il est, par conséquent, inutile de reproduire. 21 mars 1833, n° 105. — *Conf.*, 4 octobre 1827, n° 252.

La destruction est punissable, alors même qu'elle a lieu de l'intérieur à l'extérieur, et que la clôture brisée se trouve située dans une propriété parfaitement close, par exemple, dans une maison de justice.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Les nommés Pierre Roussel et François Plouvier avaient été condamnés, par le tribunal de Saint-Omer, pour avoir brisé volontairement les carreaux de vitre du chauffoir de la maison de justice où ils étaient détenus. La Cour de Douai les avait renvoyés de la plainte, sous le prétexte « que, de l'ensemble des termes de l'art.

456, C. pén., il résulte que le législateur a voulu protéger les propriétés closes contre toute attaque de l'extérieur, mais non punir de peines aussi sévères le *bris* de carreaux de vitres, fait de l'intérieur même du bâtiment à des fenêtres donnant dans l'intérieur de la propriété close, et que le fait, ainsi caractérisé, ne constitue qu'un simple dégât à la propriété immobilière d'autrui, qui n'est prévu par aucun article de la loi pénale ». Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation, après avoir rappelé les considérations de l'arrêt du 17 avril 1831, annula la décision, « attendu que le bris de châssis et de carreaux de croisées, soit qu'il ait eu lieu de l'intérieur à l'extérieur ou de l'extérieur à l'intérieur, constitue le délit de bris de clôtures, prévu par l'art. 456, C. pén., alors même que la croisée brisée se trouverait située à l'intérieur d'une propriété *close*, parce que, même dans ce cas, la croisée forme elle-même *une seconde clôture* à l'égard des cours ou terrains, sur lesquels elle est établie ». 9 juillet 1841, n° 207.

Comme je l'ai déjà indiqué, l'art. 456 punit la destruction partielle aussi bien que la destruction totale des clôtures. 6 mai 1826, n° 94.

La destruction partielle comprend, à mon avis, les dégradations, que l'art. 17 (titre II) de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, réprimait.

640. La destruction de clôture ne cesserait pas d'être un délit, pour avoir été effectuée par celui qui voudrait reprendre possession d'une maison, dont il aurait été judiciairement expulsé.

Le Conseil d'État, dans un avis du 8 février 1812, a estimé que l'art. 2 de la loi du 22 floréal an II, relatif à ceux qui, après l'exécution des actes émanés de l'autorité publique, emploieraient soit des violences, soit des voies de fait pour interrompre cette exécution, ou en

faire cesser l'effet, devait être considéré comme abrogé par l'art. 484, C. pén. En se fondant sur cet avis, la Cour de Grenoble avait cru pouvoir renvoyer des poursuites le nommé Armand, convaincu d'avoir, par effraction de clôture et voies de fait, repris possession de la maison, dont il avait été judiciairement expulsé. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que la peine, portée par l'art. 456, est applicable à toute destruction, totale ou partielle, des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites; que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué déclare Armand, dit Nicolas, prévenu d'avoir, par effraction et voie de fait, repris la possession d'une maison, dont il avait été judiciairement expulsé; que, dans l'exposé des faits de la prévention, ce même arrêt expliquait que l'effraction consistait dans le bris de la fermeture de la maison; que, dès lors, Armand, dit Nicolas, était prévenu du délit de destruction de clôture; que, si le fait d'avoir repris par violence la possession de la maison, dont il avait été judiciairement expulsé, n'était passible d'aucune peine, d'après l'avis du Conseil d'État du 8 février 1812, le fait de destruction de clôture était punissable de la peine portée par l'art. 456, C. pén.; que, néanmoins, l'arrêt attaqué a renvoyé Armand de la prévention, portée contre lui, sous prétexte que, d'après l'avis du Conseil d'État précité, cette prévention n'entraînait l'application d'aucune peine; en quoi, cet arrêt a faussement appliqué l'avis du Conseil d'État du 8 février 1812, et violé l'art. 456, C. pén. » 5 février 1829, n° 29.

641. Cet article est également applicable au mari, qui brise méchamment la clôture de la maison, appartenant à sa femme, habitée par celle-ci, et dont il n'a ni l'usufruit, ni la propriété, ni l'administration.

Pierre Richaud avait été condamné, par le tribunal

de Gap, pour avoir brisé la clôture de la maison, qui était la propriété et l'habitation de sa femme, et sur laquelle il n'avait aucune espèce de droit. Le pourvoi, qu'il forma contre le jugement de condamnation, fut rejeté, « attendu que le demandeur n'avait ni l'usufruit, ni la propriété, ni l'administration de la maison, dont il a brisé la clôture; que cette maison appartient à sa femme, dont il était séparé quant aux biens; qu'à ce titre, il est vrai de dire que cette maison appartenait à autrui, et qu'aucune exception, tendant à détruire la responsabilité du délit, qui lui est imputé, ne pouvait résulter de la qualité de mari de la femme, propriétaire de la maison; qu'à cet égard il était placé sous l'empire du droit commun, puisque la loi n'y a apporté aucune dérogation pour le cas, dont il s'agit; que le demandeur ne pouvait se prévaloir, non plus, des droits de la puissance maritale, pour pénétrer, à l'aide de violence et au moyen d'un bris de clôture, dans la maison conjugale, sous prétexte qu'en lui refusant l'entrée sa femme avait méconnu ses devoirs d'obéissance et de soumission, et avait, par là même, légitimé l'acte de violence, dont il se plaignait; qu'en effet, même dans l'exercice des droits de cette puissance, l'emploi de la violence, et surtout d'actes de violence, caractérisés crimes ou délits par la loi, ne saurait être admis comme excuse légale, et que, même dans ce cas, il y a lieu de recourir aux voies de droit, sans qu'il soit permis de se faire justice à soi-même; enfin, qu'il résulte, des motifs du jugement attaqué, que Richaud, en commettant le délit de bris de clôture, qui a déterminé sa condamnation, a agi méchamment et avec intention de nuire ». 5 février 1853, n° 51.

642. Enfin, l'art. 456 est applicable à celui qui détruit une clôture, par la raison qu'elle forme obstacle à l'exercice d'une servitude de passage, en possession de

laquelle il a été maintenu par sentence du juge de paix.

Abraham Ordioni avait détruit un mur, assis sur le terrain dont Campana était propriétaire. Il avait été renvoyé des poursuites, par le motif que, maintenu, par sentence du juge de paix, en possession du droit de passage, dont il avait excipé, il n'avait qu'usé de ce droit, en abattant une partie du mur, construit par Campana pour y faire obstacle. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que la juridiction correctionnelle, saisie de la connaissance de faits constituant un délit, ne peut s'arrêter devant l'exception préjudicielle de l'art. 182, C. forest., qu'autant que le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter au fait, qui sert de base aux poursuites, tout caractère de délit ou de contravention; qu'il n'est pas méconnu, par l'arrêt attaqué, que Campana est propriétaire du terrain, sur lequel était assis le mur détruit par Ordioni; qu'Ordioni n'a jamais réclamé la propriété de ce terrain, mais seulement une servitude de passage, dont le mode et les conditions ne peuvent être réglés que par les tribunaux civils; que, quelles que soient la nature et l'étendue du droit, dont Ordioni peut se prévaloir sur l'héritage de Campana, les principes protecteurs de la propriété et de la paix publique lui interdisaient de recourir, pour en conserver ou recouvrer la possession, à des voies de fait, que la loi réprouve et qu'elle punit avec une juste sévérité; que le fait, reproché à Ordioni, constitue le délit de destruction de clôture, prévu et réprimé par l'art. 456, C. pén.; attendu qu'en décidant que le demandeur en cassation, par cela seul qu'il avait, par sentence du juge de paix du canton de Vescovato, à la date du 2 avril 1856, été maintenu

en possession du droit de passage, dont il avait excipé, n'avait fait qu'user de ce droit, en abattant une partie du mur construit par Campana pour y faire obstacle, l'arrêt attaqué a formellement violé les dispositions des art. 182, C. forest., et 456, C. pén. » 31 juillet 1856, n° 268. — *Conf.*, 5 juillet 1828, n° 204.

643. L'inculpé ne pourrait arrêter les poursuites qu'en se prétendant propriétaire de la clôture, qu'il aurait détruite. Il soulèverait alors une question préjudicielle, qui devrait être renvoyée devant les tribunaux civils, selon les termes et dans les conditions de l'art. 182, C. forest.

644. Dans sa seconde partie, l'art. 456 s'applique à quiconque a supprimé ou déplacé des bornes ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir des limites entre différents héritages.

645. Cet article ne prévoit pas, dans cette disposition, la suppression partielle des bornes, comme il prévoit, dans la précédente, la destruction partielle *des clôtures, des fossés ou des haies*. Mais si la loi ne s'explique pas sur la suppression partielle des bornes, c'est que ce fait n'était pas à régler. En effet, dans le cas où, malgré sa suppression partielle, la borne continue à délimiter les héritages, entre lesquels elle était placée, elle ne perd pas son caractère, elle n'est pas supprimée. Dans le cas, au contraire, où la suppression partielle la dénature assez pour qu'elle ne soit plus le signe juridique de la délimitation des héritages, elle est en réalité supprimée et le délit existe.

646. Est-il nécessaire que le délinquant, pour encourir la peine de l'art. 456, ait su que la borne, les pieds corniers, les arbres qu'il supprimait, étaient destinés à établir des limites entre divers héritages? Je le

crois; un délit ne peut se constituer que par la réunion de l'élément physique et de l'élément intentionnel.

647. Faut-il qu'il soit expressément constaté par le juge du fait, 1° que la borne était légalement plantée ou reconnue; 2° qu'elle formait limite entre différents héritages? La Cour de cassation a pensé que cette double constatation n'était pas nécessaire à la régularité du jugement. En rejetant le pourvoi du nommé Eyraud, elle a décidé « qu'en déclarant que la borne, intentionnellement déplacée par le demandeur, était destinée à délimiter son héritage d'avec ceux de ses voisins, et qu'elle formait limite entre eux, l'arrêt attaqué a fait de la disposition invoquée une interprétation en rapport avec les prescriptions qu'elle renferme». 13 février 1864, n° 42.

648. Le délit ne serait pas effacé, parce que l'inculpé aurait replacé la borne dans les mêmes limites, et que par suite il n'aurait causé aucun préjudice à autrui.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante.

La Cour de Colmar avait admis que Novier avait déplacé une borne, qui servait de limite entre différents héritages. Elle l'avait renvoyé des poursuites, par le motif que le déplacement n'avait pas eu pour effet d'agrandir la propriété du prévenu aux dépens de celle de ses voisins; que la borne avait été replacée dans les mêmes limites, et que le fait n'avait porté aucun préjudice aux tiers. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que l'art. 456, C. pén., punit de peines correctionnelles le fait d'avoir déplacé ou supprimé des bornes ou pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages; qu'il est reconnu, en fait, par l'arrêt attaqué, qu'une pierre-borne, qui servait de limite

entre différents héritages, a été déplacée par le prévenu, et que cet arrêt, pour écarter la prévention, ne s'est point fondé sur ce que ce fait aurait été commis sans aucune intention frauduleuse; que les seuls motifs de cette décision sont que le déplacement n'a pas eu pour effet d'agrandir la propriété du prévenu aux dépens de celles de ses voisins; que la pierre-borne a été replantée dans les mêmes limites et que ce fait n'a porté aucun préjudice aux tiers, mais que ces motifs ne suffisent pas pour enlever au fait du déplacement le caractère d'un délit; qu'en effet, la plantation des bornes, séparatives des héritages, forme, entre les propriétaires de champs voisins, un véritable titre de propriété; que la conséquence nécessaire du déplacement de ces bornes, lors même que, comme dans l'espèce, elles seraient replantées dans les mêmes limites et portées seulement du milieu d'un champ à son extrémité, est donc d'altérer ou de détruire un titre, qui ne peut être modifié que de l'accord de tous les propriétaires contigus; qu'il ne suffit donc pas, pour effacer le délit, que l'auteur du déplacement n'ait point empiété sur les héritages voisins et ne leur ait causé actuellement aucun préjudice; que la loi n'a pas soumis à cette condition l'application des peines qu'elle a portées; qu'il résulte un véritable préjudice, pour les propriétaires voisins, de cela seul qu'à leur insu la borne, qui limitait leurs propriétés, a été changée de place; que, par conséquent, l'arrêt attaqué, en déclarant que le fait, qui était l'objet de la prévention, ne constituait pas le délit prévu par l'art. 456, C. pén., a commis une violation de cet article ». 8 avril 1854, n° 103.

ARTICLE 457.

Seront punis d'une amende, qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, les propriétaires ou fermiers, ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui. — S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois.

649. Objet de l'article. Pénalité.
650. Cet article n'est applicable qu'au fait spécial, qu'il mentionne.
651. Les autres inondations sont prévues et punies par la loi des 28 septembre-6 octobre 1791. Arrêts.

649. L'art. 457 punit d'une amende, qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, les propriétaires, fermiers ou toutes autres personnes jouissant de moulins, usines ou étangs qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, inondent les chemins ou les propriétés d'autrui. Si quelques dégradations sont résultées de l'inondation, la peine est, outre l'amende, d'un emprisonnement de six jours à un mois. J'ai dit, sous l'art. 406, comment les juges doivent procéder quand ils veulent prononcer une amende supérieure au minimum.

650. Cet article ne prévoit que le cas où les propriétaires, fermiers, ou toutes autres personnes jouissant de moulins, usines ou étangs, ont, par l'élévation du déversoir de leurs eaux, au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, c'est-à-dire l'autorité administrative, inondé les chemins ou les propriétés d'autrui.

La Cour de cassation l'a constamment jugé, comme nous allons le voir tout à l'heure.

651. Les autres inondations ne donneront-elles lieu qu'à des réparations civiles ?

La loi des 28 septembre-6 octobre 1791 renferme, dans son deuxième titre, deux dispositions, relatives aux dommages causés par les eaux : l'une est l'art. 15, qui dispose : « Personne ne pourra inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de payer le dommage et une amende, qui ne pourra excéder la somme du dédommagement; » l'autre est l'art. 16, qui ajoute : « Les propriétaires ou fermiers des moulins et usines, construits ou à construire, seront garants de tout dommage, que les eaux pourraient causer aux chemins ou aux propriétés voisines par la trop grande élévation du déversoir ou autrement. Ils sont forcés de tenir les eaux à une hauteur, qui ne nuise à personne et qui sera fixée par le directoire du département, d'après l'avis du directoire du district. En cas de contravention, la peine sera une amende, qui ne pourra excéder la somme du dédommagement. »

En admettant que ce dernier article ait été abrogé par l'art. 457, il est du moins certain que l'art. 15 a conservé toute son autorité, puisque, d'une part, il prévoit un cas, qui n'est pas celui de l'article, que j'examine, et que, d'autre part, le Code pénal est loin de présen-

ter un régime de législation sur le régime des eaux. Il en résulte que cet art. 15 continuera à régir les cas d'inondation, que l'art. 457 ne règle pas.

Ainsi le Code pénal sera appliqué, lorsque le délit sera imputable aux personnes, désignées dans l'art. 457, que la hauteur du déversoir des eaux aura été fixée par l'autorité administrative, et que l'inondation proviendra de l'élévation de ce déversoir au-dessus de la hauteur déterminée par cette autorité. Si l'une ou l'autre de ces circonstances fait défaut, c'est la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 qui deviendra applicable.

Cette distinction a été constamment suivie par la Cour de cassation dans les nombreux arrêts, qu'elle a rendus sur la matière.

Dans une première espèce, le nommé Noiset avait été traduit devant le tribunal correctionnel de Tours, pour avoir fait exhausser le déversoir d'un étang, et, par ce moyen, occasionné l'inondation et la dégradation d'un chemin public. Il objecta que, l'élévation du déversoir de son moulin n'ayant été déterminée par aucun acte administratif, il n'avait fait qu'user de son droit en l'élevant à son gré, et que si, par ce fait, il avait causé un dommage, il ne pouvait être tenu que d'une réparation civile. Le ministère public requit contre lui l'application de l'art 457. Le tribunal de Tours ne le condamna que pour dégradation d'un chemin public. Le tribunal supérieur de Blois considéra, au contraire, qu'il importait peu que l'élévation du déversoir n'eût pas été déterminée par l'autorité compétente, et qu'il suffisait que cette élévation eût causé quelque préjudice à la propriété d'autrui, pour qu'il fût autorisé à prononcer la peine portée par l'art. 457. Sur le pourvoi de Noiset, la décision fut annulée, « attendu qu'il résulte de cet article que, pour qu'il y ait lieu à l'application de la peine, il

faut que l'élévation du déversoir du moulin, usine ou étang, ait été portée au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente ; qu'il n'a pas été prouvé au procès, ni même allégué, que l'élévation du déversoir de l'étang du sieur Noiset eût été déterminée par aucune autorité; que le tribunal de l'arrondissement de Blois a reconnu l'absence de cette circonstance; qu'il a jugé qu'elle était inutile et indifférente, et qu'il suffisait que l'élévation du déversoir eût causé quelque préjudice à la propriété d'autrui, pour qu'on fût autorisé à prononcer la peine portée par l'art. 457, d'où il suit qu'il a fait une fausse application d'une loi pénale ». 2 février 1816, n° 7.

Dans une deuxième espèce, Blaise Guéraut, propriétaire de l'étang de Mesgréguy, en avait retenu les eaux à une telle hauteur qu'elles avaient, par leur débordement, inondé les champs voisins et y avaient causé des dommages. Traduit devant le tribunal d'Arcis-sur-Aube, Guéraut y fut condamné aux peines de l'art. 457 ; mais le tribunal supérieur de Troyes annula la condamnation et renvoya le prévenu des poursuites, sous le prétexte « que, la hauteur du déversoir de l'étang n'ayant point été fixée par l'autorité compétente, le fait d'inondation, qui faisait l'objet des poursuites, n'était point punissable d'après l'art. 457 du Code, que même il ne rentrait dans l'application d'aucune loi pénale, et que, par conséquent, il ne pouvait donner lieu qu'à une action civile ». La décision fut annulée, « considérant que l'art. 15 contient deux dispositions prohibitives; que, par la première, il est défendu d'inonder l'héritage de son voisin; que cette défense générale s'applique à toutes espèces d'inondations, sur lesquelles il n'est pas disposé spécialement, et quels qu'en aient été les moyens; que, par la seconde, qui est différente de la

première, puisqu'elle en est séparée par une particule disjonctive, il est défendu de transmettre ses eaux à l'héritage de son voisin d'une manière nuisible; que cette prohibition particulière, qui ne suppose pas une inondation, n'est relative qu'au dommage que peuvent causer les eaux dans le cours qu'on leur a donné, ou dans un cours naturel auquel on aurait fait produire des effets nuisibles par des moyens quelconques; que la contravention à ces deux prohibitions est punie par ledit article d'une amende qui peut être portée jusqu'à la somme du dédommagement; qu'elle constitue, conséquemment, un délit de la compétence de la juridiction correctionnelle; que l'art. 16 est spécial pour les propriétaires ou fermiers des moulins et usines; qu'il ne comprend pas les propriétaires ou fermiers d'étangs; que sa disposition ne peut donc être appliquée aux dommages causés par eux aux propriétés voisines, par la trop grande élévation du déversoir de leurs étangs, ou autrement; que ces dommages restent donc dans la première disposition dudit art. 15, et doivent être punis conformément à cet article; que, si l'art. 457, C. pén., a étendu ses dispositions aux personnes jouissant d'étangs comme à celles jouissant de moulins et usines, ces dispositions ne sont relatives qu'aux dommages produits par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente; que, dans l'espèce, le fait de prévention, imputé à Blaise Guéraut, était d'avoir retenu les eaux de son étang à une hauteur telle qu'elles avaient, par leur débordement, inondé les champs environnants et y avaient causé du dommage; qu'il a été reconnu, par le jugement dénoncé, que la hauteur du déversoir de cet étang n'avait été fixée par aucune autorité compétente; que si ce fait ne rentrait pas ainsi dans l'application de l'art. 457,

C. pén., il rentrait dans les dispositions prohibitives et pénales de l'art. 15 du titre II de la loi rurale du 6 octobre 1791 ; que, cependant, le tribunal correctionnel de Troyes, jugeant en cause d'appel, a renvoyé ledit Guéraut de la plainte formée contre lui, sur le motif que le fait de la prévention n'était prévu par aucune loi pénale et ne pouvait donner lieu qu'à une action civile ». 23 janvier 1819, n° 8.

Dans une troisième espèce, Jean Parain, propriétaire d'un moulin, avait inondé le jardin de Nicolas Delaunay, en ne levant pas la vanne de ce moulin dans un débordement des eaux de la rivière. A raison de ce fait, Parain fut condamné à seize francs d'amende, et à cinquante francs de dommages et intérêts. Il a soutenu, devant la Cour de cassation, que l'art. 457 du Code lui était inapplicable, puisque l'inondation n'était pas due à l'élévation du déversoir de ses eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité administrative. La Cour de cassation ne l'a pas méconnu; néanmoins, elle a rejeté le pourvoi, « attendu que l'art. 15, tit. II, C. rur., de 1791, contient une disposition générale, applicable à toute espèce d'inondation et de transmission volontaire des eaux d'un héritage sur l'héritage d'autrui; que l'art. 16 du susdit titre contenait une disposition particulière, relative aux propriétaires des moulins et usines, qui, en les soumettant à une responsabilité spéciale, dans le cas où l'autorité administrative avait réglé les eaux dont ils se servaient, ne les exemptait pas des peines portées par l'art. 15, dans le cas où l'autorité compétente n'était pas intervenue pour ce règlement, et où ils avaient volontairement inondé le voisin, et lui avaient porté un préjudice volontaire, par la transmission de leurs eaux; que l'art. 457, C. pén., a remplacé l'art. 16, C. rur.; qu'il en a

étendu la disposition aux propriétaires des étangs; mais qu'il a laissé les uns et les autres sous l'empire de l'art. 15, tit. II, C. rur., de 1791, dans tous les cas où ils nuisent volontairement aux héritages voisins, soit en les inondant, soit en leur transmettant les eaux d'une manière dommageable; qu'ainsi, dans l'espèce, le tribunal de Beauvais, en confirmant le jugement du tribunal correctionnel de Senlis, qui condamne Parain à seize francs d'amende et à cinquante francs d'indemnité envers le sieur Delaunay, pour avoir volontairement inondé le jardin dudit Delaunay par le débordement des eaux de la rivière, parce qu'il n'a pas levé la vanne de son moulin, n'a violé ni les règles de sa compétence, ni aucune disposition de la loi, et qu'il a fait une juste application du susdit art. 15, tit. II, de la loi du 6 octobre 1791 ». 4 novembre 1824, n° 157. — *Conf.*, 15 janvier 1825, n° 6; 5 décembre 1844, n° 391.

Dans une quatrième espèce, le maître de forges Dornier avait été condamné à l'amende, pour avoir, par une transmission nuisible des eaux, encombré le lit de la rivière, et déterminé des inondations. Il soutint, devant la Cour de cassation, que la condamnation ne reposait sur aucune base légale : d'une part, parce que l'infraction, qui lui était imputée, n'était pas celle que prévoyait l'art. 457 du Code, et, d'autre part, parce que les dispositions de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 avaient été abrogées. Son pourvoi fut rejeté, « sur le cinquième moyen, tiré de la fausse application de l'art. 15, tit. II de la loi précitée du 6 octobre 1791, attendu que, d'après cet article, « personne ne peut inonder l'héritage de son voisin, ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible sous peine de payer le dommage et une amende..... »; attendu que cette disposition législative est toujours subsistante, et

que l'art. 457, C. pén., a prévu un cas différent; que cet art. 15 comprend, dans la généralité de sa prohibition, toute transmission volontaire et nuisible des eaux, et n'est pas seulement applicable à celui qui a détourné les eaux; qu'il est applicable surtout, lorsque la transmission nuisible a précédé tout règlement administratif de l'usine qui en est cause; attendu, d'ailleurs, que le jugement attaqué a constaté, non-seulement que l'établissement de Dornier avait rendu les eaux, à la rivière du Salon, sales et boueuses, à leur sortie de son patouillet, mais encore que, par cette transmission nuisible, il avait encombré le lit de la rivière, déterminé des inondations ou aggravé celles qui ont eu lieu; qu'il avait empêché les habitants de la commune de faire usage des eaux de la rivière, soit pour abreuver ou baigner leur bétail, soit pour laver leur linge, et fait refluer les eaux dans les habitations du bas de la même commune; qu'en appliquant à ces faits la disposition pénale dudit art. 15, le jugement attaqué n'a fait que se conformer à la loi ». 1er juin 1841, n° 179. — *Conf.*, 16 février 1867, n° 39.

ARTICLE 458.

L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura été causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, ou par des feux allumés à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foins, fourrages ou tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par

des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins et de cinq cents francs au plus.

652. Objet de l'article. Pénalité.
653. Locomotives. Arrêt.

652. Cet article punit d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs l'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines, ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foins, fourrages, ou tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières, portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence.

653. La Cour de cassation a reconnu que cet article est applicable aux incendies communiqués par des locomotives défectueuses.

Le nommé Brassey, entrepreneur du chemin de fer de Caen à Cherbourg, employait, pour le transport des matériaux, une locomotive, dont l'appareil n'était pas satisfaisant. Des scories enflammées, qui en sortirent, communiquèrent le feu à plusieurs bâtiments. Atkinson, directeur de la machine, fut inculpé du délit de l'art. 458, et Brassey cité comme civilement responsable. Le premier fut condamné à l'amende et le second à des dommages-intérêts. Le pourvoi, formé par ce dernier contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté,

« attendu, en fait, que Brassey, entrepreneur des travaux du chemin de fer de Caen à Cherbourg, avait fourni la locomotive *la Caledonia*, dont il est propriétaire; que cette locomotive, dont l'appareil est défectueux, servait au transport des matériaux destinés à la confection de ce chemin de fer; attendu que le mécanicien Atkinson, employé à ces transports et à la direction de cette machine, était placé sous la direction de Brassey, qui surveillait ses travaux; attendu que, le 29 avril dernier, des maisons et une bergerie, couvertes en chaume, furent incendiées, et qu'il a été prouvé que le passage de la locomotive, pourvue d'un appareil incomplet et lançant des scories inflammées sur ces bâtiments, en avait occasionné l'incendie; que c'est, l'après ces éléments de preuve, que le tribunal de Valognes rendit, le 16 novembre, un jugement, confirmé par la Cour impériale de Caen, qui condamne Atkinson en seize francs d'amende, comme s'étant rendu coupable du délit prévu et puni par l'art. 458, C. pén., en portant des feux ou lumières sans précaution près des habitations auxquelles ces feux et lumières se sont communiqués; attendu, en droit, que les termes de l'article précité sont généraux et absolus; qu'ils s'appliquent à tous les faits de dispersion des feux ou lumières, laissés ou portés par la main de l'homme, et nécessairement aussi à l'aide des machines que sa main dirige; que, l'imprudence et le défaut de précaution étant constatés par l'arrêt, l'application qu'il a faite de l'art. 458 est régulière et légale ». 23 juin 1859, n° 149.

ARTICLE 459.

Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bes-

tiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui même, avant que le maire ait répondu à l'avertissement, ne les aura pas tenus renfermés, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

ARTICLE 460.

Seront également punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.

ARTICLE 461.

Si, de la communication, mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent francs à mille francs; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et règlements relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines y portées.

654. Les lois et règlements concernant l'épizootie ne sont pas abrogés. Arrêt.
655. Objet de l'art. 459. Sa pénalité.
656. Suite. Il suffit, pour son application, que les animaux soient soupçonnés d'être atteints de maladie.

657. Suite. Omission d'avertir le maire ou de tenir les animaux enfermés. Arrêt.
658. Objet de l'art. 461. Arrêt.

654. Comme Faure l'a fait remarquer dans l'exposé des motifs, le Code se borne à prévoir dans ces articles, quelques mesures générales, applicables à tous les temps et à tous les lieux. Il n'a point entendu porter atteinte aux lois et règlements concernant les maladies épizootiques. La Cour de cassation l'a reconnu dans son arrêt du 18 novembre 1808, J. Pal., à sa date. La question est, en vérité, indiscutable, la dernière partie de l'art. 461 disposant : « le tout, sans préjudice des lois et règlements relatifs aux maladies épizootiques et de l'application des peines y portées ».

Ces lois et règlements sont : l'arrêt du parlement du 24 mars 1745, les arrêts du conseil des 19 juillet 1746 et 16 juillet 1784, l'arrêté du Directoire exécutif du 27 messidor an v. A ces lois, j'ajouterai l'art. 23, tit. II, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791.

655. L'art. 459 punit d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de seize francs à deux cents francs, tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux, soupçonnés d'être infectés de maladies contagieuses, qui n'avertit pas, sur-le-champ, le maire de la commune où il se trouve, et, qui, même avant que le maire ait répondu à l'avertissement, ne les a pas tenus renfermés.

656. Il n'est pas nécessaire, pour que l'article soit applicable, que les animaux ou bestiaux aient été infectés de maladies contagieuses; il suffit qu'ils soient soupçonnés d'être atteints d'un mal de cette nature.

657. Le délit existe, soit que les détenteurs ou gar-

diens s'abstiennent d'avertir le maire de la commune, soit qu'ils omettent de tenir les animaux renfermés. « Lorsque le détenteur, sachant ou soupçonnant la maladie, vend ces animaux, il contrevient à la seconde prescription de l'art. 459 ». 17 juin 1846, n° 131.

L'article est applicable même dans le cas où aucune maladie épizootique ne règne dans le pays ou les cantons environnants. 18 novembre 1808, J. Pal., à sa date.

658. L'art. 460 punit d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, laissent leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres ; et cette peine s'aggrave, aux termes de l'art. 461, s'il est résulté de la communication une contagion parmi les autres animaux.

« Exposer en vente, sur un champ de foire, malgré les défenses du préfet du département, des moutons, qui ne sont pas complétement guéris de la clavelée », c'est commettre le délit prévu par ces articles. 12 mai 1855, n° 163.

ARTICLE 462.

Si les délits de police correctionnelle, dont il est parlé au présent chapitre, ont été commis par des gardes champêtres ou forestiers, ou des officiers de police, à quelque titre que ce soit, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit.

659. Critique de la place assignée dans le Code à l'art. 462.
660. Personnes auxquelles cet article est applicable.

661. Pénalité.
662. Suite. Amende.
663. Suite. Emprisonnement.
664. Faits que cet article concerne.
665. Combinaison des art. 198 et 462.

659. Il est singulier de trouver cette disposition à la place qu'elle occupe. Cet article, qui, d'après les indications de son texte, est applicable aux délits, dont il est parlé dans le présent chapitre, en d'autres termes, à tous les délits de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance, d'entraves à la liberté des enchères, de violation de règlements, relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts, de destruction, de dégradation et dommage, est mis à la fin de la section, qui ne comprend que ces derniers faits. Il semble qu'il eût été convenable de l'isoler, comme on avait fait pour l'art. 198, qui a, avec lui, plus d'une analogie.

Au reste, il faut en rechercher la signification, quelle que soit la place qui lui ait été donnée.

660. Les personnes, auxquelles il est applicable, sont : les gardes champêtres ou forestiers, et les officiers de police, à quelque titre que ce soit.

661. Il a pour objet d'aggraver, dans une certaine mesure, les peines encourues par ces personnes, à raison de certains délits.

662. L'amende reste la même.

663. Mais, pour l'emprisonnement, c'est tout différent.

Le minimum de cette peine est d'un mois au moins : ainsi, dans le cas où un arbre aurait été abattu, par un garde champêtre, ou l'une des autres personnes désignées dans l'article, la peine ne pourrait pas être abaissée au-dessous d'un mois, quoique, pour tout autre coupable, le minimum de la peine soit de six jours.

Quant au maximum, il est élevé à un tiers en sus de la peine la plus forte qui serait applicable à un autre, coupable du même délit. Ce sont les termes mêmes de l'art. 462 que je reproduis. Que veulent-ils dire? Un exemple fera comprendre quelle est, selon moi, leur signification. Je suppose qu'une des personnes, désignées dans l'article, se soit rendue coupable de la destruction d'un instrument d'agriculture prévue par l'art. 451. Le maximum de l'emprisonnement encouru pour ce délit, au lieu d'être, comme dans les cas ordinaires, d'une année ou de douze mois, sera de seize mois, c'est-à-dire de douze mois et d'un tiers en sus.

664. Les délits, dont la peine de l'emprisonnement est aggravée, sont ceux dont il est parlé, dit l'art. 462, au *présent chapitre*. J'ai cru, dans mon commentaire sur l'art. 198, que cette disposition pouvait bien renfermer une erreur de rédaction, et qu'il était permis de penser, à raison de la place qu'elle occupe, des pénalités qu'elle porte, et des personnes qu'elle désigne, que, au lieu de comprendre tous les délits du chapitre, elle ne concernait que ceux de la section qu'elle terminait. Me suis-je trompé? C'est possible. Mon opinion est contredite par le texte de l'article et par les explications de l'exposé des motifs. Faure entend que la disposition s'applique « aux attentats contre la propriété », quels qu'ils soient. Locré, t. XXXI, p. 163. Il faudrait donc admettre, contrairement à ce que j'ai dit sous l'art. 198, que l'art. 462 régit, non-seulement les délits de la section, mais aussi tous ceux du chapitre.

665. En conséquence, les art. 198 et 462 devraient être ainsi interprétés. L'art. 198 serait applicable aux fonctionnaires ou officiers publics, qui se seraient rendus coupables des crimes et des délits, qu'ils étaient chargés

de surveiller ou de réprimer. Cependant il cesserait de l'être aux gardes champêtres ou forestiers et aux autres officiers de police, coupables des délits, spécifiés dans le chapitre que j'étudie, même au cas où ces agents auraient eu le devoir de surveiller l'infraction, qu'ils auraient commise. Ces agents seraient, à raison de ces délits, passibles de la peine, portée par l'art. 462.

Un exemple, que j'emprunte à la jurisprudence de la Cour de cassation, complétera cette démonstration. Un vol est commis par un commissaire de police. Si c'est un vol simple, c'est-à-dire un délit de police correctionnelle, dont il est parlé au présent chapitre, le fait encourt la peine résultant de la combinaison des art. 401 et 462. Si c'est un vol qualifié, c'est-à-dire un crime, il est puni de la peine résultant de la combinaison de l'art. 198 et de l'article applicable à toute autre personne. 2 mai 1816, J. Pal., à sa date.

ARTICLE 463 [1].

Les peines, prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit : — si la peine prononcée par la loi est la mort, la Cour appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps. Néanmoins, s'il

---

[1] *Ancien texte*. Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas, elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

s'agit de crimes contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'État, la Cour appliquera la peine de la déportation ou celle de la détention ; mais dans les cas prévus par les art. 86, 96 et 97, elle appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps ; — si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la Cour appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion ; — si la peine est celle de la déportation, la Cour appliquera la peine de la détention ou celle du bannissement ; — si la peine est celle des travaux forcés à temps, la Cour appliquera la peine de la réclusion ou les dispositions de l'art. 401, sans, toutefois, pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans ;—si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour appliquera les dispositions de l'art. 401, sans, toutefois, pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an. — Dans les cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la Cour appliquera le *minimum* de la peine, ou même la peine inférieure. — Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs ; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas, elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

666. Législation. Code pénal de 1810.
667. Suite. Loi du 25 juin 1824.
668. Suite. Loi du 28 avril 1832.
669. Suite. Loi du 13 mai 1863. Décret du Gouvernement de la défense nationale du 27 novembre 1870.
670. L'article se divise en deux parties.
671. Réduction des peines en matière criminelle.
672. Suite. A-t-elle lieu à l'égard des peines prononcées par une loi autre que le Code pénal ? Arrêts.
673. Suite. A-t-elle lieu devant toutes les juridictions criminelles?
674. Suite. Accusé contumax. Arrêts.
675. La peine peut être abaissée d'un ou de deux degrés.
676. Cas dans lesquels le condamné n'est pas en état de récidive.
677. Suite. Mort.
678. Suite. Travaux forcés à perpétuité. Peine à réduire. Peine encourue et non peine à exécuter. Arrêt.
679. Suite. Déportation dans une enceinte fortifiée.
680. Suite. Déportation simple.
681. Suite. Travaux forcés à temps.
682. Suite. Réclusion. Détention. Bannissement. Dégradation civique. Trois ans de réclusion. Moins d'un an d'emprisonnement. Arrêts.
683. Suite. Maximum d'une peine afflictive. Dix ans de réclusion.
684. Suite. Amende.
685. Cas dans lesquels le condamné est en état de récidive, aux termes de l'art. 56.
686. Suite. Mort. Maximum des travaux forcés à temps. Arrêt.
687. Suite. Travaux forcés à perpétuité.
688. Suite. Travaux forcés à temps. Dix ans de travaux. Arrêt.
689. Suite. Réclusion. Arrêts.
690. Cas dans lesquels le condamné est en état de récidive à raison des art. 57 et 58 du Code. Arrêts.
691. Cas où le condamné est un mineur de seize ans. Arrêts.
692. Cas où le fait prend le caractère d'un délit. Arrêts.
693. Cas où le fait est excusable. Distinction. Arrêts.
694. Cas où l'accusation comprend plusieurs chefs. Arrêts.

695. Cas où il y a plusieurs accusés. Arrêts.
696. Suite. Irrégularité d'une réponse collective ; elle n'est pas un moyen de cassation pour les condamnés. Arrêts.
697. Deuxième partie de l'art. 463. Matière correctionnelle.
698. Différences entre cette disposition et la première.
699. Suite. Dans la deuxième disposition, la réduction de la peine, même en cas de circonstances atténuantes, reste facultative. Arrêts.
700. Suite. La réduction n'a lieu que dans les matières du Code pénal, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par la loi spéciale. Arrêts.
701. Suite. Cas où la peine de la loi spéciale est aggravée à raison d'une disposition du Code pénal. Arrêts.
702. Remise des peines accessoires. Confiscation. Surveillance de la haute police. Interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 du Code. Interdiction des fonctions publiques. Arrêts.
703. Cas où l'inculpé fait défaut. Arrêt.
704. Etendue de la réduction de l'emprisonnement et de l'amende.
705. Lorsque l'amende est prononcée seule, elle ne peut pas, sous le prétexte que l'emprisonnement est supprimé, être supérieure au maximum de celle que la loi applique au fait reconnu constant. Arrêts.
706. Quotité de l'amende, que les tribunaux sont autorisés à prononcer dans le cas où la loi n'ordonne que l'emprisonnement. Arrêt.
707. L'amende ne peut être au-dessous des peines de simple police.
708. Les tribunaux ne peuvent pas, sous le prétexte que les circonstances sont atténuantes, renvoyer l'inculpé des poursuites.
709. Les tribunaux ne sont pas tenus de spécifier les circonstances qui leur ont paru atténuantes.

666. Le Code pénal de 1810 n'autorisait l'admission des circonstances atténuantes que dans les matières correctionnelles, qu'il réglait, et il ne l'autorisait qu'à la condition que le préjudice, causé par le délit, n'ex-

céderait pas vingt-cinq francs. Ses rédacteurs n'avaient pas cru qu'il fût « possible d'établir une règle semblable à l'égard des crimes. Tout crime, disait Faure, dans l'exposé des motifs, emporte peine afflictive ou infamante, mais tout crime n'emporte pas la même espèce de peine, tandis qu'en matière de police correctionnelle, la peine est toujours soit l'emprisonnement, soit l'amende, soit l'un et l'autre ensemble. Cela posé, la réduction des peines de police correctionnelle ne frappe que sur la quotité de l'amende et sur la durée de l'emprisonnement. Au contraire, les peines établies pour les crimes étant de différentes espèces, il faudrait, lorsqu'un crime serait atténué par quelque circonstance, qui porterait le juge à considérer la peine comme trop rigoureuse, quant à son espèce, il faudrait, disons-nous, que le juge fût autorisé à changer l'espèce de peine, et à descendre du degré, fixé par la loi, à un degré inférieur ; par exemple, à prononcer la réclusion au lieu des travaux forcés à temps, ou bien à substituer le carcan à la réclusion. Ce changement, cette substitution ne serait pas une réduction de peine, proprement dite ; elle serait une véritable commutation de peine. Or, le droit de commutation de peine est placé, par la constitution, dans les attributions du souverain ; il fait partie du droit de faire grâce. C'est au souverain seul qu'il appartient de décider, en matière de crimes, si telle circonstance, vérifiée au procès, est assez atténuante pour justifier une commutation. La seule exception, laissée au pouvoir judiciaire, est dans les cas d'excuse ; encore faut-il que le fait, allégué pour excuse, soit admis comme tel par la loi, avant qu'on puisse descendre, en cas de preuve, à une peine inférieure. Il résulte, de ces observations, qu'en fait de peine afflictive ou infamante, le juge doit se renfermer dans les limites, que la

nature lui a tracées ; qu'il ne peut dire que la faute est excusable que lorsque la loi a prévu formellement les circonstances, sur lesquelles l'excuse est fondée, et que toute application d'une peine inférieure à celle, fixée par la loi, est un acte de clémence, qui ne peut émaner que du prince, unique source de toutes les grâces. » Locré, t. XXXI, p. 164-165.

Ces raisons n'étaient même pas spécieuses. Le juge ne fait pas grâce, lorsqu'il se borne à réduire la peine, en vertu d'une disposition qui le lui permet.

667. La loi du 25 juin 1824 ne s'arrêta pas devant ces scrupules, et elle eut raison. Elle considéra que la peine de certains crimes pouvait être mitigée, s'il existait des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé reconnu coupable. Mais elle commit une autre faute. Dans les matières de grand criminel, le jury est le juge exclusif du fait. A ce titre, c'était lui qui devait être appelé à statuer sur l'existence des circonstances de fait propres à autoriser l'abaissement de la peine encourue ; ce fut, au contraire, à la Cour d'assises, qui n'a compétence que pour appliquer le droit aux faits, déclarés constants par le jury, que la loi de 1824 confia le pouvoir de se prononcer sur l'existence des circonstances atténuantes.

668. La loi du 28 avril 1832 fit une révision complète du Code pénal et de la loi de 1824.

Elle généralisa la faveur, que cette loi n'accordait qu'avec une trop grande réserve. Rendant au jury l'attribution, que cette loi avait eu le tort de donner à la Cour d'assises, elle l'autorisa à déclarer les circonstances atténuantes, en faveur de tous les accusés, qu'il aurait reconnus coupables.

En outre, sans se préoccuper de la quotité du préjudice, causé par le délit, elle permit aux tribunaux cor-

rectionnels de réduire l'emprisonnement et l'amende, dans tous les cas où l'une ou l'autre de ces peines est prononcée par le Code pénal.

669. La loi du 13 mai 1863 a soumis l'art. 463 à un nouvel examen. Elle ne l'a revisé, dans sa première partie, que pour le mettre en concordance avec la législation actuelle. Mais, comme nous le remarquerons plus loin, elle l'a profondément modifié dans ses dernières dispositions, dans celles qui concernent les tribunaux correctionnels.

Aujourd'hui, l'art. 463 est ainsi conçu :

Les peines, prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés, reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit : si la peine, prononcée par la loi, est la mort, la Cour appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps; si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la Cour appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion ; si la peine est celle de la déportation dans une enceinte fortifiée, la Cour appliquera celle de la déportation simple ou celle de la détention; mais, dans les cas prévus par les art. 96 et 97, la peine de la déportation simple sera seule appliquée ; si la peine est celle de la déportation, la Cour appliquera la peine de la détention ou celle du bannissement ; si la peine est celle des travaux forcés à temps, la Cour appliquera la peine de la réclusion ou les dispositions de l'art. 401, sans, toutefois, pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans ; si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour appliquera les dispositions de l'art. 401, sans, toutefois, pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un

an ; dans le cas où le Code prononce le maximum d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la Cour appliquera le minimum de la peine ou même la peine inférieure. Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire ces deux peines comme il suit : si la peine, prononcée par la loi, soit à raison de la nature du délit, soit à raison de l'état de récidive du prévenu, est un emprisonnement, dont le minimum ne soit pas inférieur à un an, ou une amende, dont le minimum ne soit pas inférieur à cinq cents francs, les tribunaux pourront réduire l'emprisonnement jusqu'à six jours et l'amende jusqu'à seize francs. Dans tous les autres cas, ils pourront réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs ; ils pourront aussi prononcer l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas, elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

Depuis que j'ai tracé ces lignes, le Gouvernement de la défense nationale a, le 27 novembre 1870, rendu le décret suivant :

« Les trois derniers paragraphes de l'art. 463, C. pén., sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 francs;

ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. »

670. Cet article se divise en deux parties distinctes. Chacune d'elles doit être l'objet d'une étude particulière. L'une concerne les matières criminelles, l'autre les matières correctionnelles.

671. Dans sa première partie, l'article autorise la réduction des peines, prononcées par la loi contre l'accusé, reconnu coupable par le jury.

672. On s'est demandé si cette disposition était applicable même aux peines, encourues en vertu de lois autres que le Code pénal.

Le doute n'était pas, en vérité, permis. Dans cette partie, l'art. 463 ne restreint pas, comme dans la dernière, le bénéfice des circonstances atténuantes aux cas où la peine est prononcée par le Code pénal. Il est plus général, il étend son indulgence à toutes les peines prononcées à la suite d'une décision du jury, quelles qu'elles soient.

Cette opinion est celle de la Cour de cassation.

Dans une première espèce, Théodore Latour avait été déclaré coupable d'un crime passible de la peine de la détention, aux termes de la loi du 4 nivôse an IV. Le jury avait déclaré les circonstances atténuantes. Néanmoins, la Cour d'assises avait refusé de réduire la peine, sous le prétexte « que les peines, portées par le Code pénal, étaient les seules, qui pussent être modifiées, en vertu de l'art. 463 ». Sur le pourvoi du condamné, l'arrêt fut annulé, « attendu, en droit, que les dispositions de l'art. 463 sont aussi indéfinies qu'absolues; que, par la généralité de ses expressions, il embrasse nécessairement toutes les peines, prononcées par une loi

quelconque, encore subsistante, contre l'accusé reconnu coupable d'un crime, en faveur duquel le jury a déclaré des circonstances atténuantes; qu'en effet, lorsque, dans le même article, on a voulu appliquer l'échelle de réduction aux seules peines prononcées par le Code pénal lui-même, le législateur s'en est expliqué formellement au dernier paragraphe dudit article; que l'art. 484, qui termine le Code pénal modifié, comme il terminait, dans les mêmes termes, le Code pénal de 1810, avant qu'il fût question d'une réduction de peines, en raison de circonstances atténuantes, déclarées par le jury, se borne à maintenir les dispositions pénales, sans lesquelles des lois spéciales et des règlements particuliers existant, quoique non renouvelés par le Code pénal, dans les matières qui n'ont pas été réglées par ce Code même, resteraient sans exécution; que cet article n'a pu avoir pour objet d'apporter aucune restriction à l'art. 463, dont les dispositions générales s'appliquent, non-seulement à tous les crimes prévus par le Code pénal, mais encore à ceux que punit toute autre loi non abrogée; attendu, en fait, que Théodore Latour, dit Victor, a été déclaré coupable, mais avec des circonslances atténuantes, d'avoir engagé Simon Martin, fusilier, dans une compagnie de vétérans, à déserter ses drapeaux; qu'ainsi, en combinant l'art. 4 de la loi du 4 nivôse an IV, avec le paragraphe sixième de l'art. 463, C. pén., qui le modifie, il y avait lieu de lui appliquer, non la peine de neuf années de détention, mais les dispositions de l'art. 401, C. pén., sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an; que, cependant, la Cour d'assises de l'Ardèche, sans égard à la déclaration de circonstances atténuantes, acquise à Théodore Latour, dit Victor, et sur le motif qu'il s'agissait d'une loi spéciale et que les dis-

positions de l'art. 463, C. pén., ne sont, d'après le sens restrictif de l'art. 484, applicables qu'aux peines prononcées par ce Code, a condamné ledit Latour à la peine de neuf années de détention, lorsqu'elle devait ne prononcer que la peine de l'emprisonnement; en quoi ladite Cour d'assises s'est écartée des règles de sa compétence, en créant une restriction, qui n'est pas dans la loi, et, par une fausse application de l'art. 484, C. pén., a violé formellement l'art. 463 du même Code ». 27 septembre 1832, n° 373.

Dans une deuxième espèce, Galliano Giro, déclaré coupable du crime de baraterie avec circonstances atténuantes, n'avait été condamné qu'à la réclusion. Le ministère public se pourvut contre la décision, et prétendit que la Cour d'assises avait fait une application illégale de l'art. 463, en réduisant la peine encourue par Giro, à raison d'un crime, qui n'était pas prévu par le Code pénal. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que, si l'art. 463, dans son paragraphe final, ne confère aux tribunaux correctionnels la faculté d'atténuation que dans le cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal même, il en est autrement en matière de grand criminel; qu'en effet, le paragraphe 1er dudit article parle, d'une manière générale, des peines prononcées par la loi; que cette disposition est indéfinie et absolue; que, par la généralité de son expression, elle embrasse nécessairement toutes les peines, prononcées, par une loi quelconque encore subsistante, contre l'accusé reconnu coupable d'un crime, en faveur duquel le jury a déclaré des circonstances atténuantes; que l'art. 341, C. instr. crim., consacre d'une manière non moins impérative le même principe; qu'il veut, à peine de nullité, qu'en toute matière criminelle le jury soit averti de l'obligation,

qui lui est imposée par la loi, de s'interroger sur l'existence des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé reconnu coupable; que la règle générale, ainsi posée, domine même les lois spéciales, antérieures ou postérieures au Code, qui ont statué en matière de crimes; qu'elles ne pourraient être soustraites à cette règle qu'autant qu'elles contiendraient à cet égard une dérogation expresse; que la loi du 10 avril 1825 et le décret du 24 mars 1852, qu'il s'agissait d'appliquer au procès, ne renferment aucune disposition de cette nature; que, si la dernière de ces lois, pour quelques cas prévus de baraterie, prononce une peine fixe de dix et vingt ans de travaux forcés, cette détermination ne change point cependant la nature même de cette peine; qu'elle reste classée à son rang dans l'échelle de celles qu'a édictées le Code pénal; que, dès lors, la déclaration des circonstances atténuantes rend toujours possible le pouvoir facultatif de descendre d'un ou de deux degrés la peine à appliquer; que, si le décret du 24 mars 1852 n'a pas énoncé, comme l'ont fait plusieurs lois pénales, postérieures à la réforme de 1832, que l'art. 463 serait applicable aux crimes et délits, qu'il prévoyait, ce silence s'explique par l'attribution, que contient le décret, à des juges spéciaux de tous les faits de discipline et délits de la marine marchande; qu'en ce qui concerne les crimes, au contraire, ce décret renvoie aux juges ordinaires et, par une suite nécessaire aussi, maintient l'empire des règles du droit commun; qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué, loin d'avoir faussement interprété les art. 463, C. pén., 341, C. instr. crim., et les art. 13 de la loi du 10 avril 1825, 91 et 92 du décret du 24 mars 1852, en a fait une juste et saine application ». 6 novembre 1862, n° 241. — *Conf.*, 6 novembre 1863, n° 255.

673. On s'est également demandé si les circonstances atténuantes pouvaient être reconnues par quelque juridiction criminelle que ce fût, notamment par les conseils de guerre des armées de terre et de mer. J'ai examiné cette question dans mon premier volume, n° 48.

674. Les Cours d'assises peuvent-elles accorder le bénéfice des circonstances atténuantes aux accusés qu'elles jugent par contumace, c'est-à-dire « sans assistance et intervention de jurés » (C. instr. crim., art. 470)? La loi me paraît leur refuser formellement ce pouvoir. Elle n'autorise la réduction des peines que dans le cas où c'est le jury, qui a reconnu l'accusé coupable, et a admis en sa faveur les circonstances atténuantes.

Cette opinion a pour elle l'autorité de la Cour de cassation.

Narcisse-Guillaume Fauchereau, accusé de faux en écriture privée, était jugé par contumace. La Cour d'assises le déclara coupable du crime qui lui était imputé, et malgré son défaut de comparution, lui accorda le bénéfice des circonstances atténuantes. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu, en droit, qu'il résulte de la combinaison des art. 463, C. pén., et 341, C. instr. crim., que le droit de déclarer des circonstances atténuantes, en *matière criminelle*, en faveur des accusés, reconnus coupables, n'appartient qu'au jury; que l'attribution faite, d'un tel pouvoir, au jury, par le premier alinéa de l'art. 463, C. pén., est de sa nature, *limitative;* qu'elle ne peut, par conséquent, par des motifs quelconques d'analogie, être étendue aux Cours d'assises, procédant, sans assistance ni intervention de jurés, conformément à l'art. 470, C. instr. crim., au jugement des accusés con-

tumax; que l'existence des circonstances atténuantes ne saurait, d'ailleurs, être reconnue et déclarée que par le résultat d'un débat oral et contradictoire, que repousse formellement l'art. 468, C. instr. crim., relatif au jugement par contumace, dont les éléments ne sont puisés que dans l'instruction écrite; attendu, en fait, que la Cour d'assises du département d'Indre-et-Loire, en statuant, par *contumace*, sur la procédure instruite contre Narcisse-Guillaume Fauchereau, et en prononçant, sur l'accusation de faux en écriture privée et d'usage fait sciemment de la pièce fausse, intentée contre ledit accusé, l'a déclaré coupable du crime à lui imputé, et a, néanmoins, jugé qu'il existait en faveur de cet accusé contumax des circonstances atténuantes, lui a fait, en conséquence, application des dispositions de l'art. 463, C. pén., et abaissant la peine, portée par les art. 150 et 151, C. pén., à celle prononcée par l'art. 401 dudit Code, n'a condamné ledit accusé qu'à une année d'emprisonnement et aux frais; qu'en jugeant ainsi, ladite Cour d'assises a excédé ses pouvoirs, a faussement appliqué l'art. 463, C. pén., et a ainsi violé ledit article et l'art. 408, C. instr. crim. » 4 mars 1842, n° 50. — *Conf.*, 14 septembre 1843, n° 238.

Cette jurisprudence est critiquée par des criminalistes fort éminents. Ils font remarquer que « la Cour d'assises peut acquitter ou absoudre l'accusé contumax, qu'elle peut dépouiller le fait, qui lui est soumis, de son caractère de crime et ne prononcer que des peines correctionnelles ou des peines de simple police; enfin, qu'elle peut statuer sur les questions d'excuse légale résultant du procès ». 27 août 1819, n° 95; 1er juillet 1820, n° 95; 5 août 1825, n° 148. Ils en concluent qu'elle doit pouvoir accorder au contumax le bénéfice des circonstances atténuantes. Ces raisons ne sont que

spécieuses. En donnant au fait son véritable caractère, en absolvant ou en acquittant, on ne fait que rendre justice à l'accusé, et l'on doit justice à tous, même à ceux qui fuient ou se cachent. Mais on ne leur doit pas de faveur; et, comme la loi elle-même l'indique, l'admission des circonstances atténuantes est une faveur accordée à l'accusé. Voilà pourquoi je considère qu'elle ne peut avoir lieu qu'au profit de celui qui se présente devant le jury.

675. Lorsqu'il y a déclaration de circonstances atténuantes, la peine peut être, en général, abaissée d'un ou de deux degrés, selon que la Cour le juge convenable.

Les différentes dispositions de l'art. 463, relatives à l'abaissement des peines criminelles, ne présentent en elles-mêmes aucune difficulté sérieuse. Mises en rapport avec l'art. 56 du Code, elles sont encore d'une application facile. L'embarras ne commence que dans le cas où il faut les combiner avec les modifications, introduites par la loi du 13 mai 1863 dans les art. 57 et 58.

676. Etudions d'abord les cas ordinaires, ceux dans lesquels le condamné n'est pas en état de récidive.

677. Si la peine encourue est la mort, la Cour appliquera soit la peine des travaux forcés à perpétuité, soit celle des travaux forcés à temps.

678. Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la Cour prononcera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion.

La peine, réduite par l'admission des circonstances atténuantes, est celle qui est encourue et non celle qui doit être exécutée.

Le nommé Bolo, âgé de plus de soixante ans, avait été déclaré coupable d'un faux en écriture publique,

emportant, aux termes des art. 145 et 146 du Code, la peine des travaux forcés à perpétuité. Mais, à raison de son âge, il ne pouvait, d'après l'art. 5 de la loi du 30 mai 1854, être condamné qu'à la réclusion. Il prétendit que c'était cette peine, qui devait servir de point de départ à la réduction de peine résultant des circonstances atténuantes, que le jury avait déclarées en sa faveur, et que, par suite, il ne pouvait être condamné qu'à l'emprisonnement. La Cour d'assises ne tint aucun compte de cette réclamation, et le condamna, en abaissant de deux degrés, la peine des travaux forcés à perpétuité, à celle de la réclusion. Son pourvoi fut rejeté, « sur le moyen, fondé sur la violation prétendue de l'art. 5 de la loi du 30 mai 1854 et de l'art. 463, C. pén., en ce que le demandeur, étant âgé de plus de soixante ans, et, à ce titre, n'étant passible que de la réclusion, n'aurait dû être condamné qu'à une peine d'emprisonnement, par l'effet des circonstances atténuantes admises par le jury; attendu que la loi du 30 mai 1854 n'a pas eu pour but de changer les peines encourues par les sexagénaires pour les crimes par eux commis, mais seulement d'établir, dans un instinct d'humanité, un mode d'exécution plus doux, relativement à ces peines, en faveur des individus âgés de soixante ans accomplis; que la peine, encourue par Bolo, si elle n'avait dû être modifiée par l'effet des circonstances atténuantes, était, en réalité, celle des travaux forcés à perpétuité, d'après les art. 145 et 146, C. pén., et que, si cette peine ne pouvait pas être prononcée contre ledit Bolo, à raison de son âge, elle n'en devait pas moins servir de point de départ pour l'application à faire à l'accusé de la peine modifiée, qui était la conséquence de l'admission des circonstances atténuantes; que l'arrêt attaqué lui a tenu compte régu-

lièrement, et d'une manière conforme à l'art. 463, C. pén., du bénéfice des circonstances atténuantes, puisqu'il l'a condamné à huit ans de réclusion, abaissant ainsi de deux degrés la peine encourue ». 7 janvier 1858, nº 3.

679. Si la peine encourue est celle de la déportation dans une enceinte fortifiée, la Cour appliquera celle de la déportation simple ou celle de la détention. Mais, dans les cas prévus par les art. 96 et 97 du Code, elle ne pourra réduire la peine qu'à la déportation simple.

680. Si la peine est celle de la déportation simple, la Cour appliquera la peine de la détention ou celle du bannissement.

681. Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la Cour appliquera la peine de la réclusion ou les dispositions de l'art. 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans.

682. Si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour appliquera les dispositions de l'art. 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an.

Une Cour d'assises avait cru pouvoir, en vertu de cette disposition, réduire la peine de la réclusion à une durée de trois années. C'était une méconnaissance formelle de la loi qui, dans ce cas, ne prononce que l'emprisonnement, et qui, d'ailleurs, ne permet pas de prononcer la réclusion pour moins de cinq années. L'arrêt fut dénoncé à la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi et immédiatement annulé. 26 décembre 1835, nº 473.

La Cour d'assises ne pourrait pas, en se considé-

rant comme tribunal correctionnel et en s'attribuant, aux termes du dernier paragraphe de l'art. 463, le droit de déclarer elle-même des circonstances atténuantes, prononcer moins d'une année d'emprisonnement.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Claude Vernadet avait été déclaré coupable de faux en écriture privée, avec circonstances atténuantes. La Cour d'assises du département du Puy-de-Dôme avait cru pouvoir ne lui infliger que trois mois d'emprisonnement. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que la déclaration des circonstances atténuantes par le jury n'a d'autre effet que d'adoucir la peine, sans enlever au fait reconnu constant son caractère criminel; que, dès lors, la Cour d'assises du Puy-de-Dôme, bien qu'appelée par cette déclaration à n'appliquer au fait de faux en écriture privée, dont Claude Vernadet a été reconnu coupable, qu'une peine correctionnelle, ne pouvait, en se considérant, comme tribunal correctionnel, aux termes du paragraphe final de l'art. 463, s'attribuer le droit de déclarer elle-même des circonstances atténuantes, et qu'elle restait soumise à la disposition générale du sixième paragraphe dudit article, qui ne lui permettait pas de réduire la peine de l'emprisonnement au-dessous d'un an; qu'ainsi elle a violé cette disposition, en réduisant à trois mois la durée de ladite peine ». 20 juillet 1838, n° 238.

De même, lorsque l'accusé est déclaré coupable d'un crime entraînant, comme peine principale, la dégradation civique, la durée de l'emprisonnement ne peut, à raison de la déclaration de circonstances atténuantes, être réduite à moins d'un an, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Jacques Jallabert avait été déclaré coupable, avec

circonstances atténuantes, d'un crime emportant la dégradation civique comme peine principale. La Cour d'assises ne l'avait condamné qu'à quelques mois d'emprisonnement. Sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt fut annulé, « attendu que, d'après l'art. 177, C. pén., la peine de la dégradation civique doit être appliquée aux fonctionnaires, agents ou préposés qui se sont laissé corrompre; que, suivant l'art. 463, § 6, C. pén., l'individu, déclaré coupable, avec des circonstances atténuantes, d'un fait emportant la peine de la dégradation civi ue, est passible de l'application de l'art. 401, sans que l'emprisonnement puisse être réduit au-dessous d'un an; que, dans le cas des art. 35 et 177, la dégradation civique est la peine principale, qu'elle doit servir de point de départ à la réduction de peine, qui est la suite des circonstances atténuantes; que c'est à ce cas que s'applique le § 6 de l'art. 463; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en appliquant à Jallabert la peine de l'emprisonnement pour moins d'un an, a violé lesdits articles et faussement appliqué le paragraphe dernier de l'art. 463, lequel paragraphe ne doit s'entendre que du cas où la peine de l'emprisonnement est encourue par le fait déclaré à la charge du condamné ». 1er juillet 1843, n° 167.

683. Dans le cas où le Code prononce le maximum d'une peine afflictive, la Cour prononcera, s'il existe des circonstances atténuantes, le minimum de la peine ou la peine inférieure. Par exemple, si le fait entraîne le maximum des travaux forcés à temps, la peine sera ou cinq ans de travaux ou la réclusion.

Lorsque la Cour d'assises appliquera cette dernière peine, elle ne sera pas tenue de la limiter à cinq années. Elle pourra la porter à son maximum et, par conséquent, lui donner une durée supérieure à celle du

minimum des travaux forcés, qu'elle ne pourrait pas excéder si elle les appliquait.

La Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Jean-Baptiste Regani et autres, « sur le deuxième moyen, tiré de la violation de l'art. 463, C. pén., en ce que la peine corporelle, prononcée contre le demandeur, aurait excédé, par sa durée, celle que rendait obligatoire la déclaration des circonstances atténuantes : attendu qu'aux termes dudit article, la Cour d'assises avait la faculté alternative d'appliquer au crime ainsi modifié, ou le minimum des travaux forcés à temps, ou la peine immédiatement inférieure; que, la disposition, qui lui attribuait cette faculté, n'ayant pas reproduit, pour le second cas, la limitation du minimum relative au premier, il s'ensuit que, dans la pensée de la loi, l'infériorité de la seconde peine résultait uniquement de sa nature; d'où la conséquence que toute latitude a été laissée au juge, quant à la détermination de sa durée; qu'ainsi l'arrêt attaqué, en condamnant le demandeur à dix années de réclusion, à raison d'un crime, qui comportait, par suite de l'atténuation, dont il avait été jugé susceptible, cinq ans de travaux forcés à temps ou la peine inférieure de la réclusion, loin de violer l'article précité, en a fait une légale appréciation ». 3 décembre 1846, nº 301. — *Conf.*, 26 mars 1863, nº 96.

684. Il importe de remarquer qu'aucune de ces dispositions n'autorise la Cour d'assises, en cas de déclaration de circonstances atténuantes, à supprimer l'amende, que la loi peut prononcer en même temps que la peine afflictive ou infamante. Il faut en conclure que ces amendes doivent toujours être appliquées, quel que soit l'abaissement de la peine principale. J'ai cherché à le démontrer sous les art. 164 et 437 du Code.

685. Passons au cas où le condamné, en faveur du-

quel le jury a déclaré des circonstances atténuantes, est en état de récidive, aux termes de l'art. 56.

Lorsqu'on sera appelé à régler cette situation, on commencera par reconnaître la peine applicable aux faits déclarés constants par le jury. On consultera ensuite l'art. 56, et l'on déterminera ainsi la peine encourue à raison du fait et de la récidive. C'est cette peine qui sera réduite d'un ou de deux degrés, à cause des circonstances atténuantes.

On évitera, ce me semble, facilement les erreurs en suivant la règle que je viens d'indiquer, et que j'ai prise dans les arrêts de la Cour de cassation, notamment dans celui du 24 janvier 1867, n° 16.

Je vais en faire l'application à certains cas et rappeler les espèces sur lesquelles la jurisprudence a eu à s'expliquer.

686. L'accusé est déclaré coupable d'un crime emportant par lui-même la peine de mort. Le jury lui accorde des circonstances atténuantes. La Cour d'assises doit, d'après l'art. 463, lui infliger ou la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps. Mais, précédemment, il a été condamné à une peine afflictive ou infamante. Sera-t-on dans la nécessité, si on descend la peine de deux degrés, c'est-à-dire, si on lui applique les travaux forcés à temps, de lui infliger le maximum de cette peine, par la raison que l'article le prononce contre le récidiviste, qui a commis un nouveau crime, punissable des travaux forcés à temps? Non, assurément, car si le condamné encourt cette peine, ce n'est pas à raison du fait nouveau qui lui est imputable, mais c'est à cause des circonstances atténuantes, admises en sa faveur, à l'occasion d'un crime réprimé par une peine bien autrement sévère.

La Cour de cassation l'a reconnu dans l'espèce suivante.

Le nommé Brun, condamné précédemment à dix ans de réclusion, avait été déclaré coupable d'un crime emportant la peine de mort. Le jury lui avait accordé le bénéfice des circonstances atténuantes ; la Cour d'assises l'avait condamné à vingt ans de travaux forcés, en expliquant, dans son arrêt, que si elle lui avait appliqué le maximum de cette peine, c'était parce qu'elle s'y était crue obligée par l'art. 56 du Code. Sur le pourvoi du condamné, l'arrêt fut annulé, « attendu que, lorsque l'état de récidive de l'accusé, reconnu coupable, concourt avec une déclaration de circonstances atténuantes, la peine doit être déterminée sur la nature du crime déclaré constant, avec l'aggravation qu'emporte une condamnation antérieure à une peine afflictive et infamante; que cette peine, que l'accusé aurait subie, si des circonstances atténuantes n'avaient pas été admises en sa faveur, doit ensuite être abaissée d'un ou de deux degrés, conformément à l'art. 463, C. pén.; que, dans l'espèce, le crime, dont Victor-Basile Brun a été déclaré coupable, entraînait la peine de mort; que son état de récidive ne pouvait apporter à cette peine aucune aggravation; que, par suite de l'admission des circonstances atténuantes, la Cour d'assises devait, aux termes du § 1er de l'art. 463, C. pén., appliquer la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps; qu'en condamnant le demandeur à la peine de vingt ans de travaux forcés, elle a déclaré ne pas user de la latitude, que lui donnait l'art. 19, C. pén.; qu'elle a prononcé le maximum de cette peine comme conséquence nécessaire de son état de récidive; qu'en effet, après avoir rappelé les faits, reconnus constants par le jury, et les articles de loi, qui les répriment,

l'arrêt attaqué ajoute qu'il y a lieu d'appliquer les peines de la récidive, Brun ayant été condamné antérieurement à la peine de dix ans de réclusion par l'arrêt de la Cour d'assises des Basses-Alpes du 5 décembre 1845; qu'en outre, dans la transcription des articles de la loi pénale, il se borne à rappeler le paragraphe de l'art. 59, C. pén., qui porte qu'au cas de récidive l'accusé, qui aura encouru la peine des travaux forcés à temps, subira le maximum de cette peine, qui pourra être élevée jusqu'au double; que, sans doute, la première condamnation, prononcée contre l'accusé, pouvait entrer comme élément moral dans la fixation de la durée de la peine, mais, qu'en droit elle laissait à l'art. 463 toute sa latitude et n'apportait aucune restriction ni entrave à l'application de ses dispositions; qu'en se déclarant liée par l'état de récidive de l'accusé Brun, et obligée, par suite, de le condamner au maximum des travaux forcés à temps, la Cour d'assises des Basses-Alpes a faussement interprété les art. 56 et 463, C. pén. ». 15 janvier 1857, n° 25.

687. L'accusé a été déclaré coupable d'un crime emportant la peine des travaux forcés à perpétuité. Antérieurement, il avait été condamné à la même peine. Il encourait donc la mort, aux termes de l'art. 56. Mais le jury a admis en sa faveur des circonstances atténuantes. La Cour d'assises ne peut donc plus lui infliger que les travaux forcés à perpétuité, ou les travaux forcés à temps; et, comme je l'ai expliqué dans l'espèce précédente, elle n'est pas tenue de lui appliquer le maximum de cette dernière peine, si elle abaisse la peine de deux degrés.

688. L'accusé est déclaré coupable d'un crime entraînant la peine des travaux forcés à temps. Il a été condamné antérieurement à une peine afflictive ou in-

famante. Il encourt donc, aux termes de l'art. 56, le maximum des travaux forcés à temps, lequel peut même être élevé jusqu'au double. Mais il a obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes; d'après l'art. 463, la Cour d'assises le condamnera, soit au minimum des travaux forcés, soit à la réclusion.

La Cour est-elle autorisée, dans le cas que j'examine, à élever le minimum des travaux forcés, qui est de cinq ans à dix ans, sous le prétexte que la durée de cette peine pouvant être doublée, c'est-à-dire, portée à quarante ans contre les récidivistes, il en résulte que la durée du minimum, que l'art. 463 prononce, peut être doublée contre eux et par suite, portée à dix ans. J'ai démontré, dans mon premier volume, n° 489, qu'en procédant ainsi, la Cour d'assises faisait une fausse application de la loi. Aux nombreux arrêts, que j'ai cités, j'ajouterai ceux des 26 juin 1862, n° 154; 5 janvier 1866, n° 7; 5 avril 1866, n° 92.

689. L'accusé est déclaré coupable d'un crime emportant la peine de la réclusion. Il a été précédemment condamné à une peine afflictive ou infamante. Il encourt, à raison de cette récidive, les travaux forcés à temps. Mais des circonstances atténuantes lui ont été accordées. La Cour devra donc lui appliquer, soit la peine de la réclusion, soit les dispositions de l'art. 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans.

Si, malgré l'admission des circonstances atténuantes, elle prononçait contre lui la peine des travaux forcés, son arrêt sera infailliblement annulé. 24 septembre 1857, n° 351.

Il en serait de même, si, faisant une nouvelle application de la récidive, elle prononçait contre lui dix

années d'emprisonnement, en se fondant sur les dispositions de l'art. 57 du Code. 8 janvier 1848, n° 4.

Ces exemples suffisent, assurément, pour indiquer comment on devrait procéder, si on se trouvait dans un des autres cas, indiqués dans les art. 56 et 463 du Code.

690. La question se complique étrangement, lorsqu'il s'agit de déterminer la peine applicable à l'accusé, qui, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, ou, correctionnellement, à un emprisonnement de plus d'une année, est déclaré coupable, avec circonstances atténuantes, d'un crime, qui devra n'être puni que de peines correctionnelles.

La Cour d'assises sera-t-elle toujours dans la nécessité de prononcer le maximum de la peine, portée par la loi, comme les art. 57 et 58 semblent le lui ordonner? Au contraire, pourra-t-elle, si elle le juge convenable, tempérer la rigueur de cette peine?

Les art. 57 et 58 sont précis et formels dans leurs injonctions. Ils prescrivent de condamner, au maximum de la peine, quiconque, ayant été condamné, soit, pour crime, à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, soit, correctionnellement, à un emprisonnement de plus d'une année, a commis un crime, qui devra n'être puni que de peines correctionnelles. Il faut, pour que la Cour d'assises puisse tempérer la sévérité de ces dispositions, trouver un texte qui lui en donne le droit. Où le chercher, si ce n'est dans l'art. 463? Mais, en consultant successivement les différentes dispositions de cet article, on n'en rencontre pas une qui puisse attribuer ce droit à la Cour. Aucune de celles, que j'ai étudiées jusqu'à présent, n'est, assurément, applicable à ce cas, puisque, toutes, elles ne concernent que l'abaissement des peines afflictives ou infamantes.

Quant à celles qu'il me reste à examiner, elles y sont également étrangères ; elles ne regardent que les tribunaux correctionnels, et, par conséquent, ne peuvent avoir la vertu d'autoriser les Cours d'assises à prononcer l'abaissement d'une peine encourue, à raison d'un crime.

Il est fort regrettable que la loi du 13 mai 1863, en introduisant, dans les art. 57 et 58, une espèce de récidive, inconnue jusque-là, n'ait pas, en même temps, introduit dans l'art. 463, une disposition nouvelle, pour donner aux Cours d'assises le pouvoir de réduire la peine encourue par ce récidiviste d'un nouveau genre.

Cependant, il faut le reconnaître, elle ne peut pas avoir eu la pensée d'imposer à ces Cours l'obligation de prononcer, d'une manière inflexible, le maximum de la peine contre ceux qui, ayant été condamnés, pour crime, à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, ou, correctionnellement, à un emprisonnement de plus d'une année, ont commis un crime, qui devra n'être puni que de peines correctionnelles. Lui prêter cette pensée, ce serait la supposer singulièrement irrationnelle. Elle aurait eu plus d'indulgence pour celui qui en méritait moins. En effet, si l'accusé est déclaré coupable, avec circonstances atténuantes, d'un crime, emportant la peine de la réclusion, qui, à raison de son état de récidive, résultant d'une condamnation précédente à une peine afflictive ou infamante, encourt les travaux forcés à temps, la Cour d'assises peut, en raison de l'art. 463, abaisser la peine de deux degrés, et, n'infliger à cet accusé que deux années d'emprisonnement. Au contraire, si les art. 57 et 58 devaient être rigoureusement observés, l'accusé, qui, déclaré coupable, avec circonstances atténuantes, d'un crime emportant la peine des travaux forcés à temps,

ne serait en récidive que pour avoir été condamné correctionnellement, encourrait pour le moins, cinq années d'emprisonnement.

Assurément, la loi n'a pas entendu consacrer une pareille inconséquence.

Mais, comment éviter ce résultat?

Autorisera-t-on la Cour d'assises, à déclarer, de son chef, les circonstances atténuantes, et, par suite, à diminuer la durée de la peine?

Les principes s'y opposent.

D'une part, il n'appartient qu'au jury, dans les matières criminelles, de s'expliquer sur les circonstances atténuantes; d'autre part, aucune disposition ne permet d'accorder, deux fois, à l'accusé, le bénéfice de ces circonstances. Ces deux propositions sont indiscutables; elles servent de fondement aux arrêts de la Cour de cassation des 20 juillet 1838, n° 238, et 1er juillet 1843, n° 187, que j'ai cités plus haut.

Il faut donc chercher ailleurs les moyens de solution.

La Cour de cassation a fait une distinction, qui tranche la question pour un cas, mais ne la tranche pas pour l'autre.

Elle considère que les circonstances atténuantes, autorisant à abaisser la peine de deux degrés, les Cours d'assises peuvent, à raison de cette faculté; après avoir réduit la réclusion à l'emprisonnement, diminuer la durée de cette dernière peine, et s'abstenir de prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police de l'Etat.

François Hoffmann, condamné, pour crime, à une peine supérieure à une année de prison, avait été déclaré coupable d'un nouveau crime, qui, à raison des circonstances atténuantes, devait n'être puni que de peines correctionnelles. La Cour d'assises lui infligea

trois années d'emprisonnement. Le ministère public estima que la peine était insuffisante. La Cour d'assises aurait dû, selon lui, prononcer cinq années d'emprisonnement, et mettre le condamné sous la surveillance de la haute police. Son pourvoi fut rejeté, « sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation de l'art. 57, C. pén., et de la fausse application de l'art. 463 du même Code, en ce que l'arrêt attaqué a condamné l'accusé à une peine moindre que celle de cinq années d'emprisonnement, et s'est refusé à le placer sous la surveillance spéciale de la haute police : attendu, qu'en principe général, la déclaration, par le jury, des circonstances atténuantes autorise les Cours d'assises à abaisser de deux degrés les peines que prononce la loi ; qu'une disposition expresse serait nécessaire pour qu'il en fût autrement, même en cas de récidive ; que l'art. 57, C. pén., se borne à statuer que « quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura commis un délit ou un crime, qui ne devra être puni que de peines correctionnelles, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double » ; qu'ainsi ledit article, loin d'exclure le droit d'atténuation, puisé dans l'art. 463, en implique l'exercice au premier degré, et laisse à la Cour la faculté d'en user à son tour, la peine étant celle de l'emprisonnement, et le § 6 de l'art. 463 permettant au juge d'appliquer l'art. 401, sans toutefois pouvoir réduire la peine au-dessous d'un an ; que, s'il en doit être autrement dans le cas où le nouveau crime, reconnu constant, avec admission de circonstances atténuantes, était passible des travaux forcés à temps, c'est que, pour que l'accusé ne soit frappé que de peines correctionnelles, une double atténuation de la peine a déjà eu

lieu, et qu'il ne reste plus alors aucun moyen légal de réduire le maximum de la peine d'emprisonnement, édicté par les art. 57, 58 et 401 ; attendu, en ce qui touche plus particulièrement la surveillance, que l'application en est facultative, suivant l'art. 401, auquel renvoie le § 6 de l'art. 463 ; or, attendu, en fait, que François Hoffmann, déjà condamné pour crime à une peine supérieure à une année de prison, déclaré, par l'arrêt attaqué, coupable d'un autre crime, qui, à raison du bénéfice des circonstances atténuantes, devait n'être puni que de peines correctionnelles, a été condamné, par application des art. 386, § 3, 57, 463 et 401, C. pén., à trois années d'emprisonnement ; d'où il suit que la Cour d'assises de la Haute-Marne, loin de violer les dispositions invoquées par le demandeur, en a fait, au contraire, une exacte interprétation ». 26 mai 1864, n° 132.

Cet arrêt pourrait être assurément critiqué. Le principe, sur lequel il repose, n'est pas parfaitement vrai : diminuer la durée d'une peine n'est pas abaisser la peine d'un degré, comme l'entend l'art. 463. Cependant je me garderai bien d'insister, tant il est désirable, selon moi, qu'on puisse soustraire les Cours d'assises à la règle trop rigoureuse des art. 57 et 58.

Mais, comme je l'ai dit, si la difficulté est surmontée pour le cas où l'accusé n'est déclaré coupable que d'un crime entraînant la peine de la réclusion, elle ne l'est pas pour le cas où il s'agit d'un crime puni des travaux forcés à temps. En abaissant la peine à l'emprisonnement, la Cour d'assises a épuisé les deux degrés d'atténuation ; elle ne peut donc plus, comme dans le cas précédent, en raison de l'un de ces degrés, diminuer la durée de la peine.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Allain Ruman, condamné précédemment à un emprisonnement de plus d'une année, avait été déclaré coupable d'un vol commis avec effraction dans un édifice. Malgré les réquisitions du ministère public, la Cour d'assises ne lui avait infligé que trois ans d'emprisonnement. Son arrêt fut annulé, « sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la fausse application de l'art. 463 et de la violation de l'art. 58, C. pén., modifié par la loi du 13 mai 1863, en ce qu'après avoir déclaré Alain Ruman passible des travaux forcés à temps, la Cour d'assises du Finistère, reconnaissant qu'il avait été antérieurement condamné à un emprisonnement de plus d'une année, et qu'il se trouvait dans le cas prévu par l'art. 58, n'a cependant prononcé contre lui qu'une peine de trois ans de prison, en vertu des art. 58 et 463 combinés; attendu qu'aux termes dudit art. 58, les prévenus, précédemment condamnés à un emprisonnement de plus d'une année, sont, en cas de nouveau délit ou de crime, qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, condamnés au maximum de la peine portée par la loi; que, par ces mots, *en cas de crime, qui devra n'être puni que de peines correctionnelles*, la loi a entendu tous les cas où le fait, qualifié crime par l'accusation, ne devient passible, d'après la déclaration du jury, que de peines correctionnelles, soit que ce résultat ait été produit par l'admission d'un fait d'excuse ou par le rejet des circonstances aggravantes, soit qu'il ait été produit par la déclaration des circonstances atténuantes; que la loi ne fait, en effet, aucune distinction entre les causes d'atténuation de la peine, et qu'il ressort de ses motifs qu'elle a l'intention formelle de ne considérer que le résultat de la poursuite; que le but de cette règle nouvelle a été de frapper d'une aggravation pénale des cas de récidive, qui avaient échappé à la

prévoyance de la loi ; que, si, jusque-là, aucune aggravation n'était attachée à la récidive de délit à crime, c'est que la peine du crime laissait au juge une latitude suffisante pour la répression, mais que la faculté, créée par l'art. 463, de faire dégénérer le crime en délit, pour la peine qui lui est appliquée, ne laissant plus au juge cette latitude, il a paru nécessaire de fixer, dans ce cas, la limite où l'atténuation devait s'arrêter; qu'ainsi, lorsque, comme dans l'espèce, le crime, qui sert de base à la seconde poursuite, est passible de la peine des travaux forcés à temps, que le jury a déclaré l'existence des circonstances atténuantes, et que la Cour d'assises, par un double degré d'atténuation, se trouve amenée à faire l'application d'une peine correctionnelle, cette peine, à raison de la récidive, ne peut descendre au-dessous du niveau déterminé par l'art. 58; que, d'une part, cette limite est fixée pour tous les cas où l'emprisonnement est prononcé pour un crime, commis en récidive d'un délit et puni de peines correctionnelles, et que, d'une autre part, le juge, en descendant la peine de deux degrés, a épuisé son pouvoir d'atténuation; que, dès lors, en ne prononçant qu'une peine de trois années de prison contre Allain Ruman, qu'elle déclarait coupable de vol commis avec effraction dans un édifice, et qu'elle reconnaissait avoir été déjà condamné à un emprisonnement de plus d'une année, la Cour d'assises du Finistère a violé l'art. 58 et faussement appliqué l'art. 463, C. pén. ». 26 mars 1864, n° 77.

Dans cette dernière hypothèse, la loi reste donc avec son inconséquence. Trouvera-t-on le moyen de l'interpréter autrement? Je ne sais. Pour moi, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de la modifier au plus vite.

691. Lorsque l'accusé, déclaré coupable avec circonstances atténuantes, sera un mineur de seize ans,

on déterminera d'abord la peine encourue par le crime qu'il a commis; on l'abaissera, ensuite, en raison de la minorité, et ce sera, sur cette peine réduite, que les circonstances atténuantes produiront leur effet. J'ai développé cette proposition dans mon deuxième volume, nos 324 et suiv. Aux arrêts cités au n° 324, j'ajoute celui du 10 août 1866, n° 204.

692. Lorsque, par suite des réponses négatives du jury, le crime prend le caractère d'un délit, il n'appartient plus qu'à la Cour d'assises de rechercher et de déclarer s'il existe des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. En conséquence, si le jury, malgré son incompétence, en admet, la Cour peut n'en tenir aucun compte dans l'application de la peine, comme la Cour de cassation l'a jugé, en statuant sur le pourvoi, formé par le ministère public contre un arrêt de la Cour d'assises du département d'Indre-et-Loire, « attendu que, d'après la combinaison de l'article 341, C. instr. crim., avec les six premiers paragraphes de l'art. 463, C. pén., la déclaration du jury, affirmative sur les circonstances atténuantes, n'oblige les Cours d'assises à prononcer nécessairement une atténuation de peine qu'autant que le fait, déclaré constant par le jury, est de nature à entraîner des peines afflictives ou infamantes; qu'au contraire, dans le jugement des affaires correctionnelles, les juges sont seuls investis, par le dernier paragraphe de l'art. 463 précité, du droit d'apprécier les circonstances atténuantes et de modifier les peines établies par la loi; et que, dans l'espèce, le fait, soumis au jury, a été par lui dépouillé des circonstances aggravantes, qui le rendaient passible de peines afflictives ou infamantes, et n'a plus constitué qu'un délit correctionnel; que, dès lors, la réponse du jury, affirmative de l'existence des circonstances atténuantes,

n'a pu lier la Cour d'assises ni exercer une influence légale sur la décision, qu'elle devait porter relativement, soit à l'existence de ces circonstances, soit à l'atténuation de peine, qui pouvait en être le résultat ». 19 janvier 1833, nº 19. — *Conf.*, 7 décembre 1832. J. Pal., à sa date.

693. En est-il de même, lorsque le crime est déclaré excusable, et que, par suite, il n'encourt plus qu'une peine correctionnelle?

Il faut, je crois, faire une distinction.

Si l'excuse transforme le fait, si elle convertit le crime en une sorte de délit, le jury n'aura plus qualité pour déclarer les circonstances atténuantes, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante.

Le nommé Barot avait été déclaré coupable d'un meurtre reconnu excusable. Le jury avait déclaré les circonstances atténuantes. Néanmoins, la Cour l'avait condamné au maximum de la peine. Le pourvoi, qu'il forma contre l'arrêt de condamnation, fut rejeté, « attendu que, si le bénéfice des circonstances atténuantes est, en effet, de faire réduire les peines, encourues pour un fait qualifié crime ou délit, dans la mesure, que prescrivent les dispositions de l'art. 463, C. pén., cette règle ne doit s'entendre que de l'application des peines et ne saurait exercer sur le caractère et la nature du fait lui-même, tel que le jury l'a reconnu à la charge de l'accusé, aucune influence; qu'un fait de meurtre reconnu excusable, comme dans l'espèce, ne constitue plus, en réalité, l'homicide volontaire, prévu et puni de la peine des travaux forcés à perpétuité, aux termes de l'art. 304, C. pén., *in fine*, mais un crime excusable qui consiste dans deux circonstances devenues indivisibles; que le meurtre et l'excuse ne forment plus ensemble que le meurtre excusable, dont les éléments ne

peuvent être scindés pour autoriser une première modification de la peine du crime de meurtre pur et simple, en vertu de l'art. 463 précité, et soumettre ensuite ce crime, descendu à la peine des travaux forcés à temps ou de la réclusion, à une seconde atténuation, qui procéderait de l'excuse, conformément à l'art. 326; que, d'ailleurs, il résulte du dernier paragraphe dudit art. 463 que, dans tous les cas où les peines, prononcées par la loi, sont celles de l'emprisonnement et de l'amende, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de les réduire facultativement, dans les limites déterminées par la disposition, suivant les circonstances y exprimées; qu'il suit, de là, que, dans l'espèce, le fait, déclaré à la charge du demandeur, ayant été déclaré excusable, et la peine de l'emprisonnement étant seule édictée par l'art. 326, C. pén., c'était à la Cour d'assises seule qu'il appartenait de fixer la durée de cette peine, et qu'elle ne pouvait être tenue de la réduire, en raison de la déclaration faite par le jury qu'il existait des circonstances atténuantes; qu'ainsi, en prononçant, comme il l'a fait, le maximum de la peine d'emprisonnement applicable au meurtre excusable, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les art. 304, 326, § 1, et 463, C. pén., en a fait, au contraire, une saine interprétation ». 20 juin 1867, nº 142. — *Conf.*, 13 septembre 1850, nº 307; 22 juillet 1852, nº 242.

Si, au contraire, l'excuse laisse au fait son caractère de crime et n'a, pour résultat, que de tempérer la peine, je crois que, dans ce cas, les jurés conservent le droit de se prononcer sur les circonstances atténuantes. Ainsi, la Cour de cassation n'a jamais contesté au jury qui avait déclaré l'accusé mineur de seize ans le pouvoir de les reconnaître. 19 septembre 1839, nº 300; 6 juin 1840, nº 164; 26 février 1841, nº 53; 9 juillet 1841, nº 209;

27 mai 1852, n° 169; 24 mars 1853, n° 111; cités dans mon deuxième volume, sous les art. 66 à 69, 10 août 1866, n° 204.

694. Lorsque l'accusation comprend plusieurs chefs, les jurés peuvent s'expliquer sur les circonstances atténuantes, ou par une déclaration collective, ou par des déclarations successives sur chacun des faits. S'ils emploient ce dernier procédé, ils n'excusent que les faits, à raison desquels ils ont déclaré les circonstances atténuantes. 30 août 1833, n° 346; 17 septembre 1835, n° 360; 16 août 1839, n° 262; 30 décembre 1841, n° 372; 8 juin 1843, n° 134; 22 février 1846, n° 57, etc.....

695. S'il y a plusieurs accusés et que le jury veuille admettre des circonstances atténuantes en faveur de chacun d'eux, il doit faire autant de déclarations qu'il y a d'accusés. 1er avril 1842, n° 76; 31 juillet 1847, n° 170; 15 juin 1848, n° 179; 27 juillet 1848, n° 207; 3 août 1848, n° 213; 14 octobre 1848, n° 255; 11 janvier 1849, n° 5; 25 janvier 1849, n° 19; 8 février 1849, n° 29; 31 janvier 1850, n° 39; 5 mai 1855, n° 156, etc.....

696. Les accusés, auxquels le jury aurait accordé le bénéfice des circonstances atténuantes, ne pourraient pas se faire un moyen de cassation de ce que cette déclaration, qui ne leur est que favorable, aurait été collective. 2 mai 1850, n° 78; 5 janvier 1854, n° 1; 8 mai 1864, n° 122; 28 septembre 1865, n° 186, etc.....

697. J'arrive à la deuxième partie de l'art. 463, à celle qui concerne les délits.

Par cette disposition, les tribunaux correctionnels sont autorisés, si les circonstances leur paraissent atténuantes, à réduire, même en cas de récidive, la peine

de l'emprisonnement et celle de l'amende, prononcées par le Code pénal.

698. Il existe, entre cette disposition et celle qui concerne les crimes, deux différences qu'il importe de remarquer : dans l'une, la réduction de la peine est obligatoire; dans l'autre, elle n'est que facultative; dans l'une, la modification s'étend aux peines prononcées par les lois, quelles qu'elles soient, contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables par le jury; dans l'autre, elle ne concerne que les peines prononcées par le Code pénal.

699. De ce que la réduction de la peine n'est que facultative pour les tribunaux correctionnels, il faut conclure que ces tribunaux peuvent, même en déclarant qu'il existe des circonstances atténuantes, ne pas réduire la peine, au-dessous du minimum, déterminé par la disposition applicable au délit, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi de Martial-Félix Reys, « attendu que, dans les cas où les tribunaux correctionnels déclarent qu'il existe des circonstances atténuantes, l'application de l'art. 463 étant facultative pour ces tribunaux, ils peuvent ne pas réduire la peine au-dessous du minimum de la disposition applicable au délit ». 15 mars 1850, n° 96. — *Conf.*, 20 février 1846, n° 54; 15 janvier 1852, n° 14.

700. De ce que, dans la disposition que j'examine, la modification ne concerne que les peines prononcées par le Code pénal, il faut conclure que les tribunaux correctionnels ne peuvent pas, en vertu de l'art. 463, réduire la pénalité des lois spéciales. Pour qu'ils puissent le faire, il faut qu'ils y soient autorisés par un texte formel de ces lois.

C'est un principe que la Cour de cassation n'a jamais laissé méconnaître. Elle a annulé toutes les décisions

qui y ont contrevenu. Je cite par leur date, à titre d'exemples, les arrêts des 12 mars 1813, n° 49; 3 septembre 1813, n° 196; 18 mai 1821, n° 76; 12 juillet 1834, n° 225; 27 mai 1837, n° 165; 10 mai 1839, n° 150; 10 janvier 1840, n° 12; 6 septembre 1851, n° 372; 15 septembre 1854, n° 284; 21 août 1856, n° 293; 28 mars 1857, n° 131; 22 décembre 1859, n° 283; 4 janvier 1861, n° 3.

701. L'art. 463 deviendrait-il applicable à ces lois, si leur pénalité se trouvait aggravée soit par les art. 57 et 58, C. pén., à raison de l'état de récidive de l'inculpé, soit par l'art. 198 du Code, à raison de sa qualité? Non, assurément. La peine encourue est celle de la loi spéciale, que le Code se borne à aggraver.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé, en annulant, sur le pourvoi du ministère public, un arrêt de la Cour de Caen, « attendu que les dispositions de l'art. 58, C. pén., sont générales et absolues et s'appliquent à tous les délits prévus par des lois particulières, lorsque ces lois n'ont pas établi de règles spéciales pour la récidive de ces délits; qu'il n'en est pas de même des dispositions de l'art. 463, C. pén., parce que, d'après les termes mêmes de cet article, elles sont restreintes aux délits prévus et spécifiés par ledit Code; que, par conséquent, cet article ne peut être appliqué aux délits, prévus par des lois spéciales, qu'autant que ces lois en autorisent formellement l'application; qu'on ne saurait prétendre avec raison que l'état de récidive du prévenu, lequel entraîne l'application de l'art. 58, C. pén., puisse motiver ou autoriser l'extension de l'art. 463, C. pén., à une loi, qui n'en admet pas l'application dans le cas d'une première condamnation ». 7 septembre 1837, n° 262. — *Conf.*, 4 janvier 1861, n° 3.

702. Les tribunaux correctionnels peuvent-ils, en

déclarant les circonstances atténuantes, faire remise des peines accessoires, c'est-à-dire de la confiscation, du renvoi sous la surveillance de la haute police, de l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 du Code, de l'interdiction des fonctions publiques?

Il faut distinguer.

Ils ne peuvent pas s'abstenir de prononcer la confiscation, qui affecte plus la chose que la personne. Je crois avoir démontré cette proposition dans mon premier volume, n° 78. Aux arrêts que j'ai cités, on peut joindre ceux des 27 septembre 1833, n° 410, et 7 juillet 1854, n° 218.

Au contraire, ils peuvent faire remise de la surveillance ou en diminuer la durée. La question a reçu tous les développements, qu'elle comporte, dans mon premier volume, n° 202.

Ils peuvent également affranchir le condamné de l'interdiction des fonctions publiques, comme la Cour de cassation l'a jugé, en rejetant le pourvoi du procureur général de Rouen, « attendu que l'art. 9, n° 2, C. pén., a placé l'interdiction à temps de certains droits civiques parmi les peines correctionnelles; que l'art. 463, n° 8, du même Code autorise les tribunaux correctionnels, dans le cas où ils reconnaissent des circonstances atténuantes, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de seize francs, à prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, même à substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas, elle puisse être au-dessous des peines de simple police; que cette faculté, créée par le législateur, dans la révision de 1832, de réduire les peines correctionnelles même aux peines de police, emporte virtuellement et nécessairement celle d'affranchir le condamné, au profit duquel il existe des circon-

stances atténuantes, de l'interdiction des fonctions publiques, prononcée par l'art. 171, C. pén.; et qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué, loin de violer l'art. 463 du même Code, en a fait une saine interprétation ». 12 septembre 1846, n° 248.

Enfin, les tribunaux correctionnels peuvent s'abstenir de prononcer l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 du Code. 27 mars 1813, J. Pal., à sa date. 12 septembre 1846, n° 248, que je viens de transcrire.

703. Les circonstances atténuantes peuvent être déclarées même en faveur de l'inculpé qui fait défaut.

La Cour de cassation l'a reconnu, en rejetant le pourvoi du ministère public contre un jugement du tribunal de police de Paris, « attendu que les tribunaux, lorsqu'ils prononcent par défaut sur les affaires, dont ils sont saisis, ne doivent adjuger à la partie requérante, d'après l'art. 150, C. proc. civ., que les conclusions qu'ils reconnaissent *justes et bien vérifiées*, et que la juridiction répressive elle-même est tenue d'observer cette règle du droit commun, puisque aucune disposition du Code d'instruction criminelle n'y a dérogé; que les tribunaux de simple police et de police correctionnelle remplissent, dans l'exercice de leurs attributions, les fonctions dévolues aux jurés dans les affaires du grand criminel; qu'ils sont, comme ceux-ci, appréciateurs et juges des faits soumis à leur examen, ainsi que de la culpabilité ou de l'innocence des prévenus; que les art. 483 et 463, C. pén., ont abandonné à leur discernement et à leur conscience l'usage du pouvoir, dont ils les investissent, dans les cas où les circonstances de la contravention ou du délit leur paraissent atténuantes; qu'ils doivent, dès lors, recevoir leur application, même dans les jugements par défaut, par la

raison que la conviction des magistrats, à cet égard, peut résulter, soit de la simple lecture du procès-verbal dressé contre l'inculpé, soit du libellé de la citation ». 1er décembre 1842, n° 313.

704. Les peines encourues peuvent être plus ou moins réduites, suivant qu'elles sont plus ou moins graves.

Si la peine est un emprisonnement, dont le minimum n'est pas inférieur à un an, ou une amende dont le minimum n'est pas inférieur à cinq cents francs, les tribunaux ne pourront pas réduire l'emprisonnement au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de seize francs.

Dans le cas où la peine, emprisonnement ou amende, n'atteint pas le minimum, que je viens d'indiquer, les tribunaux ont un pouvoir beaucoup plus discrétionnaire.

Si le délit est puni à la fois d'un emprisonnement et d'une amende, ils peuvent appliquer ces deux peines, en les réduisant, l'une à six jours, l'autre à seize francs, ou ne prononcer que l'une d'elles.

Telles étaient les règles, tracées à l'indulgence des tribunaux correctionnels par la loi du 13 mai 1863. Le Gouvernement de la défense nationale a cru devoir, par le décret dont j'ai donné plus haut la date, abroger ces dispositions et les remplacer par celles que la loi du 28 avril 1832 avait introduites dans le Code et qu'elles avaient remplacées.

705. Lorsque les juges correctionnels se bornent à infliger l'amende, ils ne peuvent pas, sous le prétexte qu'ils affranchissent le condamné de l'emprisonnement, prononcer une amende supérieure au maximum de celle qui est encourue, à raison du délit dont ils déclarent l'existence.

La Cour de cassation l'a jugé, en annulant, sur le pourvoi du ministère public, un jugement du tribunal supérieur de Saint-Mihiel, « attendu que, d'après l'art. 330, C. pén., le maximum de l'amende applicable, ainsi que l'emprisonnement, porté par le même article, au délit d'outrage public à la pudeur, est de deux cents francs ; que, si le préjudice n'excède pas vingt-cinq francs et si les circonstances sont atténuantes, l'art. 463 autorise bien les tribunaux soit à réduire l'emprisonnement au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de seize francs, soit à ne prononcer séparément que l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas, elle puisse être au-dessous des peines de simple police; mais qu'il ne les autorise pas à prononcer des peines autres que celles qui sont portées dans l'article du Code pénal relatif au délit; qu'ainsi, lorsque ces peines sont celles de l'emprisonnement et de l'amende, et que, d'après la réunion des deux circonstances spécifiées dans l'art. 463, le tribunal juge convenable de n'appliquer que l'amende, il peut bien la porter jusqu'au *maximum*, fixé par l'article du Code pénal concernant le délit, mais il ne saurait aller au delà; qu'en effet, en dépassant ce *maximum*, il prononcerait une amende plus forte, par la quotité de la somme, que celle qui serait fixée par la loi pénale pour le fait imputé, et, sous ce rapport, il punirait ce fait d'une peine autre que celle que la loi aurait établie, ce qui serait un excès de pouvoir ». 3 novembre 1827, n° 278. — *Conf.*, 7 mars 1844, n° 86; 4 novembre 1854, n° 318.

706. Lorsque le délit n'est puni que d'un emprisonnement, les tribunaux correctionnels peuvent, même dans ce cas, supprimer cette peine, et la remplacer par une amende.

Mais quelle sera la quotité de cette amende? La loi

a omis de l'indiquer : c'est d'autant plus regrettable qu'aucune disposition du Code ne fixe de maximum pour les amendes correctionnelles. Les uns ont pensé que les tribunaux pourraient, dans le cas que j'examine, élever l'amende autant qu'ils le jugeraient convenable, suivant l'exigence des circonstances. Les autres ont cru qu'ils ne devaient prononcer qu'une amende de simple police. La Cour de cassation, se plaçant entre ces deux extrêmes, a jugé que l'amende applicable était le minimum de l'amende correctionnelle.

La veuve Carossio, reconnue coupable du délit, puni de la peine de l'emprisonnement par l'art. 252 du Code, avait été, à raison des circonstances atténuantes, condamnée à cent francs d'amende. Sur le pourvoi du ministère public, la décision fut annulée, « attendu que, d'après l'art. 4, nulle infraction ne peut être punie de peines, qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'elle fût commise; que cette disposition, qui domine toute notre législation criminelle, exclut toute peine arbitraire, non-seulement quant à sa nature, mais aussi quant à sa quotité; qu'il suit de là que, lorsque la loi établit, pour un cas donné, une peine d'une nature déterminée, sans fixer un maximum, les tribunaux sont tenus de ne prononcer que le minimum de cette peine, tel qu'il est réglé par les dispositions générales du Code pénal; que ce minimum, pour les peines correctionnelles, est de six jours pour l'emprisonnement et de seize francs pour l'amende, d'après la combinaison des art. 9, 465 et 466, C. pén.; attendu que cette règle est applicable au cas où les tribunaux sont autorisés, lorsque les circonstances sont atténuantes et qu'il s'agit d'un délit puni seulement de l'emprisonnement, à substituer à cette peine celle de l'amende, puisque l'art. 463, qui leur donne ce pouvoir, a omis de dire dans

quelles limites cette amende serait prononcée, et que l'art. 9, ni aucune autre disposition générale du Code pénal, ne fixe de maximum pour les amendes correctionnelles; que permettre aux tribunaux de fixer arbitrairement l'amende, et, par conséquent, de l'élever aussi haut qu'ils le jugeraient convenable, suivant l'exigence des cas, ce serait leur accorder un pouvoir absolument incompatible avec les principes de notre droit criminel; que la veuve Carossio a été reconnue coupable du délit, prévu et puni de la peine d'emprisonnement par l'art. 252, C. pén.; que la Cour de Rennes, ayant reconnu qu'il existait des circonstances atténuantes, a substitué à cette peine celle de cent francs d'amende, en quoi elle a faussement appliqué l'art. 463 et formellement violé l'art. 4, C. pén. » 9 janvier 1846, n° 16.

707. Au reste, en aucun cas, l'amende ne peut être au-dessous des peines de simple police, c'est-à-dire d'un franc.

708. A plus forte raison, les tribunaux ne peuvent pas s'autoriser des circonstances atténuantes, pour renvoyer l'inculpé des poursuites. 23 juillet 1836, n° 245, 31 décembre 1846, n° 332.

709. « Les circonstances atténuantes ne sont pas des accesssoires du fait principal, comme le disait, avec raison, l'exposé des motifs de la loi du 28 avril 1832, elles sont une partie essentielle de ce fait lui-même, et elles déterminent son plus ou moins haut degré d'immoralité. Ce vol est moins criminel, parce que le coupable n'a pas eu pleine conscience de son crime, parce qu'il a été séduit, passionné, parce qu'il a fait des aveux, témoigné du repentir, essayé une réparation. Comment détacher du fait principal ces circonstances? Comment les préciser dans leur variabilité? Comment s'exposer à

leur donner la consistance trompeuse d'une jurisprudence avec ses généralités et ses règles? N'est-il pas mille circonstances, qui, atténuantes dans beaucoup de cas, seront aggravantes dans d'autres? Les différences d'âge, de sexe, de fortune, les passions, les intérêts, les habitudes ne font-ils pas présumer, tantôt une perversité plus profonde, tantôt de justes droits à la pitié »? (Discours du garde des sceaux à la Chambre des pairs, séance du 9 janvier 1832.)

Il résulte, évidemment, de ces observations que les tribunaux correctionnels ne sont pas tenus de spécifier, dans leurs jugements, les circonstances qui leur paraissent atténuantes. Mais il est clair qu'ils ne peuvent pas appliquer l'art. 463, sans en déclarer, au moins, explicitement ou implicitement l'existence.

IMPRIMÉS. R.F.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

Abus de blanc seing : Définition du blanc seing, p. 219 ; définition de l'abus de blanc seing, p. 220 ; caractère de cet abus, crime ou délit, p. 220 ; premier caractère de l'incrimination, le blanc seing a été confié à celui qui en abuse, p. 221 ; deuxième caractère, il faut qu'il y ait eu abus, exemples, p. 221 ; usage de l'acte, p. 223 ; troisième caractère, il faut que l'écriture, mise au-dessus de la signature, opère obligation ou décharge, ou puisse compromettre la personne ou la fortune du signataire, p. 224 ; nullité de l'acte, p. 224 ; prescription, p. 224 ; mode de preuve, p. 225.

Abus de confiance : Historique de l'art. 408, p. 232 ; caractère du détournement ou de la dissipation, exemples, p. 234 ; retard dans l'exécution du contrat, exemples, p. 236 ; solvabilité ou insolvabilité de l'inculpé, p. 243; fraude, compétence de la Cour de cassation à cet égard, p. 244 ; appropriation des valeurs, p. 246 ; restitution de la chose détournée, p. 247 ; compte à faire, compétence, p. 247; nécessité d'ordonner le compte, p. 248; exceptions à la compétence ordinaire, p. 250 ; préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, p. 254 ; question de propriété, compétence, exemples, p. 254 ; partie civile, p. 258 ; nature des objets détournés ou dissipés, p. 259; deniers, p. 259 ; effets et marchandises, p. 260 ; billets, quittances, écrits, contenant obligation ou décharge, p. 260 ; choses dont le détournement reste impuni, p. 262 ; usage de la chose, p. 264 ; titres, sous lesquels la chose détournée ou dissipée doit avoir été remise, p. 266 ; louage, cheptel, p. 266 et suiv.; fumures des terres, p. 269 ; dépôt, p. 269 ; exemples, p. 270 ; syndic de faillite, p. 281 ; militaires, p. 281 ; gardes nationaux, p. 281 ; notaire, acte sous seing privé, p. 281 ; mandat, p. 281 ; exemples, p. 282 et suiv.; directeur d'une société anonyme, p. 290 ; associé gérant d'une société en commandite, p. 290; tuteur, p. 294 ; officiers publics ministériels, p. 296; nantissement, p. 296 ; exemples, p. 297 ; prêt, p. 300 ; exemples, p. 300 ; travail salarié ou non salarié, p. 302 ; pénalité, fixation de l'amende, p. 303 ; abus de confiance constitutif de crime, p. 304 ;

officier public ou ministériel, domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon, apprenti, p. 304 ; qualification, p. 312 ; prescription, p. 312 ; point de départ, p. 314 ; point de l'existence du contrat, p. 317; compétence, p. 317; nature de la preuve, p. 318.

Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur : Pénalité, p. 211 ; à quels mineurs s'étend l'art. 406, p. 212 ; interdits, p. 213 ; individus pourvus d'un conseil judiciaire, p. 213 ; vieillards, p. 214 ; souscription d'obligations, quittances ou décharges, p. 214 ; restitution, p. 214 ; au profit de qui les obligations doivent avoir été souscrites, p. 215 ; abus des faiblesses, passions ou besoins du mineur, p. 217 ; nullité de l'obligation pour autre cause que l'état de minorité de celui qui l'a souscrite, p. 217 ; fixation de l'amende, p. 218.

Agent de change. *Voy.* Abus de confiance, Banqueroute.

Apprenti. *Voy.* Abus de confiance.

Arrêté du Directoire exécutif sur les épizooties : p. 682.

Avoué. *Voy.* Abus de confiance.

Banqueroute : Crime ou délit, définition, p. 83 ; caractères communs au crime et au délit, p. 86 ; l'inculpé doit être commerçant, p. 86 ; mineur, p. 86 ; femme mariée, p. 89; fonctions incompatibles avec le commerce, p. 90 ; l'inculpé doit être en faillite, p. 90 ; compétence des tribunaux de répression, p. 90; cas où il s'agit de reconnaître si une société a existé entre le failli et des tiers, p. 97 ; éléments particuliers de la banqueroute frauduleuse, p. 98 ; intention criminelle, p. 98 ; soustraction des livres, p. 99 ; détournement ou dissimulation d'une partie de l'actif, p. 100 ; antérieur ou postérieur à la faillite, p. 102 ; reconnaissance de dettes fictives, p. 104 ; tentative de banqueroute frauduleuse, p. 105 ; prescription, p. 105 ; question au jury, p. 106 ; éléments particuliers de la banqueroute simple, p. 107 ; intention criminelle, p. 107 ; faits élémentaires de ce délit et questions qui les concernent, p. 107 et suiv.; prescription, p. 118 ; application de la règle *non bis in idem*, p. 121 ; complicité de banqueroute frauduleuse, p. 126 ; complicité de banqueroute simple, p. 127; faits assimilés à la complicité de banqueroute frauduleuse, p. 129; leur qualification, p. 132 ; étude de l'art. 594 du Code de commerce, p. 133 ; de l'art. 596 du même Code, p. 134 ; des art. 597 et 598 du même Code, p. 135 ; faillite des agents de change et courtiers, p. 140 ; qualification, p. 141.

Bourses de commerce. *Voy.* Maison habitée.

Cabane destinée à servir de poste aux chasseurs. *Voy.* Maison habitée.

Cave. *Voy.* Dépendance de maison habitée.

Chantage : Définition, p. 57 ; transaction sur le droit de porter plainte, p. 60 ; tentative du délit, p. 62 ; plainte de la partie lésée, p. 62.

Cheptel. *Voy*. Abus de confiance.

Clerc. *Voy*. Abus de confiance.

Circonstances atténuantes : Historique de la législation, p. 689 ; matières criminelles, p. 694 ; lois autres que le Code pénal, p. 694 ; conseils de guerre, p. 698 ; condamnés par contumace, p. 698 ; effets des circonstances atténuantes, p. 700 ; sur l'amende, p. 705 ; cas où le condamné est en récidive, p. 706 ; cas où le condamné est en récidive, à raison des art. 57 et 58 du Code, p. 710 ; minorité de seize ans, p. 716 ; cas où le crime prend le caractère d'un délit, p. 717 ; excuse, p. 718 ; accusation comprenant plusieurs chefs, plusieurs individus, déclaration du jury, p. 720 ; matières correctionnelles, p. 720 ; réduction de la peine facultative, p. 721 ; lois autres que le Code pénal, p. 721 ; peines accessoires, p. 722 ; inculpé faisant défaut, p. 724 ; étendue de la réduction de la peine, p. 725 ; quotité de l'amende, substituée à l'emprisonnement, p. 725 et suiv. ; spécification des circonstances atténuantes, p. 728.

Coalition des patrons ou ouvriers : Historique, p. 374 ; concert pour amener ou maintenir la cessation du travail, sans emploi de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, p. 377 ; emploi de ces moyens, délit, pénalité, p. 377 ; intérêt commun des coalisés, p. 377 ; menaces, leur nature, p. 379 ; associations de plus de vingt personnes, p. 381 ; plan concerté, aggravation de peine, p. 383 ; exemples de défenses, mentionnées dans le Code pénal, p. 384 ; maîtres et ouvriers des campagnes, p. 384.

Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée : Caractères du délit, p. 390 ; hausse ou baisse, p. 390 ; même à l'égard d'un seul établissement, p. 391 ; faits faux ou calomnieux, semés dans le public, suroffres, réunion des détenteurs de la marchandise, ou tout autre moyen frauduleux, p. 392 ; denrées ou marchandises, ou papiers et effets publics, p. 394 ; ce qu'on doit entendre par marchandises, p. 394 ; personnes auxquelles le Code pénal est applicable, p. 396 ; pénalité, p. 397 ; compagnies de chemins de fer, règles spéciales, p. 397.

Code civil : art. 326, 327, p. 146 ; art. 483, p. 212 ; art. 487, p. 213 ; art. 499, p. 213 ; art. 502, 509, 513, p. 213 ; art. 519, p. 588 ; art. 523, p. 267 ; art. 524, p. 267, 588 ; art. 525, p. 267 ; art. 671, p. 640 ; art. 1009, p. 207 ; art. 1124, p. 212 ; art. 1305, p. 212, 213 ; art. 1307, p. 152 ; art. 1308, p. 213 ; art. 1310, p. 152 ; art. 1328, p. 514 ; art. 1334, 1335, p. 610 ; art. 1341, p. 205, 208, 227, 228, 319, 321 et suiv., 614 ; art. 1343, p. 226 ; art. 1347, p. 227 ; 319, 321 et suiv. ; art. 1348, p. 205, 208, 227, 325 et suiv., 614 ; art. 1351, p. 95 ;

art. 1353, p. 328 ; art. 1354, p. 336; art. 1356, p. 323, 336; art. 1388, p. 89; art. 1395, p. 89; art. 1421, 1422, p. 89, 556; art. 1474, p. 556; art. 1585, p. 272; art. 1708, 1709, p. 266 ; art. 1711, p. 267 ; art. 1789, p. 303 ; art. 1800, 1805, 1804, 1810, p. 267; art. 1813, p. 79 ; art. 1818, p. 268 ; art. 1845, p. 418 ; art. 1855, 1856, 1857, 1859, p. 89 ; art. 1875, p. 300 ; art. 1915, p. 269, 271 et suiv.; art. 1923, p. 328 et suiv.; art. 1924, p. 331; art. 1928, p. 278; art. 1961, p. 67; art. 1965, p. 399; art. 1984, p. 281; art. 1985, p. 335 ; art. 1999, 2000, p. 249; art. 2041, p. 299; art. 2071, 2072, p. 296.

Code de commerce : art. 1, p. 86; art. 2, p. 86, 213; art. 4, p. 89 ; art. 18, p. 418 ; art. 42, p. 97, 292 ; art. 43, p. 292 ; art. 69, 70, p. 112; art. 85, 87, p. 61 ; art. 91, p. 289 ; art. 109, p. 334; art. 136, 137, p. 208, 321; art. 159, p. 178; art. 187, p. 208, 321; art. 368, p. 176; art. 437, p. 88, 92, 119; art. 438, 439, p. 114, 119; art. 440, p. 90; art. 441, p. 121 ; art. 443, p. 113 ; art. 519, 520, 522, 523, p. 110 ; art. 585, 586, p. 85, 99, 101, 107 et suiv. ; art. 591, p. 84, 98, 100 et suiv.; art. 593, p. 126 ; art. 594, p. 133; art. 596, p. 134; art. 597, p. 135 ; art. 598, p. 140; art. 631, p. 228; art. 632, p. 228, 395; art. 633, p. 396.

Code forestier : art. 182, p. 248, 251, 254, 667 ; art. 195, p. 633.

Code de justice maritime : art. 136, p. 522.

Code de justice militaire : p. 281.

Code de procédure civile : art. 150; p. 725; art. 527, p. 248; art. 596, p. 70 ; art. 597, p. 70 ; art. 598, p. 70 ; art. 602, p. 71 ; art. 681, p. 69 ; art. 710, p. 366 ; art. 806, p. 601.

Code d'instruction criminelle : art. 1, p. 90, 509; art. 2, p. 258 ; art. 3, p. 90, 509, 511 ; art. 4, p. 60 ; art. 63, p. 258 ; art. 65, p. 625 ; art. 67, p. 511 ; art. 76, p. 323 ; art. 154, p. 66 ; art. 155, p. 323 ; art. 182, p. 66 ; art. 189, p. 209, 323 ; art. 191, p. 291 ; art. 229, p. 104 ; art. 231, p. 40 ; art. 338, 339, p. 625 ; art. 341, p. 697, 717; art. 345, p. 545; art. 360, p. 121 ; art. 364, p. 130, 532, 539 ; art. 408, p. 599, 699 ; art. 411, p. 276, 640 ; art. 413, p. 599; art. 414, p. 640; art. 429, p. 531 ; art. 468, p. 699; art. 470, p. 698; art. 637, p. 119 ; art. 638, p. 119, 314, 316.

Code pénal : Circonstances aggravantes des vols, p. 1; extorsion de signatures, chantage, détournement ou destruction d'objets saisis ou donnés en gage, p. 46; vols simples, p. 79; banqueroute frauduleuse et simple, p. 81 ; complicité de banqueroute, p. 125; faillite des agents de change ou courtiers, p. 140; escroquerie, p. 143; abus des faiblesses d'un mineur, p. 211; abus de blanc seing, p. 219; abus de confiance, p. 232; soustraction d'une pièce précédemment produite dans une instance judiciaire, p. 337 ; maisons de jeu, loteries, p. 339; maisons de prêt sur gages, p. 358; entraves à la liberté des enchères, p. 361; produits des manufactures françaises, destinées à

l'exportation, p. 372; coalitions, p. 374; expatriation des directeurs ou ouvriers d'un établissement industriel, p. 385; divulgation des secrets de la fabrique, p. 386; réunion ou coalition entre les détenteurs d'une même marchandise, p. 390; paris sur la hausse ou la baisse des effets publics, p. 398; tromperie, falsification, p. 404; propriété littéraire et artistique, p. 468; crimes et délits des fournisseurs, p. 517; incendie, p. 528; destruction par l'effet d'une mine, p. 579; menaces d'incendie, p. 580; destruction de constructions, p. 583; opposition à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, p. 592; destruction de registres et autres pièces, p. 604; pillage, p. 619; destruction de marchandises ou instruments servant à la fabrication, p. 627; dévastation de récoltes, d'arbres, d'instruments d'agriculture, p. 629; dommages causés aux animaux, p. 645; destruction de clôtures et de bornes, p. 657; inondations, p. 671; incendie involontaire, p. 679; épizootie, p. 681; aggravation de la peine contre les officiers publics, p. 684; circonstances atténuantes, p. 689.

Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 : p. 5, 9, 21, 605.

Commis. *Voy.* Abus de confiance.

Commissaire-priseur. *Voy.* Abus de confiance.

Compagnon. *Voy.* Abus de confiance.

Complicité. *Voy.* Banqueroute, Destruction et détournement d'objets donnés en gage, et d'objets saisis, Entraves à la liberté des enchères.

Constitution de l'an VIII : p. 523 et suiv.

Contrefaçon : Distinction entre la propriété littéraire ou artistique et la propriété industrielle, p. 468; définition de l'édition, p. 468; la loi protége les œuvres originales et les traductions et les compilations, p. 469; écrit, p. 474; plagiat, p. 474; notes, additions ou changements, p. 475, 481; titre de l'écrit, p. 478; abrégés et citations, p. 478; œuvres originales et traductions, p. 478; discours, plaidoyers, sermons, leçons, p. 479; articles de journaux, p. 480; livres d'église, p. 481; compositions musicales, p. 490; dessin, p. 490; peinture, p. 493; gravure, sculpture, lithographie, photographie, p. 497; mode de la reproduction, p. 499; législation, p. 500; peut-on être son propre contrefacteur? p. 500; la contrefaçon est un délit, conséquence, p. 501; compétence des juges du fait, p. 501; décret du 28 mars 1852, p. 503, 505; quand la contrefaçon est consommée, p. 503; débit, introduction, en France, d'ouvrages contrefaits, p. 504; qui peut intenter l'action en contrefaçon, p. 505; nécessité du dépôt préalable, p. 506; distinction entre l'action publique et l'action civile, p. 509; nécessité d'une saisie régulière, p. 510; pénalité, p. 511; contrefaçon et débit, délits distincts, p. 511; œuvres dramatiques, deux modes de jouissance, impression et représentation, p. 513; cafés chantants, p. 513; associations d'artistes, p. 514; ce qu'il faut entendre par ou-

vrages dramatiques, p. 516; législation, p. 516; pénalité, p. 516; remise des confiscations à l'auteur, p. 517.

Courtiers. *Voy.* Banqueroute.

Couverture de la maison, où le vol est commis. *Voy.* Dépendance de maison habitée.

Décret : 25 brumaire an II, sur les loteries, p. 352; 24 messidor an XII, sur les monts-de-piété, p. 358; 7 germinal an XIII, sur l'impression des livres d'église, p. 481 et suiv.; 8 thermidor an XIII, sur les maisons de prêt sur gage, p. 358; 8 juin 1806, sur les théâtres, p. 516; 24 juin 1806, sur les maisons de jeu, p. 340; 17 mars 1808, sur l'instruction publique, p. 416; 20 février 1809, sur les manuscrits des bibliothèques publiques, p. 500; 5 février 1810, sur l'imprimerie et la librairie, p. 484, 500, 506; 15 octobre 1812, sur le théâtre français, p. 516; 25 septembre 1813, sur les loteries, p. 353; 15 décembre 1813, sur le commerce des vins à Paris, p. 466; 24 mars 1852, sur la marine marchande, p. 697; 25 mars 1852, sur les réunions publiques, p. 382; 28 mars 1852, sur la contrefaçon, p. 503, 505; 27 décembre 1853, sur la boulangerie, p. 286; 7 janvier 1854, sur le même objet, p. 286; 19 septembre 1870, sur la garantie constitutionnelle, p. 524; 24 novembre 1870, sur les circonstances atténuantes, p. 693.

Dégât de marchandises, matières ou instruments, servant à la fabrication. Volonté caractéristique du délit, conséquence: p. 627; ce qu'on doit entendre par marchandise, p. 628; pénalité, p. 628.

Dénonciation. *Voy.* Escroquerie.

Dépendance de maison habitée : Définition, p. 2; caractère, p. 8; cave, p. 8; couverture de la maison, p. 9; forge, p. 10; jardin, p. 10; dépendance de fait, p. 11; question au jury, p. 12; emploi du mot *emplacement*, p. 13.

Dépôt. *Voy.* Abus de confiance.

Destruction d'animaux : Empoisonnement, p. 645; autres modes de destruction, p. 648; blessures, p. 648; mort donnée à un animal domestique, p. 654.

Destruction d'arbres et de greffes : Pénalité, p. 634; lieu où les arbres se trouvent, p. 635; intention criminelle, p. 635; cas où le fermier excipe de son bail, p. 636; cas où il y a abatage et soustraction frauduleuse, p. 639; arbustes, p. 640; arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr, 641.

Destruction de bornes : totale ou partielle, p. 668; intention criminelle, p. 668; constatation du jugement, p. 669; replacement de la borne, p. 669.

Destruction de fossés, clôtures et haies : Pénalité, p. 657; mobile du délinquant, p. 658; nature de la clôture, p. 658; destruction totale ou partielle, p. 664; cas où l'inculpé a voulu re-

prendre possession de la maison, d'où il a été expulsé judiciairement, p. 664; où l'inculpé a brisé la clôture de la maison de sa femme, p. 665; où l'inculpé a brisé une clôture sous le prétexte d'exercer une servitude, p. 666.

Destruction d'instruments d'agriculture : lieu où la destruction a été opérée, p. 644; brouette, p. 644; parcs et cabanes, p. 644.

Destruction et détournement d'objets donnés en gage : définition, pénalité, p. 73; complicité par recélé, p. 73; complicité par aide et assistance, p. 75; détournement effectué par un tiers dans son intérêt personnel, p. 76; détournement opéré par le conjoint, un descendant ou un ascendant, dans son intérêt personnel, p. 77; détournement des objets par un tiers, qui en est propriétaire, p. 78.

Destruction et détournement d'objets saisis : l'art. 400 est applicable à toutes les saisies, p. 64; mise en fourrière, p. 64; saisie conduite par une femme sur les biens de son mari, p. 66; séquestre judiciaire, p. 67; saisie d'immeubles loués ou affermés, p. 69; nécessité de la notification de la saisie, p. 71; bonne foi du saisi, p. 72; complicité par recélé, p. 73; complicité par aide et assistance, p. 75; détournement effectué par un tiers dans son intérêt personnel, p. 76; détournement opéré par le conjoint, un descendant ou un ascendant dans son intérêt personnel, p. 77; détournement des objets saisis, par un tiers qui en est propriétaire, p. 78.

Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions : volonté, élément caractéristique du crime, conséquence, p. 584; mobile du crime, p. 585; destruction partielle, p. 586; objets auxquels la destruction s'applique, p. 586; pénalité, amende, p. 590; question au jury, p. 592.

Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce : pénalité, p. 604; tentative, p. 604; volonté, élément caractéristique de l'infraction, p. 605; ce qu'on entend par destruction, p. 605; simple disparition de l'acte, p. 608; indication du mode de destruction, p. 609; actes de l'autorité publique, p. 609; effets de commerce et de banque, p. 611; autres pièces, p. 611; circonstance aggravante résultant de la nature de la pièce, p. 611; pièce opérant ou contenant obligation, disposition ou décharge, p. 612; blanc-seing, p. 612; nécessité, pour le jury ou le juge, de s'expliquer sur la nature de la pièce, p. 613; nullité de la pièce, p. 613; mode de preuve, p. 614; question au jury, p 617.

Dévastation de récoltes ou de plants : Pénalité, p. 629, caractères de la dévastation, p. 629; ce qu'on entend par récoltes, p. 630; par plant, p. 633; grains coupés, p. 643.

Domestique : *Voy.* Abus de confiance.

Effraction : Définition, exemples, p. 18; ce qui la rend punissable, p. 18, 20, 21; commise pour sortir après l'exécution du vol, p. 21; effraction extérieure, définition, p. 22; exemples, p. 24; effraction intérieure, définition, exemples, p. 24; questions au jury; p. 26; cas assimilés à l'effraction intérieure, p. 26 et suiv.

Églises : *Voy.* Maison habitée.

Élève : *Voy.* Abus de confiance.

Empirisme : *Voy.* Escroquerie.

Enclos : *Voy.* Parc ou enclos.

Entraves à la liberté des enchères : Pénalité, p. 361; nature de l'infraction, p. 361; intention criminelle, contrôle de la Cour de cassation, p. 361; caractère de la première infraction prévue par l'art. 412, p. 361; caractère de la deuxième infraction, prévue par cet article, p. 362; surenchères, p. 362; concert pour porter l'enchère en commun, p. 367; éloignement d'un seul enchérisseur, p. 370; résultat final des dons et promesses, p. 370; complicité de ceux qui se laissent écarter de l'enchère, p. 370.

Épizootie : Caractère, pénalité, législation, p. 682.

Escalade : Définition, p. 35; ce qui la rend punissable, p. 36; escalade intérieure, p. 36; escalade ayant pour objet de voler à l'extérieur, p. 37; escalade commise avant que la pensée du vol ait été conçue, p. 38; moyens employés pour exécuter l'escalade, p. 39; endroits dans lesquels l'escalade a procuré l'entrée, p. 41; question au jury, p. 41; ouverture souterraine, p. 41.

Escroquerie : Historique, texte actuel, p. 143 et suiv.; usage de faux nom, p. 145; usage d'une fausse qualité, p. 146; attribution d'une fausse capacité civile, p. 151; il n'est pas nécessaire que l'usage du faux nom ou de la fausse qualité ait eu pour but de faire croire à un événement chimérique, p. 153; il faut qu'il ait été la cause déterminante de la remise de la valeur convoitée, p. 157; manœuvres frauduleuses, leur nature, mensonges, réticences, p. 157 et suiv.; fausses entreprises, leur nature, p. 170; pouvoir, crédit imaginaire, définition, p. 171; espérance ou crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, définition, p. 174; menace d'une dénonciation, p. 180; jeu, p. 183; empirisme, p. 183; magnétisme animal, p. 185; promesse d'exemption du service militaire, p. 187; il suffit que la manœuvre ait eu pour résultat de tromper la crédulité de celui qui en a été l'objet, p. 194; il faut qu'elle ait été la cause directe de la remise de la chose convoitée, p. 195; deuxième élément du délit, remise ou délivrance de fonds, meubles, obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, p. 196; tentative, p. 195; à qui la remise doit être faite, p. 199; l'énumération, faite par l'art. 408, n'est que démonstrative, p. 200; troisième élément du délit, escroquerie, en tout ou en partie, de la fortune d'autrui, p. 204; restitution de l'objet escroqué, p. 204; pénalité, p. 205; modes de preuve, p. 205

rédaction des jugements, p. 209; escroquerie obtenue à l'aide d'une écriture fausse, p. 209.

Étable : *Voy.* Maison habitée.

Explosion des machines à vapeur : p. 584.

Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge : Caractère, emploi de la force, de la violence ou de la contrainte, p. 48; extorsion de signature ou remise d'un titre, p. 49; blanc seing, p. 49; tentative du crime, p. 50; irrégularité de l'acte, incapacité de la personne qui l'a signé, p. 51; nature légale de l'extorsion, p. 54; immunité de l'art. 380 du Code pénal, p. 57; question au jury, p. 57.

Fausses clefs : Définition, p. 42; exemples, p. 43; endroits où l'emploi de la fausse clef doit avoir eu lieu, p. 43; question au jury, p. 43; contrefaçon ou altération des clefs, p. 44.

Forge : *Voy.* Dépendance de maison habitée.

Fournisseurs des armées de terre et de mer. Temps de paix, p. 518; pénalité, p. 519; question au jury, p. 519; confiscation, p. 521; nécessité de la dénonciation du Gouvernement; en quoi elle consiste, p. 522.

Garde nationale : *Voy.* Abus de confiance.

Homme de service à gages : *Voy.* Abus de confiance.

Huissier : *Voy.* Abus de confiance.

Ile : *Voy.* Parc ou enclos.

Incendie : Historique de la législation, p. 528; trois espèces d'incendies; l'art. 434 ne concerne que l'incendie volontaire, p. 536; incendie d'un lieu habité ou servant à l'habitation, p. 537; ce que sont les lieux servant à l'habitation, p. 537; lieux appartenant ou n'appartenant pas à l'incendiaire, p. 539; nature de cette circonstance, p. 539; nécessité de la soumettre au jury, p. 542; questions diverses relatives à la qualification du crime, prévu par le premier paragraphe de l'art. 434, p. 543; question au jury sur ce crime, p. 547; incendie d'un édifice servant à des réunions de citoyens, p. 547; incendie de voitures ou wagons, contenant des personnes, p. 548; voitures ordinaires, p. 549; wagons appartenant ou n'appartenant pas à l'incendiaire, p. 551; question au jury sur ce crime, p. 552; incendie de lieux inhabités ou ne servant pas à l'habitation, de forêts, de bois taillis, de récoltes sur pied, n'appartenant pas à l'incendiaire, p. 552; ce qu'on doit entendre par édifice, p. 552; par forêts, par bois taillis, par récoltes, p. 554; l'incendie de ces choses demeure impuni, si l'incendiaire en a la propriété exclusive et définitive p. 554 et suiv.; immunité de l'art. 380, p. 557; question au jury, relative à cet incendie, p. 557; cas où le propriétaire cause préjudice à autrui, p. 557; nature de ce préjudice, p. 560; le jury doit être interrogé sur le point de savoir si l'incendie a causé préjudice à autrui, p. 560;

question au jury sur ce fait, p. 561 ; incendie des pailles, récoltes, bois, des wagons non chargés de personnes, p. 561 ; question au jury sur cet incendie, p. 570; cas où ces choses appartenant à l'incendiaire, l'incendie cause préjudice à autrui, p. 570; incendie par communication, p. 571 ; tentative de cet incendie, p. 574; difficulté relative à la position de la question, p. 575; formule, p. 576; incendie occasionnant la mort, p. 576; question au jury, p. 577; incendie des propriétés de l'État, p. 577 ; exemple de tentative, p. 577; incendie involontaire des propriétés mobilières ou immobilières, p. 679.

Inondation : Pénalité, p. 671 ; cas prévus par le Code pénal et par la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, p. 672.

Jardin. *Voy*. Dépendance de maison habitée.

Jeu. *Voy*. Escroquerie.

Lieux où se font accidentellement de grands rassemblements d'hommes. *Voy*. Maison habitée.

Loi : 16-24 Août 1790, sur l'organisation judiciaire, p. 254, 435, 438 ; 31 décembre 1790-7 janvier 1791, sur la propriété industrielle, p. 468; 13-19 janvier 1791, sur les spectacles, p. 508, 513; 19-22 juillet 1791, sur la police municipale et correctionnelle, p. 143, 154, 193, 205, 340, 408; 19 juillet-6 août 1791, sur les spectacles, p. 508, 513; 28 septembre-6 octobre 1791, sur la police rurale, p. 65, 629, 631, 641, 648, 655, 664, 672 et suiv., 682; 30-31 août 1792, sur les auteurs dramatiques, p. 516; 19 juillet 1793, sur la propriété littéraire, p. 469 et suiv. ; 1er septembre 1793, sur les ouvrages dramatiques, p. 513 et suiv. ; 2 floréal an II, portant qu'un citoyen sera détenu jusqu'à la paix pour désobéissance à la loi, p. 664; 18 germinal an III, sur les poids et mesures, p. 457; 16 fructidor an III, sur la compétence, p. 254; 4 nivôse an IV, sur l'embauchage, p. 694; 10 fructidor an IV, sur la propriété littéraire, p. 500; 9 vendémiaire an VI, sur les loteries, p. 352; 19 brumaire an VI, sur les matières d'or et d'argent, p. 408 ; 9 germinal an VI, sur les loteries, p. 352; 19 frimaire an VIII, sur les poids et mesures, p. 457; 25 frimaire an VIII, attribuant aux tribunaux correctionnels la connaissance de certains délits, p. 5, 279; 18 germinal an X, sur l'organisation des cultes, p. 488; 21 germinal an XI, sur les remèdes secrets, p. 415; 16 pluviôse an XII, sur les maisons de prêt sur gages, p. 358; 28 pluviôse an XIII sur les remèdes secrets, p. 415; 18 mars 1806, sur les prud'hommes, p. 491, 507 ; 20 avril 1810, sur l'organisation judiciaire, p. 147 ; 21 octobre 1814, sur la presse, p. 506; 28 avril 1816, sur les finances, p. 253; 21 avril 1818, sur les douanes, p. 440; 19 juillet 1820, sur les finances, p. 340; 25 juin 1824, modificative du Code pénal, p. 691 ; 10 avril 1825, sur la navigation maritime, p. 697; 20 avril 1825, dite du sacrilége, p. 6 ; 22 février 1829, sur la loterie royale, p. 353; 15 avril 1829, sur la pêche fluviale, p. 647; 21 mars 1831, sur l'organisation municipale, p. 222; 1er avril 1832,

sur la loterie royale, p. 353; 28 avril 1832, modificative du Code pénal, p. 47, 63, 66, 76, 232, 267, 282, 296, 300, 302, 304, 534, 558, 562, 571, 691, 725; 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, p. 600; 10 avril 1834, sur les associations, p. 381 et suiv.: 22 juin 1835, sur l'application aux colonies de la loi du 28 avril 1832, p. 625; 7 septembre 1835, sur les Cours d'assises, p. 541; 13 mai 1836, sur le vote du jury, p. 56, 541. 545, 622; 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, p. 599; 23 mai 1836, sur les loteries, p. 251, 353; 14 juillet 1836, sur les finances, p. 340; 4 juillet 1837, sur les poids et mesures, p. 457 et suiv.; 18 juillet 1837, sur l'administration municipale, p. 438; 23 mai 1838, modificative du Code de commerce, p. 84, 85, 99, 127, 130, 134; 5 juillet 1844, sur la propriété industrielle, p. 468; 3 août 1844, sur la propriété des ouvrages dramatiques, p. 500, 516; 15 juillet 1845, sur les chemins de fer, p. 551; 27 novembre 1849, sur les coalitions, p. 374; 27 mars 1851, sur la falsification des denrées alimentaires ou médicamenteuses, p. 405 et suiv.; 13, 26 juin 1851, sur la garde nationale, p. 281; 9 juin 1853, sur la déclaration du jury, p. 56, 546, 675; 8 avril 1854, sur la propriété littéraire, p. 500, 516; 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés, p. 701; 5 mai 1855, sur la falsification des boissons, p. 405 et suiv.; 462 et suiv.; 13 mai 1863, modificative du Code pénal, p. 44, 47, 57, 63, 73, 136, 198, 204, 233, 296, 300, 304, 305, 386, 404, 534, 547, 560, 562 et suiv.; 584, 627, 692, 700, 711, 715, 725; 25 mai 1864, sur les coalitions, p. 376 et suiv.; 14 juillet 1866, sur la propriété littéraire, p. 500, 516.

Loteries : Législation, p. 352; caractères, p. 355; cas où un marchand joint à la vente des objets de son commerce la remise de billets d'une loterie autorisée, p. 355.

Louage. *Voy*. Abus de confiance.

Magnétisme animal. *Voy*. Escroquerie.

Maison de jeu : Pénalité, p. 339; nature de l'infraction, p. 340; historique, p. 340; définition et caractères de l'infraction, p. 340; cercle, p. 343; café, cabaret, p. 344; ouverture de la maison temporaire ou permanente, p. 346; jeux, que l'on peut considérer comme de hasard, p. 347; compétence de révision, appartenant à la Cour de cassation, p. 348; moyens de justification inadmissibles, p. 348; personne que l'art. 410 entend punir, p. 348; banquier de la maison, p. 349; joueur, p. 349; administrateurs et préposés, p. 350; confiscation, objets auxquels elle s'étend, p. 351.

Maison de prêt sur gages : Pénalité, p. 358; nature de l'infraction, p. 358; ses caractères, p. 359; partie civile, intervention, p. 359; irrégularité des registres, p. 360.

Maison habitée : Définition, caractères, p. 2; étable, p. 3; navires et bateaux, p. 4; voitures publiques, p. 5; lieux où se font accidentellement de grands rassemblements d'hommes, théâtres, bour-

ses, églises, p. 5 ; cabane, destinée à servir de poste aux chasseurs, p. 6 ; question au jury, p. 7.

Mandat. *Voy.* Abus de confiance.

Manufactures françaises : Produits exportés, contraventions aux règlements d'administration publique, qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication, p. 372 ; provocation à l'expatriation des directeurs, commis ou ouvriers d'un établissement, p. 385 ; communication de secrets de la fabrique, p. 386 ; complicité, p. 387.

Menaces d'incendie : Pénalité et caractères, p. 580 ; la menace est-elle punissable, quelque propriété qu'elle concerne, p. 581 ; avis mensonger d'incendies, p. 582.

Mensonges. *Voy.* Escroquerie.

Militaires. *Voy.* Abus de confiance.

Mine : Destruction par l'explosion d'une mine, p. 579 ; ce qu'on entend par mine, p. 580 ; question au jury, p. 580.

Nantissement. *Voy.* Abus de confiance.

Navires et bateaux. *Voy.* Maison habitée.

Notaire. *Voy.* Abus de confiance.

Officiers ministériels. *Voy.* Abus de confiance.

Officiers publics : Aggravation de peine, p. 684. *Voy.* Abus de confiance.

Opposition aux travaux autorisés par le Gouvernement : Mesures conservatoires, p. 593 ; travaux ayant le caractère de travaux autorisés par le Gouvernement, p. 593 ; démolitions, p. 596 ; moyens justificatifs, p. 596 ; travaux autorisés dans un intérêt privé, p. 602.

Ordonnance : 24 octobre 1814, sur l'impression et le dépôt des ouvrages, p. 500 ; 5 août 1818, portant concession à la ville de Paris du privilége de l'exploitation des jeux, p. 340 ; 9 janvier 1828, sur le dépôt des écrits imprimés, p. 500 et suiv.; 29 mai 1844, sur les loteries de bienfaisance, p. 354.

Ouverture souterraine. *Voy.* Escalade.

Ouvrier. *Voy.* Abus de confiance.

Parc ou enclos : Définition, p. 15 ; île, p. 16.

Parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne : Leur nature, p. 16.

Paris sur la hausse ou la baisse des effets publics : Effets auxquels le Code pénal est applicable, p. 398 ; espèce de marchés admis en Bourse, marchés au comptant, marchés à terme, p. 398 ; marchés prohibés par la loi, p. 399.

Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte : Distinction des faits, pénalité, p. 619 ; définition du pillage et du dégât, p. 620 ; objets protégés par les art. 440 et suiv. du Code, p. 620 ; définition de la réunion et de

la bande, p. 620 ; définition de la force ouverte, p. 621 ; des circonstances constitutives du crime, conséquence, p. 621 ; exemples de pillage, p. 622 ; nature légale du fait, qui permet d'abaisser la peine, conséquence, p. 623 ; ce qu'on doit entendre par grains et grenailles, p. 626 ; peine des chefs, instigateurs ou provocateurs, p. 626.

Prescription. *Voy.* Abus de blanc-seing, abus de confiance, banqueroute, contrefaçon.

Prêt. *Voy.* Abus de confiance.

Proclamations du Directoire exécutif : 19 germinal an VII ; 11 thermidor, même année, sur les anciens poids et les anciennes mesures, p. 456.

Question au jury : Maison habitée, p. 7 ; dépendance de maison habitée, p. 12 ; effraction, p. 26 ; escalade, p. 41 ; fausses clefs, p. 43 ; extorsion de signature ou d'écrit, p. 57 ; banqueroute, p. 106 ; complicité de banqueroute, p. 132 ; faillite des agents de change et courtiers, p. 141 ; abus de confiance, p. 312 ; fournitures aux armées de terre et de mer, p. 519 ; incendie d'un lieu habité ou servant à l'habitation, p. 547 ; d'un wagon contenant des personnes, p. 552 ; d'un lieu inhabité, de forêt, bois taillis, récoltes sur pied, p. 557 ; d'un lieu assuré, p, 561 ; des pailles, récoltes, bois, wagons. non chargés de personnes, p. 570 ; par communication, p. 576 ; occasionnant la mort, p. 577 ; destruction par explosion de mine, p. 580 ; destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions, explosion de machines à vapeur, p. 592 ; destruction de titres, p. 617.

Réticences. *Voy.* Escroquerie.

Saisie. *Voy.* Destruction et détournement d'objets saisis.

Séquestre judiciaire. *Voy.* Destruction et détournement d'objets saisis.

Société anonyme : Directeur. *Voy.* Abus de confiance.

Société en commandite : Associé gérant. *Voy.* Abus de confiance.

Soustraction : Pièce produite dans une instance, p. 337.

Syndic. *Voy.* Abus de confiance, banqueroute.

Tentative. *Voy.* Banqueroute, chantage.

Théâtres. *Voy.* Maison habitée.

Travail salarié ou non salarié. *Voy.* Abus de confiance.

Tromperie : Ensemble de la législation, p. 404 ; tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent, p. 408 ; tromperie sur la qualité d'une pierre fausse, vendue pour fine, p. 408 ; tromperie sur la nature de toutes marchandises, p. 409 ; tromperie, qui ne porte que sur la qualité, p. 409 ; cette disposition de l'art. 423 s'étend à toutes choses, aux remèdes secrets, aux ouvrages d'éducation, p. 415 ; vente, échange, apport en société, p. 417 ; falsifications, qui ne vont pas jusqu'à la dénaturation, p. 419 ; cas où il y aurait escroquerie, p. 420 ; tentative

des délits réprimés par l'une des trois premières dispositions de l'art. 423, p. 421 ; tromperie sur la quantité des choses vendues, réglée par la loi du 27 mars 1851, p. 422 ; amende, mode de fixation de son maximum, p. 423 ; confiscation, p. 423 ; intention criminelle, p. 423 ; examen de la loi du 27 mars 1851, p. 424 ; falsification des substances, par addition ou retranchement, p. 424 ; avoine, p. 427 ; denrées exclusivement destinées à l'alimentation du bétail, p. 428 ; vinaigre, p. 429 ; sirops, p. 430 ; sangsues, p. 430 ; les denrées doivent être destinées à être vendues comme denrées alimentaires ou médicamenteuses, p. 432 ; détaillants ou fabricants, p. 432 ; vente ou mise en vente de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, falsifiées ou corrompues, p. 432 ; caractères de la mise en vente, p. 432 ; caractères des substances corrompues, p. 434 ; animal vivant, p. 435 ; l'inculpé doit savoir que la substance est falsifiée ou corrompue, p. 436 ; il faut qu'elle ait été falsifiée ou corrompue, mais il n'est pas nécessaire qu'elle ait été nuisible, p. 439 ; il n'importe pas que l'autorité municipale ait autorisé la vente, p. 440 ; cas où le fait constituerait une escroquerie, p. 441 ; tromperie sur la quantité des choses livrées, par l'usage de faux poids ou de fausses mesures ou d'instruments inexacts, par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, par des indications frauduleuses, p. 441 ; tentative punie comme le délit lui-même, p. 442 ; conditions de la tentative, p. 442 ; mélange à la chose demandée d'une matière sans valeur, p. 448 ; ce qu'on doit entendre par faux poids ou fausses mesures, par instruments inexacts, par manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération, par indications frauduleuses, p. 448 ; les faits, prévus par l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851, constituent des délits, conséquence, p. 453 ; en cas de conviction de plusieurs faits, le juge ne peut prononcer qu'une peine, p. 454 ; aggravation de peine par l'art. 2 de la loi de 1851, s'il y a mixtion nuisible à la santé, p. 454 ; cas où la mixtion est connue de l'acheteur, p. 455 ; détention de poids ou mesures faux ou de substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, p. 456 ; ce qu'on doit entendre, dans l'art. 3 de la loi de 1851, par poids et mesures faux, p. 456 ; le fait, prévu par ledit art. 3, est une contravention, p. 459 ; commentaire de l'art. 4 de la loi de 1851, p. 460 ; de l'art. 5, p. 460 ; loi du 5 mai 1855, analyse, p. 462 ; préparations des vins, p. 462 ; falsifications punissables, p. 463 ; décret du 15 décembre 1813 sur le commerce des vins à Paris, p. 466.

Tuteur. *Voy.* Abus de confiance.

Voitures publiques. *Voy.* Maison habitée.

Vol : Pénalité, définition, caractères, p. 80.

FIN DE LA TABLE.

Paris. — Imprimerie de J. DUMAINE, rue Christine, 2.

TABLE ALPHABETIQUE ET ANALYTIQUE DES MATIERES CONTENUES DANS CE VOLUME.

Abus de blanc seing: Définition du blanc seing, p.
Abus de blanc seing: définition de l'abus de blanc seing, p.
Abus de blanc seing: caractère de cet abus, crime ou délit, p.
Abus de blanc seing: premier caractère de l'incrimination, le blanc seing a été confié à celui qui en abuse, p.
Abus de blanc seing: deuxième caractère, il faut qu'il y ait eu abus, exemples, p.
Abus de blanc seing: usage de l'acte, p.
Abus de blanc seing: troisième caractère, il faut que l'écriture, mise au-dessus de la signature, opère obligation ou décharge, ou puisse compromettre la personne ou la fortune du signataire, p.
Abus de blanc seing: nullité de l'acte, p.
Abus de blanc seing: prescription, p.
Abus de blanc seing: mode de preuve, p.
Abus de confiance: Historique de l'art. 408, p.
Abus de confiance: caractère du détournement ou de la dissipation, exemples, p.
Abus de confiance: retard dans l'exécution du contrat, exemples, p.
Abus de confiance: solvabilité ou insolvabilité de l'inculpé, p.
Abus de confiance: fraude, compétence de la Cour de cassation à cet égard, p.
Abus de confiance: appropriation des valeurs, p.
Abus de confiance: restitution de la chose détournée, p.
Abus de confiance: compte à faire, compétence, p.
Abus de confiance: nécessité d'ordonner le compte, p.
Abus de confiance: exceptions à la compétence ordinaire, p.
Abus de confiance: préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, p.
Abus de confiance: question de propriété, compétence, exemples, p.
Abus de confiance: partie civile, p.
Abus de confiance: nature des objets détournés ou dissipés, p.
Abus de confiance: deniers, p.
Abus de confiance: effets et marchandises, p.
Abus de confiance: billets, quittances, écrits, contenant obligation ou décharge, p.
Abus de confiance: choses dont le détournement reste impuni, p.
Abus de confiance: usage de la chose, p.
Abus de confiance: titres, sous lesquels la chose détournée ou dissipée doit avoir été remise, p.
Abus de confiance: louage, cheptel, p.
Abus de confiance: fumures des terres, p.
Abus de confiance: dépôt, p.
Abus de confiance: exemples, p.
Abus de confiance: syndic de faillite, p.
Abus de confiance: militaires, p.
Abus de confiance: gardes nationaux, p.
Abus de confiance: notaire, acte sous seing privé, p.
Abus de confiance: mandat, p.
Abus de confiance: exemples, p.
Abus de confiance: directeur d'une société anonyme, p.
Abus de confiance: associé gérant d'une société en commandite, p.
Abus de confiance: tuteur, p.
Abus de confiance: officiers publics ministériels, p.
Abus de confiance: nantissement, p.
Abus de confiance: exemples, p.
Abus de confiance: prêt, p.
Abus de confiance: exemples, p.
Abus de confiance: travail salarié ou non salarié, p.
Abus de confiance: pénalité, fixation de l'amende, p.
Abus de confiance: abus de confiance constitutif de crime, p.
Abus de confiance: officier public ou ministériel, domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon, apprenti, p.
Abus de confiance: qualification, p.
Abus de confiance: prescription, p.
Abus de confiance: point de départ, p.
Abus de confiance: point de l'existence du contrat, p.
Abus de confiance: compétence, p.
Abus de confiance: nature de la preuve, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: Pénalité, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: à quels mineurs s'étend l'art. 406, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: interdits, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: individus pourvus d'un conseil judiciaire, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: vieillards, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: souscription d'obligations, quittances ou décharges, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: restitution, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: au profit de qui les obligations doivent avoir été souscrites, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: abus des faiblesses, passions ou besoins du mineur, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: nullité de l'obligation pour autre cause que l'état de minorité de celui qui l'a souscrite, p.
Abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur: fixation de l'amende, p.
Agent de change. *Voy.* Abus de confiance, Banqueroute.
Apprenti. *Voy.* Abus de confiance.
Arrêté du Directoire exécutif sur les épizooties: p.
Avoué. *Voy.* Abus de confiance.
Banqueroute: Crime ou délit, définition, p.
Banqueroute: caractères communs au crime et au délit, p.
Banqueroute: l'inculpé doit être commerçant, p.
Banqueroute: mineur, p.
Banqueroute: femme mariée, p.
Banqueroute: fonctions incompatibles avec le commerce, p.
Banqueroute: l'inculpé doit être en faillite, p.
Banqueroute: compétence des tribunaux de répression, p.
Banqueroute: cas où il s'agit de reconnaître si une société a existé entre le failli et des tiers, p.
Banqueroute: éléments particuliers de la banqueroute frauduleuse, p.
Banqueroute: intention criminelle, p.
Banqueroute: soustraction des livres, p.
Banqueroute: détournement ou dissimulation d'une partie de l'actif, p.
Banqueroute: antérieur ou postérieur à la faillite, p.
Banqueroute: reconnaissance de dettes fictives, p.
Banqueroute: tentative de banqueroute frauduleuse, p.
Banqueroute: prescription, p.
Banqueroute: question au jury, p.
Banqueroute: éléments particuliers de la banqueroute simple, p.
Banqueroute: intention criminelle, p.
Banqueroute: faits élémentaires de ce délit et questions qui les concernent, p.
Banqueroute: prescription, p.
Banqueroute: application de la règle *non bis in idem,* p.
Banqueroute: complicité de banqueroute frauduleuse, p.
Banqueroute: complicité de banqueroute simple, p.
Banqueroute: faits assimilés à la complicité de banqueroute frauduleuse, p.
Banqueroute: leur qualification, p.
Banqueroute: étude de l'art. 594 du Code de commerce, p.
Banqueroute: étude de l'art. 596 du même Code, p.
Banqueroute: étude des art. 597 et 598 du même Code, p.

Banqueroute: faillite des agents de change et courtiers, p.
Banqueroute: qualification, p.
Bourses de commerce. *Voy.* Maison habitée.
Cabane destinée à servir de poste aux chasseurs. *Voy.* Maison habitée.
Cave. *Voy.* Dépendance de maison habitée.
Chantage: Définition, p.
Chantage: transaction sur le droit de porter plainte, p.
Chantage: tentative du délit, p.
Chantage: plainte de la partie lésée, p.
Cheptel. *Voy.* Abus de confiance.
Clerc. *Voy.* Abus de confiance.
Circonstances atténuantes: Historique de la législation, p.
Circonstances atténuantes: matières criminelles, p.
Circonstances atténuantes: lois autres que le Code pénal, p.
Circonstances atténuantes: conseils de guerre, p.
Circonstances atténuantes: condamnés par contumace, p.
Circonstances atténuantes: effets des circonstances atténuantes, p.
Circonstances atténuantes: sur l'amende, p.
Circonstances atténuantes: cas où le condamné est en récidive, p.
Circonstances atténuantes: cas où le condamné est en récidive, à raison des art. 57 et 58 du Code, p.
Circonstances atténuantes: minorité de seize ans, p.
Circonstances atténuantes: cas où le crime prend le caractère d'un délit, p.
Circonstances atténuantes: excuse, p.
Circonstances atténuantes: accusation comprenant plusieurs chefs, plusieurs individus, déclaration du jury, p.
Circonstances atténuantes: matières correctionnelles, p.
Circonstances atténuantes: réduction de la peine facultative, p.
Circonstances atténuantes: lois autres que le Code pénal, p.
Circonstances atténuantes: peines accessoires, p.
Circonstances atténuantes: inculpé faisant défaut, p.
Circonstances atténuantes: étendue de la réduction de la peine, p.
Circonstances atténuantes: quotité de l'amende, substituée à l'emprisonnement, p.
Circonstances atténuantes: spécification des circonstances atténuantes, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: Historique, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: concert pour amener ou maintenir la cessation du travail, sans emploi de violences, voies de fait, menaces ou manoeuvres frauduleuses, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: emploi de ces moyens, délit, pénalité, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: intérêt commun des coalisés, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: menaces, leur nature, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: associations de plus de vingt personnes, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: plan concerté, aggravation de peine, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: exemples de défenses, mentionnées dans le Code pénal, p.
Coalition des patrons ou ouvriers: maîtres et ouvriers des campagnes, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: Caractères du délit, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: hausse ou baisse, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: même à l'égard d'un seul établissement, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: faits faux ou calomnieux, semés dans le public, suroffres, réunion des détenteurs de la marchandise, ou tout autre moyen frauduleux, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: denrées ou marchandises, ou papiers et effets publics, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: ce qu'on doit entendre par marchandises, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: personnes auxquelles le Code pénal est applicable, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: pénalité, p.
Coalition entre les détenteurs d'une même marchandise ou denrée: compagnies de chemins de fer, règles spéciales, p.
Code civil: art. 326, 327, p.
Code de commerce: art. 1, p.
Code forestier: art. 182, p.
Code de justice maritime: art. 136, p.
Code de justice militaire: p.
Code de procédure civile: art. 150, p.
Code d'instruction criminelle: art. 1, p.
Code pénal: Circonstances aggravantes des vols, p.
Code pénal: extorsion de signatures, chantage, détournement ou destruction d'objets saisis ou donnés en gage, p.
Code pénal: vols simples, p.
Code pénal: banqueroute frauduleuse et simple, p.
Code pénal: complicité de banqueroute, p.
Code pénal: faillite des agents de change ou courtiers, p.
Code pénal: escroquerie, p.
Code pénal: abus des faiblesses d'un mineur, p.
Code pénal: abus de blanc seing, p.
Code pénal: abus de confiance, p.
Code pénal: soustraction d'une pièce précédemment produite dans une instance judiciaire, p.
Code pénal: maisons de jeu, loteries, p.
Code pénal: maisons de prêt sur gages, p.
Code pénal: entraves à la liberté des enchères, p.
Code pénal: produits des manufactures françaises, destinées à l'exportation, p.
Code pénal: coalitions, p.
Code pénal: expatriation des directeurs ou ouvriers d'un établissement industriel, p.
Code pénal: divulgation des secrets de la fabrique, p.
Code pénal: réunion ou coalition entre les détenteurs d'une même marchandise, p.
Code pénal: paris sur la hausse ou la baisse des effets publics, p.
Code pénal: tromperie, falsification, p.
Code pénal: propriété littéraire et artistique, p.
Code pénal: crimes et délits des fournisseurs, p.
Code pénal: incendie, p.
Code pénal: destruction par l'effet d'une mine, p.
Code pénal: menaces d'incendie, p.
Code pénal: destruction de constructions, p.
Code pénal: opposition à la confection des travaux autorisés par le Gouvernement, p.
Code pénal: destruction de registres et autres pièces, p.
Code pénal: pillage, p.
Code pénal: destruction de marchandises ou instruments servant à la fabrication, p.
Code pénal: dévastation de récoltes, d'arbres, d'instruments d'agriculture, p.
Code pénal: dommages causés aux animaux, p.
Code pénal: destruction de clôtures et de bornes, p.
Code pénal: inondations, p.
Code pénal: incendie involontaire, p.
Code pénal: épizootie, p.
Code pénal: aggravation de la peine contre les officiers publics, p.
Code pénal: circonstances atténuantes, p.
Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791: p.
Commis. *Voy.* Abus de confiance.
Commissaire-priseur. *Voy.* Abus de confiance.
Compagnon. *Voy.* Abus de confiance.
Complicité. *Voy.* Banqueroute, Destruction et détournement d'objets donnés en gage, et d'objets saisis, Entraves à la liberté des enchères.
Constitution de l'an VIII: p.
Contrefaçon: Distinction entre la propriété littéraire ou artistique et la propriété industrielle, p.

Contrefaçon: définition de l'édition, p.
Contrefaçon: la loi protége les oeuvres originales et les traductions et les compilations, p.
Contrefaçon: écrit, p.
Contrefaçon: plagiat, p.
Contrefaçon: notes, additions ou changements, p.
Contrefaçon: titre de l'écrit, p.
Contrefaçon: abrégés et citations, p.
Contrefaçon: oeuvres originales et traductions, p.
Contrefaçon: discours, plaidoyers, sermons, leçons, p.
Contrefaçon: articles de journaux, p.
Contrefaçon: livres d'église, p.
Contrefaçon: compositions musicales, p.
Contrefaçon: dessin, p.
Contrefaçon: peinture, p.
Contrefaçon: gravure, sculpture, lithographie, photographie, p.
Contrefaçon: mode de la reproduction, p.
Contrefaçon: législation, p.
Contrefaçon: peut-on être son propre contrefacteur? p.
Contrefaçon: la contrefaçon est un délit, conséquence, p.
Contrefaçon: compétence des juges du fait, p.
Contrefaçon: décret du 28 mars 1852, p.
Contrefaçon: quand la contrefaçon est consommée, p.
Contrefaçon: débit, introduction, en France, d'ouvrages contrefaits, p.
Contrefaçon: qui peut intenter l'action en contrefaçon, p.
Contrefaçon: nécessité du dépôt préalable, p.
Contrefaçon: distinction entre l'action publique et l'action civile, p.
Contrefaçon: nécessité d'une saisie régulière, p.
Contrefaçon: pénalité, p.
Contrefaçon: contrefaçon et débit, délits distincts, p.
Contrefaçon: oeuvres dramatiques, deux modes de jouissance, impression et représentation, p.
Contrefaçon: cafés chantants, p.
Contrefaçon: associations d'artistes, p.
Contrefaçon: ce qu'il faut entendre par ouvrages dramatiques, p.
Contrefaçon: législation, p.
Contrefaçon: pénalité, p.
Contrefaçon: remise des confiscations à l'auteur, p.
Courtiers. *Voy.* Banqueroute.
Couverture de la maison, où le vol est commis. *Voy.* Dépendance de maison habitée.
Décret: 25 brumaire an II, sur les loteries, p.
Décret: 24 messidor an XII, sur les monts-de-piété, p.
Décret: 7 germinal an XIII, sur l'impression des livres d'église, p.
Décret: 8 thermidor an XIII, sur les maisons de prêt sur gage, p.
Décret: 8 juin 1806, sur les théâtres, p.
Décret: 24 juin 1806, sur les maisons de jeu, p.
Décret: 17 mars 1808, sur l'instruction publique, p.
Décret: 20 février 1809, sur les manuscrits des bibliothèques publiques, p.
Décret: 5 février 1810, sur l'imprimerie et la librairie, p.
Décret: 15 octobre 1812, sur le théâtre français, p.
Décret: 25 septembre 1813, sur les loteries, p.
Décret: 15 décembre 1813, sur le commerce des vins à Paris, p.
Décret: 24 mars 1852, sur la marine marchande, p.
Décret: 25 mars 1852, sur les réunions publiques, p.
Décret: 28 mars 1852, sur la contrefaçon, p.
Décret: 27 décembre 1853, sur la boulangerie, p.
Décret: 7 janvier 1854, sur le même objet, p.
Décret: 19 septembre 1870, sur la garantie constitutionnelle, p.
Décret: 24 novembre 1870, sur les circonstances atténuantes, p.
Dégât de marchandises, matières ou instruments, servant à la fabrication. Volonté caractéristique du délit, conséquence: p.
Dégât de marchandises, matières ou instruments, servant à la fabrication. ce qu'on doit entendre par marchandise, p.
Dégât de marchandises, matières ou instruments, servant à la fabrication. pénalité, p.
Dénonciation. *Voy.* Escroquerie.
Dépendance de maison habitée: Définition, p.
Dépendance de maison habitée: caractère, p.
Dépendance de maison habitée: cave, p.
Dépendance de maison habitée: couverture de la maison, p.
Dépendance de maison habitée: forge, p.
Dépendance de maison habitée: jardin, p.
Dépendance de maison habitée: dépendance de fait, p.
Dépendance de maison habitée: question au jury, p.
Dépendance de maison habitée: emploi du mot emplacement, p.
Dépôt. *Voy.* Abus de confiance.
Destruction d'animaux: Empoisonnement, p.
Destruction d'animaux: autres modes de destruction, p.
Destruction d'animaux: blessures, p.
Destruction d'animaux: mort donnée à un animal domestique, p.
Destruction d'arbres et de greffes: Pénalité, p.
Destruction d'arbres et de greffes: lieu où les arbres se trouvent, p.
Destruction d'arbres et de greffes: intention criminelle, p.
Destruction d'arbres et de greffes: cas où le fermier excipe de son bail, p.
Destruction d'arbres et de greffes: cas où il y a abatage et soustraction frauduleuse, p.
Destruction d'arbres et de greffes: arbustes, p.
Destruction d'arbres et de greffes: arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr,
Destruction de bornes: totale ou partielle, p.
Destruction de bornes: intention criminelle, p.
Destruction de bornes: constatation du jugement, p.
Destruction de bornes: replacement de la borne, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: Pénalité, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: mobile du délinquant, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: nature de la clôture, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: destruction totale ou partielle, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: cas où l'inculpé a voulu reprendre possession de la maison, d'où il a été expulsé judiciairement, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: cas où l'inculpé a brisé la clôture de la maison de sa femme, p.
Destruction de fossés, clôtures et haies: cas où l'inculpé a brisé une clôture sous le prétexte d'exercer une servitude, p.
Destruction d'instruments d'agriculture: lieu où la destruction a été opérée, p.
Destruction d'instruments d'agriculture: brouette, p.
Destruction d'instruments d'agriculture: parcs et cabanes, p.
Destruction et détournement d'objets donnés en gage: définition, pénalité, p.
Destruction et détournement d'objets donnés en gage: complicité par recélé, p.
Destruction et détournement d'objets donnés en gage: complicité par aide et assistance, p.
Destruction et détournement d'objets donnés en gage: détournement effectué par un tiers dans son intérêt personnel, p.
Destruction et détournement d'objets donnés en gage: détournement opéré par le conjoint, un descendant ou un ascendant, dans son intérêt personnel, p.
Destruction et détournement d'objets donnés en gage: détournement des objets par un tiers, qui en est propriétaire, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: l'art. 400 est applicable à toutes les saisies, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: mise en fourrière, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: saisie conduite par une femme sur les biens de son mari, p.

Destruction et détournement d'objets saisis: séquestre judiciaire, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: saisie d'immeubles loués ou affermés, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: nécessité de la notification de la saisie, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: bonne foi du saisi, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: complicité par recélé, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: complicité par aide et assistance, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: détournement effectué par un tiers dans son intérêt personnel, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: détournement opéré par le conjoint, un descendant ou un ascendant dans son intérêt personnel, p.
Destruction et détournement d'objets saisis: détournement des objets saisis, par un tiers qui en est propriétaire, p.
Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions: volonté, élément caractéristique du crime, conséquence, p.
Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions: mobile du crime, p.
Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions: destruction partielle, p.
Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions: objets auxquels la destruction s'applique, p.
Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions: pénalité, amende, p.
Destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions: question au jury, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: pénalité, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: tentative, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: volonté, élément caractéristique de l'infraction, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: ce qu'on entend par destruction, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: simple disparition de l'acte, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: indicacation du mode de destruction, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: actes de l'autorité publique, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: effets de commerce et de banque, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: autres pièces, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: circonstance aggravante résultant de la nature de la pièce, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: pièce opérant ou contenant obligation, disposition ou décharge, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: blanc-seing, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: nécessité, pour le jury ou le juge, de s'expliquer sur la nature de la pièce, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: nullité de la pièce, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: mode de preuve, p.
Destruction de registres, minutes, actes de l'autorité publique, titres, billets, lettres de change, effets de commerce: question au jury, p
Dévastation de récoltes ou de plants: Pénalité, p.
Dévastation de récoltes ou de plants: caractères de la dévastation, p.
Dévastation de récoltes ou de plants: ce qu'on entend par récoltes, p.
Dévastation de récoltes ou de plants: ce qu'on entend par plant, p.
Dévastation de récoltes ou de plants: grains coupés, p.
Domestique: *Voy.* Abus de confiance.
Effraction: Définition, exemples, p.
Effraction: ce qui la rend punissable, p.
Effraction: commise pour sortir après l'exécution du vol, p.
Effraction: effraction extérieure, définition, p.
Effraction: exemples, p.
Effraction: effraction intérieure, définition, exemples, p.
Effraction: questions au jury; p.
Effraction: cas assimilés à l'effraction intérieure, p.
Eglises: *Voy.* Maison habitée.
Elève: *Voy.* Abus de confiance.
Empirisme: *Voy.* Escroquerie.
Enclos: *Voy.* Parc ou enclos.
Entraves à la liberté des enchères: Pénalité, p.
Entraves à la liberté des enchères: nature de l'infraction, p.
Entraves à la liberté des enchères: intention criminelle, contrôle de la Cour de cassation, p.
Entraves à la liberté des enchères: caractère de la première infraction prévue par l'art. 412, p.
Entraves à la liberté des enchères: caractère de la deuxième infraction, prévue par cet article, p.
Entraves à la liberté des enchères: surenchères, p.
Entraves à la liberté des enchères: concert pour porter l'enchère en commun, p.
Entraves à la liberté des enchères: éloignement d'un seul enchérisseur, p.
Entraves à la liberté des enchères: résultat final des dons et promesses, p.
Entraves à la liberté des enchères: complicité de ceux qui se laissent écarter de l'enchère, p.
Epizootie: Caractère, pénalité, législation, p.
Escalade: Définition, p.
Escalade: ce qui la rend punissable, p.
Escalade: escalade intérieure, p.
Escalade: escalade ayant pour objet de voler à l'extérieur, p.
Escalade: escalade commise avant que la pensée du vol ait été conçue, p.
Escalade: moyens employés pour exécuter l'escalade, p.
Escalade: endroits dans lesquels l'escalade a procuré l'entrée, p.
Escalade: question au jury, p.
Escalade: ouverture souterraine, p.
Escroquerie: Historique, texte actuel, p.
Escroquerie: usage de faux nom, p.
Escroquerie: usage d'une fausse qualité, p.
Escroquerie: attribution d'une fausse capacité civile, p.
Escroquerie: il n'est pas nécessaire que l'usage du faux nom ou de la fausse qualité ait eu pour but de faire croire à un événement chimérique, p.
Escroquerie: il faut qu'il ait été la cause déterminante de la remise de la valeur convoitée, p.
Escroquerie: manoeuvres frauduleuses, leur nature, mensonges, réticences, p.
Escroquerie: fausses entreprises, leur nature, p.
Escroquerie: pouvoir, crédit imaginaire, définition, p.
Escroquerie: espérance ou crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, définition, p.
Escroquerie: menace d'une dénonciation, p.
Escroquerie: jeu, p.
Escroquerie: empirisme, p.
Escroquerie: magnétisme animal, p.
Escroquerie: promesse d'exemption du service militaire, p.
Escroquerie: il suffit que la manoeuvre ait eu pour résultat de tromper la crédulité de celui qui en a été l'objet, p.
Escroquerie: il faut qu'elle ait été la cause directe de la remise de la chose convoitée, p.
Escroquerie: deuxième élément du délit, remise ou délivrance de fonds, meubles, obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, p.
Escroquerie: tentative, p.
Escroquerie: à qui la remise doit être faite, p.
Escroquerie: l'énumération, faite par l'art. 408, n'est que démonstrative, p.
Escroquerie: troisième élément du délit, escroquerie, en tout ou en partie, de la fortune d'autrui, p.
Escroquerie: restitution de l'objet escroqué, p.
Escroquerie: pénalité, p.
Escroquerie: modes de preuve, p.
Escroquerie: rédaction des jugements, p.
Escroquerie: escroquerie obtenue à l'aide d'une écriture fausse, p.
Etable: *Voy.* Maison habitée.
Explosion des machines à vapeur: p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: Caractère, emploi de la force, de la violence ou de la contrainte, p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: extorsion de signature ou remise d'un titre, p.

Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: blanc seing, p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: tentative du crime, p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: irrégularité de l'acte, incapacité de la personne qui l'a signé, p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: nature légale de l'extorsion, p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: immunité de l'art. 380 du Code pénal, p.
Extorsion de signature ou d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge: question au jury, p.
Fausses clefs: Définition, p.
Fausses clefs: exemples, p.
Fausses clefs: endroits où l'emploi de la fausse clef doit avoir eu lieu, p.
Fausses clefs: question au jury, p.
Fausses clefs: contrefaçon ou altération des clefs, p.
Forge: *Voy.* Dépendance de maison habitée.
Fournisseurs des armées de terre et de mer. Temps de paix, p.
Fournisseurs des armées de terre et de mer. pénalité, p.
Fournisseurs des armées de terre et de mer. question au jury, p.
Fournisseurs des armées de terre et de mer. confiscation, p.
Fournisseurs des armées de terre et de mer. nécessité de la dénonciation du Gouvernement; en quoi elle consiste, p.
Garde nationale: *Voy.* Abus de confiance.
Homme de service à gages: *Voy.* Abus de confiance.
Huissier: *Voy.* Abus de confiance.
Ile: *Voy.* Parc ou enclos.
Incendie: Historique de la législation, p.
Incendie: trois espèces d'incendies; l'art. 434 ne concerne que l'incendie volontaire, p.
Incendie: incendie d'un lieu habité ou servant à l'habitation, p.
Incendie: ce que sont les lieux servant à l'habitation, p.
Incendie: lieux appartenant ou n'appartenant pas à l'incendiaire, p.
Incendie: nature de cette circonstance, p.
Incendie: nécessité de la soumettre au jury, p.
Incendie: questions diverses relatives à la qualification du crime, prévu par le premier paragraphe de l'art. 434, p.
Incendie: question au jury sur ce crime, p.
Incendie: incendie d'un édifice servant à des réunions de citoyens, p.
Incendie: incendie de voitures ou wagons, contenant des personnes, p.
Incendie: voitures ordinaires, p.
Incendie: wagons appartenant ou n'appartenant pas à l'incendiaire, p.
Incendie: question au jury sur ce crime, p.
Incendie: incendie de lieux inhabités ou ne servant pas à l'habitation, de forêts, de bois taillis, de récoltes sur pied, n'appartenant pas à l'incendiaire, p.
Incendie: ce qu'on doit entendre par édifice, p.
Incendie: ce qu'on doit entendre par forêts, par bois taillis, par récoltes, p.
Incendie: l'incendie de ces choses demeure impuni, si l'incendiaire en a la propriété exclusive et définitive p.
Incendie: immunité de l'art. 380, p.
Incendie: question au jury, relative à cet incendie, p.
Incendie: cas où le propriétaire cause préjudice à autrui, p.
Incendie: nature de ce préjudice, p.
Incendie: le jury doit être interrogé sur le point de savoir si l'incendie a causé préjudice à autrui, p.
Incendie: question au jury sur ce fait, p.
Incendie: incendie des pailles, récoltes, bois, des wagons non chargés de personnes, p.
Incendie: question au jury sur cet incendie, p.
Incendie: cas où ces choses appartenant à l'incendiaire, l'incendie cause préjudice à autrui, p.
Incendie: incendie par communication, p.
Incendie: tentative de cet incendie, p.
Incendie: difficulté relative à la position de la question, p.
Incendie: formule, p.
Incendie: incendie occasionnant la mort, p.
Incendie: question au jury, p.
Incendie: incendie des propriétés de l'Etat, p.
Incendie: exemple de tentative, p.
Incendie: incendie involontaire des propriétés mobilières ou immobilières, p.
Inondation: Pénalité, p.
Inondation: cas prévus par le Code pénal et par la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, p.
Jardin. *Voy.* Dépendance de maison habitée.
Jeu. *Voy.* Escroquerie.
Lieux où se font accidentellement de grands rassemblements d'hommes. *Voy.* Maison habitée.
Loi: 16-24 Août 1790, sur l'organisation judiciaire, p.
Loi: 31 décembre 1790-7 janvier 1791, sur la propriété industrielle, p.
Loi: 13-19 janvier 1791, sur les spectacles, p.
Loi: 19-22 juillet 1791, sur la police municipale et correctionnelle, p.
Loi: 19 juillet-6 août 1791, sur les spectacles, p.
Loi: 28 septembre-6 octobre 1791, sur la police rurale, p.
Loi: 30-31 août 1792, sur les auteurs dramatiques, p.
Loi: 19 juillet 1793, sur la propriété littéraire, p.
Loi: 1er septembre 1793, sur les ouvrages dramatiques, p.
Loi: 2 floréal an II, portant qu'un citoyen sera détenu jusqu'à la paix pour désobéissance à la loi, p.
Loi: 18 germinal an III, sur les poids et mesures, p.
Loi: 16 fructidor an III, sur la compétence, p.
Loi: 4 nivôse an IV, sur l'embauchage, p.
Loi: 10 fructidor an IV, sur la propriété littéraire, p.
Loi: 9 vendémiaire an VI, sur les loteries, p.
Loi: 19 brumaire an VI, sur les matières d'or et d'argent, p.
Loi: 9 germinal an VI, sur les loteries, p.
Loi: 19 frimaire an VIII, sur les poids et mesures, p.
Loi: 25 frimaire an VIII, attribuant aux tribunaux correctionnels la connaissance de certains délits, p.
Loi: 18 germinal an X, sur l'organisation des cultes, p.
Loi: 21 germinal an XI, sur les remèdes secrets, p.
Loi: 16 pluviôse an XII, sur les maisons de prêt sur gages, p.
Loi: 28 pluviôse an XIII sur les remèdes secrets, p.
Loi: 18 mars 1806, sur les prud'hommes, p.
Loi: 20 avril 1810, sur l'organisation judiciaire, p.
Loi: 21 octobre 1814, sur la presse, p.
Loi: 28 avril 1816, sur les finances, p.
Loi: 21 avril 1818, sur les douanes, p.
Loi: 19 juillet 1820, sur les finances, p.
Loi: 25 juin 1824, modificative du Code pénal, p.
Loi: 10 avril 1825, sur la navigation maritime, p.
Loi: 20 avril 1825, dite du sacrilége, p.
Loi: 22 février 1829, sur la loterie royale, p.
Loi: 15 avril 1829, sur la pêche fluviale, p.
Loi: 21 mars 1831, sur l'organisation municipale, p.
Loi: 1er avril 1832, sur la loterie royale, p.
Loi: 28 avril 1832, modificative du Code pénal, p.
Loi: 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, p.
Loi: 10 avril 1834, sur les associations, p.

Loi: 22 juin 1835, sur l'application aux colonies de la loi du 28 avril 1832, p.
Loi: 7 septembre 1835, sur les Cours d'assises, p.
Loi: 13 mai 1836, sur le vote du jury, p.
Loi: 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, p.
Loi: 23 mai 1836, sur les loteries, p.
Loi: 14 juillet 1836, sur les finances, p.
Loi: 4 juillet 1837, sur les poids et mesures, p.
Loi: 18 juillet 1837, sur l'administration municipale, p.
Loi: 23 mai 1838, modificative du Code de commerce, p.
Loi: 5 juillet 1844, sur la propriété industrielle, p.
Loi: 3 août 1844, sur la propriété des ouvrages dramatiques, p.
Loi: 15 juillet 1845, sur les chemins de fer, p.
Loi: 27 novembre 1849, sur les coalitions, p.
Loi: 27 mars 1851, sur la falsification des denrées alimentaires ou médicamenteuses, p.
Loi: 13, 26 juin 1851, sur la garde nationale, p.
Loi: 9 juin 1853, sur la déclaration du jury, p.
Loi: 8 avril 1854, sur la propriété littéraire, p.
Loi: 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés, p.
Loi: 5 mai 1855, sur la falsification des boissons, p.
Loi: 13 mai 1863, modificative du Code pénal, p.
Loi: 25 mai 1864, sur les coalitions, p.
Loi: 14 juillet 1866, sur la propriété littéraire, p.
Loteries: Législation, p.
Loteries: caractères, p.
Loteries: cas où un marchand joint à la vente des objets de son commerce la remise de billets d'une loterie autorisée, p.
Louage. *Voy.* Abus de confiance.
Magnétisme animal. *Voy.* Escroquerie.
Maison de jeu: Pénalité, p.
Maison de jeu: nature de l'infraction, p.
Maison de jeu: historique, p.
Maison de jeu: définition et caractères de l'infraction, p.
Maison de jeu: cercle, p.
Maison de jeu: café, cabaret, p.
Maison de jeu: ouverture de la maison temporaire ou permanente, p.
Maison de jeu: jeux, que l'on peut considérer comme de hasard, p.
Maison de jeu: compétence de révision, appartenant à la Cour de cassation, p.
Maison de jeu: moyens de justification inadmissibles, p.
Maison de jeu: personne que l'art. 410 entend punir, p.
Maison de jeu: banquier de la maison, p.
Maison de jeu: joueur, p.
Maison de jeu: administrateurs et préposés, p.
Maison de jeu: confiscation, objets auxquels elle s'étend, p.
Maison de prêt sur gages: Pénalité, p.
Maison de prêt sur gages: nature de l'infraction, p.
Maison de prêt sur gages: ses caractères, p.
Maison de prêt sur gages: partie civile, intervention, p.
Maison de prêt sur gages: irrégularité des registres, p.
Maison habitée: Définition, caractères, p.
Maison habitée: étable, p.
Maison habitée: navires et bateaux, p.
Maison habitée: voitures publiques, p.
Maison habitée: lieux où se font accidentellement de grands rassemblements d'hommes, théâtres, bourses, églises, p.
Maison habitée: cabane, destinée à servir de poste aux chasseurs, p.
Maison habitée: question au jury, p.
Mandat. *Voy.* Abus de confiance.
Manufactures françaises: Produits exportés, contraventions aux règlements d'administration publique, qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication, p.
Manufactures françaises: provocation à l'expatriation des directeurs, commis ou ouvriers d'un établissement, p.
Manufactures françaises: communication de secrets de la fabrique, p.
Manufactures françaises: complicité, p.
Menaces d'incendie: Pénalité et caractères, p.
Menaces d'incendie: la menace est-elle punissable, quelque propriété qu'elle concerne, p.
Menaces d'incendie: avis mensonger d'incendies, p.
Mensonges. *Voy.* Escroquerie.
Militaires. *Voy.* Abus de confiance.
Mine: Destruction par l'explosion d'une mine, p.
Mine: ce qu'on entend par mine, p.
Mine: question au jury, p.
Nantissement. *Voy.* Abus de confiance.
Navires et bateaux. *Voy.* Maison habitée.
Notaire. *Voy.* Abus de confiance.
Officiers ministériels. *Voy.* Abus de confiance.
Officiers publics: Aggravation de peine, p. *Voy.* Abus de confiance.
Opposition aux travaux autorisés par le Gouvernement: Mesures conservatoires, p.
Opposition aux travaux autorisés par le Gouvernement: travaux ayant le caractère de travaux autorisés par le Gouvernement, p.
Opposition aux travaux autorisés par le Gouvernement: démolitions, p.
Opposition aux travaux autorisés par le Gouvernement: moyens justificatifs, p.
Opposition aux travaux autorisés par le Gouvernement: travaux autorisés dans un intérêt privé, p.
Ordonnance: 24 octobre 1814, sur l'impression et le dépôt des ouvrages, p.
Ordonnance: 5 août 1818, portant concession à la ville de Paris du privilége de l'exploitation des jeux, p.
Ordonnance: 9 janvier 1828, sur le dépôt des écrits imprimés, p.
Ordonnance: 29 mai 1844, sur les loteries de bienfaisance, p.
Ouverture souterraine. *Voy.* Escalade.
Ouvrier. *Voy.* Abus de confiance.
Parc ou enclos: Définition, p.
Parc ou enclos: île, p.
Parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne: Leur nature, p.
Paris sur la hausse ou la baisse des effets publics: Effets auxquels le Code pénal est applicable, p.
Paris sur la hausse ou la baisse des effets publics: espèce de marchés admis en Bourse, marchés au comptant, marchés à terme, p.
Paris sur la hausse ou la baisse des effets publics: marchés prohibés par la loi, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: Distinction des faits, pénalité, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: définition du pillage et du dégât, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: objets protégés par les art. 440 et suiv. du Code, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: définition de la réunion et de la bande, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: définition de la force ouverte, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: des circonstances constitutives du crime, conséquence, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: exemples de pillage, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: nature légale du fait, qui permet d'abaisser la peine, conséquence, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: ce qu'on doit entendre par grains et grenailles, p.
Pillage de propriétés mobilières, en réunion ou bande et à force ouverte: peine des chefs, instigateurs ou provocateurs, p.
Prescription. *Voy.* Abus de blanc-seing, abus de confiance, banqueroute, contrefaçon.
Prêt. *Voy.* Abus de confiance.
Proclamations du Directoire exécutif: 19 germinal an VII; 11 thermidor, même année, sur les anciens poids et les anciennes mesures, p.
Question au jury: Maison habitée, p.
Question au jury: dépendance de maison habitée, p.

Question au jury: effraction, p.
Question au jury: escalade, p.
Question au jury: fausses clefs, p.
Question au jury: extorsion de signature ou d'écrit, p.
Question au jury: banqueroute, p.
Question au jury: complicité de banqueroute, p.
Question au jury: faillite des agents de change et courtiers, p.
Question au jury: abus de confiance, p.
Question au jury: fournitures aux armées de terre et de mer, p.
Question au jury: incendie d'un lieu habité ou servant à l'habitation, p.
Question au jury: incendie d'un wagon contenant des personnes, p.
Question au jury: incendie d'un lieu inhabité, de forêt, bois taillis, récoltes sur pied, p.
Question au jury: incendie d'un lieu assuré, p,
Question au jury: incendie des pailles, récoltes, bois, wagons. non chargés de personnes, p.
Question au jury: par communication, p.
Question au jury: occasionnant la mort, p.
Question au jury: destruction par explosion de mine, p.
Question au jury: destruction d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions, explosion de machines à vapeur, p.
Question au jury: destruction de titres, p.
Réticences. *Voy.* Escroquerie.
Saisie. *Voy.* Destruction et détournement d'objets saisis.
Séquestre judiciaire. *Voy.* Destruction et détournement d'objets saisis.
Société anonyme: Directeur. *Voy.* Abus de confiance.
Société en commandite: Associé gérant. *Voy.* Abus de confiance.
Soustraction: Pièce produite dans une instance, p.
Syndic. *Voy.* Abus de confiance, banqueroute.
Tentative. *Voy.* Banqueroute, chantage.
Théâtres. *Voy.* Maison habitée.
Travail salarié ou non salarié. *Voy.* Abus de confiance.
Tromperie: Ensemble de la législation, p.
Tromperie: tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent, p.
Tromperie: tromperie sur la qualité d'une pierre fausse, vendue pour fine, p.
Tromperie: tromperie sur la nature de toutes marchandises, p.
Tromperie: tromperie, qui ne porte que sur la qualité, p.
Tromperie: cette disposition de l'art. 423 s'étend à toutes choses, aux remèdes secrets, aux ouvrages d'éducation, p.
Tromperie: vente, échange, apport en société, p.
Tromperie: falsifications, qui ne vont pas jusqu'à la dénaturation, p.
Tromperie: cas où il y aurait escroquerie, p.
Tromperie: tentative des délits réprimés par l'une des trois premières dispositions de l'art. 423, p.
Tromperie: tromperie sur la quantité des choses vendues, réglée par la loi du 27 mars 1851, p.
Tromperie: amende, mode de fixation de son maximum, p.
Tromperie: confiscation, p.
Tromperie: intention criminelle, p.
Tromperie: examen de la loi du 27 mars 1851, p.
Tromperie: falsification des substances, par addition ou retranchement, p.
Tromperie: avoine, p.
Tromperie: denrées exclusivement destinées à l'alimentation du bétail, p.
Tromperie: vinaigre, p.
Tromperie: sirops, p.
Tromperie: sangsues, p.
Tromperie: les denrées doivent être destinées à être vendues comme denrées alimentaires ou médicamenteuses, p.
Tromperie: détaillants ou fabricants, p.
Tromperie: vente ou mise en vente de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, falsifiées ou corrompues, p.
Tromperie: caractères de la mise en vente, p.
Tromperie: caractères des substances corrompues, p.
Tromperie: animal vivant, p.
Tromperie: l'inculpé doit savoir que la substance est falsifiée ou corrompue, p.
Tromperie: il faut qu'elle ait été falsifiée ou corrompue, mais il n'est pas nécessaire qu'elle ait été nuisible, p.
Tromperie: il n'importe pas que l'autorité municipale ait autorisé la vente, p.
Tromperie: cas où le fait constituerait une escroquerie, p.
Tromperie: tromperie sur la quantité des choses livrées, par l'usage de faux poids ou de fausses mesures ou d'instruments inexacts, par des manoeuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, par des indications frauduleuses, p.
Tromperie: tentative punie comme le délit lui-même, p. 442; conditions de la tentative, p.
Tromperie: mélange à la chose demandée d'une matière sans valeur, p.
Tromperie: ce qu'on doit entendre par faux poids ou fausses mesures, par instruments inexacts, par manoeuvres ou procédés tendant à fausser l'opération, par indications frauduleuses, p.
Tromperie: les faits, prévus par l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851, constituent des délits, conséquence, p.
Tromperie: en cas de conviction de plusieurs faits, le juge ne peut prononcer qu'une peine, p.
Tromperie: aggravation de peine par l'art. 2 de la loi de 1851, s'il y a mixtion nuisible à la santé, p.
Tromperie: cas où la mixtion est connue de l'acheteur, p.
Tromperie: détention de poids ou mesures faux ou de substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, p.
Tromperie: ce qu'on doit entendre, dans l'art. 3 de la loi de 1851, par poids et mesures faux, p.
Tromperie: le fait, prévu par ledit art. 3, est une contravention, p.
Tromperie: commentaire de l'art. 4 de la loi de 1851, p.
Tromperie: commentaire de l'art. 5, p.
Tromperie: loi du 5 mai 1855, analyse, p.
Tromperie: préparations des vins, p.
Tromperie: falsifications punissables, p.
Tromperie: décret du 15 décembre 1813 sur le commerce des vins à Paris, p.
Tuteur. *Voy.* Abus de confiance.
Voitures publiques. *Voy.* Maison habitée.
Vol: Pénalité, définition, caractères, p.
FIN DE LA TABLE.